

LA
POLITIQUE SCOLAIRE
DE LA
NOUVELLE ITALIE

THÈSE PRÉSENTÉE
A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR
HENRI GOY

PARIS
LIBRAIRIE PIERRE ROGER

54, RUE JACOB, 54

1926



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA
POLITIQUE SCOLAIRE
DE LA
NOUVELLE ITALIE

LA
POLITIQUE SCOLAIRE
DE LA
NOUVELLE ITALIE

THÈSE PRÉSENTÉE
A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS
PAR
HENRI GOY

PARIS
LIBRAIRIE PIERRE ROGER

54, RUE JACOB, 54

1926

* 11050



PRÉFACE

L'historien qui, plus tard, avec un recul suffisant, fera le tableau de notre après-guerre sera probablement frappé de l'importance des questions scolaires dans cette période de pénible rééducation. Loi Fisher anglaise, lois françaises successives et discordantes, décrets-lois Gentile, législation des Soviets, effervescence pédagogique allemande, donnent l'impression d'un monde en travail, d'un devenir inquiet.

Cette fièvre de réformes présente d'ailleurs des symptômes fort divers, divers selon les pays et le moment.

Dès le milieu de la grande guerre, des voix s'élèvent de toutes parts pour proclamer un ordre nouveau. Égalité de tous devant l'instruction, choix de l'élite, place ouverte au talent, telles sont les formules lancées du haut de la tribune ou de la chaire, dans les divers pays belligérants. On veut témoigner au commun peuple, partout durement éprouvé, une reconnaissance durable ; on veut aussi augmenter ou maintenir le rendement de chaque nation, provisoirement appauvrie en hommes, par une meilleure sélection des plus utiles et des plus dignes. On se plaît à rêver, au milieu des horreurs de la guerre, d'une paix universelle définitivement établie sur les solides bases d'une éducation renouvée.

Passato il pericolo, gabbato il santo : le péril passé, on se moque du saint qu'on invoquait. D'autres préoccupations se sont imposées aux gouvernants après les traités de paix : ici le maintien d'un ordre social millénaire, là le messianisme d'une révolution intégrale, ailleurs la volonté de dominer par l'argent ou par les armes ou sim-

plement le souci de conserver intact le patrimoine national. Mais n'avait-on pas vu de semblables changements de front après les luttes de l'ère révolutionnaire et impériale ? L'Allemagne, par exemple, soulevée après Iéna par ses hommes d'État, ses penseurs, ses prophètes, unanimes à lui promettre la liberté et l'unité pour le jour où elle aurait vaincu l'étranger, était invitée après 1815 à se prosterner devant la Sainte-Alliance et à reprendre, dans les étroites limites des principautés divisées, la vie médiocre d'antan.

Du puissant élan humanitaire et démocratique de la Grande Guerre, tout n'a cependant pas péri. Il en reste un peu partout le goût ou le besoin de la nouveauté, ici plus hardis et plus désintéressés, là exploités par une doctrine ou un parti. Mais en même temps, dans ce monde troublé, dans les divers États qui cherchent péniblement à retrouver un équilibre durable, la nation, la patrie apparaît plus peut-être qu'à aucun autre moment de l'histoire contemporaine, comme un organisme essentiel, comme la condition nécessaire de l'ordre et de la prospérité dans une humanité organisée. Les réformes les plus récentes semblent bien être un essai de conciliation de tendances parfois opposées : idéal généreusement humain d'une part fait d'égalitarisme, de l'union des cœurs, de l'amour de l'enfance et des humbles, de la collaboration des classes et des peuples — et d'autre part exaltation du sentiment patriotique, tension de toutes les énergies dans le cadre étroit de la nation.

Ces divers éléments se retrouvent dans la réforme italienne qui fait l'objet du présent travail.

Étude de pédagogie et de législation scolaire, ce travail côtoie l'histoire politique de l'Italie contemporaine sans l'aborder directement et n'y fait allusion que dans la mesure strictement indispensable pour situer l'histoire de

l'école et l'éclairer. L'impartialité s'impose donc ici, non pas seulement comme une règle scientifique, mais comme une nécessité même du sujet traité : sujet technique, question d'éducation qui ne peut être examinée que du point de vue pédagogique, en dehors de toute querelle de parti.

Ce sujet est nettement délimité par les événements. Le ministre réformateur dont on se propose d'exposer l'œuvre administrative est resté au pouvoir du 31 octobre 1922 au 1^{er} juillet 1924 : vingt mois d'activité législative, telle est dans le temps la limite précise de cette étude, dont l'objet est essentiellement la Réforme scolaire de Giovanni Gentile.

L'œuvre est considérable. Toutes les branches du vaste ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ont été profondément transformées dans ce très court espace de temps. Dégager les idées maîtresses de l'œuvre, suivre l'activité du ministre réformateur dans la réorganisation du cadre général de l'école italienne, décrire la forme, l'esprit nouveaux donnés aux trois ordres de l'enseignement, montrer en un mot dans quelles conditions doivent s'élaborer la conscience et l'intelligence de la jeune Italie, tel est le but que l'auteur se propose.

Il ne s'arrêtera donc point à ce qui, de ce point de vue, peut être considéré comme un côté secondaire de la réforme : la réorganisation de l'administration et de l'enseignement des Beaux-Arts, la participation à la réforme de l'enseignement technique (poursuivie d'autre part avec plus d'ampleur par le ministère de l'Économie nationale).

Mais même ainsi restreint rigoureusement quant au temps et aux catégories de faits envisagés, le sujet est encore très vaste. Cela tient aux modalités comme au contenu de la réforme.

Disposant exceptionnellement d'un pouvoir discrétionnaire, mais pour une période limitée, le ministre a précipité le rythme de la réforme qui s'est effectuée sans délai au milieu d'une véritable avalanche de décrets-lois, décrets ministériels, ordonnances, instructions, circulaires et commentaires officiels.

Et le but que se proposait le législateur, ce n'était point le redressement de telles ou telles erreurs de détail : le programme annoncé à l'avance par une phalange d'éducateurs et de publicistes dévoués au ministre, c'était la réforme totale d'un système éducatif, l'instauration d'un ordre nouveau établi sur des données logiquement enchaînées, basé sur une conception déterminée de la pensée, de la vie sociale, de l'État.

Étant donné l'ampleur de la réforme, il y a bien lieu de parler d'une politique scolaire. La réforme des institutions n'est ici qu'un moyen ; le réformateur, envisageant l'ensemble du pays, toutes les classes de la société, se propose d'influer profondément et d'une manière durable sur tout un peuple, de modeler selon un plan arrêté et pour des buts déterminés toutes les intelligences et toutes les volontés. La hardiesse de l'entreprise s'imposerait à elle seule à notre attention.

Mais si nous considérons que ce peuple de plus de quarante millions d'âmes est une des plus grandes forces de l'Europe nouvelle et notre voisin immédiat, nous penserons que l'expérience tentée ne présente pas seulement un intérêt théorique. Il nous importe d'étudier, avec sympathie et clairvoyance à la fois, la route dans laquelle il s'engage, les destinées que l'on tente de lui assigner.

H. G.

INTRODUCTION

CIRCONSTANCES POLITIQUES DE LA RÉFORME SCOLAIRE

1. L'après-guerre en Italie : se réformer ou périr

Le 13 novembre 1859, Casati, ministre de l'Instruction publique¹ du roi de Sardaigne, Victor-Emmanuel II, édicte la loi organique qui sera, pour plus de soixante années, la charte de l'école d'Italie et qui, même après les transformations récentes, en reste la base fondamentale : à travers les constructions modernes apparaît de toutes parts l'opus indestructible du grand Piémontais et toutes s'édifient sur le plan dessiné par le fondateur.

Or, cette loi organique du 13 novembre est promulguée aussitôt après la guerre décisive contre l'Autriche, quatre mois après l'armistice de Villafranca (12 juillet), au lendemain même du traité de Zurich (10 novembre) par lequel l'Autriche vaincue par les armées alliées de France et de Piémont abandonne la Lombardie.

Et cette loi est élaborée dans une véritable période de dictature, sans consultation du pays, sans avis des Chambres et, comme le dit le préambule, « en vertu des pleins pouvoirs qui nous sont conférés par la loi du 25 avril dernier ».

Etrange recommencement de l'histoire : soixante-quatre ans après la loi Casati, l'école italienne est réorganisée et subit une refonte complète. Et, comme au temps de la première loi, l'événement s'accomplit dans une période d'après guerre, après une lutte victorieuse mais cruelle et dévastatrice, engagée cette fois encore contre l'Autriche; et il s'accomplit aussi dans des conditions exceptionnelles, hors des formes normales de la légalité, en vertu des pleins pouvoirs du 3 décembre 1923.

Mais si ces deux dates, 1859 et 1923, présentent des simi-

1. Gabrio Casati, ministre du 24 juillet 1859 au 15 janvier 1860.

litudes frappantes, elles diffèrent toutefois singulièrement sous bien des aspects. Après-guerre, soit; mais suite de deux guerres très diverses. La Grande Guerre de trois années et demie de 1915 à 1918, ses vicissitudes dramatiques, son caractère acharné, les protestations qu'elle a suscitées dans une partie de l'opinion presque jusqu'à sa fin, la misère économique dont elle s'est accompagnée, ont causé un bouleversement profond dans tout le pays, et les premiers moments de la paix n'ont fait qu'accentuer le déséquilibre intérieur.

Les négociations de Paris irritent l'opinion; les traités de 1919 la déçoivent profondément. Catholiques et socialistes, opposés de la première heure à la guerre et aux alliances de l'Italie, se reprennent à parler haut. Des catholiques en grand nombre ¹ s'organisent le 18 janvier 1919 à l'appel d'un prêtre sicilien, Don Sturzo, en parti démocratique d'allure souvent démagogique, le Parti populaire italien, ou comme on les appela aussitôt, les *popolari*. Mais la masse du peuple va plus loin encore et se donne aux extrémistes ², pour sortir des angoisses, des misères actuelles, pour effrayer les profiteurs de la guerre, les *pescecani* ou nouveaux-riches italiens, et pour faire régner, dans l'Italie que sillonnent les émissaires de Moscou, « le paradis de Lénine ».

Le ministère Nitti — mai 1919 à juin 1920 — marque probablement le point culminant de la désagrégation de l'Italie. Partout gronde l'émeute : pillages de magasins dans les villes, prodromes de jacquerie dans les campagnes : le 2 septembre 1919, le ministre autorise par décret l'occupation et le partage des grandes propriétés foncières.

« L'Europe ne s'est pas doutée, dit un professeur italien ³, et ne se doute pas encore du danger que nous avons couru. Tu lisais dans les journaux que les ouvriers s'étaient emparés d'une usine, les paysans d'une terre : cela te paraissait curieux. Savais-tu que sur huit mille communes, deux mille, dont des villes comme Milan, étaient tombées aux mains des révolu-

1. Jean Alazard, *Communisme et Fascio en Italie*, Paris, Bossard, 1922. Cette étude présente les origines du Parti fasciste; elle commence à la chute du ministère Orlando (mai 1919) et s'arrête à l'arrivée du ministère Bonomi au pouvoir (juillet 1921). On consultera avec intérêt notamment le chapitre II, « les Partis politiques à la fin de 1919 », où se trouvent les origines du Parti populaire italien.

2. Jean Alazard, *op cit.*, chap. III, « M. Nitti et la question sociale ».

3. Paul Hazard, *L'Italie vivante*, 2^e édition, p. 46 et 47. Paris, Perrin et C^{ie}, 1923.

tionnaires? Dis, savais-tu que dans le quart de notre pays, on avait arboré le drapeau rouge? Savais-tu qu'à l'anarchie envahissante, nous n'avions à opposer que des forces ridicules et désarmées — rien en somme? Déjà, des hommes d'Etat semblaient attendre l'avènement de la république des Soviets, et se préparaient à prendre le pouvoir sur les ruines de l'Italie. »

Parmi les grèves nombreuses de cette époque — dont la plupart étaient grèves politiques, destinées à démontrer la force d'un parti et à en dénombrer les militants — les plus caractéristiques furent les grèves de fonctionnaires¹. On vit même à Rome une grève accompagnée d'une manifestation des employés et fonctionnaires des services centraux : hauts fonctionnaires, directeurs, chefs de division et chefs de bureau marchaient en cortège, portant des inscriptions véhémentes et conspuant énergiquement leurs chefs suprêmes au pouvoir. Quoi d'étonnant que l'on ait pu assister dans le même temps, à des tentatives de grève générale des instituteurs primaires² à travers toute l'Italie?

Dans le désordre des classes sociales et des consciences, malgré le besoin pressant de réforme profonde, le Parlement et le gouvernement donnent le spectacle de l'impuissance. La Chambre élue le 16 novembre 1919 sous le ministère Nitti se discrédite par ses violences et ses scènes de pugilat; Giolitti la dissout le 17 avril 1921; la Chambre élue le 15 mai 1921 n'amène pas non plus de majorité décisive et les ministères s'usent rapidement; Giolitti tombe le 4 juillet 1921, Bonomi tombe à son tour sept mois après le 26 février 1922, puis

1. Sous le ministère Giolitti : le 29 avril 1921 commence à Rome la « grève per-lée » des employés et fonctionnaires des administrations centrales, grève qui s'étend peu à peu à des catégories très diverses de fonctionnaires.

Les *Diritti della Scuola* (15 mai 1921) donnent sous le titre de « Leçon de choses » cette grève en exemple à leurs lecteurs : « Les instituteurs d'Italie ont eu l'occasion d'assister récemment à l'agitation des fonctionnaires de l'Etat, comme une foule de curieux épiant du dehors un spectacle auquel il ne lui est pas permis de participer. Et ils ont vu tous ces gens de haute renommée et bien pensants, chevaliers et commandeurs de divers ordres, gros fonctionnaires, défiler au cri de : *Nous avons faim!* devant les bureaux des Excellences et Sous-Excellences, se livrer à des démonstrations tumultueuses devant les palais ministériels... et ils ont vu le gouvernement tout d'abord résister, menacer, déclarer que sa volonté était inébranlable, et puis céder tout à coup, cachant son changement d'attitude sous une formule obscure et enveloppée, qui a cependant une signification claire pour les intéressés : ce qu'ils demandent est accordé. »

2. Juin 1919, juin 1921, avril 1922; voir le détail au chapitre III, part. 8, « le Personnel enseignant et l'Agitation d'après guerre ».

Facta mis en minorité remanie son ministère le 14 août 1922 et finit par être emporté dans la tourmente fasciste trois mois après.

Toute la vie politique paraît se réduire à la recherche de combinaisons habiles entre hommes ou partis, qui permettent à un gouvernement de prolonger sa vie de quelques semaines, quelques jours. Les spécialistes consciencieux, que tout président du Conseil appelle autour de lui pour corser son ministère, préparent de copieux projets de réforme, qui jamais ne sont discutés. On voit ainsi passer inutilement à l'Instruction publique trois professeurs d'Université, le physicien Corbino, Benedetto Croce, philosophe insigne, Anile, professeur à la Faculté de médecine de Naples.

« Une administration centrale pléthorique, quant aux fonctions administratives, anémique quant aux œuvres et au savoir technique; une administration locale aux bureaux juxtaposés, pleine de doubles emplois qui créent des conflits, des retards, un arrêt dans l'activité nécessaire; la direction et l'inspection d'Etat diminuées de valeur, de vigueur et de prestige; une forêt touffue de dispositions législatives parfois contradictoires, souvent inobservées, qu'il faut simplifier, réduire, unifier; écoles maternelles insuffisantes et soustraites à la direction de l'Instruction publique; l'éducation élémentaire obligatoire en apparence et en apparence minutieusement réglementée tandis que s'étale en réalité l'analphabétisme; l'éducation des adultes restée, à part un petit nombre d'exceptions heureuses, un simple mythe, un intéressant sujet d'études, de discussions, de congrès; une école normale archaïque; un enseignement secondaire pauvre de spiritualité, uniforme désespérément dans ses règlements et ses systèmes; un enseignement supérieur réduit dans la plupart des cas à l'humble rôle de dispensateur de parchemins », tel est l'enseignement public italien de l'ancien régime d'après le tableau rétrospectif qu'en donne la *Tecnica Scolastica*¹ de janvier 1923.

Depuis de longues années d'ailleurs, les réformes n'aboutis-

1. On a cité ici la *Tecnica Scolastica* à cause du raccourci complet qu'elle donne de la situation dans son numéro inaugural. Comme ce tableau peut paraître tendancieux, puisqu'il émane de l'entourage même du ministre réformateur, on le complètera dans les pages ci-après par des exemples concrets et par des témoignages

sent pas. Que dire, par exemple, du long calvaire de l'école normale primaire! Le 8 juillet 1904, le Parlement demande au ministre de la réformer dans le délai d'une année, mais l'année se passe, le ministre passe et l'école normale reste en l'état. Le 4 juin 1911, le Parlement donne au ministre d'alors six mois seulement pour mettre sur pied cette même réforme et les ministres successifs se mettent au travail, mais c'est le Parlement qui n'arrive plus à se décider. Le projet de 1919 eut pourtant l'honneur d'une discussion approfondie à la Chambre, mais il disparut dans les cartons du Sénat et, en 1922, les écoles normales continuaient à fonctionner selon l'ordonnance de 1896. Plus récemment encore, la loi sur les pensions de retraite, réclamée avec insistance par le personnel enseignant, discutée pendant plusieurs années à la Chambre, votée enfin en juillet 1922, venait s'enliser sans espoir dans les commissions sénatoriales.

Dira-t-on que c'est là un tableau volontairement poussé au noir, simple procédé rhétorique pour amener par antithèse le triomphe du fascisme sauveur?

Mais voici une opinion de gauche, celle de la revue radicale *Diritti della Scuola*¹, non suspecte de tendresse pour le régime dictatorial. Le 3 décembre 1922, malgré le triomphe du fascisme, elle note² : « La lenteur énervante, l'impuis-

empruntés aux organes de l'opposition. Le tableau lui-même pour être précis en ce qui concerne l'instruction publique, devrait s'appuyer sur le résultat des enquêtes officielles (commission Boselli, relation V. Fiorino pour le secondaire, rapport Ceci pour l'enseignement supérieur). Ces documents sont utilisés dans les chapitres consacrés aux divers ordres d'enseignement. Ils corroborent le témoignage du périodique cité ici.

1. Dès le 26 novembre 1922 (n° 6, p. 86), la même revue publie un article de Pietro Faudella, député, où est exposée l'anarchie administrative de l'ancien régime, causée par l'âpreté des intérêts particuliers, par les coalitions d'intérêts à l'assaut des pouvoirs exécutif et législatif, pour les plier à des exigences de plus en plus variées et nombreuses, et de plus en plus désorganisatrices.

« Aucun des deux pouvoirs n'opposait désormais une résistance appréciable. A toutes les commissions, à tous les comités, à tous les bureaux d'association qui se présentaient au nom de groupements improvisés, les ministres accordaient l'attention la plus bienveillante, la reconnaissance du bien-fondé de leurs réclamations, la promesse d'une étude attentive et de mesures adéquates... qu'il nous soit permis d'espérer que le nouveau ministre de l'Instruction publique rejettera d'un geste en accord avec l'austérité de sa conscience cette tradition vile et humiliante! »

2. Année 1922, n° 7, article éditorial; le premier paragraphe exprime une impression générale qu'il est intéressant aussi de relever : « Même ceux de nos lecteurs qui professent la plus stricte orthodoxie constitutionnelle ont au cœur une certaine satisfaction à penser que l'action gouvernementale peut suivre un rythme plus libre et plus vif, maintenant que le Parlement a délégué au ministère de très amples pouvoirs. »

sance de l'action parlementaire et gouvernementale, son immobilité entre les forces opposées, l'habitude de voir s'évanouir au moindre souffle d'opposition les initiatives et les œuvres longuement réclamées et évidemment utiles, ont pénétré de défiance et de scepticisme un trop grand nombre d'entre nous ». Et un peu plus tard et rétrospectivement (4 mars 1923) : « De radical en Italie, il n'y avait plus personne, pas même le vieux parti qui s'ornait de ce nom et de courage on n'en voyait guère; à l'Instruction publique, on trouvait sans doute des hommes de valeur, éminents en politique, dans les sciences ou les lettres, mais placés là avec la mission de laisser dormir les dossiers dans la poussière ».

L'après-guerre tumultueux n'avait fait que pousser au paroxysme un mal profond et déjà ancien, le jeu stérile d'ambitions et d'appétits dans le Parlement, une impuissance morbide des gouvernants à décider et à agir. Il semble qu'on assiste à un obscurcissement graduel de la notion de l'intérêt général et de l'Etat. A travers les crises violentes de 1919 et 1920, dans les spasmes des guerres de rues de 1920 et 1921, l'Italie semble s'acheminer vers la paralysie générale.

Le 30 septembre 1922, les *Diritti della Scuola* publiaient en première page l'appel douloureux d'un jeune maître, Guido Lisardi, pour « la guérison morale du peuple italien »; l'idéal national disparaît, valeurs morales et vertus spirituelles tombent dans les luttes de parti, l'Italie est menacée de périr!

2. Le fascisme, la marche sur Rome, les pleins pouvoirs

Dans la *Conquête de Rome* publiée en 1885, Mathilde Sèrao¹ nous présente le jeune avocat Francesco Sangiorgio rêvant de succès prodigieux, au Janicule, devant le panorama de la Ville éternelle. Un vieux parlementaire lui montre la folie de son entreprise : Rome, c'est la cité cosmopolite, universelle, qui sait tout parce qu'elle a tout vu. Mais elle est indifférente, imperturbablement sereine, âme sourde, femme qui ne sait pas aimer. « Et pourtant quelqu'un viendra, ou quelque chose, qui troublera cette sérénité. Il faudra bien qu'elle se laisse un jour conquérir, cette Rome : pour dix ans, pour un an, pour

1. Matilde Sèrao, *la Conquista di Roma*, cité d'après la 4^e édition, 15^e mille, Firenze, Bemporad, 1922.

un mois, n'importe; mais quelqu'un la prendra et vengera tous ces morts, tous ces vainqueurs, tous ces faibles qui ont touché ses murs sans pouvoir l'emporter. Oh! cet homme! Il devra posséder un cœur de bronze, une volonté inflexible et rigide; il faudra qu'il soit jeune, sain, robuste, audacieux, sans liens et sans faiblesse; il faudra qu'il concentre toutes ses énergies, profondément, intensément sur cet idéal de conquête. Oui, quelqu'un la conquerra, cette Rome orgueilleuse! » « Moil » s'écrie Francesco Sangiorgio... mais il est bientôt vaincu.

Ce que n'a pu faire le héros de roman, le fils de l'humble forgeron des Romagnes, Benito Mussolini ¹ vient de l'accomplir avec ses milices fascistes. On connaît l'aventure du dictateur. Socialiste révolutionnaire, un temps, banni de son pays et réfugié en Suisse, il est, en Italie, dès le début du conflit européen, un des plus ardents interventionnistes. Engagé volontaire grièvement blessé, il se fait après l'armistice l'adversaire acharné des communistes. Des faisceaux, des *fasci* populaires, il s'en était fondé autrefois ² en Sicile en 1892, et ils avaient un caractère révolutionnaire. Le nouveau fascisme, créé le 23 mars 1921, ce fut tout d'abord la révolution au service de l'ordre, mais sans tendance politique définie. Comme l'a remarqué un de ses récents critiques (Mario Vinciguerra, *le Fascisme vu par un solitaire*, Turin, 1923), « dans la vie politique contemporaine, les mouvements s'accomplissent sous l'impulsion, non d'idées concordantes, mais d'états d'âme généraux et mouvants ».

Les causes immédiates ³, déterminantes du mouvement fasciste sont très diverses : mécontentement général devant les résultats obtenus par l'Italie après le grand effort et les privations et souffrances de la guerre — irritation des combattants devant le déséquilibre social né de la guerre, contre les

1. *Le Fascisme*, par Giuseppe Prezzolini, traduction française, Paris, Bossard, 1925.

2. Jean Alazard, *op. cit.*, p. 72. Discours de Giolitti à Montecitorio, février 1922 : « On vit la première manifestation de ce processus en Sicile en 1892, quand se créèrent les *fasci*. On eut tort alors de faire une répression violente. »

3. Jean Alazard, *op. cit.*, p. 78. « Toutes les aspirations, tous les « sentimentalismes » coexistaient dans le « fascio ». Les classes moyennes, que la guerre avait ruinées, espéraient qu'il leur redonnerait l'aisance d'autrefois; les patriotes lui recommandaient une conception plus forte de l'idée de patrie; presque tous avaient la haine du profiteuse de guerre, et étaient disposés à le poursuivre sans pitié. Mais bientôt ce côté « romantique » de l'agitation fasciste disparut. Il resta le côté social qui fut fatalement anticommuniste et antirévolutionnaire. »

ouvriers des fabrications de guerre comme contre les grands profiteurs des fournitures militaires, — exaspération de la bourgeoisie devant le désordre grandissant et les menaces de bolchevisme.

Mussolini et ses premiers groupes d'arditi grossis à la fin de l'aventure de Fiume des légionnaires de d'Annunzio (26 décembre 1921) entrent tout d'abord dans la lutte avec la seule idée de rétablir l'ordre et de faire cesser par la violence les violences communistes. Pendant un temps, la chasse aux communistes est leur unique occupation : expéditions punitives fascistes, guet-apens communistes, guerres de rues dans diverses cités et notamment à Florence sont les péripéties de ce duel acharné, souvent sauvage. Dans la lutte, Mussolini organise ses milices, leur donne, avec une discipline rigoureuse, des costumes et des noms évocateurs : la chemise noire, c'est l'enthousiasme mystique des Garibaldiens avec la gravité de l'ère moderne; le salut romain, les consuls, les principes, les triaires, c'est la Rome antique et la gloire impérissable de ses légions.

Lorsque les communistes pourchassés, désorientés sont définitivement vaincus, le fascisme groupant tous les mécontents apparaît comme la seule force organisée du pays¹. Il devient notamment l'expression la plus fidèle d'une classe nombreuse, la petite bourgeoisie italienne, et prend ce caractère national, ou mieux nationaliste, qui sera désormais son trait distinctif.

Dans une série d'articles parus de 1919 à 1923 et réunis en un volume (*Nazionalfascismo*, Turin, 1923), Luigi Salvatorelli² marque ces rapports du fascisme avec la classe moyenne.

1. Auguste Monti, expliquant dans *la Nostra Scuola* les raisons de sa non-adhésion au fascisme analyse comme suit les éléments composants du nouveau parti (août 1922, p. 12) :

« Un élément nettement démocratique de tendance radicale, qui est l'élément interventioniste de gauche, héritier du *Parti d'action* historique et du *garibaldinisme*;

« Un élément nettement réactionnaire, qui est l'élément agrario-esclavagiste, héritier de certains courants antilibéraux de notre Risorgimento, *sanfedisme*, *consistorialisme*;

« Un élément corporatif, qui provenant du syndicalisme est l'ingrédient le plus moderne et politiquement le moins compromis de notre fascisme;

« Ces éléments distincts sont jusqu'ici maintenus ensemble, négativement par l'antisocialisme, positivement par un nationalisme à nuance éclatante et traits accentués. »

2. *Nazionalfascismo*, par Luigi Salvatorelli, *Biblioteca de La Rivoluzione liberale*, n° 2, Torino, Piero Gobetti, éditeur, 1923.

Mouvement impulsif à ses débuts, sans programme défini, sans « idéologie » propre, le fascisme adopte peu à peu les idées dominantes de la classe dans laquelle il s'est recruté : « Au moment décisif de sa cristallisation, il fait sien le mythe nationaliste du petit bourgeois et alors se produit l'identification du nationalisme et du fascisme. »

Mais qu'est-ce donc que cette petite bourgeoisie italienne ? « Encastrée entre le capitalisme et le prolétariat comme le tiers parti dans un litige », en marge de la vie productive de la nation, elle nie la lutte de classes qui lui est étrangère et la remplace par la conception abstraite de la nation, dans laquelle devraient à son sens se fondre et s'absorber tous les antagonismes sociaux ; elle aboutit à un idéal essentiellement antilibéral d'absolutisme paternel. Cette petite bourgeoisie est particulièrement développée en Italie¹, où le développement relativement médiocre de la grande industrie n'a pas constitué aussi fortement qu'ailleurs les partis extrêmes, grand patronat et prolétariat nombreux. Mais le phénomène n'est pas limité à l'Italie.

Mise en valeur par la guerre, et l'on peut aussi ajouter : mise par l'après-guerre dans un état économique souvent difficile, la petite bourgeoisie exerce un peu partout une influence considérable. Elle inspire en ce moment un mouvement de réaction contre l'esprit libéral du dix-neuvième siècle, analogue à celui qui suivit les guerres de la Révolution et de l'Empire, réaction non seulement politique mais morale, qui met en question les lentes conquêtes de l'esprit, la liberté, la tolérance, et remet en honneur le dogmatisme sous tous ses aspects. Et l'un de ses aspects, c'est précisément la religion. Mais cette religion qui refléurit après la guerre n'est point tant un élan des âmes où se fondraient les diversités de classe et de nationalité, qu'une religion d'Etat, instrument de domination, affirmation du principe d'autorité. Et, si l'on veut, suivant Salvatorelli, continuer le parallèle entre l'après-guerre

1. Disons plutôt, pour corriger ce que l'affirmation de l'écrivain de Turin peut avoir d'excessif : dans l'Italie du Nord ; là surtout, grâce à l'activité industrielle et au développement de la petite propriété, a pu se constituer une classe moyenne, une bourgeoisie de type occidental européen ; on en constatera l'existence également en Toscane, à Florence. Rome n'a pour classe moyenne que le fonctionnaire, l'*impiegato* ; dans le Midi, dans les Iles, dans les campagnes de l'Emilie se trouve surtout le prolétariat rural des *braccianti* et le prolétariat nouveau des usines qui se fondent de toutes parts.

de la Restauration et l'après-guerre d'aujourd'hui, on conclut que l'absolutisme de Metternich mène à l'« Etat-Ordre » du légitisme monarchique, tandis que l'absolutisme italien ou fasciste donne l'« Etat-Force » du nationalisme démagogique.

L'auteur piémontais a décrit avec une grande netteté le milieu politico-économique dans lequel le fascisme s'est développé. Mais son esprit précis et positif d'homme du Nord — en Italie — lui a fait négliger les éléments spirituels du problème. Il y aura lieu d'y revenir et d'indiquer notamment le contenu idéaliste de la doctrine fasciste¹.

Quoi qu'il en soit, le fascisme apparaît, dès 1921, à la majorité des Italiens comme un sauveur : petits et grands bourgeois sont prêts à souscrire aux paroles suivantes que rapporte un des observateurs les plus pénétrants de cette période troublée. « Il y avait quelque chose de pourri dans le royaume. Nous éprouvions un immense dégoût, voilà la vérité, devant la politique que nous avons vu pratiquer au cours de ces dernières années et plus spécialement sous le ministère Nitti. Nos gouvernants avaient poussé si loin le système du laisser-faire que nous avions abouti à une anarchie qui n'était même plus douce. L'honnête homme qui voulait travailler était paralysé dans ses mouvements tout au long du jour. Il était victime de l'employé de tramway, de l'employé de chemin de fer, du garçon de restaurant, de mille seigneurs enfin qui se pavanaient, fiers de leurs droits, et traitaient de haut la plèbe vouée au labeur. D'où est venue la première réaction contre cette odieuse tyrannie, la réaction salutaire dont nous bénissons tous les jours les effets ? Du fascisme. Du fascisme, par une conséquence logique, nous espérons maintenant de plus

1. En dehors de toute idéologie, il y a dans ce mouvement politique un élément qu'on peut appeler purement dynamique, et qui est la contribution propre du dictateur lui-même. On peut en trouver l'expression dans l'une des nombreuses allocutions prononcées dans les deux Chambres ou dans des cérémonies publiques. L'une des plus caractéristiques et des plus récentes est celle du Congrès du Parti national fasciste du 21 juin 1925.

« Le parlementarisme est dompté, et maintenant le pouvoir exécutif est en première place. C'est le pouvoir exécutif qui agit dans la vie de la nation : c'est le pouvoir exécutif qui exerce le pouvoir à chaque instant, qui se trouve en face de problèmes à résoudre, qui prend les décisions les plus graves dans l'histoire d'un peuple, qui déclare la guerre et conclut la paix... Le pouvoir exécutif est le pouvoir souverain de la nation et son chef suprême est le roi. » *Temps*, 24 juin 1925.

Il sera intéressant de rapprocher ces affirmations où s'exprime surtout un tempérament, une attitude, de la thèse idéaliste où s'établit avec un appareil philosophique la doctrine antidémocratique de l'Etat souverain.

grands miracles. Peut-être osera-t-il s'attaquer maintenant aux ministères et aux bureaux des ministères. Peut-être fera-t-il comprendre aux bureaucrates ¹ de Rome que *urgent* ne veut pas dire *dans six mois*; et aux Italiens que les lois sont faites pour être observées, quoi qu'ils en pensent. Telles sont les prouesses que nous attendons de nos chevaliers : dans leur violence même, nous voyons une promesse d'énergie... » (Paul Hazard, *loc. cit.*, p. 253-254.) C'est au milieu de cet état d'esprit proprement messianique que le fascisme achève de prendre l'Italie en faisant la conquête de Rome.

Après les hésitations des cabinets Bonomi et Facta, voici que s'ouvre le drame bref de l'automne 1922. Il est encore dans toutes les mémoires. Le 24 octobre, c'est à Naples ² la revue des troupes fascistes : quarante mille chemises noires défilent devant le dictateur qui prononce d'obscures paroles. « Nous en sommes à ce point : ou bien, la flèche quitte l'arc, ou bien la corde trop tendue se rompt. Légalité ou illégalité, conquête parlementaire ou insurrection : ce sont les voies entre lesquelles le fascisme devra choisir pour devenir l'Etat. » Puis ce sont les jours incertains où Mussolini à Milan, d'autres chefs à Rome, d'autres disséminés en Italie, laissent planer sur le gouvernement, sur la monarchie, une vague menace.

1. Le Fascisme et les fonctionnaires. Cf. le « Salut du Président du Conseil aux fonctionnaires de l'Etat », en réponse aux vœux de nouvelle année présentés à Mussolini par les directeurs généraux des ministères (*Bulletin du Provéditeurat de Turin*, 5 janvier 1924). « ...Nous sommes tous serviteurs de la nation, à commencer par celui qui vous parle. Nous devons avoir l'orgueil sacré d'être les serviteurs de la nation. Nous avons changé la mentalité qui s'était formée peu à peu dans une période récente : le fonctionnaire est un soldat, qui donne toutes ses énergies au service de l'Etat et de la nation... »

Le rétablissement de l'ordre, de la hiérarchie, du travail régulier dans les administrations de l'Etat est un des résultats les plus apparents de la dictature fasciste, celui dont l'opinion publique lui sait le plus de gré. C'est, par contre, dans les milieux des fonctionnaires que le régime est actuellement le plus discuté.

On connaît les mesures d'exception par lesquelles une « épuration » est actuellement pratiquée dans le corps des fonctionnaires afin d'en éliminer à la suite du vote de la loi sur les « sociétés secrètes » certains éléments d'opposition (janvier 1926).

2. Un an après, à Turin, le dictateur, dans une allocution au peuple de Turin, du haut du balcon de la Préfecture, évoquait la journée de Naples : « Il y a une année se réunissaient à Naples les chemises noires. Je me rappelle que le soir de ce jour fameux, quarante mille chemises noires, sur la place du Plébiscite, scandaient d'un rythme solennel, religieux, ce simple mot : Rome! Ils sentaient, ces hommes venus de toutes les cités, de toutes les bourgades, de toutes les chaumières d'Italie que s'il n'avait pas pris Rome, le fascisme aurait failli à sa tâche; il aurait manqué son but. Et trois jours plus tard nous primes la Ville Eternelle et commençâmes l'œuvre d'épuration et de police qui n'est pas finie encore et qui doit continuer. » (*La Nazione*, Florence, 25 octobre 1923.)

Le dictateur songea-t-il un instant à changer le régime? Beaucoup alors l'ont pensé; beaucoup pensent encore que l'adaptation de la révolution fasciste aux institutions existantes n'est pas, comme il a été dit un acte de sagesse suprême, mais une faiblesse et une erreur. Vinciguerra — déjà cité — juge qu'au point où la Révolution était arrivée, elle se devait à elle-même de donner au pays un Etat entièrement nouveau. Conserver les formes anciennes, mais y introduire les méthodes révolutionnaires et maintenir la population dans l'incertitude du lendemain, c'est risquer de créer un état d'esprit dangereux, c'est s'aliéner progressivement les masses qui ont un besoin profond de tranquillité, de sécurité absolue. « Il est possible que Mussolini finisse par être victime, non de ce qu'il a fait, mais de ce qu'il n'a pas fait ¹. »

En ces jours d'octobre, le sort du gouvernement s'est promptement décidé. Après quelques jours d'inaction, une marche convergente sur Rome se dessine. Le président du Conseil Facta veut résister et proclame l'état de siège (28 octobre); mais le roi le désavoue le lendemain. Un essai de ministère Salandra échoue devant le refus de Mussolini, qui accepte de former le ministère ².

Le 31 octobre, le ministère est constitué. Il comprend quatre ministres (Mussolini, Oviglio, De Stefani, Giurati) et

1. Conclusion du livre de Mario Vinciguerra : *Il fascismo visto da un solitario*, Torino, Piero Gobetti, editore, 1923, *Biblioteca de la Rivoluzione liberale*, n° 1; recueil d'articles publiés de mars 1921 à octobre 1922. L'auteur dit aussi : « Ne pas avoir donné à l'Italie l'Etat nouveau que la révolution avait préparé sera une cause perpétuelle de faiblesse pour le fascisme au pouvoir; ce sera aussi l'origine d'un malentendu entre l'Etat et le parti et de l'exploitation du premier par le second. » Les faits semblent avoir donné raison à cet auteur; les efforts du dictateur pour fondre la faction dans un parti vraiment politique, la résistance victorieuse jusqu'ici des éléments extrêmes du fascisme, le maintien de l'état révolutionnaire et d'une tension anormale dans la vie nationale semblent avoir été prévus dès octobre 1922 par le critique pénétrant.

2. La rapidité du succès, marque de force, mais peut-être aussi cause de faiblesse future, a inspiré beaucoup de commentateurs dans le camp même du fascisme. Pour fixer avec plus de précision le milieu dans lequel agiront les novateurs et réformateurs de l'école, on citera ici deux commentaires écrits de points de vue différents, à des époques très diverses. Le premier est l'article éditorial du *Corriere italiano*, journal de Rome, favorable au fascisme, publié le 16 septembre 1923, à l'occasion du prochain et premier anniversaire de la victoire fasciste. Le second est l'article éditorial aussi et signé du directeur de la revue, E. Codignola, paru dans l'hebdomadaire la *Nuova scuola italiana* (Florence, 1^{re} année, n° 40), le 29 juin 1924 à propos de l'affaire Matteotti.

Le *Corriere* écrit : « Le développement en trois ans de ces groupes batailleurs qui trouvèrent à Milan leur première organisation et se multiplièrent ensuite un peu partout en Italie à travers la grande mer montante du bolchevisme a quelque

neuf sous-secrétaires d'Etat fascistes; un ministre et deux sous-secrétaires nationalistes: deux ministres et quatre sous-secrétaires *popolari*; deux ministres et deux sous-secrétaires démocrates sociaux; un ministre et un sous-secrétaire d'Etat de la Droite libérale. Giovanni Gentile, ministre de l'Instruction publique, n'appartient à aucun parti et n'est membre ni de la Chambre ni du Sénat. Ce n'est qu'un peu plus tard, le 5 novembre 1922, qu'il devait être nommé sénateur; plus tard encore que par une déclaration solennelle, il allait entrer dans le Parti fasciste.

chose de prodigieux... le progrès ne connut ni obstacle, ni incertitude, ni arrêt... Cas extrêmement rare : la victoire sourit à ce mouvement de minorité... le fascisme est arrivé intact au pouvoir. Mais depuis? Si nous devons faire le bilan spirituel de l'année qui vient de passer, nous n'oserions parler de perfectionnement et pas même d'arrêt. Il y a eu plutôt période « involutive » pendant laquelle on a refait en sens inverse la route parcourue. Des larges horizons vers lesquels il semblait tendre son vol après l'arrivée au pouvoir, de ces horizons largement ouverts à l'improviste devant son regard et dans le champ de ses possibilités, le Parti a limité de plus en plus son champ visuel à la recherche restreinte du problème local, du cas personnel, de l'orgueil le plus vain et insensé de catégorie et de secte... La vie de province même ne peut rester plus longtemps étouffée sous l'arbitraire capricieux et tyrannique d'une poignée de chefs, qui continuent contre les institutions de l'Etat la lutte des années 1919, 1920 et 1921 comme si depuis le mois de novembre elles n'étaient pas passées sous la gestion et le contrôle direct du gouvernement fasciste. »

La *Nuova Scuola* écrit neuf mois et demi plus tard : « Le fascisme a vaincu trop vite et trop facilement... il a été un mouvement spontané de réaction devant la menace de dissolution de l'Etat, mouvement suscité par l'instinct de conservation nationale, phénomène physiologique par conséquent et non pathologique, expression d'un désir intime de la partie la plus saine du peuple italien et non de l'esprit de domination violente de la part d'une bande d'aventuriers et d'hommes de proie... il est évident que de cette manière il ne restait au fascisme qu'un seul devoir vraiment grandiose à accomplir : profiter de l'autorité et du prestige qui lui venaient de ce qu'il s'était fait l'interprète et l'exécuteur de la volonté nationale pour entreprendre la *formation* d'une nouvelle classe dirigeante, d'une nouvelle aristocratie digne en vérité de gouverner le pays... c'est dans l'école que s'est précisément accomplie l'œuvre la plus constructivement révolutionnaire, par des hommes restés fidèles à l'esprit du plus pur fascisme... Mais ce n'est pas ainsi que la tâche du fascisme a été comprise par bon nombre de chefs grands et petits élevés aux fonctions les plus délicates du commandement plutôt par la force des circonstances et par leur audace que par des dons exceptionnels de chefs. Oubliant qu'ils avaient conquis le pouvoir plutôt par consentement tacite et par délégation de leurs concitoyens que par force et vertu propres, ils eurent la prétention de se figer dans une position révolutionnaire sans avoir fait la révolution et de confondre dans leur mépris et leur haine ennemis ou traîtres de la patrie et ouvriers loyaux et honnêtes de l'œuvre de redressement qui avait conduit le fascisme au pouvoir... »

Ces deux extraits montrent l'un et l'autre quelques-uns des aspects du Parti actuellement dominant en Italie. Aux deux extrémités, on distingue aisément d'une part — parmi les gouvernants — les politiques; d'autre part et surtout dans les provinces, les despotes au petit pied qui n'empruntent à la doctrine régnante qu'un nom et une occasion pour donner libre cours à leurs fantaisies de « prepotenti ». L'article de Codignola indique de plus la position du groupe idéaliste — dont il est un des chefs — la mission de ce groupe qui donne au fascisme son contenu idéologique, sa mission proprement éducative qui consiste à préparer une élite de gouvernants, à former une opinion, à assurer l'avenir.

En acceptant de former le nouveau ministère, Benito Mussolini fixait les grands traits de son programme d'action : travail, économie, paix; les luttes entre citoyens doivent cesser; politique extérieure sans hésitation ni menaces; remise en honneur des traditions, des valeurs nationales : la religion replacée à son rang dans l'éducation du peuple; faire respecter l'Etat par la force des lois ou par celle des mitrailleuses.

Le problème le plus urgent est le problème financier. Le premier Conseil des ministres examine les mesures à prendre pour rétablir l'équilibre budgétaire : suppression de tous les bureaux et offices de faible rendement : retour à l'industrie privée des services publics déficitaires; revision minutieuse et organique du problème de la bureaucratie; réorganisation des services de l'émigration en vue de diriger la masse des chômeurs italiens vers les marchés du travail des pays étrangers. La tâche la plus lourde paraissait être la revision des grands services publics et de la bureaucratie; c'est pour elle que le gouvernement était décidé à demander les pleins pouvoirs.

Dès la réunion de la Chambre, le 16 novembre, la question est posée et très brièvement résolue. Le 3 décembre, la loi des pleins pouvoirs était promulguée, paraissait à l'*Officiel* et devenait immédiatement applicable. En voici le texte, particulièrement important ici, puisqu'elle était applicable à l'Instruction publique et lui fut aussitôt appliquée.

« Article premier. — Pour réorganiser le système des impôts dans le but de le simplifier, de l'adapter aux nécessités du budget et de mieux distribuer la charge des impôts, pour réduire les fonctions d'Etat, réorganiser les administrations et les institutions publiques, en rendre le fonctionnement plus rapide et diminuer les dépenses, le roi, sous la responsabilité de ses ministres, est muni des pleins pouvoirs jusqu'au 31 décembre 1923.

« Art. 2. — Avant la fin de mars 1924, le gouvernement du roi rendra compte au Parlement de l'usage qu'il a fait des pouvoirs conférés par la présente loi.

« Art. 3. — La présente loi entrera en vigueur le jour de sa publication à la *Gazette officielle*. Le même jour, cessera d'être en vigueur la loi du 13 août 1921 (réforme de la bureaucratie)

et toute autre disposition contraire à la présente loi. »

Ordre, économie, meilleur rendement, refonte des services publics pour une meilleure utilisation des hommes et des deniers, telle était la mission de chacun des ministres du nouveau Régime. Et il recevait, en même temps, le pouvoir d'agir.

CHAPITRE PREMIER

LE NOUVEAU RÉGIME. HOMMES ET DOCTRINE

1. Giovanni Gentile et l'Idéalisme absolu

« Sur Gentile, je ne puis transiger, il a été mon maître ¹ », aurait dit Mussolini en formant le ministère. Y eut-il, comme ce fut dit dans l'entourage du ministre à Rome, une correspondance brève, mais directe, à un moment décisif, entre le fondateur du fascisme et le professeur de philosophie, cela n'est pas établi rigoureusement. Mais par ses articles du temps de guerre et d'après guerre, Giovanni Gentile apparaissait bien en 1922, à une partie notable de l'opinion cultivée, comme l'éducateur du peuple italien, le prophète d'une ère nouvelle, la conscience même de la troisième Italie².

De tous les témoignages de cette immense popularité³, un des plus naïfs à la fois et des plus caractéristiques est cette lettre d'un humble instituteur de Montefiorito, province de

1. *Levana*, 1^{re} année, n° 4, p. 372. « Quand Gentile fut mis sur la liste du ministère fasciste, Mussolini coupa court aux stupeurs et aux pressions exercées contre un tel choix par cette affirmation tranchante : « Sur Gentile, je ne puis transiger; il a été mon maître. » Et c'était tout à fait vrai. Le Gentile qui avait écrit les articles de *Guerre et Foi* avait été le maître de l'homme qui, directeur du *Popolo d'Italia* au temps de Nitti, osait écrire l'article *le Ministre de la fange*. »

2. *Les Diritti della Scuola*, quoique avec beaucoup de réserves, reconnaissent la position dominante du nouveau ministre (8 novembre 1922-éditorial). « Giovanni Gentile est certainement un philosophe éminent; un des maîtres les plus insignes de nos universités; un de ceux qui ont étudié le plus profondément les problèmes de l'éducation; autour de lui a surgi toute une phalange de disciples fervents... » Et dans la notice qui fait suite à l'article, on trouve cette indication répétée et précisée : « Peu à peu l'éloquence de son enseignement, la valeur philosophique de ses œuvres grandissait sa renommée dans l'opinion studieuse et il était reconnu comme le chef de la nouvelle école, à tendance idéaliste, de notre pédagogie. »

3. On les trouvera naturellement dans les publications de l'école idéaliste, dans l'éditorial de la *Nostra Scuola* (2^e année, n° 19-20, 1-31 octobre 1922), qui se termine ainsi : « Aussi est-ce avec une foi immense dans les destins renouvelés de l'Italie que nous unissons dans un seul salut le maître : Giovanni Gentile et le chef : Benito Mussolini, — dans la *Tecnica scolastica*, dans *Levana*, etc. »

Forlì ¹ : « Dès que j'ai vu la nomination de Gentile au ministère, je me suis senti envahir d'un sentiment de consolation... Giovanni Gentile ne m'est plus apparu si loin, philosophe, maître célèbre, dialecticien rigoureux et profond ; je l'ai senti tout près : mon père, mon conducteur, mon guide... »

Avec Gentile, c'est la génération nouvelle qui arrive au pouvoir : il est — relativement — un ministre jeune, mais bien plus encore, le ministre des jeunes. Et, reconnaissons-le aussitôt, afin d'éviter tout malentendu ultérieur : l'évolution qu'il personnifie, l'évolution actuelle de l'Italie l'éloigne assez sensiblement de notre pays et de notre opinion dans sa majorité et cet éloignement se fait consciemment et volontairement. Appuyé sur la tradition italienne de la Renaissance et du *Risorgimento*, empruntant ses données fondamentales à la philosophie allemande de Kant à Hegel, l'idéalisme italien qui arrive au pouvoir déclare la guerre à la philosophie positiviste, à toute tendance socialisante, à l'Etat démocratique et laïque. Son triomphe est l'aboutissement d'un effort de plus de vingt années, de l'action persévérante d'un certain nombre de personnalités vigoureuses et enthousiastes.

Giuseppe Prezzolini, l'élégant écrivain de *La Collura italiana*, donne un tableau amusant des petits cénacles où s'élabora la pensée nouvelle ² : voici Papini faisant le terrible devant le nouveau venu, brutal et tendre, actuellement catholique avec la *Vita di Cristo*, alors satanique, négateur et pessimiste au temps de *Lacerba*. Et puis ce sont, un peu partout, des groupes indépendants, car « chacun en Italie se sent un peu chef ; il suffit d'une légère différence pour lui faire croire qu'il doit avoir sa maison à lui ; et ceci est vrai pour les troupes dramatiques, pour les revues, les institutions sociales et même pour la philosophie ! »

1. Lettre ouverte de Bruno Lunedi publiée sous le titre de *Giovanni Gentile et l'école primaire* dans la revue *la Nostra Scuola*, 9^e année, n^o 22, 15 et 30 novembre 1922, p. 3.

2. *La Collura italiana*, par Giuseppe Prezzolini, Florence, La Voce, 1923. Dans le chap. vi, *les Deux Générations*, l'auteur indique le milieu où s'élabora la nouvelle pensée italienne. Dans le chap. vii, *le Réveil idéaliste*, il présente les deux maîtres de cette pensée, d'abord et surtout Croce et puis Giovanni Gentile : « Quand on dit que maintenant on pense davantage en Italie et qu'on a l'impression que c'est là le plus grand changement survenu dans les dernières années, on cite immédiatement deux noms, inséparables dans l'esprit de la jeunesse italienne, Croce et Gentile. » Chap. vii, p. 81.

Quoi qu'il en soit, l'année 1900 semble avoir marqué un véritable renouveau dans la pensée italienne. Une génération apparaît alors qui se propose de reviser toutes les valeurs nationales. Grave, comme sait l'être la jeunesse qui se sent inspirée par un idéal nouveau, elle condamne le d'annunzianisme voluptueux, le dilettantisme superficiel et le matérialisme grossier : puritaine d'attitude et d'inspiration, elle met au premier plan les questions morales et les problèmes religieux. Son premier chef, l'animateur de tous les groupes idéalistes, est Benedetto Croce, qui fonde avec Giovanni Gentile, en 1903, la *Critica*, et engage une lutte impitoyable contre les rhéteurs, les charlatans littéraires ou politiques, contre tous les enthousiasmes faciles et vains.

Avant le fascisme politique, un fascisme intellectuel a soulevé l'élite de la jeunesse : à côté de la *Critica* de Croce, surgissent le *Leonardo* de Papini, la *Voce* de Prezzolini (devenu maintenant l'historien de la période), le groupe nationaliste de Enrico Corradini, le libéralisme économique d'Einaudi, l'*Unità* de Salvemini, les futuristes de Marinetti, les *Nuovi Doveri* de Lombardo Radice, et le *Rinnovamento* et la *Cultura*... Et si le point de départ de ce mouvement, le directeur suprême des consciences est Benedetto Croce, c'est Giovanni Gentile qui a donné à la génération nouvelle un corps de doctrine², un contenu et une méthode à la fois, en construisant sur le modèle des philosophies post-kantiennes, et spécialement d'après Hegel, son système de l'idéalisme absolu et actuel.

Giovanni Gentile est né en Sicile¹, à Castelvetro, province de Trapani, en 1875 ; il fut, à l'école normale supérieure

1. L'historien de l'idéalisme italien devrait en toute justice donner à Croce la première, la plus large place, exposer son système philosophique qui a ouvert la voie à l'idéalisme italien contemporain et parler longuement du rôle d'éducateur et réformateur de la pensée nationale qu'il a tenu pendant vingt ans avec une vigueur soutenue, une verve incisive et redoutée.

L'historien de l'enseignement public en Italie s'attardera de préférence sur la pensée et l'œuvre de Gentile, qui a été le ministre réalisateur. Si la pensée philosophique de Croce est probablement plus profonde et originale que celle de son compagnon de lutte, par contre Giovanni Gentile s'est orienté de préférence vers les problèmes moraux et religieux et s'est préoccupé principalement des questions d'enseignement. Par sa doctrine comme par son action, il mérite donc de retenir ici notre attention.

2. Eléments biographiques empruntés à l'article inaugural de la *Tecnica scolastica*, 1^{re} année, n° 1, p. 1, éditorial ; le directeur de la revue était alors haut fonctionnaire au ministère de l'Instruction publique (janvier 1923).

de Pise, l'élève de Donato Jaja, lui-même disciple de Bertrando Spaventa, philosophe hégélien. Il commença sa carrière comme professeur de l'enseignement secondaire, un an au lycée de Campobasso, cinq à celui de Naples, où il se lia avec Benedetto Croce d'une étroite et durable amitié. Dans une récente préface¹, Croce présentait en Gentile son « compagnon de travail depuis un quart de siècle, depuis l'époque où lui adolescent, moi plus âgé, nous entreprîmes de réveiller en Italie, après le long sommeil naturaliste et positiviste, la philosophie idéaliste, ou, comme il vaut mieux dire, la philosophie tout court. Ensemble nous avons fondé et écrit une revue, dirigé des collections, engagé maintes polémiques vives. Et il semble bien que nous ayons réussi à renouer en Italie la tradition des études philosophiques, en forgeant une chaîne qui a pu résister aux destructions et distractions de guerre et d'après guerre ».

En 1906, Gentile entre dans l'enseignement supérieur, à l'Université de Palerme; en 1914, il succède, à Pise, à son ancien maître Jaja; en 1917 il est appelé à Rome, où il occupe la chaire d'histoire de la philosophie et où il sera chargé aussi de la pédagogie. Membre de nombreuses commissions ministérielles, chargé de missions de confiance à diverses reprises, il prend, pendant et après la guerre, une part prépondérante aux discussions sur la réforme nécessaire de l'enseignement national. *Guerre et Foi* (1919), *Le Problème scolaire de l'après-guerre* (1919), *Giordano Bruno et la pensée de la Renaissance* (1920), *La Réforme de l'éducation* (1920), *Discours sur la religion* (1920), *Après la Victoire* (1920), *Le concept moderne de la science et le problème universitaire* (1921), *Éducation et école laïque* (1921), *Essais critiques* (1921), *G. Capponi et la culture toscane au dix-neuvième siècle* (1922);

1. Préface à la traduction anglaise de *Riforma dell' Educazione*, New-York, Harcourt; reproduite dans *Levana*, octobre 1922. Croce indique brièvement les points de contact et les divergences des deux fondateurs de la *Critica*. « La conception générale à laquelle nous sommes arrivés l'un et l'autre, — d'une philosophie qui est toujours philosophie de l'esprit, du sujet et jamais de la nature ou de l'objet — prend un accent passablement différent chez Gentile pour qui la philosophie est avant tout le point où toute abstraction s'immerge et se concrétise dans l'acte de la pensée; tandis que pour moi la philosophie est essentiellement méthodologie de la seule pensée réelle et concrète, la pensée historique; aussi pendant qu'il insiste énergiquement sur l'unité, moi tout aussi énergiquement j'insiste sur la distinction et la dialectique des formes de l'esprit, sur quoi se fonde nécessairement la méthodologie du jugement historique. »

cette brève énumération de ses derniers écrits, immédiatement avant son arrivée au pouvoir, montre le double souci de Giovanni Gentile d'intervenir dans les luttes d'aujourd'hui et de rattacher l'œuvre actuelle à la tradition nationale. Elle donne aussi une idée de l'étonnante fécondité, de la force de travail prodigieuse du nouveau ministre ¹.

1. Notice bibliographique sur les œuvres de Giovanni Gentile, extraite de la *Tecnica scolastica*, 1^{re} année, n° 1, janvier 1923, p. 12 à 14 :

1. « Delle commedie di A. F. Grazzini detto « il Lasca ». Monografia. Estr. dagli Annali della R. Sc. Normale superiore di Pisa. Pisa, Nistri, 1896.

2. « Una critica del Materialismo Storico. » Estr. dagli Studi Storici. Livorno, 1897, p. 44.

3. « Rosmini e Gioberti. » Pisa, Spoerri, 1898, p. 320.

4. « Il concetto della storia. » Estr. dagli Studi storici del prof. A. Crivellucci. Pisa, Tip. degli Studi storici, 1899, p. 64.

5. « La filosofia di Marx. » Studi critici. Pisa, Spoerri, 1899, p. 160.

6. « L'insegnamento della filosofia nei licei. » Saggio pedagogico. Sandron, Palermo, 1900, p. 234.

7. « Vincenzo Gioberti nel primo centenario della sua nascita. » Roma, Voghera, 1901, p. 35, Estr.

8. « Polemica Hegeliana. » Ultima replica al prof. B. Varisco. Piero e Veraldi, Napoli, 1902, p. 22.

9. « Dal Genovesi al Galluppi. » Ricerche storiche. In « Studi di letteratura storica e filosofica » pubblicati da B. Croce. Napoli, Ed. della « Critica », 1903, p. 383.

10. « La rinascita dell'idealismo. » Prolusione. Napoli, Tessitore, 1903, p. 23.

11. « Studi sullo Stoicismo Romano » del I sec. d. Cr. P. I. Trani, 1904, p. 61.

12. « Il figlio di G. B. Vico e gl'inizi dell'insegnamento nella R. Università di Napoli » con documenti inediti. Estr. dall'Archivio Stor. per le province napoletane. Anno XXIX e XXX. Napoli, Luigi Piero, 1905, p. 183.

13. « Riforme liceali. » Roma, Tip. dell'Un. Coop. E., 1905, p. 6.

14. « La riforma della scuola media. » Roma, Tip. d. Un. Coop. Ed., 1905, p. 31. Estr. dalla « Rivista d'Italia ».

15. Le varie redazioni del *Sensu Rerum* » di T. Campanella, con un saggio del testo italiano inedito. Napoli, Giannini, 1906, p. 45.

16. « Per la scuola primaria di Stato. » Discorso tenuto in Castelvetro il 7 Aprile 1907. Palermo, Sandron, 1907, p. 55.

17. « Vincenzo Cuoco pedagogista. » Roma, Tip. Coop. E., 1908, p. 49. Estr. d. *Rivista Pedagogica*.

18. « Scuola e filosofia. » Concetti fondamentali e saggi di pedagogia della scuola media. In *Studi pedagogici*. Collezione dei Nuovi Doveri, diretta da Lombardo-Radice. Sandron, Palermo, p. x-388.

19. « Il modernismo e i rapporti tra religione e filosofia. » In *Biblioteca di cultura moderna*. Laterza, Bari. La 1^a ed. è del 1909; la 2^a ad. è del 1921.

20. « Bernardino Telesio. » Con Appendice bibliografica. In « Biblioteca di cultura moderna ». Bari, Laterza, 1911, p. 150.

21. « I problemi della Scolastica e il pensiero italiano. » Letture tenute alla Biblioteca Filosofica di Firenze nel maggio 1911. In « Biblioteca di cultura moderna ». Bari, Laterza, 1913, p. 214.

22. « La riforma della dialettica Hegeliana. » In « Studi filosofici » diretti da G. Gentile, p. x-306, 1^a ed., Messina, Principato, 1913.

23. « Sommario di Pedagogia come scienza filosofica. » Vol. I : Pedagogia generale, p. 472; vol. II : Didattica, p. 248. Bari, Laterza, 1914.

24. « La filosofia della guerra. » Conferenza tenuta in Palermo l'11 Ottobre 1914. Palermo, Ergon, 1914, p. 31.

25. « Donato Jaja. » Estr. Annuario R. Università di Pisa, 1914-1915. Stab. Tip. Toscano, Pisa, 1915, p. 16.

26. « L'esperienza pura e la realtà storica. » Prolusione al corso di filosofia teore-

« Il faut l'avoir connu de près pour se faire une pleine idée de la belle force que représente ce fils robuste de la Sicile, l'avoir entendu dans les leçons et les discours universitaires, qu'il lit en scandant d'une voix forte, où s'affirme une foi assurée, et en accompagnant parfois l'affirmation du plat de la main frappant sur la chaire. Ses périodes ne sont pas arrondies, elles n'ont pas de sonorité ni de cadence persuasive, mais elles respirent toute la conviction et l'effort d'un esprit qui s'élève au-dessus de lui-même, en quête d'une vérité toujours supérieure; d'une pensée jamais satisfaite,

tica tenuto nella R. Università di Pisa il 14 novembre 1914. Firenze, Libr. della Voce, 1915, p. 39.

27. « Studi Vichiani. » In « Studi filosofici » diretti dal Gentile, p. x-458, Messina, Principato, 1915.

28. « Per la riforma degli insegnamenti filosofici. » In Biblioteca popolare di pedagogia diretta da Lombardo Radice : Scuola e Vita. Catania, Battiato, 1916, p. 80.

29. « I fondamenti della filosofia del diritto. » Pisa, Mariotti, 1916, p. 76.

30. « Teoria generale dello Spirito come atto puro. » 3^a ediz. riveduta. Bari, Laterza, 1920, p. 224. In « Scritti filosofici » di G. Gentile. La 1^a ediz. è del 1916 e la 2^a è del 1917.

31. « Le origini della Filosofia contemporanea in Italia. » Vol. I : Platonici; volume II : I Positivisti. In « Studi filosofici » diretti dal Gentile. Messina, Principato, 1917-1921, p. 410-413.

32. « Sistema di Logica come Teoria del conoscere. » In « Scritti filosofici di G. Gentile ». Vol. I, 2^a ediz. completa. Laterza, Bari, 1922, p. 252. Se ne hanno altre due ediz. dello Spoerri di Pisa del 1917 e 1918.

33. « Il carattere storico della filosofia italiana. » Prolusione al corso di storia della filosofia presso la R. Università di Roma tenuta il 10 Gennaio 1918. Bari, Laterza, 1918, p. 46.

34. « Esiste una scuola italiana? » Lettera aperta a S. E. Berenini. Bologna, Stab. Poligr. Riuniti, 1918, p. 14.

35. « Guerra e fede. » Frammenti politici. Napoli, Ricciardi, 1919, p. xi-381.

36. « Il tramonto della cultura siciliana. » Bologna, Zanichelli, 1919, p. 176.

37. « Mazzini. » In Collana di opuscoli critici. Marino, Caserta, 1919, p. 69.

38. « Il problema scolastico del dopo guerra. » Napoli, Ricciardi, 1919, p. 119. La 2^a ed. è del 1920.

39. « Giordano Bruno e il pensiero del Rinascimento. » In « Il pensiero moderno », a cura di E. Codignola. Vallecchi, Firenze, 1920, p. 293.

40. « La riforma dell'educazione. » Discorsi ai maestri di Trieste. In « Biblioteca di cultura moderna ». Laterza, Bari, 1920, p. 250.

41. « Discorsi di religione. » In « Uomini e Idee », a cura di E. Codignola. Vallecchi, Firenze, 1920, p. 136.

42. « Frammenti di estetica e letteratura. » In « Scritti vari di G. Gentile ». Lanciano, Carabba, 1920, p. 403.

43. « Dopo la vittoria. » Nuovi frammenti politici. Roma, « La Voce », 1920, pagine 216.

44. « Il concetto moderno della scienza e il problema universitario. » Discorso per l'inaugurazione degli studi nella Università di Roma per l'anno 1920-1921. Libreria di cultura, Roma, 1921, p. 36.

45. « Educazione e scuola laica. » In « La Nostra Scuola » a cura di E. Codignola. Vallecchi, Firenze, 1921, p. 311.

46. « Saggi critici. » Serie I. Napoli, Ricciardi, 1921, p. 256.

47. « G. Capponi e la cultura toscana nel secolo decimonono. » In « Collana storica » a cura di E. Codignola. Vallecchi, Firenze, 1922, p. 476. »

mais jamais en danger de s'abandonner au doute ou de se perdre dans des voies de traverse. Que vous l'écoutez le soir dans sa maison, tout entouré d'une couronne d'enfants, que vous l'entendiez d'un banc d'amphithéâtre ou du fond d'un corridor où vous a confiné la foule accourue pour l'écouter : cette personne qui n'est point belle, ce corps gros et grand, ce visage aux linéaments dessinés sans mollesse, vous donnent l'impression d'une grande puissance naturelle, d'une divinité des monts et des bois, animée d'une force qui n'a pas d'égale auprès de l'humanité commune. » (G. Prezolini, *Cultura italiana*, p. 88.)

Tel il nous est apparu en effet, un soir de septembre 1923, sous sa lampe studieuse, devant l'amas énorme de projets de loi, de décrets en élaboration, de correspondance et d'épreuves d'imprimerie qui encombraient sa table ministérielle. Le buste légèrement incliné dans l'attitude de la méditation, la tête ronde et forte, aux cheveux courts, noirs et drus, la barbiche dure et grisonnante, allongeant un visage dont les lunettes accentuent la sévérité, toute sa personne donne l'impression d'une volonté réfléchie, concentrée, inflexible. De manières affables et simples, son sourire décelé la bonté, mais toute évocation d'acte décisif à accomplir lui donne soudain une attitude rigide et une sévérité implacable. « J'ai dû être cruel », dit-il à propos de la revision générale des grades et situations du personnel ; et l'on sent qu'il a accompli sans hésitation les hécatombes de vieux maîtres qu'exigeait son plan de réforme. A la fin de l'entretien et après des déclarations relatives à l'enseignement secondaire, dont il sera fait état ultérieurement, le ministre, résumant ses vues, indiquait l'idéal auquel il y aurait lieu de revenir : la plus belle période dans l'histoire de l'école italienne est ce début du royaume d'Italie, environ jusqu'à 1880 où, au milieu d'un enthousiasme patriotique, des hommes de caractère élevé, de vie sévère, étaient animés d'une véritable ferveur. Mais l'an 1876 marque, avec la fin du régime de la droite, « l'avènement de forces dangereuses » et les mœurs se sont depuis lors graduellement corrompues. Restaurer l'école italienne, réagir contre « les erreurs et les fautes de la démocratie », retourner « aux sources pures de la tradition », telle est la tâche assumée par le ministre idéaliste.

Il aborde cette tâche avec une doctrine arrêtée dont il importe maintenant de fixer quelques traits essentiels.

A vrai dire, il n'est point question ici d'instituer une discussion approfondie sur un système philosophique, d'en évaluer la cohérence ou l'originalité. Giovanni Gentile est un philosophe, mais c'est aussi un homme d'action et ses spéculations importent moins — pour qui doit étudier dans le détail son œuvre administrative — que l'application qu'il en a faite à la vie, à la politique et surtout à l'éducation.

Si l'on analyse de près l'influence qu'il a exercée sur son entourage et peu à peu sur l'opinion, on est porté à penser qu'elle est due à sa puissance de conviction, à la logique apparente de sa pensée, à la dialectique qui fait le fond de sa spéculation, en un mot à son attitude philosophique plutôt qu'au contenu même de sa doctrine.

Plus encore que philosophique, cette attitude est celle du croyant. G. Gentile est un homme de foi¹ : il en a la gravité, l'ardeur communicative, les partis pris exclusifs. L'effort principal de sa spéculation vise à imposer à l'homme, par delà le monde sensible et le domaine des intérêts matériels, un idéal solidement fondé en raison, et surtout inspirateur d'action désintéressée et de dévouement. L'idéalisme est sans doute pour lui un élan, un besoin de l'âme avant d'être pour son esprit une nécessité logique. Il est possible que philosophiquement son système soit d'une construction fragile et éphémère. Mais il répond si pleinement à son tempérament, il l'a lui-même si intensément vécu que cette chaleur de conviction s'est aisément communiquée à son entourage.

Pour exposer les idées maîtresses du ministre philosophe, on aura donc ici peu recours aux œuvres de doctrine proprement dites. Il semble plus opportun de se référer aux ouvrages de polémique et de vulgarisation, aux discours et conférences où le penseur s'efface devant l'homme d'action, où la doctrine se traduit en principes pratiques. On échap-

1. « Tous sentent en Gentile un esprit religieux. Son style semble contredire sa pensée : celle-ci a une rigueur « idéalistique » et ratiocinante qui rebute, mais celui-là semble au contraire animé d'un rythme mystérieux, inspiré d'un besoin spirituel, le besoin de croire. Ses phrases signifient qu'il n'existe rien au delà de la pensée, de l'acte de la pensée, mais l'harmonie de ses phrases semble vous prendre et vous bercer d'une puissance plus puissante et plus large que la pensée. » Prezzolini, *Cultura italiana*, p. 88-89.

pera plus aisément aux obscurités d'une pensée qui se cherche, on évitera les subtilités d'école et de système pour retenir d'une doctrine ce qu'il y a en elle de vraiment vivant et d'immédiatement applicable.

La doctrine de Giovanni Gentile est l'idéalisme « absolu » et « actuel ».

La qualité d'absolu la range parmi les conceptions post-kantiennes et marque sa filiation. Le caractère actuel est la contribution propre du philosophe italien. Mais ces attributs — dont on exposera brièvement la signification — ont surtout ici une valeur documentaire. Il importe d'insister avant tout sur la notion générale de l'idéalisme et ses applications pratiques.

L'expression la plus forte et la plus simple de cet idéalisme se trouve bien des fois répétée et toujours identique à elle-même dans les nombreux discours et ouvrages de vulgarisation¹ où Giovanni Gentile a exposé au grand public, aux maîtres élémentaires, à la jeunesse studieuse, cette doctrine dont il voulait faire et qui est réellement devenue la clé de voûte de sa réforme.

« La pensée crée les choses et crée les idées, les systèmes et les théories. » (Moralité de la science.) « L'homme parle, pense, veut dans la mesure où il a foi en une réalité qui n'existerait pas sans lui, une réalité qu'il crée et qui, pour cela, est un effet de sa volonté libre et infinie. » (Discours² aux instituteurs de Rome, 11 mai 1922.) « Il n'y a que deux alternatives : ou naturalisme (de quelque manière que l'on conçoive la nature, matérielle ou intelligible), ou spiritualisme. Ou bien tout est nature, ou bien tout est esprit. Puisque tout ne peut être nature, puisque dans ce cas nous ne pourrions même pas formuler cette pensée, donc tout est esprit. » (Discours de religion³.)

1. On donnera une importance particulière à deux ouvrages qui portent l'un et l'autre ce caractère : *Discorsi di Religione*, Florence, Valecchi, 1920, composé pour les deux tiers de discours aux étudiants (22 janvier et 11 mars 1920). — *La Riforma dell' educazione*, Bari Laterza, 1920, conférences faites en août et septembre 1919 à Trieste devant les instituteurs des provinces désannexées. Ces deux ouvrages présentent sous une forme simple et claire l'état actuel de la doctrine philosophique et pédagogique de Giovanni Gentile. On y trouvera naturellement beaucoup moins un exposé systématique de doctrine que les principes essentiels, l'armature même de la doctrine et ses applications aux problèmes pratiques de l'éducation et de la vie.

2. Publié dans *Levana*, 1^{re} année, n° 1, juillet 1922.

3. *Discorsi di Religione*, p. 73.

Le credo qui s'affirme ici, c'est la foi dans la puissance, dans la valeur exclusive de la pensée, de l'esprit, la négation de la dualité de l'être, l'affirmation de la domination de l'âme sur le corps, de la pensée sur la matière, de l'unité fondamentale de l'être dans la toute-puissance de l'esprit.

Il n'est pas difficile de recueillir à travers les écrits du philosophe les éléments d'une démonstration sommaire.

Le problème de l'unité de la nature humaine est nécessairement, dit Gentile ¹, le problème de la réalité, de la nature. La réalité apparaît au vulgaire et à certains philosophes comme constituée antérieurement à nous, existant indépendamment de nous, conditionnant ainsi notre existence, de telle sorte que notre propre être ou n'être pas lui serait absolument indifférent. Dans cette conception nous sommes hors de la réalité, nous supposons la connaître et nous mouvoir autour d'elle sans être nous-mêmes la réalité ou une partie de la réalité. Nous la concevons comme objet de notre connaissance, mais indépendante de la connaissance que nous en avons.

De cette représentation — toute matérialiste — de la réalité est née une autre conception, un naturalisme qui considère la réalité comme une idée extérieure au moi et l'inspirant. Nature, Science, objet de l'étude et du rêve des hommes. Mais dans ce monde, objet de notre observation, l'homme n'est qu'un étranger, un « intrus », sans droits et même sans réalité; être destiné à se voir supprimer, car son existence, ses besoins, ses aspirations ne sont qu'illusions fallacieuses. Les esprits qui ont senti le néant de cette conception toute naturaliste ou positiviste du monde sont tombés dans le pessimisme: Léonardi est l'expression la plus éloquente de la misère à laquelle mène cette représentation de la nature.

Pour trouver le sens de la vie, la paix de l'âme, la formule qui résout l'énigme du monde et donne la règle suprême de la conduite, il faut risquer la démarche suprême, la négation des idées courantes ou dominantes et reconnaître au pur esprit sa valeur.

L'idéalisme est ce point de vue supérieur ² d'où se découvre l'impossibilité de concevoir une réalité qui ne soit la réalité même de la pensée. Selon cette conception idéaliste, il n'y

1. *Riforma dell' Educazione*, p. 70.

2. *Riforma dell' Educazione*, p. 75-76.

a pas, à proprement parler, de réalité; mais il y a l'esprit qui crée la réalité: par conséquent, la réalité se fait, elle n'existe pas par nature.

Le réaliste parle de ce qui existe, de ce que serait le monde dans lequel vient l'homme et auquel il devrait s'adapter. Le réaliste ne connaît rien que ce que l'esprit, l'homme fait. Le réaliste croit qu'il y a une réalité à constater et à connaître l'idéaliste pense qu'il y a seulement un monde à construire¹ et que la seule chose sur laquelle on puisse tabler, c'est l'activité constructive et créatrice, de cet esprit qui s'agite en nous, jamais satisfait de ce qui existe, aspirant sans cesse à ce qui n'existe pas encore, mais doit exister, car cela seulement mérite d'exister et de remplir la vie. L'unité de la nature et du moi se fait donc dans le moi, où la nature est pensée et à chaque instant créée par l'esprit.

Mais d'ailleurs cette dépendance de la nature se démontre logiquement. Qui dit² : il y a d'une part l'âme et d'autre part le corps, et l'un hors de l'autre, ne réfléchit pas que ces deux éléments sont deux termes distincts par la pensée au sein de la pensée elle-même, c'est-à-dire de l'âme. Cette âme consciente de la double pensée est plus réelle que l'âme demi-consciente de celui qui n'aperçoit qu'une dualité, car cette deuxième âme synthétique pense et par conséquent se démontre âme par le fait, tandis que l'autre est pensée et peut être une illusion, une fausse idole sans consistance, qui distingue d'une part la sensation et, d'autre part, le mouvement qui l'engendre, ne comprend pas que la sensation est, en effet, une détermination de la conscience, mais au même titre que le mouvement qui apparaît dans la conscience quand celle-ci, en pensant, pense entre autres choses le développement des objets dans l'espace. Tout, en somme, est dans la conscience.

Il n'existe donc, il n'y a de réel pour l'homme que des états de conscience, ou plutôt faits de conscience.

Le monde est notre monde³. L'histoire serait un passé dont nous serions absents si elle était conçue abstraitement : mais

1. *Riforma dell' Educazione*, p. 77.

2. *Riforma dell' Educazione*, p. 56-58.

3. *Discorsi di Religione*, 2^e partie : le *Problème philosophique*, chap. ix résumé.
« L'idéalisme actuel... retourne à l'intuition originelle du christianisme, qui est le ferment de toute civilisation moderne. Le monde est notre monde. Le monde qui

non, elle est nous-mêmes, la pensée où se manifeste notre personnalité, si on l'entend comme elle est effectivement pensée, concrètement. Ainsi la nature ne serait qu'un antécédent de notre vie spirituelle si nous la regardions étonnés comme objet en soi de notre conscience; mais elle est notre vie spirituelle elle-même, représentée en vertu de notre puissance constructive, avec les caractères de l'espace, du temps, de la multiplicité, de l'exclusion réciproque, de l'automatisme, toutes formes logiques de notre propre esprit.

Il n'est donc point d'histoire obscure dans le crépuscule des siècles; il n'est point de nature cachée qui se révèle par quelques lueurs isolées; il n'y a qu'une vie spirituelle qui est notre monde stable, solide, indestructible. Ainsi conçu, l'univers se réduit, semble-t-il, en un point : mais ce point, pour l'œil qui est à l'intérieur, contient l'infini de l'espace et du temps — l'univers où l'historien peut scruter tous les temps, le naturaliste toutes les régions de la terre, le théologien les réalités transcendantes ¹.

Il n'est point difficile de « situer » cette philosophie dans l'histoire de la pensée moderne. Elle se rattache bien évidemment à l'école allemande, qui procède de Kant, et dont les principes, les méthodes, la terminologie même dominent la pensée italienne contemporaine.

Un point d'histoire intéressant est le passage de la doctrine allemande dans la pensée italienne. Il est dans le monde des villes prédestinées. C'est à Naples, dans la ville de Giordano Bruno et de Vico, que l'école idéaliste d'Italie s'est formée. Giovanni Gentile, l'historien attentif de l'idéalisme dans la pensée italienne depuis ses promesses premières à l'époque de la Renaissance, a pieusement recueilli les premières manifestations de la pensée hégélienne (*les Origines de la philosophie contemporaine en Italie*, tome III, Messine, 1921) et exposé dans un volume à part (*la Réforme de la dialectique hégélienne*, Messine, 1923) le rôle de vulgarisateur

est nôtre en tant que fait par nous n'est pas fait puis abandonné à lui-même comme résidu de notre œuvre, mais maintenu en contact intime avec nous, parce qu'il est soutenu en nous par notre énergie active. Ce monde n'est pas seulement celui qu'on appelle pratique... mais aussi celui qu'on appelle théorique, si on ne l'entend pas comme le contenu abstrait de notre pensée... mais contenu concret de la pensée, c'est-à-dire la pensée elle-même en tant que conscience d'elle-même, d'action de penser. »

1. *Discorsi di Religione*, 2^e partie, chap. IX, p. 71.

et de critique joué par Bertrand Spaventa, professeur vers 1860 à l'Université de Naples. Coïncidence remarquable : les tenants de la nouvelle école, les idéalistes fervents sont méridionaux de naissance ou par leur carrière universitaire. C'est à Naples que Croce et Gentile ont fondé leur *Critica* ; Gentile, Lombardo-Radice sont Siciliens. Tandis que le Nord et particulièrement le Piémont produisent généralement des esprits critiques et positifs, le Midi et la généreuse terre de Sicile engendrent les âmes ardentes, les mystiques en religion ou en philosophie.

Le point de départ de cette philosophie italienne est la spéculation hégélienne. Aussi s'appelle-t-elle, d'après la doctrine dont elle s'inspire, *idéalisme absolu*. Elle emprunte à Hegel la « notion de l'idée pure, entendue comme processus de la vérité, comme autocréation de l'esprit » ; elle résout, d'après lui, « toute la réalité extérieure dans la pensée elle-même » ; secondement, elle conçoit l'esprit, d'après Hegel, « comme un processus continu d'autogénération » ; enfin elle admet après lui de « considérer l'individu comme la réalisation concrète de l'Universel » : « l'esprit dans le processus historique réalise sa propre nature infinie ». « Ces trois concepts forment en réalité la véritable substance de la philosophie hégélienne, » et font qu'« Hegel est digne d'être appelé le plus grand des penseurs ». (Giovanni Gentile, dans la *Nostra Scuola*, décembre 1920, p. 2, article très bref et très précis où sont ainsi exposés les « trois notions fondamentales » de la philosophie de Hegel.)

La pensée de Hegel domine donc la pensée italienne d'aujourd'hui et inspire les réformes actuelles. A vrai dire, la doctrine première a subi maints remaniements. Le plus considérable, indiqué par Spaventa, repris et largement développé par Giovanni Gentile, concerne le point de départ même de cette vaste construction logique : le problème du devenir. L'affirmation initiale de Hegel : l'être et le non-être sont identiques, ne justifie pas la conception du devenir ; elle l'analyse au lieu de la réaliser. L'idéalisme absolu doit partir d'une notion plus claire, qui ne peut être que l'acte même de penser.

Cet idéalisme est non seulement « absolu », mais « actuel », ou, selon le mot italien, *attuale* ; il est donc l'idéalisme fondé

sur un acte; et les mots italiens *attuare*, *attuazione*, qui se réfèrent à l'acte envisagé, sur lequel repose toute cette philosophie, ont à la fois le sens d'agir et d'action, mais aussi de mise en pratique et réalisation. « Actualité », « actuel », dans l'exposé de cette doctrine, ont donc un sens tout spécial; ils sont employés ici comme termes techniques, leur sens italien leur restant attaché, et n'indiquant nullement le « moment présent » qui est leur signification française habituelle.

Pour Hegel, l'idée, en tant qu'idée, préexiste à l'acte spirituel¹.

Pour le néo-hégélianisme italien, le fondement de la dialectique, le point de départ de toute la philosophie de l'absolu est l'action de penser : l'acte se fait, devient; il est dans la mesure où il devient; il n'était pas avant de devenir; quand il était simplement, il n'était pas. L'être d'une idée pensée comme pensée est un acte qui se produit : son être consiste à se réaliser. Dans cet idéalisme absolu, la dualité du sujet et de l'objet se résout dans l'acte de l'esprit, dans l'imédiateté de l'acte spirituel. « L'esprit est « actualité », parce que l'esprit est autoconscience, moi ; et le moi par ce caractère se distingue de ce qui n'est pas le moi; et seul le moi est acte. » Cet idéalisme est donc non seulement absolu, mais « actuel »; il conçoit le réel comme absolument concret dans l'acte de la pensée ou dans l'histoire et n'a recours en aucun cas — ce qui le distingue du devenir obscur² de Hegel — au transcendant pour poser le moi pensant; il instaure donc à proprement parler la méthode de l'immanence, qui

1. Cf. *Discorsi di Religione*, 2^e partie, p. 66. « Hegel, distinguant l'idée pure — comme pensée qui, se développant complètement, se recueille et se rassemble dans l'unité — du concept, de cette manifestation extérieure de soi qu'elle réaliserait dans l'espace de la nature, pré suppose à l'esprit non seulement la nature, mais le logos lui-même qui la précède. Et l'esprit comme activité (comme il l'entend et comme tous l'entendent sur les traces de Kant), s'étant recueilli en lui-même, s'efforce d'extraire de lui-même tout objet »... Et deux pages plus loin, p. 70 : « L'idéalisme absolu ne fut pas proprement absolu, puisqu'il admettait une idée en soi qui n'existe pas par soi et qui pour cette raison est l'idée sans être esprit; puisqu'elle admettait une idée en dehors de soi, étrangère à soi-même, extériorisée et fixée dans son extériorité, par delà l'esprit elle aussi. Il fallait que l'idée se manifestât toute comme esprit, essentiellement. Il fallait que l'idéalisme transcendantal, dont cette forme absolue veut être la forme la plus cohérente, se fît vraiment transcendantal, concevant l'idée du moi, l'activité *a priori* comme absolument transcendantale, c'est-à-dire immanente dans l'expérience, parce que créatrice d'expérience. C'est ce qu'elle ne peut pas créer, si elle n'absorbe pas originellement en soi cette matière de l'expérience que Kant lui opposait. »

2. « Le devenir est l'identification de l'être et du non-être, puisque ce qui n'est pas devient l'être. Et Hegel part du concept de l'être, être pur, absolument indé-

est son point de départ et sa loi (Gentile, *la Méthode de l'immuabilité*. Studi filosofici, I, p. 259 *sqq.*).

Ainsi qu'on l'indiquait au début de cette analyse, il n'entre pas dans le plan de ce travail d'examiner la valeur philosophique de la doctrine des réformateurs scolaires ¹. Il suffit d'indiquer ici leur intention d'innover, et le point même sur

terminé, qui est vraiment le moins qu'on puisse concevoir, et qu'on ne saurait éviter de concevoir même en faisant complètement abstraction de tout contenu de la pensée. Mais est-il possible de passer au concept du devenir et de démontrer que rien n'est et que tout devient, après avoir mis en face du penser le concept de l'être que nous venons d'exposer et l'avoir déterminé en se servant pour cela précisément de sa qualité essentielle d'indéterminable? Hegel l'affirme, car, selon lui, l'être comme tel est inconcevable. Inconcevable comme complètement identique, comme exclusivement identique à soi-même : on ne saurait le concevoir, car en le supposant dépourvu de tout contenu et absolument indéterminé, on le suppose égal au néant, au non-être, à un être qui n'est pas, et l'être qui n'est pas devient.

« Mais, a-t-on observé, si la qualité absolue d'indéterminé fait vraiment de l'être le néant, l'unité de l'être et du non-être, qui constitue le devenir, n'existe plus, et la contradiction entre être et non-être, dont Hegel nous dit qu'elle génère le concept du devenir disparaît. Car, si l'être est dans un sens identique au non-être, et, dans l'autre, en diffère complètement, nous aurons un être qui n'est pas non-être et un non-être qui n'aura rien de l'être : l'unité de la diversité qui est indispensable à la conception du devenir disparaîtra elle aussi. L'être, en sa qualité d'être pur, serait alors étranger au non-être en sa qualité de non-être pur, et leur rencontre, d'où Hegel prétend que la vie doit surgir, n'aurait pas lieu. Nous avons donc, en somme, deux choses mortes devant nous, tellement mortes, qu'elles sont incapables de mouvement et ne peuvent courir l'une vers l'autre. »

Ainsi donc, la déduction qu'a faite Hegel du concept du devenir « contient une erreur fondamentale, erreur que nous avons dite inhérente à toute dialectique de la pensée, tandis que la dialectique du penser, seule vraie et hors de laquelle il n'est pas de pensée, en est indemne. Cette erreur vient de ce que l'être, dont Hegel devait nous montrer l'identité avec le non-être dans le devenir, qui seul est réel, n'est pas l'être qu'il définit comme l'absolument indéterminé. L'absolument indéterminé ne peut certainement pas être identifié avec quelque chose. Non, l'être, premier terme du rapport qu'est le devenir, est l'être du penser qui définit et qui n'existe qu'autant qu'il pense (comme dit Descartes), c'est-à-dire qu'autant qu'il n'est pas; ou encore l'être dont il s'agit dans ce rapport n'est pas *a priori*, mais se constitue en devenant.

« Toutes les difficultés que rencontre la dialectique hégélienne disparaissent ainsi dès que le philosophe a conscience de l'abîme qui sépare les deux concepts de la réalité : la réalité que Platon, Aristote, les historiens en général et le naturalisme rudimentairement évolutionniste s'efforcent de concevoir dialectiquement, et la réalité que la philosophie moderne idéaliste définit comme une dialectique : la première, réalité pensée (ou pensable, ce qui revient au même); l'autre réalité pensante.

Il suffit de se garder de l'abstraction, aussi générale qu'inconsciente qui nous montre la réalité consistant dans la pensée tandis qu'elle ne peut être que dans le penser et de fixer attentivement la réalité véritable et concrète qu'est le penser, pour que la dialecticité du réel devienne évidente, et certaine de toute la certitude que nous avons d'avoir conscience de ce que nous pensons. Il est évident, par exemple, que je ne saurais douter de voir ce que je vois. » Giovanni Gentile, *l'Esprit, acte pur*, traduction française, A. Lion. Paris, Alcan, 1925. chap. iv, p. 52-53.

1. Un examen critique récent de cette doctrine se trouve dans le volume du P. Emilio-Chiochetti, *la Filosofia di Giovanni Gentile*, Milan, Vita e Pensiero, 1922, xvi-478 pages. Plus récent et plus court, Schuwer, dans la *Revue philosophique*, Paris, mai-juillet 1924.

lequel a porté leur effort. Par son idéalisme absolu et actuel, Giovanni Gentile fait figure de chef d'école ; par la vigueur de ses affirmations, par sa conviction ardente, le ton inspiré de son enseignement, il apparaît même comme l'apôtre et le prophète d'une secte, « chiesetta », petite église de fervents adeptes. Sa doctrine séduit les jeunes par son austérité, comme par son ardeur conquérante. Car non seulement elle restaure l'affirmation de Pascal : « toute la dignité de l'homme réside dans la pensée », elle montre aussi cette pensée en lutte perpétuelle contre le monde extérieur : penser c'est prendre possession du monde sensible, du présent, du passé, de l'avenir ; penser est agir ; mais c'est aussi sortir de l'isolement, donner à son moi une valeur universelle et permanente.

« Telle est la vie vraie de l'esprit ; aussi nous l'avons appelé universel. Dans chacun de ses élans, il s'avance à travers l'infini, sans rencontrer autre chose que ce qu'il réalise spirituellement. Et dans cette vie, telle qu'elle est considérée de l'intérieur et non construite fantastiquement par l'imagination matérialisante, l'esprit est libre parce qu'infini. » (*La Réforme de l'éducation*, p. 58.)

Doctrines d'action, d'élan, imposant une vie intérieure intense, tout imprégnée de moralité, l'idéalisme absolu s'oppose nettement par son origine même, qui est un article de foi, à tout agnosticisme. Il fait front notamment contre les doctrines matérialistes, contre le positivisme. Doctrine d'autorité, aristocratique d'instinct, cet idéalisme sera en politique l'adversaire de l'idée démocratique¹. Fortement attaché à la tradition italienne, il s'oppose aussi à toute tendance internationale.

Dans une étude de 1918, *Le Caractère historique de la philosophie italienne*², G. Gentile affirme la fin du dilettantisme intellectuel. Le vieux lettré est mort ; mais il doit être mort non seulement dans la conception et le goût des Italiens, mais aussi dans la vie, le caractère, la volonté. L'Arcadie³ et

1. Voir ci-après, les extraits de M. Casotti : *Libéralisme et Démocratie*, pris dans *la Nostra Scuola*, février et mars 1920.

2. Citée par *la Nostra Scuola*, 15-29 février 1920, p. 4.

3. Phrase inspirée du Risorgimento, cher à Gentile et à son école. *La Nostra Scuola*, 15-29 février 1920 raconte (p. 3) : « En quarante-huit, aux premiers signes du mouvement national, De Sanctis et ses disciples s'écrièrent : « Mais comment ! Notre école serait-elle par hasard une Académie ? Sommes-nous une Arcadie ? Non l'école est la vie ! »

la rhétorique, l'Académie et la « philosophie » doivent être « un passé complètement aboli dans les cœurs », étouffé par « un sentiment vraiment religieux de la gravité austère de toutes nos pensées et de tous nos actes à tous les instants de notre vie ». C'est à ce prix que l'Italie tiendra l'engagement solennel pris au moment où elle fit son unité. Alors s'écroula l'Italie des lettrés à la voix d'un Gioberti. « Et maintenant Dante qui nous attend doit sortir du tombeau, et non pas seulement dans la grande lumière du Monte Mario, mais dans le plus profond de l'âme italienne. C'est l'heure de refaire l'homme tout entier, qui sente comme il pense, qui agisse comme il parle, un, ferme, animé de la foi qui transporte les montagnes parce qu'il fonde la volonté sur le devoir et lui donne ainsi la trempe de l'acier. »

Par ses écrits, par ses paroles, par toute sa vie, Giovanni Gentile est le prophète et la conscience du groupe le plus ardent de penseurs et de polémistes dans l'Italie nouvelle. L'idéalisme absolu que, dans une collaboration étroite avec Croce et une cohorte de fidèles disciples, il a su faire triompher, a, par une rencontre singulière, reçu tout à coup une force inespérée par l'entrée en scène du fascisme. Idéalisme et fascisme se prêtaient d'ailleurs un mutuel appui¹. C'est cette longue préparation morale, cette évangélisation de tout un peuple pendant vingt ans qui explique le triomphe et peut-être la domination durable d'un régime basé sur l'autorité et l'élan national.

Cette foi dans la toute-puissance de l'idée, cette mainmise de l'esprit sur le monde, ce moi conquérant de l'idéalisme actuel, ont donné à un petit groupe d'hommes une force irrésistible. Adoptés maintenant par tout un peuple plus ou moins confusément, ces principes seront un ferment puissant d'action et d'effort. Le moi collectif devient à son tour centre du monde qu'il façonne à sa guise. C'est la formule d'une expansion intellectuelle, économique et même militaire.

Comme dans l'Allemagne de la première moitié du dix-neuvième siècle, mais avec des effets peut-être plus immédiats, l'idéalisme philosophique annonce et explique l'impérialisme.

1. On verra notamment ci-après, au paragraphe 4, les rapports du fascisme politique avec le *Fascio* d'éducation nationale, créé sous l'inspiration et avec la participation de Giovanni Gentile par la petite phalange des idéalistes.

2. Un néo-romantisme de l'éducation

Entre le romantisme allemand du début du dix-neuvième siècle et le mouvement idéaliste italien au commencement du vingtième, la ressemblance est frappante : même base philosophique, même idéalisme qui exalte le moi et affirme dans une synthèse hardie l'unité du monde dans la toute-puissance de l'esprit, mêmes conséquences dans tous les ordres de l'activité humaine¹.

Quelques rapprochements sont particulièrement suggestifs : au Fichte des *Reden an die deutsche Nation*, au Schleiermacher² des *Reden über die Religion* répond, à cent ans de distance, le Giovanni Gentile de *Guerra e fede* et des *Discorsi di religione*. Sentiment national et sentiment religieux reçoivent de ces deux idéalismes la même impulsion puissante.

Pour la religion notamment, on sait combien le romantisme allemand exerça d'influence au même moment sur les deux grandes confessions qui se partagent l'Allemagne : avec Schleiermacher, « nouveau Luther », le protestantisme prend une profondeur nouvelle, sort du piétisme étroit qui l'avait enserré au dix-huitième siècle, et, dans un effort de conciliation de la religion avec les données de la science, reprend son emprise sur les classes éclairées qui l'avaient délaissé pour le rationalisme de l'époque des « lumières ».

Pour le catholicisme, l'influence est plus sensible encore : le romantisme, et surtout le deuxième romantisme, de l'école d'Heidelberg, suscite dans la région rhénane et westphalienne des conversions retentissantes, inspire le mysticisme

1. Il importe de bien marquer en effet dès maintenant ce fait essentiel : la réforme scolaire d'Italie n'est pas, en son essence, politique, mais philosophique; ce n'est pas, à l'origine, une réforme « fasciste » quoiqu'elle ait été appelée par le dictateur « la plus fasciste de toutes les réformes »; mais pédagogique et politique reçoit simultanément du mouvement philosophique une impulsion parallèle. On trouvera un témoignage intéressant à ce sujet dans la lettre de Giuseppe Prezzolini à G. Lombardo Radice et publiée par celui-ci dans l'*Educazione nazionale* de novembre 1924. La double question qui se pose après avoir défini la philosophie des réformateurs est donc : quelle est l'expression pédagogique de cette philosophie; comment la pédagogie nouvelle reçoit-elle l'appui du parti politique au pouvoir; de là deux paragraphes distincts : *Un néo-romantisme de l'éducation. La Fusion des deux « Fascio »*.

2. Les réformateurs italiens ont senti très nettement leur étroite parenté avec l'école idéaliste allemande. Schleiermacher, souvent cité par eux, fait l'objet d'une étude approfondie dans *Levana* (1923), revue qui semble s'être proposé d'approfondir et enrichir la doctrine de la pédagogie idéaliste en recherchant dans la tradition italienne ou dans les exemples étrangers des précédents, des affinités, une filiation.

d'un Brentano des *Romanzen vom Rosenkranz*, et c'est lui qui est aussi à l'origine de ce modernisme catholique de l'école de Tübingen, qui, parallèlement à l'effort protestant de Schleiermacher à Berlin, et avec des principes analogues, essaie de rénover la foi et le dogme de l'Église catholique.

Si le romantisme est surtout une mentalité, une attitude d'esprit plus qu'un corps de doctrine ; s'il consiste essentiellement dans la croyance à la valeur éminente de l'expérience individuelle, à la puissance du moi organisateur du monde, libre absolument dans sa démarche à travers l'univers sensible et le domaine de la pensée ; si le romantisme, enfin, est avant tout un élan de l'âme échappant aux notions fragmentaires d'un intellectualisme exclusif pour s'élever par l'intuition à des conceptions organiques, on peut affirmer que les réformateurs idéalistes italiens s'inspirent des principes du romantisme allemand et que, par une curieuse survie d'un mouvement qui paraissait avoir passé sans laisser dans l'éducation de trace durable, il réapparaît maintenant en Italie et y inspire le mouvement pédagogique le plus considérable qu'il ait suscité en aucun pays.

C'est encore à Giovanni Gentile qu'il faut remonter pour trouver un exposé coordonné, dogmatique de la pédagogie idéaliste. Il en donne une première idée dans *Conception scientifique de la Pédagogie* (1900), un exposé systématique dans *Sommaire de Pédagogie*, en deux volumes : *Pédagogie générale* 1913 (1920) et *Didactique* 1914 (1922). Un exposé plus familier¹ se trouve dans les leçons professées devant les maîtres de Trieste et réunies sous le titre de *Réforme de l'éducation* (1920).

1. On trouvera aussi dans *Discorsi di Religione* déjà cités beaucoup de passages relatifs à l'éducation en général. Voici par exemple une critique des méthodes et de l'esprit de l'enseignement officiel :

« Les jeunes gens se rappelleront avoir vu à l'école les meilleurs de leurs maîtres condamnés, eux aussi, à la chaîne de programmes, de méthodes, de discipline et d'administration qui menaient fatalement leur œuvre à la désorganisation, à la dispersion, à l'abaissement de toute énergie spirituelle ; qui laissait le champ libre à l'érudition minutieuse et matérielle du verbalisme, du savoir de détail et de l'automatisme et, par là, à l'esprit d'intrigue, aux petits moyens : les maîtres toujours soupçonneux, aux aguets pour prendre en faute leurs élèves ; les élèves l'esprit en éveil, prompts à la résistance pour ne point se laisser dominer et triturer par les rouages mécaniques d'un pédantisme compliqué, armé pour leur perte... » (P. 27.)
 « Enseignement ou formaliste et vide, ou réaliste et mécanique, mais jamais spiritualisé... » (P. 29.)

Cette théorie s'oppose à la conception¹ d'une pédagogie, science ou art, indépendante; elle s'oppose à la didactique enseignée jusque-là dans les écoles d'Italie. Toutes les œuvres maîtresses de Gentile et de ses disciples contiennent des critiques acerbes de la pédagogie officielle, inspirée de Herbart ou de l'esprit positiviste. Ils raillent la terminologie « ambitieuse » et la rhétorique « creuse », l'école « temple du savoir », le « sacerdoce » du maître, la croyance à une Science, à des sciences autonomes possédant une réalité et une existence propres et la foi dans une méthode d'enseignement et dans des méthodologies particulières².

Ce qu'ils critiquent surtout, c'est la tendance à réduire la pédagogie à une série de procédés isolés, de méthodes fixées une fois pour toutes; ce qu'ils condamnent, c'est la foi aveugle dans une règle extérieure, dans des méthodes, des programmes, des manuels. Supposant une science supérieure à l'esprit humain, on a fermé toutes les avenues du savoir, on a matérialisé la culture et laissé le champ libre à la paresse, à la routine, à l'automatisme dans l'éducation³.....

En réaction contre la conception reçue d'une pédagogie autonome et fixée en règles immuables, l'idéalisme italien est bien près de nier l'existence même de la pédagogie. Il conteste du moins son autonomie et en fait une émanation de la philosophie à laquelle elle doit rester subordonnée⁴.

1. « La grande signification historique de la pédagogie de Gentile réside précisément dans sa critique sans pitié des classifications arbitraires et des schématismes grossiers avec lesquels la technique pédagogique mutilait l'expérience éducative et dans la restauration d'un point de vue vraiment concret, qui réintègre l'éducation dans sa dignité de processus cosmique et d'autoformation de l'esprit absolue et universelle. Les points principaux de sa doctrine pédagogique — unité du maître et de l'élève, négation du préjugé pédologique, abolition des classifications méthodiques prises en soi et pour soi et distinctes de l'acte concret de l'éducation — ont suscité une opposition violente et un scandale inouï parmi les derniers épigones de la pensée positiviste et les tenants d'une pédagogie empirique. » Monroe et Codignola, *Breve Corso di storia dell' educazione*, Florence, Valecchi, 2^e volume, 2^e édition, p. 286-287.

2. Cf. Le témoignage de Benedetto Croce dans la préface déjà citée d'avril 1921 : « Il balaya la pédagogie positive et ses confusions qui dominaient il y a vingt ans l'école italienne, critiqua de manière définitive également la pédagogie de Herbart et, dès 1900, dans un mémoire académique d'importance capitale, démontra que la pédagogie, en ce qu'elle a de philosophique, se résout sans résidu dans la philosophie de l'esprit, puisque la science de l'éducation de l'esprit ne peut être autre chose que la science du développement de l'esprit, de sa dialectique, de sa nécessité. »

3. *La Riforma dell' Educazione*, chap. v.

4. La définition de Giovanni Gentile : « Le but dernier de l'éducation est de former l'homme, l'esprit, mais selon sa définition complète, dans l'identité du sujet

Philosophie et pédagogie sont unies par un lien dynamique, dialectique. La philosophie engendre la pédagogie pour la réabsorber, ce qui signifie que l'éducation ne doit pas prendre pour point de départ des notions extérieures à l'homme, affirmations de sciences biologiques ou psychologiques prises comme réalités indépendantes, mais être sans cesse une philosophie en action, puisant son inspiration et percevant son but dans la seule réalité vivante : l'esprit humain¹.

Les principes de cette pédagogie, ce sont ceux mêmes de

et de l'objet, l'idéal de l'esprit, la philosophie » (*Riforma dell' Educazione*, p. 242.) marque l'identité de l'éducation et de la philosophie, laquelle engendre la pédagogie et la réabsorbe en devenant sa raison d'être et sa fin.

Mario Casotti, dans la *Nostra Scuola* 1920, nos 6 et 7, sous le titre « Pédagogie et Philosophie », se demandant « si la pédagogie peut se réduire à la philosophie » l'affirme *a priori* tout d'abord devant « l'impossibilité où nous nous trouvons de déterminer une conception quelconque de la pédagogie qui ne dépende étroitement d'une conception philosophique de toute la réalité et de tout l'esprit et qui, pour cette raison, ne varie selon les variations de celle-ci et n'apparaisse fondée ou non selon que celle-ci peut se démontrer ou non ». Parmi les arguments plus directs l'auteur idéaliste allègue surtout la « nécessité » de cette assimilation : « L'éducateur ne peut agir sur les âmes qu'avec la certitude absolue que son action est conforme aux fins du sujet et de l'esprit en général et, par conséquent, indispensable au disciple lui-même, comme élément nécessaire de sa subjectivité et spiritualité. ...Mais une telle certitude ne peut venir que d'une connaissance critique et catégorique, jamais hypothétique ni problématique de la réalité et de l'esprit : de la philosophie et non de la science. » On notera cet élément de *certitude absolue* comme l'un des plus caractéristiques de l'idéalisme absolu; il n'est pas exagéré de parler à leur sujet de prophétisme et d'illuminisme : « L'acte concret d'éduquer — dit Mario Casotti en péroration — non moins que la science de l'éducation présuppose une connaissance absolument certaine, absolument capable de se justifier elle-même, tournée vers le concret et non vers l'abstrait, vers l'essence et non vers l'apparence, vers le noumène et non le phénomène : telle qu'est précisément la philosophie. Il n'est de sophisme qui puisse soustraire l'éducateur à la terrible responsabilité de parler toujours au nom de l'absolu et de l'Absolu Réel; puisque c'est à cette seule condition que son autorité de maître se peut justifier. Le catholicisme nous donne de ce fait une intuition frappante, quand il affirme qu'à l'Eglise seule revient le droit d'éduquer, puisque seule l'Eglise peut parler au nom de la Vérité et de Dieu. Sous une forme critique et spéculative, au lieu de cette forme religieuse et mythologique, nous disons la même chose, quand nous disons que la pédagogie, non seulement est, mais *doit être* toujours, philosophie. » (No 7, avril 1920, p. 4.)

1. Pour marquer la place de l'idéalisme absolu dans le mouvement général des idées pédagogiques en Italie, on consultera volontiers la brève note de G. Tarozzi sur la *Pédagogie au Congrès international de philosophie* de Naples (*Diritti della Scuola*, 18 mai 1924, no 29). Tarozzi note cinq positions de la pédagogie par rapport à la philosophie :

1^o Celle de l'idéalisme absolu pour lequel toute philosophie digne de ce nom est une pédagogie; ce qui semble signifier que la seule vraie philosophie étant pour les néo-idéalistes l'idéalisme absolu, celui-ci seul est vraiment une pédagogie;

2^o Celle de Vidari, pour qui quelques-uns parmi les systèmes philosophiques, et par excellence le kantisme, ont une virtualité pédagogique;

3^o Celle de Calò, pour qui seule la fin de l'éducation peut être concorde avec une philosophie déterminée, la technique ayant de son côté sa base dans la psychologie;

4^o Celle de Maresca, qui affirme que pédagogie est sans aucun doute philosophie,

l'idéalisme allemand et particulièrement de Hegel. L'esprit est libre¹ absolument, il peut donc se développer selon sa propre loi : l'éducation est le développement autonome de la personnalité du disciple. Ce développement se fait d'après la loi de l'esprit qui est le devenir perpétuel, l'auto-génération continue, par quoi l'esprit prend possession de soi-même et du monde extérieur. Enfin, l'esprit humain est par nature infini ; ou plutôt l'individu réalise à tout instant en se limitant lui-même l'infini de sa nature. Disciple et maître réalisent dans l'œuvre d'éducation le rapport immanent de deux esprits.

Pour l'éducateur « idéaliste » tout est expérience personnelle : littérature, histoire, sciences naturelles ne sont point des notions extérieures au maître ou à l'élève ; le manuel n'est point l'objet qu'on tient en main. Il n'existe de poésie, de fait historique ou scientifique que s'ils sont pensés par un esprit ; il n'existe que des esprits pensant et créant chacun pour son propre compte une réalité qui est la seule véritable. L'éducation n'est donc point action extérieure, mais événement personnel, auto-éducation. Le Livre n'est donc point un objet extérieur au maître et à ses disciples ; mais chacun recréant à son tour la pensée de l'auteur, livre, maître et élèves sont une seule âme, un seul esprit qui circule dans la classe et que le livre a suscité².

Et ainsi tous les exercices scolaires doivent être spiritualisés : leçons de grammaire, leçons de composition, lecture, etc. Et aussi toutes les parties de l'éducation habituellement divisées par une didactique fragmentaire³, instruc-

mais se construit philosophiquement par une réflexion organique sur les exigences éthiques de l'éducation chez un peuple donné à une époque donnée ;

5° Celle de Tarozzi, qui soutient la *convergence* pédagogique de systèmes philosophiques divers, c'est-à-dire la possibilité pour diverses doctrines spéculatives d'arriver aux mêmes conclusions éducatives.

1. *Education et Liberté*, par Giovanni Gentile, *Levana*, juillet 1922, est un discours aux instituteurs de Rome où le philosophe et éducateur a voulu résumer l'essentiel de sa doctrine pédagogique dans la notion de liberté. Il n'y a d'éducation que parce que nous croyons à la liberté de l'élève : « Nous ne pouvons espérer voir fructifier les vérités que nous affirmons et auxquelles nous voulons faire parvenir nos élèves, si nous ne croyons pas que ces esprits, par delà la vérité à laquelle ils doivent parvenir, sont déjà libres. » L'éducation est l'œuvre d'une âme libre devant des âmes libres : « Le maître a le sentiment de développer et même de créer dans les âmes une vie qu'il entrevoit comme but ; dans le même temps il sent qu'il ne le peut que dans la mesure où ses disciples se déterminent librement à admettre son sentiment, à le suivre vers le but. » *Levana*, p. 269.

2. *Riforma dell' Educazione*.

3. L'antithèse entre l'instruction et l'éducation est l'antithèse entre culture réaliste et culture idéaliste, entre la conception matérialiste et la conception spiritua-

tion et éducation, éducation physique, intellectuelle et morale, toutes ces divisions « artificielles » se résolvent dans une œuvre unique : formation, développement, devenir de l'esprit ; et puisque l'esprit consiste dans le devenir, qui dit éducation dit esprit ; l'éducateur a donc un objet unique : l'unité vivante qui est la personne, l'élève dans l'âme duquel l'amour doit le faire pénétrer pour créer avec lui un monde nouveau.

L'éducation est donc pour l'enfant un « libre devenir spirituel » ¹, pour l'école une action réciproque du maître sur l'élève, auto-éducation de tous deux à la fois, réalisation pour chacun de son devenir spirituel, de la réalité comme esprit ².

Cette pédagogie a un grand accent de sincérité ; elle exige du maître un effort perpétuel pour se renouveler et approfondir son enseignement ; elle s'oppose à la « mécani-

liste de la vie. Si vous voulez que l'école soit le culte de la liberté, écarterez tout ce qui rend fragmentaire l'éducation, comme si l'éducation ou la personnalité pouvaient avoir tant de parties... ayez pour objet l'unité vivante, qui est la personne, l'élève dans l'âme duquel l'amour doit vous faire pénétrer, pour créer avec lui un monde nouveau. » (*Riforma dell' Educazione*, p. 189.)

1. *Riforma dell' Educazione*, p. 219.

2. Exposé dans *Sommario di pedagogia* (vol. II, *Didattica*), et repris dans les « Leçons universitaires » publiées par *Levana* (janvier 1923, p. 80). « Une fois dépassé le point de vue matérialiste dans l'observation de l'âme enfantine, une fois abattu l'enfant-janotche qui servait de mesure à notre enfant réel, il ne reste plus que l'enfant éternel, c'est-à-dire l'esprit lui-même entendu dans sa subjectivité, dans son moment esthétique, pour servir de référence à l'étude de notre enfant réel ; il ne reste donc que l'esprit même du maître qui résout l'individualité de l'élève dans sa propre subjectivité ; et il réalise à l'école son propre devenir dans le devenir de l'enfant. La didactique, qui assume une si lourde charge quand elle accepte de la psychologie matérialiste le mandat de former l'homme, se résout ainsi en un précepte unique à l'adresse du maître : celui de réaliser à l'école sa conception propre de sa réalité spirituelle, de la réalité en tant qu'esprit. »

L'unité spirituelle du maître et de l'élève dans l'œuvre éducative est le centre de toute la théorie gentilienne de l'éducation. On en trouve l'indication dans la plupart de ses œuvres ; une des expressions les plus ramassées et les plus fortes est la péroration du discours aux instituteurs de Rome le 11 mai 1922, dans *Levana* (juillet 1922, p. 271-272). « Le cœur de la mère se lie ainsi au cœur de son enfant et les deux personnalités s'unissent dans le triomphe de l'amour, de la maternité dans le triomphe de l'esprit qui est processus d'unification. De même le maître n'est point maître en tant qu'il est en chaire et oppose sa personnalité physique aux personnalités empiriques de ses élèves ; il est maître en tant que sa personne physique est vue et n'est plus vue par ses élèves, qui sentent en lui l'expression de leur propre esprit, une âme universelle dans laquelle se résout tout dualisme entre son individualité et leurs individualités particulières. Voilà ce qui advient dans une école où se fait œuvre éducative ; voilà ce qui advient dans la vie. Voilà la conception de la personnalité dans la philosophie idéaliste ; mais c'est aussi la conception immanente de l'expérience que tout homme fait de sa propre vie spirituelle. Et quand cette conception aura été atteinte, quand la pensée humaine aura été comprise dans sa valeur universelle, on aura définitivement résolu, dans la vie comme dans la philosophie, la difficulté qui s'oppose à la conception idéaliste de l'éduca-

sation », aux exercices immuables et vides de pensée ; enfin et c'est bien là un caractère spécifiquement romantique, elle met au premier plan la personnalité de l'éducateur, sa valeur individuelle, sa puissance de sympathie, et fait de l'œuvre éducative un grand drame d'âmes.

3. La fusion des deux « Fascio »

Il nous reste à voir maintenant comment et par qui cet idéalisme absolu, ce néo-romantisme de l'éducation est arrivé au pouvoir. De 1900 à 1915, la doctrine s'élabore, d'abord autour de Benedetto Croce, puis de plus en plus autour de Gentile, qui se détache peu à peu de l'hégélianisme orthodoxe pour chercher sa propre voie. Dans cette période, la doctrine politique de l'école n'est pas fixée et plus d'un idéaliste absolu a en même temps des tendances socialistes. C'est le cas notamment d'une des personnalités les plus marquantes du groupe et dont il sera question plus loin, Giuseppe Lombardo-Radice.

L'année 1915 et l'entrée en guerre de l'Italie donnent à la petite troupe des « idéalistes » une impulsion nouvelle. De la cohorte étroitement unie¹ et dans laquelle on peut citer des noms comme ceux de Carlini, Fazio-Allmayer, Marchi, Ferretti, Santini, Casotti, etc., se détachent alors deux militants qui, sous la direction de Gentile, mèneront l'école à la victoire ; ce sont Giuseppe Lombardo-Radice et Ernesto Codignola.

Lombardo-Radice, comme Gentile, est Sicilien ; il est né² à Catane en 1879 et fut le condisciple de son compatriote à l'école normale supérieure de Pise. Il entre en 1903 dans l'enseignement, d'abord professeur de lettres dans les gymnases d'Aderno, d'Arpino et de Naples, puis professeur de

tion. La pédagogie que j'appelle moderne a par conséquent cette prétention et je le répète, cet orgueil, de ne pas être une réflexion abstraite sur la vie, mais de se référer perpétuellement à l'actualité de la vie spirituelle, au caractère concret de la conscience humaine, et de ne pas porter à l'école le lourd poids d'une didactique qui puisse devenir un instrument de torture, mais de vouloir au contraire intacte et vivante dans l'école l'humanité du maître, et d'être pour cette raison la libération de l'école. »

1. *Groupes d'action* qui fondent le 15 octobre 1915, la revue la *Nostra Scuola*, avec un programme de réforme qui se résume en ces mots : « Il faut rénover l'école. »

2. *Tecnica Scolastica*, mars 1923, article de tête : *Profili della Tecnica Scolastica*.

morale et pédagogie dans les écoles normales de Foggia, de Palerme, de Messine et de Catane. En 1911, il est appelé à la chaire de pédagogie de l'Université de Catane et titularisé en 1915. En janvier 1923, Giovanni Gentile l'appelait à Rome pour diriger au ministère l'Enseignement primaire et populaire¹.

Le rapport de la Commission d'enseignement supérieur, qui le proposait en 1915 pour la titularisation le présente en ces termes : « G. Lombardo-Radice est un enthousiaste de l'éducation et de l'école, passionné d'idées nouvelles, un écrivain ardent, un promoteur infatigable d'études pédagogiques... en somme, belle et généreuse activité en faveur des études et de l'éducation². »

Prezzolini, dans le livre déjà cité de la Culture italienne, fait de lui un portrait sympathique : « Il a été dans ces dernières années l'éducateur par excellence, l'éducateur né qui se révèle en toute occasion. Il faut le voir dans son action quotidienne pour comprendre sa force dans le corps enseignant, de l'humble maîtresse rurale à son collègue et ami de l'Université... Grand, solennel, avec une barbe biblique et une grande bonté dans la voix, il est dans les congrès, dans les réunions bien accueilli même de ses adversaires qui reconnaissent volontiers sa valeur et deviennent souvent ses amis personnels. »

1. Il suit Giovanni Gentile dans sa retraite après l'affaire Matteotti; réintégré dans les cadres de l'enseignement supérieur, il est nommé professeur à Pise à dater du 1^{er} juillet 1924, puis professeur titulaire de pédagogie à Rome à la date du 1^{er} octobre de la même année, *Bolletino Ufficiale, Atti di Amministrazione*, 1924, n° 32.

2. Les idées de Lombardo-Radice sur l'éducation seront indiquées avec plus de détail dans le chapitre de la réforme de l'enseignement élémentaire. Sa position dans le groupe idéaliste mérite d'être précisée dès maintenant. Il est moins un théoricien ou un philosophe qu'un apôtre, un éducateur, un homme d'action. Il a au fond une âme démocratique, appartient longtemps au parti socialiste, qu'il quitta à la déclaration de guerre, il ne s'est jamais rallié complètement au fascisme politique (Cf. *Perché non siamo fascisti*, lettre du 21 novembre 1922, publiée dans *Accanto ai Maestri*, p. 447). Reprenant en septembre 1924, la direction de l'*Educazione nazionale*, il définissait ainsi sa situation au milieu des partis : « Qui écrit ceci est, non un neutraliste de l'action politique, mais un militant hors cadre, qui n'a jamais réussi à s'insérer dans les partis... Nous ne sommes liés à personne. Notre parti est l'école; il a été de tout temps l'école, c'est-à-dire l'Italie de demain. » Il définit un peu plus loin sa position vis-à-vis du ministre G. Gentile : « Gentile fasciste était quand même Gentile éducateur. Moi qui, politiquement, n'adhérais pas au fascisme, que lui au contraire acceptait, je pouvais même après son inscription au Parti rester à côté de lui... Je restai au ministère tant que je crus pouvoir espérer que les dirigeants du fascisme pouvaient améliorer moralement la vie italienne et non pas seulement l'école. Quand cette espérance fut dissipée... il partit et serait parti « même si G. Gentile était resté au pouvoir ».

Et pour terminer cette série de portraits d'une des personnalités les plus significatives de la nouvelle Italie, on invoquera le lointain témoignage du Tessin, ce canton suisse où la voix du Sicilien de Catane a éveillé tant d'enthousiasme : « La première fois — dit Ernesto Pelloni dans *l'Educatore* de Lugano (13-31 décembre 1923) — que je vis Lombardo-Radice, c'était en décembre 1908, au Congrès des Bibliothèques populaires à Rome. Il avait alors vingt-neuf ans et je me rappelle le sentiment d'affectueuse curiosité qui se répandit dans l'assemblée quand il se leva, avec sa grande barbe de capucin, pour parler de son Midi... »

Pour toute l'Italie pédagogique, Lombardo-Radice est surtout l'auteur des *Leçons de didactique* (1913), œuvre fervente et forte, simple de forme, haute de pensée et débordante d'amour. Sa part, dans la campagne qui mène l'idéalisme au pouvoir, est énorme : en 1907, il fonde la revue *Nouveaux devoirs*¹, qui cède la place en 1912 à la *Revue de pédagogie et de politique scolaire*. En 1917 il abandonne la plume du publiciste pour courir aux armées après Caporetto et communiquer dans de simples entretiens au milieu des troupes sa foi patriotique dans la victoire. Après l'armistice, il reprend la bataille d'idées en fondant en 1919 l'élégante et vivante revue *Education nationale*.

Sa tâche propre, il l'a définie dans la préface des *Nouveaux essais de propagande pédagogique*² (1^{er} mai 1922).

« Notre idée est que l'Ecole, après les livres puissants des maîtres de l'idéalisme en Italie, a besoin maintenant d'une action surtout réalisatrice. Ce petit volume illustre quelques

1. *I nuovi Doveri* (1907-1911), « dans lesquels il préconise l'élévation et la purification de l'école qu'il faut enlever aux partis et aux sectes. Quelques-unes de leurs campagnes ont fait époque, comme celles de la laïcité de l'école, de la réforme de l'enseignement secondaire, de la réforme des examens, des devoirs dans l'enseignement secondaire, des écoles italiennes à l'étranger. Dans cette revue de combat parurent des ouvrages d'importance historique dont quelques-uns furent réimprimés dans la collection *Etudes pédagogiques*, tels que *Scuola e Filosofia* de Gentile et la *Riforma della Scuola media* de Galletti et Salvemini ». La *Tecnica Scolastica*, mars 1923, « Profili ».

2. *Nuovi Saggi di Propaganda pedagogica*, Turin, Paravia, 1922, repris et fondu dans un nouveau volume, *Accanto ai maestri*, Turin, Paravia, 1925.

Sa position actuelle — après l'affaire Matteotti — est brièvement indiquée dans la seconde préface du nouveau livre, qui est imprimée après celle du 1^{er} mai 1922.

« Relisant les pages que j'ai ajoutées à la première édition, je sens grandir ma dévotion pour Gentile. J'ai d'autant plus de plaisir à le déclarer que je partage moins sa confiance dans les hommes représentatifs de l'Italie — du point de vue moral et politique — après juin 1924. »

moments de cette action dans laquelle moi-même — avec d'autres — m'en vais brûlant ma vie, avec la pleine conscience de sa valeur minime, réconforté cependant par la certitude que, même minime, elle est une valeur pure, elle a sa nécessité et sa beauté¹ ».

Si Giuseppe Lombardo-Radice est l'ardent apôtre de l'idéalisme absolu, Ernesto Codignola en est le polémiste et le politique. La Commission ministérielle qui le proposait en 1923, en première ligne parmi sept concurrents, à la chaire de pédagogie de l'Université de Messine, le présentait comme suit² : « Codignola, Ernesto, chargé de cours de pédagogie à l'Université de Pise, détaché à l'école normale supérieure de jeunes filles de Florence, est un travailleur vigoureux et infatigable dans le champ de nos études. Quelques-unes de ses publications : *Pour la liberté et la dignité de l'école, la Réforme de l'enseignement normal*, notables par la vivacité de l'esprit critique et polémique, concernent les problèmes de l'école et de l'éducation ; d'autres, *la Pédagogie révolutionnaire, Kant dans l'histoire de l'éthique et de la pédagogie*, traitent avec vigueur des sujets historiques de grand intérêt pour la formation de la conscience pédagogique contemporaine ; d'autres, enfin : *Problèmes didactiques, Conception de l'éducation naturelle chez Rousseau, Histoire de la pédagogie italienne depuis Vico* (appendice à l'histoire de Monroë), sont des essais d'interprétation critique des grands penseurs ; il faut encore ajouter des traductions, du français, de l'anglais et de l'allemand, d'œuvres éducatives et morales, ainsi que la direction d'une bonne revue fondée par lui, *Levana*, et de diverses collections d'importantes œuvres historiques et philosophiques auprès d'un éditeur florentin. Quoique l'on puisse relever quelques défauts dans certaines de ses interprétations historiques et quelque exubérance dans d'autres, et quoique l'on puisse observer, comme l'a fait certain membre de la Commission, que la production de Codignola est notablement plus de caractère historique

1. *Nuovi Saggi di propaganda pedagogica*, Torino, Paravia, 1922, p. XII.

2. *Bolletino Ufficiale*, 2 août 1923, p. 2430. Après deux scrutins, la commission avait désigné sur six concurrents en première ligne Codignola, en seconde ligne Maresca. Mariano Maresca a été ultérieurement et notamment dans *Rivista Pedagogica*, dont il est un collaborateur éminent, un critique pénétrant et inlassable de la réforme scolaire italienne.

que de caractère doctrinal, il est certain qu'il y a en lui, par la vigueur de sa pensée et par l'intensité d'une belle production, l'étoffe d'un professeur d'Université. »

Ernesto Codignola est le principal organisateur des groupes, revues, campagnes qui amenèrent l'idéalisme au pouvoir.

Son activité se déploie tout d'abord dans le cadre d'organisations anciennes et il prend une part active à la vie de la Fédération des professeurs secondaires. Mais après les séances agitées du Congrès de Pise en 1919 et le malentendu qui déclencha contre lui les clameurs d'une partie de l'assemblée, il crée avec Lombardo-Radice et les idéalistes militants le *Fascio d'éducation nationale*¹ (1^{er} février 1920). Il est en même temps le collaborateur le plus actif et des plus autorisés de la revue *La Nostra Scuola*, fondée le 15 octobre 1915, et qui devient, après la création du *Fascio*, l'organe officiel du mouvement.

Le point fondamental du programme de ce parti et de la revue, est la réforme de l'enseignement secondaire par l'abandon du monopole de fait que possède l'Etat et par la création de cet examen d'Etat, dont on parlera plus tard à loisir dans le chapitre consacré à l'enseignement secondaire².

Disons aussitôt, pour terminer ici ces quelques notes sur la personne d'un des militants les plus éminents de l'école idéaliste, quelle fut sa destinée après la marche sur Rome.

Appelé à Rome, il fut depuis la fin de 1922, le conseiller

1. Le *Fascio di Educazione nazionale*, qui n'a longtemps rien de commun avec le fascisme politique, est fondé à la fin de 1919, après un appel rédigé par Codignola, puis publié dans la *Nostra Scuola* du 1-15 février 1920. Les personnalités qui signent l'appel sont : A. Anile, V. Cento, E. Codignola, F. Fancello, G. Ferretti, G. Gentile, P. Gobetti, G. Lombardo-Radice, G. Marchi, F. Momigliano, G. Prezzolini, M. Valgimigli, B. Varisco.

Les principaux buts du programme scolaire du nouveau groupement sont : débarrasser les écoles de la foule des inaptes, maîtres et élèves; renouveler tous établissements qui préparent les maîtres des divers degrés; décentraliser; placer maîtres et élèves sous un régime sévère d'examens d'admission aux écoles et aux fonctions; refaire l'âme de l'école : « Il faut renouveler la conscience des générations nouvelles, si nous voulons retirer de nos succès les fruits dignes de la magnifique victoire remportée par nos armes et si nous voulons nous apprêter noblement et virilement aux nouvelles conquêtes auxquelles est appelée l'Italie. »

2. Pour l'enseignement secondaire, notons immédiatement les points essentiels de ce programme qui inspirera quelques-unes des réformes les plus radicales du ministre Gentile : Ernesto Codignola publie dans la *Nostra Scuola* du 16-30 avril 1920, n° 7, article éditorial, le programme de réforme de l'enseignement moyen, présenté par les deux représentants du *Fascio*, Luigi Amoroso et Mario Casotti, au congrès nationaliste de Rome, ordre du jour « qui avait le grand mérite de proposer sans

privé du ministre qui le nomma ultérieurement président de l'Œuvre nationale de civilisation, membre du Comité contre l'analphabétisme, membre d'une des commissions du Conseil supérieur de l'Instruction publique, directeur enfin de l'École normale supérieure de Florence (Institut du Magistère).

Si l'on parcourt la collection de *la Nostra Scuola*, depuis 1919, on suit assez aisément l'évolution de l'idéalisme cherchant en politique sa voie pour réaliser son programme de réforme éducative.

Sur la partie négative du programme, tous les collaborateurs sont d'accord : imbu de l'idée de discipline et d'autorité, attaché au passé et surtout aux traditions religieuses du « Risorgimento », national avec exaltation, il fait front contre l'évolution démocratique de l'Italie; il est, dans toute la force primitive du terme, réactionnaire. Qu'il suffise ici de citer quelques parties de son jugement sur le ministère Nitti (1-15 juin 1920, n° 10, article éditorial) :

« Avec la chute de Nitti devrait disparaître aussi cette méthode de gouvernement basée sur le cynisme politique,

réticence et avec une sincérité crue le problème de la liberté de l'enseignement non par l'Etat, comme ils l'indiquèrent fort opportunément, mais dans l'Etat, liberté qui doit s'obtenir moyennant :

« La mise sur pied d'égalité complète des candidats dans les examens, quelle que soit leur provenance;

« La distinction entre la personne du professeur et celle de l'examineur;

« La réduction du nombre des écoles, les charges du budget restant les mêmes;

« La diminution de la population scolaire de l'Etat, obtenue au moyen d'une sélection rigoureuse selon le mérite. »

Au moment de l'adhésion du Fascio d'Education nationale (groupe idéaliste) au Parti national fasciste, la même revue publie (15-30 novembre 1922, p. 2) un programme où la liberté de l'enseignement est encore imposée plus vigoureusement :

« *Examen d'Etat*, uniformément imposé pour l'admission aux écoles et aux carrières;

« *Décimaison des lycées-gymnases d'Etat*, selon le critérium de la distribution topographique et de la population « naturelle »; équivalence du diplôme de lycée avec le diplôme normal;

« *Suppression de l'école normale d'Etat* actuelle, en commençant dans le Midi; et création d'une école normale libre, avec des fonds fournis par les milieux agraires, par l'armement, et par la confédération de l'industrie;

« *Remise de l'administration de l'école rurale et populaire à des comités* agissant par délégation, avec la faculté de prendre en charge et de « perfectionner » un personnel sans diplôme (par l'élargissement de la loi pour la lutte contre l'analphabétisme);

« *Suppression de l'inspection de l'enseignement secondaire* et attribution « temporaire » des fonctions de contrôle aux professeurs secondaires et supérieurs; *réduction de l'inspection des écoles élémentaires* et transfert de ses fonctions aux personnalités des comités délégués;

« *Abolition de l'éducation physique dans les établissements secondaires*, et transfert de cette tâche à la « préparation militaire » ou au besoin aux comités d'action fascistes. »

fil naturel de ce scientisme démocratique qui a empoisonné toute la vie politique italienne et a fait de l'école son temple et des maîtres ses grands prêtres... École démocratique, conscience laïque, la religion point de vue désormais dépassé, ce ne sont là que des phrases, des formules vides, qui ont admirablement servi la secte maçonnique, laquelle a pu ainsi faire prendre jusqu'à ce jour le vide pour le plein, le mensonge pour la sincérité, l'humanitarisme pour l'amour de la patrie. La démocratie du Parlement, de la chaire et de la rue s'est rempli la bouche de ces phrases... L'école démocratique a fait son temps. Dépouillez-la des saints voiles de sa laïcité à la mode de quarante-huit et elle vous apparaîtra non comme un corps animé par les pulsations d'un cœur vigoureux et pourvu de membres robustes, mais comme un fantoche garni d'étope, propre à épouvanter les oiseaux, mais non à créer des hommes. Son dernier et éminent produit est Francesco Nitti, professeur démocratique, ministre démocratique, chef d'un gouvernement démocratique ! »

Préoccupé de réaliser son programme de réformes, le groupe idéaliste cherche dans les partis politiques un appui et croit tout d'abord l'avoir trouvé chez les « popolari » de Don Sturzo, parti catholique populaire qui se partagea un instant avec le socialisme les voix des électeurs. Dans un article de mai 1920, Ernesto Codignola défend le nouveau parti¹ de l'accusation de cléricalisme, se félicite de le voir se dévelop-

1. Voici quelques points de cette déclaration : tout d'abord, après avoir marqué les deux tâches qui s'imposent au Parti populaire « rappeler les masses et le Parti socialiste au sens de leurs limites », « donner le coup de grâce à la secte maçonnique », il déclare :

« Si telle est en vérité la tâche que les conditions historiques ont fatalement imposée au nouveau Parti, et que même ce nouveau Parti a commencé d'entreprendre avec un plein succès, il faut jeter délibérément par-dessus bord toutes les idéologies anticléricales hors d'usage, et sans renoncer en rien à notre autonomie et sans nous confondre avec les « Popolari », suivre avec sympathie leurs efforts, leur venir en aide, tant qu'ils seront orientés vers une politique nettement nationale. »

Et, dans les conclusions : « Si nous étions une force politique puissamment organisée, nous pourrions préconiser avec quelque chance de succès, une réforme bien plus organique et techniquement meilleure que l'examen d'Etat... Mais comme nous ne sommes organisés ni comme universitaires, ni autrement, nous devons nous résigner à coopérer avec les forces organisées qui, pour des fins politiques mais qu'importe ! travaillent pour un but qui concorde avec le nôtre. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons faire un peu de bien. Ceci naturellement ne veut pas dire que nous allons renoncer à nos idées ou faire ingénuement le jeu de quelqu'un, mais que nous renoncerons aux vagues aspirations abstraites pour lutter virilement avec les seuls moyens politiques à notre service pour le triomphe de nos idées. » (La *Nostra Scuola*, mai 1920.)

per et accepte volontiers sa collaboration pour mener à bien une partie du programme idéaliste de réformes. Cette sympathie pour les « populaires » ira s'accroissant : un des collaborateurs les plus intimes de Codignola, Mario Casotti, expose (juillet 1922), au cours de l'évolution décisive, les raisons pour lesquelles l'idéalisme (fascisme d'éducation nationale) prend son appui chez les populaires, « seul parti qui ait montré jusqu'ici un caractère de maturité¹. »

Mais les événements se précipitent. Le fascisme politique couvre l'Italie de ses organisations puissantes. Déjà dans *Notre école* des isolés demandent l'union des deux mouvements parallèles, mais d'inégale ampleur : petite cohorte des idéalistes du fascio d'éducation nationale, grand parti du fascisme aux redoutables chemises noires. Mais la discussion est encore en cours que déjà s'est produite la marche sur Rome et que Gentile est ministre.

Ernesto Codignola, dans un article signé en commun avec Mario Casotti, ménage la transition² et achève le changement de front. Il prendra bientôt une place importante dans le fascisme officiel et en rédigera le programme scolaire. En appelant Giovanni Gentile au pouvoir, Mussolini avait d'ailleurs tranché la question. Sans doute, le parti national

1. Ce très long article de l'un des chefs du *Fascio di Educazione Nazionale* (neuf colonnes serrées de la *Nostra Scuola*) est en même temps qu'un témoignage de sympathie pour les *Popolari*, une invite indirecte aux dirigeants du fascisme. Il fait suite, dans ce numéro de revue, à un appel d'un correspondant de Londres, Camillo Pellizzi, mis à la place d'honneur de la publication, et qui propose à ses compagnons du fascisme universitaire d'adhérer au fascisme tout court : « Le Fascio di Educazione Nazionale devrait devenir une section spéciale, ou corporation, du Parti national fasciste. » Mario Casotti, dans sa très longue discussion, fait entendre clairement qu'il est sympathique à cette adhésion, fait l'éloge du Parti populaire qu'il est prêt à quitter, mais pose ses conditions au fascisme politique : « Le Parti fasciste est-il disposé, par exemple, à provoquer une crise ministérielle pour l'examen d'Etat ? » L'adhésion de principe est acquise; il s'agit surtout maintenant d'en discuter les modalités.

2. Intitulé : *Vers la conclusion*, dans la *Nostra Scuola*, 15-30 novembre 1922, éditorial. Il contient — dans sa seconde partie, — une indication intéressante sur le rôle que le groupe idéaliste se propose de jouer à l'intérieur du fascisme : « Il faut non seulement faire accepter au fascisme notre programme scolaire, qu'il a déjà accepté en grande partie en appelant à la tête de l'Instruction publique Giovanni Gentile et en mettant dans le Groupe de compétence nationale du Parti national fasciste Lanzillo, Codignola, Carlini, Pellizzi », mais aussi « il faut épurer et renouveler tout le fascisme en en chassant des éléments anciens et des germes de désagrégation. » Le groupe des idéalistes entend donc influencer profondément sur l'évolution ultérieure du fascisme triomphant. Jusqu'à quel point ce programme a-t-il été réalisé, dans quelle mesure le Fascio d'Educazione a-t-il donné à un Parti d'action son contenu d'idées générales et contribué ainsi à en assurer la cohésion, c'est ce qu'élucidera sans doute l'histoire du fascisme politique, quand elle sera écrite avec un recul suffisant.

fasciste avait tout d'abord un programme scolaire assez différent du programme idéaliste et dans lequel tout était subordonné à l'autorité de l'État. Mais le dictateur tenait à se concilier la force morale considérable que représentait la poignée d'idéalistes de *Notre école*. Et les amis de Giovanni Gentile sentaient que leur heure était venue.

« Désormais les discours sont inutiles, avait déclaré dans un manifeste *Notre école* (octobre 1922). L'heure des faits est arrivée, ils parleront d'eux-mêmes. Nous n'oublierons pas que Gentile a été appelé au pouvoir par Benito Mussolini, l'homme de l'Italie nouvelle. Le jour où le fascisme victorieux entre à Rome, balayant le mensonge démocratique, monte au pouvoir un autre fascisme, le nôtre, le fascisme scolaire. Ainsi sans efforts artificiels, par la force des choses les deux mouvements se sont fondus¹. »

En réalité, le fascisme politique apportait la force. L'idéalisme absolu, groupé dans le fascio d'éducation nationale, mettrait cette force, en ce qui concerne la réforme scolaire, à son service. Inébranlable dans ses convictions, sourd à toutes les objections même fascistes, secondé par ses deux disciples et amis les plus chers, Lombardo-Radice et Codignola, Gentile allait, dans le court espace d'une année, réaliser intégralement le programme de l'idéalisme absolu, du néoromantisme de l'éducation.

4. L'idéalisme au pouvoir

« Giovanni Gentile, habitué aux hautes spéculations, ne semble pas fait pour les réalisations immédiates, si chères au fascisme ; c'est un de ces hommes qui ne réussissent jamais à franchir la distance qui sépare la pensée de l'action, un de ces météores lumineux, étincelants si vous voulez, destinés à passer au ciel de l'Instruction publique sans exercer d'action profonde. » Tel était le jugement que portaient sur

1. Vittorio Santoli (*la Nostra Scuola*, 15-30 novembre 1922, p. 3) marque l'identité des programmes des deux *Fasci* : « Dans la politique scolaire, le Fascio d'Éducation nationale a ainsi réalisé depuis ses origines (1919) les points les plus vitaux de la politique fasciste ; il a été dans le champ restreint de l'école ce qu'a été le fascisme dans l'ensemble de la vie italienne : l'adversaire de la mentalité démocratique, du nivellement, de l'irresponsabilité et de la camorra ; le propagandiste de saines et rigoureuses réformes, aptes à donner à nos instituts d'Instruction cette souplesse et cette vie qu'ils ont, semble-t-il, perdues à peu près entièrement. »

lui, au lendemain de la marche sur Rome, les *Diritti della Scuola*¹, la revue démocratique des maîtres primaires.

Contrairement à cette prévision, le ministre nouveau s'est montré un homme d'action comme il avait été le théoricien le plus écouté dans la période d'attente et d'opposition. Les maîtres de tout ordre allaient bientôt constater que le temps des discussions académiques était passé².

La première circulaire du ministre est un *credo* de ton religieux : « J'arrive au pouvoir, soutenu par ma foi déjà ancienne dans les destinées de notre civilisation et dans l'âme de notre école. Plus grande a été l'épreuve, et plus grand a toujours été le courage des Italiens à se vaincre eux-mêmes et plus prompte l'école à faire retentir sa voix et à donner l'exemple ! » (*Bolletino ufficiale* du 2 novembre 1922, p. 2000.)

Se vaincre soi-même, c'était déjà là un avertissement. Il se

1. *Diritti della Scuola*, 8 novembre 1922, p. 54.

2. Sur les pouvoirs conférés au ministre par le régime et le dictateur, nous sommes pleinement éclairés par la déclaration de Benito Mussolini à une députation d'étudiants fascistes. Ce qui est dit ici en particulier pour l'université a d'ailleurs une portée générale et vaut pour l'ensemble de la réforme. On citera cette déclaration essentielle d'après le texte publié en éditorial « Mussolini et l'Ecole » par la revue d'Ernesto Codignola, la *Nuova Scuola italiana*, du 23 décembre 1923.

« De toutes les réformes que nous avons votées, la réforme Gentile est la seule vraiment révolutionnaire parce qu'elle a transformé un état de choses qui durait depuis 1859. En ce temps aussi on fit à la loi Casati mille critiques; quant à moi, sur la substance de la loi Gentile, je suis d'une intransigence absolue.

« Dans quelques mois, quand cette soi-disant agitation ne sera plus qu'un malheureux souvenir, on pourra examiner si tel ou tel point secondaire de la réforme est bien adapté aux nécessités particulières. Le caractère de cette agitation est révélé par la presse française et italienne qui l'appuie; si par hypothèse les étudiants avaient toutes les raisons imaginables, tant qu'ils seront dans la rue et tant qu'ils seront appuyés par cette presse d'opposition, ils n'auront pas la moindre satisfaction. Qu'ils ne se fassent donc aucune illusion. Dites-le clairement et rondement à vos collègues d'Italie.

« Il y a cinquante ans qu'on annonce que l'école va être réformée, qu'on la critique de toutes les manières; on a crié sur tous les tons qu'il fallait finir par rendre l'école sérieuse, capable de former des caractères et des hommes. Le gouvernement fasciste a besoin d'une classe dirigeante. Au cours de ces quatorze mois de pouvoir, j'ai vu qu'il n'y avait pas de classe dirigeante fasciste. Je ne puis improviser les fonctionnaires dans toute l'administration de l'Etat : tout ceci me doit venir peu à peu des universités. Méditez sur ce fait que la lutte est aujourd'hui difficile pour l'Italie sur le terrain national et international.

« Ce n'est plus le temps où l'on pouvait rester sans préparation. Précisément parce que nous sommes pauvres et les derniers arrivés, nous devons armer puissamment notre intelligence. Il est donc nécessaire que les étudiants étudient sérieusement si l'on veut faire l'Italie nouvelle. Voilà les raisons profondes de la réforme Gentile : de celle que j'appelle le plus grand acte révolutionnaire osé par le gouvernement fasciste dans ces quelques mois de pouvoir. Les fascistes ont l'obligation d'agir pour que les Universités donnent la classe dirigeante préparée à ses grands et hauts devoirs. »

précise dans la longue circulaire du 25 novembre qui rappelle les fonctionnaires de tout ordre à l'observation de la discipline. Dans le tumulte des derniers événements politiques (lutttes fascistes, marche sur Rome) il a pu arriver, constate le ministre, que dans l'âme de certains citoyens se soient obscurcis les principes de discipline, d'ordre et d'obéissance qui sont la sauvegarde de toute vie organisée. Cela peut s'expliquer par la faiblesse des gouvernements des dernières années, qui ne paraissaient plus représenter les intérêts supérieurs du pays. Tout doit changer maintenant.

Puisque l'école est un des organes les plus délicats de l'État, c'est là plutôt encore que partout ailleurs que doivent réapparaître le respect de la loi, l'ordre, la discipline, l'obéissance, intelligente sans doute, mais dévouée à l'autorité de l'État. « Tout acte de nature à troubler le fonctionnement normal des institutions d'enseignement et à insinuer dans les âmes la défiance et l'indiscipline envers l'autorité de l'État sera sévèrement puni. Les chefs de service seront tenus responsables de toute infraction à ces dispositions ¹. »

Ces paroles ne devaient pas rester une menace vaine.

L'ordre, la discipline sont maintenus à tous les degrés de la hiérarchie. Le ministère de l'Instruction publique, la Minerve, comme on l'appelle en Italie, du nom du palais qu'il occupe et qu'orne un buste célèbre de la déesse, la Minerve se ferme à tous les visiteurs. Hommes politiques, publicistes n'y sont admis que de dix heures à midi; ils ne circulent plus librement dans les couloirs et ne s'installent plus dans les bureaux pour y cultiver des amitiés avantageuses. On doit s'adresser aux directeurs généraux qui seuls ont qualité pour recevoir les étrangers ².

Quant aux fonctionnaires, on les renvoie à la voie hiérarchique; finis les « pèlerinages à Rome » : toute requête doit être adressée par écrit et les congés pour voyage à Rome sont rigoureusement supprimés. Tous les fonctionnaires détachés dans la capitale, en mission plus ou moins technique, sont renvoyés à leur poste. Des circulaires énergiques rappellent chacun, du chef de bureau au maître primaire, à la stricte observation des règlements. Au ministère même,

1. *Bolletino Ufficiale*, du 30 novembre 1922, p. 2153.

2. *Chronique des Diritti della Scuola*, 14 janvier 1923, p. 190.

un système de résumés et de graphiques doit montrer chaque mois le rendement des employés.

Arrivé au pouvoir avec un programme arrêté, mûri dans vingt années de lutttes et d'opposition, appuyé sur une phalange étroitement unie de compagnons¹ dévoués, le ministre agit en dictateur, use complètement des pleins pouvoirs que les circonstances lui ont conférés. Il ne demande ni avis, ni approbation, mais seulement l'obéissance rigoureuse.

Le Comité de l'Union nationale des instituteurs ayant critiqué le projet de décret sur les retraites — avant que celui-ci n'ait été publié officiellement — le ministre adresse à ses chefs de service une circulaire restée fameuse².

« Je vois, dit le ministre, qu'on se plaît à définir, dans une certaine presse syndicale³, toute organisation groupant des maîtres comme un organe de lutte contre les pleins pou-

1. Chronique des *Diritti della Scuola*, 21 janvier 1923, p. 210-211 sous le titre : « Ne nous faisons pas d'illusion. » « Ce n'est pas le moment en vérité des illusions et des ménagements, le moment d'espérer en quelque intervention autorisée qui pourrait changer les résolutions inexorables du ministère. Ni pressions, ni recommandations, ni commissions ne peuvent quoi que ce soit. Un gouvernement qui n'a pas hésité à mettre de côté la Chambre ne se laissera pas évidemment influencer par une réserve faite dans une chronique, par un article de protestation, par une députation de société, par un billet de député...

« Dans presque tous les départements, les ministres se sont entourés d'hommes de confiance pour effectuer les réformes, mettant à l'écart les vieux fonctionnaires. Et la consigne est le silence le plus impénétrable. Le sénateur Gentile répond par une formule imprimée — c'est-à-dire ne répond effectivement pas — aux sollicitations des députés et sénateurs, qui, comme tous les autres mortels, peuvent conférer seulement avec les quatre directeurs généraux de dix heures à midi tous les jours.

« Les mémoires, les commissions, les recommandations sont choses de la contre-révolution », répondait un haut fonctionnaire à quelqu'un qui lui demandait à être introduit chez le ministre. Et un autre : « Le ministre écoute avec déférence les commissions et puis il fait connaître les dispositions prises le jour après qu'elles sont signées. » Et un journal officieux a écrit que « le ministre procédera à l'élimination des fonctionnaires en surnombre, assisté seulement de son chef de cabinet. »

2. Circulaire n° 35, du 23 avril 1923. *Bolletino Ufficiale* du 10 mai 1923; p. 1482-1483.

3. « La circulaire a été écrite sous l'impression de la lecture du dernier numéro du *Journal de l'Union*, en particulier d'un article de Pietro de Divitiis, et de quelques coupures extraites de journaux locaux, en premier lieu de la *Voix des Instituteurs* de Turin. De Divitiis appelle une insulte à la classe des instituteurs, la mise à la retraite d'office de vieux maîtres avec l'aumône d'une petite augmentation de pension et appelle humiliation de notre fonction, l'annonce d'une réduction de traitement qui serait prévue pour les jeunes maîtres, de la cession de l'école rurale à l'œuvre contre l'analphabétisme, dispositions qui permettraient au ministre d'obtenir les fonds nécessaires pour financer précisément cette apparence de réforme des retraites. De leur côté, les extraits d'articles cités défendent l'indépendance de l'organisation magistrale contre l'œuvre d'absorption de la corporation fasciste de l'école, pour la liberté d'action et de lutte que l'organisation doit maintenir en face des pouvoirs de l'Etat. » *Diritti della Scuola* du 29 avril 1923, p. 411-412.

voirs, et je vois cette presse recevoir des louanges intéressées des vieux démagogues, agitateurs du corps enseignant, qui cependant se présentent au ministère sous l'aspect menteur de collaborateurs dévoués. Une telle presse mérite le mépris de tous ceux qui aiment l'école.

« Je veux que les maîtres italiens sentent énergiquement la nécessité de restaurer le bon renom de la classe enseignante, terni par ces éternels calomniateurs de l'État... L'État italien veut dépenser plus utilement ce qu'il dépense et qui représente la limite extrême de ses possibilités. Pour que cette dépense fût plus utile, il n'y avait dans le passé qu'un obstacle, les faux prophètes de la classe enseignante, qui réussissaient par la force de leur nombre à intimider, spéculant odieusement sur l'information insuffisante du public et des maîtres.

« Mais l'Italie nouvelle, consciente de ses difficultés et des défauts de son organisation, accrus par le désordre d'un budget de gaspillage, est par bonheur aujourd'hui en état de mépriser les voix insolentes des agitateurs d'antan. Je fais défense à mes fonctionnaires de recevoir les représentants de cette organisation... »

Déjà l'« épuration » a commencé à tous les degrés de la hiérarchie et jusque dans l'entourage du ministre. Au ministère même, les directions générales sont réduites de cinq à quatre ; les directions passent de trente-sept à vingt et une ; les bureaux de cinquante à trente. Les inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire sont réduits de trente-sept à trois ; ceux de l'enseignement primaire de dix à trois également.

Pour la province, même simplification, si bien qu'au bout de quelques mois, par mise à la retraite, retrait d'emploi, rétrogradation, mise en congé illimité, on a réduit le nombre de fonctionnaires administratifs de sept cent trente-neuf unités ¹.

1. On ne veut indiquer ici que l'esprit général de la réforme; le détail sera examiné à l'occasion de chaque administration. Quelques dispositions d'ensemble indiquent la volonté de reviser toutes les situations et expliquent l'état d'insécurité dans lequel a vécu le monde des fonctionnaires : décret du 21 décembre 1922 autorisant chaque ministre à réduire le personnel de son ministère; décret du 25 janvier 1923, sur la mise à la retraite d'office des fonctionnaires d'administration d'Etat; décret du 28 janvier 1923, ordonnant la revision des nominations aux fonctions publiques faites depuis l'entrée en guerre de l'Italie (24 mai 1925); décret du

Pour les fonctionnaires du cadre enseignant, l'épreuve est tout aussi dure. On verra, à propos de l'enseignement secondaire, qu'une commission de trois membres seulement fut chargée d'examiner le dossier de tous les professeurs de cet ordre sans exception et décida souverainement de leur sort¹, qui fut parfois cruel : tel professeur vieilli ou affaibli fut mis d'office à la retraite, malgré une situation de famille digne d'intérêt.

Les mêmes *Diritti della Scuola*, qui, au moment de l'accession de Gentile au pouvoir doutaient de sa capacité d'action et de réalisation, changent subitement d'opinion :

« En un seul Conseil des ministres (29 décembre 1922), le ministre a accompli une réforme qui aurait mis autrefois des années pour aboutir. Nous avons douté des facultés réalisatrices du nouveau ministre, habitué au lent travail de la spéculation scientifique. Nous faisons amende honorable. Nous n'attendions pas même de la pluie et il est venu de la tempête. Et il paraît que ce ne serait là qu'un début² ! »

La suite ne devait pas se faire attendre. Les maîtres primaires comme les maîtres secondaires allaient bientôt avoir à subir l'épreuve décisive : anciens maîtres mis d'office à la retraite, jeunes maîtres obligés de passer un examen par épreuves écrites et orales, alors que le placement se faisait jusque-là par examen « sur titres », candidats aux fonctions

11 mars 1923, prévoyant la mise en disponibilité par retrait d'emploi des fonctionnaires de l'enseignement secondaire et supérieur, etc.

Les *Bulletins officiels* de 1923-1924 apportent ensuite les résultats des revisions sévères opérées dans toutes les administrations et donnent le détail des mesures prises, indiquant avec les fonctions et les noms des fonctionnaires les raisons de ces mesures, sans égard pour le rang ou la dignité du fonctionnaire frappé.

Le *Bulletin officiel* du 29 novembre 1923, n° 52 donne le nom des cinq providiteurs nommés secrétaires de nouveaux provéditorats; en 1924, au n° 86, on trouve plusieurs centaines de professeurs secondaires mis à la retraite d'office; aux nos 6, 13, 14, 15, des listes nominatives de professeurs frappés de retrait d'emploi pour « rendement insuffisant », pour « incapacité »; au n° 13 encore, cinq inspecteurs régionaux sont remis dans le cadre enseignant.

Dans l'entretien particulier dont il a été rendu compte précédemment, le ministre avait dit : « J'ai dû être dur... »

1. « Un rigoureux examen de la situation de chaque professeur et chef d'établissement a été accompli selon les garanties établies par le décret du 11 mars 1923, n° 683, avec l'objet d'en déterminer la capacité technique et morale, le degré de rendement et l'état de santé; cette revision a abouti au retrait d'emploi pour environ six cents professeurs et chefs d'établissement, et à la remise dans les fonctions d'enseignement de beaucoup de chefs d'établissement. » Rapport officiel du directeur de l'enseignement secondaire, dans *la Riforma Gentile*, Rome, Mondadori, 1924, p. 90.

2. Martius dans *Diritti della Scuola*, 7 janvier 1923, p. 166.

administratives soumis eux aussi à des examens rigoureux : à travers toute l'Italie, c'est désormais un feu croisé de demandes et de réponses touchant les programmes et les études. De tous côtés, on exhume les manuels poudreux ; les journaux professionnels publient des bibliographies élémentaires, des plans de leçons ou de devoirs..... et vingt mille instituteurs passent à la fois le même jour leur examen probatoire.

*Terremoto, terremoto*¹, murmurent les fonctionnaires de tout ordre : c'est un tremblement de terre qui sévit.

Les élèves ne sont pas oubliés : pour eux, les mesures prises en vue de leur inspirer la religion du devoir, le respect des institutions établies, l'amour de la patrie et l'habitude de l'effort. Un système rigoureux d'examens d'entrée et de passage, d'examens de fin d'études, ramène l'ordre et le sérieux dans les classes naguère constamment agitées par des grèves. Ce fut la moins « politique », mais probablement la plus immédiatement efficace de toutes les mesures prises pour rétablir la discipline à l'école.

Un des premiers actes du ministre fut d'imposer l'obligation à tous les maîtres, à toutes les municipalités, de replacer dans les salles de classe le crucifix et le portrait du roi².

1. L'expression se trouve notamment dès le 4 mars 1923 dans l'article de Giorgio Gabrielli (inspecteur des écoles à Rome), publié en tête des *Diritti della Scuola*, année 1923, n° 18, dont le premier paragraphe est intitulé : *L'Imprévu*. On a appelé, dit-il, « terremoto » tremblement de terre, le décret du 31 décembre 1922, sur la réforme de l'administration primaire ; l'auteur cherche à expliquer la stupeur hostile qui a accueilli la réforme. Il note d'abord l'« impossibilité » d'agir qui caractérisait le régime précédent.

« Nous étions trop habitués à ce système pour nous attendre à une réforme ; je dirai même que nous avions entièrement perdu la foi dans la capacité du ministre de réformer quelque chose. Nous étions bercés par le doux train-train quotidien, embourbés, mais assez contents au fond du cœur de ce que personne ne vienne toucher à nos intérêts désormais assis.

« Un beau jour, presque à l'improviste, voilà la révolution fasciste, véritable révolution « légalitaire » et elle porte au pouvoir l'homme qui paraissait le plus loin d'un fauteuil ministériel au palais de la Minerve. Cet homme avait des idées et une volonté de fer. On peut discuter les idées de Giovanni Gentile, mais il faut reconnaître chez l'homme la volonté et le courage.

« Cet homme, par une rare chance, arrive dans la période politique des pleins pouvoirs, de pouvoirs absolus et peut donc agir sans recourir au *placet* du Parlement, sans se plier aux pressions de la politique et des groupes. Il met la main à la réforme et jette à bas toute une construction qui avait forme définitive et solide dans nos habitudes mentales. De là, cette stupeur, la stupeur que cause précisément le tremblement de terre et ne permet pas de penser à loisir pour découvrir le bon côté des choses. »

2. Circulaire Dario Lupi du 22 novembre 1922, aux provéditeurs ; circulaire de même date aux maires. Dans une note officielle parue dans la presse (cf. *la Liguria*,

Un maire piémontais, de Tricerro Novarese, ayant refusé d'obéir, se voit condamné à une amende par le tribunal de Vercelli et la Cour de cassation confirme l'arrêt¹.

La jeunesse des écoles est habituée à respecter le drapeau national. A ce sujet, le jeune sous-secrétaire d'État à l'Instruction publique, Dario Lupi, avocat de Florence, ancien combattant, député et fasciste notoire, envoie une circulaire enflammée: on voit flotter des drapeaux aux portes des magasins et jusque dans les auberges, et les écoles d'Italie en sont pour ainsi dire démunies. Que toute école, même la plus reculée, ait sa bannière, symbole de la patrie! Que familles, communes, associations d'anciens élèves rivalisent d'émulation pour en faire don à l'école².

Plus tard, des dispositions successives établiront que ce drapeau doit être présenté fréquemment — au moins une fois par mois — aux élèves, que ceux-ci doivent défiler devant lui, qu'ils doivent le saluer de la main droite levée en défilant: salut romain, salut fasciste.

Et puis³ on organise des pèlerinages d'élèves à la tombe du soldat inconnu; on lance la souscription pour le monument qui doit s'élever dans le Panthéon italien à Santa Croce en l'honneur de la mère italienne; on crée un peu partout en Italie les « gardes d'honneur » formées d'élèves des classes supérieures de l'enseignement secondaire et de l'enseignement primaire, gardes chargées de rendre les honneurs aux héros de la guerre dans les fêtes, jour de la Constitution, anniversaire de la déclaration de guerre, de la victoire, de la

Gênes, 2 décembre 1922), le sous-secrétaire d'Etat expose qu'il ne fait que remettre en vigueur, l'article 112 du règlement du 6 février 1908 qui n'a jamais été abrogé.

1. La Cour de cassation de Rome, confirmant l'arrêt de la Cour de Vercelli, condamne le maire Eugenio De Martini comme coupable du délit d'abus d'autorité prévu par l'article 175 du Code pénal pour avoir « fait retirer arbitrairement le crucifix des salles de classes ».

2. Circulaire du 31 janvier 1923, précisée par les circulaires ultérieures des 14 mars, 26 avril, 26 octobre 1923 et 7 janvier 1924.

3. Dans le volume *la Riforma Gentile e la Nuova Anima della Scuola*, publié sous la direction de Dario Lupi, Roma, Mondadori, 1924, le sous-secrétaire d'Etat à l'Instruction publique a consacré toute la seconde partie — un peu plus de la moitié du volume — à son œuvre personnelle pour « la Nouvelle Ame de l'école ». C'est là qu'on peut trouver le détail des mesures prises pour donner à l'enseignement, et spécialement au degré primaire, le caractère national et religieux qui est proprement l'aspect fasciste de la réforme.

En cent soixante pages, le sous-secrétaire d'Etat reproduit ses circulaires, ses discours, les témoignages d'approbation qu'il a reçus de personnalités éminentes, de corps constitués, d'associations patriotiques, enfin de nombreux extraits de la presse favorable à son action.

marche sur Rome; enfin, l'on demande aux élèves de créer les Voies et Parcs du Souvenir.

La première Voie du Souvenir a été créée à Montréal¹, au Canada, sur les bords du Saint-Laurent; sur cette voie, de jeunes arbres plantés en grande cérémonie portaient chacun le nom d'un Canadien mort pendant la grande guerre. L'idée a été reprise par Dario Lupi, rendue obligatoire « pour toutes les villes, tous les bourgs, pour tous les villages d'Italie » : « Chaque arbre, un nom, une mémoire, une âme, a écrit Giovanni Gentile². Et comme dans l'image créée par Dante, l'âme vit dans le tronc et les rameaux : racines enfoncées dans le sol de la patrie; frondaisons épanouies vers le ciel pour les frères, les fils, les descendants qui viendront à leur ombre goûter et défendre l'héritage des martyrs créateurs de la nouvelle Italie, garder et perpétuer l'âme qui palpite dans les racines serrées. »

Dans le courant de l'année 1923, on a déjà constitué 5 735 comités³ (sur 8 703 communes). En février 1924, 2 217 Parcs du Souvenir avaient été inaugurés⁴.

Par décret en date du 4 février 1923, le 24 mai, jour de l'entrée en guerre de l'Italie, est déclaré fête nationale.

Par circulaire du 13 mars 1923, du ministre G. Gentile, les autorités universitaires sont invitées à faire une propagande active auprès des élèves et étudiants pour l'organisation d'un « pèlerinage universitaire aux lieux de martyre et de gloire », c'est-à-dire aux champs de bataille italiens, du 19 août au 2 septembre 1923.

Par circulaire en date du 23 avril 1923, le ministre invite les mêmes autorités à organiser des « pèlerinages d'élèves à la tombe du soldat inconnu » à Rome.

Dans l'Italie que troublèrent naguère les émeutes, les

1. Cf. *La Scuola in Toscana*, février 1924, p. 42; qui résume un opuscule de Dario Lupi : *Parchi e Viali della Rimembranza*.

L'idée a été lancée en Italie par un discours prononcé par le sous-secrétaire d'Etat à Fiesole en novembre 1922. A l'origine, les arbres sont plantés pour commémorer les morts italiens de la grande guerre. Par une circulaire en date du 13 février 1923, cette manifestation s'étend aux fascistes tombés dans les guerres civiles des dernières années.

2. Cité par Dario Lupi dans la *Riforma Gentile*, p. 240, 241.

3. *La Scuola in Toscana*, février 1924, p. 43.

4. Dario Lupi, dans la *Riforma Gentile*, p. 271; tableau par région. Le plus grand nombre se trouve : en Lombardie, 798; au Piémont, 406; en Vénétie, 226; en Toscane, 146.

grèves, la guerre civile, règne maintenant l'ordre fasciste¹.

Le petit groupe des idéalistes au pouvoir légifère sans contrainte, sans collaboration et sans contrôle. Jamais réforme ne fut plus sévère : jamais revision des valeurs et des hommes ne fut plus radicale, plus unilatérale, plus impitoyable. Les premiers actes annoncent la manière. Il nous faut suivre maintenant dans le détail l'œuvre des novateurs et exposer leur réforme de l'administration centrale et des trois ordres de l'enseignement.

1. Si le fascisme a inspiré directement toutes ces mesures destinées à exalter dans la jeunesse les souvenirs héroïques de la guerre et le sentiment national, il a également créé, dans son évolution ultérieure, des œuvres de caractère social, qui ne rentrent pas d'ailleurs directement dans le cadre de la réforme scolaire. On sait que, voulant absorber des éléments syndicalistes, il a pratiqué de plus en plus largement une politique corporative — la pensée syndicale est à vrai dire à l'origine même de ce mouvement. C'est à cet aspect du fascisme que se rattachent deux œuvres scolaires d'intention sociale : la Société d'utilité publique pour les *Universitàs popolari fasciste* (décret du 18 mai 1924) ; l'Œuvre du *Dopolavoro* (enseignement après le travail), créée par décret-loi du 1^{er} mai 1925. La dernière est déjà hors de la période considérée dans la présente étude.

CHAPITRE II

LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION SCOLAIRE

1. Les principes de la réforme

L'administration n'a pas toujours une bonne presse. Politique, entreprise privée, cadres actifs des entreprises de l'État s'accordent généralement pour lui adresser d'acerbés critiques, tout au moins en public; car souvent dans le secret elle est l'objet de sollicitations pressantes de la part de ses détracteurs, ardents à obtenir des faveurs, des situations pour leurs protégés, voire pour eux-mêmes.

En Italie, l'administration avait une presse déplorable. On lui reprochait surtout d'avoir pendant et même après la guerre grossi démesurément le nombre de ses services et de ses employés : pléthore, éléphantiasis bureaucratique, tels étaient les termes à la mode. La nécessité de pourvoir pendant la guerre à des tâches nouvelles et immenses, le désordre démagogique certain de l'après-guerre expliquent suffisamment cet état.

Quelques exemples l'illustreront.

Dès 1911, une réforme de la « bureaucratie » était à l'étude. Au cours de la discussion à la Chambre des députés du projet qui aboutit à la nomination d'une commission d'enquête, le 16 mars 1921, le député Brunelli rappelait, le 26 février, dans quelles conditions, sous le ministre Berinini, les cadres supérieurs de l'administration avaient été inutilement grossis¹ : « Le décret du 23 avril 1919 a donné des proportions gigantesques à la bureaucratie de l'instruction publique, si bien qu'il y a soixante-treize fonctionnaires pour diriger et quatre-vingt quinze pour obéir : parmi les dirigeants se

1. Emidio Agostinone, *les Premières Réformes du ministre Gentile*, dans la *Coltura popolare* de janvier 1923, page 4; le projet de loi discuté dans la séance du 26 février 1921 portait « création d'une commission parlementaire d'enquête sur l'organisation et le fonctionnement des administrations centrales et services qui en dépendent et sur la situation de leurs personnels respectifs. »

trouvent un bon nombre d'inspecteurs administratifs qui, n'ayant pas de fonctions bien définies, passent une partie de l'année sans accomplir aucun travail utile, sans avoir même un bureau et, dans bien des cas, sans même se présenter au ministère. »

Un membre de cette commission d'enquête, dont les travaux n'avaient d'ailleurs abouti à aucune réforme, le député Agostinone, présentait à l'occasion de la discussion du budget de 1922 des observations plus dures encore :

« Je pense, disait-il, au ministre Anile, que vous n'avez pas oublié le rapport de la Commission, qui propose la suppression d'une des cinq directions générales, créées au petit bonheur, selon un procédé peu louable, pendant la guerre. Cette direction n'a aucune raison d'être; auparavant son travail était fait par un bureau quelconque du ministère... Je voudrais dans le même temps rappeler un autre rapport sur le fait qu'un nombre très appréciable de hauts fonctionnaires n'ont pas consacré même trois jours à l'administration durant l'année entière. » Et l'orateur conclut en demandant le retour aux chiffres et divisions d'avant guerre. Mais cette fois encore rien ne fut changé¹.

Le fascisme est arrivé au pouvoir précisément pour faire cesser ce désordre; la réforme de la bureaucratie est la raison même des pleins pouvoirs qui lui sont conférés. Simplification administrative, suppression des fonctionnaires en surnombre, meilleur rendement de ceux qui seront conservés, tel est le premier point du programme de la réforme. Il s'exprime en un seul mot : économie. Économie nécessaire car le budget est en déficit, le « budget de gaspillage » mène l'Italie à la ruine et à la révolution.

Recevant les délégués du personnel des postes et télégraphes quelques jours avant la grande réforme administrative de novembre 1923, Benito Mussolini résumait cette politique en quelques mots lapidaires : « Peu de fonctionnaires, mais bien payés, tel est votre idéal et le mien; des fonctionnaires qui puissent mener une vie digne, qui ne

1. Emidio Agostinone, article cité, p. 6; il termine les citations de son rapport par ces mots désenchantés : « Cependant le ministre Anile se borne à écouter courtoisement cette invite catégorique, l'enregistre à simple titre d'indication, sans s'engager à quoi que ce soit et, ce qui fut pis, sans faire quoi que ce soit. »

soient perpétuellement poursuivis par les soucis matériels de l'existence et qui aient l'orgueil de leur mission et de leur fonction¹. »

Le point de départ de toute la réforme sera donc l'économie par la compression des dépenses, par la réduction du nombre des fonctionnaires. C'est là le programme propre du fascisme.

Mais l'application de ce principe général à l'Instruction publique se fait selon les théories propres du ministre et de ses fidèles en matière d'administration : ici nous retrouvons le disciple de Hegel et nous voyons l'idéalisme en action : des économies, oui, mais en même temps une refonte complète des institutions scolaires pour rendre à l'État les prérogatives dont il s'est dépouillé par une conception « erronée » de la liberté et de la démocratie.

Hegel² distinguait nettement l'État de la société : l'homme vivant en société est un individu qui a sa raison d'être en lui-même ; l'État ne connaît pas d'individus indépendants, ayant chacun en vue son bien propre ; dans l'État, l'individu est un moyen au service de tout ce qui est la fin. L'État est la réalisation de l'idée morale, il est la moralité et domine les actions et les pensées des individus qui le constituent. L'individu doit se soumettre librement à la loi de l'État, vouloir cette loi ; l'État est la moralité absolue constituée par ces volontés unies ; la liberté est la concordance de la volonté individuelle avec la moralité absolue de l'État.

Hegel a toujours eu une préférence marquée pour la forme antique de l'État qui absorbait dans son omnipotence tous les droits individuels. Parmi les formes modernes, il a une prédilection pour la monarchie constitutionnelle appuyée sur des corps sociaux fortement constitués, selon l'exemple anglais.

Telles sont aussi essentiellement les idées de Giovanni Gentile, telles qu'il les a exposées systématiquement dans son œuvre philosophique ou résumées plus brièvement et avec plus de simplicité et de force dans ses manifestes d'homme politique.

1. Cité par les *Diritti della Scuola*, Chronique du 14 novembre 1923.

2. Cf. Hegel, *Grundlinien der Philosophie des Rechtes*, Berlin, Duncker und Humblot, 1833, p. 312 et sqq.

Devant le Conseil supérieur¹ de l'Instruction publique (15 novembre 1923), le ministre proclame : Nous croyons et affirmons que l'État n'est pas un système de freins et de contrôles juridiques auquel doit échapper toute la vie intérieure de l'homme. L'État pour nous est substance éthique ; il est la conscience même de l'individu², qui se fait personnalité, s'affirme, fait sentir son action dans la société à travers tout son développement historique ; volonté collective et pourtant individualisée : notion qui est volonté consciente d'elle-même. A cette volonté collective, à cet idéal national, nous devons s'il le faut nous sacrifier individuellement, puisque notre vie véritable, digne d'être vécue, est précisément celle qui s'épanouit dans l'accomplissement de la mission nationale. Ainsi cette conscience active et dynamique de l'État est une idée, un système d'idées et d'intérêts, une vie morale à réaliser³.

Par là s'établit le concept de la liberté politique. « L'existence objective de la liberté est incluse dans la notion d'État. » Elle ne peut être autre chose que responsabilité, cette responsabilité que doit ressentir tout gouvernement, dans tout régime, mais surtout dans un régime de liberté. Il n'y a donc pas d'opposition entre la liberté et la puissance

1. Discours prononcé à l'inauguration de la session d'hiver du Conseil supérieur de l'Instruction publique, le 15 novembre 1923, publié intégralement par *Levana*, 2^e année, n° 5 (la note en bas de la première page de cette revue indique, probablement par erreur, le 16 comme date de ce discours, qui selon les témoignages concordants du Bulletin du provéditeurat de Bari et des *Diritti della Scuola*, paraît bien avoir eu lieu le 15). Les principaux points du discours sont : la réforme de l'administration scolaire et notamment du Conseil supérieur, la question de l'enseignement religieux, l'État et les fonctionnaires (le serment), la réforme de l'enseignement secondaire, la réforme de l'enseignement supérieur.

2. Dans cet exposé de la doctrine gentilienne de l'État, synthèse des consciences individuelles, actuellement présent dans chaque conscience, on voit de très près l'exposé fait au Conseil supérieur d'après le texte de *Levana*.

Les idées essentielles ont d'ailleurs été exprimées plus d'une fois, d'une manière familière par Giovanni Gentile, notamment dans la *Riforma dell' Educazione* ou dans les *Discorsi di Religione*.

On lit, par exemple, dans le premier de ces discours intitulé : *le Problème politique* : « L'État, ainsi que tous commencent à le savoir aujourd'hui, n'est pas *inter homines*, mais *in interiore homine*. Il n'est pas ce que nous voyons au-dessus de nous, mais ce que nous réalisons en nous-mêmes, par notre action de tous les jours et de tous les instants ; non seulement en rentrant en rapport avec les autres, mais aussi simplement en pensant, en créant avec la pensée une réalité, un mouvement spirituel, qui maintenant ou plus tard agira sur l'extérieur en le modifiant (p. 34) ! »

L'exposé dogmatique de cette théorie se trouve dans le livre de doctrine : *Fondamenti della filosofia del diritto*, Pise, Spuerri 1916, notamment au chapitre IV.

3. *Levana*, p. 417.

de l'État; car la liberté doit exister et se développer pour fortifier l'État, « système dans lequel la loi doit garantir le droit ». La liberté s'institue par la loi, elle réside dans la toute-puissance de l'État, qui instaure et défend, comme instance suprême, et la légalité et la liberté.

« Les anciens, disait G. Gentile, presque dans le même temps, dans une interview ¹, les anciens, pour qui l'État était hermétiquement clos et vivait rigoureusement dans le cœur de chaque citoyen, avaient à un haut degré ce sens réel et substantiel de la vie politique; ce sens est perdu chez les modernes. Nul ne voit plus la *res-publica*. Mais perdue de vue et foulée aux pieds, elle existe tout de même, elle nous entraîne perpétuellement dans son orbite et nous contraint à reconnaître que l'État c'est nous et que nous sommes l'État. »

Et plus loin ², dans le discours déjà cité au Conseil supérieur : « Il y a, en somme, deux conceptions possibles de la liberté : liberté abstraite de l'individualisme, qui conduit logiquement à l'anarchie; liberté concrète qui est l'État lui-même; dans la première, l'individu se dresse contre l'État; dans l'autre, il est l'État, il reconnaît en soi-même la valeur de l'État, il identifie sa volonté avec la volonté commune en s'efforçant de se dépouiller de tout égoïsme, de tout particularisme pour susciter en soi-même une volonté universelle. Sa volonté peut et doit être la loi de tous. »

Dans la première conception, l'homme naît libre naturellement; tous naissent libres, parce qu'hommes, tous égaux, tous pourvus des mêmes droits; conception « matérialiste » selon laquelle il n'est point de vie spirituelle douée de valeur morale, résultant d'un effort conscient, d'une activité créatrice et libre; tout est donné par l'état de nature : homme et bête, étoiles et terre, vérité et erreur.

Mais la guerre a tué le matérialisme en Italie et maintenant on désire la seule liberté qui soit digne de ce nom : « la liberté des hommes libres dans la loi, en vertu de l'État qui fait cette loi, qui la conserve et la défend et la réalise avec sa force, son prestige, le respect qu'il inculque à l'intérieur et

1. Interview de Cesare Curti, dans les *Diritti della Scuola*, août 1923, p. 599.

2. *Levana*, p. 422.

à l'extérieur, et aussi avec l'amour par lequel il lie à lui les citoyens¹.

Privée de tout son appareil dialectique, cette théorie de la liberté se résout dans une foi ardente et aveugle en la toute-puissance de l'État, supérieur à l'individu, moralement et intellectuellement; dans le respect de ses décisions, ou plus simplement encore, dans l'obéissance volontaire et joyeuse aux autorités régulièrement constituées. Avec la différence des temps et du contenu philosophique, c'est pratiquement le despotisme éclairé, mais transfiguré par une acceptation volontaire — la volonté de collaborer dans l'exécution à des décisions prises par l'autorité responsable².

Cette autorité n'a donc pas à partager le pouvoir; la collaboration effective, immédiate du chef avec les représentants de ses subordonnés est inconcevable. Ce serait une limitation de la responsabilité, de l'exercice régulier du pouvoir et de la « liberté » dans l'État. C'est donc au nom de cette conception de la liberté que, dans l'ordre nouveau, toute représentation élective sera rigoureusement éliminée. Pour « restaurer la liberté dans la loi », pour « reconstituer la puissance de

1. *Levana*, p. 423.

2. Dans un discours prononcé, le 31 mars 1924, au *Teatro Massimo* de Palerme, à la veille des élections générales, le ministre alla faire une manifestation éclatante en faveur du fascisme politique dans son île natale (discours publié par *Levana*, 1924, n° 2, p. 113 et suivantes). Giovanni Gentile précise pour les électeurs sa pensée philosophique et l'applique aux questions concrètes de politique, de gouvernement, de partis. Son principal effort vise à opérer la fusion du libéralisme italien d'autrefois avec le fascisme.

« Il y a, dit-il (*Levana*, p. 119), un autre libéralisme, mûri dans la pensée italienne et la pensée allemande, qui déclare absurde cet antagonisme fantastique entre l'État et l'individu... Pour ce libéralisme, la liberté est bien la fin suprême et la règle de toute vie humaine; mais en tant que l'éducation individuelle et sociale le réalise, produisant dans chaque individu cette volonté commune, qui se manifeste comme loi et par conséquent comme État. Celui-ci n'est donc pas une superstructure qui s'impose de l'extérieur à l'activité et à l'initiative individuelle pour l'assujettir à une contrainte restrictive... État et individu, à ce point de vue, sont un, et l'art de gouverner est l'art de concilier et de fondre les deux termes, de manière que le maximum de liberté se concilie avec le maximum non seulement d'ordre public purement extérieur, mais aussi et par-dessus tout de souveraineté consentie par la loi et par ses organes nécessaires. Car toujours le maximum de liberté coïncide avec le maximum de force de l'État. »

Il n'y a donc de « liberté » c'est-à-dire de discipline volontaire que dans un État fort. La décadence de l'État italien, du libéralisme en général provenait de la faiblesse grandissante de l'État. Le fascisme rend la force à l'État, force matérielle ou force morale (*dalla predica al manganello*). « L'important est qu'on admette sérieusement que l'on ne peut avoir la liberté sinon dans l'État et que l'État n'est pas l'arbitraire du premier venu, mais une règle vivante, qui réfrène tous les arbitraires et qui réalise dans la société et dans la conscience même de chaque citoyen l'empire irrésistible d'une loi de fer. »

l'État », le gouvernement choisira en toute indépendance et toute sérénité les représentants des divers ordres d'enseignement et mettra fin à cet « électionnisme » corrupteur des mœurs universitaire¹.

Si Giovanni Gentile représente fortement, parmi les novateurs, le principe de l'autorité idéaliste, d'autres, parmi ses collaborateurs immédiats, et principalement Lombardo-Radice, s'inspirent de préférence du principe de la décentralisation. Leur point de départ, d'ailleurs, est le même : la négation des principes de la Révolution française.

« Avec la Révolution, dit Lombardo-Radice², a surgi cette illusion que toute la vie nationale puisse être réglée du centre. » On établit un « critérium » dans les bureaux d'un ministère et dans les discussions parlementaires et il est appliqué avec des dispositions précises et uniformes, égales pour tous. La lettre triomphe sur l'esprit, le règlement apporte la « sclérose » de l'âme ; la bureaucratie centrale devient une armée de pharisiens qui encombrant encore la loi de circulaires et de commentaires, qui lancent dans toutes les directions de l'État leurs séides aveugles, automates, dressés par eux à n'avoir aucune personnalité.

Ainsi la loi venue du centre amène, d'une part, la bureaucratie monstrueuse et, d'autre part, la mécanisation de tout l'organisme de l'État, la fabrication « en série » d'institutions qui devraient être individualisées pour refléter l'originalité propre de chaque province. Enfin, cette centralisation disqualifie les élus du pouvoir législatif en les transformant

1. Discours au Conseil supérieur, *Levana*, année 1923, n° 5, p. 414-415.

2. Giuseppe Lombardo-Radice, *Nuovi Saggi di propaganda pedagogica*, Turin, Paravia 1922, discours prononcé en 1921 à l'Université de Catane et publié (p. 95) sous le titre : *Décentralisation et Autonomie éducative*. L'auteur n'est pas hostile en principe à la Révolution française. « La Révolution française — et là est toute sa grandeur — créa par la centralisation d'État les organismes de la vie civile, là où n'existait que l'arbitraire domination de petites oligarchies de princes et de féodaux. » Après cette vue — d'ailleurs fort contestable et qui ne tient guère compte de l'œuvre de la monarchie absolue et administrative — Lombardo-Radice exprime son admiration pour la notion du citoyen libre dans l'État national créée par notre Révolution, « du civis qui accepte la loi parce qu'elle est la loi, avec une volonté pure de fils respectueux et qui, dans le respect de la loi, voit la seule possibilité de civilisation nouvelle et de lois plus adéquates », notion « indestructible » qui supprime les révolutions violentes et rend possible « une perpétuelle révolution pacifique ».

Mais l'auteur distingue aussitôt les bienfaits de la liberté des abus de la centralisation : « Avec le grand triomphe de l'idée de citoyen, la Révolution française, à mesure que s'éloignait l'impulsion première, nous donnait le mal de la centralisation. »

en solliciteurs et exploiters de la bureaucratie centrale et elle détermine un individualisme nouveau, celui de l'arbitraire¹.

La rénovation ne peut provenir que de la décentralisation « de la libre et féconde initiative, de l'activité créatrice ».

Cette foi dans la décentralisation, foi dans l'originalité profonde de la masse, du peuple des campagnes, créateur de formes de langage, de poésie et d'art, foi dans l'action des vigoureuses individualités, semble s'opposer au premier abord au principe de l'omnipotence de l'État. Il n'est cependant qu'une forme complémentaire de cette théorie dans l'unité de l'idéalisme absolu, qui s'exprime dans deux tempéraments aussi mystiques l'un que l'autre, mais profondément différents : le rigorisme d'un Gentile, fait de concentration intérieure, de self-restraint — l'exubérance d'un Lombardo-Radice, force expansive, nature d'apôtre, enthousiasme romantique.

La réorganisation de l'administration scolaire est le résultat de la conciliation des deux extrêmes au sein du fascisme autoritaire.

2. Réforme de la bureaucratie

Les réformes scolaires ne sont qu'un épisode de la réforme totale de l'administration italienne. Cette refonte commence dès l'arrivée du fascisme au pouvoir à la fin de 1922 ; elle s'étend sur toute l'année 1923. Elle se fait, si l'on peut dire, en deux temps séparés : destruction, puis construction.

Le gouvernement de Mussolini commence par porter le fer et le feu dans la végétation broussailleuse de l'administration d'État : il taille, il émonde², s'attaquant aux puis-

1. Nuovi Saggi, p. 98.

2. Termes à la mode dans toute cette période de la politique italienne. Giovanni Gentile, professeur, dans sa lettre au ministre Berenini (publiée dans *Il problema scolastico del Dopoguerra*) disait : « Il faut « sfrondare », « recidere », il faut émonder et tailler, si l'on veut sauver ce qui est vital, ce qui doit vivre. Prenez en main la hache et vous aurez avec vous tous les Italiens qui aiment sincèrement la prospérité intellectuelle et la grandeur de la patrie ! »

Emilio Agostinone, jetant un premier coup d'œil sur la réforme administrative (*Diritti della Scuola*, 14 janvier 1923, éditorial) s'écrie d'abord : « Il faut reconnaître que le nouveau ministre, en connaisseur expert, opère en ce moment sur le vieux tronc et spécialement sur les branches nouvelles de l'école italienne un émon dage (potatura) rapide et audacieux. »

sances de première grandeur, comme aux rameaux les plus infimes. Dans cette ingrate besogne, il a pour lui l'immense majorité de l'opinion, et d'abord les contribuables, et aucun fonctionnaire atteint n'ose élever la voix dans cette Italie ponctuée de chemises noires.

Le bistouri du chirurgien s'enfonce dans un corps chloroformé, note un observateur désintéressé¹.

Dès le mois de décembre 1922, les ministères sont dotés d'armes redoutables. Ce sont d'abord les grosses situations qui sont visées : la bureaucratie de l'ancien régime est frappée à la tête. Par le décret du 21 décembre 1922, les hauts fonctionnaires du rang de directeur général ou de situation équivalente peuvent être privés de leur emploi pour raisons de service, après une simple délibération du Conseil des ministres, sans aucune des formalités prévues par les dispositions antérieures et sans qu'aucun recours ne puisse être élevé contre cette décision. Des nominations nouvelles peuvent être faites dans les mêmes conditions. Tout ministre est autorisé à réduire le personnel de son propre ministère. Le décret entre en vigueur le jour même de sa publication².

Un mois plus tard, le 25 janvier 1923³, un décret plus

1. *Diritti della Scuola*, 7 janvier 1923, éditorial, sous le titre : *Transformations radicales dans l'administration scolaire*, avec le sous-titre : *les Absents*.

Les Absents, ce sont « les hommes et les associations — quelle que soit leur direction politique — qui cependant depuis trente ans ont réclamé rénovations, redressements, extensions et ont prêché dans l'Italie grandissante la bonne parole » et maintenant se taisent. « Le temps de la guerre fut une longue parenthèse pleine d'incertitudes tragiques; mais le temps de la reconstruction est venu, et l'inertie et l'indifférence de l'opinion publique sont sans excuse mais ne sont pas sans péril. »

2. Décret royal du 21 décembre 1922, n° 1649, « qui donne les règles pour dispense de service, nomination et promotion des directeurs généraux et autres fonctionnaires de grade équivalent, ainsi que l'autorisation de réduire le personnel de chaque ministère », *Bolletino Ufficiale*, 4 janvier 1923, p. 5.

Dix jours plus tard, le 31 décembre 1922, un autre décret, n° 1679, réduisait le personnel de l'instruction publique; ce décret, d'importance capitale pour toute l'administration scolaire, réduit le nombre des fonctionnaires de l'administration centrale et des administrations locales des divers degrés. Ces réductions sont opérées, sans considérants, et surtout par voie de tableaux fixant dans chaque fonction le nombre d'emplois. On se référera à ce décret dans les divers chapitres concernant l'administration et l'inspection. Il se trouvera en annexe parmi les pièces justificatives, p. 331. Texte italien dans *Bolletino Ufficiale*, 11 janvier 1923, p. 73. En trois pages de tableaux et de décret, le ministre supprimait sept cents fonctionnaires et faisait 8 millions d'économies.

3. Décret royal du 25 janvier 1923, n° 87 « contenant les règles pour l'« exonération » et le traitement de mise hors cadres du personnel des administrations de l'Etat ». *Bolletino Ufficiale*, 8 février 1923, p. 267.

général établissait les règles de la suppression d'emploi pour les fonctionnaires de tous grades¹.

Par ce décret, sont éloignés de l'administration, « exonérés », les fonctionnaires dont les postes sont supprimés ; ceux qui, ayant quarante ans de service et soixante-cinq ans d'âge, avaient été laissés en exercice ; ceux enfin qui avaient été mis en disponibilité par l'effet d'une loi de 1921. L'éloignement se fera dans l'ordre suivant :

a) Fonctionnaires ou agents reconnus inaptes au service pour raisons de santé ou incapacité, et ceux qui ont un faible rendement ;

b) Fonctionnaires ou agents ayant accompli avant le 31 décembre 1923 quarante ans de service dans l'administration ;

c) Fonctionnaires ou agents qui, avant le même terme, ont soixante-cinq ans révolus.

Quand les licenciements ou les mises à la retraite d'après les principes ci-dessus seront terminés, s'il restait encore des fonctionnaires en excédent sur le nombre fixé aux tables organiques dressées pour chaque ministère, de nouvelles mesures seront prises avec le concours des Conseils d'administration respectifs pour que les chiffres établis soient respectés.

Les fonctionnaires privés d'emploi seront admis à faire valoir leurs droits à la retraite et recevront de plus une indemnité égale à six mois de traitement s'ils étaient déjà à l'âge de la retraite, et des indemnités variables dans le cas contraire. Ainsi le fonctionnaire licencié avec moins de cinq années de service reçoit une indemnité égale à autant de mois qu'il a d'années de service.

On voit d'après ce décret qu'un tableau systématique des emplois doit être dressé dans chaque ministère et que la réduction du nombre des fonctionnaires se fera d'après ce tableau. Mais il y a plus : le gouvernement prescrit encore une enquête détaillée sur toutes les fonctions nées de la guerre et de l'après-guerre par l'article 8 du même décret :

« Avant le 30 juin 1923, tous les ministères et toutes les

1. Complété par le décret royal du 3 mai 1923, n° 1080, maintenant en vigueur les dispositions des lois antérieures au sujet de l'« exonération » des fonctionnaires. *Bolletino Ufficiale*, 7 janvier 1923, p. 1777.

administrations autonomes de l'État procéderont à la revision des nominations et titularisations faites dans leur personnel respectif postérieurement au 24 mai 1915. » (Entrée en guerre de l'Italie.) Cette disposition est précisée et étendue encore par les actes successifs¹ du 28 janvier, du 10 août 1923 et du 3 janvier 1924. Enfin, le décret² du 27 mai 1913 va porter la hache de l'émondeur impitoyable jusque dans les administrations communales, prescrivant la réduction des emplois « quels que soient le mode de nomination et la nature des cadres administratifs ».

On doit rattacher à cette législation les mesures prises par décrets des 18 et 28 janvier 1923³. Les bureaux de comptabilité des différents ministères sont tous placés sous la dépendance du ministère des Finances. Ainsi les bureaux qui étaient

1. Décret royal du 28 janvier 1923, n° 153, « qui autorise la revision des prises en service et titularisations faites dans les administrations régulières et provisoires (adventices) de l'Etat après le 24 mai 1915 ». *Bolletino Ufficiale*, 15 février 1923, p. 367.

Décret royal du 10 août 1923, n° 1824, « prorogeant jusqu'au 31 décembre 1923 les dispositions du décret royal du 28 janvier 1923, n° 153, lequel autorise la revision des prises en service, titularisations et mutations du personnel régulier et « adventice » des administrations de l'Etat survenues après le 24 mai 1915 ». *Bolletino Ufficiale*, du 13 septembre 1923, p. 2953.

Décret-loi royal du 3 janvier 1924, n° 1, « interprétant les dispositions du décret royal du 28 janvier 1923, n° 153, concernant la revision des prises en service et titularisations faites dans le personnel régulier et « adventice » des administrations de l'Etat postérieurement au 24 mai 1915 ». *Bolletino Ufficiale*, du 28 janvier 1924, p. 14.

L'ensemble de ces dispositions doit s'entendre, selon ce dernier acte, dans ce sens que « toutes les administrations de l'Etat, y compris celle des chemins de fer, reçoivent un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne la procédure à suivre pour la revision des prises en service ou titularisations à partir du 24 mai 1915 ».

2. Publié dans la *Gazzetta Ufficiale*, n° 196, du 21 août 1923.

3. Décret royal du 18 janvier 1923, n° 94, « qui institue près du ministère des Finances un provéditeurat général de l'Etat ». *Bolletino Ufficiale*, 8 février 1923, p. 270.

Décret royal du 28 janvier 1923, n° 126, « concernant le passage des bureaux de comptabilité des administrations centrales sous la dépendance du ministère des Finances ». *Bolletino Ufficiale*, 8 février 1923, p. 276.

Le premier de ces décrets institue auprès du ministère des Finances une sorte de Centrale d'achats et d'administration du matériel. Le Provéditeurat d'Etat a, en effet, pour fonction de pourvoir pour le compte des divers ministères :

a) A l'achat, conservation et distribution des imprimés, papier, articles de bureaux, instruments techniques et de tout ce qui peut être utile au fonctionnement des divers offices;

b) A l'achat et conservation du mobilier;

c) A l'impression, publication et coordination des actes et documents variés.

Le deuxième décret enlève les comptabilités particulières à leurs ministères respectifs; les fonctionnaires qui en font partie passent par ordre au personnel du ministère des Finances. Le ministre des Finances convoque, toutes les fois qu'il le juge nécessaire, un conseil des comptables pour examiner la situation générale, les dépenses effectuées selon le budget et pour éviter les dépenses supplémentaires.

jusque-là organes de collaboration deviennent des moyens de contrôle et sont chargés de surveiller, dans leurs ministères respectifs, toutes les dépenses et par là l'observation des lois nouvelles, spécialement de celles relatives aux suppressions de fonctionnaires et d'emplois.

Cette vaste législation toute négative, ces coupes sombres dans la forêt jusque-là inextricable, c'est en vérité la liquidation de la guerre et de l'après-guerre. Le fascisme tient ses engagements. Sans égard pour les personnes, pour les droits acquis, avec un beau dédain des situations réputées intangibles et des relations des gens en place — car il a renouvelé le personnel politique au pouvoir — il réalise la réforme bureaucratique tant de fois abordée, dans ce qu'elle avait de plus difficile : les suppressions impitoyables.

Cette œuvre accomplie, le gouvernement de Mussolini passe à la partie positive de sa tâche et organise systématiquement l'administration italienne dans une grande construction d'ensemble strictement hiérarchisée.

L'idée n'est évidemment pas nouvelle. Depuis longtemps on a songé dans divers pays à donner aux fonctionnaires un statut d'ensemble, à prévoir des catégories communes ; on pense éviter ainsi notamment les inégalités flagrantes entre administrations, entre emplois confiés à des fonctionnaires de même préparation et de même culture ; on éviterait surtout ces réclamations partielles en matière de traitement qui, par un jeu de péréquations successives, élèvent de proche en proche les traitements pour recommencer aussitôt après.

Cette systématisation existait depuis longtemps en Autriche ; elle a été adoptée par l'Allemagne républicaine, fidèle à son programme d'unification nationale. Mais le principe même est d'origine plus ancienne et plus lointaine ; n'est-ce point le *tchin* de la Russie des tsars qu'elle emprunta elle-même à la plus lointaine tradition byzantine ?

L'Italie de Benito Mussolini a fait renaître en la modernisant la sacro-sainte hiérarchie¹.

Le décret du 11 novembre 1923 « réglemente la classifica-

1. Les dispositions nouvelles concernant l'ensemble des fonctionnaires constituent une œuvre législative considérable. On les trouvera principalement dans les documents ci-après :

Décret royal du 11 novembre 1923, n° 2395. « Organisation hiérarchique des ad-

tion du personnel dépendant de l'État à l'effet d'établir les traitements, les règles de la carrière et les modalités d'admission selon la nature des fonctions dans les différents services ». Mettant à part le personnel subalterne des administrations civiles, de l'armée et des prisons, il répartit les fonctionnaires et employés en trois catégories qui contiennent treize degrés parallèles. Des tableaux annexés au décret énumèrent dans le plus grand détail les employés de toutes les catégories, en donnant pour chacune d'elles le nombre d'emplois déterminé une fois pour toutes. Un tableau donne les traitements et les conditions d'avancement dans chaque catégorie.

Le décret est donc, en même temps que l'achèvement des mesures limitatives, une organisation constructive de toutes les administrations, à tous les points de vue. Les nombreuses dispositions de ce décret, complété principalement par celui du 11 décembre, n° 2960, déterminent le recrutement, l'avancement, la discipline des fonctionnaires, le cas parti-

ministrations de l'Etat. » *Bolletino Ufficiale*, du 22 novembre 1923, p. 4523 sqq. (63 pages du Bulletin) règles et tableaux (les tableaux concernant seulement le personnel de l'Instruction publique).

Décret royal du 30 décembre 1923, n° 2840, « modifiant l'organisation du Conseil d'Etat et de la Commission provinciale administrative dans ses fonctions juridiques ». *Bolletino Ufficiale*, 22 janvier 1924, p. 83 sqq. (15 pages).

Décret royal du 30 décembre 1923, n° 2960. « Dispositions relatives au statut juridique des employés civils de l'administration de l'Etat. » *Bolletino Ufficiale*, 29 janvier 1924, p. 173 sqq. (63 pages). Ce décret précédé d'un préambule explicatif complète celui du 11 novembre. Ce dernier hiérarchise les fonctionnaires, détermine surtout leur rang, leur nombre, leur situation économique. Celui du 30 décembre précise surtout leur situation juridique, et les règles du recrutement, de l'avancement, de la discipline.

Décret royal du 30 décembre 1923, n° 2994. « Dispositions relatives au statut juridique et au traitement économique des salariés dépendant des administrations de l'Etat. » *Bolletino Ufficiale* du 29 janvier 1924, p. 244 sqq. (27 pages). Il est relatif au petit personnel d'ouvriers et employés.

Décret royal du 30 décembre 1923, n° 3084. « Règles d'exécution, d'interprétation et de complément pour le traitement économique et la carrière du personnel des administrations de l'Etat. » *Bolletino Ufficiale*, 5 février 1924, p. 313 sqq. (19 pages); ce décret revise et modifie sur des points de détail la grande ordonnance du 11 novembre sur l'organisation hiérarchique des administrations de l'Etat.

Décret royal du 8 mai 1924, n° 843. « Compléments au décret du 11 novembre 1923 et aux modifications ultérieures sur l'organisation hiérarchique des administrations de l'Etat. » *Bolletino Ufficiale*, 25 juin 1924. Supplément n° 2 (29 pages).

Parallèlement à cette législation qui constitue le *Statut des fonctionnaires italiens* s'élaborait une législation nouvelle des *Retraites* : décrets des 11 mars, 21 novembre, 30 décembre 1923, 25 octobre 1924, le tout réuni en un *texte unique* ou Loi organique des retraites, le 4 juin 1925 (*Bolletino*, du 7 juillet 1925, 20 p.).

Au total cette législation sur le statut et la condition économique des fonctionnaires représente environ 250 pages in-octavo du *Bulletin officiel de l'Instruction publique*.

culier des anciens combattants et les mesures transitoires, les indemnités particulières de résidence, de mission, etc.¹.

On se référera à ce décret pour exposer ultérieurement ici la situation matérielle des fonctionnaires de l'Instruction publique dans les divers ordres de l'enseignement. Il faut remarquer toutefois que les instituteurs primaires publics — employés de l'État et des communes et dont le statut devait être réglé par des dispositions particulières — n'ont pas trouvé place dans cette organisation générale.

Pour donner une idée des principes suivis dans la classification générale des fonctionnaires, voici, en terminant, quelques exemples, pris spécialement dans les cadres de l'Instruction publique.

Les fonctionnaires en sont répartis dans les groupes A, B, C, selon l'importance de leur emploi : A, les hauts fonctionnaires, les professeurs de l'enseignement supérieur, les administrations de l'enseignement secondaire ; B, les administrateurs de l'enseignement primaire, les professeurs de l'enseignement secondaire, les secrétaires administratifs ; C, les commis d'ordre.

1. On emprunte les principaux points de l'exposé ci-dessus au décret du 11 novembre qui donne les plus grandes précisions sur l'organisation du personnel de l'Instruction publique. Le décret du 30 décembre (n° 2960) est intéressant surtout en ce qu'il renseigne sur les intentions du législateur et sur l'esprit de la réforme.

Le préambule indique les raisons générales de l'activité législative : les fonctionnaires n'avaient pas de statut ; une première organisation avait été donnée par la loi du 22 novembre 1908, n° 693, suivie du règlement du 24 novembre, n° 756 ; elle ne répondait pas à la situation née de la guerre et de l'après-guerre.

Il formule d'autre part des « principes moraux » qui présentent une parenté manifeste avec les doctrines de l'idéalisme absolu, dont l'action dépasse ainsi très largement le domaine de l'Instruction publique. « Avant tout, dit le préambule (*Bolletino*, p. 174), il faut reconnaître que le rapport entre l'État et le fonctionnaire n'est pas celui que déterminerait la production d'un travail auquel correspondrait une rémunération matérielle déterminée. C'est un rapport de caractère moral grâce auquel le fonctionnaire est admis, en principe, pour la vie, dans l'organisation administrative, afin qu'il lui consacre toutes les forces de son esprit et de sa culture, dans le cadre des intérêts politiques et sociaux qui sont le domaine propre de l'État. Il s'agit d'un rapport de fidélité, que seul peut contracter celui qui, par sa mentalité, par ses inclinations, vivra et agira conformément aux tendances et pratiques qui sont proprement celles de l'administration, dans le cycle historique où le fonctionnaire doit accomplir son œuvre. Il n'est donc pas admissible que le fonctionnaire s'introduise dans l'organisation administrative avec un esprit en désaccord avec ces tendances et en faisant à part soi la restriction mentale de prêter ses services en apparence selon les principes de l'administration, mais en même temps et secrètement avec l'intention de contribuer à détruire l'organisation dont il devrait être, pour des raisons morales et juridiques, le gardien loyal et le soutien conscient. »

De ces considérations procède l'obligation du serment dont il sera question ci-après.

Quel que soit le groupe, le traitement dépend du degré où le fonctionnaire est placé, mais l'avancement est plus long en C qu'en B. Au onzième degré l'avancement se fait après deux ans en A, après deux, trois ou quatre ans en B, après quatre ans en C.

L'Instruction publique manque complètement dans les trois premiers degrés où sont rangés les hauts dignitaires, rétribués de 46 000 livres (plus 4 000 d'indemnité de fonction) à 32 000 (3 000).

Les plus hauts fonctionnaires de l'enseignement sont : les directeurs généraux au ministère : quatre emplois de ce genre, traitement de 27 500 livres (plus 2 500); les professeurs titulaires de première classe des universités, même groupe, même traitement, même rang de la hiérarchie générale.

Prenons enfin un degré qui soit représenté dans les trois groupes et qui nous permette d'instituer une comparaison assez étendue, soit le huitième degré dont il a été question ci-dessus. On y voit au groupe A¹ :

Dans l'administration centrale, les conseillers; dans l'administration régionale, les secrétaires-chefs de deuxième classe; le professeur directeur de l'école libre d'obstétrique de Venise; le chef de bureau de secrétariat d'Université; le bibliothécaire en chef; le professeur titulaire de première classe de l'enseignement secondaire; la directrice d'internats féminins; le professeur de deuxième classe des Conservatoires de musique; le directeur de troisième classe de l'administration des Beaux-Arts;

Dans le groupe B :

Les chefs de comptabilité de l'administration régionale :

1. Le décret du 11 novembre indique avec précision en son article 16 que les différences entre les groupes proviennent de l'origine même des fonctionnaires. Il dispose, en effet :

« L'admission dans les cadres du personnel civil dans les trois groupes établis par l'article 2 du présent décret se fait au concours par examen, selon les règles spéciales à chaque administration.

« Pour l'admission on exige :

« a) Le diplôme de docteur ou un titre équivalent délivré par les universités ou autres établissements d'enseignement supérieur, pour le groupe A;

« b) Le diplôme de fin d'études d'une école secondaire du deuxième degré ou l'un des diplômes correspondants selon le décret du 6 mai 1923, n° 1054, ou encore le diplôme d'établissements d'enseignement professionnel du troisième degré, pour le groupe B;

« c) Le diplôme de fin d'études secondaires du premier degré ou au moins un diplôme équivalent selon le décret du 6 mai, ou encore le diplôme de l'école complémentaire ou d'une école professionnelle du deuxième degré, pour le groupe C. »

les inspecteurs primaires de degré supérieur; les directeurs d'instituts d'aveugles et de sourds-muets;

Dans le groupe C :

Aucun fonctionnaire, le plus élevé des commis d'ordre étant placé au neuvième degré seulement.

Le traitement de ces divers fonctionnaires est fixé au même taux; traitement de début: 13 700 (plus 1 000), quatre classes; traitement maximum (après douze années de service), 16 100 (plus 1 000).

Une des caractéristiques de ce système, c'est de donner au personnel deux sortes d'avancement: l'un régulier, assuré dans l'intérieur de son grade initial et qui l'amène, sauf mesures disciplinaires, au plus haut traitement du dit grade; l'autre, exceptionnel, qui consiste dans le passage d'un degré à un autre, lequel ne peut s'effectuer que par décision d'un Conseil d'administration¹ ou par voie d'examen et de concours.

Ainsi se trouvent réunis les deux éléments que doit considérer tout système d'avancement: les besoins matériels d'un fonctionnaire qui fonde une famille et dont les dépenses s'accroissent nécessairement; la rétribution du mérite, des efforts, du rendement effectif de chacun. Ajoutons que, par décret du 17 février 1924, le gouvernement a institué, pour les fonctionnaires du septième degré et au-dessous, des primes d'activité et de rendement.

Quel que soit le jugement que l'on porte sur le fascisme comme parti et doctrine politique², il faut reconnaître qu'il

1. Auprès de chaque ministère est constitué un conseil d'administration, appelé à se prononcer sur les mesures qui concernent le personnel dont le degré n'est pas supérieur au cinquième, à moins qu'il n'en soit disposé autrement.

Pour les fonctionnaires du degré supérieur au cinquième, les attributions du conseil d'administration sont exercées par le conseil des ministres.

Le conseil d'administration comprend, dans chaque ministère, les directeurs généraux et les fonctionnaires de grade égal ou supérieur ayant la direction effective d'un service (ou leur suppléant régulier) et le chef du personnel (ou son suppléant pourvu qu'il ne soit pas de grade inférieur au septième degré).

Le conseil est présidé par le ministre ou le sous-secrétaire d'Etat ou bien par le fonctionnaire le plus élevé ou le plus ancien.

Un fonctionnaire de grade non inférieur au huitième exerce les fonctions de secrétaire... (Décret du 30 décembre 1923, n° 2960, art. 11.)

2. Une des mesures qui portent le plus l'empreinte du régime est l'obligation du serment. Il est de deux sortes: « promesse » du stagiaire, « serment » proprement dit pour le fonctionnaire qui devient titulaire d'un emploi.

« Le fonctionnaire qui a obtenu une nomination définitive à un emploi régulier du cadre, que cette nomination ait été précédée ou non d'un stage, doit au moment d'assumer son service et sous peine de déchéance, prêter serment devant son chef

a abordé avec décision un des plus graves problèmes de l'Italie d'après guerre et qu'il lui a donné une solution.

3. L'administration centrale

Pour l'administration scolaire centrale, l'action du ministre de l'Instruction publique consista tout d'abord dans l'application immédiate des décisions générales du gouvernement.

L'œuvre de revision devait commencer par le chef : trois directeurs généraux de l'Instruction publique sont mis en disponibilité (Cancellieri, Filippi, Rossi); l'une des cinq directions générales est supprimée; deux nouveaux directeurs généraux sont appelés au Ministère : Severi à l'enseignement secondaire et à l'enseignement primaire et populaire Lombardo-Radice.

Dès le 31 décembre 1922, le nombre limite des fonctionnaires administratifs est fixé, tant pour l'administration centrale que pour les offices régionaux et l'inspection. Par le même décret, le ministre se réserve de faire passer un fonctionnaire du Ministère à l'administration régionale et inversement. Il s'engage à opérer les transformations nécessaires avant le 30 juin 1923.

Ces réductions, qui ramènent le nombre des fonctionnaires de l'administration centrale à 265, atteignent tous les degrés de la hiérarchie. On a vu que les directions générales passent de 5 à 4; les directions de 37 à 21 (13 chefs de division et 8 inspecteurs généraux administratifs). En moyenne, une direction générale comprend 3 divisions; les divisions de

de service ou devant un fonctionnaire délégué à cet effet, en présence de deux témoins.

« La formule du serment est la suivante :

« Je jure que je serai fidèle au Roi et à ses successeurs royaux; que j'observerai loyalement le Statut et les autres lois de l'Etat; que je remplirai tous les devoirs de ma charge avec diligence et zèle pour le bien public et dans l'intérêt de l'administration, gardant scrupuleusement le secret du service et conformant ma conduite, même privée à la dignité de mon emploi.

« Je jure que je n'appartiens et n'appartiendrai à aucune association ou parti, dont l'activité ne se concilierait pas avec les devoirs de ma charge.

« Je jure de remplir tous mes devoirs en ayant pour seul but le bien inséparable du Roi et de la patrie. »

« Il est rédigé un procès-verbal de la prestation du serment; l'original est conservé au dossier du fonctionnaire à qui une copie en est remise.

« Il est fait mention du serment dans l'état matricule. »

Décret du 30 novembre 1923, n° 2960, art. 6, *Bolletino*, p. 180.

création récente et sans contenu disparaissent ; une division reste autonome et a pour objet le personnel administratif et les affaires générales. Enfin, les sections qui avaient été portées à une cinquantaine sont réduites à 30 et comprennent chacune un chef, un premier secrétaire et 2 ou 3 commis d'ordre¹.

Toutes les affaires sont préparées dans le bureau compétent ; la suppression des employés en surnombre doit accélérer leur marche ; on supprime notamment les célèbres bureaux de copie où les télégrammes traînaient une semaine et davantage².

En ce qui concerne l'organisation générale du Ministère, les dispositions veulent être, dans la pensée des réformateurs, un retour à la loi Casati de 1859, du moins pour le principe des divisions primordiales. Le décret du 28 juin 1923 a réparti très exactement les affaires dans les différents services³.

1. Détails d'exécution donnés par *Levana*, 1923, n° 1, p. 42. « La réorganisation de l'administration centrale et locale. » L'article dit notamment : « Non seulement le budget de l'Etat a été ainsi allégé d'un poids notable, mais avec la suppression de la pléthore des fonctionnaires on a fait enfin un pas décisif vers un régime de responsabilité individuelle et d'expédition plus rapide d'affaires. On confiera désormais aux secrétaires la rédaction des minutes ; on abolit les bureaux de copie de la direction générale où, d'après un communiqué officiel, « les télégrammes traînaient pour copie une semaine et davantage » et la copie des actes sera expédiée rapidement dans chaque bureau. »

2. Un compte rendu officiel nous est donné pour la direction générale de l'enseignement primaire par son directeur Lombardo-Radice, dans la *Riforma Gentile*, p. 27. Pour cette direction, la réduction première a consisté à ramener les divisions de sept à quatre et à donner à chacune d'elles « une fonction organique, une compétence bien définie, un problème entier à étudier en pleine autonomie, sans interférences venues d'autres bureaux et avec une responsabilité propre ».

« Aux critiques hâtifs et peu aptes (ce qui est peut-être humain) à reconnaître ce qu'autrui fait de bien, sans commission, sans rapports en forme (poids mort pour les poudreuses archives) sans attendre que les réformes mûrissent au cours des années par force d'inertie et soient arrachées par des pressions violentes, à ceux-là on peut répondre pour démontrer l'utilité des réformes adoptées, que les quatre divisions ont accompli en une année, avec un personnel notablement inférieur à celui d'auparavant (on rendit à leur emploi plus de vingt-cinq fonctionnaires détachés), un travail au moins trois fois plus grand que par le passé, appliquant des règlements nouveaux qui innovaient dans tous les domaines, liquidant une masse énorme d'affaires arriérées (la deuxième division a résolu plus de 1 500 recours du personnel) et obtenant le résultat de se tenir constamment au courant dans le travail de bureau. Personne ne dira qu'il soit souvent arrivé par le passé à quiconque avait affaire au ministère, de recevoir une réponse par *retour du courrier* ! »

3. Décret ministériel du 28 juin 1923, « concernant la répartition des services de l'administration centrale de l'Instruction publique ». *Bolletino Ufficiale*, supplément n° 1 au n° 26, du 28 juin 1923. Pièces justificatives, p. 326.

Sous le régime de la loi Casati, il n'y avait que trois grandes divisions : enseignement supérieur, enseignement classique, enseignement technique, primaire et normal ; le directeur d'une de ces grandes divisions s'appelait alors « inspecteur général ». Loi Casati, titre I : « De l'administration de l'Instruction publique. »

a) Administration centrale, art. 1, 2 et 17 à 22.

Les quatre directions générales sont : l'enseignement primaire et populaire, l'enseignement moyen et normal, l'enseignement supérieur et les bibliothèques, les antiquités et beaux-arts. Les deux premières directions ont quatre divisions, les autres deux.

Pour l'enseignement primaire et normal, les quatre divisions sont les suivantes : 1° affaires générales, personnel, législation et contentieux (y compris les examens et concours) ; 2° organisation scolaire ; 3° statistiques et publications ; 4° administration des écoles, hygiène, constructions scolaires.

La division dont le programme est le plus original est certainement celle des statistiques et publications. Sa première section contient : la statistique, les publications de la direction générale, la cartographie des services scolaires. On sait que Lombardo-Radice directeur fut un statisticien fervent ; toutes ses réformes ont été précédées d'enquêtes chiffrées accompagnées de nombreux graphiques. La deuxième section comprend : une salle de consultation, le dépouillement des rapports d'inspection, le dépouillement des périodiques, le recueil des éléments par les guides des services scolaires, l'organisation des fêtes scolaires, primes et encouragements pour l'amélioration de la culture des instituteurs, etc.

Ici l'on touche à un caractère de la réforme gentilienne, qui apparaîtra plus nettement peut-être dans l'administration régionale. Une des préoccupations des novateurs a été de séparer les fonctions administratives proprement dites, des fonctions de direction pédagogique : aux fonctionnaires de carrière, le travail proprement administratif ; aux hommes de l'école, l'impulsion supérieure, la direction pédagogique, ou, pour mieux dire, la direction des esprits et des âmes.

La division des « statistiques et publications » est une création de Lombardo-Radice, et l'on y retrouve l'ancien professeur d'école normale, l'ancien professeur de pédagogie à l'Université de Catane. C'est la réalisation d'un vœu déjà ancien¹, dont il a raconté la genèse et l'échec dans le premier

1. Récit repris dans *Nuovi Saggi di Propaganda pedagogica*, p. 46 et dans *Accanto ai Maestri*, p. 51.

Le projet de Lombardo Radice consistait à créer au ministère un « centre de propagande éducative » avec le programme ci-après :

Mettre en lumière, encourager et coordonner toutes les initiatives de l'école pu-

numéro de l'*Educazione nazionale*. Au lendemain de la guerre, il jugeait que le ministère de l'Instruction publique devait donner lui-même la première impulsion et la direction au mouvement de rénovation de l'école italienne. Il fallait, pensait-il, créer au ministère un organe de « propagande éducative », qui répandrait largement les initiatives privées ou publiques, les conseils utiles au personnel enseignant, les actes législatifs nouveaux, les découvertes scientifiques, les informations relatives aux moyens d'études.

Ce que le ministère Berinini ne crut pas devoir accorder au professeur enthousiaste, le directeur général l'a réalisé lui-même. La troisième division est le centre d'information qu'il rêvait de créer à Rome. De nombreuses publications de caractère monographique en sont d'abord sorties. Après une longue élaboration, une réalisation plus complète a vu le jour. A côté du *Bulletin officiel*, le ministère a eu enfin¹ son organe de « propagande éducative »...

Le décret du 16 juillet 1923 définit les attributions du ministre et de ses corps consultatifs².

D'après ce document, le ministre « gouverne et développe l'enseignement public et l'éducation nationale; veille sur les écoles privées pour défendre les institutions de l'Etat, l'ordre public, la moralité et la culture; favorise le progrès des beaux-arts et garde le patrimoine artistique de la nation. Il veille au maintien strict des liens hiérarchiques parmi les autorités qui lui sont subordonnées, tranche les conflits qui

blique ou privée ou survenues hors de l'école, qui contribuent le plus efficacement au renouvellement de l'instruction et de l'éducation nationales;

Répandre par des publications périodiques tout ce qui, en Italie ou à l'étranger, se publie de plus remarquable en matière d'éducation et de législation scolaire;

Contribuer au développement de l'étude de l'histoire de l'école en Italie;

Rendre compte de l'activité scientifique des éducateurs italiens;

Renseigner avec ampleur et objectivité sur les problèmes scolaires qui font l'objet des discussions publiques, fournissant à tous les éléments d'un examen approfondi;

Recueillir toutes les informations relatives aux institutions créées en faveur de la jeunesse studieuse (places gratuites, bourses d'études, prix offerts au concours, etc.).

1. « *Annali della Pubblica istruzione* publiées par le ministère (éditeur Mondadori). » Nous ne connaissons d'ailleurs cette publication que par une notice donnée par Lombardo-Radice dans *Educazione nazionale*, avril 1923, p. 52, au cours d'une polémique avec l'*Almanacco della Scuola* des *Diritti*. Il est probable que les *Annali* ont été créés pour réaliser le programme tracé dans la lettre au ministre Berinini. Il ne semble pas que cette publication soit très répandue.

2. Décret royal du 16 juillet 1923, n° 1753. « Organisation et attributions du ministère de l'Instruction publique et de ses corps consultatifs. » (*Bolletino Ufficiale*, 30 août 1923, p. 2813. Pièces justificatives, p. 323.

se produisent entre elles; revise ou annule leurs décisions quand elles ne sont pas conformes aux lois et aux règlements; juge en dernier ressort en cas d'appel ». (Art 4)¹.

Le décret énumère ensuite les corps consultatifs qui subsistent à côté de l'administration centrale. Ce sont : le Conseil supérieur et sa section permanente, le Comité central des antiquités et des beaux-arts et sa section permanente, la Commission des appels et affaires disciplinaires des instituteurs (1^{re} Commission), la Commission des appels et affaires disciplinaires des professeurs du degré secondaire (2^e Commission).

Nul autre corps consultatif de caractère permanent ne pourra être institué auprès de l'administration centrale sinon par une loi.

Cette disposition et celles qui suivent sur la composition du Conseil supérieur, apportent des innovations importantes. D'abord, elles consacrent la disparition des « commissions nombreuses et mastodontiques » à qui on reprochait, non sans quelque apparence de raison, d'empêcher toute décision. On voit disparaître, notamment, la Commission du Midi et des Iles², constituée depuis 1906, et qui faisait depuis long-

1. Ce texte est très voisin de celui de la loi Casati, qui édicte :

« Art. 3. — Le ministre de l'Instruction gouverne l'enseignement public dans toutes ses branches et en assure le développement; il surveille l'enseignement privé dans l'intérêt de la morale, de l'hygiène, des institutions de l'Etat et de l'ordre public.

« De lui dépendent les instituts militaires et nautiques, exceptés toutes les écoles et tous les instituts publics d'instruction et d'éducation avec les établissements respectifs et toutes les autorités chargées de la direction et inspection de ceux-ci, selon l'organisation prescrite par la présente loi.

« Art. 4. — Le ministre maintient fermement entre les autorités qui lui sont subordonnées les liens de suprématie et de dépendance établis par les lois et règlements; décide sur les conflits qui peuvent surgir entre elles; réforme ou annule leurs décisions pour autant qu'elles ne sont pas conformes aux lois et règlements; prononce en dernier ressort sur les appels introduits contre ces autorités. »

La loi Gentile marque l'abandon, de la part de l'Instruction publique des écoles spéciales gérées par les autres ministères; mais elle annonce par ailleurs une attitude nouvelle vis-à-vis de l'enseignement privé dont on examinera plus activement le rôle dans le développement de la culture; c'est annoncer une intervention pédagogique, avec souci d'améliorer méthodes et rendement. A la conception ancienne d'un enseignement libre simplement surveillé, succède ici une préoccupation de collaboration bienveillante. Il y aura lieu de voir dans le chapitre de l'enseignement secondaire, à propos de l'examen d'Etat, cette conception de la *liberté de l'enseignement*.

2. Supprimée par décret royal du 11 janvier 1923, n° 147, *Bolletino Ufficiale* du 15 février 1923, p. 371. Elle avait été créée par la loi du 15 juillet 1906 relative au Midi et aux Iles et faisait partie d'un programme d'ensemble comprenant à la fois des œuvres d'assistance et d'enseignement, des travaux publics, etc.

temps double emploi avec des œuvres privées, telles que l'Association du Midi, sans en posséder les ressources.

Mais surtout le Conseil supérieur est profondément remanié. Il recouvre en premier lieu les attributions étendues que la création ultérieure de sections lui avait fait perdre. D'après les lois de 1908 et de 1911, il abandonnait à la Section primaire et à la Section secondaire toutes les affaires de doctrine, de programmes, de contentieux concernant ces deux ordres d'enseignement. Ces sections deviennent des Commissions aux attributions restreintes, simples cours d'appel en matière hiérarchique ou disciplinaire.

Ces Commissions se composent de six ou sept membres et sont présidées par l'un des membres¹.

Le Conseil voit le nombre de ses membres diminuer : il revient au chiffre de vingt et un membres² fixé par la loi Casati (après en avoir eu trente-deux, puis récemment vingt-huit). Et comme le prescrivait la loi Casati, Conseil, section permanente (comme aussi les deux commissions nouvelles du contentieux) sont formés de membres nommés par le ministre.

1. Composition des commissions :

Première commission (enseignement primaire et populaire), *Bolletino*, 20 décembre 1923, p. 4974.

1. Professeur Ranelletti, président;

2. Filippo Meda, député;

3. Professeur Ernesto Codignola;

4. Le Directeur général de l'instruction élémentaire;

5. G. Ferroni, directeur didactique des écoles élémentaires de la commune de Rome;

6. A. Colombo, maître élémentaire, commune de Milan;

7. V. Salcito, maître élémentaire de Rome.

Deuxième commission (enseignement secondaire), *Bolletino*, 20 décembre 1923, p. 5024.

1. Professeur Pisanelli, député, président;

2. Vittorio Polacco, sénateur;

3. Professeur Vito Fazio Almayer;

4. Le Directeur général de l'enseignement secondaire;

5. Carlo Steiner, professeur du lycée Manzoni de Milan;

6. S. Sabbadini, professeur au lycée Dante Alighieri, de Trieste;

7. Domenico Bassi, directeur du collège La Quercia, de Florence.

2. Composition du Conseil supérieur (décret du 1^{er} septembre 1923, *Bolletino Ufficiale*, du 1^{er} novembre 1923, p. 4201).

Bianchi (Université de Pise), Casati (sénateur, vice-président du Conseil supérieur), Chioyenda (Université de Rome), Pisanelli (Université de Rome), Crispolti (sénateur), De Lollis (Université de Rome), De Stefani (Université de Padoue), Donati (Université de Padoue), La Rosa (U. Palerme), Lori (U. Padoue), Nallino (U. Rome), Pasquali (U. Florence), Pestalozza (U. Milan), Raffaele (U. Rome), Riccobono (U. Palerme), Rocco (U. Naples), Scorza (U. Naples), Simonetta (U. Sienne), Trambusti (U. Gênes), Viola (U. Bologne), Volpe (U. Milan).

Tous les membres du Conseil supérieur appartiennent donc à l'enseignement supérieur sauf deux, le comte Casati et le marquis Crispolti, sénateurs.

On a exposé précédemment les raisons données par le ministre pour un retour aux traditions qui semblaient périmées : « Loin d'être un acte antilibéral, a-t-il dit, cette réforme marque l'abandon des errements d'une démagogie confuse, des tristes années de la décadence politique italienne, le retour aux principes clairs, sûrs, classiques de la liberté, qui est responsabilité. »

Une « saine politique libérale » veut que le ministre prenne sur soi de décider, en pleine responsabilité, au lieu de se réfugier sous « les grandes ailes du conseil supérieur », composé de membres choisis en dehors de sa participation. Désormais, il est responsable de ses actes et des avis mêmes du conseil qu'il a choisi. Inspiré par le sentiment de cette responsabilité, il choisira donc les hommes « les plus réputés par leur savoir, leur discernement, leur amour désintéressé pour l'école et pour l'avenir spirituel de la patrie ». Certes, « le Conseil aura non seulement un caractère scientifique et technique, mais aussi un caractère politique » ; mais c'est une politique toute différente de celle qu'ont pratiquée jusqu'ici les représentants de la « basse démagogie ». Le gouvernement actuel fait une politique qui est la volonté même de l'État et de la nation et elle est digne d'entrer dans les institutions scolaires.

Des vingt-huit membres de l'ancien Conseil, deux seulement ont été conservés. Le représentant le plus célèbre du régime ancien, Luigi Credaro, disparaît. A la commission de l'enseignement primaire, à côté de l'un des chefs les plus autorisés des « popolari », Filippo Meda, entre le conseiller le plus écouté du ministre, Ernesto Codignola.

Si l'on en croit la parole de Giovanni Gentile à l'ouverture de la session du nouveau Conseil¹, il redevient l'organe le plus délicat et vraiment technique de l'administration.

Depuis 1881, il était surtout le représentant du corps

1. Toutes les citations sont empruntées au discours inaugural du nouveau Conseil supérieur de l'Instruction publique, *Levana*, 2^e année, n° 5, p. 415 sqq. En voici le début :

« Au nom du gouvernement, je salue en vous, représentants autorisés de la plus haute forme et des plus hautes exigences de la culture nationale, les collaborateurs souhaités pour une œuvre vaste et profonde de rénovation spirituelle, les ouvriers de la nouvelle école nationale.

« Les dernières lois restituent à ce Conseil suprême de l'Instruction publique tout le champ de son activité, qui fut sien déjà en vertu de la loi Casati; elles ont supprimé les deux sections des écoles élémentaires et des écoles secondaires qui

enseignant, particulièrement des Universités. Le ministre veut désormais avoir la pleine responsabilité de ses actes; il n'entend point partager cette responsabilité avec l'ensemble du corps enseignant par l'entremise des représentants élus de celui-ci. Par là, il fait montre d'une foi vraiment remarquable dans l'excellence de ses principes et la logique de ses déductions. Pratiquement, c'est le moyen d'effectuer sans opposition les réformes méditées dans l'isolement et le silence.

Pour des raisons d'opportunité, par tempérament, comme par doctrine, le ministre institue, au nom du principe de « liberté », le régime de l'autorité absolue.

4. Administration locale¹ et contrôle

Le décret du 11 janvier 1923, fixant dans chaque catégorie le nombre des fonctionnaires de l'Instruction publique,

avaient réduit dans les derniers temps la compétence du Conseil, de fait et non de droit, à l'enseignement supérieur, ce qui brisait l'unité organique qui fait la vie et la signification d'un système éducatif... elles ont restitué au Conseil lui-même son antique dignité... elles ont enfin, par un autre retour aux sages dispositions de la glorieuse et vraiment libérale loi Casati, restitué au Conseil supérieur toute l'autorité qu'il eut, jusqu'à ce que la loi Coppino-Baccelli de 1881 soit venue abaisser même cette institution suprême de l'administration centrale, en en faisant l'enjeu électif du corps enseignant, renversant sur ses bases tout le système démocratique du choix et de la responsabilité des élus.

Un utile commentaire à ces paroles se trouve dans le discours prononcé par G. Gentile devant le Sénat en réponse aux critiques de ses adversaires (5 février 1925).

« Je crois que le fait que le Conseil supérieur appartient à l'administration centrale de l'Etat le soustrait à la méthode d'élection et au principe de l'électivité parce que le pouvoir exécutif doit assumer pleinement l'entière responsabilité de chacun de ses actes. » A cette raison théorique, G. Gentile ajoutait une raison de fait : « Les professeurs universitaires ne s'occupent pas de ce qui n'a aucun rapport immédiat avec leurs livres, leur cabinet, leur école personnelle. Et je ne crois faire ici aucune offense aux membres de l'ancien Conseil supérieur quand je dis qu'en général les membres électifs de l'ancien Conseil étaient ceux qui voulaient en faire partie, qui trouvaient des amis complaisants et organisaient de petits comités électoraux travaillant à coup de lettres, de télégrammes et de cartes postales. »

1. Il n'est pas inutile de donner ici quelques indications sur les divisions administratives de l'Italie contemporaine. Celles-ci ont pour origine l'organisation napoléonienne et présentent un mélange d'éléments nationaux et de dénominations françaises.

La base de l'organisation administrative est la *provincia* qui répond par les dimensions à notre département. Il y avait avant la guerre soixante-neuf provinces, auxquelles se sont ajoutées celles de Zara, Pola, Trieste, Trente, ce qui les a portées à soixante-treize. Une province est divisée en cercles (*circondario*); à la tête de la province, est le *prefetto*; du cercle, le *sotto-prefetto*; le cercle s'appelle district dans quelques provinces du Nord. Le cercle se divise en communes; la commune italienne est beaucoup plus vaste et plus peuplée que celle de France. Pour une

indique pour les *provéditeurs* le chiffre 19. C'est toute une révolution qui s'accomplit, transformant un ordre de choses qui datait de la loi Casati elle-même¹.

Le provéditeur de l'ancien régime était un inspecteur d'académie ; il résidait dans la « province » (département) ; l'Italie d'avant guerre en possédait 69, exactement 1 par province (avec les nouvelles provinces, 74). Le provéditeur nouveau est un véritable recteur français ; il est à la tête de l'enseignement primaire et secondaire d'une région tout entière ; il ne lui manque, pour répondre exactement à notre recteur, que l'autorité sur l'Université, qui est en Italie exercée par le *rettore*.

Les dix-neuf provéditorats (nous adoptons dans ce chapitre les désignations italiennes et non les mots : académie et recteur pour rester, comme dans toute cette étude, dans le plan italien), ces provéditorats sont avec leurs chefs-lieux : Lombardie (Milan), Piémont (Turin), Vénétie propre (Venise), Vénétie tridentine (Trente), Vénétie julienne (Trieste), Émilie (Bologne), Marches (Ancône), Ombrie (Pérouse), Ligurie (Gênes), Toscane (Florence), Campanie (Naples), Latium (Rome), Abruzzes (Aquilée), Molise (Campobasso), Basilicate (Potenza), Pouilles (Bari), Calabre (Cosenza), Sardaigne (Cagliari), Sicile (Palerme).

Ces divisions sont évidemment fort inégales ; on a remarqué que la Lombardie contenait dix mille instituteurs et la Molise huit cents. Les districts montagneux et les pauvres régions du Midi semblent avoir reçu une armature ramassée et plus

population sensiblement égale dans les deux pays, la France a 40 000 communes, l'Italie 8 893 (chiffre donné par le rapport officiel, la *Riforma Gentile*, en février 1924, p. 317).

Au-dessus de la province est le *compartimento* ; les provéditorats coïncident en principe avec la division en compartiments ; l'Italie d'avant guerre avait seize grandes régions de ce nom, auxquelles se sont ajoutées les Vénéties tridentine (Trente) et julienne (Trieste).

1. Loi Casati, titre I^{er}; b) administration locale :

« Art. 30. — Sous l'autorité de l'administration centrale, l'administration locale de l'Instruction publique a à sa tête :

« Pour chaque Université, un recteur ;

« Dans chaque chef-lieu de province, un provéditeur royal pour les écoles secondaires classiques et techniques, un inspecteur royal pour les études primaires et un conseil pour les écoles.

« Art. 32. — Les provéditeurs royaux sont nommés par le roi parmi les personnes qui, par leur culture, leur autorité morale et par les emplois exercés dans l'Instruction publique sont réputés les plus aptes à une telle fonction... »

robuste pour que l'action de l'autorité scolaire s'y fasse plus énergique¹.

La transformation des offices scolaires départementaux en offices régionaux est en premier lieu une mesure d'économie. L'Italie avait des « inspecteurs d'académie » et pas de « recteurs » ; elle crée les « recteurs » et se passe d'« inspecteurs d'académie » ; c'est une réduction fort sensible du nombre de ses fonctionnaires ; c'est l'économie de soixante-dix provéditeurs et d'une armée de secrétaires. Mais, ne peut-on, en ce temps de chemins de fer et de transports automobiles, faire l'économie de l'instance intermédiaire, créée au temps des diligences ?

Dans l'esprit des novateurs, c'est aussi et surtout œuvre de décentralisation. La province, disent les commentateurs officiels², n'a pas d'individualité géographique ou historique. On ne peut songer à faire une éducation livournaise ou pisane, mais on peut faire revivre l'âme toscane, une tradition sicilienne³.

C'est encore de la décentralisation, par l'autorité sans contrôle local conférée au nouveau provéditeur. Les conseils scolaires qui l'entourent — commission de quatre membres pour

1. La statistique donnée par la *Riforma Gentile*, p. 317, marque bien cette inégalité des régions; voici d'après ce tableau le nombre des communes de quelques provéditorats :

Provéditorats très peuplés : Lombardie, 1 882; Piémont, 1 490.

Provéditorats faiblement peuplés : Ombrie, 96; Basilicate, 126; Pouille, 241; Molise, 135.

2. La *Tecnica Scolastica*, de mai 1923 donne, sous la signature de E. Predome, les arguments officiels en faveur de la région scolaire : utilité, opportunité, simplification, possibilité de donner une vie nouvelle à l'enseignement en l'individualisant dans le cadre historique de la région.

3. Ce point de vue paraît avoir été la préoccupation dominante de G. Lombardo-Radice. Cf. ses entretiens avec les maîtres du Tessin (dans *Accanto ai Maestri*, p. 266 sqq.).

« L'Italie a abandonné les utopies de l'universalisme abstrait et s'efforce de leur substituer dans toutes les âmes une conscience nationale plus vive. Nationale et non nationaliste. Et la nation est une synthèse des activités régionales, contributions originales et savoureuses à la vie commune; c'est pourquoi les régions aussi sont utilisées dans la réforme scolaire. A chaque région a été donnée sa propre universalité autonome, capable de sentir les besoins particuliers et de les mettre en harmonie avec ceux de la nation (p. 278)... Pour la première fois, la *culture du peuple*, la *poésie et l'art du peuple*, le dialecte lui-même (trésor spirituel de chaque famille de notre race), prend une place dans la vie scolaire italienne (p. 279)... L'école de G. Gentile est faite pour le peuple qui doit y vivre. Quand nous aurons donné une ambiance à l'école, quand l'enfant y sentira le prolongement de la vie domestique, alors oui, l'école pourra se mouvoir vers un idéal plus élevé et dépasser la vie régionale. » Dans l'idée du réformateur, le provéditorat régional correspond donc à une réorganisation complète des institutions scolaires dans le cadre de la région.

l'enseignement secondaire, conseil scolaire de six membres pour l'enseignement élémentaire, conseil de discipline de quatre membres pour juger les instituteurs et directeurs communaux — sont des émanations de sa propre autorité. Les membres de ces différents conseils ont été nommés par décret sur sa présentation.

Le provéditeur, représentant du ministre dans la région, a donc un pouvoir qui est le reflet de l'autorité ministérielle. La décentralisation qui s'effectue est ainsi toute géographique, si l'on peut dire. Le chef régional de l'Instruction publique étant investi d'une autorité sans contrepoids local et sans contact direct avec l'opinion libre, est lui-même un centre où se groupent et se traitent les affaires d'une vaste région, qui étaient précédemment évoquées devant l'instance plus proche du provéditeur départemental.

En réalité, cette conception semble porter le double caractère des deux collaborateurs inséparables dans la réforme de l'enseignement : de Gentile, le provéditeur a reçu son caractère autocratique, la responsabilité totale; de Lombardo-Radice, il tient une personnalité originale, une mission d'apôtre ou d'entraîneur d'hommes, et spécialement la mission de donner une âme et un corps aux aspirations profondes de chacun des peuples qui composent la nation.

Le choix des provéditeurs ¹ marque aussi le souci indiqué déjà précédemment : de séparer nettement les fonctions et carrières pédagogiques d'une part, administratives d'autre part. Ce sont presque exclusivement des éducateurs éprouvés qui sont placés dans cette haute fonction : à Florence, Mario-Tortonese, professeur à l'école technique d'Alexandrie; à

1. Les *Diritti della Scuola*, 15 juillet 1923, p. 565, donnent les détails ci-après sur la nomination des provéditeurs, qui ont dû entrer en fonction à la date du 16 juillet : « *Piémont*, Umberto Renda, précédemment au ministère et à l'office scolaire de Trieste; *Lombardie*, Balbino Giuliano, professeur de philosophie des lycées; *Vénétie*, Gaetano Gasperoni, ex-provéditeur de Vérone; *Vénétie tridentine*, Luigi Molina, fonctionnaire des Beaux-Arts; *Vénétie julienne*, docteur Reina, chef de l'office des nouvelles provinces au ministère de l'Instruction publique; *Ligurie*, Alfredo Saviotti, ex-provéditeur d'Arezzo; *Emilie*, Rocco Murari, ex-provéditeur de Bologne; *Toscane*, Mario Tortonese, professeur à l'école technique d'Alexandrie; *Marches*, Giovanni Crocioni, ex-provéditeur de Reggio-E; *Ombrie*, Oreste Rossi, ex-provéditeur de Caserte; *Latium*, comte Francesco Salimei; *Abruzzes*, Ferretti Giovanni, ex-provéditeur de Côme; *Molise*, Luigi Parmiggiani; *Campanie*, Aldi Finzi, directeur d'établissement d'enseignement secondaire; *Pouille*, Giovanni Melodia, ex-provéditeur de Pise; *Basilicate*, Cesare Bione, du gymnase royal de Ravenne; *Calabre*, Angelo Cammarosano, provéditeur à Reggio-C; *Sicile*, Donato Gavino, ex-provéditeur d'Aquila; *Sardaigne*, Coppola. »

Milan, Balbiano Giuliano, professeur de philosophie des lycées ; à Naples, Aldo Finzi, directeur d'école secondaire ; à Rome, une personnalité entièrement étrangère à l'enseignement, le comte Francesco Salimei, ancien garde-noble pontifical, président de l'œuvre pie Reine Marguerite, administrateur des legs de la baronne Franchetti (maison de retraite des institutrices, école rurale modèle « la Montesca », etc.).

Un petit nombre d'anciens provéditeurs sont conservés ; d'autres sont replacés dans leurs fonctions antérieures¹, secrétaires ou professeurs secondaires. Quelques-uns deviennent les secrétaires de leurs collègues plus heureux : Marino Paroli, ancien provéditeur de Cagliari, devient secrétaire du provéditeur Salimei, à Rome.

La création des offices régionaux et la suppression des bureaux de province, si facilement accessibles, ont suscité des protestations, surtout de la part du personnel primaire, dont on rendra compte ultérieurement, au chapitre de l'organisation des écoles élémentaires. Le caractère autocratique du provéditeur nouveau, la disparition de toute représentation par élection des populations et du personnel ont inspiré à l'Union nationale des instituteurs des protestations qu'elle a envoyées, en mars 1924, au président du Conseil, Benito Mussolini².

L'Union approuve le principe de la décentralisation, mais en conteste l'application ; juge que le provéditeur n'a pas reçu du gouvernement central le pouvoir de trancher lui-même les questions qu'il évoque et que cet organe, qui n'est qu'un reflet de l'autorité supérieure et qui n'a plus, d'autre part, le caractère « parlementaire » de l'ancienne institution, tombera dans « la torpeur caractéristique des créations subordonnées

1. Les règles de ces rétrogradations sont données par le décret du 11 mars 1923, n° 640. Il prévoit la nomination des anciens provéditeurs, soit aux établissements d'enseignement secondaire comme proviseurs, ou comme professeurs, soit à l'administration des provéditorats comme chef de secrétariat. (*Bolletino Ufficiale*, 26 avril 1923, p. 1339.

2. Texte dans *Diritti della Scuola*, 3 février 1924, p. 277. « De la province on est passé à la région, comme autrefois on passa de la commune à la province. Nous constatons que le principe en soi peut être considéré comme bon, soit parce qu'il se propose de mieux interpréter les besoins, les nécessités, les aspirations d'une région, soit parce qu'il provient du souci de décentraliser et d'activer la marche de l'administration scolaire. » Toute l'argumentation de cette partie du mémoire s'élève ensuite contre le caractère « bureaucratique » du nouveau centre.

et de rôle subalterne ». Si nous comprenons bien l'objection, elle consisterait à reprocher au provéditeur nouveau d'être autocrate sans être autonome et à mettre en doute par là même la vitalité de cette fonction.

Les provédictions déploient actuellement une grande activité : chaque provéditeur publie un bulletin mensuel qui est une véritable revue régionale de l'enseignement et où, à côté des nouvelles officielles, du mouvement du personnel, des circulaires et renseignements législatifs, se trouvent des articles de doctrine. Ce sont ainsi dix-neuf revues nouvelles de l'enseignement qui ont surgi à peu près au même moment — d'octobre 1923 à mars 1924 — et qui ont pris peu à peu un caractère vraiment régional. *La Scuola in Toscana* est peut-être la revue la plus vivante de toutes ; elle a commencé une série de monographies sur les principales cités de la région, rappelant leur histoire, donnant leur physionomie actuelle et le caractère particulier de leur développement scolaire. On peut encore citer, pour l'intérêt et la variété de leurs articles, *la Scuola al Confine*, de Trieste ; *Schola*, de Trente ; le *Bollettino*, de Turin, qui s'est accompagné en 1925 de nombreuses monographies détachées. Celui de la Vénétie, dû à l'éminent recteur G. Gasperoni, est extrêmement riche d'idées, d'informations utiles et d'enseignements relatifs aux nouveaux programmes¹.

Il est difficile de savoir si les prévisions de l'Union se réaliseront. Pour l'instant, un grand effort est en cours pour donner à la région, par le provéditorat réduit, une vitalité nouvelle.

Le complément de l'administration régionale, c'est l'organisation du contrôle à tous ses degrés². Avant la réforme,

1. « Porter à la connaissance des intéressés les principes qui nous guident dans l'administration des écoles de la région ; rendre de plus en plus profitable et harmonieuse l'œuvre d'éducation et d'instruction des temps nouveaux ; établir des rapports plus fréquents avec les maires des communes et les représentants des institutions auxiliaires ; rapprocher l'école de la famille et du peuple afin qu'apparaisse clairement sa fonction sociale, tels sont nos projets. » G. Gasperoni, article inaugural dans *Il Veneto Scolastico*, 1^{re} année, 1^{er} numéro, 1^{er} octobre 1923.

2. Les dispositions qui réglementent la nouvelle organisation sont assez nombreuses pour qu'il paraisse nécessaire d'en donner ici un tableau d'ensemble :

Liquidation du passé : *Décret du 25 janvier 1923*, n° 87, « règles du licenciement et liquidation de la pension du personnel des administrations de l'Etat » (40 ans de service, 65 ans d'âge ou suppression d'emploi) ;

Fixation du nombre des emplois à l'avenir, *Décret du 31 décembre 1922*, n° 1679, donnant sous forme de tableaux annexes le nom et le nombre des fonctionnaires

ce contrôle était exercé : par des inspecteurs généraux du secondaire et du primaire ; par des inspecteurs régionaux spécialisés pour le secondaire ; enfin, au degré inférieur, pour le primaire, par des inspecteurs de quatre catégories : départementaux, premiers inspecteurs, inspecteurs, directeurs communaux. (Une cinquième catégorie, les vice-inspecteurs, avait eu seulement une existence éphémère.)

Ici encore la réforme est radicale. Le législateur part d'une conception opposée à celle de l'ancien régime. Il diminue le contrôle de l'inspection en augmentant le contrôle par examens.

Comme on le verra ultérieurement, instituteurs et professeurs, élèves primaires et secondaires sont soumis à un système rigoureux d'examens écrits et oraux à tous les stades de leur existence. La valeur des maîtres s'établit donc au départ, au moyen de l'examen qu'ils subissent ; leur rendement au cours de leur carrière doit s'exprimer par le succès de leurs élèves aux examens. Dès lors, le contrôle intermédiaire tombe ou diminue considérablement. L'inspecteur prend un caractère de conseiller et de directeur plus que de surveillant.

Le résultat le plus tangible de la réforme pour le gouvernement, le trésor et le contribuable, c'est l'économie énorme qu'elle permet de réaliser. Précisons ici les indications sommaires déjà données à ce sujet dans un chapitre précédent.

La réduction la plus considérable est opérée sur l'inspection de l'enseignement secondaire. Elle comprenait trente-

de l'administration locale et du contrôle (modifié sur quelques points et notamment par le décret-loi du 27 juillet 1925, n° 1286) ;

Modalités d'application des deux décrets précédents, *Décret du 11 mars 1923*, n° 640, réglant le passage des fonctionnaires de l'administration scolaire d'un cadre à un autre ;

Recrutement des directeurs didactiques : *Décret du 11 mars 1923*, n° 589, établissant le règlement du concours ; *Décret du 22 mai 1923*, mettant huit cents postes au concours et donnant le programme de l'examen ;

Premiers inspecteurs : *Décret du 16 juillet 1923*, réglant leur nomination ;

Circonscriptions de l'inspection et de la direction : *Décrets des 18 juin et 25 août 1923*, prescrivant leur nombre, leur siège, et l'étendue de chacune d'elles ;

Organisation générale de l'enseignement secondaire : *Décret du 6 mai 1923*, n° 1054 et notamment l'article 29 ;

Organisation générale de l'enseignement primaire : *Décret du 3 novembre 1923*, n° 2453, véritable charte du gouvernement de l'école primaire ;

Inspection centrale de l'enseignement secondaire : *Décret du 31 décembre 1923*, n° 2976, définissant les attributions de l'inspecteur central de grade secondaire.

sept fonctionnaires, inspecteurs généraux et régionaux : à Rome, dix ; les autres répartis entre les « cercles régionaux » de Turin, Milan, Venise, Florence, Naples et Palerme. Ces cercles étaient de véritables offices systématiquement constitués avec un président, des inspecteurs, des adjoints et des commis. Ils avaient pour mission de veiller à la bonne marche de l'enseignement dans leur circonscription et notamment de donner leur avis sur les professeurs stagiaires avant toute titularisation¹.

Cette organisation si complexe est entièrement supprimée : des trente-sept fonctionnaires, trois seulement sont conservés. Le décret du 31 décembre 1923 a formulé les règles de leur nomination et spécifié leurs attributions² :

« Le ministre exerce la surveillance administrative, disciplinaire et pédagogique sur les établissements d'enseignement secondaire publics, assimilés ou privés, sur les internats nationaux et sur les institutions royales ou privées, en se servant des inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire.

« Le ministre a le pouvoir d'ordonner des inspections ou enquêtes en en chargeant des personnalités de compétence reconnue ou en général des personnes qui ont sa confiance. » (Art. 1.)

L'inspection est donc la fonction propre des inspecteurs généraux ; mais elle n'est pas leur privilège, puisque d'autres qu'eux-mêmes peuvent être chargés temporairement de missions analogues. On diminue donc le nombre de fonctionnaires rétribués spécialement pour assurer le service de l'inspection, tout en se réservant la faculté de les doubler, en cas de besoin, de délégués choisis directement par le ministre dans son entourage³.

1. Le document essentiel pour cette situation administrative avant la réforme est l'*Annuario del Ministero della pubblica istruzione*, Rome 1923. Etabli avec les documents du commencement de l'année scolaire 1922-1923, il présente l'état de l'école italienne immédiatement avant la réforme.

L'organisation de l'inspection secondaire s'y trouve divisée en deux sections : p. 11, l'inspection centrale et celle du cercle de Rome ; p. 295, les cercles régionaux. On y voit que chaque cercle est une véritable administration ayant son local, son personnel pédagogique sédentaire, en dehors des rédacteurs et commis d'ordre et du petit personnel.

2. *Bolletino Ufficiale*, 29 janvier 1924, p. 239.

3. Par décret-loi du 29 juillet 1925, n° 1286, art. 3, le nombre des inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire a été de nouveau augmenté et fixé à six. *Bolletino Ufficiale*, 11 août 1925, p. 3632.

Cette latitude illimitée donnée au ministre apparaît encore dans la disposition relative à la nomination : « Les inspecteurs sont nommés par le ministre parmi les personnes qui présentent la compétence, l'autorité et les aptitudes requises pour ce service, ou qui appartiennent au cadre de l'Instruction publique. »

Ce *ou* est tout à fait remarquable. On avait déjà vu le ministre choisir le provéditeur le plus en vue dans l'aristocratie romaine. Il se réserve aussi d'attribuer les fonctions les plus importantes de contrôle à des personnalités prises hors de l'école.

On ne reprochera pas au réformateur un respect exagéré des formes reçues, des catégories administratives ou sociales. Pour les « idéalistes », la personne est tout dans les fonctions suprêmes : titres et diplômes ne valent plus quand il s'agit de juger les hommes et d'imprimer une impulsion décisive à un grand organisme.

Pour l'enseignement primaire, les inspecteurs généraux, créés au nombre de 10 par la loi du 4 juin 1911 sont réduits à trois également¹. Des neuf en fonction au moment de la réforme gentilienne, les uns comme Gabriele di Robbio, sorti du rang, ancien instituteur et inspecteur primaire, sont dispensés de service par retrait d'emploi : d'autres, comme E. Graziani, mis à la retraite ; un ancien professeur de lycée, Pizzini, retourne à sa classe. Les trois élus qui subsistent sont : di Giusto ; Saraz, directeur de la revue *Tecnica scolastica*, récemment fondée et ardente à défendre les réformes ; Marcucci, âme des œuvres de bienfaisance, des écoles pour illettrés dans la campagne romaine.

L'inspection primaire se voit considérablement réduite. Les inspecteurs dits départementaux, c'est-à-dire détachés de façon permanente auprès de l'ancien provéditeur départemental, sont supprimés. Les « premiers inspecteurs », ou de première classe, sont réduits de 180 à 110 et les inspecteurs tout court, de 450 à 150. Il y a désormais, en principe, un inspecteur par arrondissement (circondario), comme c'est d'ailleurs le cas en France. Et de plus, d'après le décret du 18 juin 1923, qui détermina les circonscriptions administra-

1. Chiffre fixé à six par le décret précité du 29 juillet 1925.

tives, huit « premiers inspecteurs » restent sans circonscription et sont détachés au service des providiteurs de Milan, Turin, Florence, Rome, Naples et Palerme.

Ces inspecteurs (ou inspectrices) détachés seront spécialement chargés de rédiger les notes d'information sur les services scolaires, les statistiques, de faire les enquêtes urgentes et de suppléer en cas de besoin les inspecteurs de circonscription.

Le nombre limite des fonctionnaires de l'inspection ayant été fixé, le ministre a pris aussitôt les mesures propres à atteindre ce nombre. En juillet 1923, le sort d'environ 170 condamnés était connu¹; le plus grand nombre était mis à la retraite en raison de leur âge et de la durée de leurs services (quarante ans de service et soixante ans d'âge) ou comme remplissant l'une seulement de ces deux conditions; une quinzaine était placée en disponibilité par retrait d'emploi pour rendement insuffisant². Un nombre important d'inspecteurs, d'ailleurs récemment nommés, allaient être bientôt rétrogradés et placés dans la fonction si discutée et jusqu'ici si peu demandée de directeur communal ou, selon le terme italien, directeur didactique.

La fonction de directeur didactique a été visée par le règlement de 1860 et confirmée par la loi de 1903, au temps où toutes les communes étaient autonomes, c'est-à-dire administraient en toute indépendance l'école primaire publique³.

La loi du 4 juin 1911 faisant passer sous le contrôle de l'État toutes les écoles que les communes demandaient à abandonner — en principe la presque totalité — la direction

1. *Diritti della Scuola*, du 15 juillet 1923, p. 565. « Ont été mis à la retraite :

a) Quarante-cinq inspecteurs et quatre-vingt-douze directeurs didactiques, comme ayant dépassé 40 ans de service et 65 ans d'âge;

b) Huit premiers inspecteurs et quarante inspecteurs, comme ayant dépassé 40 ans de service;

c) Dix inspecteurs, pour avoir dépassé 65 ans d'âge et 20 ans de service;

d) Une quinzaine d'inspecteurs, pour raison de santé, pour rendement insuffisant, etc. »

2. D'autre part, des fonctionnaires d'ordre supérieur étaient rétrogradés et placés dans ce cadre d'inspection primaire : providiteurs de provinces, inspecteurs généraux. Une mesure réparatrice a d'ailleurs été prise par décret-loi du 26 juin 1924, n° 1325 (ministre Casati). Cette disposition crée un titre nouveau, *inspecteur scolaire chef*, le donne sous certaines conditions aux « premiers inspecteurs » venus des cadres supérieurs et donne à cette mesure un effet rétroactif (1^{er} décembre 1923). C'est un tempérament apporté à l'une des mesures « cruelles » du ministre Gentile. *Bolletino Ufficiale*, du 30 septembre 1924, p. 2047.

3. On verra le détail de cette législation au chapitre de l'école primaire.

locale tomba et la loi créa pour remplacer les directeurs communaux des vice-inspecteurs dont le nombre devait progressivement s'élever à 1 000. Provisoirement, ce furent les anciens directeurs régulièrement nommés (environ 400) qui devinrent vice-inspecteurs.

Puis sous le ministre Berinini, le 27 avril 1919, les vice-inspecteurs sont supprimés et 2 000 postes de directeurs communaux d'État sont créés qui ne devaient jamais être pourvus. C'est, d'ailleurs, pour faire un sort aux vice-inspecteurs « torpillés » (silurati), comme on dit à cette époque, que furent grossis les cadres de l'inspection : 273 des inspecteurs de 1923 étaient d'anciens vice-inspecteurs et d'anciens directeurs de communes autonomes. La réforme actuelle les ramène à leur poste primitif devenu direction d'État — pour autant qu'elle ne les met pas simplement à la retraite. Comme sous le ministre Berinini, le nombre des directions communales reste fixé à 2 000, que l'on s'occupe aussitôt de pourvoir par examens¹.

L'instabilité des fonctions d'inspection est une illustration de plus de l'incertitude engendrée par les mesures contradictoires qui caractérisèrent l'administration de l'ancien régime et de l'action énergique des gouvernants actuels pour coordonner ces dispositions souvent contradictoires.

En résumé, la réforme de l'administration présente des aspects sympathiques, un remarquable esprit de décision,

1. La tâche est fort ardue, semble-t-il. Après avoir, le 11 mars 1923, donné les règles générales d'un concours à ce poste, l'administration met au concours le 22 mai suivant, huit cents places de directeurs (dont cent réservées aux femmes). Un programme détaillé avec bibliographie élémentaire était donné. La Commission d'examen (publiée au *Bolletino* du 3 janvier 1924) comprenait des personnalités éminentes, le professeur Vidari, Lombardo-Radice, Nardi, etc.

La *Tecnica Scolastica* de mai 1924 donne quelques détails sur les résultats — peu satisfaisants — du concours. Pour les huit cents postes vacants, se firent inscrire 1 336 concurrents dont 1 116 vinrent passer l'examen écrit; 339 candidats furent reçus à l'écrit et 330 à l'oral.

La composition écrite qui causa la perte des trois quarts des concurrents portait sur les œuvres complémentaires de l'école dont il s'agissait de définir « la fonction sociale éducative ».

Différents décrets : 5 juin, puis 30 octobre 1924 (ministre Casati), réglementent le recrutement des directeurs didactiques. Le candidat doit d'abord obtenir un diplôme d'habilitation à la fonction (après cinq ans de service au moins dans l'enseignement); puis il passe le concours prévu et réglementé par le décret du 22 mai 1923. La distinction établie entre le diplôme et le concours s'explique du fait qu'il existe des postes de directeurs communaux et de directeurs d'État. Les grandes communes autonomes — comme Milan — instituent leurs propres concours; l'État institue le sien. États et communes font donc un choix par concours entre maîtres déjà diplômés en vue de cette fonction.

une ligne de conduite logique et ferme. Elle est de nature à activer grandement la marche des affaires, à donner à chaque fonctionnaire le sens de sa responsabilité et le respect du devoir professionnel. Abandonnant les errements anciens, les petits procédés, les remèdes provisoires et les demi-mesures qui accentuaient le déséquilibre général, elle est une tentative d'organisation totale, dans le cadre d'une refonte complète des institutions d'État.

Le but initial voulu par le fascisme, économies et simplification, est pleinement atteint. Les novateurs y ont ajouté leur programme de groupe et de parti : décentralisation, séparation des fonctions pédagogiques des fonctions administratives, contrôle par examens plus que par l'inspection, choix des chefs d'après la personnalité et le caractère, dédain des diplômes et des droits acquis. Un trait domine tous les autres : la suppression à tous les degrés des corps électifs de collaboration et de contrôle rompt de parti pris avec l'évolution démocratique d'un quart de siècle. C'est la signature propre du fascisme et de l'idéalisme absolu.

CHAPITRE III

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

1. Le Passé : étapes de la législation

L'année 1923 marquée par la réforme Gentile est une des quatre ou cinq dates importantes dans l'histoire de l'école populaire italienne moderne : 1859, 1904, 1906, 1911 avaient apporté tour à tour des préoccupations et des principes assez divergents.

Si l'on essaie de dégager d'une législation assez confuse et parfois contradictoire une idée dominante et, dans la mesure du possible, le sens d'une évolution, on s'arrêtera volontiers à quelques brèves constatations : l'école primaire italienne est dans son principe et à ses débuts une école de commune, étroitement soumise aux autorités locales; tandis que les partis politiques de gauche réclament l'étatisation de l'école élémentaire, les partis de droite et surtout les catholiques demandent le maintien de l'école de commune, qui est un des articles essentiels de leur programme de la « liberté de l'école »; jusqu'à la révolution fasciste, la plupart des actes législatifs marquent un progrès de l'étatisation et de la laïcisation; la réforme actuelle interrompt en quelques points cette longue évolution et signifie en partie une marche hardie en avant, en partie un retour aux traditions premières.

Mais, d'autre part, les lois ne sont à tout prendre qu'un recueil de possibilités et d'intentions; en plus d'un point et notamment pour l'obligation scolaire, elles étaient restées lettre morte. Le plus grand effort des novateurs actuels semble avoir été d'adapter leurs lois à la réalité et de les rendre immédiatement applicables ¹.

1. La réforme de l'enseignement primaire est en apparence la moins radicale des réformes Gentile. « Elle ne détruit rien de ce qui existait déjà, ne bouleverse pas le plan d'études préexistant, y fait seulement les adjonctions et corrections qui, quoique essentielles, n'impliquent pas des transformations pratiques ni matérielles,

La loi Casati, du 13 novembre 1859, à laquelle on est obligé naturellement de remonter pour toutes les institutions scolaires de la nouvelle Italie, prescrit¹ en son article 319 : « Dans toute commune, il y aura au moins une école, dans laquelle on donnera l'enseignement du degré élémentaire aux garçons et une autre pour les filles. Une école semblable sera ouverte, de même, une partie de l'année dans les hameaux ou fractions de commune qui auront plus de cinquante enfants de l'un et l'autre sexe. » La loi oblige les communes à instituer aussi des écoles de degré supérieur dans certaines conditions. Elle les charge de tous les frais de l'instruction primaire; mais après avoir posé en principe l'obligation d'ouvrir des écoles partout, elle admet quelques tempéraments, que l'on peut ainsi résumer : les communes obéiront à la loi dans la mesure de leurs moyens².

Modestes étaient les exigences de cette première loi vis-à-vis des communes, modestes aussi ses prescriptions à l'égard des élèves et des familles : l'obligation se réduit aux trois classes du degré inférieur de l'école élémentaire³.

L'unité italienne étant faite, il fallait, dit-on alors, faire les Italiens, et pour cela perfectionner les institutions scolaires, renforcer surtout l'obligation; ce fut l'objet de la loi Coppino⁴ du 15 juillet 1877. Loi excellente dans ses intentions, elle précise le texte Casati en ce qui concerne l'obligation : tout enfant de six ans révolus doit fréquenter l'école; l'obligation reste limitée au cours élémentaire inférieur et s'étend ainsi en principe de la sixième à la neuvième année — et même à

mais seulement une nouvelle orientation, une nouvelle conception de l'école élémentaire et une évaluation nouvelle de la valeur de l'œuvre éducative... Mais sous une apparente modestie se cache une réforme dans la substance, réforme plus grave et plus radicale que les autres parce qu'elle touche à l'esprit même de l'instruction élémentaire, à l'âme de l'école. » Mariano Maresca, « la Réforme de l'école élémentaire italienne », *Rivista Pedagogica*, 4 mars 1924, p. 181.

1. Titre V « De l'instruction élémentaire », chapitre premier, « Objet et Obligation de l'enseignement ». Article 315 et suivants.

2. C'est ce qui ressort notamment des articles 320 et 322. Le premier permet aux communes de s'associer pour entretenir des écoles ou des maîtres à frais communs, avec cette seule réserve qu'un maître ne pourra être employé à plus de deux écoles; c'est admettre l'école temporaire. Le deuxième article cité concerne les écoles élémentaires de degré supérieur et permet de les confier aux mêmes maîtres que celles du degré inférieur. L'article 323 autorise les communes à réunir jusqu'à soixante-dix élèves dans une classe.

3. Art. 355 de la loi Casati.

4. Michele Coppino fut quatre fois ministre de l'Instruction publique, pour la seconde fois du 25 mars 1876 au 24 mars 1878.

la dixième — si l'élève n'a pas subi avec succès l'examen final. Mais ces prescriptions restent lettre morte, car la loi Coppino n'apporte pas plus que sa devancière aux communes pauvres les moyens matériels de rendre possible et obligatoire à toute la jeunesse italienne la fréquentation scolaire.

L'année 1904 et la loi Orlando¹ du 8 juillet apportent des modifications sensibles à cette situation. L'obligation scolaire n'atteint pas seulement les enfants, mais aussi les adultes restés illettrés qu'elle astreint à fréquenter des cours particuliers. La loi apporte un certain nombre de sanctions nouvelles dont quelques-unes sont intéressantes actuellement encore pour les pays où l'obligation scolaire reste un vœu pieux du législateur : exclusion des illettrés des listes électorales, refus du permis de chasse et du port d'armes, refus de la patente et de la licence commerciale, exclusion des emplois publics. Le nombre des classes primaires était augmenté par la création d'une sixième qui, avec la cinquième, devait former une sorte de couronnement de l'enseignement pour les enfants du peuple, privés des bienfaits de l'instruction secondaire; c'était le « cours populaire » qui avait l'intention de créer l'embryon d'un enseignement primaire supérieur. Et dans les communes où existaient les trois classes supérieures, l'obligation scolaire était étendue à la douzième année².

Enfin, la loi cherchait à donner aux familles et aux communes le moyen de respecter l'obligation; pour les familles, elle créait l'assistance scolaire; pour les communes, l'Etat intervenait — pour la première fois — par des subventions qui de 7 millions montèrent rapidement à 14 millions (en 1908)³.

1. Vittorio Emanuele Orlando, un des hommes politiques les plus considérables de l'Italie contemporaine, fut ministre de l'Instruction publique du 4 novembre 1903 au 27 mars 1905.

2. La loi Orlando a toujours été considérée par les partis de gauche comme la plus démocratique et la plus généreuse des lois italiennes sur l'organisation de l'enseignement primaire; ils y voyaient des possibilités de développement ultérieur qui se sont d'ailleurs peu réalisées, car la loi ne donnait pas à l'école les moyens financiers nécessaires pour assurer son développement.

L'espoir que l'on continuait à fonder sur le *Corso popolare* inspirera les critiques adressées à une création de la réforme Gentile, la *Scuola complementare*, premier degré de l'enseignement secondaire dans laquelle on voit une innovation fatale au cours populaire et, pour tout dire, selon le titre d'un article de vive critique : « L'Ecole antipopulaire ». *Diritti della Scuola*, le 15 juillet 1923, éditorial.

3. Ce chiffre, comme la plupart des suivants dans cette partie de l'exposé de la situation d'avant guerre est emprunté à l'ouvrage capital de Camillo Corradini :

L'intervention de l'Etat devait se manifester plus largement encore peu d'années après par la loi Sonnino, du 15 juillet 1906, relative au Midi italien. Cette loi, — qui se proposait de régénérer le Midi et les îles par toute une série d'œuvres d'assistance, — mettait à la charge de l'Etat les écoles à créer dans les régions de population dispersée, écoles de conception nouvelle, les unes ambulantes, d'autres à tours alternés, c'est-à-dire faisant passer dans la même salle et sous le même maître deux ou trois séries d'élèves avec horaire réduit. A côté des écoles obligatoires des communes, naissaient alors de véritables écoles d'Etat : 3 244 au 1^{er} janvier 1908, sur un total de 63 618.

Mais les résultats restaient médiocres. Les trois examens primaires, institués par la loi Orlando, montraient que peu d'élèves tiraient parti de leurs études. A l'examen de troisième année (le *compimento* qui marque la libération de l'obligation scolaire), la moitié seulement des élèves inscrits donnaient des réponses satisfaisantes (310 000 en 1908). De ce nombre, un tiers seulement finissaient leurs études en quatrième classe et passaient l'examen (*maturité*), qui ouvre la porte de l'enseignement secondaire. Enfin, un nombre infime, treize mille, finissaient la sixième classe et passaient la licence primaire : chiffres dérisoires pour les quatre millions et demi d'enfants en âge scolaire¹.

La loi Daneo-Credaro² du 4 juin 1911 devait être le plus grand effort d'avant-guerre pour moderniser l'école italienne. Cette loi est un compromis entre la tendance municipale et la théorie étatiste en matière scolaire. Pour les communes trop

Relazione sullo stato dell' Istruzione elementare. Rome, 1910-1912, 4 vol. grand in-quarto.

1. Camillo Corradini, *op cit.*, 1^{er} volume, p. 100-116.

2. Edoardo Daneo, ministre de l'Instruction publique du 12 décembre 1909 au 31 mars 1910 prépare la loi scolaire.

Luigi Credaro, ministre de l'Instruction publique dans deux ministères successifs, 1^{er} avril 1910 au 29 mars 1911 et 30 mars 1911 au 19 mars 1914, la fait voter par les deux Chambres et préside à son application.

Edoardo Daneo le remplace à son départ, étant ministre de l'Instruction publique une seconde fois, du 21 mars au 5 novembre 1914. Les deux noms Daneo et Credaro sont donc inséparables; ils sont attachés à l'œuvre la plus considérable des partis démocratiques italiens dans le domaine scolaire.

Luigi Credaro, traducteur de Herbart, directeur de la *Rivista Pedagogica*, s'oppose par sa philosophie, par sa pédagogie, par son activité politique au groupe dont sont sorties les réformes actuelles.

Au Sénat, dont il est un des membres les plus autorisés, il a été le porte-parole des adversaires de la réforme scolaire de 1923-1924.

pauvres ou peu soucieuses des choses de l'école, elle crée un organisme nouveau, l'administration départementale (provinciale, si l'on veut garder le mot italien). C'est l'Etat qui fait les frais de ces écoles, mais c'est la « province » qui les administre. En principe, seuls gardent la direction immédiate de leurs écoles primaires les chefs-lieux de cercle (arrondissement) et de province (département); mais ces villes mêmes peuvent faire abandon de ce droit et remettre leurs écoles au conseil de province. Il est vrai que des communes non chefs-lieux purent, par contre, obtenir dans les trois années qui suivirent la promulgation de la loi l'administration directe de leurs écoles. Dès avant la guerre, la contribution de l'Etat aux dépenses d'enseignement primaire (traitements seulement) montait de 7 millions (première application de la loi de 1904) à 50 millions ¹.

Cette loi ² qui fut complétée par une série de lois et règlements d'application, donnait plus de sécurité au corps des instituteurs devenus ainsi en majorité des fonctionnaires; elle donnait aux communes des ressources importantes pour combattre l'ignorance, étendait l'obligation scolaire d'une année dans les petites localités par la création d'une quatrième classe à horaire alterné. Enfin, par un certain nombre de dispositions secondaires, elle s'efforçait d'augmenter le rendement de l'école en améliorant le recrutement des maîtres et leur situation, en renforçant d'autre part tous les organes de contrôle et de surveillance. Elle marque donc un progrès important dans la législation de l'école primaire italienne.

1. Camillo Corradini, *op. cit.*, 4^e volume (où se trouve un aperçu de la première application de la réforme Danco-Credaro), p. xxi sqq.

2. La Direction générale de l'instruction primaire et populaire a édité (Rome-Trèves, 1913) en un seul volume toutes les dispositions législatives de cette période réformatrice d'avant-guerre :

Loi du 4 juin 1911, n^o 487, concernant l'organisation de l'enseignement primaire et populaire.

Loi du 20 mars 1913, n^o 206, concernant l'inscription au budget des fonds de concours communaux et autres mesures d'application de la loi du 4 juin 1911.

Décret royal du 10 avril 1913 (rectificatif).

Décret royal du 1^{er} août 1913 et règlement concernant le fonctionnement administratif et la comptabilité de l'administration scolaire provinciale en application des lois du 4 juin 1911 et 20 mars 1913.

Le rapport Corradini pour la situation de droit et de fait avant la réforme Danco-Credaro, l'ensemble des documents ci-dessus pour la réforme de 1911 constituent des bases précises pour une étude des institutions scolaires de l'Italie d'avant 1915.

2. Le Bilan de l'ancien régime

Mais sur cet édifice, que l'on est tenté d'appeler maintenant l'Ancien Régime, ont passé les terribles années de guerre et d'après guerre. A une situation nouvelle devaient répondre, selon les novateurs, des institutions nouvelles ou rénovées. Cependant, avant de légiférer, les autorités scolaires ont voulu faire le bilan du régime précédent. Une enquête rapide, dont les résultats ont été publiés par le *Bulletin du ministère de l'Instruction publique*¹ (11 octobre 1923), cherche à donner un tableau précis de la situation actuelle. Comme pour la grande activité législative de 1911, quoique bien plus hâtivement, l'enquête précède la réforme; mais aux quatre in-quarto majestueux de Corradini correspondent les soixante pages ramassées de Lombardo-Radice : ici, on a été pressé de conclure et d'agir.

On trouve d'abord dans ce rapport dans quelle mesure les communes ont fait usage de la faculté que leur laissait la loi de garder l'administration de l'école. Sur les 8 354² communes italiennes, 264 seulement gardent leur autonomie scolaire, 8 090 ont abandonné leurs écoles primaires au conseil scolaire provincial (départemental). Des 264 communes autonomes, 141 le sont par nature — étant chefs-lieux de province (département) ou de cercle (arrondissement) — et 123 l'ont été sur leur demande spéciale, comme le permettait la loi. Cet intérêt exceptionnel pour l'école se trouve dans un petit nombre de régions du Nord : Ligurie, Vénétie et (en nombre restreint) Lombardie et Piémont; il coïncide généralement avec l'existence d'un parti catholique fortement organisé et dominant dans la région. Ainsi la loi de 1911 répondait bien à un besoin; en fait, la presque totalité des écoles primaires italiennes sont devenues écoles d'Etat sous une administration provinciale³.

1. Ministero della Pubblica istruzione; Direzione generale per l'istruzione elementare. *Relazione sul numero, la distribuzione ed il funzionamento della scuola elementare*. Tirage à part avec douze tableaux, graphiques et cartes hors texte. Rome, Tipografia Operaia, 1923. Le rapport donne la situation dans l'année scolaire finissant le 1^{er} juillet 1923.

2. Nombre des communes dans l'Italie des frontières d'avant guerre; ne sont pas comprises, dans cette étude, les communes (sous régime de transition) des provinces nouvelles.

3. *Relazione*, p. 11. Numero delle scuole e dei maestri. Le rapport note l'étati-

Ces écoles sont-elles en nombre suffisant dans l'ensemble du pays et leur répartition répond-elle aux besoins locaux ?

En l'année scolaire 1922-1923, il y avait, en Italie, 112 073 classes avec 86 366 maîtres ¹, soit trois classes et 2,31 maîtres pour 1 000 habitants, soit une classe pour 330 habitants et un maître pour 500. Après avoir examiné pour chaque région d'Italie la densité de la population, le relief du sol (qui, pour les pays montagneux, impose une dispersion plus grande des habitants et la multiplication des écoles), les conditions particulières de la vie, le rapporteur arrive aux conclusions suivantes ² :

Le nombre des maîtres et des écoles est, en général, suffisant, sauf dans très peu de régions : Toscane, Pouille et Sicile.

Dans la majeure partie des régions, qu'elles soient suffisamment ou abondamment fournies d'écoles, le problème est avant tout problème de distribution et il faut à tout prix obtenir une utilisation meilleure des écoles existantes. Pour opérer cette répartition nouvelle et plus efficace, on doit tenir compte d'un élément primordial : le rendement actuel de l'école primaire.

Cette tentative pour évaluer le rendement de l'école et pour le chiffrer est assurément la partie la plus intéressante, la plus neuve du rapport du directeur général de l'enseignement primaire, comm. Lombardo-Radice. Et c'est un tableau sincère, mais attristant de l'instruction publique italienne, l'exposé objectif de ses faiblesses. Voici d'abord la grande pitié du peuple d'Italie, l'analphabetisme jusqu'ici incurable ³ : le pourcentage des illettrés qui est de 11 au Piémont, 49 en Ombrie, s'élève à 59 dans les provinces méridionales, Molise et Pouilles, à 65 en Basilicate, à 70 en Calabre (France, 3 p. 100). A la plaie de l'analphabetisme correspond, dans les régions du Sud qui en sont le plus affligées, une négli-

sation progressive des écoles élémentaires : « Au début de l'application de la loi (de 1911), un assez grand nombre de communes demandèrent et obtinrent l'administration directe de leurs écoles, mais par la suite s'est manifestée une forte tendance à renoncer à l'autonomie ainsi obtenue. »

1. Cette discordance entre le nombre des classes et celui des maîtres s'explique par l'organisation d'écoles à horaire alterné et autres institutions qui permettent l'emploi d'un maître pour plusieurs classes.

2. Relazione, p. 30; mais les conclusions données ci-dessus sont éclairées par des exemples pris dans le texte même du rapport.

3. Le rapport donne sur ce point les chiffres de 1911, les résultats de 1921 n'étant pas encore connus.

gence coupable du devoir scolaire. Cette négligence apparaît dans trois ordre de faits concordants : les inscriptions à l'école, la fréquentation, les examens de fin d'études (les chiffres indiqués sont empruntés à l'année 1921-1922).

La proportion des inscrits sur le total des enfants soumis à l'obligation scolaire (4 800 000 pour l'Italie entière) est satisfaisante dans le Nord ¹ : Vénétie, Emilie, Lombardie, Marches, Ombrie (au-dessus de 90 p. 100); moyenne dans les provinces de Toscane, Piémont, Abruzzes, etc. (entre 90 et 70), très faible au sud où elle descend en Sicile à 59, en Calabre, à 41.

Mais de ces inscrits, combien fréquentent réellement l'école! Dans le Nord encore, une proportion suffisante : Vénétie, 94 p. 100; Emilie, 90; à partir de Rome, cette proportion est lamentable, du Latium où elle n'est que 60 à la Sicile où elle descend à 47 et à la Calabre, 32 (moins d'un tiers).

Et enfin le bénéfice que tirent ces élèves restés fidèles à l'école est très variable selon les régions; on l'évalue en prenant le nombre de ceux qui ont pu satisfaire à l'examen de fin d'année. Le plus haut chiffre est naturellement au nord avec 69 pour le Piémont et la Ligurie, le plus bas dans les Abruzzes avec 53.

Si bien que, voulant juger définitivement le rendement de l'école italienne, on est amené à considérer la proportion des élèves qui ont suivi avec fruit ² l'enseignement primaire, relativement au nombre total des enfants astreints à l'obligation scolaire. Sur cent enfants qui devraient venir à l'école, combien obtiennent réellement un résultat de leur passage à l'école? Et voici la réponse assez décevante : quatre régions italiennes sont au-dessus de 50 p. 100, Vénétie, 60 p. 100,

1. « Les régions sont disposées (dans la liste des régions classées selon la proportion des inscrits), exception faite pour la Ligurie et le Piémont, presque selon l'ordre géographique, comme si l'intérêt porté à l'école, ou du moins le premier signe de cet intérêt, décroissait avec les degrés de latitude. » *Relazione*, p. 21.

2. Pour cela, la *Relazione* étudie le pourcentage des élèves « promossi », c'est-à-dire admis à passer dans la classe supérieure. La première série de chiffres donnés est le rapport entre les élèves fréquentant et les élèves promus. Ce « rapport » n'est pas favorable, car sans tenir compte du nombre des enfants astreints à l'obligation et de celui des inscrits, on découvre à première vue que le nombre des élèves « promus » est très faible par rapport à celui des élèves fréquentant l'école. D'un maximum de 69 p. 100 dans le Piémont et la Ligurie où l'école a de solides traditions, on descend à 53 p. 100 à peine dans les Abruzzes. Il en résulte que les écoles de la plupart des régions doivent être encombrées d'une grande quantité de redoublants et cela au grand dommage des autres élèves et de l'Etat, qui entretient ainsi un nombre d'écoles supérieur à celui qu'il devrait avoir et ne retire pas tous les bénéfices souhaitables de ses efforts (p. 23-24).

Piémont et Lombardie, 56 p. 100, Emilie, 55 p. 100; cinq de Gènes à Rome sont entre 50 et 35 p. 100; les régions du Sud et des îles présentent environ un tiers d'enfants instruits sur le nombre des enfants à instruire; en Calabre cette proportion tombe au-dessous du cinquième avec 18 p. 100.

On peut donc dire en étudiant cette partie du rapport officiel que ni la population, ni l'école ne font entièrement leur devoir; si l'inscription et la fréquentation témoignent d'une négligence coupable de la part des familles, la faible proportion des élèves ayant satisfait à l'examen de fin d'année indique un vice profond dans l'organisation scolaire.

Ce vice apparaît nettement dans la répartition des élèves. Un tableau de l'assistance moyenne par région, et dans lequel les écoles sont classées en neuf catégories¹ selon le nombre des élèves qui les fréquentent, nous montre la cause essentielle du faible rendement de l'école. Les maîtres sont mal utilisés parce que les uns ont trop et les autres trop peu d'élèves; tandis que 10 653 ont moins de 25 élèves, 9 805 en ont plus de 60 et pour pousser plus loin encore la comparaison, on voit que 1 109 maîtres ont de 1 à 10 élèves tandis que 3 230 en ont plus de 60. Comme on peut s'y attendre, les écoles « anémiques » sont, en général, dans le Sud, les écoles « pléthoriques » dans le Nord.

Les écoles pléthoriques se trouvent dans les régions de bonne fréquentation scolaire, les écoles anémiques dans celles de faible fréquentation². Le mépris de l'obligation scolaire dans les provinces du Midi est un élément de trouble profond: il entraîne un gaspillage déplorable d'efforts et d'argent.

Il faut considérer d'autre part que les moyens de fortune employés depuis 1904 pour grouper avec peu de salles et peu de maîtres le plus grand nombre d'élèves ou de classes diminuent grandement les résultats de l'instruction. Les régions

1. Relazione, p. 25. « Ecoles confiées à un maître unique, avec l'indication du nombre moyen d'élèves qui les fréquentent. » Les neuf catégories sont, selon le nombre moyen des élèves: de 1 à 10, de 11 à 15, de 16 à 20, de 21 à 25, de 26 à 45, de 46 à 60, de 61 à 70, de 71 à 80, plus de 80. Cette statistique est établie pour chacune des dix-sept régions de l'ancienne Italie. On trouvera en Vénétie 2 496 classes de plus de 81 élèves et en Piémont 368 de 10 élèves et au-dessous, en Sicile 132 de cette classe.

2. Relazione, p. 26. Classification des régions selon leur richesse en écoles « anémiques » ou « pléthoriques »; dans la première catégorie viennent en tête Calabre, 36,60 p. 100; Sardaigne, 29,31; Piémont, 25,80; Ombrie, 25,61; Basilicate, 25,43; dans la dernière catégorie: Vénétie, 38,38; Emilie, 32,79; Lombardie, 23,53.

où fleurissent les classes « alternées ¹ » (plusieurs maîtres venant successivement avec horaire réduit dans la même salle) les classes « réorganisées » (où le même maître prend successivement et dans la même journée les différentes divisions d'une école) les classes dédoublées (où le même maître prend successivement les parties d'une classe trop nombreuse) sont précisément les régions de faible rendement scolaire.

En résumé, et d'après le rapport officiel, il semble que les maux principaux dont souffre l'école italienne sont en premier lieu la négligence des populations mais aussi la mauvaise répartition des maîtres et des écoles. Les écoles anémiques comme les écoles pléthoriques sont un obstacle au bon fonctionnement des institutions primaires et elles doivent disparaître.

Quelles que soient d'ailleurs les mesures à adopter, tout le monde est d'accord en Italie sur la nécessité d'une refonte des institutions scolaires ².

« Dans des milliers de communes, l'obligation scolaire est encore, après soixante ans et plus de vie nationale, limitée à la troisième classe; et cette instruction obligatoire se donne dans les conditions que tout le monde connaît, en écoles uniques à trois divisions ou à horaires réduits et présence alternée. Dans beaucoup d'autres communes, l'obligation s'étend jusqu'à la quatrième classe mais avec des horaires

1. Termes de la législation scolaire italienne : *scuola riordinata*, *scuola sdoppiata*. Le terme « riordinata », c'est-à-dire réorganisées, remonte à la loi Danco Credaro, qui, dans son article 33, prévoit :

« Les écoles rurales obligatoires aux classes réunies sous un seul maître avec horaire unique, instituées dans les centres de communes et hameaux seront réorganisées (riordinata) selon les règles ci-après » : quand il n'y aura qu'une seule école de ce genre, le maître prendra d'abord la première classe, puis la deuxième et troisième réunies; quand il y aura deux écoles de ce genre, on divisera les élèves en quatre classes et les deux maîtres feront chacun tour à tour deux classes, etc.

2. L'enquête officielle de 1923 a fait apparaître les fâcheux résultats des expédients adoptés depuis 1904 (horaires alternés). Dans trois régions, 50 p. 100 et plus des instituteurs donnent un enseignement à horaire réduit à plusieurs divisions ou classes par jour. Ce sont précisément les trois régions où le rendement de l'enseignement est le plus médiocre.

L'enquête montre d'autre part le développement d'un errement dangereux, qui n'a d'ailleurs été autorisé par aucun texte législatif : l'alternance de maîtres différents dans la même salle au cours d'une même journée avec des classes différentes.

La cause unique de tous ces maux est le manque de salles de classe. « Toutes les communes sont tenues par la loi à fournir des salles suffisantes en nombre et en capacité. Mais les administrations communales ne satisfont pas en général à cette obligation de manière suffisante; elles cherchent à échapper à cette contrainte et recourent à tel ou tel expédient en s'excusant par quelque raison ou souvent par de simples prétextes. » *Relazione*, p. 29.

réduits... Comme instituteurs et comme citoyens, nous éprouvons un sentiment de douleur et de honte à voir partir de l'école des enfants de neuf ou dix ans après trois ou quatre années seulement de leçons données dans des conditions qui en diminuent de beaucoup l'efficacité... Nous sentons toute la difficulté d'une réforme qui devrait répondre à des besoins immenses; mais nous pensons aussi que si le pays veut s'orienter courageusement vers ses nouvelles destinées, il doit s'armer moralement et intellectuellement par une école renouée jusque dans ses fondements et ouverte à tous ». Luigi Fasolo dans *Unione Magistrale* ¹, 25 août 1923.

3. La Réforme : le cadre nouveau de l'école

Dès son arrivée au pouvoir, le ministre a pris une décision qui devait déterminer un changement radical dans l'organisation scolaire à ses divers degrés; le décret royal du 31 décembre 1922, qui fixe à 19 le nombre des provéditeurs (autrefois inspecteurs d'académie à raison d'un dans chaque département) et les transforme en recteurs d'académie à la tête de régions, transforme par là toute l'administration scolaire qui, de départementale, devient régionale.

Cette mesure, qui a été exposée en détail d'autre part dans son cadre naturel, — administration régionale, — a une répercussion particulièrement importante sur l'école primaire. A ce titre, elle fut ardemment discutée ². Les critiques sont venues d'ailleurs de différents côtés. L'organe du parti populaire ca-

1. Organe de l'*Unione Magistrale nazionale*; l'association radicale des instituteurs est d'accord ici avec les conclusions du rapport officiel.

2. Ce fut un des points les plus débattus au cours des discussions sur le budget de l'Instruction publique à la Chambre et au Sénat (fin 1924 et début 1925).

A la Chambre des députés (compte rendu dans *Levana*, novembre-décembre 1924, p. 593 sqq.), le rapporteur du budget, Torre, critique l'institution des Provéditorats régionaux : « Ils ne se justifient ni du point de vue du contrôle administratif, ni du point de vue de l'autorité hiérarchique. Le siège naturel du provéditeur est dans la « province » (c'est-à-dire le département français), où l'autorité et le contrôle peuvent être exercés plus efficacement, en évitant les difficultés matérielles de déplacements, les dépenses pour les familles, pour les maîtres, les inspecteurs et directeurs didactiques ». D'autres orateurs, notamment les députés Lombardi et Ciarlantini abondent dans le même sens au cours de la discussion (17-20 décembre). Le 18 décembre, le ministre, comte Casati, défend ce point de la réforme Gentile.

« On sait, dit le ministre, qu'avant la réglementation actuelle, la circonscription scolaire se confondait avec les divisions administratives; il en résultait que des régions démographiquement homogènes étaient subdivisées en plusieurs provéditorats, indépendants les uns des autres et qui s'inspiraient dans leur action, même

tholique, nuance Don Sturzo, le *Popolo* feint de penser que l'administration régionale ne sera qu'une apparence, que l'école sera en réalité gouvernée par Rome : « On verra à l'ex-

pour les plus élémentaires encouragements et contrôles, de principes différents, souvent même directement opposés. C'est même là, pour citer un exemple, une des causes, et non des moindres, du succès lent ou de l'échec de la lutte contre la plaie de l'analphabétisme. Là où il aurait fallu une seule pensée directrice, qui ayant reconnu les besoins aurait déterminé les meilleurs remèdes et en aurait assuré l'application avec les moyens appropriés, cette tâche difficile était répartie entre plusieurs personnes, dont chacune, par la force même des choses, considérait le problème de son point de vue restreint, c'est-à-dire du point de vue de sa juridiction territoriale, avec des moyens réduits, mal distribués et qu'on ne permette de le dire, souvent mal employés.

« C'est ce qu'a voulu changer le décret du 31 décembre 1922... L'expérience a prouvé que l'inspiration n'était point mauvaise; quoique pour quelques-unes des régions les plus étendues, où l'école est plus répandue, et plus nombreuses les œuvres complémentaires, il soit nécessaire de compléter avec des moyens nouveaux l'œuvre du Provéditeur trop massif et trop pénible à mouvoir. »

La discussion est reprise cinq mois après au Sénat en mai 1925. Ce fut l'un des « trois points » sur lesquels porta la critique du sénateur Credaro, ancien ministre, dans son discours du 15 mai au Sénat, à propos de la discussion du budget de l'Instruction publique.

L'orateur cite tout d'abord le rapporteur du budget, sénateur Mango, qui lui non plus n'est pas favorable à la réforme : « Placer le contrôle et la direction sur le lieu de la dépense au lieu de les en éloigner; décentraliser et non centraliser; tel devrait être le principe fondamental et tel n'est certainement pas celui qui a inspiré le groupement des provéditorats; on a créé là des administrations massives, avec des archives qui, même si l'on peut jamais arriver à les mettre en place, n'arriveront pas à expédier avec la rapidité désirable les affaires scolaires. »

Le sénateur Credaro représente que quelques-uns de ces offices scolaires, ceux par exemple de Lombardie, du Piémont, de Sicile, doivent administrer sept ou huit provinces. Il est urgent de remédier au mal avant qu'il n'ait porté avec le temps des fruits désastreux.

À côté des raisons d'ordre pratique, voici maintenant les principes que l'on peut invoquer contre la réforme et que l'orateur indique.

« Le provéditorat est la réalisation d'une idée anachronique, puisqu'en Italie la région est morte et doit l'être.

« Il n'y a aucune raison pour établir l'école sur le concept historique de la région, quand toutes les autres parties de la vie civile italienne sont administrées selon l'unité « provinciale » (en français départementale) et même les réformes introduites par le gouvernement fasciste ont tendu à renforcer la fonction de la province. Si l'on voulait sérieusement instituer une unité scolaire régionale, on devait substituer à l'ancien conseil provincial, qui a rendu dans de nombreuses provinces de grands services à l'école élémentaire, non pas six membres nommés par le ministère selon un critérium presque toujours politique, mais des personnalités désignées par des groupements locaux; car je conçois qu'il y a régionalisme lorsque l'âme régionale intervient et entre en œuvre; au contraire d'après la réforme actuelle, l'élément local est éloigné de l'administration pour mettre à sa place des amis du gouvernement, ouverts à la passion politique et non aux sentiments régionaux. » *Rivista Pedagogica*, 15 juin 1925, p. 505-506.

Le lendemain, 16 mai 1925, le ministre Pietro Fedelo répondait aux critiques : « Parlant des provéditorats régionaux, il admet qu'ils ont quelques inconvénients; mais ils ont beaucoup d'avantages que le ministre énumère. Il observe ensuite que la région n'est pas morte comme l'affirmait l'honorable Credaro. De toute manière, elle renaît parce que nous avons des traditions régionales très vivantes ». « Vive la nation et non la région! » s'écrie ici le sénateur Credaro. — Le ministre : « Vive la nation, sans doute, mais la région a une part aussi grande dans toute notre gloire. Quelques-uns des défauts du provéditorat régional ont un caractère transitoire. Toute attention sera donnée à ce que le provéditorat actuel puisse vivre et déve-

périence que ce système qui paraît simple donnera des fruits de désordre; on ne peut administrer de la capitale 80 000 écoles ni diriger la carrière de 80 000 maîtres, ni pourvoir aux besoins variés des diverses régions du royaume... Nous avons cru que le nouveau décret Gentile satisfait les aspirations des autonomistes et que quelque clause laisserait espérer un retour graduel vers la remise de l'école aux communes. » Les radicaux ne ménagent pas non plus leurs critiques : « La centralisation, disaient les *Diritti* dès février 1923, est évidemment dans la ligne fasciste et répond aux principes d'une rigide économie. Mais elle amènera la désarticulation de l'organisme scolaire. En somme, un saut dans l'inconnu, et un saut en arrière. » Un peu plus tard, le journaliste incisif qu'est Annibale Tona (*Diritti*, 4 novembre 1923) prédit l'embouteillage rapide des offices régionaux où correspondances et affaires vont s'entasser, s'accumuler et dormir.

La critique du parti populaire se comprend aisément : l'école aux communes, c'est plus aisément l'école au clergé et les partis de gauche ont salué la loi de 1911 avec une joie sincère. Mais passer du département à la région, c'est faire un pas de plus vers l'étatisation de l'enseignement primaire et cette mesure devrait être considérée par ces mêmes partis comme un progrès. Leurs critiques vont donc plutôt à l'application faite, inconsidérément à leur sens, d'un principe juste. Ils regrettent le bureau scolaire départemental, aisé à atteindre, familier et accueillant; ils redoutent le pouvoir lointain de la région, plus fermé, plus difficile à solliciter et à émouvoir. Les défenseurs de la réforme montrent d'autre part tout le parti que l'on peut tirer de la décentralisation : l'adaptation de l'enseignement aux besoins d'une grande province, une féconde émulation dans les œuvres scolaires et périscolaires. Avec E. Predome de la *Tecnica scolastica* (mai 1923), nous reconnaissons que la division nouvelle sera ce qu'en feront les hommes investis des hautes fonctions de chefs de l'enseignement régional.

L'application — implicite — de la nouvelle division sco-

lopper son œuvre de plus en plus normalement. » *Diritti della Scuola*, 24 mai 1925, p. 456.

Aucun ordre du jour n'a sanctionné la double discussion à la Chambre et au Sénat; les chapitres respectifs du budget ont été adoptés de part et d'autre sans observation. La réforme ne paraît pas touchée profondément par ce débat de caractère surtout académique.

laire est la base de l'organisation nouvelle de l'enseignement primaire décrétée le 3 novembre 1923. Un principe — l'acquisition principale de la loi du 4 juin 1911 — est conservé : les communes autonomes (264, on l'a vu, sur les 8 354 communes italiennes) gardent l'administration de leurs écoles primaires. Les autres, la presque totalité, sont régies par la loi nouvelle qui transfère l'administration scolaire de la province (département) à la région et lui donne des principes tout nouveaux.

La loi de 1911 répartissait les pouvoirs et les fonctions entre plusieurs organismes chargés de se compléter et de se contrôler mutuellement et d'autre part admettait pour les conseils essentiels le principe de la représentation des fonctionnaires et des citoyens et le recrutement par l'élection. Ainsi, mettant à part les organes purement administratifs, le provéditeur et ses bureaux, on distinguait trois corps chargés de gérer les écoles de la province : la *députation scolaire*, sorte de section permanente et exécutive, la *délégation gouvernementale*, chargée du contrôle financier et surtout le *conseil scolaire*¹. Ce conseil scolaire, cheville ouvrière de toute l'organisation était une assemblée de quinze membres : fonctionnaires nommés (le provéditeur, deux universitaires au choix du ministre, un directeur d'école normale, un inspecteur primaire) — fonctionnaires élus (un directeur d'école, deux instituteurs titulaires) — représentants élus des populations, un du Conseil général, un du conseil municipal de la préfecture, quatre des communes autonomes, quatre des communes administrées par l'Etat, en somme, cinq membres nommés et dix élus.

Comment fonctionnait ce conseil ? Des témoins dignes de foi nous en font un tableau peu flatteur. « L'origine électorale des représentants des populations, en principe des avocats, apparaît trop évidemment. Il faut avoir assisté aux séances, quand il s'agit des mutations, des nominations à des emplois

1. Loi de 1911, article premier : « L'administration scolaire provinciale pour l'instruction élémentaire et populaire comprend :

« Le Conseil scolaire (Consiglio scolastico);

« La députation scolaire (Deputazione scolastica);

« Pour chaque province doit être instituée la délégation gouvernementale (Delegazione governativa), pour l'instruction élémentaire et populaire. »

D'après l'article 12 de la même loi, la délégation gouvernementale est composée du préfet, de deux fonctionnaires de l'Instruction publique, d'un fonctionnaire du Trésor et du chef de la comptabilité de la préfecture.

avantageux. Quelques-uns disposent devant eux, comme un clavier, les lettres de sollicitation de leurs clients. Ils répartissent des faveurs ou satisfont des vengeances. Rapports d'inspecteurs? Articles de règlement? Tout est jeté par-dessus bord. » *Diritti*, 1923, p. 276.

La nouvelle institution ne risque pas de tomber dans ces excès démagogiques. Cette organisation réglée par le décret du 3 novembre 1923¹ a déjà été décrite, en ce qui concerne le personnel de contrôle, dans le chapitre deuxième. Il reste à voir ici les organes chargés de collaborer avec l'administration. Ces organes, si complexes sous l'empire de la loi de 1911, sont maintenant singulièrement allégés. Il ne reste plus, à côté du provéditeur et de ses bureaux que deux conseils de composition restreinte : un *conseil de discipline* à quatre membres nommés par le ministre et un *conseil scolaire* de six membres également nommés². Le conseil scolaire, qui est l'organe administratif essentiel, comprend, outre le provéditeur président : un proviseur d'établissement secondaire, un fonctionnaire du service de l'hygiène, et quatre personnes connaissant l'école primaire et ses besoins. Ils sont nommés par le ministre, d'abord pour trois ans. On notera, comme un progrès intéressant, un représentant du service de l'hygiène

1. Décret royal du 3 novembre 1923, n° 2453. « Règles concernant l'organisation de l'enseignement élémentaire ». *Bolletino Ufficiale*, 6 décembre 1923, p. 4862, complété notamment par l'ordonnance ministérielle du 5 juin 1924. *Bolletino Ufficiale*, 10 juin 1924, p. 1273.

2. Voici, à titre d'exemples, la composition des conseils du Piémont, tels qu'ils ont été constitués par décret ministériel du 15 décembre 1923. *Bolletino Ufficiale*, Il Atti di Amministrazione, 3-10 janvier 1924, p. 5.

Conseil scolaire pour le Piémont :

Le Provéditeur royal, président.

1. R. Banal, directeur de l'Institut magistral de Turin;
2. Le médecin provincial de Turin;
3. G. Mancini, professeur au lycée d'Asti;
4. E. Polcari, directeur de l'Institut magistral de Vercelli;
5. O. Pedrazzi, de Turin;
6. G. Giani, de Turin.

Conseil de discipline pour le Piémont :

Le Provéditeur royal, président.

1. R. Banal, déjà nommé;
2. G. Mancini, déjà nommé;
3. Barbieri, professeur au Lycée scientifique de Turin;
4. Chiara, directeur didactique, à Turin; Zuccarelli, maître élémentaire, à Turin.

Selon la loi du 3 novembre, le quatrième membre est ou un directeur ou un maître élémentaire, selon que l'inculpé appartient à l'une ou à l'autre de ces deux catégories (art. 5).

Le Piémont, avec ses quatre provinces, avait, selon la loi du 4 juin 1911, quatre provéditeurs et douze conseils primaires; par la loi du 3 novembre 1923, il a un provéditeur et deux conseils primaires.

publique, service nouveau créé par le ministre de l'Intérieur. La liaison est établie entre ce service et l'Instruction publique et l'on peut en espérer le développement de l'assistance médicale, de l'inspection médicale des écoles, et de la propagande pour toutes les mesures d'hygiène. On remarquera aussi que, passant de l'extrême liberté à l'autocratie absolue, le gouvernement de l'école est désormais entre les mains d'un conseil nommé par le pouvoir central. C'est l'application de la plus pure doctrine du fascisme et de l'idéalisme conjugués. Mais les excès de la liberté n'expliquent-ils pas cette mesure de rigueur?

Si le gouvernement de l'école est changé, l'école primaire elle-même reçoit une constitution organique nouvelle, dès le 1^{er} octobre 1923 par le décret sur « l'Organisation des degrés et des programmes didactiques de l'instruction élémentaire ».

« L'instruction élémentaire se divise en trois degrés : préparatoire, inférieur et supérieur. Le degré préparatoire a normalement une durée de trois ans. Le degré inférieur s'accomplit en trois ans; le supérieur en deux ans, au moins. Les classes au-dessus de la cinquième prennent le nom de classes complétives de préparation professionnelle ¹. »

Quelques explications sont nécessaires pour montrer l'originalité du nouveau décret.

On a vu que dès la loi Casati l'école italienne se composait essentiellement des trois classes du cours inférieur (numérotées de la plus basse à la plus élevée, première, deuxième, troisième élémentaires). Cette catégorie et ces noms restent la base de l'organisation actuelle. Les innovations concernent les degrés constitués au-dessous et au-dessus. La plus importante est celle qui regarde le cours dit préparatoire, c'est-à-dire l'enseignement maternel.

Jusqu'ici, dans le pays de Mme Montessori, l'enseignement maternel n'était pas organisé. Il existe des écoles maternelles dues à l'initiative privée, mais les « asiles » ne sont trop souvent que des garderies et d'ailleurs, ils restent, jusqu'à ce jour, placés comme œuvres d'assistance sous l'autorité du ministère de l'Intérieur et sans personnel spécialement préparé. D'après

1. Décret royal du 1^{er} octobre 1923, n° 2185: « Organisation des degrés scolaires et des programmes d'enseignement de l'instruction élémentaire. » *Bollettino Ufficiale*, 1^{er} novembre 1923, p. 4061.

une étude statistique publiée par les soins du directeur de l'enseignement primaire au *Bulletin officiel* du 31 décembre 1923¹, ces asiles sont, en 1922, au nombre de 5 902, fréquentés par près de 400 000 enfants de trois à six ans. Les deux cinquièmes de ces asiles ont une personnalité juridique et un patrimoine propre. Un millier sont fondés par les communes, un demi-millier par des congrégations charitables, un plus petit nombre par d'autres œuvres. Les autres ont un caractère absolument privé. Si l'administration de tous ces établissements dépend de l'Intérieur, le règlement de 1908 a donné aux autorités scolaires un droit de regard et l'Instruction publique a indiqué son intérêt pour leur œuvre, en répartissant un peu plus de 1 million entre 427 établissements (en 1923). Cet intérêt, qui apparaît dans le décret organique du 1^{er} octobre 1923 faisant entrer ces asiles sous le nom de « degré préparatoire » dans l'économie générale de l'école primaire, est plus marqué encore par le décret du 31 décembre qui le complète. Ce décret, qui est la charte constitutive de l'école maternelle d'Italie, fixe à 5 millions le fonds de concours de l'Instruction publique, prescrit l'établissement de six écoles normales pour préparer le personnel enseignant des écoles maternelles et affirme le droit du ministère de l'Instruction publique à régler les programmes, les horaires, la préparation, les diplômes exigibles des maîtres dans les asiles et les écoles maternelles².

Au-dessus de l'école « préparatoire » en formation, au-dessus

1. *Relazione statistica sullo stato e la condizione degli asili infantili*. Dans le *Bolletino Ufficiale*, du 31 décembre 1923, n° 59.

Le rapport montre surtout les insuffisances du personnel en fonctions dans les asiles. Des 12 407 personnes qui y sont employées, 8 179 sont dépourvues, non seulement du titre spécial de maîtresse des écoles maternelles (*maestra giardiniera*), mais de tout diplôme primaire en général; 66 p. 100 n'ont aucun titre d'aucune sorte. Les asiles sont très inégalement répartis sur le territoire du royaume; si l'on établit une comparaison en prenant comme base le nombre d'habitants par asile dans chaque région, on voit en tête le Piémont (2 800) et la Lombardie (3 000); en fin de liste, la Calabre (17 000), la Pouille (18 000) et, très loin, la Sicile (25 000). Il y a presque dix fois plus d'asiles (proportionnellement) en Piémont qu'en Sicile : l'opposition entre Nord et Sud est flagrante.

2. *Regio decreto*, 31 décembre 1923, n° 3106, *Grado preparatorio dell'istruzione elementare*. *Bolletino Ufficiale*, 1924, n° 6, p. 341. Le décret commence par donner un nom officiel commun à tous les établissements qui s'occupent de la première enfance : « L'enseignement élémentaire du degré préparatoire, qui prend le nom d'école maternelle, est donné par le moyen des établissements actuellement créés pour l'éducation de la première enfance, quelle que soit leur dénomination et par le moyen de ceux qui seront créés à l'avenir par des organisations publiques, des comités, des personnes privées, avec le concours du ministère de l'Instruction publique. » (Art. 1^{er}.)

Ce décret a été complété par une série de mesures d'application : ordonnance du

des trois classes élémentaires fondamentales, se trouve le degré supérieur de deux années au moins : ce sont les quatrième et cinquième degrés élémentaires, prévues dès la loi Casati, généralisées et soumises à l'obligation scolaire par la loi Orlando. La loi actuelle ne leur apporte aucun changement essentiel.

Mais la loi Orlando avait prévu que la dernière de ces deux classes, la cinquième élémentaire, devait s'unir, dans toutes les communes qui disposeraient de moyens suffisants, à une sixième année, pour constituer un « cours populaire », sorte d'amorce d'une école primaire supérieure — école qui accueillerait ceux des enfants du peuple aptes à continuer leurs études auxquels, pour des raisons matérielles, restait fermé l'enseignement moyen (où l'on entre normalement après la quatrième élémentaire à l'âge de dix ans).

La loi nouvelle qui anticipait sur la loi de l'obligation scolaire et prévoyait l'extension de cette obligation à la quatorzième année, prescrite effectivement par le décret-loi du 31 décembre 1923, établit donc au-dessus des cinq classes élémentaires (degré inférieur, puis degré supérieur) trois classes complémentaires¹ ou intégratives qui sont une interprétation nou-

11 mars 1924, relative à la création et au fonctionnement des écoles de méthode (écoles normales spéciales pour la préparation du personnel enseignant des écoles maternelles) — ordonnance du 28 janvier 1925, fixant les horaires et programmes de ces écoles de méthode — décrets créant successivement les écoles à Fossombrone, Marcianise, Sacile, Matera, Trente et Rome.

A cette organisation de l'enseignement maternel peut se rattacher la fondation, par décret du 8 août 1924, de l'« Opera Montessori », œuvre d'utilité publique, ayant son siège à Rome, issue du Comité national Montessori et qui a pour but de répandre, en Italie et à l'étranger, les méthodes de Maria Montessori.

1. Leur dénomination italienne est : *Corso integrativo di avviamento professionale*, cours intégratif de préparation professionnelle. On ne doit pas confondre ces cours primaires, qui font partie des écoles primaires, avec l'école complémentaire, *Scuola Complementare*, créée comme degré inférieur de l'enseignement secondaire par la loi du 6 mai 1923.

Les cours « intégratifs » ont été l'objet de très vives critiques des partis de gauche, qui voient dans leur création la fin du cours populaire, germe d'une école populaire indépendante, qui se serait formée en Italie à l'image des écoles primaires supérieures de France.

La critique a été vive, notamment dans les *Diritti della Scuola*, à partir du 8 mars 1925, où elle commence par un article de Carlo Zanzi, qui voit « le cours populaire détruit par la disposition législative ironique donnant aux communes la faculté d'ouvrir les septième et huitième classes », et continue par une polémique Lombardo Radice-Zanzi et par une enquête sur les cours en question.

Elle est vive dans la *Cultura popolare* où elle commence par les considérations générales du même Carlo Zanzi, en décembre 1923, reparait à plusieurs reprises, et se marque encore dans le numéro de novembre 1925, par une revue de la presse à ce sujet.

L'opposition reproche à cette organisation nouvelle : 1° de supprimer sans créer,

velle de l'idée déjà ancienne du cours populaire. Le décret-loi du 1^{er} octobre spécifie qu'elles auront une orientation professionnelle. Une circulaire du 11 décembre 1923 précise cette intention : dans les villes, on recommande de leur donner un caractère artistique ou industriel, d'y ajouter la comptabilité commerciale et, pour les filles, l'enseignement ménager et les travaux conformes aux traditions locales : école populaire, ces cours préparent à la vie d'ouvrier et de paysan.

La loi du 1^{er} octobre donne, d'autre part, les principes généraux de l'organisation scolaire. Elle fixe à dix mois, en principe, l'ouverture des écoles, à cent quatre-vingts jours par an la durée minima des classes, donnant aux autorités locales toute latitude pour répartir ces classes dans l'année, selon les besoins et les coutumes du lieu. Et même si, en cours d'année, pour des raisons imprévues dues aux conditions du travail, il était opportun d'utiliser des périodes de vacances et même le jeudi, le maître pourra demander d'urgence cette autorisation à l'inspecteur local.

Enfin, des dispositions ont trait aux examens. A la fin de chaque année scolaire tous les élèves sont soumis à un examen de passage dans leur classe même, sous la direction de leur propre maître assisté d'un maître d'une classe supérieure. Pour entrer à la quatrième (degré supérieur) et à la sixième, l'examen se passera devant une commission de trois membres dont fera partie le maître de la classe examinée.

Les écoles élémentaires publiques confèrent, après examen les certificats ci-après : certificats de fin d'année et d'admission pour les diverses classes : certificat d'études élémentaires inférieures à la fin de la troisième; certificat d'achèvement à la fin de la cinquième (achèvement des études primaires proprement

car le cours intégratif est laissé à la libre appréciation des communes et ne peut être ouvert que si des ressources permanentes sont assurées; 2° de diminuer la part de la culture générale, en faisant de ces cours des écoles d'apprentissage et d'empêcher par là que les degrés supérieurs des écoles primaires ne permettent aux enfants du peuple de continuer leurs études et de s'ouvrir des voies vers une vie et des carrières supérieures.

Lombardo-Radice dément surtout qu'il y ait réduction du nombre. L'enquête publiée par les *Diritti* indique, d'autre part, des initiatives très intéressantes.

La discussion entière présente cet intérêt particulier : c'est que l'enseignement populaire pour les enfants de onze à quatorze ans est encore loin d'être généralisé et n'existe dans beaucoup de régions de l'Italie centrale et méridionale que sous forme d'initiatives isolées.

dites); certificat d'accomplissement au terme de l'obligation scolaire ¹.

Le diplôme de maturité qui s'obtenait à la fin de la quatrième et permettait d'entrer à l'école moyenne est supprimé; il n'avait plus d'objet depuis que l'entrée à l'école du second degré se faisait après examen et par voie de concours.

4. L'École et l'initiative privée

Le 28 octobre 1923, les *Diritti Della Scuola*, la revue de l'enseignement primaire la plus importante d'Italie et qui garde vis-à-vis de la plupart des innovations du nouveau régime une attitude de critique et d'opposition, résumait les réformes récentes en un triptyque satirique intitulé : les trois secousses. Trois ministres donnent un vigoureux coup d'épaule au mur qui représente l'école d'Etat, pour le renverser : Croce l'ébranle, Anile l'ébrèche, Gentile le fait écrouler. L'humoriste visait sans doute un peu la réforme de l'enseignement moyen, plus encore les dispositions déjà connues et de publication imminente, relatives à l'abandon à l'initiative privée des écoles à faible rendement. Réforme âprement critiquée, vivement combattue, l'abandon de trois mille écoles d'Etat à l'enseignement privé est, en effet, le désaveu de la politique suivie depuis 1904, un arrêt du mouvement vers l'étatisation de l'école qui se poursuivait progressivement. Pour en comprendre la portée, pour la juger sereinement, en dehors des conflits de politique intérieure et d'intérêts personnels, il convient, après en avoir indiqué l'économie essentielle, de la replacer dans le milieu où elle a pris naissance. L'étude est d'autant plus opportune que cette réforme est une tentative originale pour résoudre à peu de frais le grave problème des illettrés dans un pays appauvri par la guerre. Elle vaut donc d'être étudiée, pour l'Italie elle-même et pour les pays étrangers où se pose le même problème.

On a vu comment se présentait la question des écoles à faible rendement : 10 000 classes ont moins de 25 élèves et parmi

1. Loi du 1^{er} octobre 1923, n° 2185, art. 13. Le nom de ces divers diplômes est, en italien : pour le diplôme obtenu à la fin de la troisième classe, *Certificato di Studi elementari inferiori*; à la fin de la cinquième classe, *Certificato di Compimento*; au terme de l'obligation, *Certificato di Adempimento*.

elles on en compte plus de 3 000 qui sont des écoles mixtes à classe unique, situées à la campagne et possédant les trois divisions du cours inférieur. Peu fréquentées par les élèves dont le nombre descend à une dizaine, terreur des instituteurs qui fuient les pauvres contrées désolées, elles ne rendent presque aucun service et coûtent cependant aussi cher que les écoles surpeuplées du Nord. Les garder, c'est un gaspillage, les supprimer, c'est légaliser l'ignorance et le mépris de l'obligation scolaire. Le ministre, suivant en cela l'inspiration du directeur général de l'enseignement primaire, a choisi un moyen terme.

Le décret, en date du 31 octobre 1923, sur la « Classification des écoles élémentaires et la transformation des écoles de faible rendement ¹ » divise les écoles élémentaires en « classées » et non « classées ». Sont classées, c'est-à-dire gardent leur régime actuel, les écoles situées dans un chef-lieu, dans l'agglomération principale de la commune : en fait la commune italienne ayant la surface d'un canton français, ce sont les écoles de chef-lieu jusqu'au chef-lieu de canton qui restent ainsi dans le *statu quo*. De plus, on range dans cette catégorie les écoles qui possèdent les degrés inférieur et supérieur et en général celles des localités où se trouvent au moins quarante enfants soumis à l'obligation scolaire. Pour toutes ces écoles, rien n'est innové.

Les écoles non classées créées par le décret peuvent être « provisoires ou subventionnées ² ». Mettons immédiatement à part la seconde variété, la moins originale et la moins im-

1. R. D. 31 octobre 1923, n° 2410. Classificazione delle Scuole elementari e trasformazione delle scuole stesse di scarso rendimento. *Bolletino Ufficiale*, du 29 novembre 1923, p. 4721-4728.

2. Elles peuvent être aussi purement et simplement supprimées et c'est une solution adoptée dans la pratique pour un très grand nombre d'écoles au cours de l'année 1924. On en a aisément la preuve en parcourant les Bulletins mensuels des Provéditorats de cette même année.

Le Bulletin du Provéditorat de Rome, en date du 14 février 1924, annonce la suppression de deux écoles « fréquentées par moins de quinze élèves » et la transformation de quarante-six autres en écoles « provisoires ».

Le Bulletin du Provéditorat de Calabre, en date du 16 novembre 1924, annonce la suppression de treize écoles de « très faible rendement », la suppression de quarante postes dans d'autres écoles peu fréquentées et la transformation de soixante-dix-neuf écoles de « faible rendement » en écoles « provisoires ».

Le Bulletin du Provéditorat de Bologne, du mois de novembre 1924, annonce la transformation de deux écoles en écoles « subventionnées », la suppression de deux écoles et la transformation de trente-cinq autres, en écoles « provisoires ».

portante : ce sont des écoles ouvertes par des personnalités privées, avec l'autorisation du provéditeur et recevant une subvention de l'Etat. Le décret prévoit qu'elles pourront être ouvertes « comme écoles paroissiales, ou auprès d'usines, d'exploitations agricoles, d'entreprises provisoires ou permanentes, des stations de chemin de fer écartées, des lieux de rassemblement des pasteurs, et partout où, pour une période convenable, on peut rassembler quinze enfants en âge scolaire ». La subvention sera fixée selon le nombre d'élèves amenés au certificat d'études élémentaires, même si le maître est dépourvu de titres d'enseignement. Ces écoles portent à un haut degré le caractère de moyens de fortune, pour les cas désespérés où la dispersion des habitants ne permet pas une organisation permanente et où une école régulière imposerait des dépenses hors de proportion avec les résultats ¹.

La grande innovation du décret, ce sont les écoles non classées de type « provisoire ». Elles sont ouvertes et fonctionnent dans les hameaux et bourgades où le nombre des enfants astreints à l'obligation est de moins de quarante, où la fréquentation reste au-dessus de 15 et où le nombre des élèves satisfaisant à l'examen de fin d'année se maintient au-dessus de 10. L'Etat les crée par décision du provéditeur, mais il en remet la gestion à des œuvres douées de personnalité civile. La délégation se donne pour trois ans et se renouvelle par tacite reconduction. La subvention attribuée pour chaque école est égale aux sept-dixièmes du coût d'une école d'Etat correspondante. Les maîtres de ces écoles reçoivent une rétribution calculée sur le nombre des leçons données et des résultats obtenus par leurs élèves aux examens.

A l'effet de coordonner l'action des œuvres appelées à suppléer l'Etat, il est constitué au ministère de l'Instruction publique, un comité contre l'analphabétisme. Il se compose de cinq délégués pris dans les conseils d'administration des

1. Le Bulletin de Bologne précité donne d'intéressantes précisions sur les conditions dans lesquelles les écoles « subventionnées » peuvent fonctionner. Elles peuvent être « ouvertes par des personnes privées, avec l'autorisation du provéditeur, et entretenues en partie avec les subsides de l'Etat et pourront continuer à fonctionner, dans les localités où n'existent pas d'autres écoles, avec un nombre quelconque d'élèves au-dessous de quatorze ans, et avec un personnel enseignant, même dépourvu de titres d'habilitation, pourvu que l'inspecteur primaire estime que ce personnel est capable de donner l'enseignement élémentaire de degré inférieur dans sa forme la plus limitée ». (P. 275.)

œuvres et choisis par le ministre, assistés d'un inspecteur général de l'enseignement primaire. Le comité établit les règles générales de l'action dévolue aux œuvres et les principes de discipline et d'administration; fixe le montant de l'indemnité journalière et des primes aux résultats à donner au personnel enseignant; assigne à chaque œuvre sa sphère d'action; en approuve le plan de travail pour l'année; en surveille l'action; présente chaque année au ministre un rapport d'ensemble et des propositions. Son président est choisi par le ministre, parmi les cinq délégués des œuvres.

On voit donc l'économie de la réforme : c'est, avant tout, une solution à prix réduit du problème des illettrés et des écoles à faible rendement; l'Etat délègue ses pouvoirs sans se désintéresser de la question; entretient des écoles par l'intermédiaire d'associations autonomes, mais conserve un droit de regard; suscite l'initiative privée pour obtenir plus de souplesse et faire cesser une uniformité jugée inopérante et coûteuse; un tableau annexé au décret fait ressortir à 2 210 francs, l'économie réalisée par école et par année.

La presse de gauche, les associations professionnelles d'instituteurs n'ont pas caché leur hostilité à cette innovation.

Dès la première nouvelle des intentions du ministre à ce sujet, l'Union magistrale nationale avait remis au gouvernement un mémoire où, prenant texte de la rumeur concernant l'attribution de « vingt mille » écoles publiques à des organisations privées, elle réclamait pour l'Etat le privilège exclusif de l'administration scolaire. « L'école élémentaire et populaire doit être de plus en plus un service public sous la responsabilité de l'Etat. Son objet dépasse l'intérêt local de la commune, du département, de la région; il est essentiellement national. Aucun obstacle ne doit être opposé aux initiatives privées; mais elles ne peuvent être encouragées ni subventionnées avec les deniers publics, qui doivent être destinés exclusivement à l'amélioration de l'école publique; l'école publique, entretenue par les contributions de tous les citoyens doit rester hors des confessions et des partis. » (*Revue de l'Union*, 15 mars 1923.)

Quand les nouvelles se sont précisées, l'Union revient sur la question (29 juin 1923). Elle reconnaît les erreurs et les fautes du passé, mauvaise distribution des horaires et des vacances

écoles trop éloignées des habitations, fautes d'administration, fautes des maîtres eux-mêmes qui souvent n'ont rien fait pour retenir les élèves désertant l'école, qui se sont réjouis du départ d'éléments turbulents... Mais elle maintient sa critique de l'abandon décidé par l'Etat : ce serait un pas vers l'école libre, une satisfaction donnée à un parti, le parti catholique, une décision menaçante pour les maîtres, privés de garanties péniblement acquises.

Ce point de vue de l'intérêt du personnel enseignant est largement développé par les *Diritti della Scuola* du 9 décembre 1923. « C'est une des mesures les plus graves prises en cette année de pleins pouvoirs et qui aura les conséquences les plus variées. D'une part, c'est l'abaissement de la condition économique des instituteurs. Les écoles jusqu'ici classées et que le décret décline et confie à des œuvres privées seront le premier degré dans la carrière de l'enseignement, celui auquel aspireront normalement les jeunes maîtres. Ils devront accepter des conditions de traitement inférieures à celles offertes par l'Etat et les communes et accomplir leur dur stage selon le bon plaisir des œuvres privées. Mais ce n'est qu'un aspect de cette grave mesure qui aura d'autres conséquences notables pour l'intérêt public. » Et la réticence qui termine l'article s'entend aisément si l'on se rapporte aux articles de l'Union : c'est le danger de l'école libre, de l'école de parti que l'on veut ici évoquer.

Telles sont donc les critiques adressées à la réforme : l'Etat déserte ses devoirs essentiels; abandonne une partie importante de ses écoles; ouvre la porte toute grande à l'enseignement libre qui se servira de l'école pour ses fins politiques et religieuses; abaisse la condition morale et matérielle du personnel enseignant.

Pour juger de la valeur de ces critiques, il faut examiner les arguments que les auteurs de la réforme avancent pour sa justification.

Ils se trouvent d'abord dans le rapport inédit¹ que le directeur général de l'enseignement primaire avait placé en tête de son projet de décret. C'est, dit-il, un bénéfice à la fois pour l'école et pour les finances publiques. « Tandis que les nou-

1. Remis personnellement à l'auteur du présent travail par le directeur de l'enseignement primaire et populaire au ministère de l'Instruction publique.

veaux types d'écoles, ambulantes, temporaires, permettent d'atteindre les plus petits groupes d'habitants en leur donnant une école adaptée aux nécessités locales, tandis que dans les plus infimes paroisses et jusque dans les chaumières dispersées, on peut enseigner dans les époques les plus propices les premiers éléments du savoir, on obtient, d'autre part, avec les principes adoptés pour rétribuer les maîtres de ces écoles, des avantages très notables pour les finances publiques, puisque chaque école représente une économie annuelle de 2 000 francs. » L'utilité pratique de la mesure, son ingéniosité, sont évidemment hors de discussion.

Mais, d'autre part, et ceci doit faire tomber un certain nombre d'objections, la mesure prise n'est pas à proprement parler une innovation. Elle a un antécédent, accepté par une partie importante de l'opinion publique : c'est le décret Corbino en date du 21 août 1921, qui créait l'œuvre contre l'analphabétisme. Et cette œuvre a, elle-même, de multiples précédents, ce qui fait qu'en définitive l'initiative du ministère fasciste s'appuie sur une expérience déjà longue.

Il y a un peu plus de vingt ans, un groupe de dames de la section romaine de l'Union des femmes italiennes (*Unione Femminile nazionale*), parcourant, avec les professeurs Gelli et Cena, la campagne romaine pour y étudier la situation sanitaire et sociale des habitants, décidèrent de venir en aide à ces populations très misérables. Ce vaste territoire presque désert, sans routes et sans habitations permanentes, dévasté par la malaria, est la propriété de quelques maisons princières de Rome et cultivé par des paysans nomades qui descendent des montagnes d'alentour (Abruzzes, Monts Albains, Marches). Comme les terres étaient alors alternativement cultivées puis laissées en jachère et pâture, les ouvriers agricoles se transportaient à travers la campagne selon les travaux à accomplir et retournaient dans leurs monts après la moisson. Pour cette population flottante de trente à quarante mille habitants, l'Union institua en 1904 la première école du dimanche; en 1909, l'association ouvrait 15 écoles avec 20 classes et 950 élèves inscrits, 810 présents. Chaque maître donnait environ 110 leçons en une année, était rétribué à raison de 3 lire 50 par leçon et recevait une indemnité pour ses frais de voyage. (*Relation Corradini*, vol. 1, p. 97 sqq.).

Un peu plus tard devaient naître les « écoles de pasteurs » des Abruzzes, créées en 1907 grâce à l'initiative d'un groupe d'instituteurs.

Ecoles de l'Agro romano, écoles des pasteurs des Abruzzes sont de généreuses initiatives isolées, l'effort limité de précurseurs, de pionniers. Mais l'œuvre qui a servi de modèle et de cadre principal aux grandes organisations actuelles, c'est sans contredit l'Association nationale pour les intérêts du midi de l'Italie. Elle a été créée en 1910 pour maintenir et continuer avec méthode l'élan de générosité et de solidarité qui se manifesta dans tout le pays à la suite du tremblement de terre du 28 décembre 1908, lequel dévasta Messine et la Calabre. L'idée première remonte à une soirée florentine¹ que présidait en 1909 le grand universitaire Pasquale Villari. La première œuvre, ce fut l'école installée en de modestes baraquements, dans les ruines de Villa San Giovanni. Parmi les organisateurs de la première heure, parmi les dirigeants les plus actifs, l'un des plus enthousiastes était certainement le professeur de philosophie de l'Université de Catane, qui fut depuis directeur général de l'instruction primaire et inspirateur de la réforme discutée, Giuseppe Lombardo-Radice. Et voilà comment s'établit la filiation qui relie directement l'œuvre du Midi italien à la délégation des pouvoirs scolaires de l'Etat à des organismes privés.

Il m'est difficile de parler de cette œuvre sans évoquer le souvenir de la matinée de septembre 1923, passée sur le quai du Tibre à la direction de l'enseignement primaire et où l'auteur de la réforme — alors en préparation et non encore approuvée par le Conseil des ministres — m'en exposait la genèse. Homme d'une carrure puissante, le teint brûlé par les soleils de Sicile et les souffles desséchants du siroco, les gestes vifs, la parole impérieuse et forte, l'âme ardente : de toute sa personne émanait l'action et la passion, une conviction inébranlable dans son œuvre, une foi d'apôtre rude et généreux —

1. *L'Opera dell' Associazione Nazionale per gl'interessi del Mezzogiorno d'Italia*. Rome, Unione Editrice, 1916. Ce livre qui a pour but de présenter l'œuvre accomplie en cinq années d'efforts, raconte, dans la préface, les circonstances de la fondation de l'Association pour les intérêts du Midi. Elle indique ensuite, en détail, les deux tâches qu'elle a poursuivies parallèlement : œuvre de culture par la fondation et l'entretien d'écoles, œuvre économique par la création de coopératives agricoles, par la recherche de débouchés aux produits du Midi, par la diffusion de méthodes nouvelles.

personnalité vigoureuse dont on dit dès le premier entretien : c'est un animateur, c'est un chef¹.

Son credo d'homme du Midi italien, il l'a écrit au lendemain de la catastrophe de Messine, au milieu des ruines fumantes : « Nous qui avons échappé à la mort, nous sommes encouragés au travail par l'idée de continuer, pour notre part, si modeste qu'elle soit, la vie des hommes de bien ravis par la mort. En produisant et en excitant des énergies (en partie pour remplacer ceux dont pour toujours l'action est terminée), nous avons le sentiment d'augmenter le bien commun de l'humanité qui, dans la vie brève de chaque individu, est semblable à la flamme d'une lampe, mais ne peut comme elle être éteinte. » En lisant maintenant cette profession de foi de 1908², réimprimée dans un livre de 1923 (*Educazione e Diseducazione*³), je retrouve l'homme tout entier, l'idéaliste pratique, mettant sa philosophie au service de l'action utile⁴. Et je le revois, parlant avec passion de cette campagne de douze années contre la misère, l'ignorance, la superstition, à travers la Sicile, la Pouille, la Calabre et la Campanie.

Campagne originale où l'œuvre créait sa méthode, adaptait sa pédagogie aux populations diverses des provinces si disparates. Le champ d'action propre de G. Lombardo Radice fut sa Sicile.

Voici les livrets⁵ de lecture ornés de l'antique emblème de Metaponte, l'épi de blé, symbole de l'activité fécondante de la jeune association (*si fecundatur optime*). D'admirables bois de

1. Resté en dehors des partis G. Lombardo-Radice a participé à la réforme scolaire comme ami personnel de Gentile, philosophe et éducateur, sans donner jamais à son action un caractère politique déterminé. Revenu à sa chaire de professeur après la retraite de son ministre, il défend énergiquement dans sa revue l'*Educazione Nazionale*, les principes de sa réforme et se trouve sur bien des points en opposition avec les dirigeants ou les conseillers autorisés du parti actuellement au pouvoir. Il se plaît d'ailleurs à souligner les divergences dans les chroniques mensuelles de sa revue.

2. Intitulé : « Vingt-huit décembre 1908 », dans *Nuovi Doveri*, 3^e année, n^{os} 64-65, p. 337, article écrit « en souvenir des collègues morts dans le désastre de Messine ».

3. *Educazione e Diseducazione*, Florence, Bemporad, 1923, p. 19-20.

4. Cette profession de foi de 1908 est citée en 1923 par l'auteur comme un exemple de ce qu'est, du point de vue de l'idéalisme absolu, la pensée humaine et plus particulièrement la pensée du véritable éducateur : transfusion des âmes, interpénétration des consciences. L'homme d'action qu'est notre auteur vit réellement sa philosophie et les paroles citées ci-dessus sont à la fois l'élan d'une âme généreuse et un credo de sa religion de l'esprit.

5. *Paginette di Lettura*, per le scuola, illustrazioni di Duilio Cambelloti. Almanacco per il popolo siciliano, par F. Lanza et G. L. B. Il mare, gli animali marini e la pesca, par Bruno Monterosso, etc.

Cambellotti y représentent la vie sicilienne simple et rude, la vieille au rouet, le pâtre montagnard, les groupes de travailleurs revenant chargés de sacs dans leurs lointaines demeures. Et puis, voici le mince recueil des poésies siciliennes de l'abbé Meli ¹ en pur dialecte de la grande île :

Cicaledda, tu ti assetti
Supra un ramu la matina,
Una paupina ti metti
A la testa pri curtina
E dda passi la jurnata
A cantari sfacinnata.

« Nul ne doit être surpris — dit l'éditeur du petit volume dont le nom transparait aisément sous les initiales G. L.-R. — de voir apparaître le dialecte à l'école. Le peuple italien doit apprendre à connaître son art, qui est grand, aussi bien dans les strophes anonymes chantées par le paysan que dans les poésies de ses écrivains. Lire à l'école les vers cristallins de Meli, essayer de les traduire en italien, en leur ôtant le moins possible de leur fraîcheur et de leur pureté, habitue l'élève à sentir la beauté à la fois du dialecte méprisé à tort et de la langue nationale, que l'on se flatte trop vite de posséder alors qu'on n'en a conquis que le squelette grammatical et quelques centaines de termes généraux et privés de vie. »

Pour les élèves plus avancés, le même auteur G. L.-R. a rédigé un petit livre sur la Sicile ², plein d'amour pour le sol natal, de renseignements sur sa vie et ses ressources, de conseils utiles pour les humbles artisans de sa prospérité : *Sicilia mia, ravniva lu talentu!* La conclusion en est émouvante : bien peu de choses vous a enseigné ce petit livre sur la Sicile, mais que ce peu de choses vous soit cher, ouvriers, paysans et marins! Dans ce peu de choses est indiqué tout le bien et tout le mal de notre île. Le bien dépasse le mal... « Sicile, tu es belle! Sicile, nous t'aimons parce que tu es nôtre. Nos pères ont souffert pour te faire ce que tu es, ô Sicile, pour nous! Nous avons lutté et souffert pour te rendre digne de notre grande mère, l'Italie, de notre patrie, l'humanité. »

1. *Paginette di Lettura*, per le scuola serali e festive, n° 1. Poesie di G. Meli, per esercizio di traduzione orale.

2. *La Sicilia*, lettura per il popolo nostro, per G. L. R.

Tous les livrets cités ci-dessus sont édités par l'Association nationale pour les intérêts du Midi.

Ce petit livre où l'auteur a eu pour collaborateur un dévouement très proche et très cher — les dessins sont signés M. L.-R. — est une œuvre de foi et d'enthousiasme. Peut-on s'étonner dès lors que Giuseppe Lombardo-Radice, directeur général de l'enseignement primaire, ait cru fermement que pour la tâche ardue de la régénération des provinces arriérées, la libre action des initiatives généreuses serait plus efficace, plus souple aussi et plus ingénieuse que les institutions d'Etat?

D'autres l'avaient pensé avant lui. Successivement, quatre ministres de l'Instruction publique cherchèrent à utiliser pour cette action les initiatives privées. Étudiée par le ministère Berenini en 1919, une première solution voyait le jour, l'année suivante, avec le ministre Bacelli sous le nom de corps constitué (*Ente*) contre l'analphabétisme, qui était bientôt un prétexte à quelques grasses sinécures. Supprimée par le ministre Croce, l'*Ente* est remplacée sous le ministre Corbino (28 août 1921) par l'œuvre *l'Opera* contre l'analphabétisme, inspirée par des principes nouveaux¹.

L'idée maîtresse des promoteurs, c'est de supprimer complètement le personnel administratif et de consacrer toutes les ressources de l'œuvre à organiser et équiper des écoles et à payer des maîtres. *L'Opera* se réduit administrativement à un conseil de quelques membres — dont la collaboration est bénévole — qui délègue son pouvoir à des associations d'utilité publique déjà constituées. Les associations déléguées sont : *l'Umanitaria* de Milan, dont l'âme est le regretté Osimo et dont l'action est unie à celle de l'Union nationale italienne pour l'éducation populaire, la Fédération italienne des bibliothèques populaires et l'Institut Minerva pour les projections lumineuses; le comité des écoles paysannes de *l'Agro romano* et des Marais pontins, dont l'animateur est l'inspecteur général primaire Alexandre Marcucci; le *Consortium* national d'émigration et de travail, déclaré d'utilité publique le 26 octobre 1919, émanation d'un certain nombre d'œuvres catholiques : Œuvre Bonomelli, Missions Saint-Charles, Union populaire,

1. Les éléments essentiels de cet historique sont contenus dans la préface du premier rapport de *l'Opera contro l'Analfabetismo*; publié par les soins du ministère de l'Instruction publique, Rome, typographie des Ecoles, 1923. Ce rapport contient, de plus, un résumé de l'activité de l'œuvre dans la première année de son existence. Année scolaire 1921-1923. C'est à ce rapport que seront empruntées les données statistiques citées ci-dessous.

Confédération italienne des travailleurs, Confédération des coopératives; l'Association pour les intérêts du Midi (dont on vient de parler plus longuement) présidée par Giustino Fortunato.

Les ressources de l'*Opera*, constituées par une dotation de l'Instruction publique (1 700 000 lire) du budget (4 000 000), du commissariat général de l'émigration (300 000), se montaient au total à 6 millions par an. Dès le début, le travail était ainsi distribué : l'*Umanitaria* recevait 590 000 lire et avait pour champ d'action les Pouilles; le Comité de l'*Agro romano*, 1 780 000 lire à dépenser dans le Latium, l'Ombrie, les Marches, la Toscane méridionale et les Abruzzes; le *Consortium*, 1 187 000 lire pour la Campanie et le Molise; l'Association du Midi, 2 374 000 lire, soit la plus forte dotation, pour la Basilicate, la Calabre, la Sicile et la Sardaigne. Dès 1921-1922, l'*Opera* ouvrait 2 844 écoles dont 2 589 eurent un fonctionnement régulier avec 112 000 élèves inscrits dont 51 000 passèrent avec succès l'examen final. (Relation du Comité directeur.) En 1922-1923, tous les chiffres marquent une forte augmentation : nombre des écoles 3680, inscrits 154 000, ayant subi avec succès l'examen 81 000 (*Diritti* du 16 décembre 1923). Si l'on ne considère que les écoles les plus importantes et laissant à part les cours du soir et les classes dominicales qui atteignent surtout les adultes, on voit que l'*Opera* a institué dans quarante-trois départements un total de 400 écoles régulières de jour et que grâce aux méthodes très souples qui ont été employées, les résultats ont été supérieurs à ceux des écoles d'Etat de faible rendement dans les mêmes régions : 29 élèves assidus sur 56 inscrits dans chaque école en moyenne, 23 reçus aux examens de fin d'année. Et ces résultats sont obtenus avec une dépense modique : en moyenne 5 600 lire par école; 240 lire par élève reçu à ses examens.

La loi nouvelle qui crée le comité à la place de l'œuvre contre l'analphabétisme ne fait donc en apparence que systématiser une institution qui a fait ses preuves. Mais la transformation est pourtant considérable. La loi change non ses méthodes et ses moyens, mais son champ d'action en faisant passer au second plan ce qui était l'œuvre la plus étendue — l'enseignement aux adultes par cours du soir et du dimanche — en lui donnant comme mission essentielle la gestion des

écoles régulières déjà établies. De ce fait, l'institution qui avait un caractère d'œuvre réparatrice, exceptionnelle et temporaire (suppression de l'analphabétisme chez les adultes) devient institution permanente et se substitue dans un très vaste domaine à l'action normale de l'Etat.

La réorganisation a suivi d'ailleurs immédiatement la publication de la loi du 30 octobre. Dès le mois de novembre, les groupements privés à qui l'Etat déléguait ses fonctions étaient désignés. Aux quatre mandataires de l'Opera, Umanitaria, Agro romano, Consortium, Midi, venaient s'ajouter d'autres œuvres et notamment le Corps national¹ pour l'œuvre de civilisation, association toscane de fondation récente, dirigée par Ernest Codignola, un des conseillers les plus écoutés du ministre. Le comité était aussitôt constitué sous la présidence de Gaetano Piacentini, représentant de l'Association nationale du Midi. Le représentant du ministère est Alexandre Marcucci, inspecteur général de l'enseignement primaire, dont on a vu l'activité bienfaisante à l'Association de l'Agro romano. Déjà le plan de travail pour la période biennale 1923-1925 est tracé; les régions de l'Italie sont réparties entre les œuvres; les écoles à faible rendement leur sont remises progressivement. En même temps, les cours d'adultes se transforment: écoles de lecture et d'écriture jusqu'ici, ils vont devenir des cours complémentaires de préparation professionnelle. Le plan complet

1. *Ente Nazionale di Cultura*, organisée définitivement le 15 septembre 1925. Bureau et statuts sont donnés par la *Scuola in Toscana* d'octobre 1925, p. 180-183. Ernesto Codignola est le directeur général des écoles de l'Ente.

Le Statut indique, en son article premier, l'origine, et, dans l'article 3, le but de cette œuvre :

« L'Ente Nazionale di Cultura est une émanation du groupe national de compétence pour l'éducation, du parti national fasciste.

« L'Entente se propose :

« a) De travailler à développer l'éducation populaire, élémentaire et postélémentaire, spécialement dans les localités que ne peut atteindre l'action directe de l'Etat;

« b) De fonder des instituts modèles de type varié;

« c) De favoriser les échanges intellectuels entre étudiants ou professeurs italiens et étrangers;

« d) De coopérer avec d'autres associations italiennes, et avec les autorités locales à la diffusion et au développement de l'instruction et de la culture italiennes à l'étranger. »

Le numéro de décembre de la *Scuola in Toscana* donne la liste des écoles de Toscane ouvertes et administrées par l'Ente Nazionale di Cultura : elle comprend le chiffre considérable de 267 écoles diurnes. On voit, par cet exemple, l'importance de l'institution nouvelle. On voit aussi que le décret du 31 octobre 1923 a reçu une application immédiate, puisque la seule Toscane a 267 écoles « provisoires ».

d'études devait être approuvé avant le mois d'avril 1924 par le comité¹.

Telle est la genèse de la réforme. Les novateurs ont voulu d'abord faire des économies et à ce point de vue cette initiative n'est qu'une des mesures très nombreuses prises par le gouvernement fasciste, avec l'intention bien arrêtée de comprimer à tout prix les dépenses, de rétablir l'équilibre du budget et le crédit de l'Italie. Cette nécessité, cet état de fait ne laissent que peu de place à la discussion de principe. Si, de plus, il était prouvé par l'expérience que les œuvres privées, auxquelles l'Etat a délégué ses pouvoirs, tout en faisant de l'administration et de l'enseignement à bon marché, accomplissent avec moins de dépense la même tâche que les écoles d'Etat et même poursuivent plus efficacement que cela n'a été fait jusqu'ici l'indolence et l'ignorance des populations méridionales, on ne pourrait point trop regretter que l'Etat ait abandonné provisoirement un monopole dont il faisait médiocre usage. Reste l'aspect politique de la question : ces œuvres feront-elles du prosélytisme ; se mettront-elles au service d'un parti, d'une confession, d'une secte ? Ou bien seront-elles neutres avec abnégation ? C'est une question que seul l'avenir résoudra. Mais, à vrai dire, elle n'a pas l'importance que les polémiques semblent lui attribuer. Neutre, l'école d'Etat elle-même ne l'est plus ; c'est ce que l'étude des nouveaux programmes établira aisément.

5. La Vie dans les nouveaux programmes

Décret-loi du 1^{er} octobre 1923, — ordonnance explicative du 11 novembre sur les programmes — règlement du 10 jan-

1. Rendant compte de la séance du 11 février 1924 dudit Comité, les *Diritti della Scuola* annoncent les perfectionnements décidés dans cette réunion.

Près des écoles diurnes gérées par les associations privées, on créera des cours du dimanche pour les jeunes filles, cours auxquels pourront assister même les jeunes filles ne fréquentant aucune école.

En outre, les différentes associations se sont entendues pour ouvrir des cours de vacances afin de préparer les maîtres aux enseignements spéciaux (chant, dessin, agriculture, hygiène de l'enfance, etc.), pour fonder des bourses d'études, afin que les meilleurs des maîtres puissent se perfectionner dans les écoles normales ; pour coordonner les efforts des écoles de toute nature engagées dans la lutte contre l'ignorance.

Enfin, on devait créer, à partir de 1925, des « cours d'intégration » sur le modèle prescrit pour les écoles publiques, comme compléments des cours spéciaux pour illettrés.

vient 1924, réforment l'école élémentaire italienne¹ jusque dans ses fondements. Ils portent la signature du ministre Gentile, qui en prend la responsabilité et qui, par ses écrits antérieurs et toute sa doctrine peut en être considéré comme le premier inspirateur. Mais ils sont l'œuvre immédiate, personnelle, œuvre d'amour et de passion du directeur général de l'enseignement primaire, Giuseppe Lombardo-Radice. Les principes qui l'animent, c'est dans les *Leçons de Didactique* de 1913 ou, plus près de nous encore, dans *Education et Déséducation* (Florence 1923) que nous pourrons les trouver.

Ce qu'est l'école « une révolution en chemin »; son but, « inspirer à chaque homme le respect de l'homme »; le devoir primordial qu'elle enseigne, c'est de ne pas se servir de l'homme comme d'un moyen pour des fins personnelles, mais de s'efforcer de développer en tout individu « une humanité² supérieure », telles étaient les idées directrices de Lombardo-Radice, professeur de philosophie à l'Université de Catane.

1. Ces trois mesures gouvernementales et administratives constituent la charte de l'école primaire italienne. Le décret du 1^{er} octobre donne l'organisation générale, l'ordonnance ministérielle du 10 janvier suivant (qui avait été annoncée par l'art. 26 du décret du 1^{er} octobre), est le commentaire officiel du décret organique et des programmes.

La réforme des programmes est la cinquième en date depuis la création de l'école italienne moderne.

La loi Casati de 1859 donne en son article 315, le premier du titre V, la simple énumération des matières d'enseignement. Dès 1867, ces dispositions sont modifiées, les matières étant réduites de nombre tandis que les prescriptions d'application sont précisées; les programmes de 1867 restent vingt ans en vigueur.

Ils sont remplacés par ceux de 1888, par lesquels le ministre Boselli veut ainsi qu'il le dit dans son exposé des motifs « préparer vraiment à la vie ». La grande innovation de cette époque est l'omission de l'enseignement religieux due, selon l'expression du ministre, « au respect que notre époque impose pour la liberté de conscience, ce qui interdit à l'Etat de faire directement ou indirectement une profession de foi ». Ces programmes étaient précédés d'instructions générales rédigées par Aristide Gabelli (lequel sera chargé encore de présenter les deux réformes suivantes).

Six ans après, ils sont remplacés par les programmes de Guido Baccelli (5 décembre 1874), qui veut réagir contre l'intellectualisme, le surmenage, le verbalisme et prescrit une réduction des matières enseignées, l'introduction du travail manuel, l'expérimentation, le jardin d'essai, l'enseignement de l'agriculture.

L'année 1905 marque un retour aux prescriptions de méthodologie exacte, contre lesquelles s'insurgent tout d'abord, les maîtres, notamment dans le Congrès de l'Union magistrale, à Cagliari en 1905 : ces programmes devaient pourtant rester en vigueur près de vingt ans (1905-1924).

2. *Educazione e Diseducazione*, p. 114. Le terme d'« humanité » a pour l'idéaliste absolu un sens très précis que la première partie du même volume définit clairement. Education est autoéducation (p. 13), mais en même temps fusion des consciences ou, comme dit l'auteur, « désindividuation » (p. 15). Dans l'œuvre éducative « l'esprit est reconnu comme communauté des esprits »; la « vie humaine, en son essence, comme vie de relation ». (P. 23.) On retrouvera ici la base philosophique de la pédagogie idéaliste.

Eveiller les esprits dans un milieu (l'école) où toute différence sociale soit effacée, et dans lequel subsiste seulement la vie de l'esprit — égaux parmi des égaux; — faire collaborer les jeunes âmes à la découverte de la vérité; donner aux jeunes enfants confiance en eux, en encourageant chaque effort, en aidant chaque victoire, même la plus infime; les amener à sentir la dignité de tout être, à n'être pas orgueilleux, à ne pas mépriser les humbles, à ne pas distinguer les hommes par la place qu'ils occupent, mais par la sincérité de leur conscience et la simplicité et la pureté de leur vie; ...faire coïncider l'amour de soi avec l'amour de tous, en soutenant dans l'âme juvénile tout mouvement généreux de solidarité;... ne pas dissimuler le mal inhérent à la vie en transportant l'élève dans un monde de sentimentalisme et de convention, mais donner l'habitude de le regarder en face, l'âme préparée, sereine et sans jactance : voilà ce que veut l'éducation populaire ¹.

Ce que ne doit pas être l'école, c'est ce qu'ont parfois voulu faire les classes « mal dirigeantes », qui ne songent pas à la nation, mais à leur propre intérêt : une école « en mesure ² » pour un homme « sur mesure », avec un bagage bien connu de culture, calculé pour vivre sans inquiétude et sans donner d'inquiétude à ce monde si bien fait que ce serait péché d'y toucher : école pour former le bon employé et le bon serviteur!

Ce qu'elle ne doit pas être encore, c'est une école « mécanisée », où se cristallisent toutes choses en culture achevée; sans anxiété, sans problèmes : programmes fixés et sans vie; énumération de ce qu'on « doit » savoir; notions. Vous remplissez une mesure avec un certain minimum ou maximum de choses « qu'il n'est pas permis d'ignorer » et vous dites : voilà une éducation achevée ³.

Mais non, apprendre ou enseigner est une lutte, une conquête de tous les instants, un « drame spirituel » dans l'âme de l'élève et du maître.

1. *Educazione e Diseducazione*, p. 115.

2. *Id.*, p. 117, *scuola misurata*, l'expression un peu singulière est une critique de la pédagogie expérimentale, « positiviste », contre laquelle s'élèvent les idéalistes; ils nient l'utilité des méthodologies, des procédés pédagogiques, nient l'existence de la pédagogie comme science autonome. Eduquer selon la « pédagogie » c'est « tuer les âmes » (titre du chapitre où sont prises les citations), c'est faire de la « déséducation ».

3. *Educazione e Diseducazione*, p. 118.

« Je sens, toutes les fois que je fais ma leçon, à tout instant, la possibilité d'une erreur. Je sens que je ne *sais pas* et que je sais, qu'à chaque pas se présente la possibilité d'une confusion, d'une négligence, d'une chute passagère dans la paresse. Je sens que je me reprends à *me refaire*, à penser et j'éprouve de la joie, même pour des notions mille fois pensées, comme la première fois que je les pensai, que je les baignai du sang de mon âme... Ces mêmes impressions, je les ai surprises en moi quand j'enseignais à de petits enfants dans des écoles presque élémentaires; au milieu d'eux, je ne me sentais pas diminué et mon âme avait un sentiment de plénitude et de joie même dans ces petites choses ténues que j'avais à enseigner ¹. »

L'école au service d'un généreux idéal social, le maître animé d'un enthousiasme sacré, maîtres et élèves unis dans une même lutte contre le mal intérieur, dans un effort pour conquérir la vérité, telle est la conception très idéaliste et très vivante que le futur directeur de l'enseignement se faisait récemment encore de l'éducation. Cette conception pénètre ses programmes ² et les inspire.

L'avant-propos (*Premessa*) des instructions du 11 novembre a une saveur qu'on n'a point accoutumé de rencontrer dans les documents officiels.

Et d'abord ce sont, non des préceptes détaillés mais des « indications » seulement; elles montrent au maître le résultat que l'Etat attend de son travail dans chaque année d'école, tout en le laissant libre d'employer, pour l'obtenir, les moyens opportuns, moyens qui changent selon le milieu scolaire, la culture personnelle de l'instituteur, la trempe de son esprit.

Ces programmes sont dessinés de telle sorte qu'ils obligent

1. *Educazione e Diseducazione*, p. 27.

2. Le discours de 1915 : « Comment on tue les âmes », reproduit dans *Educazione e Diseducazione*, contient une note assez sceptique sur les programmes (p. 118).

« Nulle réforme des plans d'études, quelle que soit son importance, ne peut opérer ce miracle, que celui qui n'est pas né pour être un maître le devienne; qu'une bureaucratie cesse de prétendre tout contrôler, d'imposer une liste de consignes dont l'exécution est confiée à une armée de surveillants plus ou moins automatiques... Nulle loi ne crée l'éducateur, ne transforme le livre, n'agite les idées... »

On sent dans les programmes nouveaux, dans leur introduction et dans les instructions et commentaires qui les entourent, un effort pour infuser aux prescriptions une âme nouvelle et pour émouvoir les âmes. Le tour oratoire, le style tendu, l'enthousiasme de certaines pages font penser que le réformateur de 1923 a espéré « opérer le miracle » dont doutait le conférencier de 1915.

l'instituteur à renouveler continuellement sa culture personnelle en puisant « non dans les manuels où sont ramassées les miettes de la science, mais aux sources vives de la véritable culture populaire ». Ces sources — et ici nous retrouvons le prophète passionné du Midi et de la Sicile, l'auteur des livrets en patois sicilien — ces sources sont « la tradition populaire telle qu'elle vit, éducatrice éternelle, dans le peuple qui goûte encore toute la douceur de la parole des ancêtres et la grande littérature nationale qui a donné dans tous les temps des œuvres admirables de poésie, de foi, de science, accessibles aux humbles précisément parce qu'elles sont grandes ». (*Pre-messa, passim.*)

Les nouveaux programmes interdisent les notions ressassées¹ qui ont pendant si longtemps « étouffé l'école des enfants » ; ils veulent la poésie vraie, la recherche ingénue de la vérité, l'investigation habile de cet esprit populaire toujours inquiet et jamais rassasié de « pourquoi ». le ravissement dans la contemplation des tableaux lumineux de l'art et de la vie, la communion avec les grandes âmes qui parlent par la bouche du maître.

Et le rédacteur des instructions exprime avec force sa foi dans la vertu éducative des belles œuvres, des grandes œuvres, son dédain des petits procédés en pédagogie. Que l'instituteur n'hésite jamais à s'approcher des œuvres des grands maîtres : c'est à la fois une source d'inspiration féconde et une perpétuelle leçon de modestie. Il n'est rien de tel que l'étude des livres les plus ardues pour donner à l'éducateur la conscience de ses limites quand il se trouve devant des enfants.

1. La *renovation totale*, telle est l'intention du législateur, c'est aussi le thème développé, le plus souvent avec le ton de l'enthousiasme le plus lyrique, par les commentateurs officiels. Citons entre autres :

Bulletin de la Campanie, V, 1924, C. Dentice d'Accadia, « la Réforme de l'école élémentaire ».

Bulletin de la Lombardie, II, janvier 1925, Francesco Bascone, « L'Esprit des nouveaux programmes ».

Tecnica scolastica, mars-avril 1924, G. Nobile Ventura, « Commentaire sur les nouveaux programmes ». Une note analogue se retrouve dans la conférence de G. Modugno, prononcée à Bari, le 24 janvier 1924 et publiée par le *Bulletin des Phylles*, ainsi que par la *Nuova Scuola Italiana*, de mars 1924.

Même note encore dans des commentaires venus de milieux différents.

Attilio Momigliano dans la *Nuova Antologia*, du 1^{er} janvier 1924.

Dans la *Cultura Popolari* de juin 1924, Maria Levi, reconnaissant la rénovation totale tentée par le législateur, en cherche l'inspiration et les modèles dans les initiatives privées nées en Italie depuis une vingtaine d'années et notamment dans la *Scuola Rinnovata*, de Milan.

Il n'y a que la demi-culture, les lectures médiocres, l'acquisition fragmentaire et superficielle du savoir, qui puissent faire de l'instituteur un vaniteux et un pédant.

« Les grands maîtres vous laissent toujours dans le cœur de hautes aspirations, de sorte que même une simple leçon d'école élémentaire est comme un premier acheminement vers les hauteurs. Celui-là seul qui va aux humbles et aux petits après avoir joui de la compagnie spirituelle des meilleures âmes humaines, a le sentiment de ne pas s'être abaissé : il est capable de parler avec un respect religieux, quel que soit l'objet de son enseignement et l'âge de ses disciples. »

Telles sont, très brièvement résumées, ces instructions¹ qui ont suscité un grand élan, un enthousiasme sincère chez beaucoup d'instituteurs italiens. Elles sont imprégnées de la doctrine chère à l'idéalisme absolu : toute éducation est œuvre commune du maître et des disciples; éducation est autoéducation : les principes qui dirigent le maître dans sa leçon doivent diriger sa préparation personnelle. Leçons et préparation reçoivent leur inspiration de la tradition² nationale et populaire, du contact direct avec les œuvres belles et fortes : nationale, populaire, artistique, philosophique et religieuse, telle doit être l'éducation italienne dans son contenu; active³ créatrice, véritable communion des âmes, telle elle doit être dans sa

1. Instructions développées encore dans un livre récent qui est une réponse aux polémiques, aux critiques de la presse d'opposition et des discours du Sénat : *Vita Nuova della Scuola del popolo*, par Giuseppe Lombardo-Radice, Rome, Sandron, 1925. Dans l'introduction de ce livre, au titre VI : « Maître actif, élève actif, école active », on trouve notamment l'exposé méthodique des principes qui ont inspiré les programmes et surtout la démonstration de l'autonomie et de la liberté didactique du maître dans le nouveau régime :

« Les programmes nouveaux obligent pour ainsi dire le maître à reviser constamment ses connaissances. Le directeur aide de ses conseils, l'inspecteur sanctionne avec ses jugements. » *Vita Nuova*, introduction, p. LV.

2. Le maître, pour suivre les programmes, doit être un chercheur curieux des traditions, de poésie populaire, de musique populaire; il doit trouver et choisir les grands livres populaires de tradition religieuse, de divulgation scientifique, historique, géographique; il doit pour raconter ou lire quelque chose de vivant, dans les heures récréatives, fouiller les livres... c'est lui qui doit inventer constamment des thèmes d'observation, en tenant compte du milieu, pour les devoirs de composition mensuelle et annuelle et il n'a plus à sa disposition de manuels de style, ni les parties scolaires de journaux pédagogiques... (*Ibid.*)

3. « L'école est la rencontre de deux spontanités : celle du maître, qui a une spontanéité éducative et cherche continuellement la meilleure voie pour discipliner et développer l'effort des élèves, pour ne pas devenir le compteur mécanique de la faculté de répétition du disciple, et celle de l'élève qui a besoin de se sentir engagé entièrement, de toute son âme, dans son travail. » *Vita Nuova*, p. 57.

forme. Elle est l'expression hautement spiritualisée de la vie nationale.

Un coup d'œil d'ensemble sur les programmes eux-mêmes dans le cadre nouveau de l'école, réorganisé par le même décret du 1^{er} octobre et déjà commenté ci-dessus, précisera l'intention du législateur; laisse de côté dans cet exposé la question de l'enseignement religieux qui fera l'objet d'une étude spéciale.

Pour le degré préparatoire (enfants de trois à six ans), les matières d'enseignement sont : chant et auditions musicales, dessin spontané, gymnastique des jeux, faciles exercices de construction, de modelage et autres travaux manuels, jardinage et élevage d'animaux domestiques, notions les plus générales et les plus communes, correction de préjugés et superstitions populaires.

Pour le degré inférieur (enfants de six à neuf ans), outre la continuation des exercices ci-dessus énumérés et notamment chant, dessin et gymnastique : lecture, écriture, calcul; traduction orale de textes en patois; exercices faciles de composition écrite; récitation d'hymnes nationaux et de poésies; notions variées acquises par l'observation et l'expérience directe du travail agricole et industriel; connaissance d'œuvres d'art, de vestiges historiques, de monuments; rudiments de géographie.

Pour le degré supérieur (neuvième à douzième année), développement des exercices du premier âge et, de plus : lecture de livres destinés à orienter les enfants dans les problèmes de la vie domestique et sociale; histoire et géographie, particulièrement de l'Italie; notions sommaires et lectures concernant la vie administrative, agricole, industrielle, commerciale, bancaire, les conditions du marché du travail des pays vers lesquels se dirigent les courants d'émigration permanents ou temporaires de la région; notions d'instruction civique et d'économie politique; calcul; éléments des sciences; formation de collections au cours d'excursions scolaires; hygiène; dessin appliqué; gymnastique en rang serré et exercices de scoutisme.

L'intention du législateur, et il l'a exprimée dans le rapport inédit qui précédait le projet de décret soumis au conseil des ministres, c'est d'adapter l'instruction élémentaire plus exactement que par le passé « aux exigences de la vie locale et

nationale en la libérant en même temps des abstractions qui en tuent l'esprit ».

Une place d'honneur est réservée, on l'a vu, aux enseignements artistiques¹ qui doivent être, selon les instructions mêmes, et spécialement le dessin et le chant, « disciplines fondamentales dans l'école de l'enfance ». Chant, dessin spontané, calligraphie, récitation, placés ensemble dans l'horaire, reçoivent quatre heures par semaine dans les classes préparatoires et cinq heures dans les cours supérieurs.

Les jeux et les mouvements ont pour but de développer pratiquement le sens rythmique chez les enfants. Les chants seront une récréation éducative; ils seront courts et faciles, de sujet varié et d'inspiration surtout religieuse et nationale, faits pour les voix de moyenne étendue. L'éducation rythmique, voilà l'Italie convertie d'un coup à l'école Dalcroze.

Pour le dessin², la première préoccupation de l'éducateur doit être de ne point gêner le développement spontané du génie infantin. L'enfant dessine ou barbouille, mais il a en tout cas besoin de s'exprimer graphiquement. Arrêter cette expression ingénue, ce serait, remarquent fort justement les instructions italiennes, faire obstacle au développement même

1. Loué sans réserve par les amis de la réforme qui se sont plu à noter « la grâce et l'eurythmie » qui y dominent « la formation de l'esprit » (Attilio Momigliano, dans *Nuova Antologia*), ce caractère esthétique a été — avec l'introduction de la religion à l'école — le point le plus attaqué de la réforme de l'enseignement primaire.

Luigi Credaro, dans son discours au Sénat du 4 février 1925, y voit une marque de « mégalomanie », une réforme bonne pour une nation « très riche et civilisée où il n'y aurait pas trace d'analphabétisme ». « On donne trop d'importance à l'éducation esthétique aux dépens de l'éducation morale et économique vraiment indispensable. Maîtres et élèves doivent maintenant consacrer une bonne partie de leur temps à des pantins. Si vous allez visiter des écoles élémentaires, vous trouverez les murs tapissés de ces essais artistiques qui sont toujours les mêmes depuis Adam. »

Carlo Zanzi, dans les *Diritti della Scuola* du 8 mars 1925 (article de tête), reproche aux nouveaux programmes d'avoir « bouleversé les enseignements en mettant au premier plan chant, danse, dessin spontané, gymnastique et autres friandises didactiques du même genre ».

2. C'est ce point de la réforme — le plus discuté — que l'initiateur principal, G. Lombardo-Radicke, a défendu avec le plus de vigueur. En 1925, il publie : a) dans sa revue *Educazione Nazionale*, de février 1925, un article avec figures hors texte sur le dessin spontané d'un enfant; b) une petite brochure très illustrée sur le langage graphique des petits enfants; c) dans le volume *Vita Nuova della scuola del popolo*, un « essai bibliographique sur l'éducation nouvelle et le dessin des petits enfants », de soixante-deux pages qui contient, avec une introduction générale sur le sujet, une longue bibliographie critique (principalement italienne) de l'enseignement esthétique en général et du dessin scolaire en particulier, enfin le compte rendu de diverses expériences et notamment de la mise en pratique de la réforme à Gorizia.

de l'esprit. « Il faut, avant tout, que l'enfant s'exprime de lui-même et selon ses moyens. La correction viendra progressivement avec l'âge. Qu'on y aide sans y contraindre! Corriger prématurément, dans ce cas comme dans tous les autres, c'est troubler, c'est ravager même les premières intuitions. » En conséquence, le programme de dessin conseille dans une première période de se borner à observer les aptitudes des enfants; puis on passe aux exercices dirigés : distinction progressive des couleurs fondamentales; dessin spontané, dessin de mémoire; dessin d'après nature; observation d'œuvres d'art sur reproductions en couleurs ou projections lumineuses. Voici, par exemple, la progression des exercices, au cours élémentaire pour amener au dessin d'après nature : 1° un objet connu des élèves est décrit oralement, après quoi, ils essayent de le dessiner par cœur; 2° un fait connu de tous est dessiné par le maître; 3° un fait raconté en commun par le maître et les élèves est dessiné par ceux-ci de mémoire; 4° un objet leur est présenté pendant quelques minutes, puis caché, et ils ont à le reproduire par cœur; 5° un objet ramassé pendant une promenade est le sujet d'un examen détaillé et d'explications, puis quelques jours après, les élèves sont invités à le dessiner de mémoire; et de même un dessin corrigé antérieurement est donné à refaire quelques semaines après.

Le dessin libre reste un des éléments essentiels de l'enseignement de la langue nationale par la composition écrite. L'exercice le plus original¹ est cette « composition mensuelle illustrée » qui doit être le résumé d'observations nombreuses faites pendant le mois entier sur un cahier spécial et portant sur un même sujet, commun à tous les élèves; dans la troisième élémentaire, cet objet de l'observation peut être le jardin public, un poulailler, un arbre; plus tard, ce sera un animal, un ensemble, « un milieu naturel dans les divers moments de

1. Dans le compte rendu de l'enquête faite à Gorizia sur la pratique des nouveaux programmes, G. Lombardo-Radice (*Vita Nuova*, etc., p. 254-299) remarque que cette nouveauté a embarrassé les maîtres, d'ailleurs pleins de bonne volonté et surtout les élèves. Une institutrice déclare que les enfants du cours inférieur ne pouvaient guère sortir de sèches énumérations au début : le thème donné en février 1924 : « Mes jouets », n'avait amené qu'un dénombrement sans intérêt. Ce furent des difficultés « transitoires », il semble que les illustrations aient été, au moins tout d'abord, plus originales que les commentaires écrits par les élèves. Les sujets étaient d'ailleurs bien choisis dans la vie scolaire ou parmi les objets faciles et intéressants à observer : une plante qui a germé en classe, les poissons de notre bocal, l'élevage du ver à soie en classe, la station à l'arrivée du train, etc...

ses manifestations ». Chaque groupe d'observations sera précisé par un dessin, exécuté sans conseil ni correction; l'expression graphique et littéraire sera toute spontanée. Sans être systématisée de cette manière, cette illustration libre a été depuis longtemps introduite dans les écoles françaises et garde çà et là encore toute la faveur qu'elle obtint à ses débuts.

Cette alliance du dessin et de la composition n'est d'ailleurs qu'un des moyens, mais non le seul, conseillés par les instructions officielles pour donner à l'enseignement de la langue nationale un caractère vivant et concret, pour l'arracher aux exercices de pure convention, aux lexicologies arides et prématurées et le mettre au centre de la vie scolaire. Les premières phrases écrites par l'enfant doivent exprimer des besoins, des désirs, des sentiments variés, des observations personnelles¹. Plus tard viendra le « journal de la vie de l'école », relatant tous les épisodes de la vie scolaire, accompagnés d'un commentaire tout personnel rédigé en quelques lignes très courtes : études, absences, louanges et reproches, impression produite par un récit du maître, description de jeux, anniversaires et fêtes. On fera même, pour assouplir la langue, des comptes rendus écrits de lectures faites à l'école ou à la maison.

Les programmes de calcul marquent la préoccupation exclusive de graduer les efforts et d'établir par de lents débuts une base solide aux études ultérieures : « il faut deux mois, spécialement dans les écoles rurales, pour prendre conscience des premiers nombres de 1 à 5; ce n'est que vers le quatrième mois qu'on pourra dépasser le nombre 10; on peut espérer en un an arriver au nombre 20; mais alors on aura conquis pleinement les 20 premiers nombres, arrivant à une aisance et une assurance absolues » dans les quatre opérations, par écrit et mentalement jusqu'au nombre 20. Ayons donc patience et passons aux « notions variées ».

1. D'après l'enquête de Gorizia, il semble que les enfants aient accueilli avec grand plaisir ces innovations — non point pourtant dans les classes supérieures où la nouveauté déconcertait les élèves habitués à d'autres méthodes, — mais surtout parmi les tout petits.

« Mes écolières sont très satisfaites (dit une institutrice). Elles considèrent comme un honneur d'être chargées d'observer un objet ou un milieu donné. Avec quel enthousiasme elles ont reçu la première invite à observer la place publique dans ses aspects variés. Comme elles furent contentes quand je leur dis en plaisantant, qu'elles devaient faire un rapport comme des journalistes. Elles circulaient seules ou en groupes à travers la place de la Victoire, très proche de l'école, pour en examiner les bâtiments, les boutiques, la foule, la vie. »

Sous ce titre, le programme et les instructions renferment une série d'enseignements successifs qui commencent par l'observation immédiate des objets familiers et se continuent par la géographie et l'histoire. L'enfant commencera donc à regarder son corps, ses vêtements, son habitation, les personnes qui l'entourent, les animaux et les plantes; cependant que lui seront inculquées les premières notions d'hygiène¹, plus nécessaires dans les pays méridionaux d'Europe que partout ailleurs. C'est à la troisième classe seulement que commence la géographie, par des observations encore, et le plus possible au cours d'excursions scolaires. Le premier objet de cet enseignement, c'est la commune et ses environs. Dans le même temps, des récits illustrent les grands événements de l'histoire moderne et particulièrement de la dernière guerre. Et ce n'est qu'à la classe suivante, quatrième élémentaire, première du cours supérieur, que commencera l'étude systématique de l'histoire par les monuments anciens, les héros grecs, les héros romains. Encore ne trouvons-nous guère de récit enchaîné dans le programme détaillé des instructions :

Grandes figures de l'histoire italienne pendant la période des dominations étrangères avec mention particulière des faits de la région;

Grands peintres, sculpteurs et architectes italiens et spécialement ceux de la région;

Grandes découvertes scientifiques dues à des Italiens;

Notions sur l'histoire d'Italie au dix-neuvième siècle;

L'armée et la marine d'Italie;

Ilhistoire de la Grande Guerre et lectures concernant les figures et les épisodes les plus glorieux dus à une action collective ou individuelle;

Les grands travaux publics en Italie après l'unification;

1. « La conscience hygiénique continue malgré tout à être une des lacunes les plus graves de notre peuple, même parmi les éléments cultivés », dit Lombardo Radice, dans *Vita Nuova della Scuola del Popolo*, p. 177, et il expose là l'origine, le but et les moyens de son programme d'hygiène.

Ce programme a été inspiré par les travaux et enquêtes antérieurs et notamment par les travaux du Congrès d'hygiène tenu à Turin en 1898.

Les instructions qui accompagnent le programme recommandent de faire plutôt un enseignement pratique que des leçons en forme et de veiller à la propreté effective des élèves et des locaux scolaires. « C'est là un langage nouveau que nous n'étions pas habitués à entendre dans des documents officiels et qui mérite l'approbation complète de nos médecins », remarque *Il Policlinico* du 10 décembre 1923, la principale revue médicale d'Italie.

conditions du travail et de la richesse nationale et comparaison avec les autres pays.

Ces notions seront complétées dans les classes supérieures par des lectures et des récits et surtout par une étude approfondie des colonies italiennes. Les pays hors de l'Italie ne sont guère mentionnés que pour leur développement économique dans le cours précédent et ici pour leurs domaines coloniaux. La commune, la nation, voilà l'important. Histoire générale, géographie générale sont négligeables : il y a lieu avant tout de cultiver l'italianité.

Dans les enseignements scientifiques qui apparaissent sous une forme systématique à partir du cours supérieur (quatrième classe) continue à prédominer le souci de l'hygiène. Et nous ne signalerons rien d'exceptionnel non plus dans les notions de droit et d'économie politique, pas plus que dans les travaux de couture. Nous indiquerons, sans nous arrêter, le programme de gymnastique ¹ qui bannit les exercices « chorégraphiques » comme portant préjudice aux études, mais prescrit les exercices du scoutisme et engage le maître à se mêler aux jeux comme un arbitre et comme un frère aîné. Nous voulons insister seulement, pour terminer cette revue rapide de vastes instructions, sur l'innovation la plus curieuse de ces programmes : les occupations intellectuelles et récréatives.

Nous avons eu, nous avons encore, en France, en maints endroits, des lectures du samedi. Voici un enseignement de fantaisie qui occupe, dans les sections préparatoires six heures par semaine, et encore quatre dans le cours moyen, une dans

1. La gymnastique doit être hygiénique, morale et éducative.

« Les jeux collectifs des enfants valent mieux que les leçons, pour faire connaître le caractère des enfants et permettre de le modifier. Cette vérité bien banale qui n'a besoin d'aucune illustration est cependant la moins respectée de toutes. Les maîtres doivent assister aux jeux des élèves comme des frères aînés, comme des juges impartiaux des querelles et même comme des camarades de jeux...

« Pour les jeux on ne prescrit pas de programme, mais on indique les résultats moraux que les élèves doivent atteindre :

« 1^o Discipline individuelle et hiérarchique;

« 2^o Soins de la santé, de la propreté, de la souplesse du corps;

« 3^o Préparation sévère et persévérance dans l'effort;

« 4^o Aide prompt et généreuse envers le plus faible; esprit de sacrifice pour faire jouer les plus petits ou les moins adroits; appréciation sans jalousie de la valeur des autres, et esprit d'émulation;

« 5^o Disposition au commandement; les élèves devront savoir reprendre un ton de cordiale camaraderie à peine fini le jeu où ils auront exercé le commandement. » (Programmes officiels, traduction française du ministre de l'Instruction publique italien.)

le cours supérieur. Il comprend : des récits faits par le maître, des jeux de l'esprit, devinettes, charades et logogriphe; des concours de récit et d'invention; des curiosités scientifiques. Les récits, lectures expressives courent parallèlement aux programmes suivis; ce sont des légendes héroïques ou chevaleresques, la vie de Garibaldi ou de Battisti, une description enthousiaste d'un beau site national ou un chapitre de la vie des insectes de notre Fabre. Mais lecture, récit ou devinette, toute cette partie en marge de la doctrine et du système paraît heureusement inventée pour donner plus de vie encore à l'école, enlever au maître aussi souvent que possible cette sévérité solennelle qui rend l'étude rébarbative et l'inviter à prendre ce ton familier et gai, qui séduit l'enfance et convient d'ailleurs à tous les enseignements élémentaires, où devrait s'ouvrir, aux yeux de l'enfant ravi, un monde de brillantes images et d'expériences merveilleuses.

Considérés dans leur ensemble, ces programmes constituent un effort digne du plus grand éloge pour moderniser ¹ l'enseignement populaire et l'adapter au moment présent et à l'état

1. Les auteurs des programmes désirent que l'effort de modernisation se prolonge et que l'école italienne continue à profiter de toutes les expériences. Ils prévoient donc des initiatives ultérieures, dès la publication des nouveaux programmes et donnent à la fin de ceux-ci des règles pour « les discipliner en citant en exemple aux futurs novateurs », deux expériences en cours et couronnées de succès, la *Scuola Rinnovata*, du quartier Ghisolfi à Milan et l'école Franchetti, la *Montesca* de Città di Castello. Voici ces règles, placées à la fin des programmes.

« Instructions pour régler les expériences de différenciation didactique :

Le ministère de l'Instruction publique, tout en donnant, avec ces programmes, des instructions à toutes les écoles d'Italie, pour obtenir l'uniformité nécessaire à établir une tradition didactique nationale, consent, mieux encore désire qu'un certain nombre, limité, d'écoles, adoptent et appliquent des programmes différents des programmes officiels, pourvu que ces programmes aient l'autorisation du ministère. On autorise ces expériences dans les écoles des communes autonomes, mais les autorités préposées à l'école en limiteront le nombre : on ne permettra pas plus de trois cours par ville; et l'on ne renouvellera les autorisations qu'après avoir rigoureusement contrôlé les résultats obtenus. Les écoles où ces expériences ont lieu, pourront être visitées par quelque autorité que ce soit, indépendamment de leur juridiction. Un registre sera réservé aux observations des personnes qui accompliront ces inspections. Seuls auront pourtant une valeur juridique, les jugements formulés par une commission nommée par le Provéditeur, et de laquelle feront partie un inspecteur des écoles, un professeur de pédagogie de la région et une autre personne compétente, selon la nature de l'expérience pédagogique que l'on devra examiner. En outre, en chaque circonscription scolaire dirigée par un inspecteur, le ministère consent que l'on fasse des essais de réforme; mais seulement en deux communes de la même circonscription. On fera l'expérience de ces réformes pendant les années scolaires 1923-1924, 1924-1925, 1925-1926. Le programme relatif à chaque expérience sera autorisé par le Provéditeur, après avoir entendu le Conseil scolaire, vu le rapport de l'inspecteur. La réforme peut se rapporter à tout le programme, ou bien à une ou plusieurs matières. Si la réforme, dont on veut faire l'essai, exige

actuel du peuple italien. Sans doute, ils sont l'expression très étroitement fidèle d'un idéal politique et philosophique : patrie et religion (pour celle-ci, le chapitre suivant apportera de plus grandes précisions) y occupent la place d'honneur, inspirent et pénètrent tous les enseignements. L'importance et la forme de ces deux éléments primordiaux tiennent au triomphe actuel d'un parti : leur étoile qui brille actuellement d'un si vif éclat peut pâlir. La partie la plus durable et la plus attachante de ces programmes est proprement didactique. C'est l'application, la codification, la traduction en préceptes italiens, pour l'Italie, de tout le mouvement éducatif des vingt dernières années, la révolution par en haut appelée çà et là par tant de bons esprits et réalisée dans divers pays en des expériences isolées plus ou moins fragmentaires. Ecole du travail de Kerschensteiner et école active de Clarapède; *Project Method* de Chicago et enseignement local particulièrement cher aux Français; *Gelegenheitsunterricht* (enseignement occasionnel) des nouveaux programmes prussiens et communautés de travail du Wendekreis (Tropique) de Hambourg; éducation esthétique de Wyneken et Maison des enfants de Mme Montessori, tout ce qui inspire dans les grands pays civilisés du monde les écoles nouvelles et les écoles d'essai a trouvé accès dans ces nouveaux programmes. Comme importance, comme ampleur, les instructions du 11 novembre rappellent les instructions¹ françaises relatives à nos nouveaux programmes primaires. Les instructions et les programmes d'Italie, qui avaient à réformer une situation restée longtemps stationnaire dans un pays où l'initiative individuelle avait eu jusque-là peu d'action et les grandes réformes récentes peu d'influence, marquent une coupure plus nette avec le passé, un élan plus vigoureux vers l'avenir.

des moyens didactiques spéciaux pour lesquels seraient nécessaires des fonds, le Provéditeur a la faculté d'imposer à tous les patronages de la circonscription une contribution jusqu'au 5 p. 100, des fonds dont ils disposent. Cette contribution sera notée dans le bilan du patronage à ce titre : « Expériences didactiques dans la circonscription. » A la fin de l'année, le Provéditeur fera un rapport particulier de toutes les expériences que l'on fait dans toute la région. Il alléguera à ce rapport les rapports des directeurs et des inspecteurs. » (Programmes officiels, traduction du ministère italien.)

1. *Revue pédagogique*, Paris, Delagrave, 1923, n° d'août, entièrement consacré à ces instructions

6. La Religion à l'école primaire

Les programmes, les instructions, les circulaires d'application bousculaient bien des habitudes et renvoyaient à leurs études plus ou moins chères de vieux maîtres blanchis sous le harnais. Peu de plaintes, peu de protestations se sont élevées. L'appel vibrant du directeur général a suscité des enthousiasmes sincères. Jusqu'au lointain Tessin, canton de langue italienne¹ de la Confédération helvétique, l'ardent prophète sicilien a été invité à faire retentir sa parole généreuse. Même des revues qui sont politiquement dans l'opposition ont salué avec joie les instructions du 11 novembre : « Un souffle d'air frais et pur, écrivent les *Diritti della Scuola* du 9 décembre, la vision d'un large paysage inondé de lumière et d'azur, la sensation délicieuse d'être sur les hauteurs, de dominer de plus vastes étendues de collines et vallées riantes, la volupté de respirer d'une inspiration plus profonde et plus large, voilà la première impression que suscitent les nouveaux programmes. »

De toutes les innovations, une semble avoir suscité plus que des réserves, plus que des objections, une véritable opposition, d'autant plus notable en cette période exceptionnelle que l'opposition entraîne quelques inconvénients et même quelques risques : c'est l'introduction ou pour mieux dire le rétablissement, et, cette fois, dans une situation privilégiée, de l'enseignement religieux à l'école primaire.

Pour apprécier équitablement et sans passion cette mesure grave², c'est dans son milieu historique, spécifiquement italien, qu'il faut la replacer.

La loi Casati, du 13 novembre 1859, était formelle : parmi les matières d'enseignement des deux degrés de l'école pri-

1. L'organe du corps de l'enseignement primaire de ce canton, l'*Educatore della Svizzera Italiana* (directeur Ernesto Pelloni, à Lugano) consacre l'article de tête du n° 23-24 (15-31 décembre 1923), à Lombardo-Radice et à ses programmes nouveaux : « Pour Giovanni Gentile, c'est une rare fortune que d'avoir pour collaborateur un esprit évangélique et de missionnaire, un chevalier de l'idéal tel que son directeur de l'enseignement élémentaire. »

2. L'importance de cette réforme a été signalée en termes particulièrement vigoureux par l'organe officiel du fascisme *Critica Fascista*, 1^{re} année, n° 8, Rome, 1^{er} octobre 1923, article de A. Ronda, « Religion et Ecole », p. 159, qui commence ainsi :

« La réforme hardie qui replace à l'école l'enseignement religieux, remettant en

maire, elle plaçait au premier rang (article 315) l'instruction religieuse, dont ne pouvaient être dispensés (article 374) que les élèves dont les parents ou tuteurs déclarent qu'ils se chargent eux-mêmes de cet enseignement.

Or, d'après le Statut ou constitution de 1848, qui a d'abord régi le Piémont et qui continue à régir l'Italie, « la religion catholique, apostolique et romaine est la seule religion d'Etat; les autres cultes existant actuellement sont tolérés conformément aux lois (art. 1) ».

Ces deux textes établissaient nettement l'obligation d'enseigner à l'école la doctrine catholique.

Contre ces prescriptions fondamentales, des communes, des cités, des gouvernements libéraux se sont fréquemment insurgés. Une campagne méthodique par la presse, par les journaux satiriques (notamment l'*Asino*), par meetings et conférences en 1907 et 1908 aboutit à de grands débats parlementaires, sous un ministère Giolitti. A la Chambre, une motion Bissolati « interdisant » dans les écoles tout enseignement religieux, est repoussée par 317 voix contre 60. Par contre, le règlement Rava, qui apportait des tempéraments sérieux à la loi organique, était accepté par 279 voix contre 129¹. Ce règlement célèbre, de 1908, prescrit en son article 3, que les communes doivent pourvoir à l'enseignement religieux de ceux des élèves dont les parents le demandent expressément; si le conseil municipal ne juge pas opportun d'organiser cet enseignement, les pères de famille intéressés ont le droit de le faire donner par leurs soins dans les locaux mêmes de l'école.

La position officielle de l'instruction religieuse est ainsi transformée : obligatoire dans la loi organique, elle devient simplement possible par le règlement. En 1859, la règle générale était, pour les élèves, l'instruction religieuse; en être dispensé, l'exception. En 1908, la règle est l'abstention de la

honneur presque intégralement une tradition qui paraissait ensevelie avec l'Etat confessionnel, est un acte politique — au sens propre du mot — d'importance fondamentale... La réforme s'attaque à la base de cette laïcité démagogique qui constituait l'un des soutiens, en petit nombre, du squelette moral dénué de contenu de l'Etat tel qu'il était issu des révolutions libérales. »

1. Chiffres donnés par Egilberto Martire, député, dans un article intitulé : « Le Retour à la loi », et publié par le *Corriere d'Italia*, du 28 septembre 1923, reproduit par *Levana*, septembre-octobre 1923, p. 490-498.

commune, l'exception, l'instruction religieuse, si un nombre suffisant de pères de famille la demandent.

Sans doute, l'école italienne n'est pas encore laïque; le mot effraye d'ailleurs bien plus que la réalité; une énorme majorité se dresse contre la motion Bissolati et refuse de séparer radicalement l'église et l'école. Mais une majorité importante admet en fait cette séparation pour un grand nombre de cas et envisage un acheminement progressif vers l'école neutre. Plus précisément, 219 députés, qui reculent devant la séparation définitive de l'église et de l'école, se joignent aux 60 laïques convaincus pour décider une séparation progressive.

Opportunisme habile peut-être à cette époque, cette *combinazione* est probablement responsable du changement actuel. Les parlementaires avaient préparé une laïcisation de l'école: ils n'avaient pas osé la décréter par une loi organique nouvelle. Il manquait à l'Italie, à ses représentants, à ses dirigeants d'alors la conviction ardente, la foi qui anima les législateurs français de l'ère de Jules Ferry. Les débats de 1907-1908 se terminaient en réalité sur un malentendu: un règlement scolaire était chargé de transformer les lois fondamentales de l'Etat, statut de 1848 et loi organique de 1859. C'était un coup oblique plus qu'une mesure légale et en tout cas cette mesure¹ ne pouvait porter ses fruits que si les libéraux continuaient à diriger et préparer l'opinion publique encore flottante. Mais éviter un problème n'est pas le résoudre et l'ordre nouveau a surpris l'école en plein changement de front, religieuse par la loi, demi-laïque par le règlement, indifférente de par la majorité de l'opinion. Le fascisme apportait avec lui une doctrine et une foi.

En arrivant au pouvoir, Mussolini prenait « devant la nation l'engagement solennel de donner à l'instruction religieuse une place importante dans l'éducation de l'enfance », ce *solenne*

1. Ou plutôt demi-mesure et susceptible d'interprétations contradictoires. Dès 1922, sous le ministre Anile, membre du parti populaire, le règlement de 1908 sert de base à une réorganisation de l'enseignement religieux dans les écoles primaires des communes favorables à cet enseignement.

Par circulaire, n° 57, du 20 octobre 1922 (*Bollettino Ufficiale*, du 26 octobre, p. 1983), le ministre explique que les formalités imposées peu à peu aux pères de famille qui demandent pour leurs enfants l'instruction religieuse, sont en grande partie injustifiées et recommande aux autorités scolaires de déférer aux vœux des populations aussitôt qu'ils sont exprimés, de sorte que « lesdites demandes soient examinées et accueillies promptement et sans aucun retard ».

impegno, que les programmes de l'instruction publique rappellent dans leur préambule, fait partie de la restauration de toutes les « valeurs nationales », essence même du fascisme.

« Base et couronnement de l'instruction élémentaire à tous ses degrés, la doctrine chrétienne sera enseignée selon la forme établie par la tradition catholique. Sont exemptés des leçons d'instruction religieuse à l'école, les enfants dont les parents déclarent qu'ils y pourvoiront personnellement. » La loi organique du 1^{er} octobre 1923 (art. 3) tient la promesse solennelle du 30 octobre 1922. La loi Gentile restaure la loi Casati en reprenant une partie de ses dispositions et même de ses expressions. Elle la précise en spécifiant que l'instruction religieuse sera conforme à la tradition catholique.

Réaction politique, négation de la liberté de pensée, abandon des conquêtes modernes de l'Etat, retour à la conception moyenâgeuse et romaine du bras séculier au service de l'Eglise? On le croirait au premier abord, et on l'a dit hors d'Italie et en Italie même; le dictateur ne s'en est pas autrement ému. Mais son ministre s'en défend énergiquement et c'est là l'aspect vraiment original de la réforme.

La restauration de l'instruction religieuse, affirme le ministre philosophe, est une manifestation de la « laïcité » de l'Etat, et Giovanni Gentile, intrépide dialecticien, le prouve.

Un résumé récent de ses arguments se trouve dans son discours du 16 novembre 1923, prononcé à l'inauguration de la session du conseil supérieur¹ de l'instruction publique. Le ministre commence par affirmer que la mesure si discutée n'est pas un de ces petits moyens politiques bons pour renforcer un parti en empruntant au parti adverse ses meilleures armes.

Pour être laïque, l'école doit être religieuse, voilà une vérité philosophique, mais de philosophie véritable et non de cette apparence qui s'arme de lieux communs, de partis pris, de préjugés, « philosophie de journalistes hâtifs et de libres penseurs, ainsi nommés parce qu'ils ne connaissent pas la liberté et n'ont pas appris à penser ».

Donc, pour un philosophe² digne de ce nom, l'Etat

1. *Levana*, n° 5, septembre-octobre 1923, p. 418-420

2. Francesco Collotti, professeur de philosophie au Lycée Maurolico de Messine, donne à *Levana*, de novembre-décembre 1923, des commentaires sur l'enseignement

laïque n'est pas Etat agnostique. L'Etat italien est laïque, parce qu'il est souverain et ainsi libre absolument; mais sa laïcité n'est pas une neutralité entre l'affirmation et la négation. Il n'a jamais existé d'Etat laïque dans ce sens, parce que tout Etat pour se défendre lui-même, et c'est le moins qu'il puisse faire, a toujours défendu quelque chose; il a donc implicitement affirmé pour son propre compte, la valeur de ce quelque chose, il a eu une doctrine, une foi. Il est clair que plus un Etat sera tel, plus il aura conscience de la doctrine implicitement contenue dans son existence même, et plus grande sera sa volonté de puissance dérivée de cette conscience. L'Etat italien possède en ce moment à un haut degré, ardente et presque exaspérée, cette conscience de son être, de sa substance morale, de son passé, de son avenir, de son histoire, de cette personnalité sacrée qui l'engage dans un avenir sublime et sacré. Sacré, parce que la patrie est sacrée, cette patrie idéale dans laquelle nous vivons et pour laquelle vivent nos âmes. Aujourd'hui donc, l'Etat italien a pris conscience de ce fait qu'il est la patrie incarnée, cette patrie réalisée, qui défend l'intérêt des citoyens, mais les suppose prêts à tout instant à sacrifier leurs propres intérêts et eux-mêmes afin qu'elle subsiste et grandisse.

Mais cet esprit de sacrifice est un esprit religieux, c'est la religion; de telle sorte qu'un Etat qui ne s'intéresse pas à la religion n'est pas un Etat, ce n'est pas l'Etat que veut être aujourd'hui l'Italie. Et que l'on ne dise pas, comme il a été dit : de la religion : oui, mais pas une certaine religion! Paroles vides de sens. Ce serait comme si l'on disait : de la poésie, oui, mais ni Dante, ni Shakespeare, ni Homère, ni d'autres. La poésie est toujours une poésie; il en est de même de la religion.

Puis l'orateur démontre que cette religion ne peut être en

religieux qui sont, en même temps qu'une profession de foi, d'idéalisme orthodoxe, une traduction familière de la pensée du maître :

« L'Etat trouve une religion, la religion *historique* des Italiens, la religion catholique, et dit aux citoyens catholiques, lui, *non-catholique*, mais religieux : soyez religieux; commencez au moins à être religieux dans votre religion; si vous voulez, plus tard, parvenir à *ma* non-religion, moi-même, je vous en fournirai les moyens, mais *il faut* que vous passiez par la religion; la religion que vous dites professer, *il vous faut* la professer, parce qu'avant tout vous devez être des *hommes*, vous devez avoir l'habitude de la foi : le contenu, vous le changerez ensuite quand vous voudrez, mais la religion, vous ne pouvez l'omettre. » *Levana*, 1923, p. 539.

Italie¹ que la religion catholique. Si l'État est conscience nationale active, conscience de l'avenir en fonction du passé, conscience historique, il est, en Italie, conscience religieuse catholique, même pour celui qui croit que la forme chrétienne catholique a besoin, comme tout ce qui vit en esprit, d'être revécue, et pour cela élaborée, élevée et sublimisée par un esprit toujours en éveil.

Donc, si les Italiens veulent être eux-mêmes, s'ils veulent continuer à recevoir de la souche primitive la sève qui vivifie le tronc et s'irradie dans les rameaux, ils doivent rejeter cet « indifférentisme sceptique, vide et sot, qui a été, depuis la Renaissance, le ver intérieur des intellectuels italiens, de ces intellectuels qui donnèrent cependant toujours le ton à la vie nationale ».

Il faut donc que les Italiens se tournent vers leur foi traditionnelle pour posséder une religion, qui jette des racines profondes dans le cœur de leurs enfants, qui enseigne à la jeunesse l'existence d'une force spirituelle sacrée et intangible. Ainsi, les enfants « sentiront qu'il y a une divinité, jugeant d'une voix impossible à couvrir, du fond de la conscience ». Et ces enfants devenus grands, habitués progressivement à juger par eux-mêmes, concevront peu à peu cette divinité selon les suggestions, les expériences, les convictions de leur propre esprit; mais, malheur à eux, et malheur à l'Italie, s'ils venaient à la perdre!

La religion d'après cette communication, résumée ici, du ministre n'est donc pas enseignée pour elle-même, mais

1. Le peuple italien, est-il par nature et par tradition religieux, et plus particulièrement catholique?

Dans *Levana*, 2^e année, n^o 5, septembre-octobre 1923, A. G. Jemolo, qui se présente lui-même comme « un de ces catholiques pratiquants rares en Italie, — moins rares en France — qui sont dotés d'une invincible antipathie pour tout ce qui est mentalité et éducation cléricales » (p. 441), exprime des doutes sur la religiosité de ses compatriotes. Il dit, notamment (p. 439) :

« Dans notre peuple, peu incliné à la pensée religieuse et qui depuis des siècles a cessé de donner des lumières à la théologie, chez qui florissait le mépris et se répandait l'indifférence pour tout ce qui est religion, alors que tendaient encore vers le ciel les aspirations immortelles de la religiosité moyenâgeuse; dans cette Italie où ne put prendre racine la Réforme, quelque active qu'ait été la spéculation théologique, si bien que les vives intelligences de la Renaissance si avides de savoir philosophique n'éprouvèrent pas le moindre intérêt pour les controverses du salut par la foi qui passionnait tout le peuple allemand... après un demi-siècle de voltérrianisme et d'encyclopédisme, florirent un libéralisme politique qui par nécessité des choses était anticatholique et un positivisme philosophique... qui dominèrent pendant près de soixante ans les « classes dirigeantes ».

Il s'agirait donc de recréer en Italie une âme religieuse, une foi catholique.

comme partie intégrante de la tradition nationale, comme forme première et nécessaire de l'idéalisme, de la moralité individuelle.

Dans ces affirmations, le ministre du fascisme est entièrement d'accord avec le philosophe¹ de l'idéalisme absolu. Il n'est pas opportun de rappeler ici dans le détail la place de la religion dans la philosophie de Giovanni Gentile. On sait que partant de l'idéalisme transcendantal de Kant, de l'analyse du Moi de Fichte, de la dialectique hégélienne, il statue dans la conscience l'« autoaltération » du sujet : le moi prend conscience de lui-même en posant le sujet comme objet; la conscience du moi est le résultat, d'abord d'une analyse, d'un dédoublement, puis d'une synthèse. Mais chacun des temps de cette opération représente une attitude de l'esprit qui a pu être isolée, conçue séparément et qui a formé le point de départ, la base solide de pensées, de doctrines, de civilisations entières.

Le sujet, conçu comme unique élément de la conscience, est l'essence même de l'art. L'homme qui s'enferme dans sa subjectivité, qui ne connaît que ce que sa passion, son inspiration lui suggèrent, c'est le lyrique, le poète, l'artiste. Par contre, le saint renie sa propre individualité, l'anéantit devant son Dieu qui n'est autre que l'esprit, le moi absolu posé comme objet en face de lui, occupant entièrement sa conscience. Ainsi, « le sujet se jette dans l'objet, faisant abstraction totale de lui-même : il s'immerge dans la contemplation de soi, comme il s'est altéré en s'objectivant, dans la contemplation de cet autre soi-même, dans lequel il ne se reconnaît pas et que, pour cette raison, il divinise et met sur les autels et adore. Sa propre personnalité est annulée, ou plutôt, elle réalise cet autoanéantissement qui est la caractéristique, en pratique comme en théorie, du mysticisme, et l'acte spécifique de la religion². »

Mais il est un troisième stade de la pensée, où l'antagonisme

1. Cf. notamment *Scuola e filosofia*, p. 299 et 325. C'est là que le futur ministre établit tout d'abord le rôle de la religion dans l'éducation populaire : la foi, âme de l'école, ne peut être donnée par la philosophie au degré élémentaire; elle ne peut être donnée par la science qu'il convient de laisser avec respect à sa place élevée; elle sera donc donnée par la religion qui, quoique fondée sur des mystères et des symboles, sera plus éducative qu'une école vide de contenu et privée d'âme.

2. G. Gentile, *la Riforma dell' educazione*, Bari, 1920, p. 232.

séculaire de l'art et de la religion se fond en une conciliation supérieure : l'esprit n'est, en réalité, ni sujet pur, ni objet pur; il est la fusion constamment renouvelée de deux éléments, un devenir perpétuel, et la forme consciente de cette synthèse est la philosophie. Art, religion, philosophie sont donc les trois moments successifs de la conscience individuelle ou humaine. On peut observer cette succession dans le développement d'une âme, d'un peuple, d'une civilisation. En Italie, la Renaissance proclame la toute-puissance du sujet, le règne de la vertu, l'art dominant la vie. Puis, vint la contre-réforme et l'éducation religieuse, à laquelle s'opposait de plus en plus l'autre foi, la croyance complémentaire à l'objet, réalité en soi, la science. Or voici arrivée l'ère de la philosophie par excellence, l'idéalisme absolu : « La vie humaine est vie spirituelle; mais vivre en esprit est penser; penser, c'est philosopher; qui dit philosophie dit idéalisme; et l'idéalisme doit être l'idéalisme actuel. O homme qui veux vivre une vie digne de la place qui te revient dans le monde, aie présente à l'esprit à toute heure la responsabilité que tu assumes par chacun de tes actes : réfléchis qu'en toi est le tout et qu'il y est par ton œuvre. » L'idéalisme est un effort épuré vers l'idéal. « La philosophie doit donc contenir la religion : elle doit donner à l'homme la conscience de la nécessité immanente de l'inhérence de la religion, ou de la présence de Dieu dans la vie concrète de l'esprit. Son progrès, le grand progrès de l'esprit humain, est conservation et accroissement¹. »

Suivant en cela un précurseur de l'idéalisme moderne, Giordano Bruno, il est tout prêt à dire : « Les vrais philosophes ont toujours favorisé les religions; ils savent que la foi est nécessaire à l'éducation des peuples grossiers qui doivent être gouvernés; la démonstration, opportune pour les esprits contemplatifs qui savent gouverner soi-même et les autres². »

Cette solidarité de la religion et de la philosophie, où la religion constitue l'étape inférieure, apparaît nettement dans le premier, le plus caractéristique, des manifestes par lesquels Gentile s'est imposé à l'opinion publique, dans son rapport sur l'école laïque présenté en septembre 1907 au congrès natio-

1. G. Gentile, *Discorsi di religione*, Florence, 1920, p. 88.

2. G. Gentile, *Giordano Bruno e il pensiero del Rinascimento*, Florence, 1920, p. 18.

nal de la Fédération des professeurs de l'enseignement secondaire.

« La morale, toute la vie morale humaine dans le sens le plus large du mot, veut une vision du monde et cette vision nous est donnée soit par la religion, soit par la philosophie. Où n'entre pas, où ne peut entrer la philosophie doit entrer la religion avec ses solutions faciles et arbitraires, autrement disparaît toute profonde conviction morale et tout sens véritable d'humanité. L'école secondaire, ouverte à la philosophie, peut, elle, aspirer à cette plus noble laïcité qui est l'objet de nos vœux; mais l'école primaire ne gagne à cette laïcité que la perte de ce commencement de la sagesse qui est bien quelque chose pour qui veut bien réfléchir, même s'il est rationaliste. Il faut donc se décider, sans préjugés et sans peur. Que l'école publique soit sur un certain modèle, et qui ne la veut pas ainsi renonce à l'instruction publique... De l'école neutre sortent les cléricaux et les anarchistes, c'est-à-dire des gens qui s'expliquent toute la vie en quatre mots, parce que personne ne la leur a jamais expliquée sérieusement ¹. »

Après avoir ainsi donné longuement la parole à l'auteur de la réforme, après avoir recherché dans sa pensée et ses actes antérieurs la signification de l'initiative actuelle, on peut affirmer que la restauration de la religion catholique à l'école primaire italienne n'est pas, dans l'intention du ministre tout au moins, un retour offensif du cléricalisme, une subordination de l'école à l'église. La religion, sœur cadette de la philosophie est chargée de suppléer son aînée, de lui préparer la voie, d'élever les esprits afin que les meilleurs puissent enfin profiter des lumières de la vérité pure, de la vérité philosophique.

Une « religion pour le peuple »? Dieu gendarme et garant de l'ordre établi? Ce serait, à entendre les tenants de l'idéa-

1. Cité d'après la revue *l'Unione Magistrale*, 3^e année, n^o 10, 29 juin 1923, p. 12.

La revue cite ensuite la riposte du professeur Salvemini qui proposait au même Congrès d'exclure de l'école non seulement « le catéchisme catholique, mais toute autre doctrine officielle qui par autorité supérieure prétendrait s'imposer à la conscience des maîtres et des élèves et nier la liberté essentielle de leur esprit ».

Elle donne de plus l'ordre du jour *Troiano* adopté par la majorité du Congrès et où s'affirme la parfaite liberté et indépendance de l'Etat moderne, essentiellement laïque et des communautés moindres qui en dépendent en ce qu'ils ont des fins de culture distinctes de celles de l'Eglise... Etat et communautés doivent « fournir aux jeunes générations, par le moyen de leurs organes didactiques, un contenu doctrinal spécifiquement scientifique »; le Congrès propose donc « la laïcisation intégrale des écoles publiques de tout grade dans le sens susindiqué ».

lisme absolu, défigurer grandement leurs intentions. Le ministre lui-même s'en est défendu dans une interview donnée au *Corriere d'Italia*¹. L'instruction religieuse a pour but, non d'inspirer cette crainte superstitieuse que suscite le tableau naïf de l'enfer et des supplices des damnés, mais de donner le sens et le goût de l'idéal, l'habitude du respect, d'incliner les âmes vers le divin pour leur donner la possibilité de comprendre plus tard les grandes valeurs spirituelles et purement humaines.

Au surplus, pour juger, et des intentions du ministre et des faits, rien ne sera plus décisif que l'analyse des prescriptions, programmes, instructions, qui règlent l'introduction de l'enseignement religieux à l'école primaire.

On a vu qu'il était obligatoire; ajoutons aussitôt qu'il s'étend à toutes les classes de l'école. Le décret-loi organique du 1^{er} octobre 1923 détermine avec précision sa place à chaque degré. Dès le degré préparatoire (enfants de trois à six ans), on trouve « les prières les plus simples » (art. 7). Au degré inférieur (enfants de six à neuf ans), « prières et notions fondamentales de la doctrine chrétienne; brèves et claires phrases et narrations de signification immédiate extraites des Ecritures et, notamment, de l'Evangile; puis récits de l'Histoire sainte; explication du Pater (art. 8) ». Au degré supérieur (enfants de dix à douze ans) « leçons sur la morale et sur le dogme catholique, en prenant pour base les dix commandements et les paraboles de l'Evangile; principes de la vie religieuse et du culte; sacrements et rites selon la croyance et la pratique catholiques (art. 9). » Selon l'horaire du 11 novembre, le temps assigné à l'instruction religieuse va d'une heure par semaine dans le cours préparatoire à une heure et demie dans les débuts du cours inférieur, pour se fixer à deux heures à partir de la troisième élémentaire.

Mais les instructions du 11 novembre nous avertissent dès le début que cette instruction ne doit pas être limitée aux périodes fixées dans l'horaire.

La religion, que la loi considère comme la base et le couronnement des études élémentaires, reçoit une place impor-

1. Cité par les *Diritti della Scuola*, 28 janvier 1923, p. 234. Le ministre expose qu'il n'est pas l'ennemi de la foi catholique et veut sincèrement lui rendre sa place et sa force dans la conscience italienne

tante dans beaucoup d'enseignements, car elle les enveloppe nécessairement de son esprit¹. Le programme de chant prévoit des chants religieux; celui d'italien offre l'occasion fréquente de rappeler et exalter les héros de la foi; celui des « occupations intellectuelles récréatives » indique, entre autres éléments, des récits faits par le maître sur des sujets religieux; et il n'est pas besoin de dire l'importance que prennent dans l'enseignement de l'histoire les personnages et les événements importants pour la culture religieuse.

« Aussi les heures spécialement consacrées à la religion ne sont-elles pas nombreuses et elles doivent être employées à faire méditer sur les sujets indiqués dans le programme et qui seront comme le point de concentration de tous les éléments de culture religieuse épars dans les divers enseignements. »

L'esprit de cet enseignement, disent les instructions du 11 novembre, ce doit être l'esprit qui anime l'œuvre littéraire d'Alexandre Manzoni : « Amour et crainte filiale, non servile terreur; que le sens du divin et de la Providence soit allumé dans les cœurs surtout par la contemplation de l'harmonie des choses, par l'observation de la vie morale, qui doit être moins définie par des règles et des aphorismes que représentée par les figures hautes ou humbles de croyants (le Cardinal Frédéric ou Lucia, par exemple, dans *les Fiancés* de Manzoni). » Les instructions répondent à la théorie du ministre : l'instruction religieuse est moins un catéchisme qu'une morale en action; elle recherche l'adhésion des âmes plus que l'effort des mémoires et veut moins apprendre que persuader. Il est vrai que les dernières classes de l'école primaire exigent, du maître au moins, une culture religieuse assez poussée. On lit au programme de la cinquième classe :

1° Prière quotidienne; revision du programme traité dans la classe précédente;

2° Les grands saints italiens;

3° Principes de la vie religieuse et du culte;

4° Sacrements et rites selon la pratique catholique, poésies religieuses;

1. « La religion en effet n'est pas spécifiquement une matière d'enseignement, sauf peut-être dans une très petite mesure; ce qui compte pour les petits, ce ne sont pas les formules abstraites, c'est l'esprit, la religiosité : l'aspiration aux cimes. » Giuseppe Lombardo-Radice, *Vita Nuova della Scuola del Popolo*, Rome, 1925, introduction, p. xxxvii.

5° Quelques chants grégoriens choisis parmi les plus connus et d'exécution facile.

Qui enseignera cette religion à l'école?

Le décret-loi organique du 1^{er} octobre en charge les instituteurs; l'instruction religieuse sera donnée aux jours et heures établis dans le règlement par ceux des maîtres des classes qui auront été reconnus capables et l'accepteront ou, à défaut, par des personnes étrangères à la classe et dont l'aptitude aura été reconnue par le provéditeur¹, après avis du conseil scolaire régional; pour établir l'aptitude des maîtres et des autres personnes, le provéditeur se conformera à l'avis de l'autorité ecclésiastique compétente.

Une entente est donc nécessaire entre les autorités scolaires et ecclésiastiques: elle est réglée par les instructions du 11 novembre, puis par le règlement² du 10 janvier 1924, qui prescrit en son article 3 : tous les ans, à la rentrée des classes, l'inspecteur local (ou à son défaut, provincial) confère personnellement avec l'autorité ecclésiastique la plus élevée du district scolaire, pour arrêter le choix des maîtres de religion et envoie au provéditeur la liste signée par lui et par l'autorité ecclésiastique revêtue d'un avis favorable à ce choix; la répartition des heures d'instruction religieuse est faite par le provéditeur d'après cette liste.

Le ministre a tenu à rassurer les instituteurs sur le caractère de l'enseignement religieux au moment où commençait l'application du nouveau programme, car la partie relative à la religion était immédiatement applicable. Par une circulaire³ du 5 janvier 1924, il explique ce qu'il faut entendre par la

1. Les Bulletins régionaux nous montrent l'application de la réforme. La *Scuola in Toscana*, de septembre 1925, publie (p. 112) une note sur « l'Enseignement religieux dans les écoles élémentaires », où l'on rappelle d'abord le règlement qui sera suivi :

« A la fin de ce mois, le provéditeurat, ou le Conseil scolaire, et prenant pour base les états fournis par les directeurs didactiques, procède aux déclarations d'aptitude et à l'habilitation à l'enseignement de la doctrine chrétienne, selon la forme reçue dans la tradition catholique. »

Pour constituer les états, « l'autorité ecclésiastique procédera d'accord avec les directeurs didactiques à l'examen de la liste des maîtres disposés à enseigner la religion; on en exclura les personnes appartenant à une autre confession, celles de conduite irrégulière ou notoirement antireligieuses, les anciens prêtres »...

2. *Ordinanza*, 10 janvier 1924, *Bolletino Ufficiale*, n° 3, 15 janvier 1924, p. 53.

3. *Bolletino Ufficiale*, n° 3, janvier 1924, p. 66.

La circulaire commence par expliquer le sens de l'enseignement religieux à l'école primaire.

« L'enseignement de la religion aux enfants est une garantie du sérieux de la

préparation de l'instituteur à l'enseignement de la religion. Il ne s'agit pas là d'une recherche de diplômes. L'aptitude est toujours à présumer, quand des maîtres qui, par ailleurs, ont fait leurs preuves « déclarent cordialement et sincèrement adhérer à la tendance des programmes de religion et sentent la nécessité d'inspirer aux jeunes cœurs la foi qui anime et soulève leur propre œuvre d'hommes et d'éducateurs ». Au surplus, on prépare des manuels; des cours ¹ s'ouvrent dans un grand nombre de villes, avec la collaboration de « vénérables hommes d'église », cours non suivis d'examens, « véritables entretiens libres, où se lisent et se commentent les pages mêmes qui seront recommandées aux enfants »; des revues à grand tirage donnent des programmes développés; des artistes travaillent pour orner les écoles de tableaux religieux; des industriels avertis préparent des reproductions à bon marché d'œuvres d'art. Rien ne sera donc prescrit absolument : « Le ministre répugne à mécaniser et à réglementer la préparation des maîtres... il est certain que celui qui répond : présent! à l'appel du directeur est un homme d'honneur qui dit la vérité. S'il offre, c'est qu'il a médité sur le problème didactique de la religion, nouveau pour l'école, mais non pas pour lui, qui aura enseigné la religion à ses enfants ou à ses plus jeunes frères, ou même à ses élèves, malgré le silence des anciens programmes, qui voulaient l'école de la neutralité, c'est-à-dire du néant. »

Arrivé au terme ² de cet exposé objectif de la réforme et des

pensée dans la génération future. Seul celui qui a conscience d'une valeur absolue donne une signification à la vie individuelle et respecte en lui-même et en autrui le même idéal auquel adhère son esprit. L'élément divin de la religion est une position de l'absolu qui révèle immédiatement à l'enfant ses devoirs d'homme; le divin, tel qu'il est conçu, est représenté par le christianisme et la parole divine qui place l'homme en face de lui-même... » Il ne s'agit donc point d'« esprit doctrinaire aride, de formalisme mécanique »; ce que l'on désire par l'école des enfants, c'est « la poésie et, pour ainsi dire, le chant de la foi ».

1. Le *Bulletin de Rome*, 1^{re} année, n° 1, p. 21, annonce pour le 7 février 1924, l'ouverture d'un cours « professé par l'illustre R. P. Giovannonzi qui donnera dix conférences sur l'enseignement de la religion dans les écoles élémentaires. Les maîtres et directeurs qui désireraient fréquenter ce cours devront se trouver à quinze heures le jeudi 7 et les jeudis suivants à l'Oratoire de Borromini »...

2. Il convient de faire allusion ici, même très brièvement, aux opinions exprimées en Italie autour de cette réforme, spécialement dans les milieux pédagogiques.

Contre la réforme, contre la confessionnalisation de l'école publique se sont élevés les organes de gauche : *Unione Magistrale*, organe officiel de la plus puissante association d'instituteurs; *Diritti della Scuola*, avec les articles de Guido della Valle pleins de réserves et de distinctions (10 décembre 1922), écrits dès l'aube du mi-

conditions dans lesquelles la religion a été réintroduite à titre obligatoire dans les écoles primaires italiennes, nous ne pouvons tout d'abord nous empêcher de remarquer et de regretter le tour polémique des règlements, motions, articles ou circulaires à l'égard de la « vieille école laïque » sans religion. Il est pour le moins imprudent d'affirmer que de cette école soient sortis uniquement, en tout pays, des cléricaux ou des anarchistes. Une étude impartiale des institutions vraiment laïques peut démontrer que cette école est susceptible d'enseigner une morale, d'élever les âmes, d'inspirer des dévouements, de fonder sur des bases purement humaines un patriotisme éclairé et ardent, de donner à la jeunesse un idéal. La grande épreuve de 1914 a montré la population française unie dans un même idéal patriotique et que toutes les écoles, laïques ou confessionnelles, pouvaient être génératrices d'abnégation et de grandeur d'âme.

Il y aurait, d'autre part, beaucoup à dire sur la base philosophique de cet enseignement religieux. Affirmer *a priori* la présence de l'élément religieux dans les données de l'Etat pour l'en extraire et le présenter comme une conséquence de la notion même de l'Etat apparaît à certains égards comme une pétilation de principes. La notion de nationalité et la notion correspondante d'Etat peuvent subsister sans cet élément; les sceptiques, les agnostiques, les laïques font partie de l'Etat, sont pour leur part l'Etat et constituent un Etat dénué de cet élément religieux. La volonté de vivre en commun, la volonté de vivre sous les mêmes lois pourraient bien être, sans plus, les bases les plus solides de la nation et de l'Etat.

Mais il n'entre pas dans nos intentions d'engager une discussion d'ordre théorique sur la réforme italienne. Observateur étranger, nous sommes préoccupé avant tout de l'as-

nistère Gentile et inspirés surtout par les réformes de son prédécesseur Anile; *Rivista Pedagogica*, de mai-juin 1923, avec l'article polémique et bibliographique de Alfredo Poggi, « Neutralité scolaire et Enseignement religieux »; Mariano Maresca, dans le *Mondo*, du 2 mai; la *Cultura popolare*, dont le numéro de mai 1923 s'ouvre par un éditorial du directeur Giovanni Zibordi, sur « la Religion humaine », opposée à toute croyance imposée, numéro qui est consacré en grande partie à cette grave question.

On trouvera dans ce numéro le résultat de plusieurs intéressantes enquêtes sur l'introduction de l'enseignement religieux à l'école primaire, l'enquête de la revue *Conscientia*, celle de l'*Istruzione Media*, celle de la revue la *Scuola*, celle du journal la *Sera* à laquelle répondirent de hautes notabilités de l'enseignement supérieur comme Baratonio, Bodrero, Ernesto Bonaiuti.

pect spécifiquement italien de la question : y mêler d'autre part le point de vue français, nos expériences, nos préférences, ne ferait que nous détourner de notre objet.

La restauration de l'enseignement religieux en Italie n'a pas, à son point de départ, une signification politique. L'idéalisme absolu, amené au pouvoir et soutenu par le fascisme, fait triompher en cela une doctrine philosophique. Mais cette doctrine a d'étranges répercussions politiques.

Et d'abord, conforme en cela au vœu¹ du législateur philosophe, cette mesure a pour premier effet d'être une arme contre le cléricalisme; par elle, le fascisme en évolution enlève au parti clérical (les *popolari* de don Sturzo) la plus grande, la plus populaire de leurs revendications. Il est vrai que la manœuvre est subtile et délicate; l'école est entr'ouverte aux prêtres² : il faudra aux administrateurs beaucoup de souplesse et de vigueur, au gouvernement beaucoup de continuité, pour que collaboration ne signifie pas sujétion.

L'aspect le plus attachant de la réforme est la valeur morale et nationale donnée à l'enseignement religieux. Ici convergent deux dogmes, deux doctrines³ : l'idéalisme absolu sta-

1. La réforme gentilienne n'a pas été sans inquiéter les autorités religieuses. La note officielle de l'*Osservatore Romano*, en date du 18 septembre 1923, avant la réforme et dès les premiers communiqués à la presse, indique le désir du Vatican de voir reconnaître, dans quelque mesure, un droit de regard de l'Eglise, afin que « la capacité d'enseigner soit reconnue par cette autorité ecclésiastique gardienne et dépositaire de la « tradition catholique » selon laquelle doit se donner la doctrine chrétienne ».

2. L'auteur de l'article cité de *Critica Fascista*, le note expressément : « La réforme peut être déformée ou en arme ecclésiastique contre l'Etat, ou en arme laïque contre l'Eglise. »

« Certainement contre la liberté spirituelle qui anime tout le plan éducatif de Giovanni Gentile, contre cette conception de la souveraineté de l'esprit à laquelle il tend, se préparent des actions plus ou moins occultes qui visent à faire reconnaître, puisqu'on a reconnu la nécessité d'un enseignement religieux, la légitimité du contrôle de l'Eglise, unique dépositaire de sa vérité. Le passage est aisé avec des gouvernements moins forts. »

3. Veut-on, par cet enseignement, contribuer à former le citoyen italien, doté de ce sentiment de la discipline, du respect de la hiérarchie, de l'attachement à la tradition, de cet esprit de sacrifice dont le catholicisme est le plus grand représentant et la source intarissable? Veut-on par le catholicisme, qui sans doute est universel, mais si éminemment romain, faire sentir à notre peuple le lien le plus fort et le plus apte à créer l'homogénéité de notre race, renforcer le sens de la continuité de la vie qui nous relie à nos ancêtres par la vie spirituelle et la foi et nous ouvre les cimes que gravirent les génies de notre race, donner à notre peuple avec plus de vigueur que jamais et par le moyen du catholicisme, le sens de l'unité et la conscience de sa grandeur morale? » Dans cette étude, citée ci-dessus, p. 153, en note, A. G. Jemolo, *loc. cit.*, met en lumière la valeur politique de l'enseignement religieux et conclut son article en écartant la valeur proprement religieuse de cet enseignement qui ne pourrait être atteinte qu'après des difficultés redoutables avec l'Eglise.

quant la supériorité de la philosophie sur la religion et mettant la deuxième au service de la première — le fascisme impérialiste, restaurateur de toutes les valeurs nationales, mises au service de l'Etat et de l'expansion italienne. La religion à l'école primaire pour ces populations italiennes si fines, si vibrantes, si accessibles aux grandes leçons, si promptes à l'enthousiasme, mais aussi, d'autre part, si ouvertes aux préjugés, si ignorantes dans le Midi surtout et si instables et passionnées, cette religion raisonnée, pénétrante, persistante, c'est une discipline qui s'instaure, l'habitude du respect, le sens de la hiérarchie, un ordre moral et social librement accepté.

La religion au service de la morale, au service de l'Etat, c'est beaucoup moins peut-être une survivance latine de l'impérium romain, de la France napoléonienne, que de cette conception prussienne de l'Etat qui doit tant à l'idéalisme postkantien et à Hegel, et qui a modelé, pétri les âmes de l'Allemagne contemporaine.

La réforme qui vient de s'accomplir en Italie aura, si le gouvernement qui l'inspire reste assez longtemps au pouvoir, des conséquences incalculables sur l'avenir de la nation voisine. Le pays du *dolce vivere* s'arme pour la lutte dans tous les domaines : une étroite discipline intérieure, une volonté nationale, exaltée par une foi mystique dans les destinées de la patrie, transformeront ce peuple de quarante millions d'âmes qui ne fait actuellement que débiter sur la scène du monde.

Cette réforme Gentile dépasse le cadre des institutions purement scolaires; elle est au premier chef un événement politique.

7. Dispositions complémentaires

Les réformes étudiées dans les paragraphes qui précèdent sont tirées de trois décrets seulement ¹ qui apparaissent, à bon droit, comme la charte de l'école populaire nouvelle :

du 1^{er} octobre, sur les grades et les programmes de l'enseignement primaire;

1. On a vu, d'une part, que ces trois décrets avaient été complétés par une série d'ordonnances et de circulaires qui en règlent l'exécution; d'autre part, toutes les dispositions des trois décrets précités n'ont pu être examinées en détail.

Pour l'étude méthodique de la législation primaire, telle qu'elle doit résulter de la fusion des dispositions anciennes et nouvelles, on renvoie dès maintenant à l'édition critique du *Testo Unico*, laquelle forme la seconde partie du présent travail.

du 31 octobre, sur la classification des écoles élémentaires et la transformation des écoles à faible rendement.

du 3 novembre, sur l'administration et l'inspection de l'enseignement primaire.

Mais ce serait donner une idée incomplète et fausse, en vérité, de l'activité des réformateurs que de borner à ces documents, pour essentiels qu'ils soient, le tableau des institutions nouvelles dans le domaine de l'enseignement populaire.

On groupera donc ici, dans un ordre peut-être plus pittoresque que logique, un certain nombre d'innovations, sans avoir d'ailleurs la prétention d'être complet. C'est dans la diversité des sujets abordés et des problèmes résolus qu'apparaît encore la personnalité vigoureuse, la fécondité prodigieuse, la bouillante activité du directeur de l'enseignement primaire, du Sicilien enthousiaste et inventif qu'est Giuseppe Lombardo-Radice.

On a fait précédemment une brève allusion à la loi de l'obligation scolaire. C'est une des dispositions nombreuses qui ont paru à l'extrême limite de la période des pleins pouvoirs, laquelle se terminait légalement au 31 décembre 1923. Elle est donc datée du 31 décembre et a paru au *Bulletin officiel* du 12 février 1924.

Son article premier prescrit que l'instruction est obligatoire pour tous les enfants de six à quatorze ans¹. Les sanctions prévues sont : l'affichage pendant un mois de noms des insoumis, l'avertissement par le maire, des amendes de 2 à 50 fr. Sont remises en vigueur les dispositions des lois antérieures qui refusent aux illettrés le port d'armes, la patente commerciale, les emplois d'Etat.

Des facilités régionales sont, d'autre part, accordées pour concilier l'obligation scolaire et les nécessités du travail. Calendrier et horaires scolaires placeront les classes dans les « pauses du travail des champs » et, pour les villes, l'horaire des classes s'adaptera aux conditions fixées par la loi sur le travail des mineurs.

1. Prescription qui paraît répondre plutôt aux nécessités des accords de Washington sur les conditions internationales du travail des enfants et aux exigences des fonctionnaires américains de l'immigration qu'aux conditions réelles de l'instruction primaire en Italie. Obtenir de tous les enfants la fréquentation jusqu'à la dixième année sera déjà, pour les autorités scolaires italiennes, un progrès considérable.

La loi prescrit, d'autre part, la création de patronages scolaires, de mutualités scolaires. Une faculté de médecine est chargée de préparer un règlement pour l'éducation des anormaux. Dès maintenant, un crédit annuel de 500 000 francs est prévu pour organiser cette éducation et, d'autre part, les communes du royaume auront à verser 100 francs par enfant anormal pour concourir à cette organisation.

Enfin, elle fixe les règles de l'éducation des aveugles et sourds-muets.

Pour les aveugles, la loi a été précédée d'une vaste enquête ordonnée le 22 octobre 1920, par Croce, coordonnée en 1922 par Anile qui nomme une commission composée de représentants de l'Instruction publique, de l'Intérieur, des aveugles et des œuvres en leur faveur.

La commission, dans son rapport¹ du 24 février 1923, recommande l'application de l'obligation scolaire aux aveugles, le passage des écoles et instituts d'aveugles sous l'administration de l'Instruction publique quand l'Instruction y occupe la place principale; elle demande la division systématique des écoles existantes pour éviter les doubles emplois, puis la préparation d'un personnel enseignant spécialisé, enfin l'organisation d'un enseignement professionnel bien adapté à la condition des aveugles.

La loi de l'obligation scolaire réalise la plupart de ces vœux.

Elle institue l'obligation de l'Instruction pour les aveugles et les sourds-muets non anormaux. Pour les sourds-muets. l'obligation est prolongée à la seizième année. Enfin, elle dispose qu'un crédit annuel de 2 millions servira, à partir du 1^{er} juillet 1924, à entretenir une école de préparation des maîtres spéciaux, des écoles maternelles pour très jeunes aveugles et sourds-muets, ainsi que pour subventionner les écoles actuellement existantes.

Décider l'obligation est bien, mais cela implique que des mesures sont prises pour la rendre possible. Le même *Bulletin officiel* qui apportait la loi sur l'obligation donne aussi

1. Publié en supplément au n° 24 du *Bolletino Ufficiale*, du 14 juin 1923 (52 pages). Il comprend une étude approfondie de la question de l'éducation des aveugles ainsi qu'une bibliographie (surtout française et italienne) de la question. Il note que depuis le vote unanime de la Chambre des députés, le 19 juin 1885, en faveur de l'Instruction des aveugles, rien n'a été fait jusqu'ici dans ce sens, par le ministère de l'Instruction publique jusqu'à Benedetto Croce et son enquête.

(12 février 1924) le décret (daté également du 31 décembre 1923) sur les constructions scolaires.

Comme pour les aveugles, la loi est précédée d'une enquête et d'un rapport détaillé¹ publié le 20 décembre 1923. Ce rapport contient l'historique de la question depuis la première loi qui établissait le principe de l'intervention de l'Etat par des prêts de faveur, à intérêt réduit, la loi du 18 juillet 1878; il indique, en passant, l'importance exceptionnelle de la loi du 4 juin 1911 qui permettait de consacrer 240 millions à ces constructions. Il montre enfin que, malgré les efforts antérieurs, de grands sacrifices sont encore nécessaires².

D'après l'enquête récente, sur les 82 854 écoles d'Italie, 45 655 soit 55 p. 100 ont des locaux suffisants, 37 199 soit 45 p. 100 ont des locaux médiocres ou insuffisants. En général, les régions du Nord sont bien pourvues; le Midi et les Iles sont, comme de coutume, les déshérités; en Basilicate, les 90 p. 100 des écoles sont misérables.

La loi³ du 31 décembre 1923 subdivise, pour les subventions, les communes selon les conditions de l'instruction et des constructions scolaires tout à la fois. La catégorie inférieure comprend, par exemple, les communes qui contiennent plus de 40 p. 100 d'illettrés et qui auraient besoin d'un nombre de locaux égal au cinquième, ou plus, des locaux existants.

La classification des communes en quatre catégories, selon le principe ci-dessus, est faite pour trois années. Les fonds de concours de l'Etat seront répartis entre les catégories à raison de 10/20, 6/20, 3/20, 1/20 respectivement. Ces fonds, qui seront augmentés, chaque année, de 1 million, pendant dix ans, sont destinés à aider les communes pauvres à payer l'intérêt des emprunts à faible intérêt contractés auprès de la Caisse des dépôts et prêts. Enfin, pour les petites écoles à deux salles des communes très pauvres, l'Etat payera directement la moi-

1. Tirage à part du *Bolletino Ufficiale*, n° 56, du 20 décembre 1923 (40 pages).

2. « Les résultats obtenus sont tout autres que négligeables. Cependant quelques provinces seulement ont la presque totalité de leurs écoles hygiéniquement et didactiquement organisées. Plusieurs ne manquent ni de lignes ni de décorations artistiques, respectent les caractères de l'architecture locale. Il reste cependant beaucoup à faire, spécialement dans certaines régions et en faveur des petites écoles rurales et de montagnes. » *Bolletino Ufficiale*, n° 56, p. 4986.

3. Intitulée : « Facilités pour la construction d'édifices scolaires. » *Bolletino Ufficiale*, n° 7, du 12 février 1924, p. 416-420.

tié des frais de construction; un crédit annuel de 5 millions est ouvert à cet effet, pendant vingt ans, à partir de l'année financière 1924-1925.

Pour l'école rurale encore, une ordonnance tardive, prise en dehors du régime des pleins pouvoirs et comme simple mesure d'application, a fixé le 21 janvier 1924 un programme¹ réduit, spécial aux écoles à un seul maître. Temps limité consacré par le maître à chaque division, nécessité cependant de parcourir un programme plus étendu puisque l'élève quitte généralement l'école après avoir parcouru les trois divisions, telles sont les conditions contradictoires de cet enseignement.

L'ordonnance déclare d'abord que ce n'est point une absurdité pédagogique que réunir plusieurs divisions² dans la même salle. « Car alors la famille aussi serait une absurdité, puisqu'on y voit des enfants d'âges très différents occupés chacun à leur travail, sous la même autorité maternelle. » Et il est vrai de dire que la famille italienne est vraiment, par son nombre au moins, une petite classe.

L'instruction ministérielle donne d'utiles conseils pour l'agencement des divisions et des leçons. Elle demande à l'instituteur rural d'être, plus encore que maître de sa classe, l'instituteur du village, c'est-à-dire centre de toute la culture paysanne, guide spirituel de tous, de service toute la journée, et non pas seulement aux heures de classe.

L'instruction exige que le maître rural donne, par an, cent quatre-vingts séances d'enseignement qui, d'ailleurs, pourront, selon les besoins locaux, s'étendre sur huit ou dix mois, soit cinq ou six jours de classe (de six heures chacun) par semaine, selon les cas³. En application de ce principe, l'ordonnance donne des types de semaine à trente ou trente-six heures de leçon avec le détail des enseignements.

C'est le développement même des programmes généraux qui, ainsi qu'on l'a vu, s'efforcent d'être vivants et actuels en s'adaptant à la vie.

1. Publié dans le n° 5, du 29 janvier 1924, du *Bolletino Ufficiale*.

2. « L'assistance des élèves de la classe inférieure aux leçons faites à de plus grands invite pour ainsi dire le maître à une clarté supérieure, à une plus grande simplicité et, par conséquent, à une efficacité supérieure dans le choix de ses morceaux de lecture et de récitation. »

3. Le maître établira, d'après les types d'horaires annexés à l'arrêté ministériel, son horaire quotidien qui sera soumis à l'approbation du directeur didactique.

Une des plus grandes préoccupations de la direction générale de l'enseignement primaire a été, sans nul doute, la réforme des manuels scolaires. On peut dire sans ambages que cette réforme était urgente dans un pays privé, pour un très grand nombre de matières, de livres sûrs, méthodiques et modernes.

Le décret-loi du 13 mars 1923 établit les principes nouveaux et, d'abord, l'exacte surveillance des autorités scolaires.

Aucun manuel ne peut être introduit dans les écoles primaires publiques ou privées s'il n'est compris dans le catalogue officiel. En principe, l'approbation d'un livre sera donnée par une commission régionale siégeant au chef-lieu d'une académie et elle sera valable pour le pays entier. Le manuel sera présenté par l'éditeur, en cinq exemplaires; un droit d'examen de 75 à 100 francs sera payé pour chaque ouvrage.

A titre transitoire et pour liquider le passé, une commission centrale siégeant au ministère est chargée d'examiner tous les ouvrages qui pourront être adoptés pour les années scolaires 1923-1924 et 1924-1925.

Un travail considérable de revision est en cours. Déjà plusieurs rapports¹ ont paru. Un trait intéressant de ce grand examen de conscience, c'est qu'il se fait au grand jour; les conclusions des rapporteurs sont citées *in extenso* et souvent assez longuement motivées; forme extérieure, composition, exactitude, méthode sont analysées et jugées avec précision. Parmi les rapports publiés, nous prendrons pour exemple l'examen des manuels d'histoire et de géographie.

La commission commence par un jugement d'ensemble dont la sévérité ne s'entoure d'aucune précaution oratoire : « Les prévisions les plus pessimistes ont été dépassées. » Cependant, les éditeurs avaient fait eux-mêmes un choix et ne présentaient que leurs meilleurs ouvrages. Mais ce qu'ils ont gardé pour le soumettre à l'examen donne trop souvent, affirme le rapport, la preuve de préparation scientifique insuffi-

1. Quelques-uns de ces rapports sont rédigés avec un extrême souci du détail et de la précision. Pour les manuels d'arithmétique, le rapport forme une brochure in-quarto d'environ cent cinquante pages où chaque manuel est examiné séparément et où, pour chacun, la décision est fortement motivée. Sur trois cent cinquante volumes examinés, plus de la moitié étaient « des livres qui révèlent chez l'auteur une impréparation quasi absolue et parfois aussi une méconnaissance déplorable des premiers éléments de la matière traitée ».

sante, de pauvreté intellectuelle et même parfois de médiocre conscience. Mettant à part les manuels où fourmillent les erreurs historiques, ce qui frappe le plus péniblement, c'est la misère morale de tant de compilateurs, l'absence de toute idée directrice, l'incapacité de s'élever au-dessus de la répétition fastidieuse d'anecdotes, de biographies, de narrations, de dates, qui se retrouvent automatiquement à leur place selon la formule de programmes « qui ne sont par l'auteur, ni interprétés, ni vécus¹ ».

La commission a adopté un très petit nombre d'ouvrages, rejeté définitivement un nombre plus important, adopté provisoirement, pour une année au plus, les autres. Le deuxième examen prévu pour les livres d'histoire eut lieu peu après; ses résultats, qui nous furent communiqués en épreuves dès février 1924, étaient encore plus sévères que le premier; tous les livres dont l'adoption avait été suspendue étaient rejetés définitivement.

Un résultat immédiat de cette revision totale est le souci démontré actuellement par les éditeurs de se mettre d'accord avec les autorités scolaires avant d'entreprendre de nouvelles publications. Un échange de vues, de questions et de réponses² s'établit entre les maisons d'édition et la direction de l'enseignement primaire qui devient actuellement modératrice suprême des publications scolaires.

Pour qui connaît un peu l'organisation de l'édition classique, ses stocks considérables et les capitaux ainsi immobilisés, les conséquences de l'interdiction d'une série entière, de tout un fonds de librairie apparaissent vraiment énormes, surtout en ces temps de papier cher et de typographie hors de prix. Des intérêts commerciaux qu'il serait imprudent de vouloir chiffrer même approximativement sont ainsi grave-

1. Rapport publié en supplément n° 2 au n° 26 du *Bolletino Ufficiale*, du 28 juin 1923 (46 pages).

2. Parallèlement à l'œuvre de revision des ouvrages anciens a donc lieu un travail de direction pour l'édition des ouvrages nouveaux adaptés à la réforme de l'enseignement. Lombardo-Radice rend compte de ce travail dans *Vita Nuova della Scuola del Popolo*, p. xli de l'introduction, p. 157 à 199 du texte.

Dès le début de la réforme, une collaboration s'établit entre le ministère de l'Instruction publique et l'Association éditoriale de la Librairie italienne (A. E. L. I.). L'Association pose au nom de ses membres des questions au ministre, dont les réponses sont publiées par le *Bulletin de l'Association*; à toutes les questions individuelles sont faites des réponses publiques, pour ne favoriser aucun intérêt particulier.

ment touchés et il faut toute l'autorité du gouvernement actuel pour ne pas déchaîner contre les auteurs du pronunciamiento livresque un orage redoutable.

Mais pouvait-on vraiment innover et rénover avec un matériel vieillot, peu adapté aux exigences modernes? Les programmes ne sont rien si l'on ne met à leur service des hommes et des livres. Le ministère du fascisme a tranché la question avec son mépris coutumier des compromissions, des droits plus ou moins acquis par la prescription, avec son autorité sans conteste. La voie est ouverte pour les livres nouveaux et modernes; il ne reste qu'à les produire ¹.

Dans le même ordre d'idées et avec un pareil souci de l'équipement matériel des écoles, est née une législation nouvelle des projections.

Dès le 22 avril 1923, un décret ² réorganisait les grandes sociétés d'utilité publique qui mettent à la disposition de l'enseignement leurs collections et appareils. Les deux principales sont fondues ensemble : le Consortium national pour bibliothèques et projections de Turin, fondé en novembre 1906, s'était peu à peu subdivisé en deux sections à peu près indépendantes : bibliothèques et projections. D'autre part, un certain nombre d'associations d'enseignement et de propagande avaient formé à Milan, le 1^{er} janvier 1921, un Institut des projections lumineuses. Le décret du 22 avril fusionne la section de Turin et l'Institut de Milan : l'Institut italien de projections lumineuses groupe ainsi les principaux moyens d'action des deux provinces les plus riches du royaume, Lombardie et Piémont.

Une circulaire du 13 décembre 1923 expose ³ au corps enseignant ce qui a été fait dans le domaine des projections fixes

1. La revision continue, avec quelques tempéraments, sous les successeurs de Giovanni Gentile. Un nouveau règlement est édicté par décret du 15 janvier 1925, précisé par les circulaires n^{os} 58, 59, 71, 72 de 1925. Les dernières insistent sur le devoir des instituteurs de donner leur avis sur les livres à employer au commencement de la prochaine année scolaire; ils ne doivent pas partir en vacances avant de l'avoir envoyé et, en principe, avant le 20 juillet.

Une liste à peu près définitive cette fois, des manuels adoptés, parmi lesquels devront choisir les instituteurs, est publiée par le *Bolletino Ufficiale*, n^o 25, du 23 juin 1925; elle comprend soixante-dix pages. (La liste précédente, du 18 octobre 1924, tenait en quarante pages.)

2. *Bolletino Ufficiale*, du 12 juillet 1923.

3. Circulaire, n^o 105, tirage à part du *Bolletino Ufficiale*, n^o 55, du 13 décembre 1923, qui forme une brochure de vingt-quatre pages.

ou cinématographiques. Elle cite en exemple le Trentin dont les communes, sous le régime autrichien, ont constitué une collection de vues et d'appareils égale, à elle seule, à ce que possédait tout l'ancien royaume d'Italie. Elle émet le vœu que, dans chaque école, avec l'aide des associations privées, caisses scolaires des établissements secondaires, patronages scolaires pour les écoles élémentaires, que, dans tous les provéditorats, par la constitution d'une association particulière, soit commencée ou intensifiée une vigoureuse action en faveur de ce moyen puissant d'enseignement. Enfin, elle donne de nombreux conseils techniques.

L'emploi de la projection prend en Italie une extension rapide. En 1920, l'Institut de Milan avait distribué 12 000 vues; en 1921, 90 000; dans le premier semestre de 1923, ce nombre a été dépassé.

Les provéditeurs s'occupent de constituer dans leurs régions les associations prescrites et le bulletin de la Toscane¹, apporte, à ce sujet, des précisions intéressantes. Dès le 27 janvier, une réunion qui groupait avec le provéditeur les hommes les plus actifs et les plus autorisés de la région, en présence d'Ernesto Codignola, jetait les bases d'un comité régional de projections scolaires.

Il est vrai que la Toscane a toujours montré un vif intérêt pour cette technique qui se rattache sans doute à de glorieuses traditions d'art. Une statistique du même bulletin nous apprend que les lycées et collèges de Toscane possèdent, dès maintenant, 39 appareils de projection dont 6 cinématographiques. Les écoles élémentaires de Florence ont elles-mêmes 10 appareils de projection. Au total, écoles primaires et secondaires publiques ou privées, possèdent 133 appareils (30 cinémas) avec 23 700 vues (pour la Toscane seulement).

L'école italienne se modernise rapidement.

C'est encore la même préoccupation, la volonté de rendre l'enseignement vivant et efficace, le souci de toucher les âmes

1. *La Scuola in Toscana*, 1^{re} année, n° 2, février 1924, p. 45.

« A peine la circulaire n° 105 (citée ci-dessus) avait-elle paru, que le Provéditorat répondit avec enthousiasme à l'appel du ministre en tenant compte des diverses suggestions offertes par cet important document. On voulait, avant tout, examiner, par une enquête diligente, la situation — d'ailleurs médiocre — de l'enseignement secondaire et élémentaire de la province sous le rapport des projections lumineuses. »

et d'influer profondément sur les caractères, qui inspire les mesures nouvelles ¹ prises au sujet du chant scolaire.

Si l'on en croit le rapporteur du congrès musical italien tenu à Florence le 27 décembre 1923, le chant choral était, en Italie, et spécialement dans les écoles du degré primaire, en pleine décadence. L'enseignement même du chant était négligé, si bien que l'Italie « le pays le plus musical du monde, déniait au chant en chœur sa haute signification morale et aurait fini par ravir aux enfants la pure joie du chant ».

La réforme de cet enseignement semble avoir eu pour point de départ une préoccupation d'ordre national. En prescrivant le salut au drapeau, le sous-secrétaire d'Etat à l'Instruction publique précisait que ce salut serait accompagné de chants. Puis vint la nomination d'une commission pour la rénovation du chant et pour la formation d'un recueil de chants pour l'enfance. En même temps, les programmes des écoles primaires et des écoles normales donnaient une importance nouvelle à cette discipline.

Enfin, pour donner, au départ, une impulsion vigoureuse à un enseignement longtemps négligé, pour le placer immédiatement au premier rang des préoccupations à l'école et dans la région, pour lui donner aussi sa double signification populaire et patriotique, le ministère, par circulaire en date du 18 octobre 1923, prescrit l'organisation d'un concours national de chant choral.

Ce premier concours national aurait lieu à Rome le 24 mai 1924. Dans chaque région et sous la direction du provéditeur, on formerait une « équipe » de soixante-dix à soixante-quinze élèves pris dans les écoles primaires à partir de la troisième classe. Les équipes seraient instruites par un maître élémentaire choisi par le provéditeur. Elles prépareraient pour le concours deux morceaux : l'un obligatoire et commun à toutes les régions, de caractère patriotique, l'hymne de Mameli aux « Frères d'Italie », l'autre, facultatif, serait choisi parmi les plus beaux chants de la région.

A Rome, l'hymne de Mameli serait exécuté le premier jour, tour à tour, devant le jury seulement. Le deuxième jour,

1. Exposées notamment dans le livre de l'ex-sous-secrétaire d'Etat à l'Instruction publique, *la Riforma Gentile e la nuova anima della Scuola*, de Dario Lupi, Rome, 1925, p. 365 à 399.

devant le public assemblé à l'Augusteum, chaque groupe exécuterait son chœur régional et tous les enfants réunis diraient pour finir l'hymne patriotique de Mameli ¹.

Originalité régionale, exaltation de la patrie, glorification du chant en chœur, tel était le but poursuivi. Le moyen semble heureusement choisi pour réveiller dans une population musicalement bien douée et très sensible aux manifestations d'art, le goût de la musique populaire et surtout du chant en chœur. Et l'on ne peut s'empêcher de se rappeler, à ce sujet, l'effort des romantiques allemands pour faire revivre les traditions nationales, l'œuvre des frères Grimm et plus semblable encore le recueil d'Achim et Brentano, *le Cor enchanté du page*, ancêtre de toutes les anthologies populaires, qui a suscité un mouvement musical considérable, inspiré les Schumann, Schubert, Mendelssohn et créé, en vérité, le lied allemand.

Le 10 janvier 1924, une circulaire ministérielle constatant que l'œuvre réformatrice était désormais terminée invitait les provéditeurs à commencer un travail qui serait comme la mise en action des principes nouveaux. *Incipit vita nova*; puisque une vie nouvelle commence pour l'école italienne, il faut que le progrès se marque de façon sensible, il faut aussi associer, à cette œuvre de progrès, hommes de l'école et hommes de la rue, donner à chacun des renseignements précis, chaque année, sur le chemin parcouru, sur les résultats obtenus, sur l'œuvre à accomplir encore. C'est l'objet des guides scolaires ².

Dans chaque région, sous la direction du provéditeur royal seront édités des guides des services scolaires dont le but est de représenter d'une manière complète et sincère le tableau de la vie des écoles primaires et populaires, publiques ou privées, et des œuvres péri-scolaires. Ces guides doivent renseigner d'abord, mais aussi susciter dans toutes les classes de la société un intérêt nouveau pour les choses de l'école,

1. Après plusieurs mois de préparation, où écoles rurales et urbaines, dans chaque district, avaient d'abord isolément, puis en commun, par députation des meilleurs exécutants, préparé le concours, le ministère décidait, par circulaire n° 38, en date du 22 avril 1924, que le concours n'aurait pas lieu.

2. C'est dans le même but qu'a été organisée, au printemps de 1925, une Exposition nationale de l'Ecole italienne, à Florence, au Palais Riccardi, à laquelle la *Tecnica Scolastica* a consacré son numéro entier de mai 1925. (*Prima Mostra Didattica Nazionale*.)

répandre les initiatives locales pour déterminer une émulation bienfaisante.

Un comité de rédaction, formé de membres des divers degrés de l'enseignement, veille sur le choix des collaborateurs et sur leur travail. Un « homme de confiance » désigné par le provéditeur et pourvu de pouvoirs discrétionnaires pour l'obtention de renseignements, de statistiques, pour la consultation des actes intéressants, réunit toute la documentation. Il a lui-même son homme de confiance dans chaque commune, chargé de réunir les documents locaux et de décrire les initiatives intéressantes.

Ces guides doivent être publiés en accord étroit avec le Touring Club, sur le format et le papier même des guides de tourisme et l'on pourra y admettre de la publicité payée, mais seulement relative à l'école et au tourisme.

D'après le plan modèle annexé à la circulaire du 10 janvier, ces guides seront des annuaires régionaux de l'enseignement primaire et populaire, comprenant avec le tableau exact et complet de l'administration scolaire, bureaux, écoles, personnel de tout ordre, une énumération détaillée de toutes les œuvres complémentaires, ainsi que des détails géographiques et administratifs sur la région, des éléments de législation scolaire, etc.

Préparer par un travail consciencieux et fait sur place une statistique définitive de l'école italienne, mettre l'école au centre des préoccupations de tous, la vivifier en accentuant son caractère régional, telles paraissent être les préoccupations qui ont inspiré cette heureuse innovation.

C'est encore l'appel à l'initiative privée, le rattachement de l'école à la vie locale qui inspire la création des inspecteurs honoraires.

Cette mesure particulièrement chère au directeur général de l'enseignement primaire est décrétée isolément dès le 11 février 1923. Elle est reprise et les termes mêmes du décret isolé sont repris intégralement pour être transportés dans le décret-loi organique du 3 novembre sur l'organisation de l'enseignement primaire¹.

1. Dispositions précisées par la dernière circulaire, n° 61, de Giovanni Gentile en date du 20 juin 1924; *Bolletino Ufficiale*, n° 27, du 1^{er} juillet 1924, p. 1490, qui prescrit notamment :

« L'inspecteur honoraire est naturellement désigné pour encourager ou présider

Nommés par le ministre, les inspecteurs honoraires sont des collaborateurs bénévoles de l'administration dans les communes. Ils ont les attributions ci-après :

Prêter leur concours moral aux œuvres complémentaires de l'école dans les zones où elles ont encore un développement insuffisant;

Coordonner les œuvres complémentaires de caractère analogue, de manière que les fonds de l'Etat, des associations privées et de bienfaisance soient répartis entre les institutions les plus méritantes;

Effectuer, sur mandat des autorités scolaires, des enquêtes sur les œuvres préscolaires ou complémentaires;

Collaborer à la préparation des guides et, en général, de toutes publications de nature à coordonner les efforts qui ont pour but de maintenir et d'augmenter le rendement de l'école nationale.

Les inspecteurs honoraires¹ peuvent être réunis en groupes techniques régionaux ou nationaux. On a prévu déjà une vingtaine de ces groupes qui comprennent chacun toutes les œuvres de même nature; assistance de l'enfance et des mères, hygiène et économie domestique, anormaux et aveugles, enfance coupable, enseignement post-scolaire, ethnographie et traditions populaires, matériel, théâtre scolaire, livres, recueils de musique populaire, projections fixes et mobiles, culture régionale, éducation physique dans des rapports avec le sentiment national et l'esprit militaire, éducation économique, coopératives et crédit agricole, éducation agricole, éducation ma-

les groupes d'action pour l'école que le ministère désire voir surgir partout pour procurer les moyens financiers nécessaires aux patronages scolaires et aux diverses œuvres d'assistance sanitaire et éducative en faveur de l'enfance; pour aider aux petites écoles de campagne en enrichissant leur matériel et en embellissant leurs locaux; pour susciter des initiatives nouvelles. »

1. *La Scuola in Toscana*, d'août 1924, nous apporte, page 70, un exemple concret de la formation d'un corps local d'inspecteurs honoraires. Ce sont, pour la Toscane :

Prof. Diego Angeli, maire de Carrare;

Comm. Giuseppe Baldesseroni, directeur central des écoles de Florence;

Dr. Angiolo Borrino, de Sienne;

Raffaello Pasquetti, de Prato;

Comtesse Gisella Pecori-Giraldi, de Borgo San Lorenzo;

Prof. Ermenegildo Pistelli, adjoint au maire de Florence pour l'instruction publique;

Prof. Carolina Valvassori, directrice de l'Institut Cavour, à Florence;

Cav. Antonio Valgimigli, de Lucca;

Cav. Giacomo Ciavatta, de Massa.

Ils sont nommés par décret du 13 mars 1924, avec effet du 1^{er} janvier 1924, pour une période de trois ans et peuvent être confirmés dans leurs fonctions.

ritime, industrie familiale, cours de perfectionnement et bibliothèques pédagogiques, patronages scolaires et colonies de vacances, œuvres en faveur des émigrants, publications relatives aux œuvres périscolaires.

Toutes ces institutions subsidiaires¹ sont issues, on le voit, de la même inspiration : foi dans l'originalité de chaque région italienne; croyance inébranlable, on pourrait dire mystique, dans la valeur de l'effort individuel; appel à l'initiative privée, à l'enthousiasme des populations pour l'école, qui doit devenir objet des soins attentifs et de l'amour de la communauté.

Cette école, jusqu'ici entourée de sympathies agissantes dans les grands centres du Nord, se mourait d'inanition au milieu de l'indifférence générale dans beaucoup de pauvres régions du Centre et du Sud. Si le gouvernement réussit à attirer à elle partout sympathie et protection, il y aura alors quelque chose de changé en Italie.

8. Le personnel enseignant : l'agitation d'après-guerre

Les lois et les programmes ne sont, disions-nous plus haut, que le répertoire des bonnes intentions des gouvernements. Les mesures d'ordre pratique qui viennent d'être énumérées ne sont aussi que des facilités, plus ou moins grandes, données aux fonctionnaires chargés de l'exécution, des outils plus ou moins perfectionnés. Mais l'exécution ne vaut, en dernière analyse que ce que valent les ouvriers qui en sont munis, en l'espèce, ici, les instituteurs : de leurs dispositions, de leur zèle, de leur préparation dépend l'avenir de l'enseignement et de la culture populaires.

Au moment de la marche sur Rome, le corps enseignant primaire, plus que tout autre, traversait une crise grave, à la fois intellectuelle et morale, de nature à lui aliéner pour longtemps, l'opinion publique² du pays. On voyait tout au

1. Et d'autres encore que l'on ne peut qu'énumérer ici brièvement : création de visiteuses scolaires; fêtes scolaires pour doter les écoles; création de musées didactiques; promenades de printemps; concours annuel entre les écoles pour les œuvres subsidiaires (patronages, colonies d'été à la montagne ou à la mer, etc.), à la suite duquel des primes sont attribuées par l'Etat aux œuvres les plus dignes d'être favorisées, etc.

2. De cette opinion du pays, on peut trouver un signe certain dans la dureté cassante de la circulaire adressée par Gentile aux dirigeants de l'*Unione Magistrale*,

moins grandir de mois en mois le malentendu entre la classe primaire enseignante et l'opinion, doublé d'une hostilité de plus en plus marquée de cette classe vis-à-vis de son chef suprême, le ministre de l'Instruction publique.

Cette crise s'explique en premier lieu par le malaise, la nervosité qui ont caractérisé les années troubles de l'après-guerre.

Dans un pays aux passions vives, exaspérées par les misères et les désillusions qui suivirent l'exaltation de la guerre et de la victoire, au milieu des luttes violentes des partis qui rappellent les épisodes les plus cruels de la lutte des guelfes contre les gibelins, la vie corporative d'une classe de fonctionnaires, même des plus traditionnellement pacifiques et respectueux de la hiérarchie, prend une intensité inattendue. Projets de lois publiés ou seulement devinés et entrevus, circulaires, simples articles de presse suscitent dans les organes des associations des réactions vives, immédiates. Les instituteurs, ou du moins leur presse très combative, partent en guerre, à la moindre alerte, contre les municipalités, contre l'administrations, contre le ministre, contre eux-mêmes¹.

Au point de vue corporatif, ils étaient d'ailleurs fort divisés. Si l'on prend pour critérium les élections de 1922 à la présidence de l'Orphelinat de l'enseignement primaire, les voix se divisent ainsi : Union magistrale nationale, 38 000 ; Niccolo Tommaseo, 9 000, Syndicat magistral, 2 300, soit au total 50 000 voix ; restaient une trentaine de mille instituteurs abstentionnistes ou non inscrits à une association.

La Niccolo Tommaseo est une association de caractère catholique, s'appuyant sur les *popolari*, qui se recrute surtout dans les provinces du Nord. L'Union magistrale, nettement à gauche, a un programme radical et laïque. Le Syndicat, de fondation tardive (17 avril 1919), est l'extrême gauche du corps enseignant ; ses adhérents se trouvent dans les grands centres populeux et industriels, Florence, Turin, Milan. Tel

peu après son arrivée au pouvoir, en avril 1923, ainsi que dans les commentaires de presse qui accompagnèrent cette manifestation de singulière impatience (cf. le *Popolo* du 27 avril 1923, le *Popolo d'Italia* de même date, etc.).

1. Notamment dans l'affaire du « masculisme ». Dans les premières années d'après guerre, les maîtres sans emploi, déversés sur le « marché du travail » par les écoles normales et les gymnases pédagogiques, engagent une campagne de presse et de meetings contre l'emploi des femmes dans l'enseignement primaire. L'agitation finit à l'arrivée au pouvoir de Giovanni Gentile qui impose silence par une circulaire impérieuse.

était, du moins, le tableau des organisations primaires avant le triomphe du fascisme; le Syndicat d'éducation du fascisme¹ national, fondé après la victorieuse marche sur Rome, a singulièrement diminué l'importance des anciennes associations et, notamment, de l'Union magistrale.

La lutte qui avait déjà été marquée, en juin 1919, par un essai de grève, s'engage avec violence en 1921 sous le ministère Giolitti; le ministre de l'Instruction publique qui est Benedetto Croce a entrepris une réforme de l'enseignement, inspirée des principes mêmes qui triompheront avec Gentile. Le monde primaire se plaint que l'éminent philosophe, travaillant dans la solitude et le silence, ne tienne aucun compte des vœux du personnel, ignore systématiquement les associations professionnelles. « Le sénateur Croce, écrit le 15 avril 1921, la revue les *Diritti della Scuola*, en communion d'idées avec l'Union magistrale, a méconnu les organisations du corps enseignant, repoussé tout contact avec leurs représentants, fermé l'oreille à toutes les voix qui montent de l'école, pour se fier uniquement aux lumières de son inspiration. » Et plus tard, la revue très modérée des institutrices, *Corriere delle Maestre*, le 12 juin 1921 : « Pour notre compte, nous mettons nettement au passif de cette période la mauvaise volonté, la défiance, pour ne pas dire l'animosité témoignées par Benedetto Croce à l'égard de la classe enseignante. » A tort ou à raison, le personnel primaire a eu l'impression qu'il était isolé, sans défenseur et sans conseiller.

Les hostilités s'ouvrent à propos du fameux projet de l'examen d'Etat² dont il sera question dans les chapitres consacrés à l'enseignement secondaire. Pour les instituteurs, il signifie que les diplômes donnés à l'école primaire ne sont

1. Le nom sous lequel ce syndicat est maintenant le plus connu est Corporation de l'école. En 1926, après la réorganisation de l'Italie selon les décisions du grand Conseil consultatif ou des *Solons* et après l'introduction du principe du syndicat fasciste unique et privilégié dans les groupements de producteurs, d'ouvriers, de fonctionnaires, la seule organisation magistrale désormais autorisée est la Corporation de l'école. L'Union magistrale elle-même a disparu en décembre 1925. Le nom du syndicat fasciste unique est depuis le 23 janvier 1926 : *Associazione Nazionale Insegnanti fascisti* ou *Anif*, et son organe qui s'appelait la *Corporazione della Scuola*, devient à partir de février 1926, la *Scuola Fascista*. (*Diritti della Scuola*, 31 janvier 1926.)

2. Le projet apparaît en avril 1920, au congrès *popolare* de Naples. Préparé par Benedetto Croce (ministre dans le cabinet Giolitti, depuis juin 1920), attendu de puis les déclarations de Croce à la Chambre au début de juillet, le projet de loi sur l'examen d'Etat est déposé le 15 décembre 1920.

plus valables et que leurs élèves ne pourront entrer qu'au concours dans les établissements du second degré. Le 2 janvier 1921, publiant le projet, les *Diritti* l'intitulaient : l'école décapitée. 7

Alors survient l'affaire des retraites primaires. Discutée dans une commission parlementaire mixte, la réforme des pensions paraît compromise. Les instituteurs s'arment pour la lutte. L'Union fonde son propre journal le 15 janvier 1921; le 11 février, elle constitue la Fédération de l'enseignement primaire, qui groupe autour des instituteurs les représentants des directeurs communaux et des inspecteurs primaires, mais d'où sont absentes les deux autres associations corporatives, Tommaseo et Syndicat.

Le cri de guerre de l'Union, c'est maintenant la péréquation : d'abord pour les pensions de retraite, puis pour les indemnités de cherté de vie et les traitements. Péréquation de leurs traitements et pensions avec ceux des fonctionnaires d'Etat pourvus de titres analogues au diplôme des écoles normales.

Mais les instituteurs n'ont pas bonne presse dans le grand public. Portée à la Chambre par le professeur-député Giovanni Calò, cette revendication est repoussée par le président du Conseil Giolitti : « Améliorons l'enseignement avant d'améliorer la situation des instituteurs! » La discussion est d'ailleurs interrompue par la dissolution¹ de la Chambre.

Le 27 avril 1921, pendant la période électorale, l'Union assemble ses adhérents en un congrès extraordinaire. On s'accorde sur les revendications à présenter, sans trouver les moyens pour les faire triompher; le congrès recule devant les moyens violents et écarte toute alliance avec la Confédération générale du Travail.

Une agitation se fait sentir chez les fonctionnaires de l'Etat : le 29 avril, commence une grève « perlée » des employés et fonctionnaires des administrations centrales, agitation qui prend le caractère de démonstrations violentes dans la rue,

1. Le 17 avril 1921, le projet de loi sur l'examen d'Etat divise la majorité et, abandonné en fait par le gouvernement, lui aliène le parti populaire. Le projet de loi Labriola, sur le contrôle syndical des usines, alarme la bourgeoisie sans donner satisfaction au parti socialiste. Un décret royal dissolvait aussitôt la Chambre, convoquant les électeurs pour le 15 mai suivant.

du 3 au 7 mai, et arrache au gouvernement de graves concessions.

Voulant montrer qu'ils ont profité de la leçon venue d'en haut, les trois groupements jusque-là divisés, Union, Tommaseo, Syndicat décident, au début de juin, de s'unir pour forcer le gouvernement à céder. Un ultimatum est envoyé au ministre et la grève déclarée le 11 juin. Mais les organisateurs ont donné, semble-t-il, à regret, l'ordre de grève; sans durée déterminée tout d'abord, elle est ensuite limitée à vingt-quatre heures. Puis, cette action se déclanche isolément, sans l'appui du syndicat des fonctionnaires, qui a refusé son adhésion. Ce mouvement qui devait prouver la force du corps enseignant en démontre toute la faiblesse, accentue les divisions entre les associations qui se rejettent mutuellement la responsabilité de l'échec. La chute du ministère Giolitti et le départ de Croce (4 juillet 1921) sont pour eux de minces consolations.

Ils ne seront pas plus heureux avec le cabinet Bonomi, qui a déposé un projet de réforme de la bureaucratie. Demandant à être compris dans la réforme, ils voient leur vœu écarté par le président du Conseil et comme ils insistent, écarté encore le 5 août 1921, par la Chambre votant à l'appel nominal, par 155 voix contre 93.

Deux fois battus en 1921, les instituteurs reprennent leur agitation en 1922. A propos d'un retard dans le vote par le Sénat¹ d'une petite indemnité annuelle de compensation, ils font une nouvelle grève dite générale le 12 avril 1922. Mais la réforme des pensions qu'ils font voter le 25 juin par la Chambre est enterrée par le même Sénat.

Dans le même temps que les instituteurs se livrent à une agitation violente, mais vaine, pour améliorer leur condition matérielle, ils sont l'objet d'attaques qui ont aussitôt un écho dans l'opinion publique. *Notre Ecole*, l'organe de la petite phalange des idéalistes, publie (1-15 décembre 1921) un long article sur « le Scandale des absences des instituteurs ».

D'après la revue² du Fascio d'éducation nationale, les con-

1. L'irritation venait surtout des retards subis par le projet de réforme du système des retraites. La commission parlementaire chargée de l'examen du projet avait accueilli formellement les vœux des instituteurs; mais le ministre du Trésor, Péano, écartait toute modification du projet primitif. C'est dans cette atmosphère de mécontentement que survient l'incident du refus d'une seconde indemnité de cherté de vie.

2. Signé « L'Observateur », l'article s'inspire d'une campagne commencée par

gés des instituteurs titulaires auraient coûté à l'Etat et aux communes, pour la seule année scolaire 1920-1921, la somme énorme de 65 millions. Le nombre des jours de classe qui, théoriquement, est de deux cents pour l'année, mais qui ne dépasse guère cent cinquante pratiquement, descend à quelques dizaines pour un nombre considérable de maîtres. « Grève perlée, mal chronique », il faut le réprimer non par des circulaires, mais par des mesures disciplinaires effectives.

La campagne commencée¹ par *Notre Ecole* se développe rapidement. La commune de Florence annonce des mesures draconiennes; celle de Benevent s'élève contre les certificats médicaux de complaisance et invite le provéditeur provincial à mettre fin à cette « pratique malhonnête »; Rome prescrit des retenues à prendre sur les augmentations récentes pour toute absence suspecte; la revue médicale *Polyclinique* dévoile « la plaie des certificats médicaux irréguliers »; le provéditeur (à ce moment encore provincial) de Crémone annonce qu'il va s'entendre avec ses collègues pour faire cesser les abus.

La revue radicale, *les Droits de l'école*, prouvant en cela qu'elle était aussi consciente des devoirs que des droits de la classe enseignante, prit l'initiative d'une enquête impartiale, dont les résultats parurent dans ses numéros des 30 avril, 14, 21, 28 mai, 11 et 18 juin 1922.

Cette enquête menée auprès des autorités provinciales donnait des chiffres moins alarmants que ceux de *Notre Ecole*. Elle mettait pourtant en lumière une situation fâcheuse. L'absence, pour l'école italienne était bien, sinon le plus grand, du moins le plus apparent de ses maux. « Maladies subjectives », dit la réponse d'un administrateur; congés de « commodité personnelle », dit un autre : « Les absences diminuent et les congés prennent fin à mesure qu'approche aussi la fin de

le grand quotidien de Milan, le *Corriere della Sera*, qui, à propos de la grève — démonstration des instituteurs, avait reproché aux maîtres de Milan « leur médiocre amour du travail ». On voit donc, dès l'origine, la liaison établie dans l'opinion publique, entre les « exigences » des instituteurs et leur « faible rendement ».

1. La campagne avait eu des précédents. Déjà Benedetto Croce, par circulaire, n° 53, du 25 septembre 1920, avait pris des mesures énergiques — mais pas efficaces — contre les absences nombreuses et injustifiées. Il condamnait « le nombre toujours croissant des maîtres élémentaires en congé ou absents pour convenances personnelles ». Il dénonçait le fait que « dans certaines provinces, la dépense pour les suppléances est égale à la somme qui serait nécessaire si chacun des maîtres en service était absent pendant deux mois ». Amos Caselli, *Annuario Scolastico*, Rome, 1921.

l'année scolaire et que s'ouvrent les vacances »; « en mai et en juin, tous recouvrent la santé et reviennent à l'école ». A Bergame s'absentent 17 p. 100 des instituteurs, 35 p. 100 des institutrices; à Padoue, sur un personnel de 800 fonctionnaires, on constate plus de 150 absents : 128 institutrices, 26 instituteurs. Les absences sont fréquentes chez les jeunes maîtres, rares chez les anciens qui se sentent « liés envers les élèves et les familles »; mais pour beaucoup, ce sont de longues absences de plus d'un mois et souvent renouvelées.

Les causes¹ de ces absences, d'après l'enquêteur bénévole : D'abord l'affaiblissement du sentiment du devoir, mal général, disent une quinzaine de provinces, la faiblesse des autorités et le manque de sanctions en cas de faute flagrante; le mécontentement général provenant des difficultés de la vie matérielle; puis l'isolement des jeunes institutrices dans les villages inhospitaliers. Enfin, continue l'auteur de l'enquête, les soucis de famille, les études poursuivies dans des cours de perfectionnement institués dans de nombreux centres, les exigences de telle profession secondaire exercée à côté de l'école et qui, peu à peu, devient l'occupation principale.

Le dévouement à l'école, dit ce critique courageux, est en voie de disparition. Le poste d'instituteur devient une simple sécurité, la maisonnette « où il ne pleut pas », le « pied à terre » où l'on revient en cas de besoin, où l'on reste même quand il n'absorbe pas trop d'heures par jour ou de jours par an. C'est ailleurs, cependant, que l'on déploie le meilleur de son activité; on est commerçant, agent d'affaires, voyageur de commerce, comptable, publiciste, mais il faut prendre garde de cacher sa qualité première et permanente d'instituteur pour ne pas diminuer son crédit...

Un des premiers actes de Lombardo-Radice, qui avait été un des membres les plus actifs du Fascio d'éducation populaire et un collaborateur de *Notre Ecole*, ce fut, lorsqu'il arriva à la direction générale, de faire une enquête approfondie sur cette grave question. Le résultat de ce minutieux travail, publié² le 1^{er} novembre 1923 dans le *Bulletin officiel*, est un

1. Le rapport officiel dont il sera fait état plus loin, définit ces causes d'un mot : *stase*, dans le fonctionnement de l'école primaire pendant la guerre et l'après-guerre; il y aurait eu arrêt de vie, arrêt de circulation, ou tout au moins vie ralentie.

2. *Bolletino Ufficiale*, 1923, n° 47, du 1^{er} novembre 1923. Le rapport et la sta-

peu moins alarmant que les chiffres sensationnels donnés par *Notre Ecole*. Les frais de suppléance sont de l'ordre de vingt millions par an; il est vrai que dans un certain nombre de provinces, les absences ne causent aucune dépense parce que les maîtres en fonction se partagent les élèves de l'absent ou que, même, s'il s'agit d'une école à classe unique, l'école est simplement fermée.

Mais on voit, par exemple, que dans certains départements du Midi et des Iles, la proportion des absents est vraiment surprenante. En 1921-1922, il y eut, sur 100 instituteurs, dans la province de Lecce, 93 absents, de Caserta 88, de Naples et de Syracuse 83, de Foggia et de Trapani 79, de Catane 78, de Girgenti 76, etc.

Devant le résultat des enquêtes ¹ privées ou publiques devant le tableau des agitations de la classe enseignante, il n'est pas exagéré de parler d'un malaise profond, d'une démoralisation au moins partielle du corps des instituteurs dans les années d'après guerre. On a tenu à présenter assez longuement les faits qui la démontrent; ils expliquent, d'autre part, les réformes radicales du ministre Gentile.

9. Statut et Préparation de l'instituteur

On peut, dans l'action du ministère à l'égard du corps enseignant, distinguer trois périodes : liquidation du passé, établissement de règles nouvelles de recrutement et élaboration d'un statut, amélioration des traitements. La réponse de Giolitti est appliquée à la lettre : l'école d'abord, l'instituteur ensuite. Pendant quatorze mois, le ministre légifère sur les programmes, la préparation des maîtres, leurs obligations. Le dernier jour de l'année 1923, à l'extrême limite des pleins pouvoirs, sans avoir jusque-là donné une indication quelcon-

tistique (cent pages du bulletin), sont présentés comme annexes à la circulaire, n° 91, du 15 octobre 1923, qui prescrit des mesures rigoureuses pour faire cesser les abus.

1. Le rapport officiel du ministère alimente à son tour une nouvelle campagne de presse. Pour ne citer que la Toscane, ce rapport inspirera, par exemple, un long article de la *Nazione*, de Florence, du 9 octobre 1923. En mars 1924, la *Scuola in Toscana* consacrera encore un assez long article à la question, extrayant du rapport général les faits relatifs à la région. On y lit, par exemple, que pour la province de Livourne, la moyenne des absences pour l'année scolaire 1919-1920 a été de 77 p. 100 (quant à la proportion des maîtres qui ont pris un congé dans l'année pour une raison quelconque).

que sur ses intentions à ce propos, il publie la table des nouveaux traitements qui apparaissent alors comme une récompense de l'effort nouveau demandé et obtenu. On ne suivra pas rigoureusement ici l'ordre chronologique, mais rattachant l'amélioration des traitements au statut des fonctionnaires, on réservera le dernier développement à la préparation et à la carrière de l'instituteur.

Pour la liquidation du passé, le ministre procède vis-à-vis des instituteurs comme vis-à-vis des fonctionnaires de l'administration, par « épuration » et mises à la retraite¹. Il atteint par le décret-loi du 27 mai 1923, même les maîtres au service des communes autonomes, lesquelles mettent un tel empressement à réduire leur personnel enseignant qu'on doit se hâter de les arrêter net par une nouvelle loi du 15 juillet.

Le projet de loi sur les pensions de retraite est exhumé des cartons du Sénat, revu et publié le 12 mai. Il demande aux instituteurs une participation plus importante à la constitution de la retraite : ils verseront 7 p. 100 de leur traitement et leurs employeurs (Etat, commune, ou association) 8 p. 100. L'augmentation consentie est, au minimum, de 900 liras sur les pensions antérieures. Mais aussi la loi prescrit qu'avant le 14 octobre, tous les maîtres qui ont plus de quarante ans de service seront mis d'office² à la retraite. Et le ministre obtenait bientôt les 25 millions nécessaires au rajeunissement radical des cadres.

Il fallait alors remplacer les vieux maîtres et faire un choix dans le flot énorme de stagiaires et intérimaires livrés par les

1. Un chiffre est donné par les *Diritti della Scuola*, n° 3, du 31 octobre 1925. Dans l'article éditorial intitulé : « Pour une hypothèse gratuite », on lit, en effet : « En exécution des décrets Gentile plus de six mille vieux maîtres ont été mis à la retraite. Ils auraient reçu 9 500 liras de traitement et furent remplacés par des débutants à 5 600 qui n'atteindront le traitement maximum qu'après vingt-huit années de service. Cela représente environ 23 millions et demi d'économie par an et l'on ne tient pas compte des écoles qui, le vieux maître parti, ont été transmises aux Associations chargées de la lutte contre l'ignorance et qui ont coûté beaucoup moins encore. »

2. C'est là une des conséquences les plus pénibles de la réforme. Tout d'abord la liquidation de la pension est lente alors que le congédiement a été rapide. Le 10 avril 1924, un décret prescrit une méthode expéditive de calcul qui sera favorable, surtout, aux instituteurs ruraux. Depuis, la question de l'amélioration du sort des retraités reste la question « la plus urgente », que se passent les uns aux autres les ministres successifs, sans arriver à une solution. Le ministre Fedele met sur pied son projet; il le dépose et le défend le 15 mai 1925 au Sénat, devant le ministre des Finances; mais cette fois, c'est le ministre des Finances qui change (juillet 1925), et le projet, jusqu'à ce jour (avril 1926), n'a pas été adopté.

nombreuses écoles normales et les plus nombreux cours normaux institués un peu partout dans les gymnases isolés. C'est là que la réforme prend l'allure d'une révolution.

Jusqu'ici, le choix des maîtres, leur nomination à un poste définitif se faisait par concours sur titre. La grande habileté consistait à réunir les diplômes les plus nombreux parmi les plus valables et les plus aisés à obtenir. Par adjonctions successives, le règlement avait fini par déclarer valables cinq espèces de diplômes comprenant chacune six ou huit sous-catégories et chaque titre avait sa valeur qui pouvait descendre pour tel d'entre eux à trois quarts de point.

Pour les candidats avisés, c'était une simple arithmétique; pour les professeurs besogneux et possédant des relations dans l'administration, c'était une source de revenus assurés par la création de cours de préparation au bout duquel se trouvait un diplôme « validé ».

Là encore, le ministre du fascisme a porté la hache dans le maquis des abus¹ et des diplômes. Le commerce des titres est arrêté; au concours sur titre est substitué le concours par examen.

Le 11 mars 1923, le ministre Gentile annonce que les derniers concours à la mode ancienne, ceux de l'année 1919, cessent d'être valables pour ceux des admis qui ne sont pas encore placés. Pour eux comme pour les stagiaires et les élèves sortant des écoles et cours normaux, s'ouvrira un concours² par examen écrit et oral. L'arrêté du 12 avril³ fixe les conditions du concours et en donne le programme qui comporte principalement des œuvres littéraires d'inspiration idéaliste et nationale, des ouvrages de pédagogie italienne et étrangère, des « Confessions » de saint Augustin à la « Mission du savant » de Fichte et l'histoire récente de l'Italie.

Après une préparation fiévreuse, qui succède aux agitations

1. Cf. le tableau présenté par G. Lombardo-Radice dans *Accanto ai Maestri*, p. 199-203, où l'on lit, notamment « le dommage des diplômes trop nombreux a été en effet aggravé par la création improvisée et peu sérieuse de nombreux cours normaux nouveaux, qui souvent se sont remplis parce qu'ils avaient la réputation de concéder facilement de bons diplômes »...

2. Décret royal, du 11 mars 1923, « qui fixe les règles pour les concours, les nominations et la titularisation des maîtres élémentaires ». *Bolletino Ufficiale*, n° 16, du 19 avril 1923 (et tirage à part, broché avec l'arrêté ci-dessous).

3. Décret ministériel, du 12 avril 1923, « qui ouvre le concours aux postes de maîtres élémentaires ». *Bolletino Ufficiale*, n° 16, du 19 avril 1923.

d'antan, le concours s'ouvre le 6 août : 27 763 maîtres s'y présentent et composent, le même jour, sur ce thème : « Le candidat exposera les études par lesquelles il s'est préparé à ses fonctions d'instituteur et les résolutions qu'il forme en entrant dans l'école populaire. »

Les jurys régionaux, un jury par provéditeurat ont été généralement sévères. Dans le Piémont, sur 1982 présentés, 880 sont admissibles, 400 admis, dont 339 femmes et 61 hommes : il y a plus de 500 places à pourvoir. En Calabre, 890 présents à l'épreuve écrite, 180 admissibles, 114 admis : c'était, on ne l'a pas oublié, la région où sévissait l'absence. En Sicile, sur 2353 candidats, il n'y a que 320 admis définitivement. Dans les bulletins locaux et dans le bulletin ministériel ont paru des rapports¹ régionaux; aucune vue d'ensemble n'est possible ou du moins aucune statistique générale ne peut être établie. On peut affirmer cependant, que la proportion des admis a atteint à peine le tiers du nombre des candidats et que les vainqueurs de l'examen ne furent pas en nombre suffisant pour remplir les postes vacants.

Une série de dispositions précises, dont quelques-unes étaient depuis longtemps réclamées en vain, ont défini le statut du corps enseignant primaire.

Le décret-loi du 7 octobre 1923, suivi de l'ordonnance du 19 octobre, est désormais la charte du personnel.

La première disposition rend permanente la mesure prise dès le 11 mars pour liquider le passé : désormais toute nomination, pour être définitive, doit se faire après concours sur titre et par examen, pour les postes d'Etat comme pour ceux des communes autonomes. Ce concours a lieu tous les deux² ans. L'épreuve écrite porte sur la pédagogie, l'oral sur un programme à déterminer ultérieurement. Ne peuvent se pré-

1. Rapport pour la Toscane, dans le *Bolletino Ufficiale*, 1923, n° 48, p. 4274; pour le Piémont, *ibid.*, n° 56, p. 4997; pour la Campanie, *Bolletino Ufficiale*, 2^e partie, *Atti di Amministrazione*, année 1924, n° 9, p. 350; pour la Pouille, *ibid.*, n° 13, p. 684; pour la Basilicate, *Bolletino di Potenza*, 1^{re} année, n° 1, p. 6, etc.

2. Les concours ont eu lieu d'après la loi par régions, en l'année 1925. Le Bulletin local, la *Scuola in Toscana*, d'août 1925, rend compte du concours toscan, ouvert le 17 août dans les villes de Florence, Pise, Livourne, Arezzo et Sienne. Des 1 674 inscrits, 1 482 se sont effectivement présentés. Le sujet de la composition était la pensée de Capponi : « L'enfant parcourt l'époque où il vit avec un désir impatient et ce ne sont pas les exemples de ses contemporains, qu'on l'invite à imiter, mais les exemples les plus élevés et les plus lointains qui s'impriment dans ces imaginations vierges et y laissent des traces indélébiles. »

senter au concours que les jeunes filles de dix-sept ans et les jeunes gens de dix-huit ans révolus, munis d'un certificat d'aptitude à l'enseignement.

Les nominations sont faites en suivant rigoureusement l'ordre de mérite établi par la commission à la suite du concours. Elle est faite par le provéditeur royal pour les postes d'Etat; par le conseil scolaire communal, mais aussi selon l'ordre de mérite du concours, pour les communes autonomes.

La nomination après le concours n'a d'abord qu'un caractère provisoire. Elle ne devient définitive qu'après trois ans de stage, si le stagiaire n'a pas été auparavant licencié pour inaptitude à l'enseignement.

Les changements se font par le provéditeur qui doit publier la liste des postes vacants. Pour changer, il faut avoir résidé deux ans au moins dans le poste que l'on veut quitter.

La loi règle avec beaucoup de précision, mais assez généreusement, la question des congés; pour des « motifs justifiés » quinze jours au plus par année, après quoi l'on peut demander un congé non payé pour convenances personnelles d'une durée d'un an au plus; pour raisons de santé, deux mois au plus par an avec traitement, après quoi le fonctionnaire peut être mis, pour deux ans au plus, en disponibilité, pour raisons de santé, avec demi-traitement.

Les peines disciplinaires sont : la censure, la suspension de traitement pendant dix jours au plus; la suspension pendant trois mois au plus, le licenciement, l'interdiction qui peut être temporaire ou perpétuelle.

Pour achever le tableau de la situation nouvelle de l'instituteur, il faut rappeler les rouages principaux de l'administration et particulièrement de l'inspection¹. Le maître est sous la dépendance immédiate du directeur « didactique » c'est-à-dire communal; sous l'autorité de l'inspecteur d'arrondissement et, plus lointaine, du provéditeur régional. Il n'y a plus de représentant élu dans les conseils ou auprès des auto-

1. Dans son plaidoyer *pro domo*, *Vita Nuova della Scuola del Popolo*, G. Lombardo-Radice expose (introduction, 4^e partie, « l'Organisation »), les principes directeurs de cette réforme. Le directeur général qui avait vécu au front italien depuis Caporetto, a été hanté par ses souvenirs de guerre et il a voulu hiérarchiser, d'une façon toute militaire, les forces de l'enseignement : 19 provéditeurs, 250 inspecteurs, 2 000 directeurs didactiques, ce sont des généraux d'armée, des chefs de zones, des commandants de secteurs, « défense élastique » contre l'ignorance (introduction, p. x-xxi).

rités qui décident de son sort : conseil de discipline auprès du provéditeur, première commission auprès du conseil supérieur de l'instruction publique.

Le concours par examen exige une préparation sérieuse et permet un choix rigoureux; les peines disciplinaires et la hiérarchisation des fonctions d'inspection et de direction permettent de tenir bien en main chaque fonctionnaire, sous la dépendance complète de l'administration; le statut nouveau de l'instituteur présente donc un ensemble de mesures sévères: c'est un acte d'autorité¹.

Par ailleurs, en compensation voulue, l'augmentation des traitements décidée le 30 décembre 1923 au Conseil des ministres et publiée le lendemain, est considérable; elle implique une augmentation de dépenses de 155 millions. D'après les lois précédentes, les traitements s'élevaient, de 3 000 liras, traitement de base, au maximum, après vingt-quatre années de service; de 5 600 lire. D'après la loi du 31 décembre, ils commencent précisément à 5 600 pour s'élever à 9 500 et le supplément pour les écoles à deux séries de classe, ou « réorganisées », passe de 300 à 800 lire.

Le ministre a accompagné la publication du décret² d'un communiqué³ qui est un document surtout politique.

La dépense énorme qu'affronte l'Etat montre, dit-il, que le gouvernement fasciste met l'école au centre de son programme de réforme. Après avoir demandé aux maîtres, par

1. Les Bulletins régionaux publient de temps à autre les mesures disciplinaires prises contre les maîtres, en indiquant avec les noms, les motifs de la mesure. On trouve, par exemple, dans le *Bulletin de Cosenza*, numéro d'août 1924, toute une liste de maîtres frappés pour « insuffisance didactique » ou « attitude peu disciplinée » envers leurs supérieurs, etc.

2. Décret-loi, du 31 décembre 1923, n° 2996, portant : « Mesures en faveur des maîtres élémentaires »; il n'est publié que tardivement. *Bolletino Ufficiale*, du 29 janvier 1924, p. 271.

3. La décision a été prise au Conseil des ministres du 30 décembre 1923. Une série de mesures permet de la porter à la connaissance des intéressés sans attendre la fin des formalités nécessaires (approbation du ministère des Finances, enregistrement à la Cour des comptes, etc.). D'abord le jour même, est donné à la presse, le communiqué analysé ci-dessus et dont le texte intégral est publié par les *Diritti della Scuola*, n° 12, du 6 janvier 1924, article de tête. Puis une circulaire du directeur général de l'enseignement primaire exprime à nouveau, avec moins de raideur, et plus de chaleur communicative, la sympathie de l'administration pour le corps enseignant et présente la mesure récente comme un don d'année nouvelle (texte dans *Vita Nuova*, p. 374). Communiqué et circulaire insistent sur le caractère de cette augmentation de traitement, acte spontané du gouvernement, acte d'autorité aussi, sur les devoirs qu'elle impose à la classe enseignante, en particulier sur le devoir de donner à l'école tout leur zèle et à la réforme actuelle, leur concours le plus absolu.

les nouveaux programmes, un travail plus délicat, réclamant une meilleure préparation, après avoir institué le concours par examen et augmenté d'une année la durée des études normales, après avoir, par des prescriptions énergiques, restauré la discipline et fait à peu près disparaître les interruptions de service dans les petits centres ruraux, le ministère a voulu donner aux maîtres une situation plus digne que par le passé.

Mais c'est de son plein gré, sans tenir compte de demandes ou d'agitations, que la mesure de bienveillance a été prise. Les « vieux agitateurs démagogiques de la classe enseignante » ont eu beau faire entendre leurs grandes phrases coutumières, les instituteurs avaient attendu avec confiance et c'est pour quoi ils sont récompensés.

Ainsi donc, les instituteurs doivent tirer de cette mesure, toute de bienveillance spontanée, une leçon nouvelle de discipline et de défiance à l'égard des « antiques agitateurs » : en exploitant le mécontentement de la classe magistrale, en réduisant toutes ses organisations à traiter uniquement des questions d'ordre matériel, ils avaient diminué la valeur du personnel enseignant, ils le détournaient de sa mission éducative; ils empêchaient même aux gouvernements du passé toute action coordonnée. Et, en définitive, ce même personnel ne pouvait rien obtenir, de son côté, des gouvernants et « il se trouvait maintenu dans une situation inférieure à celle des plus humbles employés des autres administrations ».

On voit ainsi que le plus grand effort du gouvernement de Giovanni Gentile a visé à rétablir l'ordre et la discipline dans le personnel primaire : un recrutement par épreuves sévères, un statut inspiré tout entier du principe d'autorité sans contrôle et sans collaboration librement consentie, une surveillance étroitement organisée à la base par une direction locale munie de grands pouvoirs, et jusqu'à la mesure de bienveillance octroyée, en fin d'année, comme prime à l'obéissance, tout est calculé pour donner au personnel primaire un saint respect¹ de la hiérarchie.

Le temps des grèves de démonstration ou de sympathie est bien passé.

1. Le respect n'empêche pas la critique de s'exprimer. Le centre de la résistance à l'ordre nouveau était les associations de gauche et principalement — pour ne

Tout le monde était d'accord en Italie, et depuis longtemps, sur la nécessité de réformer la préparation de l'instituteur. Les écoles normales, fort nombreuses, organisées par la loi de 1906 ne répondaient plus guère à leur objet. Celles qui étaient spécialement ouvertes aux jeunes filles, — elles étaient toutes munies d'un « cours complémentaire » préparatoire, — avaient perdu en grande partie leur caractère d'écoles de préparation à la carrière de l'enseignement secondaire féminin; elles avaient été peu à peu occupées par les jeunes filles de la classe moyenne désireuses de continuer des études au sortir de l'école primaire.

Les jeunes gens qui se destinaient à l'enseignement allaient de préférence dans les gymnases normaux, créés par la loi du 4 juin 1911. C'étaient des établissements d'enseignement secondaire comprenant seulement les classes inférieures, sur lesquelles se greffaient des cours normaux de préparation rapide.

Les jeunes filles, munies du diplôme d'école normale, avaient la possibilité de continuer leurs études à deux instituts supérieurs du Magistère, de Florence et de Rome, fermés aux jeunes gens. Ceux-ci, il est vrai, pouvaient entrer à l'Université si leurs moyens le leur permettaient. Pour les jeunes normaliens et normaliennes sortants existaient les écoles pédagogiques¹ créées par la loi Orlando du 24 décembre 1904 auprès d'un certain nombre d'Universités.

Sans cesse mise en discussion, la réforme de l'enseignement normal n'avait jamais pu aboutir sous l'ancien régime. Le plus grand effort avait été tenté en l'année 1918 où l'action de tous les amis de l'école avait pu obtenir un vote du Sénat. A ce moment, une grande consultation nationale avait été organisée par des associations privées : Union italienne pour l'éducation populaire, Comité national de propagande par l'école, Association nationale pour les études pédagogiques, Comité pour l'examen national, etc.

parler que d'une association professionnelle, l'*Unione Magistrale Nazionale*, qui présentait au ministre, au mois de mars 1924, un mémoire soigneusement étudié sur l'organisation scolaire, les programmes, le gouvernement de l'école. C'est cette attitude de libre critique qui a rendu l'*Unione* insupportable aux groupements de la majorité et déterminé sa disparition en décembre 1925.

1. Organisés en 1906 seulement, par un décret du 1^{er} février, ces cours de perfectionnement ne prirent que plus tard le nom d'écoles pédagogiques. Il en sera parlé plus longuement dans le chapitre de la réforme des Universités.

Parmi toutes les études publiées ¹ à cette époque, il en est une qui paraît mériter une mention particulière; c'est celle d'Ernesto Codignola, intitulée : *la Réforme de la culture des instituteurs* ²; son auteur allait, quatre ou cinq jours après, jouer un rôle prédominant dans la réforme effective de l'école normale.

L'auteur déclare que la conception actuelle de l'enseignement normal repose sur une erreur : il faut abandonner le projet d'enseigner un grand nombre de matières, toutes les matières du programme élémentaire, pour substituer à la quantité la qualité. A l'école actuelle, à ses prétentions techniques et professionnelles, il faut substituer un institut d'enseignement secondaire de type humanistique, bien organisé dans toutes ses parties, donnant un savoir solide et, par-dessus tout, une connaissance philosophique ³ de l'esprit et des problèmes fondamentaux de la vie. Les défauts essentiels de la classe enseignante et, par conséquent, de l'éducation populaire sont des défauts de culture qu'une école normale meilleure doit faire disparaître.

La transformation radicale de l'école normale impliquerait l'abolition ⁴ de toutes les institutions adventices, cours de perfectionnement auprès des universités, etc., et ouvrirait aux maîtres directement la porte de l'Université. Et l'on supprimerait à l'école normale même le vain appareil pédagogique ⁵,

1. La *Cultura popolare*, d'Augusto Osimo, consacre à ce moment une partie de ses numéros à l'analyse des discours, à la publication des rapports et vœux des spécialistes et des associations sur cette question de la réforme de l'enseignement normal.

Par exemple, dans le n° 3, mars 1918, articles de Giovanni Calò, Fedeli, Modugno, Gabrielli; dans le n° 4, avril 1918, texte du rapport de l'*Esame Nazionale*, vœux des amis de l'Ecole, vœux de l'Association nationale des professeurs d'école normale, conclusion du Grand Comité de Rome, articles de Prezzolini, Vidari, rapport Foa, etc.

On en retiendra notamment les vœux de l'*Esame Nazionale* dont plusieurs sont réalisés dans la réforme : suppression des institutions normales autres que l'école normale proprement dite; prolongation des études normales (huit années); introduction du latin qui prend, en partie, la place du français; groupement des enseignements (sciences, lettres); importance donnée à la musique, au chant, etc.

2. La *Riforma della cultura magistrale*, Catane, 1917; les idées principales de ce livre sont reprises, résumées, fortement condensées dans le chapitre : la *Riforma della scuola normale*, d'un livre ultérieur du même auteur : *Per la dignità e libertà della Scuola*, Rome, 1919.

3. La *Riforma della cultura magistrale*; sur la culture « humanistique », p. 29; culture philosophique, p. 37; formules reprises dans la conclusion, p. 131.

4. *Id.*, p. 132.

5. *Id.*, p. 30.

les écoles annexes d'apprentissage pédagogique, pour faire de l'Institut magistral avant tout une école de culture¹.

Tels sont, en définitive, les principes qui ont triomphé avec la réforme Gentile.

Il n'entre pas dans le plan de ce chapitre d'en décrire le détail; l'école normale italienne appartient à l'enseignement secondaire et c'est dans son cadre propre qu'il faut l'étudier. De même, les Instituts du Magistère, ouverts désormais aux jeunes gens, font partie de l'enseignement supérieur et devront être étudiés dans le cadre des Universités.

Il suffira d'indiquer ici les principes de la réforme de l'enseignement normal. La réduction considérable du nombre des écoles normales, la suppression des gymnases normaux, des cours de perfectionnement et écoles pédagogiques limitent étroitement la préparation à ceux des candidats qui, dès leur prime jeunesse, témoignent de dispositions sérieuses : peu d'appelés et peu d'élus; elles visent surtout à faire disparaître les préparations hâtives et fragmentaires, génératrices de demi-culture mal assimilée² et souvent dangereuse.

L'introduction du latin au programme donne à l'école normale le caractère strictement classique que réclamait Codi gnola. Et comme il le demandait encore, la suppression de la pédagogie et des écoles annexes, la place d'honneur donnée à la philosophie témoignent, avec un dédain de la technique d'enseignement dont nous avons exposé plus haut les raisons lointaines, du souci d'approfondir la culture de l'instituteur.

Si l'on réfléchit enfin que cette philosophie est d'inspiration idéaliste et empreinte de religiosité, on comprendra aisément que la réforme de la préparation de l'instituteur, parallèlement à la réforme de son recrutement et de son statut, témoigne de la volonté bien arrêtée d'élever le niveau intellec-

1. *Scuola formativa* et non plus *informativa*.

2. « Il faut libérer l'école élémentaire de l'esprit magistral, de la polimathie présomptueuse et génératrice de confusion, de l'esprit simpliste plein de morgue et de suffisance, de la foi ingénue dans les recettes et les schémas, du psittacisme. Le maître doit être, par définition, supérieur au peuple au milieu duquel il vit et qu'il veut éduquer. Il doit avoir une vision large et compréhensive des problèmes fondamentaux de la vie économique, sociale, politique... Il doit en somme posséder une pensée systématique et organique, ces idées centrales et directrices qui vivifient et illuminent notre conduite, impriment à un caractère la cohérence, suscitent la foi dans notre cœur. Sans la claire vision historique de notre passé et de notre présent, sans la claire conscience de la complexité des problèmes spirituels, il n'est pas possible d'éduquer autrui. » *Per la libertà e la dignità della Scuola*, p. 97.

tuel et moral de la fonction, mais aussi de développer dans le personnel primaire le sens du respect, de la discipline¹ et de l'exacte obéissance.

1. La *Scuola d'Abruzzo*, bulletin du Provéditorat d'Aquilée, donne en supplément de son numéro de décembre 1925 (1^{re} année, n° 4), le compte rendu d'une assemblée des instituteurs des Abruzzes à Aquilée, où sont marqués, en traits vigoureux, les caractères nouveaux de l'enseignement officiel.

L'Assemblée réunie le 16 novembre, par les soins des associations politiques locales (Fédération fasciste provinciale, Association nationale des combattants, etc.), se propose « de célébrer la mémoire des morts de la guerre, de consacrer à cette mémoire la maison de l'école régionale »; elle demande, de plus, au représentant du roi (G. Lombardo-Radice, présent à la cérémonie), « le privilège de préférer, comme une offrande, avant toute prescription de la loi, leur serment de fidélité au devoir ».

Le Provéditeur lit la formule ci-dessous, auxquels les assistants répondent par les mots : « Je le jure. »

« Devant les supérieurs qui ont le mandat de me guider et l'autorité de me corriger, devant les collègues avec lesquels je dois collaborer fraternellement, je jure de m'employer de toutes mes forces à former dans la nouvelle génération un esprit de dévotion éclairée au roi, à la patrie, aux lois, et une sereine volonté de sacrifice, pour maintenir intacte la valeur de la vie italienne; de contribuer par mon exemple et par mon enseignement à maintenir, éveillé et vigilant, le sentiment de la responsabilité dans tous les ordres des relations familiales et sociales, de donner aux enfants, non des fragments de savoir, mais des normes de vie fondamentales; de me cultiver inlassablement pour donner un fondement plus solide à mon action de citoyen chargé de l'éducation des citoyens futurs. »

CHAPITRE IV

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

1. La crise de l'enseignement secondaire

Giuseppe Prezzolini, dans son livre sur l'état actuel de l'Italie (*La Cultura italiana*, Florence 1923), montre¹ le curieux revirement qui s'est produit dans l'opinion italienne au sujet de l'enseignement secondaire après la guerre.

Auparavant, l'objet principal des préoccupations semblait être l'éducation du peuple, le redoutable problème de l'ignorance, de l'analphabétisme, des illettrés. Mais voici que la grande épreuve de la guerre a renversé les valeurs traditionnelles. L'ignorance du Midi et des îles n'a pas empêché ces régions de donner à l'armée un tribut d'hommes plus considérable que le Nord aux populations instruites, mais turbulentes. « A quoi donc a servi l'alphabet, sinon à créer des mécontents ? Et comment réformera-t-on l'école élémentaire, si l'on ne commence pas par en haut ? Les preuves les plus éclatantes de bon sens, de calme, de patience sont venues des populations agricoles méridionales, les moins cultivées ; la classe dite cultivée a montré précisément qu'elle ne savait pas assez. » Et dans les années troubles qui ont suivi l'armistice et la paix, quand l'Italie semblait près de sombrer au milieu des grèves, des guerres civiles et des menaces de bouleversement social, on comprit soudain que ce qui manquait au pays, c'était une classe moyenne résistante, de solide formation morale et intellectuelle, une classe dirigeante.

Existe-t-il pour l'école italienne un problème d'après

1. Prezzolini, *la Cultura italiana*, chapitre xvii, « Crise et Remèdes dans l'école moyenne » ; le sommaire du chapitre comprend les points ci-après : l'analphabétisme des classes dirigeantes ; l'école en Italie ; sa crise aggravée par la guerre ; mouvement idéaliste et catholique pour la liberté de l'école ; l'Université du Sacré-Cœur ; Benedetto Croce, ministre ; le projet d'examen d'Etat.

guerre à demandé, de son côté, Lombardo-Radice¹. Qui et non. Non si l'on pense que les maux actuels datent d'avant guerre, mais, certes oui, si l'on songe à la manière dont la nation a subi l'épreuve de la guerre.

Si la guerre, dit-il, est un examen des peuples, quel a été le résultat pour l'Italie? En octobre 1917, échec italien (Caporetto) dû au manque de cohésion nationale, et qui se traduit par la retraite tragique; juin 1918, examen de réparation; octobre 1918, échec total de l'Autriche.

La guerre montre donc, et l'honnêteté profonde du peuple italien, et son manque total de préparation morale; Caporetto prouve que la classe dirigeante n'a pas une conscience suffisante de sa responsabilité. Ici Lombardo-Radice se rencontre, presque dans les termes mêmes, avec Prezolini : « La rénovation de l'éducation nationale exige que l'on mette au centre de toutes les préoccupations le problème de l'éducation des classes dirigeantes; tandis qu'avant la guerre, on donnait la première place à la lutte contre l'analphabétisme. »

En d'autres termes, il s'agit maintenant de former une bourgeoisie capable de comprendre la vie moderne, l'importance des problèmes moraux : « L'avons-nous, actuellement, en Italie? Non, mais nous pouvons la former rapidement... Une bonne école pour elle a été cette année qui s'étend de Caporetto à Vittorio, qui révéla tant d'énergie chez les officiers juvéniles, de retour maintenant dans leurs foyers, avec une conscience nouvelle et une âme mûrie². »

Si la réforme de l'école moyenne est une question urgente de rénovation morale et sociale, elle ne s'impose pas moins du point de vue purement scolaire. Sur les maux dont souffraient les lycées, gymnases, écoles techniques, écoles normales, tout le monde était d'accord et ne pouvait manquer de l'être, car les désordres de la jeunesse scolaire s'épalaient à tous les yeux. Chaos, anarchie, mal chronique, plaie nationale, telles sont les expressions habituelles des publicistes de toutes les opinions politiques dans les innombrables

1. Giuseppe Lombardo-Radice. *Nuovi Saggi di propaganda pedagogica*, Turin, Paravia, 1922. Le chapitre intitulé : *la Leçon de la guerre pour l'école italienne*, commence par cette question : existe-t-il un après-guerre scolaire?

2. *Id.*, p. 45. L'auteur ajoutait avec une verdeur familière : « Il suffit de démolir la baraque qu'est l'école moyenne italienne, d'instituer l'école modèle, montée avec de grands moyens « de guerre ». N'est-ce pas aussi une guerre que nous devons engager contre la vieille classe dirigeante? »

articles consacrés, dans la presse quotidienne, de 1921 à 1922, à la question de l'enseignement secondaire.

Le mal le plus apparent est l'abaissement des études et l'affaiblissement de la discipline.

La conclusion, la sanction des études secondaires est la « maturité », examen intérieur que le professeur fait passer lui-même à ses élèves, sur les matières étudiées dans l'année et sur celles-là seulement. Elle ouvre la porte des Universités, la voie qui conduit à ce doctorat (laurea), objet des vœux de la bourgeoisie italienne. Mais cet examen, déjà tout paternel, n'est obligatoire maintenant que pour ceux qui n'ont pas obtenu une certaine moyenne générale dans l'année. De descente en descente, cette note fatidique est arrivée à 6 sur 10, note qui, pendant la guerre et l'après guerre, a pu être encore abaissée pour telle ou telle catégorie d'élèves, les mobilisés, les démobilisés, les blessés de guerre, etc.

Contre les abus, contre le manque de sanctions véritables aux études secondaires, s'insurgent la plupart des éducateurs sérieux¹. « Les facilités concédées durant la guerre et immédiatement après, dit *la Nostra Scuola*², pouvaient avoir des excuses; aujourd'hui, elles sont devenues une spéculation indigne de la part des « recalés » des époques antérieures qui avaient dû s'arrêter à mi-chemin de leurs études secondaires. Maintenant, ils prennent d'assaut le lycée; ils enfoncent, grâce à la complaisance des ministres et la faiblesse des professeurs, les portes des Universités ». J'en ai vu un, l'an passé, gagner l'examen final des lycées, sans être parvenu à

1. La *Nostra Scuola* a mené, depuis sa fondation, une campagne acharnée contre les abus dont souffre l'enseignement secondaire italien. « Fermons les écoles! », « le Droit des idiots », « Bolchevisme scolaire », « l'Escroquerie aux diplômes », « Des ânes à 350 livres », « l'Escroquerie au manuel », etc., tels sont quelques titres d'articles pris dans trois numéros de l'année 1920 et relatifs principalement aux études et aux élèves de l'enseignement secondaire.

Cette revue s'en prend particulièrement aux facilités données aux mobilisés et anciens combattants et qui ne devraient pas subsister après la fin de la guerre.

Du 15-29 février 1920, n° 3, p. 5 : « La guerre fut un prétexte pour promulguer des dispositions législatives contraires à tout principe de culture, mais très bienveillantes envers les élèves-soldats... La reconnaissance envers les combattants se change en méconnaissance des droits de la nation victorieuse... Le combattant est en train de devenir, en Italie, une profession. On peut être un âne, un mauvais esprit, une canaille : un ruban de guerre quelconque, obtenu d'une manière quelconque, est un titre suffisant pour prétendre à un diplôme ou à un titre universitaire. »

Du 16 août-15 septembre 1920, n° 15-16, p. 106.

traduire César. Et ne parlons pas du grec : il ne connaissait pas même la couleur de la couverture de la grammaire ! »

Mais les élèves se sont organisés en associations, voire en syndicats, pour obtenir des facilités d'études et d'examens et, à la moindre résistance des autorités, ils se déclarent en grève. Il y a des grèves d'écoliers de caractère scolaire, mais il en est aussi de simple sympathie, et il en est de caractère religieux ou politique.

A Pavie ¹, dans le premier semestre de 1921, on compte six grèves des écoles secondaires : une pour l'anniversaire de la mort d'Oberdan, le martyr de l'irrédentisme ; une pour le meurtre de l'étudiant fasciste Ruini, à Modène ; une pour l'Immaculée Conception, fête non encore reconnue par les autorités civiles ; une contre un professeur qui déplaisait et que les élèves ont fait déplacer ; une enfin, la dernière et la plus bruyante, contre les projets de réforme du ministre Benedetto Croce. Pour cette fois, le « soviet » scolaire avait obtenu, afin que la démonstration soit plus solennelle, la salle la plus grande du lycée, et pour permettre à la manifestation de commencer plus tôt, on avait terminé les leçons

1. La plupart des exemples sont pris dans l'*Istruzione media*, journal (hebdomadaire) de la Fédération des professeurs de l'enseignement moyen, années 1921 et 1922. Le 25 janvier 1922, ce journal donne sous la rubrique : « Dans le monde de l'école », deux exemples de grèves en Emilie.

« A Ferrare, les élèves ont fait grève contre le directeur de l'école normale à cause, disent le *Messaggero* et l'*Epoca*, de son attitude et de sa sévérité professionnelle. Ils sont allés jusqu'à défoncer la porte d'entrée de l'école. La direction de l'école normale a été assumée par le provéditeur. » « A Bologne, les élèves des écoles secondaires ont fait une grève, avec carreaux cassés, etc., pour affirmer leur solidarité vis-à-vis de leurs collègues de l'Université, qui, eux, manifestaient par sympathie pour un professeur de clinique chirurgicale, menacé de déplacement. »

La *Nostra Scuola* donne de son côté, des exemples saisissants d'indiscipline scolaire. Voici, par exemple, celui que raconte le n° 4, du 15 mars 1920, p. 5.

« Vendredi, 28 février 1920, les élèves des écoles moyennes de Florence envoyèrent, par télégramme, un ultimatum au ministre de l'Instruction publique pour que, contrairement à la loi, on admette encore, pour l'année en cours, le passage d'une classe à l'autre, avec 6 de moyenne sans examen. Terme de l'ultimatum, le 1^{er} mars !

« Et après avoir nommé leur brave comité d'agitation, ils attendirent la réponse, ou plutôt ils ne l'attendirent pas, car, à partir du samedi matin, les plus « studieux » abandonnèrent les cours pour aller monter la garde devant la porte des autres instituts. Le lundi, la « grève » s'étendit. Le ministre ne répondait pas ; les bons petits garçons fermèrent leurs livres et proclamèrent la grève à outrance. » Puis la situation s'aggrave. Le petit nombre des agents envoyés pour protéger les portes des lycées sont insuffisants pour garantir la liberté d'accès à ceux, heureusement très nombreux, qui voulaient entrer. Hurlements, menaces, lazzi et gestes discourtois accueillent le sexe faible qui « rompt la grève ». Quant aux garçons, ils sont mis en demeure de rester dehors, sous peine de bastonnade.

une heure plus tôt que de coutume, à trois heures de l'après-midi.

On voyait, dans certaines villes, les élèves supprimer de fait l'enseignement du premier trimestre, afin que l'examen de fin d'année fût déchargé d'autant. Des chefs de grève, armés de bâtons, organisaient une permanence à l'entrée du lycée pour en interdire l'accès aux « jaunes ». Des professeurs et proviseurs furent même, à l'occasion, bâtonnés dans la bagarre¹. Le 15 juin 1922, l'*Istruzione Media* annonce que les étudiants de la Polyclinique de Turin, qui s'étaient mis en grève pour une question de titres et d'examens, ont imposé une grève de solidarité aux élèves des lycées, collèges, gymnases, cours complémentaires, etc.

Quelques théoriciens approuvent ces mœurs nouvelles. Dans la *Rivista di Filosofia* (Bologne, XX^e année, N° 2, p. 181, G. Marchesini, ancien membre du Conseil supérieur, tire une leçon des agitations récentes : « Aujourd'hui, les élèves de tout ordre ont et imposent leur personnalité collective, tout comme les travailleurs des bras, du livre, de la table : et comme nous sommes près de l'événement qui donnera l'école aux maîtres, comme les chemins de fer aux cheminots, les postes aux postiers, etc., ainsi il faut peut-être se représenter très proche le moment où les élèves auront une place dans le gouvernement de l'école. En tout cas, il est certain qu'une politique scolaire avertie ne doit plus, en matière de programmes, d'horaires et d'examens, se fermer aux exigences légitimes des écoliers eux-mêmes. »

Mais la majorité du personnel enseignant espère un retour à l'ordre et à l'esprit d'autorité. Entre les nombreux témoignages qui remplissent les journaux spéciaux ou les grands quotidiens de ces années si troublées, on choisira celui de l'*Istruzione Media*, c'est-à-dire de l'organe de la Fédération des professeurs secondaires, le journal le moins suspect de partialité pour le fascisme en général et l'idéalisme absolu en particulier. Il écrit le 25 novembre 1922, à l'occasion de la désignation de G. Gentile comme ministre de l'Instruction publique :

1. « Et un honnête père de famille, qui eut « l'imprudence » d'accompagner son propre fils, fut tout d'abord insulté, puis houspillé... » Lombardo-Radice, *Nuovi Saggi*, etc., p. 157, en note.

« Ce que nous demandons tous au ministre, c'est une œuvre de rénovation, de rééducation des âmes juvéniles. Nous demandons qu'on rende à la jeunesse scolaire la sécurité, l'amour de l'école, la passion de l'étude et de l'éducation de soi-même. » Et pour terminer, le journal de la Fédération s'associe pleinement aux paroles de l'*Educazione nazionale*, de Lombardo-Radice, quand elle s'écrie : « Giovanni Gentile, nous voulons désormais que de toi seul dépendent les jeunes gens : ils sont à toi, ministre de l'éducation. Fais qu'ils retournent au seul travail qui regarde la jeunesse, à l'école ! »

L'ère des grèves scolaires¹ était terminée ; la reconstruction commençait. Ce fut même la réforme de l'enseignement secondaire qui fut la première effectuée.

2. Les antécédents de la réforme

La réforme gentilienne est en premier lieu le produit d'un mouvement d'idées très récent ; c'est l'application au problème secondaire des théories de l'idéalisme absolu. Une étude particulière montrera les antécédents immédiats de la réforme. Mais le problème est beaucoup plus ancien. Les enquêtes et discussions des générations précédentes éclairent la solution actuelle. C'est cette genèse lointaine de la réforme que l'on se propose tout d'abord d'exposer.

On a, pour se guider dans cette étude, en dehors des collections d'articles de la presse quotidienne² et des revues³ techniques, en dehors des témoignages oraux

1. L'*Istruzione Media*, qui a accueilli en général avec peu de faveur les réformes du ministre Gentile, reconnaît, dès le 25 juin 1923, que la discipline est rétablie : « Les rébellions bruyantes et collectives des étudiants de tout âge, qui avaient pour prétextes ou des contingences politiques et scolaires locales ou même des mesures de sévérité que le gouvernement avait prises et devait retirer ou dont on lui attribuait l'intention... ont cessé comme par enchantement. » Quelle que soit l'opinion qu'on ait sur la politique actuelle, il faut reconnaître que ce fut l'effet direct et immédiat du changement survenu dans le gouvernement.

2. La presse quotidienne a joué un rôle important dans la discussion des questions scolaires qui a précédé et accompagné la réforme Gentile. Avant Gentile, le problème de l'examen d'Etat est un problème politique où s'affrontent populaires et ennemis de l'influence ecclésiastique. Pendant le ministère Gentile, la polémique est vive entre les partis de gauche et le fascisme et, dans l'intérieur même de ce parti, entre la droite et la gauche. Par exemple, une revue de la presse de l'*Istruzione Media*, du 25 avril 1922, résume les articles d'une vingtaine de journaux, sur la question de la liberté de l'enseignement et l'examen d'Etat.

3. Les revues les plus utilisées ici pour ces chapitres sont, d'une part, l'*Istruzione Media*, la *Scuola Media*, la *Corrente*, organes des professeurs secondaires, et la *Levante*, l'*Educazione nazionale*, la *Tecnica scolastica*, d'autre part, qui puisent leurs inspirations dans l'entourage du ministre.

recueillis en de nombreux voyages, des documents décisifs. Comme point de départ : le « Recueil complet » des textes législatifs de 1859 à 1887 de Bruto Amante¹ comme résultats de vastes enquêtes officielles ; pour les professeurs, le rapport Vittorio Fiorini de 1907² ; pour les études et les élèves, le rapport de la commission royale d'enquête sur l'organisation des études secondaires en Italie, publié à Rome en deux forts volumes in-quarto, de l'année 1909³.

L'enseignement moyen italien se divise en trois sections : classique, technique et normale. Chacune de ces sections est théoriquement un tout complet et présente une suite ininterrompue de classes, de la sortie de l'école primaire élémentaire à l'entrée dans la vie pratique ou à l'université. La section classique répond à peu près à nos lycées du type ancien, la section technique à l'enseignement primaire supérieur auquel s'ajouteraient les classes supérieures des sections modernes de nos lycées, la section normale à notre enseignement primaire supérieur (section générale) suivi des trois années des écoles normales. Enfin, chacune de ces sections se divise, dans le sens de la hauteur, si l'on peut dire, en deux parties, classes inférieures et classes supérieures. Avant la réforme gentilienne, l'enseignement moyen italien pouvait donc se représenter par le tableau ci-après :

SECTION CLASSIQUE	SECTION TECHNIQUE	SECTION NORMALE
Degré inf. : le gymnase : 5 ans.	École technique : 3 ans.	Cours complémentaire : 3 ans.
Degré sup. : le lycée : 3 ans.	Institut technique : 4 ans.	École normale : 3 ans.

Tel est le tableau général et théorique. Il convient de donner maintenant quelques détails sur le fonctionnement de chacune de ces sections.

La section classique a été fortement constituée par la loi Casati de 1859 dont les dispositions essentielles subsistent toujours. Casati, qui voyait dans les études classiques le

1. Bruto Amante, *Raccolta dei testi*, Rome, 1887.

2. Ministero della Pubblica Istruzione. Applicazione delle leggi d'aprile 1906, n° 141-142, sullo stato giuridico sugli stipendi e sulla carriera degli insegnanti delle scuole medie. Relazione del Prof. V. Fiorini (mai-décembre, 1906), Rome, 1907.

3. Ministero della Pubblica Istruzione. Commissione reale per l'ordinamento degli studi secondari in Italia. Rome, 1909. 1° volume, *Relazione*; 2° volume, *Risposte al questionario diffuso con circolare*, 27 mazo 1906.

tout de l'enseignement secondaire, leur assignait pour fin « de faire acquérir aux jeunes gens la culture littéraire et scientifique ouvrant la voie aux études spéciales qui permettent d'obtenir les degrés académiques dans les universités de l'État ». (Art. 188.)

Et il donnait aussitôt après, à cet enseignement, la division conservée jusqu'ici : « Cet enseignement se divise en deux degrés¹ et il est donné dans des établissements séparés : pour le premier degré, en cinq ans, pour le second en trois. » (Art. 189.)

La section technique n'est pas, à proprement parler, un enseignement professionnel. Celui-ci, qu'il conviendra d'étudier dans un chapitre spécial, relève du ministère de l'économie nationale. Elle fut conçue par Casati, dès le début, comme un enseignement secondaire moderne. Il la définissait, d'une manière évidemment trop ambitieuse, en son article 272 : un enseignement qui a pour but « de donner aux jeunes gens se destinant à certains emplois des services publics, de l'industrie, du commerce et à la conduite des entreprises agricoles, une culture convenable, à la fois générale et spéciale ».

Attribué un instant au ministère de l'Agriculture, l'institut technique revient à l'Instruction publique le 26 décembre 1877, date à laquelle le ministère de l'Agriculture est supprimé et il y reste désormais, même après le rétablissement de l'Agriculture, le 30 juin 1878. Il garde désormais

1. Le gymnase est établi (art. 194) dans les chefs-lieux de province et aussi dans les sous-préfectures; son programme (art. 190) comprend : italien, latin, grec, littérature, arithmétique, géographie, histoire, y compris des notions des antiquités latines et grecques.

Le lycée est établi (art. 199), à raison d'un au moins par chef-lieu de préfecture; son programme (art. 191) comprend : philosophie, mathématiques, physique et chimie, littérature italienne, littérature latine, littérature grecque, histoire, histoire naturelle.

Les dispositions de cette loi — en ce qui concerne la distribution des établissements — ne furent jamais appliquées (commission royale, rapport, p. 34-35); d'abord parce que en dehors du Piémont, auquel la loi de 1859 s'appliquait uniquement, les provinces nouvelles ajoutées successivement gardèrent leur statut ancien, et que d'ailleurs dans les Etats de l'ancien royaume de Sardaigne, les créations d'établissements publics ou la conversion d'institut privé en école publique se firent sans règle. « On comprendra donc facilement quel désordre règne en cette matière, qui a pu se développer pendant un demi-siècle sans norme et sans direction. Il y a des instituts communaux qui devraient être nationaux, mais plus souvent des gymnases et des écoles techniques à la charge de l'Etat qui devraient être à la charge des communes... Il y a des régions où les instituts classiques sont plus nombreux que de besoin et pour cette raison pauvres en élèves... »

son caractère prédominant d'enseignement surtout général.

Avant la réforme gentilienne, l'école technique qui, comme on l'a vu, comprend trois années d'études, accueille surtout les enfants de la plus modeste bourgeoisie. Elle délivre, à la fin de son cours d'études, une licence technique qui suffit à la plupart de ses élèves; les trois cinquièmes environ entrent immédiatement dans la vie pratique et deviennent petits employés de commune ou d'État, petits employés de commerce.

Les deux cinquièmes seulement passent au degré supérieur, à l'institut technique.

Celui-ci comporte une première année commune à tous les élèves, puis des divisions dans chacune desquelles le cours d'études est de trois ans. La première des divisions, ou du moins la plus individualisée, fut celle de « physique et mathématiques » qui eut le droit, par le règlement du 19 septembre 1860, de faire entrer ses diplômés à l'Université. Elle a toujours gardé un caractère de section d'enseignement général.

A côté de cette section qui ne manque dans aucun institut technique de grande ville, on en trouve généralement¹ deux, plus rarement trois et même quatre autres. Les deux sections habituelles sont : la section de commerce et de comptabilité et la section d'arpentage. La première prépare le « *ragioniere* », le comptable, qui trouve un emploi dans le commerce et les administrations publiques; la seconde, le « *perito-agrimensore* », l'expert-géomètre des campagnes, personnage important qui se décore presque toujours du titre d'ingénieur et qui fait autorité parmi les campagnards illettrés et processifs.

Ainsi donc tout l'enseignement, dit technique, a un caractère hybride : de culture générale surtout par la section

1. La source principale de ces indications est l'Annuaire officiel : *Annuario del Ministero della Pubblica Istruzione*, Rome, 1923, qui donne notamment, par localité, le détail de chaque établissement d'enseignement secondaire. Voici d'après cet annuaire quelques exemples de sections d'instituts techniques : Udine, institut technique, *Antonio Zanon*, cinq sections : physique-mathématiques, commerce et comptabilité, arpentage, agronomie, industrie; Côme, institut technique, *Caio Plinio secondo*; deux sections : physique-mathématiques, commerce et comptabilité; Pavie, Institut technique *Antonio Bordonì*, trois sections : physique-mathématiques, commerce et comptabilité, arpentage; Porto Maurizio, Institut technique *Giovanni Ruffino*, une section : commerce et comptabilité.

physico-mathématique de l'institut, mais pratique également, quoique avec des objets très restreints; il fournit en somme l'État et l'entreprise privée de petits employés et de demi-spécialisés.

L'enseignement normal avait été attribué par Casati à la direction de l'enseignement primaire; mais passé à la direction de l'enseignement moyen, il était régi par le décret du 3 décembre 1896 qu'aucune campagne, même celle de 1918-1919 n'avait pu changer.

A vrai dire, avant la réforme dernière, il n'est organisé que pour les jeunes filles. Pour elles seules existent les deux degrés, inférieur et supérieur. En effet, l'école complémentaire de trois années est uniquement féminine. Les jeunes gens se tirent d'affaire en suivant les cours de l'école technique ou du gymnase. Quant au second degré, il existe bien pour les deux sexes; et même une loi du 21 juin 1911 a créé, pour les jeunes gens seulement¹, dans les petits centres où se trouvent des gymnases isolés (c'est-à-dire sans lycée, un « cours magistral » de deux années qui se greffe sur le gymnase. Enfin, mais cette fois pour les jeunes filles seulement, existe, comme on l'a vu, le magistère supérieur, prolongement presque universitaire de l'école normale.

Dès 1860, la loi Casati et son organisation de l'enseignement moyen sont l'objet de vives critiques. On lui reproche notamment son caractère hybride qui n'a fait que s'accroître dans la suite. Mais surtout, on a souvent varié dans l'appréciation de cette loi fondamentale, parce que, de génération en génération, changeait la conception même du rôle et du caractère que doit assumer dans un pays l'enseignement secondaire.

La grande enquête² de 1905-1909 est née d'un malaise que

1. Conséquence de la loi Daneo-Credano, du 4 juin 1911, sur l'organisation de l'enseignement primaire, cette création répondit à ce moment à un besoin urgent : le passage de la grande majorité des écoles primaires à l'administration provinciale, les charges financières assumées par l'État, toute cette législation bienfaisante de 1911 donnait une grande impulsion à l'enseignement primaire et exigeait aussi tout à coup un plus grand nombre de maîtres. Cette création porte donc le caractère de mesure de circonstance. On recrutait l'instituteur dans les petits centres privés de débouchés industriels et commerciaux en lui offrant sur place une préparation rapide. Cette mesure permit de fournir rapidement à tous les emplois nouveaux créés en exécution de la loi de 1911.

2. Ordonnée le 19 novembre 1905, par le ministre Léonardo Bianchi; président, Paolo Boselli, grande figure d'universitaire et de parlementaire; membres : Pietro

le rapporteur de la commission royale a cherché à définir : augmentation démesurée des programmes par suite du progrès rapide et de l'importance nouvelle de la science : changement progressif du caractère des divers établissements sous l'influence des élèves eux-mêmes.

Le diplôme de fin d'études secondaires classiques n'était primitivement qu'un titre de culture générale, ouvrant les portes de l'Université; mais voici qu'il est exigé à l'entrée de certaines administrations. Bientôt des élèves de lycée ne le recherchent plus que comme moyen d'accès à un emploi lucratif, et voici que l'enseignement classique, qui devait être consacré uniquement à l'étude désintéressée, devient, pour un nombre grandissant d'élèves, école professionnelle. Par contre, l'institut technique, avec sa section physico-mathématique, s'ouvre lui-même à la culture générale.

Après de longues enquêtes parmi des techniciens de l'école dans tous les ordres de l'enseignement, la Commission royale est arrivée à poser le principe fondamental¹ de toute réforme secondaire : toute nation a deux sources principales d'énergie : sa valeur intellectuelle et morale, sa puissance économique; l'école doit développer l'une et l'autre de ces forces, mais séparément. Sans doute des canaux peuvent relier de distance en distance les deux séries d'institutions scolaires; mais celles-ci doivent rester, dans l'ensemble, rigoureusement séparées : d'une part, écoles de culture littéraire, historique, philosophique, scientifique, d'autre part, établissements à fins utilitaires. A études diverses, titres

Blaserna, sénateur; professeur Girolamo Vitelli; Vittorio Fiorini, inspecteur au ministère; Camillo Corradini, inspecteur au ministère; professeur Gaetano Salvenini; Andréa Torre; professeurs Giuseppe Picciola, Giovanni Vailati, Alfredo Galletti, Giovanni Rossi. La commission distribua, le 17 mars 1906, un questionnaire dont elle étudia les réponses en de nombreuses séances. Particulièrement importantes sont les séances plénières des 17, 18 et 27 juillet, où se discuta la question de l'organisation générale de l'enseignement secondaire et spécialement de son premier degré.

1. P. 279 de la *Relazione*, laquelle occupe le 1^{er} volume, c'est-à-dire dans la 4^e partie. Les différentes parties de ce volume sont : Introduction : Comment fut instituée la Commission royale. — 1^{re} partie : la Question de l'école moyenne et ses vicissitudes en Italie. — 2^e partie : l'Opinion publique devant le problème de l'école moyenne. — 3^e partie : Propositions de la commission. — 4^e partie : les Raisons de l'organisation scolaire proposée pour les écoles de culture générale. — 5^e partie : l'Instruction populaire, technique et professionnelle. — 6^e partie : l'Education physique. — 7^e partie : Questions diverses relatives à la réforme de l'enseignement moyen. — Appendice (parmi les chapitres de l'appendice, en tête, un projet de loi pour la réforme de l'école moyenne).

divers : qui sort des écoles professionnelles doit pouvoir entrer immédiatement dans les emplois ou les fonctions techniques, mais se verra fermer la porte de l'Université; qui sort de l'école de culture générale pourra entrer à l'Université, mais ne sera admis à un emploi qu'après examen. Si les écoles sont séparées si radicalement, elles doivent avoir été réunies par ces canaux transversaux qui permettent, en cours d'études, aux victimes d'un faux départ, de prendre la voie qui convient le mieux à leurs dispositions naturelles.

L'organisation conçue d'après ces principes reçut à peine un commencement d'exécution : mais le projet est intéressant, pour comprendre la réforme Gentile et plus généralement comme solution d'un problème qui est de tous les pays.

Cette organisation répond exactement au principe posé plus haut : elle établit une séparation complète entre l'étude désintéressée de l'élite destinée à l'enseignement supérieur et l'étude utilitaire de la jeunesse vouée aux professions et métiers pratiques. La disjonction est complète. Le plan de la Commission réalise une dichotomie rigoureuse dans l'ensemble des institutions scolaires dès la sortie de l'école élémentaire commune.

Il y a donc un enseignement de culture générale et un enseignement pratique.

A la base de l'enseignement de culture générale est une école commune, de courte durée, qui prend les enfants vers la dixième année, à la sortie de l'école primaire élémentaire : c'est le gymnase de trois années — gymnase moderne¹ et sans latin, de caractère principalement éducatif et littéraire.

A la base de l'enseignement pratique, la Commission prévoit deux types d'écoles : le type secondaire complet, appelé *école technique*, de trois années, et l'*école complémentaire* ou enseignement moyen abrégé, pour les élèves sortis tardivement de l'enseignement primaire, après avoir suivi le cours supérieur.

Au second degré, pour la culture générale — et ici l'innovation est intéressante — la Commission prévoit l'institution

1. La question de l'école du premier degré est proprement la question centrale du débat. Elle sera examinée en détail à propos de la réforme Gentile. Elle a fait à la commission l'objet des discussions les plus passionnées; ce fut la cause de la démission de trois de ses membres : Prof. Vitelli, Salvemini et Galletti.

de trois lycées différents : lycée classique, lycée scientifique, lycée moderne. Le type « scientifique », seul privé du latin, ne serait en somme que la section physico-mathématique des instituts techniques, remise dans son véritable cadre, dans les institutions de culture générale.

Quant aux écoles de caractère technique, pour éviter qu'elles ne retombent dans la tentation de devenir des établissements hybrides où domine peu à peu la culture générale, la Commission propose, pour tout le second degré, qu'elles soient remises en bloc aux ministères compétents : Agriculture, Commerce, Industrie. Et même, pour bien faire, elle pense que le degré inférieur aussi devrait passer à ces ministères techniques, de manière que, dès leur sortie de l'école primaire, les futurs employés et ouvriers des métiers et professions pratiques soient orientés vers leur apprentissage professionnel.

Le projet de 1909 s'inspirait, on le voit, d'un esprit nettement utilitaire. Peu touché, semble-t-il, par les aspirations démocratiques¹ qui, pourtant, dominèrent dans cette période en Italie, il distingue nettement deux classes de la société et deux fonctions éducatives correspondantes : à une catégorie d'élèves, pris dès leur dixième année dans la bonne bourgeoisie, les études générales qui conduisent à l'Université; à eux les fonctions supérieures dans l'État et les professions libérales, un rôle de dirigeant dans la nation; aux autres qui, dès leur jeune âge, sont voués aux plus modestes grades de l'armée des travailleurs, aux futurs sous-officiers et soldats, la préparation strictement professionnelle.

A cette époque, on ne retint des travaux de la Commission

1. Le rapport ne cherche pas à éluder la question. Il reconnaît que la disjonction des enseignements dès le début des études moyennes n'est pas démocratique : « En faveur de l'école unique (moyenne de premier degré), on a donné comme principal argument qu'elle servirait à retarder la séparation des classes sociales. » Le rapport répond qu'il n'y a plus lieu de se préoccuper de castes qui ne subsistent plus dans le grand tourbillon de la vie moderne; quant à la voie intellectuelle à choisir, on a déjà répondu justement qu'elle est généralement déterminée non tant par les aptitudes ou les inclinations des enfants que par la condition sociale et économique des familles : un millionnaire n'invitera pas son héritier, quand bien même il ne serait bon qu'à cela, à se faire employé des postes ou conducteur de tramways, ni un ouvrier ne dirigera son fils vers la carrière diplomatique ou consulaire, quand bien même celui-ci aurait donné la preuve certaine qu'il possède l'esprit politique d'un Cavour ou d'un Bismarck. Il arrive parfois que se produisent des changements heureux de ce genre, mais c'est l'œuvre d'un hasard bienveillant, jamais le résultat d'une organisation scolaire.

La Commission royale ne pouvait être accusée de verser dans la démagogie.

que l'idée du lycée moderne, où une seconde langue moderne remplacerait le grec. On en eut une trentaine pour l'Italie. Mais beaucoup des idées exprimées par la Commission devaient être reprises par les novateurs d'aujourd'hui.

A côté de cette question fondamentale de l'organisation de l'enseignement secondaire, les enquêtes et discussions du passé nous présentent la genèse de beaucoup des problèmes de détail qui viennent de recevoir une solution.

Voici, par exemple, la question du rôle de l'État dans l'enseignement secondaire : le ministre Coppino, dans son premier projet de loi du 14 juin 1867, déclare que l'État doit se charger d'un certain nombre seulement des établissements secondaires et spécialement classiques, afin d'en faire « comme des types ou des modèles pour les municipalités et les organisations privées, pour stimuler l'émulation des uns, féconder l'initiative des autres et promouvoir la valeur intellectuelle de la nation ». Il propose donc de conserver à l'État vingt-quatre lycées ou établissements complets d'enseignement secondaire et de remettre toutes les autres institutions aux provinces avec la faculté de les supprimer complètement sous certaines conditions.

En ce qui concerne les examens¹, l'histoire des soixante dernières années est une suite de variations fort confuse. S'agit-il de l'admission de l'école secondaire? On hésite entre deux moyens de recrutement : validité du diplôme délivré par l'école élémentaire et entrée sans examen, ou examen d'entrée à la base de l'école moyenne. Voici le raccourci des contradictions successives : Casati, 1859, examen ; Bonghi, 5 mars 1876, point ; Coppino, 22 novembre 1876, examen ; Baccelli, 1881, point ; Coppino, revenu au pouvoir en 1884, le rétablit et Boselli le supprime en 1889 ; Villari le rétablit en 1891 et Martini y ajoute encore l'obligation de posséder le diplôme primaire ; Baccelli laisse le choix entre les deux moyens d'accès en 1894 et Orlando, en 1904, supprime l'examen qui ne sera plus rétabli.

Mêmes variations pour la sanction de l'enseignement secondaire. Tantôt on exige de tous l'examen final et tantôt

1. Cf. *Relazione*, de la Commission royale, 1^{re} partie : la Question de l'école moyenne et ses vicissitudes en Italie ; historique de la législation secondaire et des débats universitaires et parlementaires à son sujet, p. 11-153.

les élèves en sont dispensés quand ils ont obtenu une certaine moyenne annuelle. Pour ne prendre que les dernières dates, on voit le ministre Gianturco, en 1896, exiger de tous l'examen final; mais Baccelli, en 1898, en exempte les élèves qui ont obtenu 8 sur 10; Gallo, en 1900, rétablit l'examen pour tous; mais Nasi, en 1902, se contente de 7 sur 10; depuis Orlando, en 1904, régnera la dispense avec 6 sur 10 seulement. La Commission royale devait, en 1909, réclamer vainement le retour à l'examen général, « moyen d'éducation, exemple d'une conscience ferme et désintéressée, du devoir accompli comme une nécessité supérieure ».

On voudrait enfin s'attarder quelque peu sur le sort du personnel enseignant lui-même.

Son statut paraît avoir été longtemps assez mal établi. On cite volontiers, comme exemple de l'arbitraire¹ auquel les maîtres secondaires étaient exposés, le cas de ces six professeurs du lycée de Girgenti, déplacés d'office, en 1899, pour avoir fait échouer à son examen le fils d'un secrétaire de mairie.

En 1900, se fonde sous l'action de Kirner, tôt disparu, et de Salvemini, idéaliste et démocrate, la Fédération de l'enseignement moyen, qui jouera dans le secondaire un rôle comparable à celui que nous avons vu assumer dans le primaire par l'Union magistrale nationale.

Elle collabore avec le ministre Orlando à l'élaboration de deux lois qui, après bien des péripéties, voient enfin le jour le 8 avril 1906 et sont la charte du personnel enseignant secondaire : loi sur les traitements et statut juridique des professeurs secondaires.

Ces lois essayaient d'apporter une solution aux problèmes les plus urgents : garanties légales, nomination, répartition du service et surtout classes « adjointes ».

Pour assurer au personnel secondaire l'indépendance dans la légalité, la loi de 1906 crée au Conseil supérieur de l'Instruction publique la Section de l'enseignement secondaire, comme, plus tard, la loi de 1911 créera auprès du même

1. Eléments pris dans la revue *l'Istruzione Media*, « journal de la Fédération nationale du personnel enseignant dans les écoles moyennes; organe du syndicat de l'école moyenne », article commémoratif du 5 janvier 1923, qui donne une vue rétrospective de l'œuvre accomplie de 1900 à 1923, par la Fédération nationale.

Conseil la Section de l'enseignement primaire et d'après les mêmes principes démocratiques.

Cette section comprend quatre membres nommés et pris dans la Section permanente du Conseil et quatre membres élus par les directeurs et professeurs de l'enseignement secondaire. Lui sont dévolues toutes les affaires contentieuses et disciplinaires concernant l'enseignement moyen qui sont de la compétence du Conseil. Cette création donnait au personnel secondaire les garanties légales qui lui avaient manqué jusque-là (on a vu que la réforme gentilienne a supprimé cette section demi-élue, pour la remplacer par une Commission entièrement nommée et à compétence limitée).

Pour les nominations, la loi de 1906 n'innove rien quant aux principes. Comme par le passé, celles-ci doivent se faire au concours sur titre et par examen. La loi précise les modalités de la mise au concours des chaires vacantes et cherche à introduire de l'ordre et de la clarté dans une série d'opérations qui étaient et qui demeurent confuses, pour des raisons qu'il y a lieu maintenant d'exposer.

Un défaut d'organisation était en premier lieu l'inégalité dans la répartition des heures d'enseignement. Des professeurs titulaires de matière à horaire faible avaient un service total de cinq heures par semaine, recevant le même traitement qu'un collègue chargé de vingt heures. La loi n'a pas apporté de solution bien nette à cette question. Elle n'ose pas prescrire la réunion de plusieurs enseignements dans la même chaire.

Le grand mal de l'enseignement secondaire, au point de vue du personnel, mal qui a été pleinement dévoilé dans le rapport de la Commission royale de 1905 (rapport 1909) et par le rapport considérable de Vittorio Fiorini en 1907, mal persistant jusqu'à l'époque actuelle, c'est la fameuse « plaie des classes adjointes ».

La population scolaire des écoles moyennes s'accroît avec une grande rapidité¹. Les autorités locales ou centrales créent

1. *Commissione reale per l'ordinamento degli studi secondari in Italia (Relazione, volume I).*

On voit dans ce rapport l'origine même du mal, dès la discussion du projet de loi déposée par le ministre Coppino, le 14 juin 1867. Le Sénat (*Relazione*, p. 68), proposait d'obliger les administrations locales à créer au chef-lieu de l'arrondissement un second établissement secondaire (lycée ou école technique), toutes les fois

très lentement des instituts nouveaux, à cause des frais élevés de construction et d'aménagement, par suite des lenteurs administratives habituelles et par crainte de voir diminuer soudain cet afflux pour des raisons économiques ou sociales. Il arrivait donc et il arrive encore qu'un établissement fait pour 200 élèves en contient 500. Les divisions régulières ne suffisent donc pas à les contenir et, à côté de chaque classe fondamentale, on crée des classes dites adjointes¹.

Mais depuis la loi Casati, le cadre des professeurs secondaires est fermé, c'est-à-dire fixé une fois pour toutes par la loi. Pour chaque enseignement, il n'y avait par établissement qu'une seule chaire prévue et, par exemple, avant les lois du 8 avril 1906, pour les 124 lycées du royaume, 124 chaires d'italien, 124 d'histoire, etc.

Créant des classes adjointes, on leur donnait un personnel d'abord en prenant dans le personnel de l'établissement même à qui on attribuait des indemnités pour heures sup-

que l'établissement existant avait plus de deux cents élèves. « La question de proportionner les établissements d'instruction secondaire à la population scolaire qui avait besoin de les fréquenter (question qui toujours laissée insoluble, dégénéra ensuite et devint le problème si pernicieux qui nous afflige encore des classes adjointes) se présentait ainsi pour la première fois avec sa solution la plus rationnelle. »

Le 12 avril 1870, le ministre Correnti propose dans un projet de réforme générale, d'obliger la province à créer un second lycée, quand le premier dépasse trois cents élèves (*Relazione*, p. 76).

Ce n'est pas cette solution qui fut adoptée.

Le 5 février 1875, le ministre Bonghi — adversaire de Correnti et de ses projets — dépose à son tour un projet de loi où l'on voit à juste titre (*Relazione*, p. 80-81), l'origine des classes adjointes. Pour éviter l'inégalité dans la fréquentation des classes, pour tenir compte du fait que les classes inférieures reçoivent un très grand nombre d'élèves, dont une minorité seulement poursuit ses études jusqu'au bout, le projet écarte la création d'instituts complets, mais prévoit seulement le dédoublement des classes nombreuses. « Le gouvernement aura la faculté, quand le nombre des élèves dépassera soixante dans les trois cours inférieurs, ou cinquante dans les trois intermédiaires, ou quarante dans les deux supérieures, de dédoubler la seule classe où cet encombrement se produira... Voilà posé le principe dangereux, mais malheureusement inévitable des classes adjointes, qui a fait son chemin et trouve place ici pour la première fois dans un projet de loi, mais avant même d'être la loi, il trouvera peu d'années après son application dans la pratique administrative. »

1. Nulle part l'abus n'a été mieux décrit que dans la *Relazione* (1909), de la Commission royale créée par le décret du 19 novembre 1905; nulle part le remède n'a été donné avec plus de netteté (*Relazione*, p. 520). « On a observé que les résultats de l'enseignement sont diminués aujourd'hui dans les établissements les plus populeux; ils sont compromis par le nombre excessif des élèves dans les classes, ce qui rend très difficile et parfois impossible au maître de connaître individuellement les élèves et leurs dispositions intellectuelles, d'en examiner, régulièrement et sans fatigue exagérée, les travaux écrits, d'en suivre avec une vigilance soutenue le travail et d'en juger avec une certitude consciencieuse le progrès. »

« Et notre commission fut unanime à reconnaître : 1^o que l'Etat ne devrait ac-

plémentaires; mais leur nombre grossissant toujours, on délégua des maîtres pris dans d'autres villes, remplacés eux-mêmes temporairement par un personnel de fortune. Un professeur titulaire dans une petite ville, délégué dans un centre plus important, conservait théoriquement sa chaire, où il était suppléé parfois par un titulaire d'une localité de troisième ordre et le jeu des délégations, des suppléances provisoires, des intérimaires pris hors des cadres avaient amené une confusion extrême. (Vittorio Fiorini, rapport, introduction, p. 9.)

En somme, la distribution du personnel était double : l'une toute théorique, basée sur les nominations primitives, était le tableau de ce qu'aurait dû être le cadre des professeurs sans l'expédient des classes adjointes. L'autre, la distribution réelle, était toute différente et cependant l'administration, pour toute nomination et mutation, était obligée de tenir compte de la situation de droit et de fait. De là des réclamations sans fin.

La loi de 1906 a essayé de liquider le passé. Abolissant le cadre fixe (*ruolo chiuso*), elle décide de créer autant de chaires qu'il sera nécessaire pour pourvoir aux besoins réels des établissements : par elle, un peu plus de 700 délégués sont titularisés dans leur emploi, après une longue et pénible revision des conditions de recrutement dans chaque établissement et de la situation personnelle de chaque délégué.

Ce gros effort législatif et administratif n'a fait que de donner un aspect nouveau à un problème qui apparaît de plus en plus comme insoluble. La population italienne croissant rapidement, les classes adjointes continuent à pul-

cueillir dans chaque classe d'une école secondaire plus de vingt-cinq élèves pour que l'enseignement puisse être vraiment efficace; 2° que l'harmonie intérieure d'un établissement ne devrait jamais être troublée par la superfétation mal inspirée de classes adjointes.

« Si dans une localité donnée l'Etat ne peut entretenir autant de cours réguliers qu'il en faudrait pour accueillir toute la population scolaire qui se présente, les cours réguliers doivent être pour ainsi dire les établissements modèles par qui se fera le choix des meilleurs élèves; que celui qui ne peut y trouver place aille se faire instruire par qui il voudra, ou dans une autre localité, ou dans des établissements dus à l'initiative privée ou locale : l'Etat ne doit ni craindre ni empêcher, mais bien désirer leur saine concurrence. »

On peut aisément reconnaître ici l'origine ou du moins l'une des origines des réalisations de la réforme Gentile : limitation du nombre des élèves par classe, suppression des classes adjointes, l'école d'Etat école modèle, l'appel à l'initiative privée, à la concurrence de l'école libre.

luler. Au moment de terminer la revision générale voulue par la loi de 1906, le président de la Commission, Vittorio Fiorini constate que la plaie des classes adjointes est tout aussi grave qu'auparavant. Ce sont maintenant surtout les titulaires déjà sur place qui aspirent à y obtenir des heures supplémentaires. La limite des vingt-huit heures fixée par la loi, comme maximum de ce qu'un professeur peut accepter par semaine, semble à la plupart représenter le total que l'on a le droit d'obtenir normalement. « La course aux classes adjointes est l'événement caractéristique de toute rentrée. » (Rapport, introduction, p. 159.)

Désormais, il n'est pas de revue technique¹, pas de livre² et pas de congrès³ qui ne recommence à dénoncer « le scandale des classes adjointes ». Après la guerre, quand l'augmentation du prix de la vie a mis les professeurs dans une situation précaire, quand la nécessité de gagner le pain quotidien, en cumulant le plus grand nombre possible de fonctions et d'enseignements hétéroclites, a rendu plus âpre encore la chasse à l'heure supplémentaire, la vie du professeur secondaire est une course éperdue de division à division, d'un institut à l'autre dans la ville.

Tels les musiciens ambulants allant d'un café à l'autre,

1. Cf. *Nuovi Doveri*, et notamment, 1^{re} année, n° 17, p. 277, 279 et p. 313. Plus récemment, dans un article intitulé : « Une plaie des écoles moyennes : les classes adjointes », Quinto Santoli (dans la *Nostra scuola*), 1921, n° 4, p. 7, déclare : « Il y a douze ans que j'élève la voix contre la plaie des classes adjointes, dans lesquelles j'ai toujours vu une des causes principales de la décadence progressive de nos écoles secondaires. » Et il préconise : « La détermination du maximum des élèves dans un établissement, le dédoublement des établissements encombrés, la transformation ou suppression des établissements anémiques... »

Le désordre signalé dans les enquêtes précédentes continue aussi sous le régime de 1906. La *Nostra Scuola*, 1921, n° 4, p. 10, signale l'« anarchie », le « chaos », la « confusion », qui règnent dans les écoles secondaires pendant toute une partie de l'année : « Nous sommes en janvier, le premier trimestre est passé et il y a encore des établissements où manque une partie du personnel, il y a des classes sans professeur. » Et l'auteur, Ferruccio Boffi, explique comment pour une chaire vacante on doit faire appel successivement à une dizaine de suppléants, désordre qui provient des positions diverses où se trouvent les maîtres secondaires (titulaires, détachés, en mission, suppléants, etc.), à cause, notamment, des créations à l'improvvisu de classes nouvelles.

2. Galletti et Silvemini, dans la *Réforme de l'école moyenne*, écrivent en 1908, que les classes adjointes sont mieux qu'une tumeur maligne, un véritable cancer de l'école moyenne.

3. Le congrès de Florence des professeurs d'enseignement secondaire (1909), discute la réforme de l'école moyenne; les professeurs Galletti et Salvemini demandent avec l'assentiment de leurs collègues la « détermination du maximum des élèves dans chaque établissement ». Au 4^e congrès des chefs d'établissements, à Alexandrie (septembre 1911), le rapport Piezza signale la gravité du mal des classes adjointes.

les professeurs, nous dit un spectateur désenchanté¹, vont d'un gymnase à un lycée d'un lycée à l'institut technique. Ils abrègent ici la fin de la leçon, arrivent là un peu en retard et peuvent ainsi accumuler dans leur journée un nombre considérable d'heures payées en supplément. Mais venus hors d'haleine, avec la préoccupation de partir assez tôt pour courir ailleurs, parlant l'œil fixé sur leur montre, font-ils œuvre éducative? Quelques élèves désireux d'approfondir une question, d'avoir l'indication d'une lecture utile, s'approchent de la chaire à la fin de la leçon : le professeur est déjà loin...

Terminant son long et minutieux rapport sur l'application des lois nouvelles, Vittorio Fiorini écrivait le 14 février 1907 dans la lettre officielle adressée au ministre de l'Instruction publique : la crise actuelle de l'enseignement secondaire est une crise qui dépasse l'école même : « Il s'agit d'une guerre de tous contre tout², des professeurs contre le ministre et les élèves, des élèves contre le ministre, des pères de famille contre les professeurs ; il n'y a plus qu'une chose à attendre, c'est que le public intervienne pour crier : assez³ ! » Ce n'est pas le public qui devait intervenir, mais un groupe plus actif et plus tenace qu'une foule : déjà en cette année 1907

1. Tentori, directeur du lycée de Rome (dans *Nuovi Domeri*, II, p. 22), décrit les professeurs arrivant hors d'haleine et s'échappant ensuite pour gagner quelques minutes afin de courir ailleurs.

Dans le manifeste paru dans le *Nuovi Domeri* (I, p. 223) et publié encore par Lombardo-Radice dans ses livres : *Nuovi Saggi di Propaganda Pedagogica* (p. 123), et *Accanto ai Maestri* (p. 103), on lit : « Dans un seul établissement il y a des musiciens ambulants (professeurs de classes adjointes) de six autres institutions. Le chef d'établissement doit avoir présent à la mémoire l'horaire des six autres pour combiner celui de son école et la dernière chose que l'on considère, c'est l'intérêt de l'enseignement qui devrait tout dominer. Il y a des maîtres qui volent d'un établissement à un autre pour exécuter leur petit morceau; ils ont jusqu'à trois écoles à la fois et c'est à peine s'ils arrivent au bout de l'année à connaître le nom de leurs élèves, qui ne sont d'ailleurs que des élèves... d'une seule année. »

2. Rapport du professeur Vittorio Fiorini; introduction, page 203.

3. On trouvera dans l'*Istruzione Media*, un tableau de « l'anarchie scolaire » (c'est le titre d'un de ses articles), en ce qui concerne les professeurs, immédiatement avant la révolution fasciste.

Le 5 mai 1922, elle écrit : « Depuis trop longtemps des milliers de postes de titulaires sont laissés vacants par l'incurie des gouvernements successifs; avec une profonde amertume nous assistons au spectacle de la confusion et du désordre qui en sont la conséquence! Depuis trop longtemps des établissements entiers sont empêchés de fonctionner pendant des mois par manque de maître... et nous voyons des enseignements confiés à des personnes sans compétence ni préparation... il est temps que le désordre finisse. L'Italie n'est pas la Turquie des padischas fatalistes et indolents! »

Le 5 juin 1922, le même organe du syndicat des professeurs précise : « Des 8 200 postes de titulaires de l'enseignement secondaire... au 31 mai de cette année, 2 146 sont vacants! Et nous ne parlons pas des classes adjointes... »

la phalange des idéalistes s'organisait pour mettre fin aux abus.

3. Le programme des idéalistes devant les partis

Dès sa formation, ce groupe a mis au premier rang de ses préoccupations la réforme de l'enseignement secondaire ; la revue de Lombardo-Radice, *Nouveaux Devoirs*, lui dédie tout d'abord son principal effort. C'est à cette réforme que sont consacrés les deux premiers volumes de la collection d'études pédagogiques publiée par les *Nouveaux Devoirs*. Les deux volumes exposent d'ailleurs deux points de vue différents, démocratique dans Galletti et Salvemini, « la Réforme de l'école moyenne » — aristocratique et plus strictement doctrinaire dans Giovanni Gentile, « École et philosophie, idées fondamentales et essais de pédagogie de l'école moyenne ». Enfin ce sont encore les *Nouveaux Devoirs* qui, en 1908, s'associant à l'enquête officielle dont il a été question plus haut, répandent un questionnaire qui servira de base aux travaux des divers congrès régionaux de 1908 et 1909.

Sans suivre dans ses détails l'élaboration de la doctrine idéaliste, on se bornera à l'exposer telle qu'elle se présente après la guerre, dans les livres de propagande de Giovanni Gentile (et notamment dans le *Problème scolaire* de l'après-guerre, Florence, 1921), dans les discours et programmes d'Ernesto Codignola et dans le premier projet de réforme présenté par Benedetto Croce.

D'après le petit groupe des idéalistes, en opposition directe avec la très grande majorité des universitaires de tout ordre, le mal vient de l'erreur fondamentale, née de la Révolution française, de la croyance à l'égalité des hommes, à l'égalité des droits ; par exemple, à ce dogme déplorable de l'égalité devant l'instruction. La démocratie, selon eux, est la pire des erreurs ; elle n'amène dans la société que déséquilibre et mécontentement. C'est au nom des « immortels principes » que les établissements de l'enseignement moyen se remplissent de paresseux et d'incapables ; c'est cette foule amorphe et sans cesse grandissante qui est cause de tout le désordre dont souffrent les études et les maîtres.

Une autre erreur de la démocratie « socialisante » qui a

imposé peu à peu à l'Italie ses doctrines « délétères », c'est la foi dans la toute-puissance de l'État. Mais qui dit institution d'État dit uniformité, mécanisation, automatisme. Il n'est de vie que dans l'émulation d'individualités puissantes, dans le libre développement d'initiatives originales. Un bel exemple de cette initiative privée, c'est, à l'époque actuelle, la fondation Franchetti de la Montesca; ce furent aussi dans le passé, à l'époque du Risorgimento, telles institutions privées du royaume de Naples, comme celle du baron Puoti et bien d'autres encore.

Ces principes posés, en quoi doit consister la réforme de l'école moyenne?

Avant tout, il faut tailler, émonder, supprimer. Il y avait, en 1914, dit Gentile (Problème scolaire de l'après-guerre), 58000 élèves dans nos écoles moyennes; les quatre cinquièmes d'entre eux ne devraient plus trouver place dans les écoles d'État. Et précisant encore sa pensée dans l'entrevue qu'il m'accorda en septembre dernier, Giovanni Gentile disait, dès le début de l'entretien: « Ma première préoccupation a été de diminuer le nombre des écoles; nous avons beaucoup trop d'établissements et dans chaque établissement beaucoup trop d'élèves. L'enseignement secondaire était presque gratuit et accueillait tout le monde sans distinction. De ces écoles sortaient, après des études insuffisantes, beaucoup trop de diplômés: de là ce flot d'avocats, d'ingénieurs, de professeurs sans emploi qui ont été le fléau de l'Italie moderne, un élément de trouble et d'agitation sociale, une menace pour la paix intérieure. »

Le moyen d'instituer d'un seul coup un ordre nouveau, c'est de supprimer les examens intérieurs des établissements secondaires. La formule magique, pansée de tous les maux de l'enseignement secondaire et de la société italienne, c'est l'examen d'État.

Esame di Stato: autour de ces trois mots lancés en 1920, dans la mêlée des partis, repris le 23 juin 1921 par Benedetto Croce devenu ministre de Giolitti, une bataille acharnée va se livrer pendant plus de trois années et les idéalistes victorieux commenceront leur règne en imposant partout le célèbre examen.

L'examen d'État, c'est le contrôle exercé avec sévérité

à la fin des études secondaires : l'élève enlevé à la juridiction paternelle ou intéressée de ses professeurs est examiné hors de son établissement d'origine. C'est aussi l'équilibre rétabli entre les institutions d'État trop privilégiées, où l'élève était jugé par ses maîtres, et l'enseignement libre dont les élèves devaient venir se présenter devant le jury des écoles d'État.

C'est que les idéalistes ne veulent plus de ce monopole de fait qui encourage — disent-ils — la paresse des élèves et la négligence des maîtres. Liberté de l'enseignement, développement de l'enseignement privé sont les conditions nécessaires du progrès national. Or, l'enseignement privé est, sauf de rares exceptions, matériellement et intellectuellement très bas en Italie. Il doit se régénérer pour contribuer, par sa libre concurrence, au progrès de l'école officielle.

Dans sa lettre ouverte au ministre Berenini, Gentile s'écriait : « Prenez en main la hache et vous aurez avec vous tous les Italiens qui aiment sincèrement la prospérité intellectuelle et la grandeur de la patrie ! » Et à la même époque, dans son livre : *Bernardo Spaventa et la liberté de l'enseignement*, il donnait en conclusion la formule de cette liberté :

« L'État doit avoir ses propres écoles, et bien entendu, elles doivent être organisées de manière exemplaire, sans qu'on néglige aucun des besoins essentiels d'un institut d'éducation. Mais en dehors de ces écoles, et pour que ces écoles soient possibles, il doit permettre, il doit même désirer et assurer la plus grande liberté à l'enseignement privé ; car c'est cet enseignement privé qui engendre le mouvement spirituel où l'État peut puiser ses énergies. »

Liberté de l'enseignement, examen d'État, écoles officielles réduites de nombre pour devenir des écoles modèles (la *scuola campione*), tel est le programme scolaire du groupe idéaliste en ce qui concerne l'enseignement secondaire ; voilà la formule qui a triomphé avec la réforme de 1923.

Comment la minorité idéaliste a-t-elle réussi à imposer un programme aussi contraire aux aspirations démocratiques et « monopolisantes » du personnel enseignant d'Italie, c'est là un chapitre fort curieux de l'histoire d'une doctrine. Il montre, dans le pays classé de la *combinazione*, une étrange succession de malentendus heureux et de fécondes

contradictions. Mais il faut le succès inouï du fascisme pour que cette théorie puisse en venir à l'exécution, dans ce pays où, depuis tant d'années, en dépit des mouvements d'opinion les plus larges, malgré les vastes enquêtes et les projets de loi longuement étudiés, aucune réforme de quelque ampleur n'avait pu être accomplie.

Une première coïncidence fait sortir la théorie idéaliste de l'ombre de ses revues techniques et la met au premier rang de l'actualité politique : la liberté de l'enseignement qu'elle préconise avait toujours été un des articles du programme catholique ; elle devient une arme de combat redoutable dans la main de don Sturzo, le fondateur du parti populaire.

Je dois à l'amabilité d'un des administrateurs les plus actifs et les plus influents du parti, au prêtre De Rossi — qui fut peut-être le premier à formuler nettement le programme de l'examen d'État — les documents qui montrent la place qu'occupe dans les revendications des popolari la question scolaire.

Dès le 18 janvier 1919, don Sturzo, dans la déclaration en douze articles qui annonce le nouveau parti, place au deuxième rang : « Liberté de l'enseignement à tous les degrés. Réforme scolaire. Lutte contre l'analphabétisme. Education et culture populaire, diffusion de l'instruction professionnelle. »

Au Congrès popolare de Naples, en avril 1920, le professeur Anile propose et don Giulio De Rossi, aux acclamations du Congrès, exige immédiatement « l'institution de l'examen d'État, pour tous les degrés d'enseignement, du primaire au moyen, du moyen au supérieur, avec des commissions d'examens pour tous les établissements scolaires — y compris les écoles privées — qui offrent des garanties d'équité aux élèves de toutes les écoles de quelque caractère qu'elles soient ; l'élévation du niveau et de la dignité de l'enseignement, comprimé par le monopole scolaire actuel, contraire à tout effort de culture ».

On comprend aisément que populaires et idéalistes ne réclamaient point du tout pour les mêmes raisons l'identique examen d'État.

Les popolari demandent la liberté de l'enseignement pour

un but religieux et politique. Disposant de nombreuses congrégations enseignantes, avec un personnel peu onéreux, ils peuvent offrir aux familles un enseignement au rabais et faire une concurrence victorieuse aux établissements publics, si on les débarrasse de cette lourde obligation de présenter leurs élèves aux examens dans les écoles concurrentes. Ils peuvent espérer ainsi gagner les générations nouvelles et étendre immédiatement leur influence dans les familles de leurs élèves.

D'ailleurs, les catholiques convaincus n'ont jamais caché que la liberté de l'enseignement qu'ils réclament n'est qu'une première revendication et, à tout prendre, un pis aller¹. Ils pensent que seule l'Eglise a le devoir et la mission d'éduquer l'enfance et que cette éducation ne peut être efficace que si la religion catholique est enseignée à tous. La bonne morale voudrait que l'Eglise eût toutes les écoles ; en attendant ce jour, il faut du moins que son action ne soit point gênée dans celles de ces écoles que la loi lui concède et que ses moyens financiers lui permettent d'entretenir.

Liberté pour la propagande politique et religieuse, voilà donc l'essence des revendications popolari.

Liberté pour la libre concurrence, c'était le programme des idéalistes qui, au surplus, ne voient dans la religion qu'une étape vers la philosophie.

Il n'y eut pas, à proprement parler, d'accord direct entre les deux tendances. On a vu que des sympathies s'exprimèrent, notamment dans Notre Ecole, dans le camp des idéalistes, à l'égard du parti populaire. De son côté, ce parti, qui fut, dès ses débuts, assez fort pour que tous les ministères aient besoin de son concours, admit dans le ministère Giolitti l'idéaliste Croce et le soutint dans son effort pour faire passer le projet de loi sur l'examen d'Etat. Son successeur Anile, appartenait à la fois au parti populaire et à la petite phalange de Notre Ecole et là encore deux groupes

1. Luigi Miranda dans *Conscienza*, du 18 mai 1922 (libéral), affirme que pour les catholiques, la fonction éducatrice concerne, en dernière analyse, l'Eglise seulement. Aussi « pour les catholiques l'examen d'Etat n'est et ne peut être qu'un acte de tolérance provisoire, un calcul opportuniste de politique immédiate. Ils réclament à l'Etat cette parité de droits initiale... pour faire le premier pas dans la forteresse ennemie qu'ils espèrent conquérir, dans un délai plus ou moins rapproché, à leur intolérance dogmatique ».

travaillant de concert, nous d'ailleurs parvenus à vaincre les résistances des gauches à ce projet.

Mais voici que s'annonce le triomphe du fascisme. À la veille de la marche sur Rome, au dernier jour du Congrès de Naples (octobre 1922), il formule, lui aussi, son programme scolaire¹, et se met point sans étonnement qu'on lit maintenant l'ordre du jour Tricassin adopté par les fascistes à l'unanimité :

« Le Conseil national du parti fasciste, affirmant que l'école est en danger et au-dessus de tous les partis, considérant que le premier et le plus grand des devoirs de l'État est de former la conscience nationale d ses dérivés, pour lui, l'obligation de renforcer ses bases au lieu d'en diminuer la valeur ;

« Réclame une politique scolaire répondant aux exigences de la vie moderne ;

« Invite le groupe parlementaire à combattre le projet de loi sur l'examen d'État qui, dans sa rédaction actuelle, vise à étouffer l'antique école officielle, tout à l'avantage de l'école confessionnelle². »

On a exposé au premier chapitre de cette étude les conditions dans lesquelles une entente s'était promptement établie entre le fascisme et l'indépendance. Toute contre l'esprit démocratique, affirmation du principe d'autorité, idéal national, offraient à ces points de contact suffisants pour engager une lutte contre les ennemis communs. On a de surcroît le parti prépondérant pris dans le parti fasciste par

1. Il serait aisé de multiplier les textes qui prouvent l'opposition initiale entre le fascisme et l'enseignement. Rappelons l'ordre du jour de l'Assemblée fasciste. Cette opposition est soulignée notamment par Augusto Monti dans l'article de la *Nostra Scuola*, 1^{er} août 1922, p. 13 :

« Je rappelle qu'à la tête des agitations les plus furibondes, contre le projet Croce et de celles qui furent moins longues, mais tout aussi énergiques, contre le projet Monti, j'ai vu, par exemple, les combattants les plus ardents et les plus consciencieux des avant-gardes fascistes ; de même que je me rappelle très exactement avoir vu, reproduits avec grande complaisance, par l'organe du syndicat professoral, les ordres du jour d'opposition décidés au projet Anile votés par les groupes de professeurs fascistes... »

2. Texte donné par l'*Ustruzione Media*, du 5 novembre 1922, qui publie également le considérant de l'ordre du jour. On retrouve, dans ces considérants, la même ligne d'opposition au projet Monti, mais cette fois-ci, à l'égard de l'école officielle, les fascistes se trouvent en accord avec les libéraux. Rappelons le texte fasciste : « Le parti qui, « sans grande scrupule, vise à la domination permanente des consciences par le moyen de l'école ». A ce point de vue, le fasciste Tricassin se ren-contre avec le libéral Miranda de Conscientia cité ci-dessus.

un des idéalistes les plus autorisés, Ernesto Codignola. Placé à la tête du Groupe de compétence nationale fasciste pour l'Éducation, Codignola, chargé d'en rédiger le programme apporta aux conceptions du Congrès de Naples des changements décisifs. Trois mois après l'ordre du jour Tricarico, le fascisme adoptait ces « postulats généraux » :

« École ayant comme objet suprême de créer et de renforcer la conscience humaniste et nationale dans toutes les classes des générations nouvelles ; liberté de l'enseignement moyen et supérieur dans les limites du programme ci-dessus ; développement dans la jeunesse des écoles du caractère et de toutes les énergies physiques et intellectuelles, pour renforcer en elle le sentiment de la responsabilité ; sélection des plus méritants par en haut, par de sévères moyens de contrôle appliqués tant aux élèves qu'aux maîtres ; réaction contre le système actuel de choix démagogique, qui a souvent enlevé à l'école tout caractère national. »

L'accord n'est pourtant point fait aussitôt entre idéalistes et fascistes. La réforme Gentile suscitera, même chez les plus fidèles et les plus intimes amis du dictateur des oppositions passionnées. L'organe officiel du parti *Critica fascista*, revue mensuelle fort répandue et influente, se fera jusqu'en août 1923 l'écho complaisant de ces résistances. Mais Benito Mussolini a été converti ; il prend publiquement parti pour son ministre, après une crise obscure¹ de novembre 1923. Désormais la cause est gagnée, l'idéalisme triomphe et la réforme est assurée. Dans le même moment, le parti des « popolari », passé dans l'opposition, subit une éclipse presque totale.

Telle est, en bref, l'histoire de cette partie de la réforme, les antécédents de l'examen d'État. Née de l'entente passagère de la phalange idéaliste avec le parti populaire — en

1. Un moment critique a été la rentrée des classes de fin octobre 1923, avec l'entrée en vigueur du nouveau régime qui transformait radicalement l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur. L'opposition eut un instant avec elle élèves et familles. Les amis du ministre ont à ce moment dénoncé une sorte de conjuration, qui aurait été ourdie par « une organisation secrète ». On ne saurait faire entrer dans cette étude objective l'écho des luttes de partis. On trouvera dans *Levana*, la revue de Ernesto Codignola, des extraits de presse significatifs à ce sujet et notamment, au n° de mai-avril 1917, un article de *l'Idea Nazionale* signé des initiales E. C. et qui expose, du point de vue officieux, la crise de novembre 1923. Le point de vue de l'opposition est donné dans la presse quotidienne, surtout par le *Mondo* de Rome ; dans la presse technique, par *l'Istruzione Media*, la *Coltura popolare*, les *Diritti della scuola*.

dépôt d'oppositions irréductibles dans le domaine de la philosophie de la religion — elle s'accomplit par le fascisme qui admet, lui, le protagoniste de la toute-puissance de l'État, la thèse idéaliste de la liberté de l'enseignement.

4. La nouvelle organisation scolaire

La charte nouvelle de l'enseignement moyen d'Italie est le décret-loi du 6 mai 1923, n° 1054, dont on trouvera dans l'appendice, *in extenso*, le texte. Lois et dispositions secondaires, règlements d'application, instructions et éclaircissements en grand nombre l'accompagnent, l'interprètent et la complètent. Mais la loi fondamentale aborde toutes les questions essentielles, donne une solution à tous les grands problèmes posés depuis longtemps devant l'opinion.

C'est d'elle que l'on partira pour étudier ici les divers aspects de la réforme : organisation scolaire, études et examens, personnel et discipline hiérarchique, ou pour résumer cette division en peu de mots : écoles, élèves, maîtres.

L'organisation scolaire (les écoles) est définie dès le premier article de la loi organique, qui prescrit :

« Les établissements d'enseignement (moyen) sont de deux degrés, le premier et le deuxième.

« Les établissements du *premier* degré sont : l'école *complémentaire*, le *gymnase*, le cours *inférieur* de l'enseignement *technique*, le cours *inférieur* de l'institut *pédagogique* ; ceux du deuxième degré : le *lycée*, le cours *supérieur* de l'institut *technique*, le cours *supérieur* de l'institut *pédagogique*, le *lycée scientifique*, le *lycée de jeunes filles*. »

Si, pour faciliter la comparaison, l'on dresse le tableau synoptique des établissements secondaires d'après la méthode adoptée pour représenter l'état antérieur (cf. ci-dessus, p. 200, on obtient le tableau ci-après (le nombre d'années est pris dans les articles de la même loi qui se réfèrent en détail à chacun des établissements) :

CLASSIQUE	TECHNIQUE	NORMAL
Premier degré : gymnase : 5 ans.	Technique inf. : 4 ans.	Pédag. inf. : 4 ans.
Deuxième degré : lycée : 3 ans.	Technique sup. : 4 ans.	Pédag. sup. : 3 ans.
Lycée scientifique : 4 ans.		
Lycée de jeunes filles : 3 ans.		
Ajouter au degré inf. : l'école complémentaire.		

Cette organisation sanctionne ou annonce un certain nombre de créations et de suppressions ; elle est l'expression d'une certaine conception du rôle de l'enseignement secondaire.

Sont supprimés : l'école technique, les gymnases et lycées modernes, les cours pédagogiques annexés aux gymnases isolés. Sont créés : l'école complémentaire, l'institut technique inférieur, l'institut pédagogique inférieur, le lycée scientifique, le lycée de jeunes filles. La transformation est profonde, les novateurs ont annoncé eux-mêmes : « La révolution scolaire en marche ¹. »

Si, avant d'entrer dans le détail et d'examiner le caractère propre de chaque catégorie d'établissement, on cherche à déterminer le caractère et la valeur de la conception générale, on ne peut souscrire entièrement au jugement porté par les novateurs et leurs commentateurs officiels.

Levana, la revue presque officielle qui s'est faite le porte-parole du ministre réformateur, annonce la loi du 6 mai ² en ces termes : « La réforme de l'enseignement moyen.... constitue un des monuments les plus grandioses et une des innovations les plus méditées de cette magnifique période de notre vie nationale ; où s'est réveillée enfin la conscience des devoirs imprescriptibles imposés par la réalité historique née de la guerre, où les yeux ne peuvent plus se fermer à l'action dissolvante d'une école imprégnée dans son organisation, son programme et ses hommes par une idéologie désuète ; où le nouveau cours politique du fascisme comme les courants d'idée d'avant le fascisme condamnent cette école à être reléguée dans quelque musée aux momies et aux fer-

1. *La Tecnica Scolastica*, juillet et septembre, 1923.

2. *Levana*, mars-avril 1923, p. 124, sous le titre : *Correspondance romaine*, et sous la signature : *Spectator*.

raillés.... Après la loi Casati... la loi Gentile est la première loi organique dictée par une conception saine de la haute fonction de l'enseignement secondaire dans une grande nation moderne. L'harmonie des lignes et la vigueur du dessin s'imposent dès l'abord même à l'œil du profane. » Cette harmonie se substitue « à la multiplicité chaotique des écoles moyennes existant jusqu'à ce jour. »

Telle a été l'intention : la rénovation totale, l'ordre et l'unité substitués au chaos et à la multiplicité.

Observons tout d'abord que le domaine de l'enseignement secondaire est resté à peu près identique à lui-même. Il est une grande réforme, dont on s'occupe dans un certain nombre de pays et qui n'a point été abordée, celle qui consisterait à refondre *organiquement* l'ensemble des institutions scolaires d'un pays en les faisant passer sous une autorité unique, telle que celle qui fut imaginée en France sous le nom de ministère de l'Éducation nationale.

En Italie, pour ne citer que le pays considéré ici, l'enseignement moyen est dispersé dans divers ministères¹ qui gardent jalousement ce legs du passé par fierté bureaucratique; fierté, esprit de corps qui mettent la prospérité apparente d'un service au-dessus de l'intérêt d'État. Et sans doute cette dispersion peut invoquer des raisons générales au moins spécieuses. On reprochera volontiers à une organisation universitaire de manquer de sens pratique; d'ignorer les besoins d'une industrie, d'un service technique, de s'en tenir à une culture générale et de mépriser les réalités. De là toute une floraison d'écoles industrielles, agricoles, militaires (on ne parle pas ici des écoles techniques où se forment les officiers), nautiques, etc. Chaque ministère, chaque grand service tend à avoir ses écoles spéciales.

Une réorganisation *intégrale* d'un enseignement national, telle que celle qui fut annoncée et célébrée à l'époque des

1. Idée exprimée notamment par la *Collura popolare*, de mai 1923, sous la signature d'Emilio Agostinone; l'article contient d'ailleurs une affirmation qui est maintenant une erreur matérielle, car l'enseignement artistique qui, à ce moment, était encore en dehors de l'instruction publique, est passé depuis entièrement sous l'autorité de ce ministère et a été réorganisé par le décret du 31 décembre 1923, n° 3123 (*Bulletin officiel*, du 12 février 1924). Le passage d'écoles professionnelles de caractère artistique sous l'autorité de l'Instruction publique est réglé par le décret du 31 décembre 1923, n° 3127 (même bulletin).

pleins pouvoirs, devait-elle laisser subsister cette Babel éducative ? L'intérêt collectif — supérieur à l'intérêt des ministères et services — ne réclame-t-il pas la fin des doubles emplois, des cours parallèles, des spécialisations prématurées que comportent fatalement tant d'institutions similaires ? L'intérêt des enfants et des familles ne conseille-t-il pas une structure simple de l'organisme éducatif¹, où tout enfant puisse trouver à sa portée, dans la ville la plus voisine, l'enseignement qui le conduise le plus rapidement possible à la carrière que lui assignent ses aptitudes et sa situation ?

On peut regretter que l'expérience n'ait pas été tentée : elle aurait été suivie avec un vif intérêt dans les autres pays de vieille civilisation où l'histoire a apporté dans toutes les institutions et notamment dans les institutions scolaires, tant d'organes adventices, d'excroissances, et pour tout dire d'un mot, d'incohérences. En Italie, les pleins pouvoirs n'ont, semble-t-il, pas suffi pour imposer aux ministères l'abandon de leurs privilèges scolaires ; la « Révolution en marche », dont parle la *Tecnica scolastica*, s'est arrêtée devant les bureaux du ministère de l'Économie et d'autres ministères éducateurs. Sans doute des réformes scolaires ont eu lieu dans ces ministères eux-mêmes : l'Économie nationale a rénové ses écoles moyennes et supérieures, selon ses propres principes. Il n'en reste pas moins qu'il a manqué forcément à l'ensemble de l'œuvre cette pensée organisatrice que seule aurait pu donner l'unité de direction et d'administration.

La conception du domaine propre de l'enseignement secondaire est donc restée immuable. Quelques changements de détails ont délimité avec plus de précision tel ou tel point de ses frontières. Les sections industrielles des instituts techniques ont passé au ministère de l'Économie nationale, qui en retour abandonnait à l'Instruction publique tout établissement où l'enseignement revêtait un caractère artistique. Dans le principe, rien n'est changé.

Immuable reste aussi la structure générale de l'enseignement moyen du ministère de l'Instruction publique, telle

1. Cf. en France, André Duval dans la *Revue Pédagogique*, de février 1922 : « Réforme générale de l'enseignement national », particulièrement p. 88-96, l'esquisse d'un enseignement moyen à deux degrés.

qu'elle a été tracée par la main du créateur piémontais, Gabrio Casati; elle conserve la division, si l'on veut « verticale », en trois enseignements parallèles : le classique, le technique, le normal; et l'autre division, que l'on peut appeler « horizontale », en premier et en deuxième degré dans chacun des trois enseignements.

La division « horizontale » répond aux nécessités mêmes d'une éducation nationale. C'est vers cette subdivision du moyen ou secondaire que tendent les organisations scolaires des divers pays. C'est elle notamment qu'admet la Commission française de l'école unique, dans son plan général de réorganisation¹. C'est elle qui tend à s'instaurer aux États-Unis avec la création de Junior High Schools², ce premier cycle secondaire si intéressant qui se développe rapidement depuis quelques années. Le maintien des divisions fondamentales confère donc à l'école moyenne italienne un premier caractère distinctif.

Le système scolaire italien créé par Casati, conservé par Gentile, présente, sur l'organisation des études moyennes d'un grand nombre de pays, l'avantage considérable de réaliser d'emblée et dès l'origine l'école unique, objet des vœux de tant de novateurs. Sur une école élémentaire commune de quatre années s'élève l'édifice de l'enseignement secondaire. L'entrée à l'école secondaire se fait, selon la loi Casati, après un examen qui « porte sur les matières enseignées dans les quatre classes élémentaires » (art. 219, conditions d'entrée au gymnase). (Art. 295, disposition analogue pour l'entrée à l'école technique); la condition est semblable dans la loi Gentile qui admet à l'examen d'entrée aux écoles secondaires du premier degré les enfants « qui ont au moins dix ans accomplis dans l'année en cours ». (Art. 72 du décret du 6 mai 1923.)

Les quatre années élémentaires constituent donc cette

1. Commission de l'école unique, près le ministère de l'Instruction publique, sous la présidence de Ferdinand Buisson.

2. Department of the Interior, Bureau of Education, legislation on the Junior High School, Washington 1924. Il faut noter que par la création du *Junior High School* et du *Junior College*, les États-Unis s'acheminent vers un enseignement moyen très souple et très différencié. Le type préconisé de l'enseignement antérieur aux études universitaires est en général : sept années primaires; trois années *Junior H. S.*; deux années *Junior C.* Voir notamment, *Educational Review*, avril 1924, *the Place of Junior College in public Education*.

*Grundschule*¹ de quatre ans que le Reich, dans une première ferveur démocratique, institua dans toute l'Allemagne en supprimant — en principe — les *Vorschulen* et les classes élémentaires de l'enseignement secondaire public et privé. L'enseignement primaire italien qui, théoriquement, est obligatoire maintenant jusqu'à la quatorzième année, n'est suivi effectivement que jusqu'à la dixième. Dans la majorité des écoles, l'enseignement n'est régulièrement organisé que pour les quatre classes élémentaires. De ce fait, l'école italienne manque de la floraison vigoureuse, mais hybride des écoles moyennes de type démocratique qui ont jailli dans bon nombre de pays de vieille civilisation à côté de l'enseignement secondaire traditionnel : écoles primaires supérieures françaises créées par Guizot; *Mittelschulen* allemandes, *Sekundarschulen* suisses; *Central Schools* anglaises les plus récentes en date (1911) de toutes les créations quelque peu adventices. De ce fait, le dessin général de l'école italienne est simplifié. La possibilité s'ouvre à l'enseignement secondaire de fournir à tous les besoins de la population culture et préparation spécialisée. Sur le tronc commun des quatre classes élémentaires — école unique entièrement entrée dans les mœurs — peuvent s'établir sous une direction unique, « Direction générale de l'enseignement moyen », sans double emploi, avec une idée d'ensemble, toutes les catégories d'écoles réservées au ministère de l'Instruction publique et destinées à la population scolaire de la dixième à la dix-huitième année². Tel est le deuxième caractère de l'école moyenne italienne, maintenu par la réforme Gentile.

L'organisation du premier degré moyen est le point où commence l'œuvre actuelle de transformation. Sous l'ancien régime, il comprenait : le gymnase de cinq ans (préparation à l'enseignement classique), l'école technique de trois ans (préparation en principe à l'enseignement technique), l'école complémentaire normale de trois ans (préparation à l'en-

1. Loi fédérale sur l'école fondamentale, *Reichschulgesetz*, du 20 avril 1920, établissant la *Grundschule*.

2. La direction de l'enseignement primaire possède pourtant un embryon d'écoles élémentaires continuées. On a vu la création par Orlando, en 1904, du *Corso popolare*, fait des cinquième et sixième classes primaires. La réforme Gentile prévoit, au lieu du *Corso popolare*, les classes intégratives d'orientation professionnelle.

seignement normal, mais ouvert aux jeunes filles seulement).

La réforme supprime en premier lieu l'école technique de trois ans. Celle-ci avait peu de défenseurs. Dans la *Rivista Pedagogica* de Luigi Credaro, l'adversaire acharné de Gentile, un professeur technique, Luigi Raffaele, voulant prononcer l'éloge funèbre de l'école supprimée, commence ainsi : « Elle n'était pas née viable et passa sa vie (soixante-quatre années) entre un lit et une chaise longue. » Devenue avec le temps une sorte d'école commune de l'enseignement secondaire de premier degré, cette école s'est grossie démesurément, accueillant indistinctement les enfants au sortir de l'école primaire, et ceux qui ne veulent qu'un complément d'études, et ceux qui recherchent un modeste diplôme pour un petit emploi, et les futurs élèves de l'école normale masculine, etc. La statistique¹ la plus récente nous donne des indications précises sur la nature et le rôle de cette école. Dans l'année scolaire, 1916-1917, sur les 159 858 élèves de sexe masculin des écoles moyennes de toute nature, 76 713, c'est-à-dire la moitié sont dans cette école préparatoire de trois ans. Dans le même temps l'institut technique, auquel devrait conduire exclusivement l'école technique, n'a que 25 125 élèves. Cette école technique reçoit des auditeurs qui partent sans attendre la fin régulière des études. L'ensemble des écoles techniques de Lombardie contient 15 044 élèves, dont 7 027, soit plus de 45 p. 100 en première année, 4 528, soit 30 p. 100 en deuxième année, et 3 483, soit moins de 25 p. 100 en troisième année. C'est à cette école que s'adressaient les principales critiques dirigées contre l'enseignement secondaire italien².

Est supprimée aussi par la réforme l'école complémentaire normale de trois ans, annexée ou non aux écoles normales de jeunes filles : elle est insuffisante pour une bonne prépa-

1. Ministero per il Lavoro e la Previdenza sociale, ufficio centrale di statistica : Gli istituti per la istruzione media e normale e la loro popolazione scolastica negli anni 1911-1912 a 1916-1917, Rome 1921. C'est dans cet ouvrage que sont prises toutes les données statistiques utilisées ci-après.

2. Par exemple, dans le discours prononcé par G. Gentile, ministre, devant le Conseil supérieur en novembre 1923 : « La population scolaire s'accroissait chaque année d'un rythme beaucoup plus rapide que la population du royaume. Les écoles regorgeaient d'élèves; et les finances publiques ne parvenant pas à ouvrir autant d'écoles qu'il aurait fallu pour accueillir toute cette foule sans que fût déformé l'organisme scolaire, alors, ce qui avait été inventé tout d'abord comme expédient provisoire devint un système normal, et chaque établissement put, d'année en année,

ration normale; elle était ouverte seulement aux jeunes filles¹; enfin elle ne répondait pas entièrement à son titre et accueillait indistinctement les candidates futures aux emplois de l'enseignement, et les candidates aux petits emplois des postes et même les jeunes filles désireuses de recevoir, hors du cadre strictement primaire, un complément de culture.

On a vu dès le début de ce chapitre, par le tableau synoptique, le détail des établissements qui constituent d'après le décret du 6 mai 1923 l'enseignement moyen du premier degré : gymnase de cinq ans; cours inférieur de l'Institut technique, de quatre ans; cours inférieur de l'Institut pédagogique de quatre ans; et d'autre part la nouvelle école complémentaire de trois ans à laquelle viendra s'adjoindre un peu plus tard, par mesure transitoire, le cours intégratif de deux ans. Avant d'examiner la conception qui préside à cette répartition des élèves, voyons le contenu, les règlements et programmes de chaque établissement.

Le gymnase (chapitre III *De l'Instruction classique*), est le premier degré de cette *instruction classique* qui (art. 39) a pour but de préparer aux universités et aux instituts d'enseignement supérieur. D'une durée de cinq années, il se divise lui-même en deux cycles. Le cycle inférieur de trois ans enseigne : italien, latin, histoire et géographie, mathématiques, une langue étrangère à partir de la deuxième année; le cycle supérieur, de trois ans, enseigne en plus le grec.

Le cours inférieur de l'Institut technique (chapitre IV, *De l'Instruction technique*) appartient à un ordre d'enseignement qui a pour but (art. 45) de préparer à l'exercice de certaines professions. Il enseigne dans ses quatre années : italien et latin, histoire et géographie, mathématiques, dessin, une langue étrangère, sténographie et dactylographie (cette dernière étant aussi matière d'examen).

se dilater démesurément en classes adjointes qui ne formaient pas de cours complets, non stabilisées, sans cesse en fluctuation et, par conséquent, soustraites à une norme rigide; classes qui ne pouvaient être confiées à des maîtres titulaires régulièrement choisis au concours et disciplinées par une action continue de direction et de contrôle.» *Levana*, septembre-octobre 1923 (numéro paru en décembre), p. 424.

1. Sauf sept exceptions : Ascoli, Grossetto, Massa, Carrara, Palerme, Rovigo, Udine où l'école complémentaire avait été ouverte aux jeunes gens à des dates variant entre 1911 et 1915. Au total, il y avait dans les écoles complémentaires en 1916-1917, 264 jeunes gens et 30 504 jeunes filles.

Le cours inférieur de l'institut pédagogique (chapitre v, *De l'Instruction normale*) appartient à un institut qui a pour but de préparer les maîtres de l'école élémentaire. Il enseigne : italien, latin à partir de la deuxième année ; histoire et géographie, mathématiques, une langue étrangère, dessin, éléments de musique et de chant choral, un instrument de musique.

Ces trois établissements de premier degré ont donc un fond commun : italien, latin, histoire et géographie, mathématiques, une langue étrangère avec quelques variantes dans l'importance relative des matières ; et chacun d'eux est individualisé par quelque spécialité : le classique par le grec ; le technique et le pédagogique par les premiers éléments de leurs techniques respectives.

Ce qui accentue la similitude de ces trois établissements, ce sont d'abord les conditions d'entrée (art. 72). « Un examen d'admission unique donne accès indistinctement » à tous les trois. C'est ensuite le caractère limitatif des prescriptions qui les concernent et dont il sera parlé plus longuement ci-après : le nombre des écoles, des cours et classes, et des élèves dans chaque classe est rigoureusement arrêté et il est interdit et ceci dûment spécifié à propos de chaque type d'établissement, de créer des classes adjointes.

Tout à fait à part de cette organisation préparatoire est la nouvelle école complémentaire. Elle doit (art. 34) « faire suite à l'instruction qui se donne à l'école élémentaire et la compléter » ; d'une durée de trois années, elle enseigne : italien, histoire et géographie ; mathématiques, sciences naturelles et comptabilité ; le dessin, une langue étrangère ; sténographie, calligraphie, la dactylographie (comme matière à examen). Cette école peut avoir jusqu'à vingt-quatre classes par école et se grossir de classes adjointes ; elle est en dehors des limitations rigoureuses prescrites pour le premier groupe d'établissements. Elle ne conduit en principe à aucun type déterminé d'études. Dans l'intention du ministre qui s'en est expliqué devant le Conseil supérieur¹, c'est en réalité « l'ancienne école technique, considérée maintenant comme le complément éducatif et professionnel de l'école élémen-

1. Discours d'ouverture de la session de novembre 1923. *Levana*, septembre-octobre 1923 (numéro paru en décembre), p. 427.

taire », donc établissement de caractère nettement populaire, et qu'il faudra rattacher aux enseignements industriels et commerciaux.

Telle est donc dans son ensemble l'organisation de l'enseignement moyen du premier degré : en deux catégories d'établissements, les uns de caractère classique conduisant au degré supérieur, les autres de caractère moderne ouvrant des possibilités limitées. Ces dernières se trouvent dans les petits centres et sont en principe les seuls établissements offerts aux familles de petite bourgeoisie, d'artisans modestes, d'agriculteurs aisés.

A parcourir les débats violents, mais contradictoires, suscités par cette organisation¹, on est tout d'abord surpris du déchaînement de critiques dont a été l'objet la nouvelle école complémentaire. Elle réédite l'école technique, garde seule la possibilité de se grossir démesurément à la demande de la population scolaire; elle ne conduit pas très loin l'enfant; mais on sait que la plupart des élèves de l'école technique s'arrêtaient en route, la plupart dès la première année. Pourquoi ce mépris pour une réédition assez fidèle d'une école qui avait tant de succès, pourquoi ces noms d'impasse, cul-de-sac, donnés à l'école nouvelle; pourquoi cette campagne de presse qui n'aboutit dans la première année qu'à une sorte de grève des élèves; pourquoi enfin cette accusation de parti pris aristocratique par quoi l'on veut indiquer que l'école complémentaire est « l'école des esclaves », tandis

1. Cette organisation générale du premier degré a fait l'objet des plus vives critiques. Avec les règlements limitatifs auxquels il a été fait allusion ci-dessus, et l'examen d'Etat, réforme qui feront l'objet d'une étude plus approfondie dans le chapitre suivant, cette transformation des conditions d'entrée dans l'enseignement secondaire a nourri une âpre campagne de presse, particulièrement ardente à l'automne 1923, quand la rentrée scolaire mettait les maîtres et les familles devant les réformes accomplies et les inquiétudes d'une première adaptation. (Il n'est pas de journal, même local, qui n'ait eu, à cette époque sa rubrique de l'enseignement moyen.)

Un écho — à peine atténué — de cette campagne se retrouve en deux séances parlementaires, où à propos du budget de l'Instruction publique, discuté publiquement pour la première fois depuis la révolution fasciste, les réformes scolaires firent l'objet de larges débats : à la Chambre, en décembre 1924, le ministre étant alors Casati; au Sénat, en février 1925, le ministre étant Pietro Fedele. Textes des discours dans *Levana*, novembre-décembre 1924, janvier-avril 1925 et dans *Rivista Pedagogica*, février 1925.

Notons enfin, parmi les critiques pondérées dans la forme, mais rigoureuses dans leur contenu, le mémoire rédigé par l'Académie des Lincei et dont la partie relative à l'enseignement moyen a été publiée entièrement par l'*Istruzione Media*, août 1923, n° 23.

que pour les chefs — en petit nombre — s'ouvre parcimonieusement l'école qui mène à l'enseignement supérieur, « l'école des maîtres¹ » ?

La division adoptée par G. Gentile est, dans son principe, celle que recommandait la Commission royale de 1905. Celle-ci demandait, on l'a vu, de séparer nettement, dès le début, la préparation universitaire de la préparation professionnelle; constituait pour la première une école de trois ans unique et sans latin; pour la seconde, une école de culture primaire supérieure qu'elle dénommait précisément école complémentaire. Dans sa réponse au Sénat — formé, comme le remarqua un sénateur, pour ainsi dire en Haute-Cour pour juger l'ancien ministre — Gentile n'a pas manqué de relever le précédent et de montrer qu'il n'avait point improvisé ni imposé une théorie *a priori*. Il pouvait même très justement rappeler que la Commission de 1905 s'était appuyée, ce faisant, sur un précédent plus ancien encore.

Le président de la Commission, Paolo Boselli, avait, en effet, présenté dès 1869, au sixième Congrès pédagogique de Turin, un projet où se trouve cette division essentielle : d'une part, école unique de culture générale préparant aux degrés supérieurs; d'autre part, une école dite « professionnelle » faite pour les enfants du peuple, destinés aussitôt après à exercer un métier. La *Relazione*, dont il a été fait état plusieurs fois précédemment, cite très utilement (p. 241) le passage le plus saillant de cette communication :

« Comment et où se trouve la véritable éducation du peuple? La carrière de l'ouvrier est déterminée sans doute par sa condition même : mais il peut la poursuivre en esclave, en automate ou en homme indépendant et capable de transformer sa situation, selon qu'il est instruit ou ignorant. Les écoles professionnelles ne doivent pas être un passage vers d'autres cours, mais écoles qui ont leur raison d'être en soi et répondent à des besoins particuliers de toute une classe sociale. Dans ces écoles on ne fixera pas le nombre des cours,

1. Augusto Monti (conférence du 10 mai 1925, à l'Université prolétaire milanaise, dans la *Cultura popolare*, mai 1925), ne désigne pas nommément l'école complémentaire dans son expression « école des esclaves », mais dénonce toutes les écoles classiques comme instrument de domination, « école des maîtres », « école des patrons », « école aristocratique » : les armoiries, la devise en furent le nom de Rome et la langue latine. (P. 192.)

puisque la nature de chacun doit être diverse, suivant le milieu et l'objet de l'école. Le centre de l'enseignement y sera l'étude de la langue, nécessaire partout, appropriée ici à la nature particulière de l'école... » Et la description qui suit répond presque de tout point à ce qu'est en effet l'école complémentaire gentilienne.

L'école complémentaire paraît donc être dans son essence conforme aux avis autorisés exprimés dans les grandes discussions d'avant guerre, conforme notamment au principe, posé par la Commission d'enquête¹, de la séparation de l'éducation postélémentaire en deux rameaux distincts, conforme spécialement au vœu présenté devant ladite commission, dans sa séance plénière du 17 juillet 1906, par l'un des esprits les plus profondément démocratiques de l'Université italienne, Gaetano Salvemini, qui « affirma la nécessité de créer, après la quatrième classe élémentaire et outre l'école populaire, deux sortes d'écoles distinctes dès le début : l'une de brève durée (trois ou quatre ans) qui aurait sa fin en elle-même, l'autre qui mènerait du degré inférieur au degré supérieur ».

Cette école répond pleinement au programme du groupe idéaliste, aux intentions manifestées par G. Gentile dans son livre, *le Problème scolaire d'après guerre*, aux campagnes des *Nouveaux devoirs* et de *Notre École* : débarrasser la route

1. La Commission a longtemps hésité avant de prendre cette décision et l'on suit, à travers le rapport, l'évolution de la doctrine. Cette évolution fut influencée d'une façon décisive par les discussions de presse et de congrès, qui marquèrent les années 1908 et 1909 et que la *Relazione* narre longuement (p. 220-235). La revue de Lombardo-Radice, *Nuovi Doveri*, présenta dans ses nos 33 et 34 (31 août-15 septembre 1908), le problème, sous la forme d'un questionnaire en six points où l'on trouve au troisième point, le problème central de l'organisation secondaire :

« Les diverses écoles préparant aux études universitaires doivent-elles être distinctes l'une de l'autre dès le début, aussitôt après l'école élémentaire ?

« Ou bien doivent-elles avoir en commun le premier degré ?

« a) Avec latin ?

« b) Sans latin ? »

De son côté, la *Fédération nationale* des professeurs de l'enseignement secondaire présentait un questionnaire analogue.

Dans l'année scolaire 1908-1909, cinq congrès régionaux de professeurs secondaires discutèrent ces questions.

A l'unanimité, le principe de la réunion de tous les enfants sortis du degré élémentaire de l'école fut repoussée; tout le monde admit qu'il fallait au moins deux types d'école moyenne au premier degré, l'une pour la préparation universitaire, l'autre pour la vie pratique. Pour la préparation universitaire, devrait-on admettre à la base une école commune, ou distinguer dès le début un enseignement classique et un enseignement moderne ? Sur ce point de grandes divergences d'opinion se firent jour.

des études universitaires de la foule de tous ceux qui ne sont point destinés à la parcourir tout entière. Après la rentrée de l'automne 1923, le ministre indiquait au Conseil supérieur le chiffre des inscriptions dans les premières années des écoles du premier degré : écoles complémentaires : 24 870; Gymnase : 13 284; Instituts techniques : 5 155; Instituts pédagogiques : 4 904, et se félicitait d'avoir mis fin à la prédominance d'un enseignement de caractère « littéraire, aristocratique et parasitaire » parmi la jeunesse italienne.

Mais, si la division du premier degré moyen et, en particulier, la création de l'école complémentaire sont bien dans le plan des réformes italiennes, si elles ont été effectivement demandées avant la guerre par une partie notable de l'opinion éclairée et doivent échapper au reproche d'être l'improvisation dangereuse d'une école ou d'un parti, elles ne répondent pourtant plus entièrement aux exigences nouvelles de la culture populaire. Cette division permet sans doute de préparer une « élite » dans les écoles classiques, mais elle permet moins aisément le choix de l'élite dans l'ensemble de la population scolaire. Elle admet comme définitive la sélection par la fortune et distingue ainsi l'élite de naissance de l'élite intellectuelle.

En effet, le choix d'une école ou d'une carrière est placé par cette réforme à la dixième année de la vie d'un enfant, puisque toutes ces écoles moyennes différenciées accueillent uniformément leurs élèves à la sortie de la 4^e élémentaire. Dix ans, c'est un âge où les aptitudes sont à peine indiquées, où le choix de la carrière dépend entièrement de la situation des familles. Il en dépend d'autant plus que l'école complémentaire est le moins cher des établissements secondaires¹ et qu'il est le plus à la portée des familles modestes puisqu'il est répandu dans les petites localités privées généralement de tout autre moyen de continuer des études. On doit donc considérer que les réformateurs italiens, dans leur souci de maintenir l'ordre social, par crainte

1. Le règlement du 4 mai 1925 fixe comme suit les taxes dans chacun des établissements du premier degré de l'enseignement moyen (le premier chiffre est l'immatriculation, le second la taxe scolaire pour une année), gymnase : 60 + 160 (et 200 dans les classes de deuxième cycle). Institut technique inf., 60 + 160. Institut pédagogique inf., 30 + 100. Ecole complémentaire, 25 + 100.

d'ouvrir des études générales à un trop grand nombre de jeunes gens et de créer des déclassés, ont procédé à une sélection prématurée de la jeunesse, à une sélection basée à peu près exclusivement sur la situation matérielle des familles.

Les critiques adressées de ce point de vue à l'école complémentaire ont d'ailleurs amené, dès le ministère de G. Gentile, des retouches intéressantes. Dès le 6 octobre 1923, en pleine rentrée scolaire, le ministre annonçait — par mesure transitoire et pour une durée de quatre ans — la création de « cours intégratifs » de deux années auprès des écoles complémentaires (au nombre de 200 au plus), pour permettre de préparer les enfants sortis de ces écoles au degré supérieur des instituts (institut technique, lycée scientifique). Enfin des liaisons étaient établies ultérieurement avec des écoles de caractère professionnel¹, afin de permettre aux meilleurs d'entre les élèves de l'école complémentaire de poursuivre utilement leurs études. Ces mesures créaient donc — d'une façon exceptionnelle et transitoire seulement — un pont, de l'école sans latin aux instituts scientifiques supérieurs; de manière régulière et permanente, un passage de cette école aux écoles de caractère professionnel.

Malgré ces palliatifs, il apparaît que la sélection faite à la dixième année, presque entièrement pour des raisons non scolaires, et d'ailleurs sans le contrepois d'un système compensateur de bourses d'études², est non seulement contraire aux aspirations modernes, mais contraire à l'intérêt de l'État : « place libre au talent » est une parole napoléo-

1. Le décret du 31 octobre 1923, n° 2583, concernant l'organisation de l'enseignement industriel (ministère de l'Economie nationale), dispose en ses articles 3 et 6, que les élèves diplômés de l'école complémentaire sont admis à l'école d'apprentissage et à l'école industrielle.

Le décret du 15 mai 1924, n° 749, concernant l'organisation de l'école commerciale de degré secondaire (même ministère), dispose en son article 46, que les diplômés de l'école complémentaire ont accès à la première année de l'école commerciale et à l'année préparatoire de l'institut commercial.

Enfin, le ministère de l'Instruction publique, réorganisant le 31 décembre 1923, par décret n° 3123, l'enseignement artistique, admettait par l'article 65 les diplômés de l'école complémentaire au cours supérieur de l'institut d'art et, avec les épreuves artistiques seulement au lycée artistique.

2. Décret du 4 mai 1925, réunissant les dispositions antérieures : diverses exonérations de taxes d'études et d'examens peuvent être admises, les unes pour catégories entières (orphelins de guerre, victimes de catastrophe, comme l'éruption de l'Etna, en 1923, etc.), les autres, et ce sont pour nous les plus importantes, car elles constituent vraiment l'amorce d'un choix de l'élite, pour mérite personnel.

L'exonération pour mérite personnel est accordé aux enfants de familles pauvres,

nienne qui garde toute sa vigueur réaliste à l'époque actuelle sous quelque régime que vive un pays.

La raison profonde de l'école complémentaire, c'est, en dernière analyse, l'autre école du premier degré, l'école avec le latin : l'obligation du latin dans une série d'écoles, de la deuxième à la troisième année, rend nécessaire la création d'une école sans latin. L'Italie n'a pas eu l'école unitaire du premier degré secondaire parce que la phalange idéaliste avait inscrit à son programme dès l'origine : rénovation de l'enseignement classique et par là national.

*
* *

Le deuxième degré de l'organisation secondaire appelle des commentaires moins étendus ; son examen permet d'ailleurs de reprendre l'étude des degrés inférieurs de chaque institut pour donner une idée d'ensemble de ces grandes divisions « verticales ».

Le gymnase-lycée de huit années reste l'établissement secondaire par excellence. Il garde sa physionomie antérieure ; aux études classiques du gymnase énumérées ci-dessus succèdent dans les trois années du lycée : lettres italiennes, latines et grecques ; philosophie ; histoire et économie politique ; mathématiques et physique ; sciences naturelles, chimie et géographie ; histoire de l'art ; c'est-à-dire une large culture générale à base classique. Seul des instituts secondaires, il conduit directement à la *maturité*, qui ouvre la porte de tous les établissements d'enseignement supérieur.

L'institut technique de huit années n'est plus que l'ombre de lui-même. Son cours inférieur, l'école technique de l'ancien régime aux classes monstres, a été réduit à un nombre étroitement limité de cours et de classes. L'ensemble de l'institut a perdu de la base au sommet ses florissantes sections industrielles, passées au ministère de l'Économie

qui ont obtenu au dernier examen d'entrée ou de passage, au moins 8 sur 10 dans chaque matière. Mais, et cette disposition est caractéristique, cette exonération n'est accordée dans aucun établissement moyen du premier degré pour la première classe.

Enfin, il est à noter que l'aide de l'Etat ne se manifeste que par une exonération de frais d'études, tous les autres frais (livres, entretien) restant à la charge des familles.

ationale; son degré supérieur a perdu la section physique-mathématique qui conduisait à l'université et donnait du lustre à tous les établissements. Il a perdu le droit de préparer à l'enseignement supérieur; il se compose au plus de deux sections : comptabilité et arpentage; son examen de sortie s'appelle habilitation (et non maturité), ce qui indique la préparation à des emplois déterminés. Ainsi dépouillé de ses rameaux les plus vigoureux, le nouvel institut technique fait piètre figure à côté de ses robustes rivaux de l'Économie nationale et notamment des écoles de commerce du degré secondaire. Le latin mis au programme de son cours inférieur donne à ses quatre premières années d'études un caractère de culture générale à base classique; les quatre années du cours supérieur technique divisées en deux sections prennent un caractère nettement professionnel.

L'institut pédagogique¹ est l'ancienne école normale, mais achevée et systématisée selon les vœux du législateur de 1918, du moins dans sa structure essentielle.

À dire vrai, la préparation de l'instituteur n'avait jamais reçu en Italie sa charte constitutive. De 1844 à 1859, c'est l'époque des « écoles de méthodes » dont il y eut jusqu'à vingt-deux dans le Piémont². « L'école normale », instituée dans les États sardes par la loi Lanza du 20 juin 1858, est adoptée et codifiée par la loi Casati de 1859. Mais dans les débuts mêmes du nouveau royaume d'Italie, le besoin de maîtres suscite des créations adventices, des écoles de méthode dans les préfectures et sous-préfectures, des cours temporaires (loi Berti de 1867) et bientôt on se trouve devant la pléthore de maîtres élémentaires. La loi Gianturco, du 12 juillet 1896, organise l'enseignement normal féminin, mais ne crée pour les jeunes gens que les trois années de l'école normale. Bientôt les besoins nouveaux nés de la loi de

1. En italien, *Istituto magistrale*. On est surpris de lire (*Rivista Pedagogica*, du 22 février 1925, p. 106) que le grand réformateur de 1911, Luigi Credaro, attribue le choix de ce nom à un emprunt récent à l'Autriche. Le projet Berenini, annoncé le 27 février 1908, au théâtre Costanzi, déposé deux mois après au Sénat, discuté à partir du 23 avril, dans des séances où parlèrent d'illustres académiciens : Guido Mazzoni, d'Ovidio, voté (par 80 voix contre 22), puis oublié dans les cartons de la Chambre des députés, donnait à l'école pédagogique réformée, le nom *Istituto magistrale* et lui attribuait une durée de sept ans. Ce projet Berenini reprenait en le transformant, un projet élaboré en 1911, par Luigi Credaro lui-même.

2. Cf. *La Preparazione del maestro*, dans la *Scuola in Lombardia*, février 1924, p. 33 sqq.

1911 (cf. p. 303, en note) font naître à nouveau les moyens de fortune et notamment le gymnase magistral annexé au gymnase isolé : c'est un cours normal qui en deux ans prépare un instituteur. La réforme se produit, comme en 1896, en pleine crise de surproduction. En 1925 encore, même après les mesures restrictives dont il sera parlé ultérieurement, il y a une agitation d'instituteurs sans place¹.

La réforme de 1923 a l'intention de rénover entièrement la formation du maître primaire, sur des bases simples, logiques, cohérentes. Comme beaucoup d'œuvres de Gentile, l'institut nouveau s'élève sur un terrain déblayé, après démolition à peu près totale des constructions du passé. La loi abolit le cours magistral annexé aux gymnases isolés, abolit les écoles normales dites « assimilées » (*pareggiate*) (art. 105), elle ferme presque la moitié des écoles normales existantes, ne laissant subsister que quatre-vingt-sept instituts pédagogiques à la place des cent cinquante-trois écoles normales, et n'accorde à chacun des instituts que trois cent quatre-vingt-cinq à six cent trente élèves au maximum pour un cours de huit années. Il ne peut être créé d'institut nouveau par décret.

La préparation pédagogique est désormais organisée aussi bien pour les jeunes gens que pour les jeunes filles. Audessus du cours inférieur de quatre ans, dont le programme a été donné ci-dessus, est le cours supérieur de trois ans où sont enseignées : langue et littérature italiennes ; langue et littérature latines et histoire ; philosophie et pédagogie ; mathématiques et physique ; sciences naturelles, géographie et hygiène ; dessin ; éléments de musique et de chant en chœur ou instrument de musique.

L'institut pédagogique appartient donc non pas seulement administrativement, mais aussi par sa tendance classique à l'enseignement secondaire. Il reste inférieur aux deux autres instituts, puisqu'il n'a au total que sept années d'études. Mais le législateur s'est efforcé de rompre avec la tradition qui imposait au futur maître — parce qu'il aurait à enseigner des notions de toutes choses — des études encyclopédiques. L'école doit être pour lui formation, non information. De là

1. Indiquée par les *Diritti della Scuola*, en Emilie (nos des 14 et 21 mars 1925).

le nombre limité des matières, de là l'importance des études de culture générale, de là surtout l'orientation des examens, des programmes où dominent la littérature et la philosophie. Une singularité de cette école normale, c'est que la pédagogie proprement dite en est absente. Le ministre qui fut titulaire d'une chaire de pédagogie est l'ennemi déclaré de cette discipline¹. Le problème de l'éducation est donc présenté comme un problème philosophique, « dans son aspect esthétique, religieux et moral ». L'histoire des institutions scolaires et de la pensée pédagogique doit être présentée « à travers l'élaboration des grands philosophes, telle qu'ils la virent avec toute l'originalité et la profondeur de leur génie ». Et les exercices proprement pédagogiques sont abolis ; abolie l'école annexe ou d'application ; il ne subsiste, à côté de l'école normale, que le jardin d'enfants ou la « casa dei bambini ».

L'institut pédagogique n'ouvre pas la porte de l'enseignement supérieur ; il confère, comme le technique, l'*habilitation* professionnelle et non la maturité. La loi supprime les cours de perfectionnement ouverts, pour les maîtres élémentaires, auprès de quelques universités et ne donne comme débouché aux meilleurs d'entre les élèves sortis de l'institut pédagogique que l'école supérieure du Magistère rénové.

A côté des trois instituts complets et parallèles qui viennent d'être étudiés — classiques, techniques, pédagogiques, — existent, on l'a vu dans le tableau synoptique, deux écoles secondaires appartenant seulement au degré supérieur : le lycée scientifique et le lycée de jeunes filles.

Le lycée scientifique avait été préconisé² par la Commission royale de 1905 qui voulait, en le substituant aux sections

1. « Moi, philosophe au point qu'il est désagréable au sénateur Vitelli que je le sois, et au degré que mon ami Credaro a la bonté de penser que je le suis, je n'aime pas la pédagogie, je ne sens pas la pédagogie ; je suis l'ennemi de la pédagogie, de cette pédagogie qui a été le tourment de nos écoles normales, qui voudrait être le tourment des Universités, de tous les futurs maîtres, en leur enseignant pédantesquement ce qui ne peut être enseigné, ce qui est un art spontané dans notre cœur d'éducateurs, ce qui est génialité dans l'homme qui entre en contact avec de plus jeunes que lui et qui avec eux s'avance par la voie montante de la vie et de l'esprit. » Discours au Sénat, le 5 février 1925, dans *Levana*, janvier-avril, 1925, p. 18.

2. *Relazione*, page 243, proposition d'ensemble : la commission Boselli distingue trois types de lycée : classique, où la place d'honneur est occupée par les antiquités grecques et latines ; scientifique, d'orientation scientifique et avec deux langues

physiques-mathématiques de l'école technique, en faire une école « de culture générale et de préparation aux études scientifiques supérieures ». S'inspirant de ces vœux de la Commission, mais laissant subsister la section de l'école technique, Luigi Credaro¹ avait créé, par la loi du 21 juillet 1911, n° 860, les gymnases-lycées modernes, qui ne furent organisés que par le décret du 28 septembre 1913. Cet enseignement n'eut pas la faveur du grand public; créé à la veille de la guerre, une place ne lui est faite qu'à regret², semble-t-il. Il n'a ni son local propre, ni un personnel spécial; c'est une section du gymnase-lycée classique, une section de seconde zone.

Giovanni Gentile fait table rase du passé, supprime à la fois les sections physiques-mathématiques de l'Institut technique et les sections modernes du gymnase-lycée pour créer, en reprenant le vocable de la Commission Boselli, le lycée scientifique.

Le lycée scientifique de quatre années enseigne : lettres italiennes et latines; histoire, philosophie et économie politique; mathématiques et physique; sciences naturelles, chimie et géographie; une langue et littérature étrangères; le dessin. Pour le programme, il est donc placé entre la culture désintéressée du cycle classique et la préparation professionnelle des instituts techniques et pédagogiques. Pour la carrière, il est le seul institut secondaire qui, avec le classique, confère la *maturité* et donne accès à l'enseignement supérieur; cependant il n'ouvre pas la porte de toutes les facultés indistinctement, mais seulement des études scientifiques : facultés des sciences et de médecine.

Avec le lycée de jeunes filles nous abordons — dans ses

étrangères; *moderne*, qui emprunte aux deux types précédents, garde le latin, prend plus de sciences que le classique, mais étudie surtout les langues vivantes. Chacun de ces types de lycée est ensuite longuement étudié : le lycée scientifique, p. 199 et 354.

1. Qui leur a consacré un article dans la *Nuova Antologia*, du 16 octobre 1923, et se plaît à reconnaître dans le lycée scientifique nouveau, « une sage résurrection ou continuation » du gymnase-lycée moderne.

2. L'annuaire du ministère de l'Instruction publique pour 1923 en donne au total 28, à savoir : Bologne 2, Cagliari 2, Catane 2, Florence 2, Gênes 2, Milan 3, Naples 4, Padoue 1, Palerme 3, Rome 3, Turin 2, Venise 1, Vérone 1. Dans un certain nombre de grandes cités, la section moderne n'existe que dans une partie des gymnases et lycées, en général dans 2 sur 3 ou sur 4.

grands traits seulement — la question de l'enseignement féminin en Italie.

Avant la réforme gentilienne, trois voies principales s'offraient aux familles pour l'éducation des jeunes filles : les écoles mixtes, les écoles normales, les pensionnats religieux ou civils.

L'enseignement secondaire italien était mixte. Les jeunes filles y affluaient. De 1911 à 1916, en cinq ans, leur nombre avait augmenté de 75 p. 100. Si l'on considère la dernière statistique détaillée¹, on constate que l'élément féminin de la population scolaire des écoles moyennes marque une préférence de plus en plus accentuée pour les études utilitaires. Tandis que les jeunes gens augmentent dans la proportion de 22 p. 100 entre 1911 et 1916 dans les cours techniques, les jeunes filles, dans la même période, augmentent de 76 p. 100. En 1916-1917, elles constituent dans les cours classiques les 20 p. 100 du total des élèves, et dans les cours techniques les 35 p. 100.

Mais cet enseignement mixte ne peut convenir à tous les esprits, encore moins à toutes les familles, à toutes les classes sociales. Or, il est une sorte d'écoles publiques réservées uniquement au sexe féminin et où, on l'a vu, le caractère mixte n'a été introduit que tardivement et de façon presque négligeable, c'est l'enseignement normal. École complémentaire et école normale féminines sont donc envahies par un flot montant de jeunes filles dont beaucoup appartiennent à la bonne bourgeoisie et même à l'aristocratie, et viennent chercher seulement un complément de culture. En 1916-1917, dans l'enseignement dit normal, il y a 4 p. 100 de jeunes gens, 96 p. 100 de jeunes filles. Mais cette déviation du rôle de l'enseignement normal est dommageable à la fois aux jeunes filles « du monde » qui doivent subir l'enseignement de la pédagogie et se plier aux exercices pratiques de l'école annexe, et aux futures institutrices placées dans un milieu trop différent de leur ambiance familiale et dans des conditions d'étude assez peu propres à leur donner le goût de leur austère profession.

Le pis aller, pour les familles, dans la plupart des cas,

1. Statistique déjà citée du ministère du Travail, Rome, 1921, p. XXXI-XXXIV.

c'étaient les pensionnats¹ : quelques-uns privés et le plus souvent confessionnels ; d'autres publics, comme les internats nationaux, instituts féminins royaux, « *Educatorii* » de Naples, « *Conservatorii* » de Toscane et autres « *Educatorii* » féminins publics, qui sont les legs des États du passé à la jeune Italie. Cette éducation, de caractère presque partout encore conventuelle, ne convient guère à l'ère moderne et n'était que peu recherchée.

En somme, l'éducation des jeunes filles en Italie avait reçu, d'emblée et sans lutte, une des faveurs les plus enviées par les féministes de l'Europe occidentale : l'égalité absolue des sexes devant l'enseignement secondaire. Mais cette ferveur ne pouvait suffire et l'exemple est piquant pour qui suit les campagnes féministes actuelles. En possession de l'égalité complète, l'opinion italienne demandait au moins partiellement l'exception. « Le referendum au sujet de la réforme de l'école normale, qui se fit en 1905, auprès d'environ huit cents professeurs, affirme énergiquement que l'Italie avait besoin d'un enseignement vraiment féminin pour préparer la femme à la vie, former son esprit, son cœur, sans contrarier son essence et sa nature, pour préparer la mère future et la future maîtresse de maison². »

La réforme Gentile, fermant la porte de l'institut pédagogique à qui ne doit pas enseigner, a créé le lycée de jeunes filles. Le réformateur trouvait d'ailleurs un exemple de cette institution dans les provinces conquises, où l'Autriche avait installé ses *Mädchen-Lyzeen*³. Gardant la tradition italienne de l'école secondaire mixte, le ministre s'est donc contenté d'organiser un enseignement secondaire féminin à fins limi-

1. A propos de ces pensionnats, et quoique ce ne soit pas le sujet du présent travail qui ne peut s'occuper que des modifications à l'état de choses antérieur, il faut noter que l'internat, qu'il s'agisse des garçons ou des jeunes filles, est en Italie l'exception. L'externat est la forme habituelle de l'enseignement secondaire. Les internats publics pour garçons, *Convitti nazionali*, sont au nombre de quarante-deux (*Annuario* de 1923, p. 563 *sqq.*). Ils sont situés pour la plupart dans de petits centres. Ils ont un caractère élémentaire. Le décret organique du 6 mai 1923, qui les touche en passant, détermine d'un mot leur rôle limité : ils ne peuvent accueillir (art. 138), que les enfants de six à douze ans ; ils n'ont donc au maximum qu'un ou deux ans d'enseignement moyen du premier degré.

2. Giuseppe Pochettino, directeur du lycée féminin de Milan, dans la *Scuola in Lombardia*, juillet 1924, p. 277.

3. Cf. la conférence donnée le 12 mars 1924, à l'Université populaire de Trieste, par Fernandino Pitteri, directeur du lycée de jeunes filles de cette ville, conférence publiée par la *Scuola al Confini*, n° de juin-juillet 1924, p. 36 *sqq.*

tées, pour jeunes filles de famille aisée, sans préoccupation utilitaire.

Le lycée de jeunes filles (art. 65-69) a pour but « de donner un complément de culture générale aux jeunes filles qui n'aspirent ni aux études supérieures, ni à l'obtention d'un diplôme professionnel ». Il comprend trois années d'études où l'on enseigne : langue et littérature italiennes ; histoire, géographie, philosophie, droit et économie politique ; deux langues étrangères, dont l'une facultative et l'autre obligatoire ; l'histoire de l'art ; dessin ; travaux féminins, économie domestique et chant ; un instrument de musique ; danse. (Les instructions du 14 octobre 1923 précisent que la danse consiste naturellement dans des « exercices pratiques de gymnastique rythmique, tant individuels que collectifs, qui doivent s'inspirer spécialement de ceux imaginés par J. Dalcroze », p. 94.)

L'établissement nouveau doit tout d'abord entrer dans les mœurs et habitudes féminines. Critiqué et chansonné, il n'a pas conquis d'emblée la faveur du public. La loi limitait à vingt le nombre de ces lycées pour l'Italie : il ne s'en ouvrit que dix¹. Leur programme répond cependant à une nécessité, nécessité limitée, besoin d'une classe seulement, cela est certain, — besoin de cette « fillette des classes supérieures » dont s'occupe Gina Lombroso dans son article du 15 juin 1923 (dans *Rivista d'Italia*, pp. 130-141), pour laquelle rien d'approprié n'avait été créé jusque-là en Italie. Pour faire vivre cette institution dans les premières années d'une adaptation difficile, le ministre a été infidèle à son principe premier. Il donne à son lycée de culture un débouché pratique par le décret du 31 décembre 1923, N° 3123, sur l'organisation de l'enseignement artistique, en disposant (art. 68) que les élèves diplômées du lycée de jeunes filles pourront se présenter à l'examen habilitant à l'enseignement du dessin dans les écoles secondaires, au même titre que les diplômés des lycées artistiques et des instituts d'art.

Telle est dans son ensemble l'organisation nouvelle de l'enseignement secondaire italien. Elle n'est pas nationale,

1. Décret du 9 septembre 1923, n° 1916. Ces lycées furent établis dans les villes de Cagliari, Cesena, Macerata, Milan, Naples, Padoue, Spolete, Turin, Venise et Vérone.

puisque toute une floraison d'écoles techniques moyennes (commerciales, industrielles, agricoles, forestières, etc.) restent en dehors de ce système éducatif et gardent leurs lois propres. Elle est entièrement dans la tradition italienne et s'édifie sur le plan tracé par Gabrio Casati en 1859, en le modifiant d'après le résultat des grandes enquêtes effectuées entre 1905 et 1909. La réforme, dans la plupart des cas, systématise et simplifie. Son esprit est essentiellement l'esprit de la philosophie idéaliste adapté à l'idéal politique du fascisme : maintien rigoureux des cadres sociaux actuels, recrutement limité de l'élite, séparation au sortir de l'enfance de deux classes, les dirigeants, les travailleurs.

5. Les études et les examens

Les études sont réformées d'abord par le décret organique du 6 mai 1923 dont il a été longuement question précédemment, puis par les programmes du 14 octobre 1923 (décret N° 2345), enfin par des règlements concernant notamment les inscriptions et les examens ; on citera ici ces règles d'après le décret du 4 mai 1925, N° 653, qui annule, en les utilisant et coordonnant, les dispositions précédentes.

Ces divers actes législatifs ou administratifs entendent rendre à l'enseignement secondaire italien rigueur, gravité, profondeur, haute culture humaine et nationale.

Ce but est atteint en premier lieu par un moyen tout extérieur : la limitation du nombre des places. Mesure sociale, aristocratique en son inspiration comme on l'a vu ; mesure de rigueur dans ses résultats pédagogiques. La loi du 6 mai a limité dans toutes les catégories, sans exception, le nombre des établissements ; dans tous les établissements le nombre des cours et des classes, ne permettant un certain jeu et jusqu'à une limite déterminée que dans le cas des écoles complémentaires ; enfin, elle a limité dans tous les établissements, sans exception, le nombre des élèves d'une classe à trente-cinq (art. 28 de la loi organique du 6 mai 1923).

Le ministre l'avait dit dans son livre sur *le Problème de l'École d'après guerre* : « Mon idée, c'est que les écoles entretenues par l'État doivent être en petit nombre, mais bonnes ; ou pour mieux dire peu d'écoles, mais des écoles ! » (P. 12.)

Et plus loin (p. 77) : « Nous avons tous besoin de chaussures, mais faut-il pour cela que nous soyons tous cordonniers ? » La loi du progrès est division du travail, spécialisation, intensification des efforts : « L'État doit ouvrir une porte vers la haute culture, mais plutôt étroite que large, pour que la foule ne s'y précipite pas ! »

A l'entrée de chaque école, à l'entrée de chaque degré dans une école, il y aura un examen, ou mieux un concours avec un grand nombre d'appelés et peu d'élus. Le diplôme obtenu au degré inférieur ne donnera jamais droit à entrer d'emblée au degré supérieur. A la cinquième élémentaire, on obtient le « Compimento » après examen ; mais il faut passer le concours d'entrée au premier degré de l'école moyenne.

Conception singulière : le nombre des places disponibles reste le même dans un établissement, de la première à la dernière classe. On sait cependant que si l'on laisse jouer librement ce qu'on pourrait appeler les forces naturelles, les premières classes sont généralement surpeuplées, et à mesure que l'on s'élève diminue le nombre des présents dans chaque classe. La forme naturelle d'un établissement scolaire est le triangle ; Gentile y a substitué le carré¹. Telle doit être la précellence des établissements d'État, si puissante leur force d'attraction que si, après la sélection rigoureuse à laquelle il est précédé à l'entrée et qui ne laisse pénétrer dans l'établissement que des vocations définitives, des défections venaient à se produire, il serait aisé de remplacer les défaillants par la venue des élèves des écoles libres, que l'on n'admettrait d'ailleurs, même en cours de route, qu'après examens et concours².

Cette réduction du nombre des élèves donne de la sévérité aux études ; elle donne surtout une âme nouvelle à l'école,

1. La comparaison vient du ministre lui-même. Cf. ci-dessus l'entretien dont il est rendu compte au chap. II, Giovanni Gentile et l'idéalisme absolu.

2. L'introduction de ces mesures draconiennes pour l'admission aux écoles moyennes a causé dans les populations des cités d'Italie, vers le milieu de 1923, tout d'abord une consternation générale, puis une indignation véhémence. La presse s'est faite l'écho de ces sentiments, naturellement vifs, dans une nation très impressionnable, çà et là avec d'autant plus de complaisance que cette mesure pédagogique revêtait en même temps le caractère de mesure sociale et politique. Giovanni Gentile s'est assuré par là une impopularité durable, qui explique vraisemblablement en grande partie la crise partielle du 26 juin 1924.

Examiné de plus près, la mesure était moins « catastrophique » qu'on ne l'avait annoncé. Le ministre donnait dès la rentrée de 1923, au Conseil supérieur, les

disent les réformateurs. Ils veulent faire disparaître ces établissements où le directeur ne connaît pas ses collaborateurs, qui ne se connaissent pas entre eux ; où ni directeur, ni professeurs ne connaissent individuellement les élèves. Éducation, c'est, dit la pédagogie idéaliste, la fusion des âmes, la formation d'une âme commune, d'une âme de classe, d'une âme d'école. Ceci ne peut être obtenu que par la limitation du nombre des classes et des élèves¹.

Mais il faut alors réduire le plus possible le nombre des professeurs : on y parvient par cette fameuse gémiation des chaires (*abbinamento*) qui a déchaîné parmi les professeurs la consternation et l'indignation qu'avaient causées dans les familles les limitations touchant les élèves. Les maîtres de l'ancien régime n'avaient pas leur service complet dans un établissement seul ? Ils couraient, « tels des muciciens ambulants », d'une école à l'autre dans la même ville ? On leur constituera un service unique² dans une même classe, avec les mêmes élèves ; pour cela on réunira les enseignements par deux, ou même par trois exceptionnellement, pour former un service complet : histoire et philosophie, sciences naturelles et géographie physique et mathématiques, etc.

L'intention des réformateurs éclate dans les programmes, qui en une centaine de pages essaient moins de donner un

chiffres ci-après. En octobre 1923, sur 211 397 élèves désireux d'entrer dans les divers cours de l'enseignement secondaire, 18 307, soit le onzième, n'avaient pu y trouver place. Et d'ailleurs, il était resté, dans les établissements publics, plus de 65 000 places libres, dont 14 876 dans les premières années et 50 781 dans les suivantes. *Levana*, septembre-octobre 1923, p. 429. Gentile avouait d'ailleurs (p. 430), avoir été en cette première année « trop bénin » (*eccessivamente mite*).

1. « J'aurais fini par céder au chœur des malveillants, des incrédules, des sceptiques, des nonchalants, si je n'avais été soutenu en mon âme et conscience par la conviction inébranlable, formée de vingt-cinq années de vie scolaire, passées les yeux ouverts et l'âme ardente de foi, en communion d'esprit avec les enfants et les maîtres, à observer, à étudier, à penser avec intensité et persévérance. Et j'ai l'orgueil d'affirmer, parce que cela peut excuser ce qui, autrement, serait une présomption, que le problème scolaire, tel qu'il a été posé, est évidemment un problème pratique, mais aussi un problème idéal et spéculatif... Aussi ne peut-il être résolu ni par les élèves, ni par les pères de famille, ni par leurs porte-parole de la presse et de la petite politique, ni par de doctes académiciens compétents en tant de sciences et malgré cela peu préparés à voir dans leur synthèse, leur portée, leur logique les questions scolaires. »

Déclaration de Gentile au Conseil supérieur. *Levana*, septembre-octobre, 1923, p. 431-432.

2. « Dans les cinq types d'écoles on procède à une large gémiation des matières, qui peut sembler audacieuse... pour empêcher les dangers précoces de la spécialisation et pour fonder plus intimement l'élève avec les maîtres de nombre réduit, pour restituer à l'école moyenne le caractère éducatif qui lui revient. » Arnaldo Alterocca, dans *Rivista d'Italia*, 15 juin 1923, p. 232.

catalogue de matières à étudier que de définir, d'exalter, de contribuer à former cette âme commune qui doit animer une classe et tout un enseignement. La même tension que l'on avait observée dans les programmes primaires, le même ton inspiré, la même mystique exaltée traversent ces pages¹, qu'on a coutume de voir rédigées ailleurs avec une pondération et un calme tout administratifs.

Chaque groupe d'établissements reçoit sa mission propre : « A la fin de l'école complémentaire, l'élève doit être capable d'exercer sa fonction de citoyen, son métier d'artisan, de petit commerçant, d'employé. Il doit donc savoir s'exprimer dans la langue nationale et pouvoir la comprendre. Il doit avoir pris connaissance de ce monde humain qui a trouvé son expression dans les grands esprits : un monde riche et divers par les intérêts, les sentiments et les idées » (p. 20). « Dès son commencement, le lycée-gymnase doit être un institut de culture par l'histoire et les humanités : il prépare aux hautes fonctions de la vie civile, aux professions libérales, à la vie politique ; il y prépare de loin en préparant l'homme : l'homme moral qui a sa place dans l'histoire et connaît par conséquent le dur labeur de l'humanité, des cavernes où elle vécut à l'état sauvage, à cette civilisation qui ne consiste pas dans les perfectionnements techniques, si apparents dans notre vie moderne qu'ils paraissent plutôt des fins que des moyens, mais consiste dans la communion plus profonde des âmes, dans le sentiment approfondi de la liberté et du devoir humain, dans la conscience plus exacte en chacun de sa propre personnalité » (p. 24).

Si du programme d'un institut l'on passe au programme d'une matière déterminée, on trouve le même effort pour dégager de chaque étude le sens profond qui peut la vivifier : « Étudier la philosophie ne signifie pas étudier une matière

1. On trouvera le détail des horaires, des programmes, des instructions relatives à leur application dans le décret du 14 octobre 1923, publié *in extenso* dans les annexes, pièces justificatives à la fin de ce volume.

Les programmes ne sont pas établis pour les classes, mais pour les examens qui terminent chaque degré. La répartition des matières entre les années d'études, entre les professeurs eux-mêmes se fait (art. 3, du décret du 14 octobre) « dans chaque établissement à la fin de l'année scolaire et pas plus tard que le 30 juin », par les soins du Conseil des professeurs.

Publiés d'abord dans un numéro du *Bulletin officiel*, le décret et les programmes ont fait ensuite l'objet d'un tirage à part du ministère, paginé de 1 à 100. C'est d'après cette édition que sont faites les citations ci-après.

déterminée, mais s'élever à la considération philosophique de certains problèmes... c'est avant tout exercer la liberté de la pensée, la former en reconnaissant et en établissant les lois intimes de l'esprit » (p. 42). Pour la chimie, l'histoire naturelle et la géographie (mise comme on le voit parmi les sciences et géminée avec l'histoire naturelle), le but est « non l'accumulation de notions apprises » mais, « l'organisation de ces notions dans l'esprit. Il faudra donc exiger non pas des efforts de mémoire démesurés, des énumérations de noms et de descriptions, mais des conceptions claires et précises et la capacité d'associer les divers phénomènes naturels et de se rendre compte des problèmes qu'ils présentent et des méthodes d'examen dont on se sert pour les résoudre » (p. 43). Chez les candidats aux fonctions de l'enseignement, on formera dès le début du deuxième cycle « une conscience humaine, organique et solide. On excluera toute récitation, tout psittacisme... La lecture des mémoires autobiographiques doit être considérée comme une préparation à l'étude de la psychologie : non d'une psychologie abstraite et schématique, mais d'une aptitude à comprendre les âmes ».

Toute étude secondaire tend donc à développer l'autonomie de l'esprit, le jugement personnel par une méthode active et l'étude directe de la réalité. Cette réalité doit être profondément humaine toujours, malgré sa diversité. En histoire, c'est l'étude des civilisations : par exemple pour Rome (1^{er} cycle du gymnase), « La civilisation romaine : institutions fondamentales de la période des rois ; l'organisation de la République ; magistrature, armée, la vie familiale, l'esclavage, les coutumes, la religion » (p. 22). Le lycée a un programme d'économie politique où l'on trouve une utile orientation dans la civilisation moderne, par exemple : « Libéralisme économique et protectionnisme ; crises économiques, le budget de l'État... » (p. 34). Préparer l'homme moderne, telle doit être, d'après les programmes, la première tâche de tout professeur de l'enseignement secondaire.

Le couronnement de cette organisation de haute inspiration et de sévère discipline est le rigoureux système d'examens. Le désordre — on l'a vu — avait été grand dans l'après guerre. En citant ici la déclaration du ministre au Conseil supérieur, on rappellera brièvement ses griefs et ses inten-

tions : « Les jeunes gens prenaient l'habitude de ne pas conquérir par eux-mêmes les degrés universitaires auxquels ils aspiraient, de ne pas faire effort pour mériter le jugement qu'ils désiraient, ni pour être ce qu'ils voulaient paraître; de ne pas considérer la loi comme une prescription rigide, absolument inviolable, impossible à faire plier, à cause de la faiblesse de leurs juges; de ne point dédaigner avec fierté toute concession imméritée; tout au contraire, de la solliciter avec toutes sortes d'humiliations » (*Levana*, septembre-octobre 1923, p. 425). Voilà ce que le ministre a voulu réformer radicalement en enserrant les élèves secondaires dans un étroit contrôle.

Les examens sont fort nombreux et divers : *admission*, *capacité*, *passage*, *licence*, *habilitation* et *maturité*. Les trois premiers sont des examens d'entrée, les trois autres des examens de sortie.

L'*admission* est l'examen d'entrée à la première année d'un institut, d'une école, d'un cycle : à l'entrée des écoles du premier degré (examen commun), à l'entrée du second cycle gymnasial, à l'entrée de chacun des instituts du second degré. Même pour qui ne peut pas suivre le premier degré des écoles publiques, l'« admission » à la première année du premier degré est nécessaire; on exige d'une candidate au lycée féminin, qui a fait ses premières études dans sa famille, la possession du certificat d'admission au degré élémentaire obtenu au moins quatre ans auparavant. On voit le double caractère d'une méthode aussi rigoureuse dans le recrutement : les classes doivent être homogènes et ne peuvent contenir aucun « amateur », et la sélection de l'élite repose non point seulement sur la naissance et la condition sociale, mais aussi sur le mérite¹.

Dans l'intérieur d'un cycle d'un nombre donné d'années

1. Les instructions du 14 octobre sont très explicites : « L'examen tend à reconnaître les aptitudes de l'élève à poursuivre ses études. L'examineur doit donc voir si l'élève sait s'exprimer clairement, comprend ce qu'il lit, s'il a les yeux ouverts sur la réalité qui l'entoure et surtout s'il montre un vif intérêt pour l'étude. Cet intérêt se reconnaît à des signes certains, dans l'attitude même de l'élève, et même il ne peut être masqué par la timidité naturelle de l'enfant se présentant à son premier examen. Cette timidité peut tout au contraire être la preuve du sérieux de son esprit. L'examineur cherchera à la vaincre, en donnant à l'examen le ton de la conversation, en s'efforçant de faire sortir les notions de l'appareil scolaire, en oubliant les cadres classiques de la répartition des sciences, pour s'arrêter plutôt

d'études, l'entrée dans chaque année — hors la première — se fait de deux manières : pour celui qui est dans l'établissement même, il y a seulement *passage*, et l'examen n'est obligatoire que pour l'élève qui n'a pas obtenu en fin d'année au moins 6 sur 10 dans chaque matière ; et pour les candidats du dehors qui doivent (dans la conception gentilienne de l'école renouvelée) attendre avec impatience l'occasion d'entrer dans un établissement d'État au fur et à mesure des vacances dans chaque classe, c'est l'examen d'*aptitude*.

Les trois examens de sortie : licence, habilitation, maturité, n'ont ni la même validité, ni le même caractère, ni la même organisation ; le premier est un diplôme de fin d'études, les deux autres sont des degrés donnant des droits déterminés, soit pour entrer dans une profession, soit pour continuer des études.

La *licence* est donc assimilée aux trois examens d'entrée pour ses modalités et ses épreuves ; c'est comme eux un examen intérieur, c'est l'examen qui termine deux écoles, qui — dans la pensée primitive du législateur — ont leur fin en elles-mêmes : l'école complémentaire et le lycée de jeunes filles. Ces deux licences, comme les examens d'entrée, sont passées à l'école même, devant un jury présidé par le directeur de l'établissement et composé de professeurs. Pour les examens d'entrée, ce sont les professeurs de la classe à laquelle aspire le candidat ; pour les licences, les professeurs de la classe qu'il vient de suivre¹.

Habilitation et *maturité* ont un régime tout différent. L'*habilitation* est conférée par l'Institut technique et l'Institut pédagogique ; ces deux titres permettent d'entrer dans des carrières déterminées, mais non pas, ainsi qu'on l'a vu, de poursuivre des études à l'Université. La *maturité* s'obtient au sortir du lycée classique et du lycée scientifique ; la première permet de s'immatriculer à toutes les facultés ; la

à la réalité immédiate et à la capacité que peut posséder l'élève de s'y orienter. » Par là, l'examen d'entrée est un examen non de connaissance mais de capacité.

Toutes précautions doivent donc être prises pour recruter la future élite d'après les aptitudes profondes et durables.

1. Pour les admissions proprement dites (en dehors du *passage* et de la *capacité*), la commission comprendra, en outre, un représentant du degré que quitte l'élève, un maître élémentaire, s'il s'agit de l'entrée à la première année moyenne du premier degré ; un professeur du premier degré s'il s'agit de l'admission au deuxième degré. (Décret organique du 6 mai, art. 87.)

deuxième aux facultés scientifiques seulement (Sciences et Médecine).

Ces deux titres, habilitation et maturité conférant des droits déterminés dans la société et dans l'Etat, dépassent en importance le cadre de l'école. Pour eux, et pour eux seulement, un régime nouveau est introduit dans l'école secondaire italienne : c'est la création si ardemment débattue et combattue de l'examen d'Etat. On ne reviendra pas ici sur l'aspect politique de cette question qui pose le problème de la liberté de l'enseignement et qui a été examiné précédemment. On notera seulement que cette réforme instaure en Italie un régime analogue à celui du baccalauréat français. En France, contre l'examen extérieur qu'est le baccalauréat, on a invoqué des raisons d'ordre pédagogique et le baccalauréat s'est maintenu, malgré l'opposition des universitaires, pour des raisons politiques et comme un pis aller. Tout au contraire, en Italie, l'examen intérieur est supprimé et le régime de notre baccalauréat introduit pour des raisons pédagogiques; la concurrence du privé, subie en France, est sollicitée en Italie et l'examen d'Etat adopté pour permettre à cette concurrence de se développer librement. L'examen d'Etat doit contribuer à restaurer le sérieux des études et à faire cesser la « cocagne universitaire » où, selon les critiques de l'ancien régime, se prélassait la jeunesse des écoles.

Avant la réforme, la maturité secondaire était un examen intérieur des établissements d'Etat : les élèves des lycées d'Etat étaient interrogés par leurs propres professeurs sur les parties du programme effectivement étudiées, les élèves de l'enseignement privé devaient préparer l'ensemble de ce programme et se soumettre dans l'intérieur de l'établissement public au jugement des professeurs d'Etat. Le régime de faveur où vivaient les élèves des écoles publiques (et leurs professeurs, seuls juges des résultats de leur enseignement) a cessé ainsi brusquement à la fin de 1923 et dès juillet 1924 a commencé le nouveau système où écoles publiques et privées sont placées sur un pied d'égalité.

Le jury d'examen fonctionne dans les localités fixées par décret : pour l'habilitation technique, le chef-lieu de province ; pour l'habilitation pédagogique, les sièges des prové-

ditorats ; pour la maturité classique, dans quarante villes ; pour la maturité scientifique, vingt.

Les jurys d'examen comprennent des représentants de l'enseignement supérieur (un tiers) et de l'enseignement secondaire (deux tiers). En principe, on compose le jury¹ d'une ville, autant que possible, avec des professeurs en exercice dans une autre ville ou même dans une autre région.

Ce que fut le résultat de la première expérience, il est vraiment difficile de le distinguer entre les voix contradictoires qui s'élèvent de tous les points de l'Italie dans l'été 1924 : louanges exaltées, lamentations, protestations véhémentes et vengeresses. « L'expérience a déjà consigné dans l'Histoire son premier verdict, condamnation du nouveau mécanisme de contrôle par l'Etat du progrès scolaire. Si l'expérience et le raisonnement étaient les seuls guides des individus et des peuples, l'examen d'Etat devrait être enseveli définitivement sous le poids humiliant des graves inconvénients qu'il a introduits dans l'ordonnance de l'école moyenne d'Italie, augmentant le désordre et la confusion où le bouleversement de la réforme Gentile l'avait jetée. » (Mariano Maresca, dans *Rivista Pedagogica* du 6 novembre 1924, p. 745.)

Plus sereine est la note donnée par Giovanni Zibordi, directeur de la *Cultura popolare*, dans son jugement sur la « première épreuve » (N° de septembre-octobre 1924) : « Nul n'a jamais pensé pouvoir juger définitivement la réforme Gentile après un an (ou même deux ou trois ans) d'expérience et de vie. » Le jugement final est pourtant nettement défavorable, mais s'adresse, semble-t-il, plutôt aux tâtonnements du début, qui ont entraîné des injustices « irréparables », qu'au principe même de l'examen ; en dernière analyse, ce

1. Voici d'après le *Bulletin officiel* du provéditeurat de Toscane, la composition d'un jury pour la première session, juillet 1924.

Maturité classique, Florence, 1^{er} jury (lycée Michel-Ange) :

Professeurs d'université : Angelo Taccone (Turin), Ernesto Laura (Padoue), le plus ancien professeur d'université est président.

Le proviseur du lycée, vice-président.

Professeurs secondaires du deuxième degré : Edoardo Coli (Rome), Corrado Lopez (Pise), Fernandino Albeggiani (Palerme).

Personnes étrangères à l'instruction publique : Domenico Mosetti (Florence). (D'après la *Scuola in Toscana*, mai 1924, p. 304.)

qui est âprement critiqué, c'est « la méthode dictatoriale », le « mépris suprême de la tradition et de la réalité ».

Le ministre Alessandro Casati, successeur de Giovanni Gentile, inaugurant le 9 juin 1924, à la veille de la première session d'examens, les travaux du Conseil supérieur, indiquait les difficultés particulières que rencontrerait cette première application de la loi. « Si l'examen, et surtout la perspective de l'examen ont contraint en cette dernière année scolaire les candidats à une application plus soutenue et ont ainsi rendu, très heureusement, à l'école le sérieux qu'elle avait perdu depuis longtemps, il est pourtant exact que cette préparation a été insuffisante à combler les lacunes précédentes et à permettre aux candidats d'affronter d'une âme sereine l'épreuve, qui repose sur une longue période d'étude. »

Cette impréparation due à des causes antérieures et lointaines est encore notée par la plupart des rapports officiels¹ des commissions d'examen. Elle fut signalée par le ministre Alessandro Casati dans son discours du 18 décembre 1924 à la Chambre des députés. Mais en même temps le ministre appelait l'attention sur l'indulgence des jurys dans cette première année d'essai. Pour tout le royaume, l'ensemble des échecs de 1924 à l'examen d'État se monte à 25 p. 100 ; avant l'année 1922, les échecs aux examens alors intérieurs se montaient à 35 p. 100 des candidats ; la sévérité était encore beaucoup plus grande autrefois, s'il est vrai, à ce qu'assurait un jour le sénateur Scialoja (le critique le plus incisif du nouvel état de choses), qu'en 1872-73, année où il se présenta à la licence des lycées, 70 p. 100 des candidats furent écartés (*Levana*, novembre-décembre 1924, p. 612).

1. Commission de Venise, président Attilio Palatini, professeur de mécanique rationnelle à l'Université de Parme : « La commission s'abstient naturellement de se prononcer sur la procédure et la technique de cet examen. Mais elle tient à déclarer que, selon sa conviction, le présent résultat médiocre des études a eu pour cause principale le régime, qui durait depuis plus de six ans, d'exemptions et de relâchement. Avec le temps, l'examen d'État, amélioré dans sa structure, pourra devenir à la fois plus sévère, moins redouté et moins redoutable, en somme tout à fait utile. »

Commission de Padoue, président Emilio Bodrero, professeur d'histoire de la philosophie à l'Université de Padoue : « Tristes effets de la facilité et de l'indulgence avec laquelle on laissa avancer dans le passé tant d'inaptes : ainsi malheureusement encore pendant plusieurs années se présenteront à l'examen un nombre appréciable de candidats, qu'une sélection rigoureuse aurait dû éliminer dès le gymnase. »

On accordera volontiers aux novateurs que la réforme ne peut être jugée définitivement qu'après une période assez longue d'essai, de correction, de transition. Il faut *dare tempo al tempo*. Il nous suffisait ici d'en fixer le principe sans en examiner en détail les conditions d'application.

Le régime des études et des examens, marqué très fortement du sceau d'une philosophie, d'une doctrine, d'une politique, instaure un cours d'études sévère, où l'élève, soumis tout d'abord à un examen d'admission, est rigoureusement tenu et encadré par un système étroit de contrôle et d'examens. Et sans doute l'étude doit-elle donner liberté et spontanéité à son esprit. Mais au sortir de l'enseignement secondaire, et avant de s'engager dans une voie nouvelle, l'élève doit faire la preuve d'un savoir positif, d'une culture; et pour prévenir le retour des dangereuses indulgences, la preuve est faite devant un jury étranger en ouverte concurrence avec les candidats d'un enseignement libre, dont on escompte le prochain développement. Dans la forme de l'instruction : une austère discipline des études; dans son contenu : un effort vers l'humanité et l'italianité; dans son résultat : un progrès national par la liberté de l'enseignement, tel paraît avoir été, pour les études et examens, le programme des novateurs.

6. Le personnel et la hiérarchie

Dès son arrivée au pouvoir, Giovanni Gentile procède à une révision complète du personnel de l'enseignement secondaire. La multiplication des classes « adjointes », la vacance d'un millier de postes pendant la plus grande partie de chaque année scolaire¹, le chassé-croisé des professeurs en mission, détachés, suppléants, avaient créé une confusion que les organes fédératifs tels que l'*Istruzione Media* avaient fréquemment signalée. Le ministre s'attache tout d'abord à liquider le passé.

Il a pour ce faire, à sa disposition, le décret du 25 jan-

1. Un legs caractéristique du passé, c'est le résultat du concours aux chaires de l'enseignement secondaire, qui est publié dans les premiers jours de décembre 1922, un mois après l'arrivée au pouvoir de Gentile; le concours avait été ouvert le 28 décembre 1920, c'est-à-dire presque deux ans auparavant; les chaires étaient donc, depuis ce temps, privées de titulaires.

vier 1923, n° 87, qui a été analysé à propos de la réforme générale de l'administration¹ et qui concernait tous les fonctionnaires de l'État. Le 11 mars 1923, par décret n° 683, le ministre de l'Instruction publique précise ces mesures générales en ce qui concerne le personnel de l'enseignement moyen² et supérieur. Pour l'enseignement secondaire, une revision générale des emplois est prescrite, une commission de trois membres, constituée par le ministre pour examiner la situation personnelle des fonctionnaires visés.

Cette commission examine³ les dossiers de tous les fonctionnaires secondaires, dont elle apprécie la valeur technique, la valeur morale, le rendement, l'état de santé. Cet examen eut pour résultat la mise en inactivité, par retrait d'emploi, d'environ six cents directeurs et professeurs et la rétrogradation dans le cadre professoral d'un grand nombre de chefs d'établissement. Ces mesures ont été prises d'ailleurs ouvertement, les noms des fonctionnaires frappés publiés intégralement⁴, avec la raison de la mesure prise contre eux, au Bulletin officiel de l'Instruction publique.

Dans le même temps, une autre revision s'opérait, après la réorganisation des établissements secondaires, et en exécution

1. Décret « contenant les règles de l'exonération et du traitement de mise en inactivité du personnel des administrations de l'Etat ».

2. Avant le 31 décembre 1923, « les chefs d'établissements et professeurs des écoles moyennes et normales ayant 40 ans de service et 65 ans d'âge seront mis à la retraite.

« Les chefs d'établissements et les professeurs d'écoles moyennes et normales qui ne seront pas reconnus aptes au service pour raisons de santé ou pour incapacité et ceux dont le travail donne un faible rendement seront mis en inactivité.

« Les chefs d'établissement non reconnus aptes au service de direction, mais pourtant aptes à l'enseignement, pourront être rendus au professorat et aux cadres d'origine, avec le traitement qu'ils auraient atteint s'ils n'en étaient pas sortis. »

3. Rapport du directeur de l'enseignement secondaire Luigi Trivelli, dans *Dario Lupi*, la *Riforma Gentile*, p. 89-90.

4. Ces publications, qui caractérisent la « manière » du nouveau régime, ont été faites avec quelque retard pourtant. On trouvera par exemple, au *Bulletin* du 3 juillet 1924, les retraits d'emploi ci-après (nous remplaçons ici le nom, par les initiales seulement). Partie du *Bulletin* réservée aux actes administratifs, p. 1655 sqq.

A. G., professeur titulaire d'histoire naturelle, pour rendement insuffisant, à partir du 16 décembre 1923;

A. F., titulaire d'une chaire de mathématiques, pour raison de santé, le 1^{er} octobre 1923;

A. G., titulaire d'une chaire d'allemand, pour incapacité d'ordre moral, 26 décembre 1923;

S. A., titulaire d'une chaire d'anglais, pour incapacité, 1^{er} octobre 1923;

R. P. E., stagiaire de langue anglaise, pour résultat défavorable de la période de stage, 1^{er} octobre 1923, etc.

Le *Bulletin* du 27 mars 1924, publie la liste de 158 chefs d'établissement remis, à dater du 1^{er} octobre 1923, dans les cadres de l'enseignement.

de la loi du 6 mai ; étant donné les suppressions et les créations d'écoles, la transformation des chaires, il fallait procéder à une réadaptation complète du personnel aux cadres nouveaux. Ce reclassement général se fit d'après les principes posés par le décret du 26 juin 1923, n° 1413 (des revisions ultérieures auront lieu d'après les dispositions supplémentaires des 21 octobre 1923 et 31 décembre 1923). Le cas de 9 000 professeurs fut ainsi examiné ; on évalua leurs titres, leur ancienneté, leur situation de famille et leurs vœux, pour leur assigner résidence, cycle d'études et chaires. Dans le même temps, on procédait au reclassement des fonctionnaires administratifs originaires des cadres secondaires, dont la fonction venait d'être supprimée : provéditeurs provinciaux, inspecteurs généraux et régionaux de l'enseignement secondaire¹.

Le résultat de cette revision, c'est, d'une part, le tableau de toutes les chaires et directions de l'enseignement secondaire, établi d'après la réorganisation de l'enseignement et la revision de la situation personnelle de chaque fonctionnaire (254 pages du *Bulletin supplémentaire* du 19 septembre 1923) ; c'est, d'autre part, après toutes les révocations, mises à la retraite ou en disponibilité par retrait d'emploi, la mise au concours de 2316 postes de professeurs² en trois sessions successives (8 mars et 22 décembre 1923, 4 février 1924), concours auquel se présentèrent 10 622 candidats.

Au « filtrage » des élèves de l'enseignement secondaire correspond l'« épuration » du corps professoral ; au *terremoto*, au tremblement de terre qui frappa le personnel primaire fait pendant la réforme « catastrophique » du personnel secondaire. Il n'est pas besoin d'insister sur l'effet produit dans le monde universitaire, habitué depuis de longues années à un régime tout paternel.

Ces mesures, pour graves qu'elles aient été, ne sont évo-

1. La section des actes administratifs du *Bulletin officiel*, donne donc, en 1924, la liste de ces fonctionnaires rétrogradés ; ainsi le 28 février 1924, n° 9, p. 376, on voit la nomination d'un ex-provéditeur comme directeur de l'école technique de Caserta, celle d'un ex-inspecteur général, comme directeur d'une école technique à Naples, etc. ; le 27 mars, n° 13, p. 658, cinq inspecteurs régionaux de l'enseignement secondaire sont nommés professeurs dans divers instituts techniques ; dans le même numéro, p. 660, un ex-provéditeur est nommé professeur d'institut pédagogique.

2. Trivelli, *op. cit.*, p. 91.

quées ici que très brièvement et seulement pour indiquer la vigueur et la rigueur inusitées d'une politique. Ce que l'administration met de longues années à réaliser en temps normal, par timides déplacements d'office et prudentes mises à la retraite patiemment attendues, Giovanni Gentile, usant de pleins pouvoirs, l'a fait en quelques mois seulement. « Prenez en mains la hache », écrivait-il en 1919 au ministre Berenini. Entre ses mains l'arme a été redoutable. Mais les exécutions importent moins pour la vie ultérieure de l'école que l'organisation d'un recrutement régulier. C'est ce recrutement qu'instaure le régime nouveau.

Giovanni Gentile restaure le cadre fermé (*ruolo chiuso*) institué par Gabrio Casati dans l'enseignement secondaire, c'est-à-dire que le nombre des emplois avec le détail de la distribution des enseignements est rigoureusement arrêté. En effet, la loi organique du 6 mai dispose : d'une part, qu'aucune école secondaire (sauf l'école complémentaire) ne peut être créée sinon par la loi (art. 2) et, d'autre part (art. 28), que le nombre des chaires et par conséquent des postes est fixé pour chaque catégorie d'écoles secondaires tous les deux ans, la répartition des chaires entre les écoles étant faite aussi par décret. Dès le 15 juillet 1923, le nombre des postes était arrêté pour la période de 1923-1925, et c'est en exécution de ces dispositions et après examen des situations personnelles, que la répartition des chaires entre instituts et celle des fonctionnaires dans les chaires et directions étaient publiées, la première le 16 août, la seconde, ainsi qu'il a été dit, en supplément du *Bulletin officiel* le 19 septembre 1923 (au total sept cent quarante-quatre postes de direction, neuf mille seize postes d'enseignement)¹.

Quelques principes essentiels dominent l'organisation nouvelle du recrutement pour les postes ainsi arrêtés.

Le principe le plus général, établi pour tous les fonctionnaires par le décret du 31 décembre 1923, n° 2909, « sur les examens d'État pour l'exercice des professions », est que les

1. La loi continue à être appliquée. Pour la période biennale, octobre 1925 à octobre 1927, les tableaux ont été publiés au *Bulletin* du 28 juillet 1925. Les chiffres sont assez différents de ceux de 1923 : 856 postes de direction, 10 120 postes d'enseignement. L'augmentation est due à l'assimilation des nouvelles provinces (Trente et Trieste), dont les postes entrent maintenant dans le cadre commun.

degrés universitaires permettent seulement de se présenter aux concours, mais ne donnent pas droit à une nomination. Pour exercer une profession libérale¹ ou un emploi dans un service public, il faut avoir passé au concours d'entrée et obtenu un diplôme d'habilitation.

Pour l'école moyenne, les réformateurs, groupant les matières et réunissant dans la même habilitation un certain nombre de catégories d'écoles, ont réduit à dix-neuf exactement le nombre de ces concours² et par conséquent de ces diplômes. Un concours étant ouvert pour un certain nombre de chaires, dans chaque catégorie de chaire, les premiers de la liste d'admission sont nommés titulaires des chaires vacantes; les autres reçoivent un diplôme d'habilitation, qui leur donne le droit d'enseigner, au degré et pour les matières spécifiées dans leur diplôme, dans les établissements d'enseignement privé.

En fait, qui a obtenu une moyenne élevée dans un concours (sept sur dix dans l'annonce faite le 22 décembre 1924; huit sur dix dans l'avis du 3 mars 1925), est nommé d'emblée à une chaire. Celui qui a obtenu au moins six sur dix est habilité à la fonction; il pourra être chargé de suppléance ou d'intérim dans l'enseignement public et il a un titre définitif pour l'enseignement privé.

Tel est le principe nouveau posé par le décret du 31 décembre 1923 : c'est une extension de l'examen d'État, un contrôle et une garantie officiels à la sortie de l'enseignement supérieur, comme celui qu'on a constaté au sortir de l'enseignement moyen. Cet examen d'État marque de la défiance vis-à-vis des grades obtenus par examens intérieurs; c'est en même temps une intervention décisive de l'État dans l'exer-

1. Les professions ainsi réglementées en dehors des fonctions de l'enseignement sont celles de procureur, avocat, notaire, médecin, dentiste, vétérinaire, pharmacien, ingénieur, architecte et chimiste. *Bolletino Ufficiale*, 29 janvier 1924, p. 158.

2. Décret du 4 septembre 1924, n° 1533. « Règlement des concours aux chaires des établissements d'enseignement moyen et pour l'habilitation à l'exercice professionnel de l'enseignement moyen. » *Bolletino Ufficiale* du 21 octobre 1924, p. 2216-2249, sous la signature d'Alessandro Casati.

Le complément indispensable de ce règlement est le programme des dix-neuf concours approuvé par le décret du 18 janvier 1925, n° 175, sous la signature du ministre Fedele.

Ces deux actes organiques publiés par les successeurs de Giovanni Gentile font cependant partie de sa réforme dont ils sont la conséquence ou mieux l'exécution. A ce titre, ils rentrent dans le cadre de cette étude.

cice des professions libérales par les particuliers, intervention qui, ici, dans le cadre de l'Instruction publique, a pour objet et pour résultat d'élever le niveau de l'enseignement privé.

Le second principe important, c'est la gémiation des matières d'examen, comme conséquence du fameux « *abbinamento* » des chaires. Cette innovation, dont il a été question à propos des élèves, a pour le recrutement des professeurs des conséquences graves. On sait que la mesure a été prise : pédagogiquement, pour diminuer le nombre des maîtres d'une même classe et favoriser l'œuvre éducatrice ; financièrement, pour augmenter le nombre d'heures de classe de chaque professeur et diminuer par conséquent le nombre des titulaires et les dépenses de personnel. Il était d'ailleurs d'usage constant que des professeurs moyens à la recherche d'heures supplémentaires acceptassent dans leur propre établissement ou dans d'autres écoles de la ville des enseignements divers ; beaucoup pratiquaient donc l'*abbinamento* avant la lettre. La généralisation de ce fait, désormais posé en principe, est néanmoins une révolution profonde dans le recrutement des professeurs secondaires italiens. Elle a suscité la protestation des *Lineei*, inspiré quelques-unes des critiques les plus acerbes¹ de la Chambre et du Sénat.

Le principe en soi est naturel ; il est largement pratiqué dans l'enseignement secondaire de diverses nations, soit comme nécessité de service, soit comme principe éducatif. En Allemagne et en Autriche on a coutume de soutenir que l'excessive spécialisation des professeurs est nuisible à leur enseignement ; on a souvent réuni des enseignements très divers, par exemple deux langues étrangères, comme le français et l'anglais.

La combinaison de ce principe avec le précédent, c'est-à-dire avec le concours ouvert par catégorie de chaires, a produit néanmoins une organisation peu cohérente².

On distingue bien quelques préoccupations légitimes du

1. G. Gentile, tout en reconnaissant le trouble profond jeté dans le personnel enseignant par l'obligation de se livrer soudain à des études nouvelles, a exposé à plusieurs reprises, et notamment devant le Conseil supérieur (*Levana*, septembre-octobre 1923, p. 432), les raisons qui l'ont déterminé à introduire et à maintenir cette réforme.

2. Les dix-neuf concours et diplômes d'habilitation prévus par le règlement or-

législateur : spécialiser le professeur à mesure que son enseignement s'élève; réserver certaines matières à des spécialistes qui les enseigneront à tous les niveaux du secondaire. On a ainsi trois catégories principales de concours :

a) Les concours peu différenciés pour les degrés inférieurs, où l'on distingue seulement une section des lettres, une section des sciences, et même pour le degré des jardins d'enfants, une section unique.

b) Des concours très différenciés pour matières réservées à des spécialistes : langues étrangères, musique, dessin, agriculture, comptabilité, etc.

c) Les véritables géminations : latin-grec ; italien-histoire, italien-latin-histoire ; philosophie-histoire-pédagogie ; mathématiques-physique ; sciences naturelles, chimie, etc.

On est frappé de la multiplicité des concours ; on s'étonne des combinaisons voisines et pourtant différentes qui font, à un même niveau, placer par exemple l'histoire tantôt avec l'italien, tantôt avec le latin et tantôt avec la philosophie. La difficulté des concours paraît très variable à un même niveau par ces combinaisons différentes. Le concours de philosophie, où, avec l'histoire et la pédagogie, on exige encore de l'économie politique à cause des lycées de jeunes filles, paraît vraiment accablant. On est surpris, d'autre part, de l'isolement excessif des langues étrangères : un titre unique pour chaque langue n'est guère favorable au développement de cette discipline ; on aurait mieux compris deux degrés dans le professorat et l'alliance dans les divers degrés d'une langue étrangère avec la langue nationale.

Le défaut initial de la réforme, c'est qu'on a voulu faire

ganique du 4 septembre 1924 et pour lesquels des programmes détaillés ont été donnés par décret du 18 janvier 1925, sont :

1. Matières littéraires des écoles complémentaires. — 2. Matières littéraires au degré inférieur de l'enseignement moyen. — 3. Matières littéraires au gymnase supérieur. — 4. Lettres classiques (grecques et latines), au lycée. — 5. Lettres italiennes et histoire au degré supérieur de l'enseignement moyen. — 6. Lettres italiennes, lettres latines, histoire au degré supérieur de l'enseignement moyen. — 7. Matières scientifiques au degré inférieur de l'enseignement moyen. — 8. Mathématiques et physique. — 9. Sciences naturelles et chimie. — 10. Chimie. — 11. Philosophie, histoire et pédagogie. — 12. Langue et littérature étrangères (un concours spécial avec programme à part, étant naturellement établi pour chacune des langues enseignées en Italie : français, anglais, allemand, espagnol, serbo-croate, slovène, grec moderne). — 13. Dessin. — 14. Comptabilité. — 15. Matières juridiques et économiques. — 16. Agriculture. — 17. Construction et topographie. — 18. Musique et chant. — 19. Enseignement aux jardins d'enfants.

les examens pour les écoles, telles qu'elles sont organisées actuellement et sans créer un système cohérent d'examens soigneusement hiérarchisés. Ailleurs, l'administration s'efforce d'utiliser les diplômés selon leurs diplômes ; ici, on fait plier la science aux besoins de l'administration. On peut penser qu'à l'usage, cette division empirique sera révisée et qu'un principe en soi excellent pourra être appliqué sans nuire à la préparation des maîtres et, en fin de compte, à l'enseignement.

Enfin, le recrutement des professeurs secondaires se fait presque uniquement en tenant compte de connaissances scientifiques. Le mépris du réformateur pour la pédagogie, ce mépris¹ qui fit supprimer les écoles d'application annexées aux écoles normales d'instituteurs, a confiné la pédagogie dans un seul des dix-neuf concours. Ni cours d'éducation, ni stage ne sont prévus pour préparer à sa tâche l'éducateur secondaire.

Ces objections n'atteignent d'ailleurs qu'une modalité — aisément modifiable — d'un principe qui n'en est point atteint. Et c'est le principe surtout qu'il importait ici de mettre en évidence. Avec la règle du concours par examen sévère pour l'entrée dans la carrière et pour tout progrès ultérieur, il caractérise le recrutement nouveau qui impose aux candidats à l'enseignement dans l'enseignement moyen, une longue étude préparatoire, des efforts soutenus.

La même sévérité se retrouve dans toutes les dispositions qui règlent la vie administrative, le service, la carrière du professeur secondaire².

Pourvu d'un premier poste, le professeur est pendant trois

1. Luigi Credaro dont les critiques de la réforme sont parfois empreintes d'esprit de système, fait à ce sujet des remarques très intéressantes, sur l'utilité d'une préparation pédagogique pour les professeurs secondaires. *Rivista Pedagogica*, 18 avril 1925, p. 333-336. Il rapporte aussi qu'en janvier 1925, il présenta au ministre Fedele, avec un de ses collègues de Rome, un projet de décret portant création d'une école d'application près l'Université de Rome, projet auquel s'opposa le Conseil de la Faculté des lettres : Giovanni Gentile est professeur d'histoire de la philosophie dans cette même faculté.

2. La discipline, le service, la carrière du professeur d'enseignement secondaire sont réglés par deux actes principaux : le décret organique du 6 mai 1923, qui pose les principes généraux, le décret du 27 novembre 1924 (ministre Alessandro Casati), portant « règlement du statut des directeurs, professeurs, du personnel assistant, secrétaire et subalterne des établissements royaux d'enseignement moyen ». Ce dernier décret qui remplace le règlement du 27 septembre 1923, est publié au *Bollettino ufficiale*, du 14 avril 1925, p. 2031 sqq.

ans stagiaire et son stage peut être interrompu et sa nomination annulée, même dans le courant d'une année scolaire, s'il ne remplit pas les conditions réclamées par son emploi. Au début du stage, on exige de lui une promesse, au moment de sa titularisation, le serment de fidélité prescrit à tous les fonctionnaires selon le décret, déjà analysé, du 30 décembre 1923, n° 2960.

Le nombre des heures de service est de dix-huit par semaine. Tout professeur est tenu de suppléer, sans indemnité, un collègue absent pour moins de six jours. Il ne peut d'ailleurs pas être chargé d'enseignement rétribué, dans une école publique ou privée, en dehors des dix-huit heures qui lui sont imparties régulièrement. Il lui est interdit de donner par jour plus d'une heure de leçon particulière et dans aucun cas à des élèves de l'institut où il enseigne. La loi permet aux professeurs l'exercice de certaines professions libérales, mais cet exercice n'est toléré que si l'enseignement n'en souffre pas et l'autorisation peut être à tout moment révoquée.

La réforme a supprimé une grande partie des organes de contrôle et d'inspection (Cf. la réforme de l'administration scolaire). Cette surveillance a été remplacée par le contrôle des résultats de l'enseignement au moyen de l'examen d'État, examen des élèves extérieur à l'établissement et surtout par le contrôle intérieur du chef d'établissement, dont les pouvoirs ont été considérablement renforcés. Au reste, les successeurs de G. Gentile tendent à renforcer aussi la surveillance extérieure : Pietro Fedele a fixé à six le nombre des inspecteurs généraux de l'enseignement secondaire, que Gentile avait réduit à trois (Décret du 29 juillet 1925, n° 1286. *Bolletino ufficiale* du 11 août 1925, p. 3031).

L'organe régional de direction et de surveillance est le Comité de l'enseignement secondaire, placé près de chaque provéditeurat, annoncé par le décret organique du 6 mai, organisé par le décret du 30 avril 1924, n° 965. Nommé par le ministre¹ pour quatre ans, il se réunit une fois par mois ;

1. Il se compose du provéditeur président, d'un professeur d'université ou autre notabilité des lettres et des sciences, de deux proviseurs secondaires, d'un professeur secondaire titulaire dans un établissement de degré supérieur. Ces comités ont été nommés le 27 août 1923 (*Bulletin* du 4 octobre).

il a un rôle de surveillance administrative sur tous les établissements secondaires publics ou privés du ressort ; appuie directeurs et professeurs, prépare, établit le « cadre d'honneur » où figurent les professeurs qui se sont distingués, désigne les professeurs du ressort aptes à remplir des missions spéciales et notamment d'inspection, siège en conseil de discipline. L'instance suprême est la première Commission, près le Conseil supérieur, désignée elle aussi par le ministre et qui a remplacé, comme on l'a vu, la section secondaire du Conseil supérieur (en partie élue) créée en 1906 par la loi (démocratique) sur le statut juridique des professeurs secondaires.

L'activité des réformateurs s'est portée sur bien d'autres points de l'enseignement moyen italien. Un tableau complet — une monographie de l'enseignement secondaire — aurait à exposer par exemple : la réforme complète de l'administration financière, qui mit fin aux irrégularités de traitement des instituts et des personnes morales qui les entretenaient ; la réforme de l'éducation physique, qui fit passer toute cette organisation à une personne morale (ente) indépendante des établissements d'enseignement ; la création d'un enseignement secondaire artistique (qui dépend plus particulièrement de la direction des Beaux-Arts au ministère de l'Instruction publique) ; la réorganisation des internats, si peu nombreux d'ailleurs en Italie, pays classique de l'externat secondaire ; la réglementation de l'enseignement privé et notamment la nationalisation éventuelle des établissements privés « assimilés », etc.

Il a paru que, de toutes ces dispositions, les plus importantes, celles qui marquèrent le plus nettement une volonté, un système, une politique scolaire, étaient précisément celles qui apportaient une réorganisation complète des écoles, des études et examens, de la condition des professeurs. Restaurer le sérieux, l'austérité des études, s'opposer par des mesures restrictives à l'afflux des élèves et limiter les bienfaits de l'instruction continuée, de crainte de multiplier les déclassés et les mécontents ; élever l'enseignement en le rendant plus éducatif ; remplacer la culture « encyclopédique » par les « humanités » et s'efforcer par les mesures les plus diverses de faire de la classe un milieu moral ; imposer à tous, maîtres

et élèves, avec une étroite discipline, la nécessité d'un effort continu et le sens de la propre responsabilité, telles sont les intentions principales des réformateurs, qui, dans cette œuvre de redressement impitoyable, paraissent avoir plus confiance dans l'autorité imposée que dans l'élan de la jeunesse et des maîtres vers l'idéal.

CHAPITRE V

LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

1. Avant la réforme

Le 1^{er} septembre 1923, plus d'un mois avant la publication officielle du décret organique réformant l'enseignement supérieur (*Bolletino Ufficiale* du 18 octobre), le professeur Bodrero, de l'Université de Padoue, écrivait dans *Critica fascista*, revue de l'aile gauche ou libérale du fascisme : « L'Université italienne n'a besoin d'aucune réforme fondamentale » et encore : « Grâce à la loi Casati et à quelques lois ultérieures, elle était un sanctuaire sur lequel la politique n'avait jamais osé porter la main », et, prenant texte des communiqués répandus à ce moment dans la presse au sujet de la réforme imminente, il s'élevait avec vigueur non seulement contre les changements annoncés, non seulement contre les principes de la réforme, mais contre l'idée même d'une réforme dont « le besoin ne se faisait vraiment pas sentir ».

Tel n'était pas l'avis du groupe idéaliste et de ses organes¹ autorisés; tout autre avait été aussi le sentiment des dirigeants de la politique italienne dès la fondation du royaume d'Italie.

Dans le recueil de textes de Saredo², on compte de 1860 à 1880 quatorze projets ministériels de réforme universitaire; de 1880 à 1900 outre cinq projets de moindre importance, on note les projets Baccelli qui, fortement motivés, rapportés

1. *Levana*, dès sa fondation, fait campagne pour la réforme universitaire. Cf. janvier 1923 : « Ecoles qui ne répondent plus à leur objet », par Mario Casatti; mars 1923 : « Pour un souffle de vie nouvelle dans les facultés de droit », par Mario Sarfatti; mai 1923 : « Réduction des facultés ou réduction des étudiants », par Calamandrei.

La *Nostra scuola* s'attaque au régime des examens, à certains enseignements, au désordre d'après guerre : Cf. « la Cocagne universitaire », du 15 août 1920.

2. *Codice amministrativo*, Turin, 1901, 6^e vol., p. 39 sqq.

avec ampleur dans de grandes commissions, suscitèrent des discussions approfondies dans les deux Chambres, sans d'ailleurs arriver à conquérir un vote favorable. Le rapport Fusinato¹, sur le second projet Baccelli commence par ces mots : « C'est en 1862, trois ans seulement après l'entrée en vigueur de la loi Casati, que la Chambre des députés vota le premier ordre du jour par lequel elle invitait le gouvernement à présenter, dès la session prochaine, un projet de loi réorganisant l'enseignement supérieur. »

Le malaise était assez grand autour de 1910 pour que le ministre, qui était alors Daneo — à qui succéda l'année même Luigi Credaro — décidât la réunion d'une Commission royale d'enquête sur l'enseignement supérieur, qui constituée aussitôt formula, après quatre ans de travaux et par la plume de Luigi Ceci, professeur d'histoire comparée des langues classiques et doyen de la faculté des lettres de Rome, ses observations générales et un projet de loi organique de l'enseignement supérieur.

Le rapport Ceci, qui fit grande impression au moment de sa publication et qui jouit encore d'une légitime autorité, affirme dès son premier chapitre la nécessité d'une refonte totale des institutions universitaires :

« L'Université est malade ; et elle le sait. Son influence est plus extérieure qu'intérieure ; elle s'étend en largeur, mais ne descend pas en profondeur. Les facultés sont en train de devenir de simples écoles professionnelles. » (P. 6.) « L'Italie a réformé ses institutions en les adaptant aux nouveaux besoins. C'est le perpétuel devenir de la vie et des fonctions sociales qui impose les nouvelles formes, les nouveaux organes. Seules les institutions de l'enseignement supérieur demeurèrent, dans les cinquante années de notre vie nationale, à peu près immuables, tandis que la science italienne s'appropriait à rendre et la gloire et la vigueur à notre nation revenue à la vie. Le contraste entre la science nouvelle et les institutions archaïques s'est accentué de plus en plus, jusqu'à devenir maintenant intolérable. Retouches, réparations, mesures de détail ne feraient qu'accroître la confusion... La

1. *Relazione parlamentare sull' autonomia delle Università*. Chambre des députés, 28 janvier 1899.

grande réforme ne sera malheureusement qu'une réforme tardive¹. » (P. 8.)

Le projet de loi de la Commission royale de 1910, le rapport Ceci de 1914 sont le legs de l'ancien régime au fascisme. Leur doctrine a exercé une influence profonde et patente sur la réforme Gentile; rapport et projet de loi doivent retenir l'attention de tous ceux qui cherchent, à la lumière des documents et hors de toute préoccupation de politique et de parti, à connaître la situation de l'Université italienne avant sa transformation récente. Ils seront largement utilisés dans les chapitres qui vont suivre. Mais dès maintenant et pour répondre à la question préalable que posait le professeur Bodrero dans la *Critica fascista*, ils permettent de penser que, dès avant la guerre et la désorganisation qui en fut la conséquence, une réforme des institutions universitaires s'imposait en Italie et qu'elle était souhaitée par la très grande majorité des esprits éclairés.

Légalement l'Université italienne en 1923 était encore régie dans ses traits essentiels par la loi Casati de 1859.

Cette loi donnait comme objet (art. 47) à l'enseignement supérieur : « de préparer la jeunesse, déjà munie des connaissances générales nécessaires, aux carrières tant publiques que privées dans lesquelles sont exigées de diligentes études spéciales, et de maintenir et accroître dans les diverses parties de l'État la culture scientifique et littéraire ».

Une seule loi² depuis 1859 a modifié par voie régulière et législative quelques dispositions essentielles de l'acte constitutif des universités italiennes : la loi du 21 juillet

1. Ministero della Pubblica Istruzione. Commissione reale per il riordinamento degli studi superiori. Relazioni e proposte. Parte I. Relazione generale (rel. prof. L. Ceci), e schema delle proposte. Roma 1914.

La commission royale, présidée par le vice-président du Conseil supérieur de l'Instruction publique, Ulisse Dino, sénateur, comprenait originairement les membres ci-après : Guido Baccelli, L. Bianchi, Paolo Boselli, Del Lungo, Durante, Del Pezzo, Guido Fusinato, Brusasco, Camerano, Chironi, Colombo, Luigi Credaro, Del Giudice, Kerbaker, Manna, Maragliano, Masi, Pigorini, Piutti, Polacco, Pullé, Riccobono, Tonelli, Andrea Torre. Par suite de démissions, d'autres membres furent appelés ultérieurement et notamment les professeurs Alfredo Galletti, puis Luigi Ceci, qui fut chargé du rapport général.

2. Si aucune loi organique nouvelle ne concerne l'enseignement supérieur, il existe néanmoins un certain nombre de dispositions législatives, d'objet plus ou moins limité, relatives à cet enseignement.

Ce sont en premier lieu les lois qui concernent les régions successivement agrégées au royaume de Sardaigne, lequel est seul régi en principe, par la loi Casati : acte du 31 juillet 1859, pour les universités toscanes; du 16 février 1861, pour

1860, n° 1719, votée sur l'initiative du ministre Matteucci, biologiste notoire. Cette loi « sur les droits universitaires et les traitements des professeurs », suivie d'un règlement général du 14 novembre 1862, apporte pour la rétribution des professeurs un principe de classement des universités qui sera progressivement aboli par les lois d'assimilation de 1885 à 1887. Elle a une influence plus décisive en ce qui concerne l'autonomie universitaire : au principe libéral de Casati qui donne aux étudiants le droit d'organiser librement la marche de leurs études succède la prescription étroite des matières obligatoires d'examen précisées pour chaque année; aux droits universitaires versés par l'étudiant au bénéfice direct de l'Université et des professeurs, succède le versement à deux caisses publiques et l'Université administrée par l'État reçoit du budget toutes ses ressources.

Depuis 1862 aucune loi importante¹ n'a été votée en faveur de l'enseignement supérieur. Mais, par voie administrative, par décrets et ordonnances, une très grande quantité de dispositions de détail, parfois en contradiction avec la loi

Naples; actes de 1859 et 1860, pour Bologne; du 12 mai 1872, pour les universités de Padoue et Rome, etc.

Une loi du 26 janvier 1873 supprime les facultés théologiques de toutes les universités d'Etat.

Une loi du 3 juillet 1887 institue une chaire Dante à l'Université de Rome.

Des lois de détail concernant, d'une part l'assimilation dont il est question ci-dessus, d'autre part, l'administration de deux ou trois établissements d'enseignement supérieur (à Turin, Naples, etc.) complètent ce tableau très bref de la législation de l'enseignement supérieur dans l'ancien régime.

1. Cf. les vicissitudes des projets Baccelli cités ci-dessus :

Le 17 novembre 1881, Guido Baccelli (ministre pour la première fois, du 2 janvier 1880 au 29 mars 1884) déposait un projet de loi à la Chambre, portant « modifications aux lois en vigueur dans le royaume, sur l'enseignement supérieur »; il ne peut être discuté, mais le ministre le présente l'année suivante, le 25 novembre; il est inscrit à l'ordre du jour, le 20 octobre 1883, accompagné d'un rapport du député Berio, où l'enseignement supérieur des divers pays étrangers était soigneusement passé en revue.

Discuté du 26 au 30 novembre et du 1^{er} au 11 décembre 1883, puis du 22 janvier au 28 février 1884, il est adopté à la Chambre et présenté au Sénat avec un rapport approfondi du sénateur Cremona, le 15 mai 1885; mais le ministre tombe quelques jours après.

Baccelli revient dix ans après au pouvoir et présente son projet de nouveau le 6 décembre 1894, puis le 13 juin 1895 accompagné d'un rapport de Fusinato qui, avec celui de Cremona, est la source la plus complète de l'histoire législative de l'enseignement supérieur italien (rapport déposé le 6 décembre 1895); le ministre tombe avant que la discussion n'ait été commencée.

Revenu une troisième fois, Baccelli présente une troisième fois son projet à la Chambre, le 4 juillet 1898; le même Fusinato en est le rapporteur et dépose son rapport le 28 janvier 1899; en mars commence la discussion générale, mais le 24 juin le ministre tombe, son projet est définitivement abandonné.

organique et souvent en contradiction entre elles sont venues obscurcir le dessin primitif plus robuste et plus simple. Un essai de codification a été tenté par le ministre Credaro qui fit établir le 9 août 1910 le *Testo unico*¹ de l'enseignement supérieur. C'est ce recueil qui nous servira pour donner ici le tableau de l'enseignement universitaire d'Italie avant la réforme. Toutefois, pour le statut des professeurs, on se réfère aussi à un décret du 25 juillet 1922 qui vise surtout à améliorer la situation matérielle du personnel enseignant.

L'Italie avant la réforme Gentile possède des Universités proprement dites et des établissements d'enseignement supérieur ne formant pas université.

Des universités, dix-sept sont royales, c'est-à-dire établissements d'enseignement public : Bologne, Cagliari, Catane, Gênes, Macerata, Messine, Modène, Naples, Padoue, Palerme, Parme, Pavie, Pise, Rome, Sassari, Sienne, Turin; cinq sont libres, dont quatre petites universités des anciens États pontificaux : Urbino, Camerino, Pérouse, Ferrare et la récente université commerciale « Luigi Bocconi » de Milan.

Les établissements d'enseignement supérieur d'État sont : l'Institut d'études supérieures de Florence (véritable université de fait), l'Académie scientifico-littéraire de Milan, l'Institut technique royal supérieur de Milan (y compris les écoles d'électrotechnique et d'électrochimie), l'École polytechnique royale supérieure de Naples, le Polytechnicum de Turin, les écoles royales d'application pour ingénieurs à Bologne et à Rome, les écoles supérieures royales de médecine vétérinaire à Milan, Naples et Turin; l'École navale royale supérieure de Gênes. Enfin, la loi reconnaît l'existence légale et officielle de trois petits instituts (études d'obstétrique et de pharmacie) annexés à des lycées dans les provinces napolitaines : Aquilée, Bari, Catanzaro.

D'après cette énumération, dont les éléments sont renfermés (sauf pour les cinq établissements libres) dans l'article 12 du texte unique de 1910, et dont le détail est fourni par l'*Annuaire officiel du ministère* pour 1923 (pp. 79-259), on voit que l'enseignement supérieur comprend à la fois des

1. Regio decreto 9 agosto 1910, che approva il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore (tirage à part de la *Gazette officielle*), anno 1910, num. 795.

écoles techniques et des universités proprement dites. On note surtout que l'Italie est abondamment dotée d'instituts d'enseignement supérieur. En additionnant les dix-sept universités d'État, les quatre universités libres de caractère non technique, l'Institut de Florence (qui possède les enseignements suivants : lettres, médecine, sciences et pharmacie), on obtient ainsi vingt-deux universités proprement dites. Leur nombre même, l'inégalité flagrante de leurs moyens d'études, de leurs populations scolaires, en un mot, de leur importance pose une grave question, discutée dès la loi Casati et qui n'a pas encore reçu de solution : la loi du 13 novembre 1859 exposait dans son préambule la nécessité de supprimer l'Université de Sassari et ne laissait subsister dans le royaume de Sardaigne que les universités de Turin, Pavie, Gênes et Cagliari (art. 177-181). Mais une loi Mancini du 5 juillet 1860 — les pleins pouvoirs ayant pris fin — annulait cette suppression. La question du nombre des universités est restée ouverte.

Un enseignement supérieur complet comprend quatre Facultés : jurisprudence ; médecine et chirurgie ; sciences physiques, mathématiques et naturelles ; lettres et philosophie. Il comprend, en outre, des écoles : médecine vétérinaire, pharmacie, écoles d'application pour les ingénieurs, écoles d'agronomie. L'Université de Naples a par exception cinq facultés, les sciences étant distribuées entre deux facultés distinctes : d'une part, mathématiques ; d'autre part, sciences naturelles. (Art. 13 du texte unique.)

Pour les matières d'enseignement (art. 15-17), on distingue les fondamentales et les complémentaires. Les matières fondamentales, dont chacune fait l'objet d'une chaire¹ spécifiée

1. Voici par faculté ou école le tableau des matières fondamentales et des chaires.

Faculté de jurisprudence : introduction à l'étude des sciences juridiques et institutions de droit civil ; institutions de droit romain ; droit civil ; droit romain ; droit ecclésiastique ; droit et procédure pénale ; droit commercial ; droit constitutionnel ; droit administratif et science de l'administration ; droit financier et science des finances ; droit international ; procédure civile et organisation judiciaire ; histoire du droit romain ; histoire du droit italien ; philosophie du droit ; économie politique ; statistique ; médecine légale (*dix-huit enseignements*).

Faculté de médecine et de chirurgie : physique expérimentale ; chimie inorganique et organique ; botanique ; zoologie et anatomie comparée ; anatomie humaine normale ; physiologie ; pathologie générale ; pharmacologie expérimentale et toxicologie ; anatomie et histologie pathologiques ; pathologie spéciale médicale démonstrative ; pathologie spéciale chirurgicale démonstrative ; clinique médicale générale et séméiologique ; clinique pédiatrique ; clinique chirurgicale générale, séméiologie et

par la loi, doivent être traitées en un temps déterminé, sont obligatoires pour les étudiants et sont nécessairement le sujet des examens partiels qui mèneront dans chaque faculté au doctorat.

Le corps enseignant (art. 18-68) comprend des professeurs ordinaires (titulaires nommés par décret royal); des professeurs extraordinaires, nommés par décret ministériel d'abord pour un an et qui deviennent « stables » si leur délégation est renouvelée pendant trois années successives, des docteurs agrégés (institution analogue à l'agrégation française de médecine et de droit et limitée à quelques universités du Nord); des privat-docents. En outre, un maître appartenant à l'une quelconque des catégories ci-dessus peut être chargé d'un cours temporairement; il est donc à ce moment, quelle que soit sa situation juridique, dans la position de chargé de cours; il peut être d'ailleurs à la fois titulaire d'un emploi de sa catégorie et en même temps « incaricato » d'un autre emploi. Le nombre des professeurs ordinaires et extraordinaires est rigoureusement limité; pour chacun des enseignements prescrits par la loi, il ne peut y avoir dans une Université qu'un professeur, ordinaire ou extraordinaire; si le nombre des étudiants l'exige, on doublera la chaire, en nommant, dit le Texte unique, seulement un chargé de cours — en nommant un professeur, concède un décret de 1922. Le texte unique de 1910 fixe à sept cent trente-neuf le nombre des ordinaires, à cent cinquante-quatre le nombre des extraordinaires, nombres portés en 1922 respectivement à sept cent

médecine opératoire; clinique obstétricale et gynécologique; clinique oculistique; clinique des maladies nerveuses et mentales; hygiène et police médicale; médecine légale; clinique dermo-syphiligraphique (*vingt enseignements*).

Faculté des sciences physiques, mathématiques et naturelles : physique expérimentale; chimie organique; minéralogie; botanique; géologie; zoologie; anatomie et physiologie comparées; analyse algébrique; analyse infinitésimale; géométrie analytique; géométrie des projections; géométrie descriptive; dessin d'ornement et architecture élémentaire; mécanique rationnelle; géodésie théorique; physique mathématique; analyse supérieure; géométrie supérieure; mécanique supérieure (*vingt enseignements*).

Faculté de lettres et philosophie : philosophie théorique; philosophie morale; pédagogie; histoire de la philosophie; littérature italienne, latine, grecque; grammaire grecque et latine; archéologie; histoire comparée des langues classiques et néo-latines; histoire comparée des littératures néo-latines; histoire ancienne; histoire moderne; géographie (*quatorze enseignements*).

Ecole de pharmacie : chimie inorganique et organique; physique expérimentale; minéralogie; botanique générale; zoologie; chimie pharmaceutique et toxicologie; pharmacognosie et pharmacologie; hygiène (*huit enseignements*).

quatre-vingt-cinq et cent soixante. Une disposition particulière à l'Université italienne permet à un professeur titulaire d'enseigner dans plusieurs instituts¹, dans plusieurs universités, avec la restriction qu'il ne peut être titulaire que d'une chaire et ailleurs seulement chargé de cours. Le décret de 1922 voulant, semble-t-il, éviter les déplacements trop fréquents de professeurs enseignant dans des instituts éloignés, accorde (art. 26 *bis*) aux professeurs ordinaires et extraordinaires le droit de donner un second enseignement rétribué qui pourra être soit un cours, soit des exercices pratiques sur les matières ou obligatoires ou facultatives et qui sera payé de 4 000 à 6 000 lire.

Jusqu'à la veille de la réforme, les universités officielles sont gouvernées par l'État et n'ont pas d'autonomie, ni administrative, ni financière. La nomination d'un professeur est faite au concours, en principe sur titre seulement; une commission de cinq membres nommée par le ministre, sur une liste proposée par voie d'élection par les spécialistes de la matière à laquelle appartient la chaire vacante (et appartenant à toutes les universités d'Italie) propose parmi les candidats trois noms classés par ordre de mérite. Le recteur est nommé par le roi, mais pris parmi trois noms proposés par les facultés. (L'Université de Naples a, cependant, son statut propre.) Sauf les droits d'examen versés par l'étudiant

1. Voici un exemple de la pluralité des enseignements et charges d'un professeur universitaire italien, d'après l'*Annuaire du ministère*, 1923, p. 84, 207, 208, 231, 384, 552. Pour établir ce tableau, on a pris aux pages citées de l'*Annuaire* toutes les mentions concernant ce professeur, Amaduzzi, Lavoro, dont voici les différentes qualités :

A Ferrare : ordinaire de physique à la Faculté de médecine;

A Ferrare : chargé de cours de physique expérimentale à la Faculté des sciences;

A Ferrare : directeur de l'Observatoire météorologique;

A Bologne : chargé de cours de physique supérieure et des compléments de physique; privat-docent de physique expérimentale (Faculté des sciences; directeur du cabinet de physique technique à l'école d'application des ingénieurs;

A Bologne (enseignement secondaire) : professeur titulaire de physique à l'Institut technique.

Il faut noter que Ferrare est université libre. On trouverait aisément des exemples de professeurs d'État chargés de cours dans plusieurs facultés et universités.

Dans le même annuaire on note par exemple : Calderone, Carmelo privat-docent à la fois à Bologne et à Messine, dans les facultés de médecine des deux universités. Amaldi, Ugo, ordinaire de géométrie analytique à la Faculté des sciences de Padoue; pourvu à la même Faculté d'un second enseignement de mathématiques complémentaires; chargé de l'enseignement de géométrie analytique à l'école d'application de Padoue (enseignement commun à la Faculté et à l'école); chargé de cours de géométrie, de projection et de géométrie descriptive à l'Université (libre) de Ferrare.

à l'Université et répartis entre les membres de la Commission, tous les droits universitaires entrent aux caisses de l'État, qui administre lui-même les universités et prépare le budget de chacune d'elles. Jusqu'en 1922, la thèse étatiste l'emporte sans conteste sur la thèse de l'autonomie.

Les étudiants s'inscrivent en nombre de plus en plus considérable aux facultés et instituts supérieurs. Si l'on compare entre elles les statistiques des vingt dernières années — statistiques de F.-C. Ferraris, utilisées par Ceci dans son rapport précité; la longue étude statique de Vincenzo Castrilli, qui forme un supplément de 235 pages au n° 59 du *Bolletino Ufficiale* de 1923; la statistique « de la population scolaire des universités et instituts supérieurs », publiée par le ministère en mai 1925 — on constate une progression rapide du nombre total des étudiants : de 16 077 dans la période triennale 1886-1889, leur nombre monte à 26 656 dans la période triennale 1911-1914; à 43 865 dans l'année d'après guerre 1920-1921.

La relation Ceci marque longuement le malaise qui règne parmi les étudiants dès avant la guerre : système étroit d'études¹ en fait obligatoires, d'examens formels trop nombreux et peu probants; surtout le danger d'études mal conçues aptes à faire en trop grand nombre des déclassés. Le terme normal des études dans toutes les facultés est le doctorat, la *laurea*, qui s'obtient presque automatiquement après une série d'examens partiels, préparés au moyen des cours polycopiés, les fameuses *dispenses* tant critiquées.

Le rapport Fusinato indiquait que la production annuelle des docteurs en droit était, en 1898, plus du double de la perte annuelle. Reprenant cette enquête, le rapporteur de 1914 ajoute (Relation Ceci, pp. 254-255) :

« La demande de travail intelligent ne devrait pas manquer dans un pays qui fit l'étonnement du monde par

1. Dès la loi Casati (art. 125), « les étudiants sont libres de régler eux-mêmes l'ordre des études qui conduisent aux grades auxquels ils aspirent. Toutefois les facultés établiront chacune un plan destiné à servir de guide à leurs étudiants respectifs pour faire une répartition méthodique de leurs études ».

Et ainsi chaque annuaire d'université donne pour chaque faculté et chaque diplôme, l'ordre « conseillé » des matières et des examens, ce qui équivalait en fait à un programme détaillé et imposé.

« L'organisation de nos universités sur un mode scolaire, voilà l'erreur première et fondamentale de notre organisation universitaire », dit Luigi Ceci au nom de la Commission royale. *Relazione*, p. 278.

son élévation rapide à la vie sociale et économique. Le péril réside dans l'inculture de nos lauréats, de nos diplômés et patentés ; parce que le *titre de savoir* n'est pas une preuve de *savoir faire*. Et après quatre, cinq, six années d'inscriptions académiques, au lendemain du doctorat objet de tous les vœux ou du titre de libre pratique, commence la lutte pour la vie sans qu'ils soient préparés à la lutte par une aptitude professionnelle spéciale, par une habileté technique convenable, par cette conscience de la dignité personnelle qui accompagne la conscience de la valeur intellectuelle. L'Université n'a pas la confiance du pays, parce qu'elle voit les jeunes médecins faire leur apprentissage sur la peau des clients et les jeunes professeurs *in anima vili* des enfants. Et nous ne parlons pas des jeunes docteurs en droit qui échouent scandaleusement dans les concours pour la magistrature et autres fonctions publiques. Il n'est pas médiocre le nombre des naufrages et des déroutes ; et combien encore vivent entre les désillusions du jour et les incertitudes du lendemain ! Les bons et les forts qui réussissent, en doublant le pas, à rattraper le temps perdu dans le vagabondage universitaire, se rapprochent souvent plus ou moins du but, mais le succès n'est pas dû, pour la plupart, à leurs études universitaires. »

Le rapport du directeur de l'enseignement supérieur, Ugo Frasccherelli (février 1924), accentue la même critique : « Les universités déversaient chaque année sur le marché des professions et des emplois un très grand nombre de docteurs, bien supérieur aux exigences du marché, ce qui aggravait et envenimait la plaie de la « désoccupation » intellectuelle, l'une des plus dangereuses de notre corps social. » (*La Riforma Gentile*, p. 109.)

A côté de ces lamentations anciennes ou récentes sur l'organisation des études, sur le danger que font courir à l'ordre intérieur les déclassés venus, mal préparés à la vie, de l'enseignement supérieur, voici qu'après la guerre, devant le flot grandissant des foules universitaires, une autre plainte s'élève : la science italienne est en danger, la science se meurt. Les revues du groupe idéaliste : *Levana*, *La nostra Scuola*, les livres de combat et les discours de Giovanni Gentile (*La Scuola del dopo guerra*, le discours de novembre 1923 au Conseil supérieur), affirment avec insistance que

cette jeunesse a perdu toute foi dans l'étude désintéressée; elle vient à l'Université pour chercher par les moyens les plus rapides, en usant de tous ses droits aux études abrégées, par une comptabilité ingénieuse et rigoureuse d'inscriptions, d'exemptions, d'équivalences, un diplôme immédiatement utilisable. L'Université devient le marché commercial des grades et titres qui peuvent assurer un gain matériel, une fonction, un emploi rétribués.

Voici, hors de la querelle des partis et avant la réforme, la voix autorisée d'un recteur d'université, Giuseppe Sanarelli, qui, dans son discours inaugural ¹, à Rome, le 19 novembre 1922, dénonce le matérialisme grandissant :

« En Italie même, le besoin du lucre immédiat et des jouissances matérielles plus grandes s'est manifesté comme une maladie très répandue, enlevant à leur travail discipliné et serein une grande partie des jeunes générations... ; que la crise existe, le fait est suffisamment démontré : dans nos laboratoires les élèves sont de moins en moins assidus, les stagiaires et assistants de valeur se font de plus en plus rares, les grands concours pour les postes les plus enviés de l'enseignement supérieur commencent à réunir un nombre de plus en plus restreint de candidats fournis des qualités nécessaires... Tandis que, de toutes parts, on invoque la science pour qu'elle contribue de son côté à réparer les dommages et ruines de la guerre, l'habitude de l'action directe et la soif des satisfactions matérielles immédiates, exaspérées par la guerre elle-même dans toutes les nations belligérantes, ont fait surgir des tendances qui, pratiquement, s'accordent difficilement avec les qualités de patience, de réflexion, de désintéressement, que doivent posséder ceux qui se vouent à la recherche scientifique. »

Ces graves paroles, si mesurées dans la forme d'un discours académique, indiquent, plus encore peut-être que les articles violents de polémique et de parti, le mal aigu dont a souffert l'Université italienne dans la période d'après guerre.

Comme pour l'enseignement moyen, la préoccupation

1. *Annuario della regia Università degli Studi di Roma*, 1922-1923. Rome 1923, p. 14.

principale du législateur devait être de restaurer dans l'Université l'« austère discipline des études ».

2. La réforme. L'organisation générale.

Le régime nouveau des universités italiennes est établi par le décret du 30 septembre 1923, n° 2102, portant « organisation de l'enseignement supérieur », et par le « règlement général universitaire », approuvé par décret du 6 avril 1924, n° 674. Tandis que la loi française qui créait les universités le 10 juillet 1896 comprend quatre articles et tient aisément dans une page, le décret organique italien de même objet occupe avec ses 167 articles et ses annexes plus de 40 pages du *Bulletin officiel* et le règlement un peu plus encore. Les nouvelles dispositions entendent donc se substituer entièrement à la législation antérieure et régler, selon des principes entièrement nouveaux, tous les points de l'administration et de la discipline scolaires. De fait, le législateur aborde de front tous les grands problèmes discutés depuis soixante ans ; et, s'inspirant très largement des travaux de ses devanciers, notamment des projets Baccelli, des enquêtes et du projet de la Commission royale de 1910, il donne sa solution : solution le plus souvent extrême, doctrinaire, radicale et dont la vigueur tranche avec les hésitations passées (on trouvera le texte du décret aux Pièces justificatives).

Pour l'organisation générale, le problème le plus débattu avait été, on le sait, celui du nombre des universités.

Le décret organique le résout dès son article premier, en classant les établissements supérieurs en trois catégories.

Les deux premières contiennent les établissements d'État, qui sont eux-mêmes (et c'est là que réside la grande nouveauté) répartis en deux classes, A et B. Dans la classe A sont les établissements qui demeurent entièrement à la charge de l'État. Ce sont les dix universités de Bologne, Cagliari, Gênes, Naples, Padoue, Palerme, Pavie, Pise, Rome et Turin. On a désigné dans chaque région naturelle une Université importante par son passé, le nombre de ses étudiants, la valeur de son enseignement et on l'a consacrée Université régionale officielle.

Les établissements de la catégorie B sont au nombre de

quatorze : Universités de Bari¹, Catane, Florence², Macerata, Messine, Milan³, Modène, Parme, Sassari, Sienne ; les écoles d'ingénieurs de Milan et Turin, l'école de chimie industrielle de Bologne, l'école de construction navale de Gênes. Tandis que les Universités du groupe A sont complètes et contiennent les quatre facultés et l'école de pharmacie, les établissements du groupe B peuvent être incomplets et même réduits à une seule faculté. Ils sont entretenus par des corps locaux avec une subvention annuelle fixe de l'État, déterminée par le décret organique même et qui va de 150 000 liras pour l'Université de Macerata (une faculté, dix professeurs) à 2 400 000 liras pour celle de Florence. Le choix et le statut des professeurs, l'organisation des études sont réglés par les

1. L'Université de Bari est une création de la loi Gentile. Elle était réclamée depuis longtemps par l'opinion éclairée. Le professeur Golgi déclarait au Sénat, le 17 juin 1913 : « Tout en reconnaissant que le nombre des universités italiennes est vraiment excessif, je n'hésite pas à déclarer sans me préoccuper de la contradiction qu'on peut trouver dans les termes de cette déclaration, que je donnerais volontiers ma voix pour la création d'une Université nouvelle à Bari. Elle s'impose non seulement pour des raisons scientifiques, didactiques, pour le progrès de la culture dans le midi de l'Italie, mais aussi pour d'évidentes raisons d'ordre politique. » Et la Commission royale de 1910, songeant à l'influence italienne en Albanie, écrivait en recommandant cette création : « L'Université de Bari est un pont jeté par l'Italie d'un bord à l'autre de l'Adriatique. » Pour commencer d'ailleurs, Bari ne sera qu'une Université réduite : Faculté de médecine, Ecole de pharmacie.

2. L'Université de Florence est aussi une création de la loi Gentile, qui consacre ainsi le caractère vraiment supérieur de cet ensemble d'enseignements connu sous le nom d'« Institut royal d'études supérieures pratiques et de perfectionnement, à Florence », et qui comprenait sous le titre de sections, trois des quatre facultés universitaires : Lettres, Médecine, Sciences.

3. Autre création Gentile dont le détail est donné ci-après à titre d'exemple ; l'opulente cité de Milan a immédiatement tiré parti de la loi nouvelle et réalisé, sans difficulté semble-t-il, son Université municipale.

4. L'Université de Milan peut utilement servir d'exemple pour montrer l'organisation d'un de ces instituts de type semi-officiel du cadre B.

Avant la réforme de 1923 existent à Milan des Instituts cliniques royaux de perfectionnement fondés en 1905 et une Académie scientifico-littéraire, fondée en 1860.

Dès le 22 novembre 1923, le maire de Milan, le sénateur Luigi Mangiagalli, posait le problème de la création d'une université complète dans le cadre de la loi du 30 septembre. Son statut était déposé le 28 août 1924, après élaboration de la convention exigée par la loi.

Les membres participants de cette convention sont : le gouvernement, la commune, la province de Milan, les instituts hospitaliers, la Chambre de commerce, la Caisse d'épargne, l'œuvre des rachitiques, l'institut sérum-thérapeutique, le conseil des instituts cliniques de perfectionnement, la polyambulance Rouzoni, le Conseil de l'ordre des avocats, l'Institut stomatologique italien et Mlle Adelina De Marchi.

Les ressources annuelles réunies se montent à 3 500 000 liras. Une souscription dans la cité pour réunir les fonds de premier établissement, avait donné dès la première année 10 millions. En moins d'un an, l'Université complète était créée et ses statuts approuvés par décret royal. Elle comprend les quatre facultés traditionnelles et quatorze instituts supérieurs. (D'après la *R. Università di Milano*, publication de propagande de l'Université, Milan 1924.)

mêmes dispositions dans le groupe B que dans le groupe A et les professeurs peuvent passer de l'un à l'autre après avis conforme des facultés compétentes.

Le troisième groupe d'établissements contient des établissements libres. Leur statut est soumis au ministre, qui examine notamment si des ressources financières régulières permettent le fonctionnement de l'Université ou Institut. Le choix et le traitement des professeurs, le régime des études et des examens doivent — pour que les titres conférés soient reconnus par l'État — se conformer aux règles établies pour les établissements des groupes A et B. L'État peut supprimer par simple décret royal tout établissement libre d'enseignement supérieur dont les moyens financiers sont évidemment insuffisants ou dont l'enseignement est dangereux pour l'ordre public.

Telle est donc la solution apportée par Giovanni Gentile au problème des Universités trop nombreuses : voulant diminuer la « surproduction intellectuelle ou pseudo-intellectuelle d'Italie qui était une des sources de préoccupation les plus graves pour l'avenir économique, moral et politique du pays », il n'a supprimé aucune Université par des décisions violentes qui auraient suscité les résistances des légitimes susceptibilités locales : « Les Universités du type B pourront vivre dans leur pleine intégrité si elles répondent dans tous leurs éléments et avec toutes leurs exigences financières, non seulement aux sentiments, mais aussi à des énergies locales utilisables par la nation. Dans le cas contraire, l'expérience même amènera leur réduction et elles ne conserveront que les facultés les plus utiles de la région ¹ ».

L'organisation Gentile n'est pas sans précédent, soit en Italie, soit en France. L'idée d'une réduction progressive du nombre des Universités par le moyen d'un reclassement, se rencontre dès 1861 dans le contre-projet de la Commission sénatoriale chargée d'examiner le projet présenté le 14 juin 1861 par le sénateur Matteucci, Commission dont le rapporteur était Luigi Cibrario. Le contre-projet² disposait en son art. 2 : « Les Universités de premier et de second ordre, selon le nombre des facultés dont elles se composent... » et l'art. 3 :

1. Gentile, discours au Conseil supérieur, *Levana*, septembre-octobre 1923, p. 433.

2. Giuseppe Saredo, *op. cit.*, vol. VI, p. 42.

« Les provinces, les municipalités et aussi les associations privées pourront être autorisées à instituer avec des fonds appropriés une ou plusieurs Universités de premier ou de second ordre qui s'appelleront libres, en se conformant à la loi, en ce qui concerne soit le nombre des chaires dans chaque faculté, soit les examens du doctorat... » Il semble bien que l'on ait ici le principe de la division gentilienne : Universités officielles de plein exercice, Universités de second ordre, Universités libres.

Il n'est point sans intérêt, d'autre part, de rappeler le projet présenté au Sénat français par Léon Bourgeois¹ le 22 juillet 1890. Proposant de reconstituer les Universités, le projet n'accordait ce titre qu'aux groupes contenant les quatre facultés et créait ainsi deux sortes d'établissements d'enseignement supérieur. Le rapporteur de la Commission sénatoriale chargée de l'examen du projet appuyait l'idée d'une sélection et d'une restriction des Universités françaises de raisons qui ont gardé tout leur poids. « Il serait, disait-il, illusoire de songer à en créer un grand nombre... La difficulté d'avoir des élèves en province, et surtout des élèves sérieux, est certaine. Est-ce qu'en multipliant les Universités on parviendra à grouper un nombre respectable de travailleurs? » Il précisait donc l'intention du ministre en exposant que sept groupes de facultés constitueraient des universités proprement dites. Les autres centres d'enseignement supérieur, qu'il appelait « facultés secondaires », seraient surtout des centres de préparation professionnelle, à côté d'« un petit nombre de grands foyers d'études qui auraient des professeurs éminents et beaucoup d'élèves ». Dans un débat demeuré justement célèbre et où le doyen de la Faculté de droit de Poitiers fit entendre les protestations éloquentes des « petites facultés », l'idée de la division de l'enseignement supérieur fut abandonnée. Mais la question du nombre des Universités françaises reste ouverte, et récemment encore un projet ministériel de reclassement en a montré toute l'actualité.

1. Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. *Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur*, vol. LXVIII. *Constitution et organisation des universités*. Paris, Imprimerie Nationale, 1898. Exposé des motifs, p. 66-87. Projet de loi, p. 88. Rapport Bardoux sur le projet, p. 98-151.

Une deuxième question longtemps débattue trouve sa solution dans la loi Gentile : celle de l'autonomie universitaire. L'Université italienne existait de nom, mais point de fait ; seules existaient réellement des facultés, mais elles n'avaient ni vie commune, ni autonomie administrative ou financière. La plupart des projets de loi, et notamment les projets Baccelli et le projet de la Commission royale visaient à établir cette unité dans l'autonomie. A la veille de la réforme, en 1921 et 1922, des dispositions de détail ¹ l'avaient annoncée et préparée. Elle est réalisée par l'art. 1^{er} du décret du 30 septembre : « Les Universités et Instituts reçoivent personnalité juridique et autonomie administrative, didactique et disciplinaire, dans les limites établies par le présent décret et sous la surveillance de l'Etat exercée par le ministre de l'Instruction publique. »

Chaque Université ou Institut doit élaborer son propre statut, qui sera soumis à l'approbation du ministre. Seuls les grands cadres de l'organisation universitaire sont donnés par la loi et le règlement général. L'Université élabore elle-même sa constitution et se gouverne ensuite elle-même, administrant ses revenus et réglant le régime de ses études.

« J'ai voulu, disait le ministre devant le Conseil supérieur (novembre 1923), fonder un régime de liberté absolue. » « Nous avons instauré dans les universités la liberté la plus large, pour les corps constitués et les personnes privées qui voudraient en fonder, pour les professeurs, pour les étudiants, pour la fonction universitaire en soi. Aux universités d'Etat de la première catégorie elles-mêmes on a concédé l'autonomie administrative et didactique, selon les vœux anciens de tous

1. Principalement le décret royal du 20 juillet 1922, n° 1216, « concernant la décentralisation administrative des universités et des instituts d'enseignement supérieur » (*Bolletino Ufficiale*, du 14 septembre 1922); par une circulaire en date du 22 novembre 1922, Giovanni Gentile réglait, peu de temps après son arrivée au pouvoir, les modalités d'application du décret, en lui donnant l'interprétation la plus large. La nouveauté essentielle du décret était la réunion des divers articles du budget d'Etat, concernant telle université, de sorte que le crédit attribué à cet établissement fût global et constituât comme l'amorce d'un budget universitaire : « Les dotations actuelles des universités et autres instituts d'enseignement supérieur inscrites au budget du ministère de l'Instruction publique par l'acquisition du matériel scientifique, pour l'entretien des cliniques, pour les dépenses d'administration, pour les locaux, pour les frais de représentation, en général pour les dépenses nécessaires ou la mission spéciale de chaque établissement, sont converties en crédits annuels de l'Etat attribués à chaque université, à chaque institut. » (Art. I, paragraphe 1.)

les professeurs qui ont aimé l'école et senti que l'université ne peut vivre sans une pleine liberté didactique. Liberté didactique, cela ne veut pas dire seulement pour chaque professeur faculté d'enseigner à sa manière propre, selon les exigences de sa doctrine et de ses convictions scientifiques, mais aussi, pour chaque institut, faculté d'organiser librement et dans leur ensemble tous les enseignements ; liberté non seulement de combiner diversement pour des fins diverses les différentes matières, mais avant tout liberté d'établir et de définir quelles sont ces matières, de quelle manière elles devront être enseignées, comment on reconnaîtra le progrès des études ; liberté enfin de choisir les professeurs, puisqu'en vérité la matière d'enseignement dépend de lui et non lui de la matière. »

Telles furent les intentions du réformateur dans la question de l'autonomie. Il la voulut pleine et entière. Voyons comment ces intentions sont traduites dans les faits.

A la tête de l'Université est le recteur : dans l'organisation précédente il était, en fait, élu par les professeurs. Selon la réforme Gentile, il est choisi, pour les universités de la première catégorie, parmi les professeurs titulaires de l'université même — comme par le passé — mais nommé par le roi. D'aucuns ont vu dans cette mesure la négation même de l'autonomie et déclaraient que c'était « prendre d'une main ce qui avait été donné de l'autre ». A ces critiques du Sénat, G. Gentile a répondu en appendice à son discours du 5 février 1925, dans *Levana* (1925, n° 1, p. 31) : « Un régime d'autonomie dans les universités d'État, en Italie, où l'État supporte à peu près entièrement les frais des universités elles-mêmes et où tout le droit scolaire repose sur la conception de l'utilité publique de l'école, et par conséquent sur la nécessité d'une ingérence de l'État dans la direction et le gouvernement de l'école, une telle autonomie ne peut s'appuyer que sur la nomination, par le gouvernement, des personnes préposées aux fonctions de direction ; d'ailleurs la compétence de ces dignitaires doit être limitée rigoureusement, pour ne pas porter atteinte à la liberté équitable du corps universitaire dans le domaine didactique, disciplinaire et administratif. Sans cette base, l'autonomie manquera de ses limites nécessaires et dégénérera fatalement jusqu'à causer

des perturbations qui ramèneront au *statu quo*. Les partisans de l'autonomie doivent donc accepter ces limitations, qui en garantissent le fonctionnement régulier et la durée. »

A l'appui de ces considérations, on peut citer deux exemples étrangers à l'Italie : l'université prussienne, à côté de son *rector magnificus*, de rôle surtout représentatif, a un *curateur* administratif de nomination gouvernementale. L'université française, à la tête d'un conseil d'origine élective, a un recteur¹, de nomination gouvernementale aussi. La nomination du recteur est conforme au principe posé par la loi Gentile en son article 1^{er} déjà cité : l'Université reçoit l'autonomie, mais « sous la vigilance de l'État ». Ici, comme dans bon nombre de pays, autonomie n'est pas indépendance. Le temps héroïque des universités du moyen âge, petits États dans l'État, est pour tous ces pays aboli.

Mais la loi fasciste va plus loin encore dans l'affirmation des droits de l'État : les doyens de faculté sont nommés par le ministre, sur présentation du recteur, parmi les professeurs titulaires de la faculté intéressée. C'est pousser à l'extrême la défiance envers le principe de l'élection dans les fonctions administratives. Ce n'est d'ailleurs que l'application à l'enseignement supérieur des principes d'autorité déjà exposés à propos des autres ordres d'enseignement.

1. La question du choix du chef de l'Université a été débattue en France de 1883 à 1897. (*Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur*; tome XVI, *Universités*; tome LXVIII, *Constitution et Organisation des universités*). Dans le questionnaire Jules Ferry, du 17 novembre 1883, on lit :

« VI. — Quel serait le chef de l'Université; que faudrait-il penser d'un chef élu et annuel qui pourrait être appelé président de l'Université? Comment serait-il nommé? Quelles seraient ses attributions? »

« VII. — Du rôle du recteur actuel, représentant du pouvoir central. »

La Faculté de droit de Paris préconisait, par l'organe d'une commission de trois membres (MM. Duvergier, Lyon-Caen, Lainé), l'élection du président de l'Université par le Conseil d'université et pour un an (*Enquêtes*, tome XVI, p. 502).

Cependant, le Conseil général des Facultés de Paris donnait en 1890, du chef de l'Université, une définition qui fut retenue et devint la formule définitive des lois et règlements de 1896 à 1897 (*Enquêtes*, tome LXVIII, p. 562) :

« Dans tous les pays, auprès des universités d'État, l'État est et doit être représenté. Fallait-il confier à un fonctionnaire nouveau cette représentation? La Commission ne l'a point pensé. Le recteur sera le délégué de l'autorité publique auprès de l'Université. Le grade d'une des facultés est exigé pour la nomination au rectorat. Le recteur, présidant le Conseil de l'université, sera un *primus inter pares*. De plus, en sa qualité de chef, dans son ressort académique, des deux ordres d'enseignement secondaire et primaire, il personnifiera la solidarité des trois ordres de l'enseignement national. Il serait chimérique de penser que la présence et la présidence du recteur puissent porter atteinte à l'indépendance du Conseil, laquelle est garantie par l'indépendance de la situation légale, pour ne parler que de celle-là, de chacun de ses membres. »

Le choix des dirigeants mis à part, l'autonomie existe cependant.

Les organes autonomes, ce sont le sénat académique et le conseil d'administration.

Le sénat académique est composé du recteur en fonctions, président; du recteur précédent, des doyens de facultés et directeurs des écoles dont la réunion constitue l'université. Il a un rôle didactique et disciplinaire; élabore le statut de l'université; examine et coordonne les horaires préparés par les facultés; revise les publications de l'université; donne son avis sur les questions générales et sur les mesures particulières touchant la méthode et la discipline.

Le conseil d'administration comprend, sous la présidence du recteur : deux professeurs élus par leurs collègues; deux représentants du gouvernement, dont l'un doit être l'intendant des finances de la province et qui a l'obligation d'assister personnellement à toutes les séances; enfin, éventuellement, des représentants des corps constitués qui subventionnent l'université. Le conseil d'administration assiste le recteur dans sa gestion financière. Il prépare le budget qui n'est d'ailleurs pas soumis à l'approbation du ministère; veille à son application; établit en fin d'exercice le compte des dépenses qui est soumis directement à la Cour des Comptes.

Ce budget même est le symbole de l'autonomie administrative des universités. Les recettes pour les universités des catégories A et B comprennent : les revenus de leur propre patrimoine, la subvention annuelle de l'État, les subventions privées ou locales; le produit intégral des taxes diverses dues pour tous les actes de la vie universitaire, libre docence, immatriculation, inscription, examens, etc. Les dépenses d'administration et de matériel sont analogues pour toutes les catégories d'universités; mais pour la catégorie A, l'État¹ paie les traitements et retraites des professeurs et

1. Des craintes se sont élevées au sujet de l'aide apportée dans l'avenir par l'État sous le régime de la loi Gentile à la science et aux études supérieures. Le successeur de Giovanni Gentile, Alessandro Casati, s'est efforcé devant la Chambre des députés, le 18 décembre 1924, de calmer ces appréhensions :

« En 1913-1914, la dépense pour l'enseignement supérieur se montait à environ 20 millions donnés entièrement par l'État. La somme inscrite au budget de 1924 pour les écoles des groupes A et B est de 82 millions, dont 60 sont la contribution de l'État, 22 le produit des droits universitaires (droits perçus jusque-là par l'État

administrateurs, l'université les chargés de cours; dans la catégorie B, l'État ne paie que les retraites; dans les établissements libres, il ne prend aucun frais de personnel à sa charge. Mais dans toutes les catégories, le budget forme un tout et s'établit sous la responsabilité des autorités universitaires.

Le symbole de l'autonomie scientifique est le statut. La loi se contente d'indiquer (art. 2) les trois types auxquels peuvent appartenir les établissements d'enseignement supérieur : facultés, au nombre de quatre (droit, lettres, médecine, sciences); écoles, au nombre de trois (pharmacie, technique, architecture); établissements spéciaux de trois catégories (facultés à objet spécial, écoles à objet spécial, écoles de perfectionnement). Tandis que les lois antérieures (Casati 1859, Credaro et texte unique de 1910) fixaient étroitement le nombre des chaires dans chaque faculté, universités et écoles sont invitées à élaborer leur plan propre d'enseignement, d'études et d'examens. La loi conseille d'« opportuns regroupements » des matières propres aux facultés et écoles. Le règlement général prévoit en outre l'organisation de séminaires où s'assemblent et se coordonnent des enseignements connexes de quelque manière, quand bien même ils appartiendraient par essence à des facultés, écoles, instituts divers, et le directeur de chaque séminaire sera un professeur appartenant aux cadres réguliers de l'université, élu par les professeurs dudit séminaire. Les réformateurs attendent beaucoup de cette autonomie nouvelle; ils espèrent que chaque université va s'adapter aux conditions de la vie locale. Ils trouvent cependant que les facultés et universités sont trop lentes à user des bienfaits de cette autonomie. Dans son discours au Conseil supérieur (*Levana*, 1924, n° 3, p. 424), Alessandro Casati les gourmande de leur « traditionalisme archaïque », dont il voit la manifestation dans ces statuts « que le Conseil supérieur s'apprête à examiner¹ et

et distribués ensuite sous forme de subventions). A ces sommes, il faut ajouter 10 millions et demi, montant des contributions privées ou revenus de corps constitués au profit des universités du groupe B. De ces 92 millions et demi, 40 sont absorbés par les traitements et 52 consacrés au matériel scientifique et au progrès des études; ces dotations qui se montaient avant la guerre en tout à 6 millions « sont maintenant neuf fois plus considérables. » (*Levana*, 1924, n° 6, p. 615.)

1. Le *Bolletino Ufficiale*, du 9 décembre 1924 (n° 50), publie *in extenso* les sta-

où, sauf des exceptions significatives, on constate d'une part un manque de coordination et de synthèse, apparent dans les répétitions et contradictions des règlements édictés par les facultés, et d'autre part un attachement tenace à la vieille structure universitaire, modelée sur le type uniforme d'enseignements et de diplômes répartis entre les cadres traditionnels ».

Le ministre, interprétant la pensée de son prédécesseur, indiquait le sens de la loi nouvelle, qui engage les universités à « se spécialiser, à transformer les facultés proprement dites, qui donnent de médiocres résultats, en écoles spéciales supérieures à but pratique, répondant mieux ainsi aux besoins locaux et nationaux, impliquant aussi un moindre gaspillage des forces économiques de la nation et un prestige supérieur ». Et le ministre augure une époque prochaine où, par le jeu de la libre concurrence, une classification se sera établie et une spécialisation des divers instituts.

Nous retrouvons ici, à propos de l'autonomie, l'idée centrale de la réforme : la réduction du nombre des grands centres universitaires de plein exercice ; le maintien des centres secondaires mais au prix de sacrifices d'amour-propre, par l'abandon d'ambitions « universelles » et la conception plus modeste de leur rôle local et limité. Et nous retrouvons en fin de compte l'idée maîtresse de la réforme que Léon Bourgeois ne put faire accepter par le Sénat en 1890 : la distinction entre les grands centres où s'élaborent les progrès de la science, et les établissements d'objet plus limité où se pratique seulement la préparation professionnelle.

Une troisième idée essentielle inspire l'organisation nouvelle : c'est l'encouragement donné à l'enseignement libre. Comme dans les autres ordres d'enseignement, l'école libre est appelée ici par le législateur à se développer parallèlement aux établissements officiels (type A) ou semi-officiels (type B).

Les réformateurs attendent de cette concurrence, d'une

tuts approuvés des Universités de Bari, Cagliari, Padoue, Pavie, Palerme; des écoles techniques supérieures de Bologne, Naples, Palerme.

Celui du 16 décembre 1924 (n° 51), ceux des universités de Messine, Naples, Pise, Sassari, etc.

part un allègement des charges d'État, d'autre part un progrès général suscité par la libre concurrence. Cette législation comporte pour l'enseignement libre à la fois des droits nouveaux et des charges nouvelles.

Les universités libres sont placées sous le contrôle de l'État qui peut les fermer par décret royal pour des raisons financières ou politiques. Pour jouir des prérogatives que la loi prévoit à leur égard, elles doivent se conformer aux règles établies pour l'enseignement officiel, en ce qui concerne le choix et le paiement des professeurs, l'organisation générale des études, le système des examens. Traitement du personnel enseignant, droits universitaires payés par les étudiants ne peuvent être inférieurs à ceux établis pour les universités d'État.

Mais toutes ces conditions étant remplies, les universités ou écoles supérieures libres sont placées sur un pied d'égalité avec les établissements d'État — sauf en ce qui concerne les subventions. Par une disposition entièrement nouvelle, les diplômes qu'elles attribuent après examen ont la même valeur que ceux donnés par les universités et écoles des groupes A et B. Toutefois il y a lieu de faire à ce sujet une observation importante. Par l'institution de l'examen d'État dont il sera parlé plus amplement ci-après, la même loi a réduit l'importance pratique des diplômes universitaires. Il n'en reste pas moins que l'enseignement libre voit s'ouvrir devant lui de vastes possibilités. Il devient, au même titre que les universités d'État, la route normale que peut suivre tout étudiant désireux de conquérir des titres valables et d'aspirer aux carrières libérales.

L'appel à l'initiative privée a été entendu surtout par les catholiques. Dès le 2 octobre 1924 — assez longtemps avant ceux des universités officielles — le statut de la nouvelle université libre du Sacré-Cœur¹ était approuvé. Dans la revue

1. Fondée à Milan en 1921, par le P. Agostino Gemelli, franciscain, l'Université libre du Sacré-Cœur se propose, d'après son statut (*Bolletino Ufficiale*, du 18 novembre 1924, p. 2554-2587), de « contribuer au progrès des études, de préparer les jeunes gens aux recherches scientifiques, aux fonctions publiques, et aux professions libérales, par une instruction supérieure adéquate et par une éducation morale inspirée des principes du catholicisme ». Elle se compose de deux facultés : droit et lettres. Outre cet enseignement, elle comporte, pour les étudiants de toutes les facultés, un cours d'exposition de la doctrine et de la morale catholiques, réparti sur huit semestres.

publiée par le P. Gemelli qui allait devenir son recteur (*Vita e Pensiero*, septembre 1923), un collaborateur exposait le point de vue des catholiques (p. 515) : la liberté promise n'est pas signe de paix ; elle annonce une lutte plus ardente que par le passé, car elle ne se bornera plus à des discussions académiques ; il est nécessaire que les catholiques acceptent la bataille et se servent du peu de liberté concédée « comme arme pour les conquêtes futures. Les écoles catholiques italiennes doivent se mettre immédiatement en mesure de devenir en peu de temps les meilleures écoles de notre pays ». Le problème essentiel sera celui du recrutement des maîtres à tous les degrés. « La fondation récente de la Faculté des lettres et de l'Institut du Magistère¹ à l'Université catholique du Sacré-Cœur arrive au moment le plus nécessaire et comme par une décision providentielle, pour apporter une contribution décisive à la solution de ce grave problème. »

Liberté de l'enseignement, libre concurrence devant l'examen d'État, c'est, dans la loi nouvelle, la rançon de l'autonomie. La concurrence, qui se manifeste surtout dans les examens d'État, sera-t-elle profitable² à la science ?

3. Le personnel enseignant

La condition des professeurs d'Université, leur nomination, leur statut, occupent les chapitres iv et v, en tout 33 articles de la loi organique du 30 novembre. C'est dire que la situation du personnel est profondément transformée. La loi ne laisse subsister que deux catégories de professeurs universitaires : les professeurs réguliers (du cadre) et les privat-docents.

1. Par décret du 16 juillet 1925, l'Institut supérieur du Magistère est devenu établissement indépendant, il est mis sur pied d'égalité avec les trois instituts officiels de même titre et son statut est approuvé. Il prend le nom de « Institut supérieur du magistère Vierge Immaculée ». *Bolletino Ufficiale*, du 15 septembre 1925, p. 3289-3313.

2. Giovanni Gentile a traité la question avec beaucoup de prudence dans son discours du 5 février 1925 au Sénat. Il reconnaît que l'une de ses intentions, dans le décret du 30 septembre, a été « de rendre possible la naissance d'universités privées, même de type confessionnel ». Il désire voir « se mesurer dans le champ de la science toutes les forces, vieilles ou nouvelles, celles que nous, modernes, considérons comme arriérées et celles que nous jugeons seules vivantes, seules capables de se maintenir aujourd'hui ». Mais l'expérience peut seule démontrer « que réellement l'université moderne, l'université laïque est la seule utile aux nécessités professionnelles comme au progrès moral et intellectuel de la nation ». (*Levana*, 1925, n° 1, p. 26.) Ce serait donc, en fin de compte, une expérience seulement.

Les professeurs réguliers ne forment qu'une catégorie. Ils sont tout d'abord nommés pour trois ans et peuvent être après ce stage ou nommés à titre définitif ou exclus. Le professeur régulier reçoit un traitement de début de 12 000 livres, porté à 14 000 après la nomination définitive et qui arrive à 18 500 livres à partir de la quinzième année de service.

La nomination première se fait d'après les règles qui ont suscité de vives discussions, notamment au Sénat, où le successeur de Giovanni Gentile dut accepter l'ordre du jour de blâme soutenu par la presque unanimité de sénateurs. Il n'est donc pas inutile d'entrer à ce sujet dans quelques détails¹.

Avant la réforme, quand une chaire devenait vacante, le ministre, après avoir consulté le Conseil supérieur, la mettait au concours en laissant aux candidats quatre mois pour faire valoir leurs titres ; pouvaient se présenter les aspirants de toutes sortes, hommes et femmes, docteurs ou non, privat-docents ou autres, italiens ou étrangers. A un jour prescrit, toutes les Facultés du royaume de la catégorie de celle à laquelle appartenait la chaire vacante étaient convoquées et chaque professeur votait pour cinq noms dont quatre devaient être ceux des professeurs de la matière même mise au concours et un d'une matière connexe. La section permanente faisait le dépouillement et présentait au ministre une liste de dix noms sur laquelle le ministre en prenait cinq, en principe les cinq premiers. La Commission ainsi constituée présentait au ministre un rapport avec une proposition de première et de deuxième ligne, que le ministre transmettait pour avis au Conseil supérieur ; si les actes étaient jugés réguliers, la nomination avait lieu.

Par la loi nouvelle, si une chaire est vacante, elle peut être occupée soit par transfert d'un professeur déjà en place, soit par nomination. Pour un transfert, il suffit d'un avis favorable de la Faculté intéressée, donné à la majorité des voix par le Conseil des professeurs titulaires à titre définitif.

S'il s'agit d'une nomination, la Faculté où s'est produite la vacance présente au ministre une liste de trois privat-docents

1. Bien que cette législation ait été changée, réforme et discussions seront exposées ici, d'abord parce que les dispositions premières font partie du plan général conçu par G. Gentile, et aussi parce que la solution transactionnelle intervenue tardivement ne s'explique que par la réforme et l'opposition qu'elle a suscitée.

de la matière ou d'une matière connexe. Une Commission nommée par le ministre, sur la proposition du Conseil supérieur et composée de trois professeurs de la matière ou d'une matière connexe, examine les noms donnés par la Faculté, les accepte ou les rejette et classe ceux qui sont accueillis. Le ministre nomme en suivant obligatoirement l'ordre de classement¹. La Faculté, au lieu de présenter au ministre une liste de trois-privat docents, peut proposer exceptionnellement le nom d'un savant de notoriété indiscutable dans la matière ; la proposition doit être faite par les trois quarts au moins des professeurs de la Faculté et le Conseil supérieur doit approuver par les deux tiers au moins de ses membres pour que la nomination soit effectuée ; dans ce cas, le professeur est nommé aussitôt de droit à titre définitif sans stage préalable.

Telles sont les dispositions qui ont suscité les colères du Sénat et l'ordre du jour presque unanime de réprobation condamnant le système nouveau « après l'expérience même d'une année d'application, comme dangereux pour la science, pour l'Université et, dans certains cas, pour l'équité elle-même ».

Laissant à part le côté exceptionnel de la nomination d'un savant de notoriété reconnue (prévu déjà par la loi Casati qui donnait au ministre pleins pouvoirs pour décider seul et souverainement dans ce cas), on peut dire que la procédure nouvelle se distingue de l'ancienne par deux traits essentiels.

La décision au premier degré n'appartient plus aux spécialistes, mais à la Faculté intéressée. Doit-on le regretter ? Il semble bien que l'on ne puisse s'en remettre aveuglément aux décisions des hommes d'une spécialité parmi lesquels les questions de personne, d'école et de chef de l'école ont parfois une tendance à jouer un rôle prépondérant. Le nouveau régime remet aux spécialistes le classement suprême ; il permet donc à ce point de vue un choix plus large à la base. Ce choix serait-il moins éclairé ? On hésite à le penser. En

1. La Commission de 1910, qui conservait le choix par les spécialistes de la matière, essayait de corriger les défauts évidents de cette procédure par une mesure singulière : elle voulait faire comparaître les candidats retenus et les inviter à discuter devant la commission, leurs propres titres et ceux de leurs concurrents. (*Relazione*, p. 180-181.) G. Gentile n'a pas accueilli l'idée de ce débat, qui pouvait devenir tout autre chose qu'un tournoi de chevalerie.

tout cas, la préoccupation la plus évidente du ministre fut de doter les Facultés de la plus large autonomie en ce point, en leur conférant au premier degré le choix des professeurs.

Le deuxième caractère de cette procédure, c'est qu'elle réduit à une seule les catégories où les candidats peuvent être choisis. Ils doivent avoir déjà fait leurs preuves dans l'enseignement supérieur et s'être soumis au stage de la libre docence. Cette mesure, qui tend à élever la dignité du privat-docent nous amène à considérer le caractère nouveau de cette fonction¹.

La libre docence, admise dès la loi Casati de 1859 dans l'Université italienne, ne ressemblait plus guère en 1923, avant la réforme, à son prototype allemand. Dès le 30 mai 1875 le ministre Bonghi² à propos de prescriptions complémentaires relatives à l'Université de Naples, avait, par la loi n° 2513, décidé que la taxe d'inscription aux cours privés serait payée à la caisse de l'Université et que le libre docent serait payé par l'Université elle-même.

L'institution a donc changé complètement de caractère. En 1913, il y avait en Italie 2 600 privat-docents contre 1 210 pour les vingt et une universités allemandes, qui contenaient deux fois plus d'étudiants que les universités italiennes (*Relazione*, p. 214); il y avait alors en Italie 1 325 privat-docents de médecine, en Allemagne 517. Le libre docent n'était plus guère en Italie que l'assistant d'un professeur : le double sens de l'institution, existence d'un enseignement libre à côté des cours officiels pour les compléter et pour stimuler jeunes et anciens professeurs dans la recherche scientifique, la possibilité de faire un stage, de faire ses preuves aussi et permettre

1. Plus de huit mois après la discussion du Sénat, la procédure incriminée est radicalement transformée par décret du 4 septembre, publié au *Bolletino Ufficiale*, daté du 29 septembre et paru fin octobre 1925.

L'initiative qui, sous l'ancien régime, était attribuée aux spécialistes de toute l'Italie, par Gentile, à la Faculté intéressée est donnée dans le nouveau règlement, à la fois aux spécialistes et à la Faculté.

Le ministre nomme une commission de cinq membres comprenant : deux représentants de la Faculté intéressée, deux représentants des spécialistes de la chaire vacante, un représentant du Conseil supérieur.

Les trois noms retenus par la Commission sont présentés à la Faculté intéressée, laquelle propose au ministre, qui nomme s'il s'agit d'universités officielles et qui approuve s'il s'agit de vacances dans l'enseignement libre.

L'autonomie des facultés est ainsi maintenue et des garanties sont données aux spécialistes. Le conflit se termine par un compromis, une *combinazione*.

2. Saredo, *op. cit.*, vol. I, p. 217, texte de la loi du 10 mai 1875, n° 2513.

par conséquent le recrutement du personnel enseignant, paraissait perdu de vue. Une circulaire ministérielle du 18 décembre 1912, n° 81, traite de la « décadence » de la libre docence en Italie.

Le réformateur a voulu rénover cette fonction, « en élever la valeur et la dignité¹ tant par le recrutement que par le mode de rétribution et par le compte tenu de ce stage dans le choix des chargés de cours et les nominations de professeurs ». Il lui consacre donc un chapitre entier de la nouvelle loi sous le titre « De l'enseignement à titre privé ».

Il s'agit ici de l'organisation régulière² d'un enseignement à titre privé « à côté des cours officiels ». Ces cours ont, « pour les étudiants qui s'y inscrivent, une valeur légale équivalente à celle des cours officiels correspondants, selon des règles à établir par le statut de chaque université ». « Peuvent donner ces cours : a) des professeurs réguliers, dans les facultés ou écoles auxquelles ils appartiennent, sur des matières dont ils sont titulaires ou sur des matières connexes; b) des professeurs réguliers qui ne sont plus en exercice; c) ceux qui ont obtenu l'habilitation à la libre docence. » (Art. 38 de la loi.)

Pour obtenir l'habilitation à la libre docence, il faut être docteur et subir un examen. La Commission royale fixait un délai de quatre ans entre le doctorat et l'habilitation; la loi n'impose pas ce délai; mais elle impose comme la Commission un examen qui consiste dans l'exposé des titres et travaux du candidat et des « épreuves didactiques ou (la Commission disait « et ») expérimentales ». L'habilitation est conférée pour cinq ans et peut devenir définitive par décret ministériel sur avis conforme de la faculté. L'examen est

1. Giovanni Gentile, inauguration du Conseil supérieur. *Levana*, 1923, n° 5, p. 437.

2. Entendue ainsi, la libre docence, portion d'un enseignement « à titre privé », qui double l'enseignement officiel et qui peut se substituer à lui, devient un enseignement libre intérieur à l'Université d'Etat. La Commission de 1910, examinant la question de la liberté de l'enseignement et les possibilités de son établissement en Italie, confrontait deux systèmes : le système germanique qui met, par la libre docence, la liberté dans l'Université; le système belge ou français qui reconnaît des universités et facultés libres : « Au dedans ou en dehors de l'Université; dedans comme en Allemagne, dehors comme en Belgique et en France. Mais dedans et dehors à la fois, ce serait trop. » (*Relazione*, p. 210.)

Giovanni Gentile n'a pas suivi ici l'avis de la Commission royale : le « système italien » sera donc celui de la liberté de l'enseignement supérieur « au dedans et en dehors » de l'université.

passé devant un jury de trois professeurs, constitué pour le royaume entier dans chaque matière et qui est nommé pour deux ans seulement.

L'habilitation vaut pour toutes les universités du royaume; le privat-docent choisit lui-même l'université près de laquelle il veut enseigner, présente au recteur son programme; la faculté intéressée juge si le cours peut être assimilé par son sujet et sa durée aux cours réguliers et le déclare, dans l'affirmative, « cours équivalent » (*pareggiato* art. 55 du règlement général universitaire).

Le privat-docent paie un droit élevé pour passer l'habilitation (500 lires) et un autre droit pour être admis à exercer (200 lires); le premier revient à l'État, le second à l'université auprès de laquelle il exerce. Il est payé par les étudiants selon un tarif établi par les autorités universitaires (de 5 à 20 lires pour une année par leçon hebdomadaire et par étudiant). Le droit est versé par l'étudiant à la caisse de l'université, qui le remet au docent en fin d'année scolaire.

Que la libre docence ait été radicalement transformée par le décret du 30 septembre, rien n'est moins évident pour qui consulte les récents annuaires des universités italiennes. L'Annuaire général de l'Instruction publique pour 1923 indiquait à Bologne¹ le nom de 26 privat-docents pour la seule faculté de droit; l'annuaire de cette université² pour 1924-1925 en indique 23; les 132 privat-docents de la faculté de médecine sont devenus 143. Pour Rome l'annuaire général de 1923 donne³ dans la faculté de droit 55 et pour celle de médecine 159 privat-docents; l'annuaire particulier de l'université⁴ pour 1924-1925 en donne respectivement 69 et 184. L'influence d'une sélection rigoureuse — si elle est d'ailleurs maintenue — ne pourra se faire sentir qu'à longue échéance. En feuilletant les annuaires qui donnent sur chaque docent les renseignements les plus détaillés, on constate que beaucoup de ces libres docents ont été intronisés depuis vingt ou

1. *Op. cit.*, p. 80-81.

2. *Annuario della regia Università di Bologna*, per l'anno accademico, 1924-1925. Bologna, Neri, 1925, p. 113-130.

3. *Op. cit.*, p. 174-178.

4. *Annuario della regia Università degli studi di Roma*, dell' anno scolastico, 1924-1925. Roma, Pallota, 1925, p. 209-248.

trente ans et même davantage : le réformateur semble avoir hésité ici devant « les situations acquises ».

Pour juger des effets de la loi en ce point, il conviendra donc d'attendre l'application de la loi¹.

La réforme n'a pas porté seulement sur le recrutement des professeurs ; elle a profondément modifié leur statut. Certaines mesures — qui n'ont pas été discutées au Sénat, mais qui n'en étaient pas moins irritantes — tendirent à concentrer l'activité du professeur dans sa chaire magistrale proprement dite et à augmenter la valeur de son enseignement. C'est ainsi que le décret du 30 septembre supprime ce « second enseignement » que le décret du 25 juillet 1922 avait permis d'attribuer aux professeurs titulaires, afin de leur procurer un supplément de ressources, dans une période de trouble économique profond. Le réformateur laisse au professeur l'avantage matériel en créant « un supplément académique » de 4 à 6 000 livres (montant de la rétribution du second enseignement) et supprime l'enseignement supplémentaire. Et, d'autre part, il cherche à empêcher — comme dans l'enseignement secondaire où il mettait fin à la chasse aux heures supplémentaires — la dispersion des efforts par la suppression des intérimis, cours supplémentaires payants, délégations dans des écoles supérieures voisines ou universités lointaines.

L'article 35 dispose (§ 4) : « On ne peut charger d'un cours supplémentaire payé aucun professeur régulier dans la faculté ou l'école à laquelle il appartient » ; et l'intention évidente du législateur² est que la charge d'assurer les

1. Ce régime a subi des modifications essentielles par le décret-loi tardif, du 4 septembre 1925, déjà analysé ci-dessus pour les dispositions relatives à la nomination des professeurs.

Ces dispositions mêmes suppriment un avantage considérable que Gentile avait assuré à la libre docence. Tandis que la loi du 30 septembre 1923 prescrivait aux facultés de choisir les professeurs nouveaux parmi les privat-docents, celle de 1925 reste muette sur ce point et permet le choix dans d'autres catégories.

Le même décret-loi supprime la rétribution calculée exactement sur le paiement des étudiants et attribue aux privat-docents des honoraires payés sur l'Université d'après l'importance de leur cours.

Moins de risque, moins de liberté, moins d'avenir, tel est le sens de cette modification.

2. Règlement général universitaire. Art. 44. « Les délégations peuvent se conférer dans l'ordre suivant :

« a) Aux privat-docents de la matière ou de matière connexe ;

« b) A ceux qui, par leurs œuvres, travaux, fonctions ou enseignement, ont démontré une compétence reconnue dans la matière qui fait l'objet de la délégation ;

« c) Aux professeurs réguliers d'une autre faculté ou école. »

intérim et suppléances revienne au libre docent qui s'est signalé par les résultats de son enseignement.

La loi met de grands obstacles à l'acceptation de cours dans des facultés ou écoles différentes de celles où le professeur donne son enseignement régulier, interdit le cumul de fonctions rétribuées, oblige le professeur à résider dans la ville où il enseigne, limite les missions qui peuvent l'éloigner de sa chaire, lui interdit absolument l'enseignement dans les établissements secondaires.

Mais il semble qu'une discipline exacte soit pénible à rétablir dans cette période de vie difficile. Le deuxième successeur de Gentile, Pietro Fedele, rappelle, le 20 avril 1925, aux autorités universitaires que la loi doit être observée : « On a donné des délégations ou des suppléances à des professeurs réguliers dans des sièges universitaires fort éloignés des leurs, si bien que pour exercer les deux fonctions, il leur faut exécuter chaque semaine des voyages longs et répétés », ce qui est une infraction tant au décret qu'au règlement général universitaire.

Toutefois, comme le remarquait G. Gentile à la suite de la discussion du Sénat, c'est le ministre lui-même qui a ouvert une brèche¹ dans la discipline rigoureuse instaurée en 1924. Par le décret-loi du 25 septembre 1924, n° 1585, « Dispositions concernant l'enseignement supérieur », Alessandro Casati autorisait à nouveau le cumul de fonctions : « Les professeurs réguliers peuvent être chargés de suppléances et de déléga-

1. Le rapporteur du budget de l'Instruction publique exposait les lenteurs d'application de la réforme et disait (*Relazione Chimienti*, p. 9) : « On en trouve un exemple dans le pullulement nouveau des délégations d'enseignement. Dans une grande université du royaume, elles ont déjà dépassé le nombre de soixante; chaque professeur en a une et quelques-uns plus d'une. A cause de leur grand nombre, il a fallu réduire à 3 000 lire la rétribution maxima en donnant pour une heure 2 000, pour deux heures 2 500 et pour trois heures, 3 000 liras. »

Giovanni Gentile prenant texte de ces observations du rapporteur expose les résistances qu'il a dû opposer aux efforts de ceux qui voulaient rétablir sous divers prétextes les enseignements supplémentaires : « Si vous considérez que certains enseignements vous reviennent de droit parce qu'il n'y a pas de privat-docent compétent, prenez-les, mais gratuitement... tout cela est prévu par la loi; mais qu'on ne revienne plus à la chasse aux suppléances... » « Puis je partis. Et les mêmes démonstrations avec plus d'insistance furent répétées au ministre Casati, qui finit par croire que ces braves gens avaient, en quelque manière, raison : et voilà d'où vient l'article 5 du décret-loi du 25 septembre 1924, n° 1585. » Gentile, *Postille* ajoutées à son discours du Sénat (*Levana*, 1925, n° 1, p. 30).

tions rétribuées dans leur propre faculté ou dans d'autres facultés ou écoles¹ » (art. 5).

D'autres mesures plus strictement disciplinaires ont soulevé de vives protestations; quelques-unes même, dans certains milieux, une véritable réprobation. De ce nombre est, au premier rang, le serment exigé de tout professeur au moment de sa nomination.

Le serment est imposé par l'article 18 du décret du 30 septembre : « Les professeurs réguliers, avant d'entrer en fonctions, doivent, sous peine de déchéance, prêter serment devant le recteur ou le directeur (s'ils appartiennent à une école supérieure), selon la formule qui sera établie par le règlement général universitaire. »

La formule elle-même a été donnée à l'article 31 dudit règlement : « Je jure d'être fidèle au roi et à ses successeurs royaux, d'observer loyalement la Constitution et les autres lois de l'État, d'exercer les fonctions de professeur et de remplir tous les devoirs académiques avec l'intention de former des citoyens actifs, probes et dévoués à la patrie. » Ce serment est prêté seulement par les professeurs des universités appartenant aux catégories A et B. Les professeurs des universités libres, les privat-docents, même des universités officielles, n'y sont pas tenus.

Ce serment de loyalisme devait être complété ultérieurement par des déclarations plus précises encore, notamment en ce qui concerne les « associations secrètes ». Là paraît être le danger de toute immixtion de l'État dans les consciences : commencée avec le souci du bien général et de l'intérêt de la nation, elle risque de devenir instrument de parti et de compromettre la liberté de pensée dans sa forme la plus haute.

La Constitution allemande du 28 mars 1849 affirmait, en son article 152 : *die Wissenschaft und ihre Lehre sind frei* et la Constitution de Weimar du 11 août 1919 a repris cette

1. Le décret-loi du 4 septembre 1925, déjà deux fois cité, revient à peu près à l'ancien régime en prescrivant en son article 17 :

« On pourra attribuer, aux professeurs réguliers des délégations et suppléances rétribuées dans leurs propres facultés ou dans d'autres facultés... »

Le décret-loi permet les délégations dans des établissements situés dans d'autres localités que celle où exerce régulièrement le professeur, en entourant cette disposition d'un certain nombre de précautions.

Les doléances des professeurs-sénateurs ont été entendues.

formule. La liberté de l'enseignement, que la loi Gentile veut instaurer, ne s'est pas accompagnée de la liberté de penser.

4. Études et étudiants

Le 22 novembre 1920, dans le discours d'ouverture¹ de l'année scolaire à l'Université de Rome, Giovanni Gentile exposait les principes de la réforme nécessaire des études supérieures en Italie. Professeur, il voyait les défauts du système d'études et d'examens en vigueur; philosophe, il remontait aux principes premiers et attribuait ces défauts à une conception erronée du savoir, de la science. Ministre deux ans plus tard, il allait réformer selon les observations du professeur et les conceptions du philosophe. Le discours d'ouverture de 1920 annonce et explique les chapitres II et VI de la loi du 30 septembre 1923: « Des titres académiques et examens d'État »: « Des étudiants, des examens et des titres universitaires ».

« La science, disait Giovanni Gentile, a perdu la valeur absolue et la réalité qu'elle avait assumée fausement, jusqu'aux premières années du vingtième siècle. Le temps est fini où l'homme, se jugeant intérieurement démuní d'idées et de vérité, se tournait vers l'extérieur: l'homme nouveau, sentant qu'en lui réside le principe de vie, s'examine lui-même et tourne ses regards vers l'intérieur, vers sa pensée. L'histoire, qui était érudition, est devenue conception; les sciences, recueils de matériaux, sont devenues systèmes et critiques de systèmes, et les divers savants, physiciens, chimistes, mathématiciens, biologistes, ne manquent pas de traiter eux-mêmes et à leur manière la gnoscologie de leurs sciences particulières et entrent pour cela dans la philosophie... prise comme pensée, et la réalité connue est considérée comme construction de la pensée elle-même. »

A une conception de la science, où les phénomènes naturels ou humains apparaissent comme « hétérogènes, prédéterminés, monde fermé, impénétrable à l'activité de la pensée », a succédé la conception d'une nature qui ne serait

1. *Regia Università degli studi di Roma. Annuario dell'anno scolastico 1920-1921*, p. 13-40.

que le contenu même de notre expérience et que, soit par nécessité pratique, soit pour des besoins théoriques, « nous nous efforçons de nous représenter de la manière la plus économique et la plus cohérente ».

La science n'est donc plus « un don du Saint-Esprit qui viendrait éclairer d'en haut l'esprit humain, mais la vie même et la vie normale de l'esprit, au cours de laquelle l'homme se forme lui-même ».

Mais si la conception du savoir a changé, les formes supérieures de l'étude sont restées, en plein vingtième siècle, telles que le moyen âge et la scolastique les ont léguées, telles que la « conception positiviste » de la science les a conservées. Écoles antiques et modernes conçoivent le savoir comme un dogme qui se communique à l'ignorant ou au disciple selon des programmes arrêtés, selon des règlements précis qui « se saisissent de l'individu, le soumettent de force à une forme prédéterminée de culture, lui imposent une science qui n'est pas le résultat du libre développement de sa personnalité, mais un fantôme de science, arbitrairement taxée d'objective ».

Aux livres de dogme et de doctrines du moyen âge, aux Sommes, aux Thèses discutées ont succédé les traités et manuels; au dix-neuvième siècle dans l'Italie d'avant l'unité, la plupart des professeurs sont encore tenus, pour des raisons politiques, à lire leurs cours rédigés *ne varietur* et dûment visés par les autorités. « Eh bien, déclare Giovanni Gentile, professeur, ai-je besoin de dire qu'aujourd'hui encore, beaucoup d'enseignements développent des traités et des manuels qui contiennent tout ce que le professeur enseigne? Ai-je besoin de découvrir la grande plaie de nos universités que sont aujourd'hui les *dispenses*¹, qui pour beaucoup d'enseignements ont pris la place des traités?... L'usage presque général des *dispenses* est la consécration et presque la reconnaissance officielle de l'inanité de l'enseignement universitaire réduit à la répétition orale d'une certaine matière, communicable, même aux absents. »

L'examen est le miroir de l'enseignement; à chaque diplôme correspond un nombre déterminé de notions fixées en soi,

1. Giovanni Gentile devant le Sénat, *Levana*, janvier-avril 1925, p. 19.

indépendantes de toute considération individuelle, ou plus simplement encore, c'est la répétition de notions récitées par le professeur et l'examen s'arrête précisément à l'endroit où s'est arrêté le cours.

Les universités italiennes ont besoin de liberté; la loi doit organiser le développement autonome de la science, ou mieux, le développement spontané de l'esprit qui, par la science et en elle, travaille à se former lui-même.

Aux défauts de cet enseignement universitaire, Giovanni Gentile, ministre, pense avoir trouvé des remèdes souverains par son nouveau système d'études et d'examens : cours publics, examens de groupe, examen d'État.

Désormais tous les cours universitaires sont publics (art. 48 du décret organique du 30 septembre); sont seuls exceptés les cours des privat-docents quand ceux-ci l'exigent, les exercices pratiques et travaux de laboratoire. Par cette mesure, le réformateur pense sans doute renouveler l'allure générale de l'enseignement supérieur, faire cesser la lecture de cours fixés depuis longtemps jusque dans leur expression, et lutter en particulier contre les célèbres *dispenses*.

Le groupement des matières pour les examens est une modification de détail d'un système préexistant. Les examens intérieurs des universités sont de deux sortes, intermédiaires ou « de profit », examen final de « laurea » ou doctorat. Le doctorat termine normalement le cours d'études universitaires, de quatre années pour le droit, les lettres par exemple. Mais pour présenter la thèse, qui sera discutée pendant une heure au plus et qui correspond à un de nos travaux en vue d'un bon diplôme d'études supérieures, il faut avoir subi toute une série d'examens de détail intermédiaires. C'est dans l'organisation de ces épreuves intermédiaires que réside l'une des réformes essentielles des études supérieures.

Sous l'ancien régime, chaque cours, qui, comme on l'a vu, a été « conseillé » à l'étudiant et que celui-ci doit suivre pour parvenir selon un programme minutieusement établi au terme de ses études, donne lieu à un examen *spécial*. L'examen porte, comme il a été dit, sur les matières exposées par le professeur; si pour une raison quelconque, le cours a été abrégé, l'examen est allégé d'autant; la manière étant ainsi bien délimitée, l'examen se réduit à une répétition automa-

tique de phrases entendues, ou lues sur les « dispenses ». La Commission royale faisant le procès de cette organisation¹ citait la parole du professeur-sénateur Villari : « Le présent système d'examen est des plus fallacieux et doit être changé. » Giovanni Gentile parlant devant le Conseil supérieur², annonçait sa volonté de libérer l'école de l'absurde tyrannie des cours spéciaux... « et de ces examens qui étaient, j'ose le dire, la honte de nos principes didactiques en honneur dans les universités, quand tout professeur prétendait que l'étudiant, pour être admis à continuer, devait se mettre en état de répéter tout ce que celui-ci avait dit pendant l'année, et ne se préoccupait que peu ou point du tout de la réalité de l'assimilation logiquement ordonnée, de la possession réelle de cette culture que les examens avaient pour but, chacun pour sa part et tous ensemble, de contrôler ». Ministre, Gentile veut supprimer ces « examens spéciaux », pour atteindre dans le même temps les « cours spéciaux » et limités qui les préparent.

Le décret du 30 septembre prévoit en son article 49 :

« Les examens sont de deux sortes : de profit, et de laurea ou de diplôme.

« Ceux de profit sont passés, dans toutes les facultés ou écoles, par groupes de matières.

« Le statut de chaque université ou institut supérieur déterminera pour chaque faculté ou école :

a) Le nombre minimum de matières auxquelles les étudiants doivent s'inscrire durant les années de cours prescrites pour arriver à la « laurea » ou au diplôme auxquels ils aspirent;

1. Notamment p. 312-313. La relation Ceci apporte un certain nombre de citations et de documents qui démontrent clairement et les inconvénients de l'ancien système et les intentions réformatrices des ministres et associations professionnelles.

Le ministre Baccelli dit à la Chambre le 18 mars 1899 : « Etudiant seulement pour passer l'examen, ils (les étudiants) font du tumulte pour avoir des vacances anticipées, et ainsi diminuer le volume des matières d'examen; dans ce but, ils sifflent les professeurs et les renvoient chez eux ; puis quand les professeurs reviennent, ils les applaudissent pour se les rendre favorables au moment de l'examen. »

Leonardo Bianchi déclarait aussi devant la Chambre : « Je prie le ministre d'abolir immédiatement les examens spéciaux. »

Dans le rapport pour le congrès universitaire tenu à Rome en 1912, l'Association universitaire écrit : « Les examens spéciaux prescrits pour les diverses matières d'enseignement offrent des inconvénients notables, qui, vu l'extrême spécialisation qui règne dans les disciplines, apparaissent chaque jour plus sensibles. »

2. *Levana*, septembre-octobre 1923, p. 437.

b) Le nombre et la modalité des examens de profit;

c) Les modalités de l'examen de « laurea » ou de « diplôme ».

Le règlement général universitaire précise encore les intentions du législateur. (Art. 80.) « Les examens de profit doivent être entendus de manière à donner la preuve de la maturité intellectuelle du candidat et de sa préparation organique dans le groupe de matières sur lequel porte l'examen, sans se limiter aux notions enseignées par les professeurs dans les cours auxquels l'étudiant a été inscrit. »

Il n'est point douteux que de telles mesures, judicieusement et libéralement¹ appliquées, ne soient de nature à approfondir la culture des étudiants, à leur faire acquérir des connaissances moins fragmentaires, moins fugitives, mieux coordonnées, à les habituer — selon le vœu du ministre devant le Conseil supérieur — à « considérer la préparation à la vie, qui se fait à l'université, avec ce même sérieux avec lequel leur vie devra être vécue ».

Ces mesures sont celles mêmes que préconisait la Commission royale. Elle voulait la réduction du nombre des épreuves préparatoires en cours d'études : « Les examens universitaires devront donc être peu nombreux, mais sérieux,

1. Ces principes étant établis, le régime des études et des examens varie grandement selon les universités.

A Rome règne l'indépendance. Si l'on consulte le règlement relatif aux études des lettres dans le statut de l'Université de Rome approuvé le 22 novembre 1924 (*Annuario* pour 1924-1925, p. 23 sqq.), on voit que l'étudiant organise librement la marche de ses études. On l'oblige seulement à s'inscrire chaque année à un certain nombre de cours (6 sur les 37 du programme régulier). Ce n'est qu'au cours de sa deuxième année d'études qu'il est tenu de déclarer dans quelle branche il se spécialise. Pour les examens dits de profit, trois épreuves sur cinq portent sur des « groupes » de matières; c'est la faculté qui sur le vu du programme suivi librement par le candidat constitue ces groupes. Il y a lieu toutefois de remarquer, que le groupement des matières, qui, en apparence est individuel, sera, dans beaucoup de cas, déterminé d'une façon assez rigide par l'existence d'écoles (nous les nommons instituts universitaires) existant à l'intérieur de la Faculté des lettres de Rome et qui constituent des groupes de matières préétablis : école de philologie classique, école de philologie moderne, école italienne d'archéologie, école orientale, école historico-géographique, école de perfectionnement pour l'histoire ancienne, école d'histoire de l'art figuré, école des études historico-religieuses, école de pédagogie, école de philosophie, école de géographie. Néanmoins la liberté est le principe inscrit au statut de l'université.

Ailleurs les règles restent rigides. A Pavie, par exemple (*Statuto*, art. 32-39, dans *Bolletino Ufficiale*, 9 décembre 1924, p. 2932-2935), la Faculté des lettres prescrit au choix deux cours d'études, lettres, philosophie et pour chacun, dès le début et jusqu'à la *laurea*, la marche même de ces études. Les groupes de matières (art. 36 et 37) sont rigoureusement fixés. On lit par exemple, dans la section lettres, parmi les cinq groupes établis : histoire moderne, géographie, paléographie; philosophie, histoire de la philosophie, pédagogie. La Faculté reste ici école, et, plus exactement, école préparatoire à l'enseignement dans les écoles moyennes.

conçus pour chasser de l'université les paresseux et les inaptes », et elle décidait dans son projet de loi que, pour être admis à passer l'examen final (laurea ou diplôme), il fallait « avoir été inscrit pendant un nombre déterminé d'années aux cours prescrits par les facultés » et donné les preuves de « profit » fixées par les règlements, étant bien entendu que ces preuves ne devraient plus être les anciens examens spéciaux, mais des « épreuves d'ensemble, qui permettent de démontrer la maturité du candidat » (*Relazione*, p. 320).

Si l'on cherche à définir le système d'examens institué dans les universités italiennes par la loi nouvelle, on peut conclure qu'il est libéral d'intention, mais non point assuré de l'avenir ou même de simple réalisation. Les examens « de profit » prescrits par la loi actuelle peuvent continuer à donner un caractère scolaire aux études universitaires. Les professeurs maîtres du régime des examens peuvent être tentés — par esprit de système, par attachement à un corps de doctrines — de réintroduire dans l'organisation universitaire des examens spéciaux, limités à un cours donné, qui avaient été condamnés si âprement par les critiques de l'université italienne. Le réformateur a fait confiance aux facultés pour la réorganisation des études — comme il voulait les charger à peu près souverainement de leur propre recrutement.

Gentile voulait « confier entièrement aux professeurs le destin de l'université »; on a pris l'habitude dans le passé d'attribuer la plupart des maux qui affligent l'école aux autorités, aux lois, aux règlements, aux ministres et directeurs généraux. « L'Université sera désormais entièrement entre les mains des professeurs » (Conseil supérieur du 16 novembre 1923). Après huit mois d'expérience, devant le même Conseil supérieur (24 juillet 1924), le successeur de Gentile, comte Alessandro Casati, notait, à propos des statuts élaborés par les universités et soumis à l'examen du Conseil, « l'antithèse entre la maturité et l'autonomie que suppose la loi et la situation de fait uniquement inspirée par le vieux traditionalisme... l'impossibilité de sortir du type archaïque des quatre facultés... l'attachement tenace à la vieille structure universitaire modelée sur un type uni-

forme d'enseignement et d'examen final, répartis dans les cadres traditionnels » (*Levana*, mai-août 1924, p. 424).

Cette liberté que la réforme donnait aux facultés avait toutefois un contrepoids dans une institution toute nouvelle dans l'enseignement supérieur italien : l'examen d'État. Son nom indique son origine : c'est le *Staatsexamen* transplanté de la patrie d'Hegel dans la terre d'Italie.

Jusqu'ici, le terme des études universitaires en Italie — comme en Allemagne d'ailleurs — est la laurea, qui confère le titre de docteur. Le docteur est celui qui a fait des études supérieures : le doctorat, acquis à la suite d'un travail scientifique de dimensions restreintes — est la preuve d'une aptitude à la recherche personnelle. Il est la consécration des études universitaires. La réforme conserve l'épreuve et le titre, ce titre qui socialement a presque autant d'importance en Italie qu'en Allemagne ou aux États-Unis — ce doctorat d'université qui entre si difficilement en France dans le cadre des études et dans les mœurs.

Mais le but des études supérieures n'est pas uniquement de former des esprits aptes à la recherche scientifique ; l'Université a dans l'État la mission de préparer à l'exercice des professions libérales. L'État donne à ceux qui exercent ces professions un privilège, les garantit¹ contre la concurrence de toute personne dépourvue de titres. Il a donc le devoir et le droit de contrôler l'exercice de ces professions,

1. Le rapport Fusinato dont on a vu plus haut l'occasion et l'importance, examinait avec un soin particulier cette question qui domine à la vérité, le régime des études et des examens dans tout système universitaire (*Relazione*, p. 18) :

« La réforme fondamentale consistera à ôter à l'université la fonction de conférer des grades pour l'exercice des professions. Tant que l'on confèrera à l'université la préparation immédiate et directe aux carrières, elle ne pourra assumer le caractère d'institut scientifique qui est le sien propre. Et d'autre part, si l'on reconnaît aux universités le caractère d'institut scientifique, il est contradictoire de leur confier la collation des grades. Dans la séparation des deux fonctions, la Commission voit une des dispositions les plus heureuses de ce projet de loi (projet Baccelli) et y trouve, à sa grande satisfaction, la déclaration implicite et théorique de l'essence vitale de l'université. En effet, l'université comme institut scientifique, ne peut conférer que des grades scientifiques et ce titre de haute culture qu'est la laurea doctorale. La collation des grades professionnels dépasse les fonctions académiques. C'est une fonction de tutelle sociale et une garantie que l'État donne aux citoyens pour la sécurité de leur vie ou de leurs biens. Ce qui est en jeu ici, ce n'est plus une question de liberté scientifique, mais un intérêt social, qui est la raison d'être même de l'État. C'est une fonction publique, dont l'État ne peut ni ne doit transmettre l'exercice à un corps scientifique. C'est ainsi que naît l'idée d'examen d'État et c'est dans ces principes qu'il trouve sa justification rationnelle. La formule « l'université enseigne et l'État fait passer l'examen » représente l'extrême application logique de cet ordre d'idées. »

de protéger le public dans sa personne et dans ses biens. A côté des examens « intérieurs » de l'université, jusqu'au doctorat inclus, le réformateur entend créer des examens d'État à l'entrée de toutes les professions.

L'ancien régime italien avait un embryon d'examen d'État pour les professions de « procureur » et d'avocat. Le projet de loi Baccelli l'étendait à toutes les professions. La Commission royale de 1910 l'établissait aussi¹, après une vive discussion, « par trois votes favorables, trois contraires et deux abstentions ».

La loi Gentile l'impose² par son article 5 : « L'habilitation à l'exercice professionnel est conférée à la suite d'examens d'État, auxquels sont admis seulement ceux qui auront obtenu, auprès des universités et instituts énumérés à l'article 1^{er} — la laurea ou le diplôme correspondant. »

Les Universités énumérées à l'article IV sont les trois catégories précitées : Universités publiques de type A, de type B, Universités et Instituts libres. L'examen d'État est donc, dans la pensée du législateur, la garantie donnée au public dont parlait le rapport Fusinato; mais c'est aussi le contrôle de l'État sur tout l'enseignement supérieur, libre ou officiel, le contrôle des Facultés rendues autonomes.

1. Relation Ceci, p. 332.

2. L'exécution de la loi a été lente. Les premiers examens d'État ont lieu à la fin de l'année 1925, prescrits par l'ordonnance ministérielle du 3 septembre 1925 (*Bolletino Ufficiale*, du 8 septembre, p. 3271); voici les principales dispositions officielles qui ont successivement réglé cette difficile exécution :

Le décret royal du 31 décembre 1923, n° 2909 (*Bolletino Ufficiale* du 29 janvier 1924, p. 155), donne les normes générales et énumère les professions pour lesquelles l'examen est prescrit : procureur légal, avocat, notaire, médecin-chirurgien, dentiste, vétérinaire, pharmacien, ingénieur, architecte, chimiste.

Le décret royal du 4 mai 1925, n° 876 (*Bolletino Ufficiale* du 23 juin 1925, p. 2494), ajoutera à ces professions celles qui dépendent du ministère de l'Economie nationale et donnera en même temps les règles de l'examen pour les professions d'agriculture, de vétérinaire et d'expert forestier.

Enfin, deux décrets essentiels, remplaçant d'autres dispositions qui n'ont eu qu'une valeur temporaire (25 septembre 1924, 29 juin 1924, 15 janvier 1925), réglementent les examens qui dépendent directement du ministère de l'Instruction publique : le décret du 2 avril 1925, n° 404, pour les professions juridiques, celui du 16 juillet 1925, n° 1415, pour les professions médicales et scientifiques.

Le principe de tous ces règlements est le même : l'examen a lieu en règle générale en novembre, lorsque sont définitifs les résultats des études universitaires; le siège des examens ce sont les universités d'État; les commissions comprennent de cinq à sept membres dont les trois quarts en général sont pris parmi les professeurs universitaires auxquels on adjoint un ou plusieurs fonctionnaires ou représentants des professions correspondantes.

L'inscription à la première session d'examen doit se faire avant le 15 novembre 1925.

Et c'est plus encore, si l'on se reporte à la discussion du Sénat où Gentile défendit sa réforme. « J'ai cru, disait le ministre (*Levana*, janvier-avril 1925, p. 22), j'ai donc cru, en introduisant dans nos institutions l'examen d'État, qu'on pourrait enfin réaliser l'antique conception d'une libre docence rétribuée directement par les étudiants, qui ne s'adressent aux privat-docents que si les privat-docents leur fournissent un travail dont ils sentent l'utilité et qu'ils peuvent apprécier. Mais si les étudiants, à côté du professeur officiel, trouvent un professeur libre, homme de valeur, avisé, heureusement doué pour l'enseignement, et qui prépare mieux que les cours du professeur titulaire de la même matière à ces examens qu'ils devront nécessairement passer pour entrer ensuite dans une carrière pratique, nous pouvons être certains qu'ils iront au privat-docent et qu'ils paieront. »

Avec l'examen d'État, nous voyons donc en quoi consiste la doctrine gentilienne de la liberté de l'enseignement supérieur c'est donner aux Universités d'État la plus large autonomie, susciter par l'extension de cette liberté aux organismes privés une active concurrence, développer au sein des Universités l'esprit de libre recherche et l'indépendance, notamment par la libre docence ; inviter l'étudiant à l'étude autonome, créer une vie intense et diverse, dans une pleine autonomie et une pleine responsabilité, mais réserver d'autre part les droits de l'État. Ces droits, on l'a vu, sont garantis par le serment imposé aux professeurs, par la nomination des recteurs et des doyens. Le contrôle suprême est l'examen d'État, qui protège le public comme le voulait Fusinato, mais aussi donne la mesure des études, unifie les résultats. Tel est ce système de contrepois, et de liberté maintenue dans d'exactes limites.

5. Les Instituts supérieurs du magistère

L'Italie d'avant 1923 possédait deux Instituts originaux, à objectifs limités, dénommés Instituts supérieurs du magistère. Ouverts seulement aux femmes, ils admettaient les meilleures des élèves issues des écoles normales primaires et leur permettaient de faire une carrière réduite dans l'enseignement secondaire féminin, en les préparant à l'enseignement de

l'italien, de l'histoire et géographie et de la pédagogie. C'étaient les Instituts de Florence et de Rome.

La réforme qui n'a laissé aucune école, humble ou haute, partie d'un vaste ensemble ou isolée, en dehors de son action novatrice, a profondément transformé ces Instituts. La Commission royale de 1910 n'avait pas cru devoir exprimer sur eux un avis (p. 397 de la *Relazione*).

Créés par le ministre De Sanctis par décret royal du 16 décembre 1878, converti en loi le 25 juin 1882, les Instituts de Florence et de Rome avaient pour objet premier « d'obvier à un grand inconvénient de cette époque : le manque de cours de culture universitaire et d'école normale supérieure accessibles aux femmes, puisqu'on ne voulait pas alors entendre parler de coéducation... La raison qui les a fait créer ayant disparu, puisque depuis longtemps tous les ordres d'enseignement sont ouverts aux femmes, ces Instituts devaient être abolis », écrivait en 1917 Ernesto Codignola¹, actuellement directeur d'un de ces Instituts transformés.

Ces Instituts avaient subsisté pour la raison même qui avait fait créer, à côté d'un certain nombre d'Universités, les Écoles pédagogiques à l'usage des instituteurs : pour ouvrir aux primaires, à côté de l'enseignement universitaire régulier, un accès, encore modeste, mais auxquels ils tenaient vivement², aux études supérieures. L'accès des primaires aux Universités, cette question si européenne, on peut le dire, si ardemment discutée dans des pays comme l'Allemagne et la France — totalement inconnue dans les Amériques — avait fait l'objet de vives controverses en Italie. La réforme Gentile la tranche par la transformation des Instituts du magistère.

Trois actes essentiels marquent la politique de l'ère nouvelle à l'égard des Instituts primaires supérieurs : en 1923, leur transformation ; en 1924, la création d'un troisième à Messine ; en 1925, la reconnaissance de deux Instituts libres de même nature à Milan et à Turin.

1. Ernesto Codignola, la *Riforma della cultura magistrale*, Catania, Battiato, 1917. p. 108-109.

2. « Une raison sérieuse existe à mon avis, pour laquelle il convient d'avoir une institution spéciale, qui permette aux maîtres élémentaires d'avancer dans la carrière de l'enseignement, en les préparant à occuper des chaires même dans les écoles moyennes et particulièrement dans les écoles techniques et normales. » Vitore Rava, dans *Diritti della Scuola*, 14 mars 1915.

Leur transformation est un des premiers actes du ministre Gentile ; elle précède toute la législation des trois degrés de l'enseignement. Par un décret en date du 13 mars 1923, n° 736 (*Bolletino Ufficiale* du 26 avril 1923, pp. 1385-1391), les Instituts du magistère reçoivent « fonction et rang d'Instituts universitaires ».

Comme par le passé, ils s'ouvrent aux diplômés des écoles normales primaires ; la première nouveauté, c'est qu'ils cessent d'être féminins pour devenir mixtes. En même temps, ils sont destinés à être les seuls établissements d'enseignement supérieur accessibles aux maîtres primaires, puisque l'article 18 déclare : « Les cours de perfectionnement¹ pour les diplômés des écoles normales institués par la loi du 24 décembre 1904, n° 689, sont supprimés à partir de l'année scolaire 1923-1924. »

Les nouveaux instituts ont trois destinations parallèles. Ils préparent à l'enseignement de l'italien et du latin dans les écoles moyennes du degré inférieur, ainsi qu'à l'enseignement de l'histoire et géographie dans lesdites écoles et dans les écoles normales. — Ils préparent les professeurs de pédagogie et philosophie pour les écoles normales, et les inspecteurs primaires. — Ils préparent, enfin, au diplôme de directeur didactique.

1. Le sénateur Credaro devait consacrer dans la revue qu'il dirige, *Rivista Pedagogica*, de décembre 1923 (p. 672), un long article d'éloge funèbre à ces cours de perfectionnement, plus connus sous le nom d'écoles pédagogiques. Elles existaient auprès de treize facultés des lettres. Credaro rappelle les circonstances de leur fondation par le ministre Orlando, les paroles affectueusement éloquentes que leur consacrait Giosuè Carducci en 1885, sur la tombe de Pietro Siciliani, le maître vénéré de l'école pédagogique de Bologne. Il montre la ferveur des maîtres primaires admis à participer à la vie supérieure de l'esprit dans les cours universitaires.

Trois sortes d'auditeurs se rencontraient dans ces cours : « Instituteurs sortant diplômés des écoles normales primaires, qui n'avaient pu ou voulu trouver un poste, la plupart du temps, jeunes filles appartenant à des familles fixées dans les villes universitaires où existaient précisément ces cours, — maîtres déjà en fonction dans ces mêmes cités ; — maîtres ruraux avec plus ou moins, parfois avec un grand nombre d'années de service. »

Luigi Credaro, ancien ministre de l'Instruction publique et pendant de longues années, professeur à l'école de perfectionnement de l'Université de Rome, exprime son regret de la disparition de ces cours « qui ont donné à l'enseignement élémentaire et populaire national, dans leurs vingt années d'existence, un noyau de fonctionnaires excellents, qui ont imprimé à l'école du peuple une impulsion nouvelle ».

Un autre professeur célèbre, — l'auteur d'ouvrages classiques de pédagogie, — Giovanni Vidari, exprimait dans les *Diritti della Scuola*, du 6 mai 1923, un regret semblable : « J'envoie un dernier salut à mes disciples de Pavie et de Turin, qui m'ont toujours suivi avec tant de diligence, qui m'ont donné si fréquemment les preuves d'un esprit vif et curieux, d'aspirations nobles, de conscience éducative à la fois active et sérieuse. »

On les définirait assez bien en les comparant en France à nos écoles normales supérieures d'enseignement primaire de Saint-Cloud ou de Fontenay-aux-Roses, tout en remarquant cependant : qu'ils réunissent chacun dans le même institut les étudiants des deux sexes et sont chacun, à la fois, Saint-Cloud et Fontenay ; qu'ils ne comprennent que la section littéraire de ces écoles normales supérieures françaises. Mais, comme ces mêmes écoles, ils ont un concours d'entrée ouvert aux maîtres primaires ; comme elles, ils préparent les professeurs au degré primaire supérieur et normal (car les écoles moyennes du degré inférieur en Italie sont assez semblables à nos écoles primaires supérieures) ; comme elles, enfin, d'après l'intention de leurs fondateurs et d'après les réalisations tardives et récentes qui ont créé chez nous les troisièmes années pour préparer à l'inspection et à la direction des écoles normales, les instituts italiens ont la mission de fournir les cadres administratifs de l'enseignement primaire.

Une différence essentielle dans les programmes est l'importance donnée au latin dans les instituts italiens. Une autre est le caractère d'enseignement supérieur que la loi nouvelle a voulu donner exclusivement aux instituts d'Italie. Enfin, l'on reconnaît dans l'équivalence accordée à deux établissements libres¹ l'application systématique d'une idée chère aux réformateurs : la concurrence par la liberté de l'enseignement.

La conception générale des instituts nouveaux est une application des principes essentiels de l'« idéalisme absolu ». Fermer les universités aux maîtres primaires, leur ouvrir deux, puis trois² établissements spéciaux où la voie est tracée dès l'entrée par l'autorité, c'est mettre fin à des aspirations « démocratiques » à une carrière supérieure, trop différente de celle qu'avaient préparée les études primaires ; c'est limiter, avec les ambitions, les chances d'insuccès et de mécontentement. C'est remettre chacun à sa place, dans le cadre normal de son activité, en interdisant les visées ambitieuses et décevantes. D'autres ont pu trouver qu'il y avait un intérêt national à susciter des efforts, à appeler un grand nombre

1. Milan et Turin.

2. Création de l'Institut supérieur du magistère de Messine.

à la haute culture, à ne retenir que ceux qui, après expérience, donnaient des preuves manifestes de leur aptitude à l'assimiler. Le réformateur, plus préoccupé de l'ordre social et du maintien de l'autorité, met un terme aux aspirations du grand nombre, clôt pour un temps en Italie, par une décision sans appel, la vieille question de l'admission des instituteurs à l'Université.

Dans le même temps, l'Université allemande leur ouvre ses portes.

CONCLUSIONS

Dans son livre sur la *Décadence de l'Occident*, dont, comme on sait, la première rédaction date d'avant-guerre, Spengler annonce des changements profonds dans la vie des États : les partis et les programmes ont, au cours du dix-neuvième siècle, déterminé la marche des événements; le vingtième siècle verra s'accomplir une transformation décisive : les peuples se donneront à un maître, à un guide qui se sera acquis parmi ses concitoyens, par la force de sa personnalité, une situation d'exception. Les institutions, les actes de gouvernement ne seront plus régis par des principes abstraits, mais par la volonté d'un seul¹ agissant en pleine indépendance de jugement. Les théories démocratiques ont vécu : le peuple se soumettra à la volonté du plus fort.

Quelles que soient les applications particulières que l'on puisse faire de cette théorie pour apprécier tels ou tels événements survenus après la guerre dans quelques pays d'Europe, notamment dans la région méditerranéenne, il nous paraît plus prudent de considérer l'œuvre de Spengler, non pas du point de vue très incertain de sa valeur prophétique, mais comme document d'une tendance permanente de l'âme humaine, qui s'est manifestée à l'époque actuelle avec une force singulière.

Pour placer les événements d'Italie et la réforme scolaire qui les accompagne dans leur véritable cadre, il faut donc se rendre compte, tout d'abord du malaise général assez répandu dans l'Europe occidentale, après cent années de théories et cinquante ans de pratique des institutions démocratiques, et, d'autre part, de cette sorte de messianisme, attente d'évène-

1. C'est la période du *Césarisme*, deuxième stade de l'« hiver de la culture » ou « civilisation ». « Les nations tendent à se résorber dans un *Imperium* qui dirige despotiquement des masses amorphes. » La culture occidentale à son déclin va se donner des empereurs, présidents ou dictateurs, tels que furent au déclin du monde antique César ou Tibère. Cf. André Fauconnet, *Oswald Spengler*, Paris, Alcan, 1925, p. 132.

ments de portée incalculable, qui, à la même époque, chez plus d'un peuple s'accompagnent d'une espérance plus ou moins précise dans la venue d'un rédempteur. L'ouvrage de Spengler donne une forme philosophique à ce qui fut l'aspiration instinctive des masses dans les périodes obscures, actuellement dans la douloureuse période de la guerre et de l'après-guerre.

Pour demeurer dans le cycle de faits très limité qui est l'objet du présent travail, la réforme scolaire en Italie, il est hors de doute que l'invocation d'une personnalité forte, d'un sauveur de l'école italienne, a été le vœu commun de la plupart des spécialistes ou des amis de l'école, quel que fût leur parti ou leur fonction. On a vu dans le corps de cet ouvrage les lenteurs ou, pour mieux dire, les impossibilités de toute réforme profonde. Il n'est pas inutile de résumer ici cette situation et de préciser cet état d'esprit proprement messianique, en citant des auteurs particulièrement autorisés.

Le témoignage le plus frappant nous paraît être celui d'un juriste éminent, sénateur d'Italie, président du Conseil d'État, Giuseppe Saredo, qui, formulant des conclusions générales à la fin de ses six volumes sur la législation scolaire italienne, exprimait en 1901 « sa surprise douloureuse à voir l'impuissance du Parlement en matière d'instruction publique ». Il notait que la loi de 1859, « fille des pleins pouvoirs », avait été étendue à l'ensemble de l'Italie « non par les suffrages du Parlement, mais par des décrets dictatoriaux, pris à l'aube de la formation du royaume ». Mais après ce début dictatorial, presque tous les projets de loi que l'on peut citer ou résumer, doivent se terminer par ces mots : « Le projet n'eut pas suite » et « la plupart d'entre eux n'eut pas l'honneur d'un rapport au Sénat ou à la Chambre. On dirait que les choses de l'instruction publique ont le privilège d'exciter les passions où les préoccupations de tous les partis, qui ne pouvant s'accorder sur une action, s'accordent pour empêcher toute action : la conclusion est qu'on attend encore une bonne loi réformant les diverses branches de l'enseignement, de manière à mettre la loi de 1859 en harmonie avec les nécessités du pays ».

Le grand ouvrage juridique se termine par ces mots : « De

toutes les branches de la chose publique, c'est l'enseignement qui a besoin des réformes les plus profondes : la forêt sauvage, âpre et profonde des décrets, règlements et circulaires suffit pour en démontrer la situation déplorable; et je finis par un vœu : que vienne enfin le ministre qui, convaincu de l'impérieuse nécessité d'agir, inspiré par une noble ambition, mette la main à l'œuvre et puisse dire ensuite en quittant le pouvoir avec un légitime orgueil : *Exegi monumentum.* »

En 1908, Galletti et Salvemini (*La riforma della Scuola*, p. 456) demandaient pour la réforme de l'école moyenne une dérogation à l'article 55 de la Constitution italienne qui prescrit que les projets de loi soient discutés et votés par les deux Chambres, article par article : les principes ayant été votés, le Parlement donnerait au gouvernement une délégation de pouvoirs pour accomplir la réforme. Les auteurs — dont l'un vit actuellement exilé à l'étranger, par haine du régime en vigueur dans son pays, — proposaient en somme, pour la réforme de l'enseignement secondaire des pleins pouvoirs limités.

Et c'est cette proposition que reprenait le rapporteur de la Commission royale pour la réforme de l'enseignement supérieur en 1914 (*Relazione Ceci*, p. 24), en invoquant la personnalité vigoureuse faite d'énergie surhumaine qui réaliserait enfin le vœu des meilleurs : « Au ministre qui se vouera à l'ambition haute et généreuse de placer, enfin, après cinquante années d'attente, nos universités sur les bases qu'elles méritent, doit revenir le jugement définitif sur la méthode de la réforme. Dans le choix même de cette méthode, il faut une énergie invincible. Mais c'est aussi des œuvres terrestres que l'on peut dire ce que saint Paul affirma pour la conquête du ciel : *Violenti rapiunt illud*. Le succès est la récompense de l'énergie. »

Un esprit généreux, Auguste Osimo, qui se plut à rester pendant toutes les tourmentes au-dessus de la mêlée, à un « poste d'observation et de travail », appelait dans sa *Cultura popolare* de juin 1922 — et ce fut un de ses derniers articles — un dictateur moral temporaire pour la régénération du pays : « Point de l'action fragmentaire de tous les ministres actuels : l'action unitaire animatrice, stimulatrice, coordina-

trice d'un ministère nouveau, ou mieux, d'un commissaire temporaire de la reconstruction morale du pays à côté du commissariat pour la reconstruction des biens matériels; centre de propulsion d'une foi ardente affirmant et signifiant par son existence même la volonté de l'Italie de se renouveler elle-même, de préparer avec une paix immédiate à l'intérieur et à l'extérieur les bases d'une vie civile plus haute et d'une fraternité plus répandue; centre d'action sans catégories fixes de fonctionnaires, sans rouages bureaucratiques, sans budget... accueillant les hommes de foi qui se sont montrés aptes à l'action; chargé de signaler aux ministères ordinaires les besoins à satisfaire, les moyens nécessaires; constructeur d'œuvres nouvelles tendant à cette rénovation que le pays et les classes laborieuses réclament et méritent. »

A entendre ces voix venues de tous les horizons politiques qui demandent, pour sortir d'une situation inextricable, des mesures d'exception, un effort surhumain, on comprend mieux l'état d'âme et l'attitude d'un réformateur italien; on comprend qu'un homme soit venu, qui a pensé sincèrement qu'il devait se dévouer pour la chose publique, qu'il était de son devoir impérieux d'assumer la mission de rénovateur de l'école italienne. On a pu reprocher à Gentile et à ses fidèles leur mystique, leur attitude hiératique, le secret de leurs délibérations et la grandiloquence de leurs communiqués, leur impatience de toute critique et les fureurs sacrées de leurs adeptes contre les hérétiques. Ces aspects — d'ailleurs secondaires — d'une réforme qui s'impose par son contenu plus que par ses manifestations, ne sont pas simplement les exagérations d'une poignée de novateurs longtemps confinés dans une obscure opposition et qu'un coup de fortune porte au pouvoir; ils répondent à l'essence même de la réforme, à son caractère de rédemption longuement espérée à travers des déceptions sans cesse renouvelées, et pour irritant qu'il ait été et insupportable aux anciens partis de la majorité, ce messianisme pédagogique s'explique par toute une période d'attente impatiente et d'ardent espoir.

Au terme même de la discussion du Sénat où Giovanni Gentile eut à soutenir sa réforme, le fin juriste qu'est Vittorio Scialoja se leva pour demander : « Mais, honorable Gentile, si toutes ces idées étaient dans l'air et si l'on n'en

faisait rien, comment ne vous êtes-vous pas aperçu que ce n'étaient que de belles idées, trop belles pour être traduites en action ? » Il semble bien que dans cette question subtile, d'une part, et d'autre part dans l'action résolue et brutale de Gentile, il y ait plus qu'une opposition de deux anciens ministres de l'Instruction publique. Il y a là deux Italies, l'ancienne et la nouvelle : d'un côté, scepticisme élégant, culture raffinée, pensée déliée, dilettantisme, c'est l'état d'esprit qui a produit ces projets de loi ingénieux auxquels « aucune suite ne fut donnée » ; de l'autre, une foi robuste, une doctrine arrêtée, une volonté intransigeante, la volonté au service de la doctrine. Et dans cette Italie nouvelle qui se lève, dans le puissant corps de doctrine qui s'impose, dans les ardentes paroles de foi et d'autorité qui ont retenti dans la péninsule, il n'est point malaisé de distinguer une inspiration étrangère, de reconnaître des accents venus d'au delà des Alpes.

On citait plus haut l'œuvre de Spengler : plus encore que le signe d'une époque, c'est un document qui caractérise un peuple ; elle porte au plus haut point le caractère d'une création germanique. La décadence de l'Occident, le retour aux « despoties » primitives, c'est l'œuvre d'un peuple créateur de mythes, constructeur de systèmes de l'histoire naturelle, de systèmes du monde, c'est aussi la dernière en date des manifestations du romantisme allemand par l'exaltation du moi collectif ; c'est, enfin, une création purement germanique par son culte de l'autorité et de la force, par cette conception du surhomme que l'Allemagne, au temps de Goethe ¹, inspire à l'Écossais Carlyle et qu'elle produisit elle-même plus tard avec Nietzsche.

L'œuvre purement académique de Spengler et l'action vigoureuse de Gentile puisent leur inspiration aux mêmes sources. Débarrassé de son appareil dialectique, l'idéalisme absolu de Giovanni Gentile est avant tout une doctrine politique : comme chez son maître Hegel, l'État est pour lui la

1. Sur les emprunts de Spengler à Goethe, on a les déclarations de Spengler lui-même : Introduction au Déclin de l'Occident I, p. 69, note 1 ; on a surtout les commentaires et rapprochements du livre d'André Fauconnet, sur la « genèse de la méthode », l'homme « apollinien » et l'homme « faustien », sur la conception « faustienne » de la civilisation occidentale de type germanique, sur la réalisation du « mythe faustien » qui sera la mission du peuple germanique. *Op cit.*, *passim*.

représentation la plus parfaite de l'idée, *die Wirklichkeit der sittlichen Idee*, un *Irdisch-Göttliches*. C'est dans la volonté collective de former un État que se fondent toutes les libertés individuelles et toutes les aspirations dirigeantes. Et c'est dans la notion de l'État que résident toutes les notions « secondaires » qui sont les idées directrices d'un peuple : religion, moralité, patrie.

La conception d'une réalité de la volonté collective, la foi mystique dans cette autorité suprême, tel est le legs de l'idéalisme allemand à l'Italie nouvelle, qui trouve d'autre part dans son propre fonds la notion latente et depuis des siècles inopérante de l'*imperium* latin. La notion romaine, purement juridique, est ainsi vivifiée par le mysticisme allemand hiérarchique et discipliné.

Tel est, on l'a vu, le caractère dominant de la réforme Gentile : le rétablissement de l'ordre à tous les degrés, la suppression de toutes les garanties démocratiques, l'autorité de l'État imposée par la nomination à tous les emplois principaux, même des conseillers et fonctionnaires jusque-là choisis par leurs pairs, un système rigoureux d'examens contrôlant par les soins de l'État les élèves au cours et à la fin de leurs études, les maîtres aux moments décisifs de leur carrière, en un mot tout un réseau étroit de prescriptions pour faire régner partout un ordre exact au nom de la volonté collective.

On peut être surpris cependant de l'importance que le législateur a voulu attribuer dans tous les points de sa vaste réforme à l'initiative individuelle. D'après critiques se sont élevées, notamment dans le camp de l'opposition démocratique, contre cette liberté de l'enseignement que les « idéalistes » avaient inscrite en tête de leur programme. Qu'est-ce donc que cette liberté et quel rôle joue-t-elle dans l'économie générale de la réforme ? « L'existence objective de la liberté réside dans l'État. Et ainsi l'école est dans l'État, qu'elle soit entretenue par lui-même, ou par des corps constitués ou des individualités privées ; car corps constitués et individualités privées, quand ils sont reconnus par la loi et maintenus, dans l'exercice de leur activité, entre les limites prescrites par les lois, sont eux-mêmes des organes indirects de l'État, auxquels celui-ci, pour arriver plus complètement à ses

propres fins, commet et délègue une part de sa propre activité. »

Ainsi donc liberté, autonomie, spontanéité sont des moyens employés par l'État pour obtenir un meilleur rendement de toutes les énergies, de toutes les institutions.

La pédagogie idéaliste demandant qu'une large place soit faite à la spontanéité des élèves; à l'école primaire, la tradition locale, le dialecte, le dessin libre, la composition libre; dans l'enseignement secondaire, l'étude directe des maîtres de la pensée, l'effort pour parvenir à une conception personnelle des problèmes actuels ou des problèmes philosophiques de la pensée; la liberté d'apprendre et d'enseigner inscrite dans le statut de l'enseignement supérieur; facultés, instituts, universités, invités à se donner leurs règles propres, à trouver des formes de vie individualisées, à s'adapter au milieu local et à se spécialiser; la liberté de l'enseignement inscrite dans la charte de l'école italienne à tous les degrés; les écoles privées invitées à rivaliser avec l'école publique; l'initiative privée appelée à suppléer l'État dans sa lutte contre l'ignorance, à prendre sa place dans les régions appauvries où l'action de l'État est trop onéreuse, ou jusqu'ici inopérante: toutes ces prescriptions qu'il peut paraître au premier abord arbitraire de réunir et qui semblent faire disparate sont, au fond, les aspects d'une même pensée.

La liberté, telle que la conçoit le réformateur, n'est pas un droit naturel, un attribut individuel. Comme il le disait lui-même, elle n'existe que dans l'État et par l'État. L'État suscite les activités individuelles, mais ne leur laisse qu'un jeu limité et il les suscite en fin d'analyse, non pour leur bien individuel, mais pour son propre bénéfice. Si donc la liberté de l'enseignement concédée par les lois nouvelles apparaît à certains esprits comme grosse de dangers, c'est sans doute que par delà l'époque actuelle, où l'autorité de l'État est maintenue jusque dans l'enseignement libre, ils entrevoient la possibilité de régimes moins autoritaires, où l'enseignement privé et notamment confessionnel tirerait des avantages dangereux des franchises obtenues.

Et cette considération nous amène à la question qu'il est difficile d'éluder, mais à peu près impossible de résoudre: les chances de durée de la réforme.

Nulle réforme n'a été attendue avec tant d'impatience, nulle n'a été attaquée après sa réalisation avec plus de véhémence. Le réformateur atteignait trop de situations acquises, troublait trop d'habitudes invétérées, inquiétait maîtres, parents, élèves, supprimant ici des écoles, créant là des formes nouvelles d'enseignement, bouleversant les programmes et imposant à tous le régime sévère des examens. On sait que l'opposition crut un instant que la réforme scolaire suffirait à elle seule à amener en Italie, vis-à-vis du régime qui l'avait soutenue, une désaffection générale. Mais l'espoir était vain et l'action personnelle du dictateur fit accepter partout « la plus fasciste des réformes ». Depuis, à chaque crise intérieure du parti au pouvoir, un espoir nouveau a animé les oppositions. Mais les deux successeurs de Giovanni Gentile à la Minerva, le comte Alessandro Casati, « le chaste gardien de la réforme », comme l'appelle au Sénat Vittorio Scialoja, et Pietro Fedele ont affirmé leur volonté et d'apporter à l'œuvre de réforme les retouches de détail que l'expérience a démontrées indispensables et de garder intact le plan général et la presque totalité de ses dispositions. Une seule satisfaction un peu importante a été donnée jusqu'à ce jour aux critiques de la réforme : la nomination des professeurs universitaires a été remaniée, comme on l'a vu, en tenant compte des vœux exprimés par les cinquante et un membres du Sénat et professeurs d'Université qui avaient pris comme porte-parole Luigi Credaro.

La réforme Gentile s'impose à nous par son étendue et sa complexité. Elle force l'admiration, ou plus exactement peut-être l'étonnement, par la rapidité avec laquelle elle a été menée. Elle est l'œuvre cohérente, rigoureusement enchaînée et coordonnée dans toutes ses parties, d'un doctrinaire, d'un philosophe. Dans la plupart de ses détails, elle est l'aboutissement d'un long travail d'élaboration poursuivi pendant soixante ans dans les discussions parlementaires de projets de loi dans les assemblées professionnelles, les commissions spéciales nommées par le ministre pour préparer des réformes. Elle achève, complète, systématise sur un grand nombre de points l'œuvre inaugurée pour le royaume de Sardaigne seulement par Gabrio Casati en 1859, donne une existence légale nettement définie à toutes les institutions scolaires et met

fin à des controverses juridiques sans cesse renaissantes. Elle rend aux études leur sérieux, restaure à tous les degrés une rigoureuse discipline, favorise le progrès de l'instruction, de la culture, de la science. Ce sont des bienfaits évidents qui, après une période de transition forcément pénible, lui assureront l'adhésion du plus grand nombre.

Reste l'esprit même de la réforme, ce qui, par delà les dispositions de détail et l'organisation générale des ordres d'enseignement, est l'apport propre d'une école, la doctrine d'un parti, la conception personnelle aussi d'un philosophe. L'essence de la réforme Gentile, que l'on a essayé de définir au début de ces conclusions, cet idéalisme mystique et autoritaire dont on a cherché à préciser les affinités germaniques, semble au premier abord l'élément le plus fragile. Elle en est, pour le peuple italien et pour les voisins de ce peuple, la partie essentielle. Eduquer un peuple de quarante millions d'âmes dans une stricte discipline, essayer de donner aux provinces italiennes, si longtemps dispersées sous des gouvernements médiocres, la religion de l'autorité, de l'État, de la patrie ; infuser à ces Latins ardents et tumultueux une discipline qui puise ses inspirations aux sources qui formèrent la Prusse d'après Iéna et l'Allemagne contemporaine, ce sont là des entreprises dignes de fixer notre attention. Elles intéressent à juste titre l'historien des doctrines philosophiques, curieux d'en suivre les variations et les filiations lointaines. Elles retiendront peut-être plus encore l'attention du politique, soucieux des résultats que peut donner chez un peuple jeune, plein d'une vitalité extraordinaire, doué d'une force d'expansion sans égale actuellement en Europe, une éducation rigoureuse, disciplinée et dont le principal effort est de mettre toutes les énergies, tous les cœurs, toutes les volontés au service de l'État.

La loi Gabrio Casati fermait l'époque piémontaise, ouvrait l'ère des grandes conquêtes en Italie et préparait l'unité. La loi Gentile clôt la phase péninsulaire et européenne de l'histoire italienne, elle ouvre son ère mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES (Publications officielles)

1° Publications ministérielles :

Bolletino ufficiale del Ministero dell' Istruzione pubblica, 1922-1926, Roma. Tipografia Operaia romana cooperativa. (A partir du 1^{er} janvier 1924, ce bulletin hebdomadaire est scindé en deux publications, le *Bolletino* proprement dit, et les *Atti di Amministrazione* consacrés aux nominations et, en général, à tous actes concernant le personnel.)

Annuario del Ministero della Pubblica Istruzione, 1924. Roma, Tipografia Operaia romana cooperativa, 1923.

Gazzetta ufficiale del Regno, 5 maggio 1906. N. 106. Legge sullo stato giuridico degl' insegnanti delle scuole medie, regie e pareggiate; tirage à part officiel, recueil de documents du ministère de l'Instruction publique. Anno 1906, N. 141.

Gazzetta ufficiale del 2 décembre 1910. N. 280. Regio decreto 9 agosto 1910, che approva il testo unico delle leggi sull' istruzione superiore. Anno 1910. N. 795 (tirage à part officiel).

Gazzetta ufficiale del 26 gennaio 1920. (Tirage à part.) Regio decreto 13 novembre 1919, che approva e rende esecutivo l'annesso regolamento sulla istruzione media commerciale. Anno 1919, N. 2431 (tirage à part officiel).

Ministero della Pubblica Istruzione. Direzione generale dell' Istruzione primaria e popolare L'Istruzione primaria e popolare in Italia con speciale riguardo all' anno scolastico 1907-1908. Volume I. Relazione, etc... Camillo Corradini. Roma, Tipografia Operaia romana cooperativa, 1910. Volume IV. Relazione, etc. L'applicazione della legge 4 giugno 1911, n. 487 con VIII Allegati. Roma, *ibid.*, 1912.

Ministero della Pubblica Istruzione. Direzione generale per l'Istruzione elementare. Relazione sul numero, la distribuzione ed il funzionamento delle scuole elementari. Roma, Tipografia Operaia romana cooperativa, 1923.

Ministero della Pubblica Istruzione. Applicazione delle leggi 8 aprile 1906. nn. 141-142 sullo stato giuridico sugli stipendi e sulla carriera degli insegnanti delle scuole medie. Relazione de Prof. Vittorio Fiorini, etc. Maggio-dicembre 1906, Roma. Tipografia ditta Ludovico Cecchini, 1907.

Ministero della Pubblica Istruzione. Commissione reale per il riordinamento degli studi superiori. Relazioni e proposte. Parte I. Relazione gene-

rale (rel. prof. L. Ceci) e schema delle "proposte. Parte II. Relazioni e proposte speciali delle Sotto commissioni di Facoltà. Roma, Tipografia Operaia romana cooperativa, 1914.

Ministero della Pubblica Istruzione. Direzione generale per l'istruzione superiore. Statistica delle Università e degli Istituti superiori. Anno 1914-1915. Roma, Tipografia Operaia romana cooperativa, 1915.

Ministero della Pubblica Istruzione. Direzione generale per l'istruzione superiore. Statistica della popolazione scolastica delle Università e degli Istituti superiori. Roma, Libreria dello Stato, mai 1925. Volume I (années 1915-1916 à 1918-1919).

Ministero per il Lavoro e la Previdenza sociale. Ufficio centrale di Statistica. Gli Istituti per la istruzione media e normale e la loro popolazione scolastica negli anni 1911-1912 a 1916-1917. Roma, Società anonima poligrafica italiana, 1921.

Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur. XVI. Universités. Paris, Imprimerie nationale, 1885.

Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. Enquêtes et documents relatifs à l'enseignement supérieur. LXVIII. Constitution et organisation des Universités. Documents parlementaires et administratifs. Paris, Imprimerie nationale, 1898.

2° Publications des Universités :

Annuario della Regia Università di Bologna per l'anno accademico 1924-1925. Bologna, Tipografia Paolo Neri, 1925.

Regia Università degli studi di Bologna. Statuto e regolamenti. (Appendice dell' annuario 1924-1925.) Bologna, Tipografia Paolo Neri, 1925.

La Regia Università di Milano. Milano, Stab. Tip. Stucchi Ceretti, 1924.

Annuario della Regia Università degli studi di Roma dell' anno scolastico 1922-1923, DCXX dalla fondazione. Roma, Tipografia ditta F.lli Pallotta, 1923.

Annuario della Regia Università degli studi economici e commerciali di Trieste per l'anno accademico 1924-1925. Padova-Trieste, La Litotipo, 1925.

Annuario della libera Università provinciale di Urbino. Anno accademico 1923-1924. Urbino, Tipografia Melchiorre Arduini, 1924.

Annuario del Regio istituto superiore di Scienze economiche e commerciali di Venezia per l'anno accademico 1924-1925, LVII della fondazione. Venezia, Premiate officine grafiche C. Ferrari, 1925.

3° Bulletins des provéditeurats.

Bollettino del R. Provveditorato agli studi di Ancona. Anno I. N. 1. Novembre-décembre, 1923, 297.

La Scuola d'Abruzzo. Bollettino del R. Provveditorato agli studi di Aquila. Anno I, ottobre-novembre 1923. N. 1-2, sqq.

Bollettino del R. Provveditorato agli studi di Bari. Anni I, 1923-1924.

Bollettino del R. Provveditorato agli studi di Bologna. Esce il 1° e il 16 di ogni mese.

- La Scuola*. Bolletino del R. Provveditorato agli studi della Sardegna. Cagliari. Anno I. N. 1. Décembre 1923, *sqq.*
- Bolletino del R. Provveditorato agli studi di Campobasso*. Campobasso. Soc. tipografica Molisana. Anno I. N. 1. Ottobre 1923, *sqq.*
- Bolletino del R. Provveditorato agli studi di Cosenza*. Anno I. N. 1. 1^{er} Ottobre 1923, *sqq.*
- La Scuola in Toscana*. Bolletino del R. Provveditorato agli studi. Firenze. Esce una volta al mese. Anno I, 1924; II, 1925; III, 1926.
- La Scuola in Lombardia*. Bolletino mensile del R. Ufficio scolastico regionale di Milano. (A partir du 1^{er} janvier 1924.)
- La Scuola della Campania*. Bolletino mensile del R. Provveditorato agli studi di Napoli. Anno I, 1924. (A partir du 1^{er} janvier 1924.)
- Bolletino del R. Provveditorato agli studi della Sicilia*. Palermo. Officine Arti Grafiche. Anno I, novembre-décembre 1923; anno II. (A partir du 1^{er} janvier 1924.)
- Bolletino del R. Provveditorato Agli studi di Perugia*. Esce il 1^o e il 15 di ogni mese. Città di Castello. « Il Solco ». Anno I, 1924.
- La Scuola nel Lazio e in Sabina*. Bolletino del R. Provveditorato agli studi di Roma. Anno I, 1924.
- Bolletino del R. Provveditorato agli studi di Torino*. Pubblicazione mensile. Anno I, 1924.
- Schola*. Bolletino del R. Provveditorato agli studi della Venezia Tridentina. Anno I. N. 1, 2, novembre-décembre 1923, *sqq.* Trento.
- Il Veneto Scolastico*. Bolletino mensile del R. Provveditorato agli studi di Venezia. Treviso, Longo e Zoppelli. Anno I. N. 1, ottobre 1923, *sqq.*
- La Scuola al confine*. Bolletino del R. Provveditorato agli studi per la Venezia Giulia. Trieste. Anno I, 1924.

II. — PÉRIODIQUES

1^o Revues :

- La Colltura popolare*. Rivista dell' unione italiana dell' educazione popolare (fond. Augusto Osimo). Anno XIII, XIV, XV, XVI (1923-1926).
- Critica fascista*. Rivista quindicinale dell' Fascismo, diretta da Giuseppe Bottai. Roma, Anno I, 1923.
- La Colltura*. Rivista mensile di filosofia, lettere, arte, diretta da Cesare de Lollio. Roma, Leo S. Olschki. (Notamment vol. II, 1922-1923 et vol. III, 1923-1924).
- Il Diritti della Scuola*. Direttore : Annibale Tona. Roma, anno XVIII (1922) a anno XXVII (1926).
- Echi e Commenti*. Rassegna Universale della stampa. Diretta da Achille Loria, Lan. del Regno. Roma, anno IV, V, VI (1923-1925).
- L'Unione Magistrale*. Rivista dell' Unione Magistrale Nazionale. Roma, anno III (1923).
- Vita e Pensiero*. Rassegna italiana di coltura. Redatta da Agostino Gemelli, O. M., Rettore dell' Università Cattolica del S. Cuore. Anno IX, vol. XIV, 1923.

2° Quotidiens :

On a vu que la presse quotidienne avait discuté ardemment les questions de programmes et d'examen au courant des années 1923 et 1924. Parmi les journaux consultés et utilisés dans le présent travail, on citera principalement : *Roma*, *Corriere Italiano*, *Il Popolo*, *Il Mondo*, *Il Resto del Carlino*, *La Tribuna*, *La Nazione*, *Il Corriere della Sera*.

III. — LIVRES

- Jean ALAZARD. *Communisme et « Fascio » en Italie*. Paris, Editions Bossard, 1922.
- Gino CAPPONI. *Sull' educazione e scritti minori*, prefazione di E. Codignola. Firenze, Valecchi, 1921. (5^e vol. de la Collection La Nostra Scuola.)
- AMOS CASELLI. *Annuario Scolastico. Piccola enciclopedia della scuola elementare e popolare*. Roma, « I Diritti della Scuola » (à partir de 1911), particulièrement années 1919, 1921, 1923.
- Ernesto CODIGNOLA. *Kant nella storia della pedagogia e dell' etica*. Napoli, Velardi e Gallo, 1916.
- Ernesto CODIGNOLA. *La Riforma della coltura magistrale*. Catania, Francesco Battiato, 1917. (Col. Scuola e Vita.)
- Ernesto CODIGNOLA. *Per la dignità e libertà della Scuola*. Roma, La Voce, 1919. (Col. Scuola e Vita.)
- Ernesto CODIGNOLA. *La Pedagogia rivoluzionaria*. Milano, Luigi Trevisini, 1919. (1^{re} édition.)
- Ernesto CODIGNOLA. *La Pedagogia rivoluzionaria*. 2^a edizione riveduta. Firenze, Valecchi, 1925. (26^e vol. de la Collection La Nostra Scuola.)
- Ernesto CODIGNOLA. *Il Problema dell' educazione nazionale in Italia*. Firenze Vallecchi, 1925.
- C. DENTICE DI ACCADIA. *Tommaso Campanella*. Firenze, Valecchi, 1924, (Collection, Il Pensiero moderno.)
- R. EUCKEN. *Geistige Strömungen der Gegenwart*. Vierte Auflage, 1909.
- R. EUCKEN. *Die Lebensanschauung der grossen Denker*. Neunte Auflage, 1911.
- FRANCESCO GAMBARDILLA. *Il decentramento dei servizi amministrativi delle Università e degli Istituti di Istruzione superiore*. Roma, Tipografia operaia romana cooperativa, 1922.
- Giovanni GENTILE. *La Riforma della dialettica hegeliana*. Messina, Principato, 1913. (Studi filosofici, I.)
- Giovanni GENTILE. *Studi Vichiani*. Messina, Principato, 1925. (Studi filosofici, III.)
- Giovanni GENTILE. *Le Origini della filosofia contemporanea in Italia*. Messina, Principato, 1917, 29. (Studi filosofici, VII.)
- Giovanni GENTILE. *La Riforma dell' educazione*. Bari, Laterza, 1920.
- Giovanni GENTILE. *Discorsi di Religione*. Firenze, Valecchi, 1920. (Collection Uomini e Idee.)

- Giovanni GENTILE. *Giordano Bruno e il pensiero del Rinascimento*. Firenze, Valecchi, 1920. (Collection Il Pensiero moderno.)
- Giovanni GENTILE. *Dante e Manzoni, con un saggio su arte e religione*. Firenze, Valecchi, 1923.
- Giovanni GENTILE. *L'Esprit, acte pur*. Traduct. A. Lion. Paris, Alcan, 1925.
- G. S. GERDIL. *L'Anti-Emilio, etc...* Traduzione, introduzione e note di G. L. Arrighi. Firenze, Sansoni, 1924.
- Paul HAZARD. *L'Italie vivante*. 2^e édition. Paris, Perrin, 1923.
- Hegel-Werke, hg. v. Marheineke, Schulze, Gano, Henning, Notho, Michlet, Förster. Berlin, Duncker u. Humblot, 1832-1887. 8^e volume : *Philosophie des Rechts*.
- HEGEL. *Schriften zur Politik und Rechtsphilosophie*, hg. von Georg Lasson. Leipzig, Meiner, 1913.
- Giuseppe LOMBARDO-RADICE. *Nuovi saggi di propaganda pedagogica*. Torino, etc. Paravia, 1922.
- Giuseppe LOMBARDO-RADICE. *Teoria e storia dell' educazione*, I. « Lezioni di Pedagogia generale. » Milano, etc., Sandron, 1922.
- Giuseppe LOMBARDO-RADICE. *Educazione e diseducazione*. Firenze, Bemporad, 1923.
- Giuseppe LOMBARDO-RADICE. *Accanto ai Maestri*. Torino, etc., Paravia, 1925.
- Giuseppe LOMBARDO-RADICE. *Vita Nuova della Scuola del Popolo*. Roma, Sandron, 1925.
- Dario LUPI. *La Riforma Gentile e la nuova anima della scuola*. Milano, Roma, Mondadori, 1924.
- Giovanni MARCHESINI. *La Funzione nell' educazione o la pedagogia del « Come se »*. Torino, etc., Paravia, 1925.
- P. MONROE, E. CODIGNOLA. *Breve Corso di storia dell' educazione*. Seconda edizione. Firenze, Valecchi, 1923. 2 vol.
- L'Opera dell' Associazione nazionale per gl' interessi del Mezzogiorno d'Italia*. Roma, Tipografia dell' Unione editrice, 1916.
- PAULSEN. *Die deutschen Universitäten und das Universitätsstudium*. Berlin, 1902.
- Giuseppe PREZZOLINI. *La Coltura italiana*. Firenze, « La Voce », 1923.
- Bertrando SPAVENTA. *La Libertà d'insegnamento*. Una polemica di settant' anni fa, con introduzione, appendice e note di Giovanni Gentile. Firenze, Valecchi, s. d. (2^e vol. de la Collection La Nostra Scuola.)
- Eduard SPRANGER. *Fichte, Schleiermacher, Steffens, Ueber das Wesen der Universität*. Leipzig, 1910.
- Gli studenti stranieri nelle Università italiane*. Relazione del prof. Giorgio del Vecchio al Congresso nazionale universitario. Roma, Federazione nazionale italiana, 1922.
- Giovanni VIDARI. *Elementi di Pedagogia*. Seconda edizione riveduta. Milano, Ulrico Hoepli. — I. I dati della pedagogia, 1921. — II. La Teoria della educazione, 1922. — III. La Didattica, 1923.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

RÉFORME DE L'ADMINISTRATION SCOLAIRE

R. D. 16 luglio 1923, n. 1753. — Ordinamento e attribuzioni del Ministero della pubblica istruzione e dei suoi Corpi consultivi. (Pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 493 del 17 agosto 1923).

VITTORIO EMANUELE III, ecc.

In virtù della delegazione dei poteri conferiti al Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601 ;

Udito il Consiglio dei Ministri ;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la pubblica istruzione ;

Abbiamo decretato e decretiamo :

Art. 1. — Il Ministero della pubblica istruzione provvede all'istruzione elementare, all'istruzione media, all'istruzione superiore e dalle antichità e belle arti.

Art. 2. — Il Ministero è costituito di quattro direzioni generali e del numero di divisioni e di sezioni corrispondente al ruolo organico del suo personale.

Il Ministro ha facoltà di comandare a prestar servizio presso gli uffici del Ministero, per un periodo non eccedente due anni e per incarichi speciali che debbono essere indicati nel decreto di comando funzionari di concetto appartenenti ad altri ruoli o professori universitari o medi in numero non superiore a sei complessivamente.

Art. 3. — Le autorità preposte all'Amministrazione centrale della pubblica istruzione sono :

Il Ministro e il Sottosegretario di Stato ;

I Direttori generali per l'istruzione elementare, per l'istruzione média, per l'istruzione superiore e per le antichità e belle arti.

Art. 4. — Il Ministro governa e promuove l'insegnamento pubblico e l'educazione nazionale; vigila sulle scuole private a tutela delle istituzioni dello Stato, dell'ordine pubblico, della moralità e della cultura; promuove l'incremento delle arti belle e custodisce il patrimonio artistico della Nazione.

Mantiene fermi tra le autorità a lui subordinate i vincoli gerarchici, decide i conflitti che sorgano tra di esse, riforma od annulla i loro atti in quanto non siano conformi alle leggi ed ai regolamenti; pronunzia definitivamente suricorsi.

Art. 5. — Il Sottosegretario di Stato coadiuva il Ministro entro i limiti stabiliti delle disposizioni vigenti.

Art. 6. — I Corpi consultivi presso l'Amministrazione centrale della pubblica istruzione sono :

- a) il Consiglio Superiore e la Giunta del Consiglio Superiore della P. I.;
- b) la Commissione centrale e la Giunta della Commissione centrale per le antichità e belle arti;
- c) la Commissione per i ricorsi dei maestri elementari ed i procedimenti disciplinari a loro carico (I Commissione);
- d) la Commissione per i ricorsi dei professori medi ed i procedimenti disciplinari a loro carico (II Commissione).

Nessun altro corpo consultivo di carattere permanente potrà essere istituito presso l'Amministrazione centrale, se non per legge.

Art. 7. — Il Consiglio Superiore della P. I. è composto di ventun membri, oltre il Ministro che lo presiede.

I consiglieri della P. I. sono nominati dal Re, su proposta del Ministro. Dodici almeno di essi sono scelti tra i professori ordinari delle Università e degli Istituti superiori dipendenti dal Ministero della P. I., in ragione di tre per ciascuna Facoltà; gli altri tra persone di alti meriti scientifici o particolarmente competenti nelle questioni relative all'ordinamento degli studi.

I consiglieri restano in ufficio per sette anni; ma al compimento del primo quadriennio dieci di essi scadranno per sorteggio.

Art. 8. — Il Consiglio Superiore, se il Ministro non lo presieda di persona è presieduto da un vice-presidente nominato dal Re tra i consiglieri, per un quadriennio ed un triennio alternativamente.

Per la validità delle deliberazioni del Consiglio si richiede la presenza di almeno quindici consiglieri.

Art. 9. — Il Consiglio Superiore si pronuncia sugli argomenti ad esso deferiti dalle vigenti disposizioni; esprime il suo avviso su ogni altra questione relativa all'istruzione elementare, media o superiore, che il Ministro sottoponga al suo esame; ha facoltà d'ispezione sulle Università e gli Istituti superiori; compie inoltre indagini e riferisce al Ministro sulle condizioni generali del pubblico insegnamento.

Art. 10. — La Giunta del Consiglio Superiore della P. I. è composta del vice-presidente del Consiglio, che la presiede, e di otto membri scelti dal Ministro tra i consiglieri.

Per la validità delle deliberazioni della Giunta si richiede la presenza di almeno cinque componenti.

Art. 11. — La composizione e le attribuzioni della Commissione centrale e della Giunta della Commissione centrale per le antichità e belle arti sono disciplinate dai RR. DD. 24 dicembre 1922, n. 1726 e 6 maggio 1923, n. 1040.

Art. 12. — La I Commissione è composta, oltre che del Direttore generale per l'istruzione elementare, di sei membri nominati dal Ministro come segue :

- a) tre cultori di discipline giuridiche e pedagogiche;
- b) un direttore didattico di un Comune, che abbia conservato l'amministrazione delle scuole elementari;
- c) due maestri elementari, che abbiano compiuto almeno dieci anni di servizio di ruolo.

Il presidente della Commissione è nominato dal Ministro tra i membri di cui alla lettera a) del precedente comma.

Per la validità delle deliberazioni della Commissione si richiede la presenza di almeno cinque componenti.

Art. 13. — La II Commissione è composta, oltre che Direttore generale per l'istruzione media, di sei membri nominati dal Ministro come segue :

- a) tre cultori di discipline giuridiche e pedagogiche;
- b) un preside di Istituto medio di secondo grado;
- c) un professore ordinario di Istituto medio di secondo grado;
- d) un capo o professore titolare di istituto medio pareggiato o privato.

Il presidente della Commissione è nominato dal Ministro tra i membri di cui alla lettera a) del precedente comma.

Per la validità delle deliberazioni della Commissione si richiede la presenza di almeno cinque componenti.

Art. 14. — I presidenti e i membri della I e della II Commissione restano in ufficio per quattro anni, ma al compimento del primo biennio metà di essi scadrà per sorteggio.

Art. 15. — Ai componenti dei Corpi consultivi non residenti in Roma, ancorchè non siano impiegati dello Stato, spettano indennità giornaliere e rimborso delle spese di viaggio secondo norme, che verranno stabilite con decreto del Ministro della P. I., di concerto con quello delle Finanze.

Ai Vice-presidenti del Consiglio Superiore della P. I. e della Commissione centrale per le antichità e belle arti ed ai presidenti della I e II commissione spetta, altresì, un assegno annuo di lire tremila; componenti dei corpi stessi, eccezion fatta per i Direttori generali, un assegno annuo di lire duemila.

Art. 16. — Dalla data di applicazione del presente decreto sono soppresse le Sezioni della Giunta del Consiglio Superiore per l'istruzione primaria e media e cessano dall'ufficio i componenti delle Sezioni stesse nonchè gli attuali componenti del Consiglio Superiore e della Giunta del Consiglio Superiore della P. I.

Art. 17. — È abrogata ogni disposizione contraria a quelle contenute

nel presente Decreto, che avrà vigore dal giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Ordiniamo, ecc.

Dato a Roma, addì 16 luglio 1923.

VITTORIO EMANUELE

MUSSOLINI.

GENTILE.

DE' STEFANI.

Visto, *Il guardasigilli* : OVIGLIO.

D. M. 28 giugno 1923, concernente la ripartizione dei servizi dell' Amministrazione centrale della pubblica istruzione.

IL MINISTRO

DECRETA :

A decorrere dal 1° luglio 1923 i servizi dell'Amministrazione Centrale della pubblica istruzione sono ripartiti come appresso :

GABINETTO DEL MINISTRO

Relazioni con i due rami del Parlamento (interrogazioni, interpellanze, ecc.) — Affari da sottoporsi al Consiglio dei Ministri — Decreti per la firma Reale — Affari che il Ministro dichiara a se riservati — Corrispondenza particolare del Ministro — Udienze — Rassegna della stampa politica — Relazioni con la stampa — Onorificenze cavalleresche — Onorificenze estere — Erogazione delle spese casuali — Ufficio cifra.

GABINETTO DEL SOTTOSEGRETARIO DI STATO

Relazioni con la Camera dei Deputati (interrogazioni ecc.) — Affari che il Sottosegretario dichiara a se riservati — Corrispondenza del Sottosegretario — Udienze.

DIVISIONE I.

Affari generali — Personale dell'Amministrazione centrale e dell'Amministrazione regionale — Amministrazione del Ministero e dei Provveditorati regionali.

Sezione 1^a. — Affari generali riflettenti il personale del Ministero e delle Amministrazioni dipendenti — Provvedimenti relativi al personale dei ruoli dell'Amministrazione Centrale e dell'Amministrazione regionale — Personale comandato e avventizio — Consiglio di Amministrazione e di disciplina — Controversie dinanzi alla Magistratura ordinaria o al

Consiglio di Stato su materie concernenti il personale — Pubblicazione de ruoli di anzianità — Sussidi agli impiegati in attività di servizio dell'Amministrazione Centrale e dell'Amministrazione regionale — Sussidi agli impiegati e agli insegnanti già appartenenti all'Amministrazione ed alle loro famiglie — Matricola — Concessioni ferroviarie e controversie relative — Protocollo generale.

Sezione 2^a. — Affari generali di amministrazione — Locali, arredamento, spese d'ufficio dell'Amministrazione centrale e dell'Amministrazione regionale — Costruzione della nuova sede del Ministero — Appalti — Contratti — Cause dinanzi alla Magistratura ordinaria — Collegio Convitto per gli Orfani dei Sanitari Italiani in Perugia (compilazione dell'elenco dei contribuenti obbligatori e controversie relative) — Annuario del Ministero — Redazione ed amministrazione del *Bullettino Ufficiale* — Edizioni Nazionali — Incoraggiamento a pubblicazioni utili alle lettere ed alle scienze — Concorsi a premi ministeriali — Comitato Nazionale per la Storia del Risorgimento — Rapporti intellettuali con gli Stati Esteri — Congressi scientifici — Franchigia postale e telegrafica — Archivio di deposito.

UFFICIO DI ECONOMATO E CASSA.

DI REZIONE GENERALE DELL'ISTRUZIONE PRIMARIA E POPOLARE

DIVISIONE II

Affari Generali — Personale — Legislazione — Contenzioso.

Sezione 1^a. — Affari Generali — Personale della Direzione Generale — Legislazione scolastica — Consigli Scolastici per le scuole primarie — Ispettori Scolastici — Direttori didattici.

Sezione 2^a. — Concorsi — Assegni di benemerenza — Maestri elementari — Quesiti — Contenzioso amministrativo — Liti giudiziarie.

DIVISIONE III

Ordinamento scolastico

Sezione 1^a. — Asili d'infanzia e preparazione delle maestre d'asilo — Istituzione di scuole — Delimitazione dei circoli e delle circoscrizioni — Classificazione e riordinamento delle scuole — Scuole a sgravio — Scuole istituite per delega — Pratiche per erezione in Ente morale.

Sezione 2^a. — Opere integrative della scuola (assistenza alla infanzia, colonie montane e marine, scuole differenziali, educazione correzionale, scuole serali, biblioteche popolari, cooperative scolastiche, ecc. ecc.). — Scuole private — Istituti per ciechi e sordomuti — Scuole primarie dei conservatori della Toscana e Collegi di Maria in Sicilia — Lasciti e fondazioni scolastiche — Patronati — Sussidi ed assegni varii (giudizio tecnico circa il merito per la concessione).

DIVISIONE IV

Statistiche e pubblicazioni

Sezione 1^a. — Statistica — Pubblicazioni della Direzione Generale — Cartografia dei servizi scolastici.

Sezione 2^a. — Sala di consultazione — Spoglio delle relazioni degli ispettori — Spoglio dei periodici — Raccolta degli elementi per le guide dei servizi scolastici — Organizzazione di feste scolastiche — Premi e incoraggiamenti per il miglioramento della cultura dei maestri, ecc. ecc.

DIVISIONE V

Amministrazione delle scuole — Igiene — Edilizia

Sezione 1^a. — Bilanci — Concorsi rimborsi — Ispezioni contabili — Monte Pensioni — Casse Magistrali di previdenza — Istituto Nazionale per l'educazione e l'istruzione degli orfani dei maestri elementari e dei direttori didattici — Sussidi ed assegni vari.

Sezione 2^a. — Concessione di mutui — Arredamento scolastico — Igiene scolastica — Uffici sanitari presso i Provveditorati regionali.

UFFICIO TECNICO PER L'ESAME DEI PROGETTI RIGUARDANTI L'EDILIZIA SCOLASTICA.

DEREGIONE GENERALE PER L'ISTRUZIONE MEDIA E NORMALE

DIVISIONE VI

Istituti privati e pareggiati — Istituzione di scuole governative, loro ordinamento ed amministrazione

Sezione 1^a. — Istruzione privata — Pareggiamenti e scuole pareggiate — Istituzioni e conversioni di scuole regie.

Sezione 2^a. — Rapport fra Enti e Stato per il mantenimento di scuoli governative — Contributi — Contabilità dei fondi amministrati dalla Direzione Generale.

Sezione 3^a. — Ordinamento generale della scuola media — Giunte per l'istruzione media — Esame delle relazioni finali — Statistica — Materiale didattico e scientifico — Locali ed arredamento — Sussidi — Abilitazioni all'insegnamento.

DIVISIONE VII

Personale degli Istituti d'istruzione classica e tecnica

Sezione 1^a. — Personale dei Licei — Ginnasi — Ruoli organici — Ricorsi e liti giudiziarie.

Sezione 2^a. — Personale degli Istituti tecnici e dei Licei scientifici — Ruoli organici — Ricorsi e liti giudiziarie.

DIVISIONE VIII

*Personale delle Scuole complementari e degli Istituti magistrali —
Istituti di educazione femminile*

Sezione 1ª. — Personale delle scuole complementari — Ruoli organici — Abilitazioni — Ricorsi e liti giudiziarie.

Sezione 2ª. — Personale degli Istituti Magistrali e dei Licei femminili — Educatori e Conservatori femminili — Collegi di Maria della Sicilia — Ruoli organici — Ricorsi e liti giudiziarie.

DIVISIONE IX

Esami — Fondazioni — Convitti

Sezione 1ª. — Alunni ed esami — Borse di studio ed assegni liceali — Casse scolastiche e fondazioni scalastiche — Igiene — Rapporti tra lo Stato e l'Ente Nazionale per l'educazione fisica.

Sezione 2ª. — Convitti Nazionali — Personale — Amministrazione — Posti gratuiti e semigratuiti — Convitti non governativi.

**DIREZIONE GENERALE PER L'ISTRUZIONE SUPERIORE
E LE BIBLIOTECHE**

DIVISIONE X

Affari Generali — Personale delle Università, degli Istituti Superiori e delle Biblioteche — Istituti e Corpi Scientifici e Letterari.

Sezione 1ª. — Affari generali e personale della Direzione Generale — Consiglio Superiore della Pubblica Istruzione — Giunta consultiva delle biblioteche — Legislazione e ordinamento degli studi — Privata docenza — Accademie e Società scientifiche e letterarie — Deputazioni e Società di storia patria — Conferimento di pensioni accademiche — Matricola.

Sezione 2ª. — Personale direttivo ed insegnante delle Università, degli Istituti di istruzione superiore e degli Istituti Superiori di Magistero — Personale degli Osservatori astronomici — Personale dell'Amministrazione universitaria.

Sezione 3ª. — Sovrintendenze bibliografiche — Personale delle Biblioteche pubbliche governative — Personale assistente, tecnico, subalterno e vario delle Università e degli Istituti d'istruzione superiore.

DIVISIONE XI

Materiale delle Università, degli Istituti d'Istruzione superiore e delle Biblioteche — Studenti — Fondazioni, doni e lasciti — Funzionamento delle Biblioteche.

Sezione 1ª. — Locali e materiale delle Università, degli Istituti d'Istruzione superiore e delle Biblioteche — Materiale bibliografico — Amminis-

tere permanente o transitorio sia costituita presso gli uffici scolastici provinciali compresi nell'ambito del provveditorato agli studi regionale.

Art. 4. — I posti di provveditore agli studi che restino vacanti nella prima applicazione del nuovo ruolo potranno essere coperti, oltrechè nel modo indicato dall'art. 2 del presente decreto, anche con nomina a scelta del ministro della pubblica istruzione sia fra ispettori per le scuole medie, sia fra capi di Istituto, sia fra persone estranee all'amministrazione, che per dottrina e per autorità morale siano reputate più idonee a tale ufficio.

Ordiniamo, ecc.

Dato a Roma, addì 31 dicembre 1922.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

GENTILE.

Visto, *Il guardasigilli* : OVIGLIO.

TABELLA A

I Categoria

Direttori generali nel Ministero		4
Capi divisione nel Ministero.	13	
Ispettori generali amministrativi.	8	
Provveditore agli studi	19	
		40
Capi sezione nel Ministero.	30	
Segretari capi nei provveditorati.	12	
		12
Primi segretari nel Ministero	34	
Primi segretari nei provveditorati.	16	
		50
Segretari nel Ministero	31	
Segretari nei provveditorati	19	
		50

II Categoria

Direttore capo divisione nel Ministero.		1
Capi sezione nel Ministero.	7	
Capi ragionieri nei provveditorati.	12	
		19
Primi ragionieri nel Ministero.	10	
Primi ragionieri nei provveditorati.	16	
		25
Ragionieri nel Ministero	20	
Ragionieri nei provveditorati.	20	
		40

III Categoria

Archivisti nel Ministero.	80	
Archivisti nei provveditorati	80	
		160
Applicati nel Ministero	130	
Applicati nei provveditorati.	120	
		250

IV Categoria
(personale di servizio)

Uscieri capi o commessi nel Ministero.	26	
Uscieri capi nei provveditorati.	20	
		46
Uscieri nel Ministero	80	
Uscieri nei provveditorati.	50	
		130

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re :
Il Ministro dell'istruzione pubblica
GENTILE

TABELLA B

Ispettori centrali per l'istruzione media e normale . .	3	
Ispettori centrali per l'istruzione primaria e popolare. .	3	
		6

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re :
Il Ministro dell'istruzione pubblica
GENTILE

TABELLA C

Primi ispettori scolastici.	110	
Ispettori scolastici	150	
		260

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re :
Il Ministro dell'istruzione pubblica
GENTILE

TABELLA D

Direttori didattici.	2000
------------------------------	------

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re :
Il Ministro dell'istruzione pubblica
GENTILE

RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

R. D. 1° ottobre 1923, n. 2185. — Ordinamento dei gradi scolastici e dei programmi didattici dell'istruzione elementare.

VITTORIO EMANUELE III ecc.

In virtù delegazione dei poteri conferiti al Nostro Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1604;

Udito il Consiglio dei Ministri :

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione ;

Abbiamo decretato e decretiamo :

Art. 1. — L'istruzione elementare si distingue in tre gradi : preparatorio, inferiore e superiore.

Il grado preparatorio ha normalmente la durata di tre anni.

Il grado inferiore si compie in tre anni ; il superiore almeno in due anni.

Art. 2. — Le classi oltre la quinta prendono il nome di classi integrative di avviamento professionale.

Là dove esiste, alla data di pubblicazione del presente decreto, una sesta classe elementare, essa sarà mantenuta per un triennio come classe integrativa.

Durante il triennio il R. Provveditore deciderà dalla conferma definitiva, se la scuola risulterà sufficientemente frequentata e dotata di mezzi e di personale idoneo agli insegnamenti ed esercizi di avviamento professionale.

Classi integrative oltre la sesta e sino alla ottava potranno essere fondate sempre che il Comune, con l'eventuale concorso di altri enti, si impegni a dotare la scuola di mezzi didattici e di personale sussidiario per gli esercizi di avviamento professionale.

Gli alunni delle classi superiori alla quinta potranno, quando il loro numero non renda opportuna la formazione di classi distinte, essere istruiti in unico orario e con unico programma di cultura generale integrativa, dal medesimo maestro. Saranno però sempre distinti in gruppi

o in classi, indipendentemente dell'anno di studio, per quanto concerne gli insegnamenti e gli esercizi di avviamento professionale.

Le scuole popolari professionali, di qualsiasi denominazione, che non facciano parte integrante di una scuola media professionale, potranno essere dal R. Provveditore riconosciute equiparate alle scuole elementari integrative di classe superiore alla 5^a e sino alla 8^a. Tali scuole passeranno alla dipendenza didattica del Provveditorato.

Le somme stanziare nei bilanci delle Provincie e dei Comuni allo scopo di mantenere o sussidiare scuole popolari di avviamento professionale si intendono vincolate.

Art. 3. — A fondamento e coronamento della istruzione elementare in ogni suo grado è posto l'insegnamento della dottrina cristiana secondo la forma ricevuta nella tradizione cattolica.

Alla istruzione religiosa sarà provveduto, nei giorni e nelle ore stabilite a norma del regolamento, per mezzo di insegnanti delle classi, i quali siano reputati idonei a questo ufficio e lo accettino, o di altre persone la cui idoneità sia riconosciuta dal R. Provveditore agli studi, sentito il Consiglio Scolastico. Per l'idoneità ad impartire l'istruzione religiosa così dei maestri come delle altre persone il R. Provveditore si atterrà al conforme parere della competente Autorità ecclesiastica.

Sono esentati dall'istruzione religiosa nella scuola i fanciulli i cui genitori dichiarano di volervi provvedere personalmente.

Art. 4. — In tutte le scuole elementari del Regno l'insegnamento è impartito nella lingua dello Stato.

Nei Comuni nei quali si parli abitualmente una lingua diversa, questa sarà oggetto di studio, in ore aggiunte.

L'insegnamento della seconda lingua è obbligatorio per gli alunni alloggiati, per i quali i genitori e gli esercenti la patria potestà abbiano al principio dell'anno fatto dichiarazione di iscrizione.

I programmi e gli orari di insegnamento della seconda lingua saranno determinati con ordinanza del Ministro dell'Istruzione.

Art. 5. — I maestri i quali insegnano anche la seconda lingua nella propria o in più classi della medesima scuola, in ore soprannumerarie, hanno diritto alla abbreviazione di un anno sui periodi prescritti per l'attribuzione degli aumenti di stipendio, qualora i risultati conseguiti nell'insegnamento siano, a giudizio dell'Ispettore, lodevoli.

Art. 6. — Quando non sia possibile affidare l'insegnamento della seconda lingua al maestro della classe o ad altro maestro della scuola che insegna l'italiano, l'insegnamento della seconda lingua sarà affidato a maestri abilitati, incaricati di impartire l'istruzione in più scuole a tal fine opportunamente raggruppate in circoli, su proposta del Direttore didattico e del R. Ispettore, approvata dal R. Provveditore agli Studi.

Art. 7. — L'istruzione del grado preparatorio ha carattere ricreativo e tende a disciplinare le prime manifestazioni dell'intelligenza e del carattere del bambino.

Essa comprende, oltre alle preghiere più semplici :

1° canto e audizione musicale ;

2° disegno spontaneo ;

3° giuochi ginnastici ;

4° facili esercizi di costruzione, di plastica e di altri lavori manuali : giardinaggio e allevamento di animali domestici ;

5° rudimento delle nozioni di più generale possesso e correzione di pregiudizii e superstizioni popolari.

Art. 8. — L'istruzione del grado inferiore comprende, oltre gli esercizi del grado preparatorio, tra i quali si darà particolare sviluppo al canto, al disegno in rapporto agli altri insegnamenti, ed alla ginnastica :

1° preghiere e nozioni fondamentali della dottrina cristiana ; brevi e chiare sentenze e narrazioni di immediata significazione, ricavati dalle scritture e segnatamente dai Vangeli ; successivamente, racconti di Storia Sacra ; illustrazione del *Pater* ;

2° letture e scritture ;

3° insegnamento dell'aritmetica elementare e nozioni sul sistema metrico ;

4° esercizi orali di traduzione dal dialetto ; facili esercizi di esposizione per iscritto ; recitazioni di inni nazionali e di poesie ;

5° nozioni varie, con sopraluoghi per la diretta esperienza del lavoro agricolo ed industriale ; conoscenza di opere d'arte, ricordi et monumenti ;

6° rudimenti di geografia.

Nei luoghi in cui non siano istituite classi del grado superiore, sarà insegnata, altresì la storia del Risorgimento nazionale fino ai nostri giorni.

Art. 9. — Il grado superiore fino alla classe quinta, comprende, oltre lo svolgimento sistematico delle materie del grado inferiore, con particolare estensione delle letture storiche di religione cattolica, avendo riguardo alla tradizione agiografica locale e nazionale :

1° lezioni sulla morale e sul dogma cattolico, sulla base dei dieci comandamenti e delle parabole del Vangelo ; principi della vita religiosa e del culto ; Sacramenti e Rito secondo la credenza e la prassi cattolica ;

2° lettura di libri utili ad orientare il fanciullo rispetto ai problemi della vita domestica e sociale ;

3° storia et geografia, con particolare riguardo all'Italia ; nozioni sommarie e letture circa la struttura geografica, amministrativa, agricola, industriale, commerciale, bancaria e le condizioni del mercato del lavoro dei paesi verso i quali sono orientati e si orientano le correnti migratorie permanenti e temporanee della regione ;

4° nozioni e letture sull'ordinamento dello Stato ; sull'amministrazione della giustizia e i doveri e i diritti dell'uomo e del cittadino ; nozioni di economia ;

5° calcoli elementari, geometrici e aritmetici ;

6° elementi di scienze ; formazione di raccolte con esemplari procurati nelle gite scolastiche ; igiene ;

7° disegno applicato ;

8° ginnastica in ordine chiuso ed esercizi da giovane esploratore.

Art. 10. — L'istruzione nelle classi superiori alla quinta comprende, oltre a tutte le materie delle classi 4^a e 5^a, convenientemente approfondite

con ampie letture, almeno tre corsi biennali di esercitazioni fra i seguenti: disegno applicato ai lavori: plastica: elementi di disegno per le arti meccaniche: nozioni ed esercizi elementari di apparecchi elettrici di uso domestico: agraria ed esercitazioni agricole: esercizi fondamentali di apprendistato in un'arte manuale; nozioni ed esercizi marinareschi; taglio e cucito; cucina esercizi della buona massaia; ricamo; nozioni e pratica di contabilità.

Potranno, a seconda delle esigenze locali, essere istituiti altri corsi di lezione approvati dal R. Provveditore, sentito il Consiglio Scolastico.

Art. 11. — In tutte le scuole femminili si aggiungerà per tutte le classi il lavoro donnesco, e, per le classi superiori, l'economia domestica accompagnata da opportune esperienze.

Le scuole saranno dotate, a cura del Patronato scolastico, degli opportuni mezzi meccanici per l'illustrazione visiva e fonica delle nozioni impartite, nei limiti e coi mezzi che saranno di volta in volta indicati con ordinanza ministeriale.

Art. 12. — Nelle scuole elementari l'esame del profitto degli alunni di ciascun anno scolastico, esclusa fatta delle classi infantili preparatorie, si svolge in classe sotto la guida dell'insegnante e con la partecipazione di un esaminatore nominato dal Direttore didattico fra gli insegnanti di classi superiori a quella che viene esaminata.

Per il passaggio alla 4^a classe ed alla classe 6^a l'esame si svolgerà dinanzi ad una Commissione di tre membri, fra i quali il maestro della classe esaminata.

Art. 13. — Le pubbliche scuole elementari rilasciano, in seguito ad esame, i seguenti certificati: certificato di promozione e di ammissione alle varie classi; certificato di studi elementari inferiori, alla fine della 3^a classe; certificato di compimento alla fine della 5^a classe; certificato di adempimento dell'obbligo scolastico e di speciale idoneità al lavoro, dopo l'ultimo anno di frequenza scolastica prescritta, con buon profitto negli esercizi di avviamento professionale.

Art. 14. — Ogni anno scolastico ha la durata normale di dieci mesi.

Nei Comuni, dove gli scolari per i bisogni economici abitualmente abbandonano la scuola per una parte dell'anno, i mesi di lezione possono essere ridotti ad un numero inferiore, purché il numero delle lezioni sia eguale a quello stabilito per le scuole a corso di dieci mesi.

Art. 15. — Ogni Direttore didattico determina all'inizio dell'anno il calendario scolastico e l'orario in rapporto alle speciali esigenze del suo circolo e di speciali zone di esso e lo comunica con sua ordinanza ai maestri dipendenti, dandone notizia al R. Ispettore scolastico.

Il R. Ispettore scolastico può modificare il calendario e l'orario adottato qualora esso non preveda un numero di giorni di lezioni di almeno 180, comunque distribuite nell'anno scolastico, ovvero il calendario adottato gli risulti in contrasto con le esigenze di lavoro della maggior parte delle famiglie interessate.

Se, nel corso dell'anno, per impreviste condizioni di lavoro, fosse opportuno utilizzare per lezioni periodi di vacanza, il maestro avrà facoltà di avanzare proposta al Direttore didattico per esserne autoriz-

zato. In tale materia può di ufficio sostituirsi il R. Ispettore, ordinando le opportune modificazioni del calendario scolastico.

Al maestro, che non abbia insegnato almeno 140 giorni con orario completo, sarà computato solamente mezzo anno di servizio, ai soli effetti della anzianità.

Art. 16. — Le disposizioni precedenti sono applicabili anche nei territori annessi con le leggi 26 settembre 1920, n. 1322, e 19 dicembre 1920, n. 1778, con le modificazioni ed aggiunte dagli articoli che seguono.

Art. 17. — A cominciare dall'anno scolastico 1923-24 in tutte le prime classi delle scuole elementari alloglotte l'insegnamento sarà impartito in lingua italiana.

Nell'anno scolastico 1924-25, anche nelle seconda classi di dette scuole si insegnerà in italiano.

Negli anni scolastici successivi, si procederà analogamente per le classi successive, fino a che, in un numero di anni uguale a quello dell'intero corso, in tutte le classi così delle scuole elementari come delle scuole civiche si insegnerà in italiano.

Con la sostituzione della lingua italiana alla lingua di insegnamento presentemente in uso procederà analogamente l'istituzione dell'insegnamento della seconda lingua, in ore aggiunte.

Art. 18. — Nessun maestro, munito di diplomi o abilitazioni rilasciati sotto il regime anteriore alla annessione al Regno delle province di cui trattasi, può insegnare in lingua italiana se non possiede la prescritta abilitazione.

Nessun maestro, salvo casi di necessità, può insegnare in lingua diversa dall'italiana se non sia regolarmente abilitato.

Art. 19. — Per l'insegnamento della seconda lingua in una determinata classe, avranno la preferenza i maestri della classe stessa e quelli della scuola, abilitati anche per l'insegnamento in lingua italiana.

Art. 20. — I maestri abilitati all'insegnamento in una lingua diversa dall'italiana hanno diritto di essere preferiti anche per l'insegnamento dell'italiano nelle classi delle scuole cui appartengono, purchè sostengano e superino i relativi esami di italiano, che saranno indetti alla fine di ciascun anno scolastico, co ordinanza del Ministero dell'Istruzione, che avrà valore di regolamento.

Analogamente i maestri abilitati all'insegnamento dell'italiano hanno diritto ed essere preferiti anche per l'insegnamento della seconda lingua nelle classi delle scuole cui appartengono, a condizione che sostengano e superino i relativi esami della seconda lingua che saranno indetti parimenti con ordinanza del Ministero dell'Istruzione, alla fine di ciascun anno scolastico.

Art. 21. — Nessuna scuola civica in funzione all'atto dell'entrata in vigore di questo decreto potrà essere soppressa.

Le scuole civiche esistenti, fino alla trasformazione di cui all'articolo seguente, sono obbligatorie per gli enti dei quali dipendono e sono equiparate, per quanto concerne la validità dei titoli di studio che in esse si possono conseguire, esclusa la licenza alle scuole complementari, istituite con R. D. 6 maggio 1923, n. 1054.

Art. 22. — Entro tre anni dalla pubblicazione del presente decreto, gli enti, da cui dipendono le scuole civiche, dovranno aver compiuta la trasformazione di esse in scuole complementari, a norma del R. D. 6 maggio 1923, n. 1034, ovvero in classi elementari superiori integrative e di avviamento professionale, a norma del presente decreto.

Art. 23. — Sons mantenuti come insegnanti nelle scuole civiche, comunque trasformate, i maestri specializzati forniti dell'abilitazione di gruppo, conseguita secondo le norme del cessato regime.

Per le nuove assunzioni in classi elementari superiori alla quinta avranno parità di diritto gl'insegnanti elementari forniti del titolo richiesto in tutto il Regno per l'insegnamento in dette classi.

Art. 24. — Nelle provincie annesse nulla è innovato circa l'obbligo scolastico.

Nelle scuole, nelle quali la lingua d'istruzione non è l'italiana e fin tanto che non sarà italiana, a norma del presente decreto, l'insegnamento della lingua italiana è obbligatorio per gli alunni di tutte le classi popolari o cittadine, a cominciare dalla seconda classe della scuola elementare.

Gli alunni non possono essere promossi alla classe superiore se non superano anche la prova di lingua italiana.

Sono fissate cinque ore settimanali d'insegnamento per i primi tre anni, sei per i seguenti.

Dove l'istruzione è impartita a turni, le ore d'insegnamento saranno ridotte a metà; dove ogni turno d'istruzione comprende due o più sezioni con diverso programma saranno limitate a cinque ore per turno.

Art. 25. — L'insegnamento della lingua italiana sarà affidato di preferenza a maestri non alloglotti, incaricati di impartire l'istruzione in più scuole, a tal fine opportunamente raggruppate in circoli d'insegnamento, su proposta del Direttore didattico e del R. Ispettore scolastico, approvata dal R. Provveditore agli studi.

Può anche essere affidato nelle proprie classi o in altre classi della stessa scuola, previa autorizzazione del R. Provveditore agli studi, su proposta motivata del Direttore didattico e dell'Ispettore circondariale, a maestri alloglotti che abbiano superato l'esame di lingua italiana.

Art. 26. — Il presente decreto entra in vigore nel giorno della sua pubblicazione nella *Gazetta Ufficiale*.

Per l'applicazione di esso il Governo emanerà le norme regolamentari entro l'anno scolastico 1923-24.

Fino alla pubblicazione delle norme suddette l'applicazione del presente decreto sarà regolata nelle varie sue parti da ordinanze del Ministero della pubblica Istruzione, aventi valore di disposizioni regolamentari.

Ordiniamo, ecc.

Dato a Racconigi, addì 1° ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

GENTILE.

Visto: *Il guardasigilli* : OVIGLIO.

Ordinania ministeriale relativa agli orari, ai programmi e alle prescrizioni didattiche, in applicazione del Regio Decreto 1° ottobre 1923, n. 2185.

IL MINISTRO

Visto, l'art. 26 del R. Decreto 1° ottobre 1923, n. 2185, che lo autorizza a regolare con ordinanze l'applicazione del decreto medesimo, sino alla pubblicazione del relativo regolamento :

ORDINA :

Art. 1. — Ai programmi e alle istruzioni, prescritte con R. D. 29 gennaio 1905, n. 43, sono sostituiti per le scuole elementari i programmi e le prescrizioni didattiche varie, annessi alla presente ordinanza.

Ai programmi per gli insegnamenti speciali nella 6^a classe, si provvederà con ordinanza separata, di concerto col Ministro dell'Economia Nazionale.

Art. 2. — Ogni classe avrà, sin dall'anno scolastico 1923-1925, salvo casi di superiore necessità riconosciuta dal R. Provveditore, il numero di ore settimanali di lezioni prescritto nel quadro di orientamento per la formazione degli orari delle classi, allegato al presente decreto.

Art. 3. — I programmi e le prescrizioni di cui all'art. 1 entreranno in vigore coll'anno scolastico 1924-1925.

Tuttavia, durante l'anno scolastico 1923-24 è data facoltà ad ogni scuola che intenda seguirli in tutto o in parte, compatibilmente coi mezzi didattici presentemente disponibili, di richiederne l'autorizzazione al Direttore didattico del circolo, entro il 15 dicembre 1923.

Art. 4. — In deroga a quanto è stabilito nell'art. 3, entrano in vigore alla pubblicazione della presente ordinanza i programmi e le prescrizioni per la 4^a e la 5^a classe elementare; nonché, per tutte le classi, i programmi le prescrizioni e le norme, relativi all'insegnamento religioso, agli insegnamenti artistici, alle occupazioni intellettuali ricreative, ai lavori donneschi e ai giuochi.

Roma, 11 novembre 1923.

Il Ministro,
GENTILE

RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

R. D. 6 maggio 1923, n. 1054, relativo all'ordinamento della istruzione media e dei Convitti Nazionali (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, n. 129, del 2 giugno 1923).

VITTORIO EMANUELE III, ecc.

In virtù della delegazione dei poteri conferita al Nostro Governo con la legge 3 dicembre 1922, n. 1601 ;

Udito il Consiglio dei Ministri ;

Sulla proposta del Nostro Ministro, Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione, di concerto con il Ministro delle Finanze ;

Abbiamo decretato e decretiamo :

TITOLO I

Dell'istruzione media

CAPO 1°

Delle scuole in genere e dello stato dei presidi e dei professori

Art. 1. — Gli istituti medi istruzione sono di primo e di secondo grado.

Sono di primi grado : la scuola complementare, il ginnasio, il corso inferiore dell'istituto tecnico, il corso inferiore dell'istituto magistrale ; sono di secondo grado : il liceo il corso superiore dell'istituto tecnico, il corso superiore dell'istituto magistrale, il liceo scientifico, il liceo femminile.

Art. 2. — Nessuna nuova scuola media. eccettuata la scuola complementare, può essere istituita se non per legge, salvo il caso di trasformazioni o di regificazioni e salvo, per quanto riguarda gli istituti magistrali, il disposto di cui all'art 58 del presente decreto, per i licei scientifici il disposto dell'art. 64, e per i licei femminili il disposto dell'art. 69.

Art. 3. — I professori degli istituti medi sono nominati per concorso, secondo l'ordine della graduatoria ; ma nella assegnazione della sede si tiene conto, anzitutto, delle riconosciute esigenze di famiglia.

Art. 4. — I concorsi hanno luogo per titoli e per esami; sia per accedere alle cattedre delle sedi di primaria importanza (concorsi speciali) sia per accedere a quelle delle sedi di secondaria importanza (concorsi generali).

Tuttavia per effetto di concorso speciale si potrà accedere altresì alle cattedre delle sedi di secondaria importanza.

Il regolamento stabilisce quali siano le sedi di primaria importanza.

Art. 5. — Ai concorsi sono ammessi i cittadini italiani e gli italiani non regnicoli provveduti del legale titolo di studio e degli altri requisiti richiesti dal regolamento.

Per decreto reale verranno indicati i titoli necessari per l'ammissione ai concorsi secondo le varie discipline o gruppi di discipline.

Art. 6. — Il vincitore di concorso che abbia ottenuto ed accettato la nomina assume il titolo di professore straordinario.

Il professore straordinario è promosso professore ordinario dopo un periodo triennale di prova.

Qualora la prova non sia favorevole il professore straordinario è dispensato dal servizio alla fine del triennio od anche prima.

Il professore straordinario che per effetto di concorso passi da istituto di primo ad istituto di secondo grado, o da un istituto, ad un altro di tipo diverso dello stesso grado, o da un insegnamento all'altro di uno stesso istituto, o dal corso inferiore del ginnasio al corso superiore del ginnasio stesso, completa nel nuovo istituto o nel nuovo insegnamento o nel corso superiore del ginnasio il periodo triennale di prova.

Il professore ordinario, nei casi contemplati dal precedente comma, conserva titolo di ordinario e, agli effetti dello stipendio, la propria anzianità; ma il suo passaggio diventa definitivo dopo un anno di prova.

Art. 7. — Le nomine e i passaggi, di cui all'articolo precedente, decorrono dal 1° ottobre.

Art. 8. — I professori straordinari ed ordinari sono distribuiti per i vari tipi di istituti e per le varie discipline nei ruoli *A, B, C*, giusta l'annessa tabella n. 1.

Art. 9. — Ai professori straordinari ed ordinari sono dovuti gli stipendi di cui all'annessa tabella n. 2. Ad essi inoltre è corrisposta un'indennità di studio, non computabile agli effetti della pensione, nella misura stabilita dalla tabella stessa.

Il professore consegue, dalla promozione ad ordinario, quattro aumenti quadriennali di stipendio e due aumenti quinquennali.

Il professore ordinario, guidicato di merito distinto, consegue l'aumento di stipendio con l'anticipazione di un anno.

La qualifica di merito distinto non può attribuirsi anno per anno, per ciascuna disciplina o gruppo di discipline in ciascun tipo e grado di istituti, ad un numero di professori superiore ad un decimo di coloro che si trovino nella identica condizione di anzianità.

Art. 10. — Il professore che abbia ottenuto due aumenti anticipati di stipendio per merito distinto entra a far parte del rispettivo *Ruolo d'onore* di cui all'annessa tabella n. 3. con stipendio determinato in base alla propria anzianità oltre l'indennità di studio.

Il professore appartenente al ruolo d'onore, al quale sia inflitta una punizione più grave che la censura, sarà restituito al ruolo comune e vi avrà il posto e lo stipendio che avrebbe ottenuto se non ne fosse mai uscito.

Art. 11. — I professori hanno obbligo di impartire gli insegnamenti stabiliti per ciascun tipo e grado di istituti nelle classi indicate dalle rispettive tabelle.

Salvo i casi indicati nelle dette tabelle, il professore non può impartire altri insegnamenti nè presso il proprio istituto di istruzione media pubblici o privati.

È vietato di impartire lezioni private per più di un'ora il giorno e agli alunni del proprio istituto.

Anche delle professioni libere consentite dalle leggi può essere vietato l'esercizio, se il professore vi si dedichi così da essere distratto dallo studio della propria disciplina o in modo sconveniente alla dignità sua e della scuola.

Art 12. — A capo di ogni istituto è un Preside che ne ha il governo insieme con il Collegio dei professori.

I presidi sono scelti dal Ministro tra i professori ordinari provveduti di laurea con almeno un quadriennio di anzianità di ordinario. Dalla scelta sono escluse le donne.

I presidi sono distribuiti in due ruoli : appartengono all II ruolo i presidi di ginasio isolato e di scuola complementare; tutti gli altri presidi appartengono al I ruolo.

È consentito il passaggio dall'uno all'altro ruolo secondo le norme che suranno dettate dal regolamento.

I presidi possono, su domanda o d'autorità, essere restituiti nel ruolo d'insegnanti al quale appartenevano all'atto della nomina a presidi.

Art. 13. — Il preside ha lo stipendio e gli aumenti periodici di cui all'annessa tabella n. 4.

Al preside che ritorni al ruolo di origine, sia per domanda sia d'autorità, verrà attribuito lo stipendio che avrebbe conseguito se fosse sempre rimasto nel ruolo stesso.

Art. 14. — I presidi dei Licei-ginnasi, degli Istituti tecnici e degli Istituti magistrali sono dispensati dall'insegnamento.

Sono inoltre dispensati dall'insegnamento i presidi degli altri istituti la cui popolazione scolastica sia da un biennio superiore ai 250 alunni.

Il preside con insegnamento ha per la sua disciplina lo stesso orario d'obbligo d'un professore.

Ai presidi è fatto devieto di insegnare in altri istituti, di impartire lezioni private e di esercitare qualunque professione libera.

Art. 15. — Ai presidi è data, oltre lo stipendio, una speciale indennità di carica che varia a seconda della popolazione scolastica, come è stabilito nell'annessa tabella n. 5.

Art. 16. — Con l'ufficio di professore o di preside negli istituti medi governativi è incompatibile qualunque altro ufficio di ruolo alla dipendenza dello Stato o di enti morali.

Art. 17. — I trasferimenti dei professori e dei presidi sono disposti su domanda o per ragioni di servizio.

Nel disporre, su domanda, i trasferimenti dei professori il Ministro avrà riguardo al merito e alle riconosciute esigenze di famiglia e, a parità di condizioni, all'aozianità di ruolo.

Nel disporre, su domanda, i trasferimenti dei presidi, il Ministro avrà riguardo al merito.

Art. 18. — Si fa luogo al trasferimento per regioni di servizio di un professore o di un preside quando l'ulteriore sua permanenza nell'istituto o nella sede possa recare pregiudizio alla scuola, o quando, trattandosi di un preside, la sua opera sia particolarmente necessaria altrove.

Art. 19. — Contro i trasferimenti è ammesso ricorso al Ministro, il quale decide, inteso il parere della apposita commissione consultiva esistente presso il Ministero. Tale decisione ha il carattere di provvedimento definitivo.

Art. 20. — I professori ed i presidi sono collocati a riposo dal 1° ottobre dell'anno in cui compiono settanta anni.

Il Ministro, inteso il parere della commissione di cui all'art. 19, può dispensare i professori ed i presidi dal servizio, in qualunque tempo, quando il riconosca non più idonei fisicamente, intellettualmente o moralmente a prestare opera proficua alla scuola.

Art. 21. — Ai presidi ed ai professori si applicano le stesse norme che agli impiegati civili riguardo all'aspettativa ed ai congedi quando siano chiesti per comprovati motivi di salute.

Fra il 1° marzo e il 31 luglio non può essere concessa l'aspettativa per motivi di famiglia con scadenza anteriore al 30 settembre. Egualmente avrà termine col 30 settembre, qualunque ne sia l'inizio, l'aspettativa per motivi di famiglia per un periodo di tempo superiore ai tre mesi.

I congedi per motivi di famiglia non possono oltrepassare nel corso dell'anno scolastico la durata complessiva di quindici giorni.

Art. 22. — Ai professori e ai presidi possono essere inflitte, secondo la gravità delle mancanze, le seguenti punizioni disciplinari :

- 1) l'ammonizione ;
- 2) la censura ;
- 3) la sospensione dallo stipendio fino ad un mese ;
- 4) la sospensione dallo stipendio e dall'ufficio fino ad un mese ;
- 5) la sospensione dall'ufficio e dallo stipendio da oltre un mese a un anno ;
- 6) la destituzione dall'ufficio senza perdita del diritto a pensione o ad assegni ;
- 7) la destituzione con perdita del diritto a pensione o ad assegni.

Il Preside, al quale sia inflitta una punizione più grave che la censura, è restituito, senz'altro al ruolo a cui apparteneva all'atto della nomina.

Art. 23. — Per tutte le mancanze ai doveri d'ufficio, che non siano tali da compromettere l'onore e la dignità dell'insegnante e del preside e non costituiscano grave insubordinazione si applicano, secondo i casi, le punizioni di cui ai numeri 1, 2 et 3 del precedente articolo.

Per la recidiva nei fatti che abbiano dato luogo all'ammonizione si

applica la censura, per la recidiva nei fatti che abbiano dato luogo alla censura si applica la sospensione di cui al n. 4 del precedente articolo.

Per l'insubordinazione grave, per le abituali irregolarità di condotta e per i fatti che compromettano l'onore o la dignità si applicano, secondo la gravità dei casi e delle circostanze, le altre punizioni disciplinari.

Art. 24. — Le punizioni di cui ai numeri 1) et 2) dell'art. 22 sono inflitte dai presidi o da provveditori agli studi se si tratta di professori; dai provveditori agli studi se si tratta di presidi; la punizione di cui al n. 3) dal provveditore agli studi; tutte le punizioni, poi, dal Ministro che, per quelle indicate ai numeri 5, 6 e 7, dovrà udire il parere della commissione indicata nell'art. 19.

Contro la punizione di cui al n. 3. quando sia inflitta dal provveditore è ammesso ricorso al Ministro, che decide, inteso il parere della commissione di cui all'art. 19.

Art. 25. — I provveditori agli studi e i presidi potranno, in caso d'urgenza e per gravi motivi, interdire l'accesso alla scuola ai professori, salvo a riferirne immediatamente al Ministro.

Art. 26. — Ai presidi e ai professori è applicabile in materia disciplinare ogni altra disposizione vigente per gli impiegati civili dello Stato in quanto non sia in contrasto con le norme di cui al presente decreto.

Art. 27. — Le supplenze ai posti di ruolo e gl'incarichi di insegnamento di qualunque specie sono conferiti dal preside, che sceglierà, tenendo conto, anzitutto, del servizio militare in reparti combattenti e dei risultati conseguiti in pubblici concorsi a cattedre di scuole medie.

Contro in conferimento delle supplenze e degli incarichi è ammesso il ricorso al provveditore agli studi, la cui decisione ha carattere definitivo.

La misura della retribuzione per le supplenze e gli incarichi di qualunque specie è stabilita nell'annessa tabella n. 6.

In nessun caso l'orario del supplente e dell'incaricato può superare le 24 ore settimanali di lezione.

Art. 28. — Nessuna classe può avere più di 35 alunni.

Il numero dei corsi completi e delle cattedre e conseguentemente il numero dei posti di ruolo è determinato ogni biennio in base alle norme stabilite per ciascun tipo di istituti, con decreto del Ministro dell'Istruzione d'accordo con quello delle Finanze.

La ripartizione delle cattedre tra i vari istituti è disposta con decreta del Ministro dell'Istruzione.

Art. 29. — Presso ogni Provveditorato agli studi è istituita una Giunta per l'istruzione media, nominata con decreto reale, composta del provveditore agli studi, presidente, di un professore universitario e di altra persona di eminenti meriti letterari o scientifici, di due presidi di scuole medie e di un professore ordinario di istituto medio di secondo grado.

I componenti di detta Giunta durano in carica quattro anni e possono venire conformati.

Art. 30. — Le scuole medie dei collegi militari sono governate dalle norme vigenti per i corrispondenti tipi di scuole dipendenti dal Ministero dell'Istruzione.

Spettano ai comandanti dei collegi medisimi tutti i poteri deferiti ai presidi delle scuole medie.

Art. 31. — Per l'insegnamento nei collegi militari il Ministero dell'Istruzione mette a disposizione del Ministero della Guerra i professori necessari aumentato di altrettanti posti e rispettivi ruoli.

Tali professori possono essere scelti soltanto fra gli inseguaanti di ruolo che abbiano vinto un concorso speciale per quella materia e per quel grado di istituti per i quali sono messi a disposizione.

Per tutta la durata dell'insegnamento presso i collegi militari, i professori di cui ai precedenti commi continuano ad essere sottoposti alle leggi e ai regolamenti per il personale delle scuole medie dipendenti dal Ministero dell'Istruzione.

Art. 32. — I professori e i presidi appartenenti alle scuole medie dipendenti dal Ministero dell'Istruzione, che siano prescelti dal Ministro degli Affari Esteri o da quello delle Colonie con il consenso del Ministro dell'Istruzione, per le rispettive scuole, continueranno ad appartenere, per tutti gli effetti, ai ruoli di provenienza delle scuole medie del Regno, i quali saranno aumentati di altrettanti posti.

Art. 33. — Ogni anno possono essere mandati in missione all'estero a perfezionarsi nelle lingue straniere venti insegnanti di ruolo, i quali godranno, oltre lo stipendio, di un'indennità di missione da determinarsi volta per volta di concerto con il Ministero delle Finanze, avuto riguardo alle particolari circostanze di luogo e di tempo. La missione non può essere rinnovata per più di un anno.

CAPO 2°

Dell'istruzione complementare

Art. 34. — L'istruzione complementare fa seguito a quella che s'impartisce nella scuola elementare e la compie. È data nella scuola complementare.

Art. 35. — Le scuole complementare è di tre anni e, di regola, ha i seguenti insegnamenti: lingua italiana, storia e geografia; matematica, scienze naturali e computisteria; disegno; una lingua straniera; stenografia; calligrafia.

Inoltre, è materia d'esame la dattilografia.

Art. 36. — Nessuna scuola complementare può avere un numero di classi superiore a ventiquattro.

Art. 37. — È consentita la formazione di classi aggiunte non costituenti corso completo.

Una classe può essere sdoppiata soltanto se il numero dei suoi alunni sia superiore a quello indicato dall'art. 28.

Art. 38. — L'annessa tabella n. 7, stabilisce per le varie discipline o gruppo di discipline del corso ordinario le cattedre di ruolo, gli insegnamenti da conferirsi per incarico e le classi nelle quali ciascun professore di ruolo è tenuto ad insegnare.

Per ciascuna disciplina o gruppo di discipline costituenti unico inse-

gnamento si provvede alla istituzione di una o più cattedre di ruolo, oltre quella del corso ordinario, in base al numero complessivo delle ore d'insegnamento impartite per quella disciplina o gruppo di discipline nell'istituto, da almeno un biennio, con le norme da stabilirsi nel regolamento, il quale sarà emanato su proposta del Ministro dell'Istruzione di concerto con quello delle Finanze.

CAPO 3°

Dell'istruzione classica

Art. 39. — L'istruzione classica ha per fine di preparare alle Università ed agli Istituti superiori.

È divisa in due gradi : di primo grado nei ginnasi, di secondo nei licei.

Art. 40. — Il ginnasio è di cinque anni : i primi tre costituiscono il corso inferiore, gli altri due quello superiore.

Nel corso inferiore si insegnano : lingua italiana, lingua latina, storia e geografia; matematica; una lingua straniera dal secondo anno.

Nel corso superiore si insegnano : lingua italiana, lingua latina, lingua greca, storia e geografia; matematica; la stessa lingua straniera che nel corso inferiore.

Art. 41. — Alla cattedra delle materie letterarie nel corso superiore si accede soltanto mediante concorso.

Art. 42. — Il liceo è di tre anni. Vi si insegnano : lettere italiane, latine e greche; filosofia, storia ed economia politica; matematica e fisica; scienze naturali, chimica e geografia; storia dell'arte.

Art. 43. — Ogni liceo-ginnasio ha, di regola, un solo corso completo di classi.

In non più di un terzo dei licei-ginnasi può essere istituito fino ad un quarto corso completo di classi per il ginnasio, fino ad un terzo corso completo di classi per il liceo.

È vietata l'istituzione di classi aggiunte oltre i corsi completi di cui ai precedenti commi.

Art. 44. — L'annessa tabella n. 8 stabilisce il numero delle cattedre da istituirsi in ogni liceo-ginnasio o liceo isolato o ginnasio isolato per le varie discipline o gruppo di discipline, gli insegnamenti da conferirsi per incarico e le classi nelle quali ciascun professore di ruolo è tenuto ad insegnare.

Ogni liceo-ginnasio o liceo isolato ha un macchinista in servizio dei gabinetti scientifici. Lo stipendio dei macchinisti è stabilito dall'annessa tabella n. 17.

CAPO 4°

Dell'istruzione tecnica

Art. 45. — L'istruzione tecnica ha per fine di preparare all'esercizio di alcune professioni. È impartita nell'Istituto tecnico.

Art. 46. — L'istituto tecnico è di otto anni.

I primi quattro anni costituiscono il corso inferiore, gli ultimi quattro il corso superiore.

Art. 47. — Nel corso inferiore si insegnano : lingua italiana e latina, storia e geografia; matematica; disegno; una lingua straniera; stenografia.

Inoltre, è materia d'esame la dattilografia.

Art. 48. — Il corso superiore può essere costituito dalla Sezione di commercio e di ragioneria e dalla Sezione di agrimensura o da una sola delle dette Sezioni.

Art. 49. — La sezione di commercio e ragioneria prepara all'esercizio di uffici amministrativi e commerciali.

Vi si insegnano : lettere italiane e storia; matematica e fisica; scienze naturali e geografia; due lingue straniere; computisteria e ragioneria; istituzioni di diritto; economia politica, scienza finanziaria e statistica; chimica merceologica; calligrafia.

Art. 50. — La sezione di agrimensura prepara alla professione di geometra.

Vi si insegnano : lettere italiane e storia; matematica e fisica; scienze naturali e geografia; agraria, computisteria rurale, estimo e tecnologia rurale; costruzioni e disegno di costruzioni; topografia e disegno topografico; chimica; legislazione rurale; disegno.

Art. 51. — Ogni istituto tecnico ha, di regola, un corso completo di classi per il primo quadriennio e per ciascuna sezione del quadriennio superiore.

In non più di un terzo degli istituti tecnici possono istituirsi fino a tre corsi completi per il primo quadriennio e per la sezione di commercio e ragioneria.

È vietata l'istituzione di classi aggiunte oltre i corsi completi.

Art. 52. — L'annessa tabella n. 9 stabilisce per ciascun istituto tecnico il numero delle cattedre di ruolo per ogni disciplina o gruppo di discipline, gli insegnamenti da conferirsi per incarico e le classi nelle quali ciascun professore di ruolo è tenuto ad insegnare.

CAPO 5°

Dell'istruzione magistrale

Art. 53. — L'istruzione magistrale ha per fine di preparare gli insegnanti delle scuole elementari. È impartita negli istituti magistrali.

L'istituto magistrale è di sette anni; i primi quattro costituiscono il corso inferiore, gli altri tre quello superiore.

Art. 54. — Nel corso inferiore si insegnano : lingua italiana, lingua latina dal secondo anno, storia e geografia; matematica; una lingua straniera; disegno; elementi di musica e canto corale; studio di uno strumento musicale.

Art. 55. — Nel corso superiore si insegnano : lingua e lettere italiane; lingua e lettere latine e storia; filosofia e pedagogia; matematica e fisica; scienze naturali, geografia ed igiene; disegno; elementi di musica e canto corale; studio di uno strumento musicale.

Art. 56. — Ogni istituto magistrale ha per i primi quattro anni due corsi completi di classi; per gli altri tre un solo corso. In non più di 40 istituti può istituirsi un terzo corso completo nei primi quattro anni, un secondo corso completo negli altri tre.

Nelle sedi in cui esista un liceo femminile è consentita la formazione di un quarto corso completo nelle prime quattro classi dell'istituto magistrale e di un terzo corso completo per gli altri tre anni.

È vietata l'istituzione di classi aggiunte oltre i corsi completi.

Art. 57. — Ad ogni istituto magistrale è annesso un Giardino d'infanzia o una Casa dei bambini.

Art. 58. — Gli istituti magistrali sono elencati nell'annessa tabella n. 10. Le sedi dei detti istituti possono esser variate per decreto reale, ma non può essere aumentato il numero totale di essi.

Art. 59. — L'annessa tabella n. 11 stabilisce il numero delle cattedre da istituirsi in ogni istituto magistrale per le varie discipline o gruppi di discipline, gli insegnamenti da conferirsi per incarico e le classi nelle quali ciascun professore di ruolo è tenuto ad insegnare.

CAPO 6°

Dei licei scientifici

Art. 60. — I licei scientifici hanno per fine di sviluppare ed approfondire l'istruzione dei giovani che aspirino agli studi universitari nelle Facoltà di Scienze e di Medicina e Chirurgia, con particolare riguardo alla cultura scientifica.

Art. 61. — Il liceo scientifico è di quattro anni.

Ogni liceo scientifico può avere fino a tre corsi.

È vietata la formazione di classi aggiunte oltre ai corsi completi.

Art. 62. — Nel liceo scientifico si insegnano : lettere italiane e latine; storia, filosofia ed economia politica; matematica e fisica; scienze naturali, chimica e geografia; una lingua e letteratura straniera; disegno.

Art. 63. — L'annessa tabella n. 12 stabilisce il numero delle cattedre da istituirsi in ciascun liceo scientifico per ogni disciplina o gruppo di discipline, gli insegnamenti da conferirsi per incarico e le classi nelle quali ciascun professore di ruolo è tenuto ad insegnare.

Art. 64. — All'istituzione dei regi licei scientifici può provvedersi con decreto reale da emanarsi su proposta del Ministro dell'Istruzione di concerto con quello delle Finanze.

CAPO 7°

Dei licei femminili

Art. 65. — I licei femminili hanno per fine d'impartire un complemento di cultura generale alle giovinette che non aspirino nè agli studi superiori nè al conseguimento di un diploma professionale.

Art. 66. — Il liceo femminile è di tre anni.

Ogni liceo femminile non può avere più di due corsi completi.

È vietata la formazione di classi aggiunte oltre i corsi completi.

Art. 67. — Nel liceo femminile si insegnano : lingua e letteratura italiana e latina; storia e geografia, filosofia, diritto ed economia politica; due lingue straniere, delle quali una obbligatoria e l'altra facoltativa; storia dell'arte; disegno; lavori femminili ed economia domestica; musica e canto; uno strumento musicale; danza.

Art. 68. — L'annessa tabella n. 13 stabilisce il numero delle cattedre da istituirsi in ciascun liceo femminile per ogni disciplina o gruppo di discipline, gli insegnamenti da conferirsi per incarico e le classi nelle quali ciascun insegnante di ruolo è tenuto ad insegnare.

Art. 69. — È autorizzata l'istituzione per decreto reale di non oltre 20 regi licei femminili in tutto il Regno.

CAPO 8°

Degli esami e degli studenti

Art. 70. — L'anno scolastico incomincia il 16 ottobre e finisce il 30 giugno : le lezioni hanno luogo in tutti i giorni meno quelli festivi ed altri dodici di vacanze.

Art. 71. — Gli esami delle scuole medie sono di ammissione, idoneità, promozione, licenza, abilitazione e maturità.

Con esame di ammissione si accede alla prima classe delle scuole medie di primo e di secondo grado e alla quarta classe del ginnasio.

Con esame di idoneità accedono alle classi, per cui non è prescritto esame di ammissione, gli alunni provenienti da scuola pubblica non pareggiata o da scuola privata o paterna.

Esami di promozione hanno luogo soltanto nel caso provisto dall'art. 83.

L'esame di licenza è sostenuto alla fine del corso di scuola complementare e di liceo femminile : nessun alunno può esserne esonerato.

L'esame di abilitazione è sostenuto alla fine del corso degli studi propri degli istituti magistrali e degli istituti tecnici.

Mediante l'esame di maturità si accede alle Università e agli Istituti superiori, salvo gl'Istituti superiori di Magistero.

Art. 72. — Un esame unico di ammissione dà accesso indistintamente al ginnasio, al corso inferiore dell'istituto tecnico ed al corso inferiore dell'istituto magistrale; un diverso esame di ammissione dà accesso alla scuola complementare.

Agli esami di cui al precedente comma può presentarsi solo chi compia, nell'anno in corso, almeno il decimo anno di età.

Art. 73. — Può presentarsi ad esame d'ammissione diverso da quello per la 1^a classe di scuola media di primogrado colui che abbia conseguito l'ammissione inferiore tanti anni prima quanti ne occorrono per il corso normale di studi.

Il candidato all'esame di ammissione al liceo scientifico o al liceo femminile dovrà aver conseguito, almeno quattro anni prima, l'ammissione a scuola media di primogrado.

L'alunno proveniente da scuola non governativa nè pareggiata che

abbia conseguito almeno cinque anni prima l'ammissione al ginnasio può aspirare all'ammissione al liceo senza aver conseguito l'ammissione alla quarta ginnasiale.

Art. 74. — Può presentarsi all'esame di maturità chi abbia conseguita l'ammissione a scuola di secondo grado tanti anni prima quanti ne occorrono in questa per il corso normale degli studi.

Chi compì nell'anno in corso i 23 anni di età può presentarsi all'esame di maturità senza aver sostenuto alcun esame di ammissione.

Art. 75. — L'intervallo fra due esami di ammissione o fra l'esame di ammissione alla scuola di secondo grado e quello di maturità o di licenza dal liceo femminile può essere abbreviato di un anno per ciascun grado di scuola se concorrono speciali condizioni di età o di profitto.

Art. 76. — Alle classi, per le quali non è prescritto l'esame di ammissione, gli alunni delle scuole regie o pareggiate accedono per *promozione* dalla classe immediatamente inferiore, in base al risultato di uno scrutinio collegiale al termine delle lezioni, salvo il disposto dell'art. 83; gli alunni provenienti da scuola pubblica non pareggiata, privata o paterna, accedono per esame di *idoneità*, al quale possono presentarsi purché abbiano conseguito l'ammissione alla prima classe della scuola dello stesso grado di quella a cui aspirano, tanti anni prima quanti ne occorrono per il corso normale degli studi.

Art. 78. — Gli alunni di scuola *complémentaire* e di liceo femminile regi o pareggiati alla fine del terzo anno sostengono un esame di licenza, al quale sono ammessi altresì gli alunni provenienti da scuola pubblica non pareggiata, privata o paterna, che abbiano conseguito, da almeno tre anni, l'ammissione alla prima classe delle scuole stesse.

Art. 77. — Gli esami hanno luogo dopo il 30 giugno. Le prove previste nell'art. 83 hanno luogo normalmente nei primi dieci giorni di ottobre.

Art. 79. — Il risultato dell'esame si esprime con una classificazione in decimi per ciascuna materia o gruppo di materie affini.

Allo stesso modo si classificano il profitto e la condotta nel corso dell'anno.

Art. 80. — Al termine di ciascun bimestre di scuola e al termine delle lezioni il Collegio dei professori delibera i voti di profitto e di condotta degli alunni.

Art. 81. — Per ottenere l'*ammissione*, l'*idoneità*, la *licenza*, l'*abilitazione* e la *maturità* è necessario aver conseguito nel relativo esame voto non inferiore a sei decimi in ciascuna materia o in ciascun gruppo di materie affini.

Art. 82. — La *promozione* è conferita agli alunni che nello scrutinio finale abbiano ottenuto voto non inferiore a sei decimi in ciascuna materia o complessivamente in ciascun gruppo di materie affini ed otto decimi in condotta.

Art. 83. — Chi nello scrutinio finale per la promozione o in qualsiasi esame del luglio abbia conseguito meno di sei decimi in non più di due materie o gruppi di materie o non abbia potuto nel luglio cominciare o compiere l'esame scritto o presentarsi all'orale, è ammesso a sostenere o ripetere le relative prove di esame nella sessione autunnale.

Art. 84. — Una stessa classe di scuola governativa o pareggiata può frequentarsi soltanto per due anni.

Art. 85. — I programmi degli esami sono determinati con lo stesso decreto reale, che stabilirà gli orari di insegnamento.

Art. 86. — Sono sedi degli esami di *ammissione*, d'*idoneità*, di *promozione* e di *licenza* tutte le scuole regie o pareggiate.

Art. 87. — Ogni commissione giudicatrice dell'esame di *ammissione*, di *idoneità* e di *licenza* è presieduta dal Preside dell'istituto in cui l'esame ha luogo ed è composta :

1) per l'esame di ammissione : di professori di scuola del tipo e del grado, a cui aspirano i candidati ; di un maestro di scuola elementare pubblica per l'ammissione alla scuola di promo grado ; di un insegnante di scuola del tipo e del grado da cui i candidati provengono, per le altre ammissioni ;

2) per l'esame di idoneità : di professori della classe a cui il candidato aspira ;

3) per l'esame di *licenza* : di professori della scuola stessa.

I componenti le commissioni dell'esame di ammissione sono nominati dal Provveditore agli studi, quelli dell'esame di idoneità e di licenza, dal Preside.

Art. 88. — Sono sedi degli esami di abilitazione :

a) alle professioni cui prepara l'istituto tecnico, le città capoluogo di provincia ;

b) all'insegnamento elementare, le città in cui sono i Provveditorati agli studi.

Art. 89. — Ogni commissione giudicatrice dell'esame di abilitazione di cui alla lettera a) del precedente articolo è composta : in maggioranza di professori degli istituti tecnici di altre provincie e di due persone che abbiano dato prova di notevole perizia nell'esercizio della professione, cui il candidato aspira. Essa è presieduta dal professore più anziano.

Ogni commissione giudicatrice dell'esame di abilitazione di cui alla lettera b) del precedente articolo è composta : in maggioranza di professori di istituto magistrale, d'un professore universitario che la presiede, e d'un direttore didattico.

Art. 90. — Le commissioni, di cui al precedente articolo, sono nominate dal Ministro su proposta dei Provveditori agli studi e debbono essere rinnovate ogni anno, per intero.

Art. 91. — Gli esami di *maturità* per i provenienti dal liceo classico hanno luogo in quaranta sedi che saranno indicate nel regolamento, gli esami di maturità per i provenienti dal liceo scientifico in non più di venti sedi. In una stessa sede può essere costituita pia d'una commissione.

Art. 92. — Ogni commissione giudicatrice dell'esame di maturità è costituita :

a) per almeno due terzi, di professori di scuola di secondo grado ;

b) per non più di un terzo, di professori universitari o liberi docenti.

Alla commissione così costituita si aggiunge un insegnante appartenente a scuola privata o persona estranea all'insegnamento.

Le commissioni di maturità sono nominate dal Ministro. Nell'imminenza dell'esame, la sostituzione dei commissari, che vengano a mancare per qualsiasi causa, è disposta dal Provveditore agli studi.

Ciascun commissario deve astenersi dal giudicare i candidati che siano stati da esso privamente o pubblicamente istruiti.

Art. 93. — Sarà corrisposto un compenso nella misura e con le modalità da stabilirsi per regolamento ai componenti le commissioni giudicatrici di abilitazione e di maturità e ai maestri elementari facenti parte delle commissioni dell'esame di ammissione. Il regolamento sarà emanato su proposta del Ministro dell'Istruzione, di concerto con quello delle Finanze. Ai commissari saranno inoltre rimborsate le spese di viaggio.

Art. 94. — Il candidato agli esami di ammissione a scuola di secondo grado o di abilitazione o di maturità, deve presentare la pagella dell'ultimo anno o, se provenga da scuola privata o paterna, un documento che attesti degli studi compiuti.

Sarà ogni anno pubblicato nel *Bollettino ufficiale* del Ministero l'elenco degli istituti, i quali, negli esami dei propri alunni, abbiano dato migliori risultati.

Art. 95. — La *promozione*, l'*idoneità*, e l'*ammissione*, valgono per proseguire gli studi in qualsiasi istituto governativo o pareggiato.

Art. 96. — Le tasse scolastiche sono quelle indicate nell'annessa tabella n. 14.

Con decreto reale, su proposta dei Ministri dell'Istruzione e delle Finanze saranno stabilite le modalità per l'esonero totale o parziale dal pagamento delle tasse a favore degli alunni bisognosi.

CAPO 9°

Del personale di segreteria, degli assistenti dei macchinisti e [bidelli]

Art. 97. — Il personale di segreteria dei licei ginnasi e degli istituti magistrali è a carico dello Stato, quello delle scuole complementari e dei licei femminili è a carico dei Comuni, quello dei licei scientifici e degli Istituti tecnici a carico delle Provincie.

In deroga al precedente comma è a carico dello Stato il personale di segreteria delle scuole complementari della Basilicata e della Sardegna e degli istituti tecnici delle anzidette regioni e di Modica.

Gli assistenti e i macchinisti degli istituti tecnici e dei licei scientifici sono a carico delle Provincie, eccettuati quelli degli istituti tecnici della Basilicata e della Sardegna, i quali sono a carico dello Stato.

Sono inoltre a carico dello Stato gli assistenti degli istituti tecnici di Modica e di Udine.

Art. 98. — Il ruolo dei segretari delle scuole medie è unico.

I segretari hanno gli stipendi di cui all'annessa tabella n. 15 e sono nominati in seguito concorso, al quale possono partecipare cittadini italiani muniti del titolo di studio e degli altri requisiti stabiliti dal regolamento.

Ogni liceo-ginnasio e ogni istituto magistrale ha un segretario di ruolo.

Presso i licei e i ginnasi isolati aventi da un biennio almeno 100 alunni, l'ufficio di segretario è affidato per incarico con l'annua retribuzione di lire mille.

Gli assistenti sono in numero di tre in ciascun istituto tecnico ed hanno gli stipendi di cui all'annessa tabella n. 16.

Art. 99. — I macchinisti dei licei ginnasi sono a carico dello Stato, eccettuati quelli dei licei ginnasi Sicilia che sono a carico dei Comuni.

Essi sono nominati con le stesse norme dei segretari, eccettochè per quanto riguarda i titoli attestanti la preparazione culturale e tecnica.

Art. 100. — Il personale di servizio dei licei ginnasi è a carico dello Stato, quello degli istituti magistrali, dei licei femminili e delle scuole complementari a carico dei Comuni, quello dei licei scientifici e degli istituti tecnici a carico delle Provincie.

In deroga al precedente comma è a carico dei Comuni il personale di servizio dei licei ginnasi della Sicilia, a carico dello Stato quello delle scuole complementari e degli istituti magistrali della Basilicata e della Sardegna, degli istituti tecnici delle anzidette regioni e di Modica.

Art. 101. — Il personale di servizio a carico dello Stato è costituito dai bidelli, i quali attendono alla completa pulizia e alla custodia dei locali e adempiono a qualunque altro incarico loro affidato dai Presidi.

I bidelli hanno gli stipendi di cui all'annessa tabella n. 18.

Il regolamento stabilirà le modalità per la loro nomina e il loro licenziamento e le puzioni cui sono soggetti.

Art. 102. — Ogni liceo-ginnasio, istituto magistrale ed istituto tecnico ha un numero di bidelli, variabile a seconda della popolazione scolastica, da due a sei; ogni liceo o ginnasio isolato o scuola complementare un numero di bidelli, variabile, a seconda della popolazione scolastica, da uno a quattro.

Il numero complessivo dei posti di bidello sarà ogni anno stabilito con decreto del Ministro dell'Istruzione d'accordo con quello delle Finanze.

CAPITOLO 10°

Degli edifici scolastici e dell'arredamento

Art. 103. — Le Provincie, per gli istituti tecnici e i licei scientifici ed i Comuni, per ogni altro ordine di scuole medie, sono obbligati ad apprestare l'edificio scolastico e a mantenerlo in buono stato. Le une e gli altri sono obbligati, altresì, all'arredamento, all'illuminazione, al riscaldamento dell'edificio e ad ogni spesa d'ufficio, e, solo per ciò che riguarda gli istituti tecnici ed i licei scientifici, al materiale didattico e scientifico.

Al materiale didattico e scientifico di ogni altro ordine di scuole provvede lo Stato.

I Comuni hanno inoltre l'obbligo di provvedere alla custodia, all'illuminazione e al riscaldamento delle palestre e degli stadi di proprietà dell'Ente nazionale per l'educazione fisica.

Art. 104. — Per la costruzione e il restauro degli edifici scolastici gli

enti obbligati a termini dell'articolo precedente sono ammessi a godere dei maggiori benefici accordati dallo Stato ai Comuni per la costruzione degli edifici destinati alle scuole elementari.

CAPO 11°

Degli istituti pareggiate

Art. 105. — Le scuole medie, ad eccezione degli istituti magistrali, mantenute da enti morali possono essere pareggiate alle regie per quanto riguarda il valore degli studi in esse compiuti.

Art. 106. — La nomina, le promozioni e li licenziamento degli insegnanti di scuole medie pareggiate hanno luogo secondo le norme in vigore per le corrispondenti scuole governative.

Per la nomina, gli enti possono derogare dal concorso se gli insegnanti da nominare occupino già un posto di ruolo per la stessa disciplina o gruppo di discipline in scuola regie o pareggiate dello stesso tipo e grado o siano compresi in graduatorie di vincitori di concorsi a tali cattedre in attesa di nomina.

Art. 107. — Gli insegnanti di ruolo che passino da una ad'altra scuola pareggiata dello stesso tipo e grado per chiamata, conservano i diritti acquisiti.

Gli insegnanti di scuola pareggiata che passano ad occupare una cattedra in una scuola regia cumulano, ai fini della pensione, col servizio governativo quello prestato alla dipendenza dell'ente che mantiene la scuola pareggiata. In tale caso la spesa della pensione sarà ripartita tra l'ente medesimo e lo Stato in conformità dell'articolo 48 della legge 21 febbraio 1895, n. 70.

Art. 108. — L'ufficio di preside in una scuola media pareggiata è conferito mediante concorso per titoli fra gli insegnanti ordinari della stessa scuola forniti di laurea ed aventi almeno sette anni di servizio di ruolo in scuole governative o pareggiate. Nei primi sette anni successivi al pareggiamento l'ufficio direttivo è conferito, anno per anno, a titolo di supplenza ad uno degli insegnanti della scuola fornito di laurea.

L'ufficio di preside può esser conferito senza concorso a chi occupi lo stesso ufficio in altra scuola pareggiata dello stesso tipo e grado.

Art. 109. — Ai presidi e agli insegnanti delle scuole medie pareggiate si applicano, quanto alle punizioni, le norme stabilite dagli art. 22, 23, 24, 25 e 26 del presente decreto.

Art. 110. — Il regolamento da emanarsi su proposta del Ministro dell'Istruzione di concerto con quello delle Finanze, determina, in caso di regificazione della scuola media pareggiata, le condizioni per l'assunzione in servizio dello Stato del personale direttivo ed insegnante della scuola stessa.

Art. 111. — In caso di soppressione di una scuola media pareggiata, gli insegnanti di ruolo della scuola medesima hanno diritto di concorrere alle cattedre governative, per le quali posseggano il legale titolo di abilitazione, qualunque sia la loro età.

Art. 112. — Agli insegnanti di scuole medie pareggiate che passino, per effetto di regificazione o di concorso, al servizio dello Stato, sono applicabili, per quanto si riferisce al periodo di prova, le norme stabilite dall'art. 6 del presente decreto.

Agli stessi e ai presidi è riconosciuto utile, agli effetti dello stipendio, il servizio di ruolo prestato nelle scuole pareggiate.

CAPITOLO 12°

Degli istituti privati

Art. 113. — È data facoltà ad ogni cittadino che abbia l'età di 30 anni compiuti ed i necessari requisiti morali, di aprire al pubblico un istituto di istruzione media, con o senza convitto purchè siano osservate le seguenti condizioni :

1° che le persone cui saranno affidati i diversi insegnamenti abbiano rispettivamente i requisiti voluti per insegnare in una scuola media governativa, o titoli equipollenti;

2° che gli insegnamenti siano dati la conformità del programma in cui sarà stata annunciata al pubblico l'apertura dell'istituto. Modificazioni al sovraindicato programma debbono essere annunciate con eguale pubblicità;

3° che l'istituto sia sempre aperto al Provveditore agli studi e ad ogni persona cui il Ministro abbia dato speciale incarico di ispezionarlo;

4° che per l'educazione fisica si uniformi a quanto è stabilito per gli alunni delle scuole medie governative.

Art 114. — Chi vuole usare della facoltà di cui al precedente articolo, deve farne domanda scritta al Provveditore agli studi, tre mesi prima dell'inizio delle lezioni.

Alla domanda debbono essere annessi i programmi degli insegnamenti ed i nomi degli insegnanti coi titoli di cui sono muniti, ed una pianta dei locali destinati all'istituto.

Il Provveditore, riscontrata la regolarità dei documenti, deve accertarsi, con ogni mezzo, della idoneità dei locali ed assumere tutte le necessarie informazioni sulla moralità del richiedente.

Se entro due mesi dalla domanda non interviene per parte del Provveditore un'opposizione motivata, ufficialmente notificata al richiedente, l'istituto può essere aperto, e, finchè si mantiene nelle condizioni accennate all'articolo precedente, non può essere chiuso se non per cause gravi, in cui sia impegnata la conservazione dell'ordine morale e la tutela dei principi che governano l'ordine sociale pubblico dello Stato o la salute degli allievi.

Se però l'istituto non sarà aperto entro sei mesi dal giorno in cui può esserlo, a tenore di quest'articolo, la domanda sarà, considerata come non avvenuta.

Art. 115. — I motivi dell'opposizione all'apertura di un istituto possono essere sottoposti, sull'istanza del richiedente al giudizio della Giunta per l'istruzione media.

Al giudizio della stessa Giunta devono essere sempre sottoposte le cause che possano rendere necessaria la chiusura di questi istituti.

In ogni caso alla chiusura non si può far luogo se non per decreto ministeriale.

Art. 116. — Nei casi d'urgenza il Provveditore agli studi, riservate le guarentigie dell'articolo precedente, può far procedere alla chiusura temporanea di un istituto privato.

Art. 117. — Gli istituti ed icorsi d'istruzione media che vengano aperti senza che si sia adempiuto alle prescrizioni degli art. 113 e 114 sono, senz'altro, chiusi e coloro che li hanno aperti sono passibili di una multa estensibile dalle mille alle cinquemila lire. In caso di recidiva, alla multa può essere aggiunta la detenzione da sei giorni a tre mesi.

TITOLO II

Dei convitti nazionali

CAPITOLO 1°

Del patrimonio e dell'amministrazione

Art. 118. — I convitti nazionali hanno per iscopo di curare l'educazione e lo sviluppo intellettuale e fisico dei giovani che vi sono accolti.

Art. 119. — I convitti nazionali sono istituti pubblici con piena personalità giuridica.

Essi sono sottoposti alla tutela della Giunta per l'istruzione media e all'alta vigilanza del Ministero dell'Istruzione.

Al personale direttivo, educativo e contabile, di ruolo, provvede lo Stato; ad ogni altra spesa i Convitti nazionali provvedono con le rendite del proprio patrimonio e con le rette dei convittori.¹

Art. 120. — I convitti nazionali non sono tenuti a corrispondere allo Stato alcun contributo per gli stipendi del personale delle scuole medie governative, per classi aggiunte delle scuole stesse e per gli stipendi dei funzionari dei convitti medesimi.

I convitti nazionali di Genova, Novara, Torino e Voghera hanno, con esenzione da qualsiasi tassa, il libero uso dei fabbricati ad essi assegnati col decreto luogotenenziale 25 agosto 1848 n. 777 e col. R. decreto 4 ottobre 1848, n. 819.

Art. 121. — L'amministrazione di ciascun convitto è affidata ad un Consiglio, composto.

a) del Rettore, presidente;

b) di due delegati, l'uno del Consiglio provinciale e l'altro del Consiglio comunale del luogo dove ha sede il convitto, scelti dai consigli medesimi anche fuori del loro seno;

c) di due persone nominate dal Ministro dell'Istruzione una delle quali scelta fra il personale dirigente ed insegnante delle scuole medie, frequentate dai convittori;

d) di un funzionario dell'amministrazione finanziaria, designato dall'Intendente di Finanza della Provincia.

I componenti del Consiglio di amministrazione, durano in carica tre anni e sono rieleggibili. Il loro ufficio è gratuito.

Il consigliere che, senza giustificato motivo, non intervenga a tre adunanze consecutive, decade dal suo ufficio.

Art. 122. — Il consiglio di amministrazione esamina ed approva il bilancio di previsione, autorizza il rettore a stare in giudizio, cura che tutte le spese siano fatte nei limiti del bilancio stesso, prende le deliberazioni necessarie al normale funzionamento dell'istituto, alla conservazione, all'utile trasformazione ed all'incremento del suo patrimonio.

Art. 123. — Pei contratti che non eccedano il valore di lire tre mila, il consiglio di amministrazione potrà, previa autorizzazione della Giunta per l'istruzione media e per giustificati motivi, adottare la licitazione privata o la semplice trattativa privata.

Per le forniture dei generi alimentari e per i bisogni immediati dell'istituto, il consiglio di amministrazione potrà deliberare che si provveda anche ad economia.

Alla fine dell'esercizio finanziario il consiglio di amministrazione esamina ed approva il conto consuntivo.

I componenti il consiglio di amministrazione sono responsabili verso l'istituto dei danni economici ad esso arrecati in seguito a inosservanza delle leggi e dei regolamenti con dolo e grave colpa.

Art. 124. — I convitti nazionali potranno richiedere, per la tutela dei loro interessi, e quando non trattisi di contestazioni con lo Stato, l'assistenza dell'Avvocatura Erariale.

Art. 125. — Il consiglio d'amministrazione dei convitti nazionali, può essere sciolto con decreto reale per gravi motivi o quando, richiamato all'osservanza di obblighi ad esso imposti per legge, persista a violarli. In caso di scioglimento l'amministrazione è affidata ad un commissario straordinario, le cui indennità sono poste a carico del Convitto.

CAPO 2°

Del personale direttivo, educativo e contabile

Art. 126. — Il personale dei convitti nazionali comprende :

- a) istitutori,
- b) maestri elementari,
- c) vice-economi,
- d) vice-rettori,
- e) economi,
- f) rettori.

Il ruolo organico del detto personale è stabilito dall'annesso tabella n. 19.

Gli stipendi relativi sono stabiliti e disciplinati dall'annessa tabella n. 20.

Art. 127. — Al posto di istitutore si accede mediante concorso pubblico per titoli e per esame.

Al concorso sono ammessi i cittadini italiani e gli italiani non regnicoli forniti di laurea e degli altri requisiti stabiliti dal regolamento.

Nel bando di concorso sarà espressamente indicato il numero dei posti dei convitti nazionali femminili; ai quali potranno aspirare soltanto le donne.

I vincitori conseguono il titolo e il grado di istitutori straordinari e sono nominati effettivi solo dopo un anno di prova. Qualora la prova non sia favorevole l'istitutore straordinario è licenziato alla fine dell'anno o anche prima.

Art. 128. — I maestri elementari interni dei convitti nazionali sono nominati in seguito a concorso per esami, al quale potranno partecipare soltanto i maestri delle pubbliche scuole elementari in attività di servizio con il grado di ordinario.

Art. 129. — Al posto di vice-economo si accede mediante concorsol pubblico per titoli e per esame.

Al concorso sono ammessi i cittadini italiani e gli italiani non regnicoli forniti del titolo di abilitazione per l'esercizio della professione di ragioniere.

Gli istitutori straordinari ed effettivi, anche se forniti del titolo, di cui al secondo comma del presente articolo, possono essere ammessi al concorso purchè siano provvisti della laurea rilasciata dalle Facoltà di giurisprudenza o dagli istituti superiori di commercio.

I vincitori conseguono il titolo e il grado di vice economo straordinario e sono nominati effettivi solo dopo un anno di prova. Qualora la prova non sia favorevole il vice economo straordinario è licenziato o restituito al suo precedente grado di istitutore alla fine dell'anno o anche prima.

Art. 130. — I vice rettori sono scelti dal Ministro, sentito il consiglio di amministrazione del Ministero, tra gli istitutori, forniti di laurea, con almeno cinque anni di anzianità come effettivi.

Gli economisti sono scelti dal Ministro, sentito il consiglio di amministrazione del Ministero, tra i vice economisti che abbiano almeno cinque anni di anzianità come effettivi.

I rettori sono scelti dal Ministro, sentito il consiglio di amministrazione del Ministero, tra vice-rettori, forniti di laurea, i quali abbiano prestato almeno due anni di lodevole servizio nel grado di vice-rettore.

Art. 131. — Il rettore è il capo del convitto e ne ha la rappresentanza legale.

Egli è responsabile del buon andamento morale, disciplinare ed economico del convitto.

Art. 132. — L'economo, che è tenuto a prestare cauzione nella misura stabilita dal regolamento, è incaricato, sotto la direzione e la vigilanza del rettore, di tutto ciò che concerne l'amministrazione, la contabilità e il servizio interno del convitto.

Art. 133. — Qualora il conto consuntivo annuale d'un convitto si chiuda con disavanzo, il Ministro dell'Istruzione disporrà immediatamente un'inchiesta contabile a carico del Rettore e dell'economo.

Art. 134. — In ciascun convitto nazionale verranno assunti in servizio, senza diritto a stabilità, istitutori assistenti, nel numero ritenuto necessario da ciascun consiglio di amministrazione.

Per la nomina ai posti di istitutore assistente sarà data la preferenza

a coloro che risultino iscritti alla Facoltà di lettere e di Filosofia delle Regie Università e degli Istituti Superiori.

Agli istitutori assistenti verrà corrisposta una retribuzione annua non inferiore a lire duemila oltre il vitto e l'alloggio, a carico del bilancio del convitto.

Art. 135. — Il lodevole servizio prestato, per un anno almeno, nei convitti nazionali, in qualità d'istitutore di ruolo o d'istitutore assistente, dopo il conseguimento della laurea, sarà considerato, agli effetti dei concorsi a cattedre nelle scuole medie, titolo pari a quello dell'insegnamento nelle scuole medesime.

Art. 136. — I funzionari di ruolo de' convitti nazionali possono essere ammessi, purchè celibi, a sedere alla mensa collegiale e ad usufruire dello stesso vitto della comunità, con l'obbligo di corrispondere all'amministrazione del convitto una somma mensile, pari alla effettiva spesa, accertata dal consiglio d'amministrazione sulla base della media giornaliera.

La concessione, di cui al precedente comma, può essere fatta anche ai funzionari di ruolo ammogliati per quei periodi dell'anno nei quali abbiano la famiglia dimorante altrove o quando esigenze di servizio lo richiedano.

Art. 137. — Ai funzionari di ruolo dei convitti nazionali sono applicabili le norme relative allo stato giuridico degli impiegati civili.

Le norme per l'assunzione in servizio ed il licenziamento degli istitutori assistenti e per le punizioni a loro carico saranno stabilite dal regolamento, il quale disciplinerà anche il trattamento del personale per gli insegnanti interni e per il personale subalterno proprio a ciascun convitto.

CAPO 3°

Dei convittori

Art. 138. — Ai convitti nazionali sono ammessi fanciulli di età non inferiore ai sei anni e non superiore ai dodici.

Il regolamento stabilirà le norme e le modalità per l'ammissione e le speciali condizioni per la dispensa del limite massimo di età.

Art. 139. — I convittori frequentano le scuole elementari interne o le scuole pubbliche di istruzione media.

Art. 140. — La misura della retta annuale dei convittori è fissata dal consiglio di amministrazione ed approvata dall'autorità tutoria in sede di bilancio.

Art. 141. — All'educazione fisica dei convittori provvede ciascun convitto con propri insegnanti.

Inoltre in ciascun convitto sarà svolto, secondo norme fissate dal regolamento, un corso di istruzione premilitare, su programma stabilito dal Ministero della Guerra, per i convittori che abbiano compiuto il sedicesimo anno di età. I convittori che abbiano frequentato il prescritto biennio, e superato i relativi esami, conseguiranno un brevetto di compiuta istruzione premilitare e godranno dei vantaggi ad esso inerenti.

Disposizioni generali e finali

Art. 142. — Il Ministro dell'Istruzione è autorizzato ad apportare all'ordinamento interno degli istituti delle nuove provincie quelle variazioni che siano rese necessarie dalla diversità della lingua d'insegnamento, senza, peraltro, modificare nè il numero delle cattedre di ciascun istituto nè gli stipendi dei professori.

Art. 143. — Le Giunte per l'istruzione media di cui all'art. 29 sostituiranno dal 1° luglio 1923 le attuali Guinte provinciali per le scuole medie.

Art. 144. — Saranno applicate con effetto dal 1° ottobre 1923 le norme riguardanti lo stato economico dei presidi e dei professori; i ruoli organici del personale; il conferimento delle supplenze e degli incarichi; l'ordinamento degli istituti; l'incompatibilità di altro ufficio con quello di preside o di professore; i congedi e le aspettative per ragioni di famiglia.

Saranno applicate invece con l'anno scolastico 1923-24 le norme relative agli esami ed all'esonero dei presidi dall'insegnamento e la tabella delle tasse scolastiche; e col 1° gennaio 1924 la norma di cui all'art. 120.

Art. 145. — Sono abrogate le leggi 12 luglio 1896 n. 293; 8 aprile 1906 n. 141; 8 aprile 1906 n. 142; 16 luglio 1914 n. 679; 22 dicembre 1921 n. 2057; fatta eccezione per le norme relative alla Sezione per l'istruzione media della Giunta del Consiglio superiore in quanto non siano in contrasto col presente decreto.

È, inoltre, abrogata qualunque altra disposizione contraria al presente decreto.

Art. 146. — Con altro decreto saranno dettate le norme transitorie per regolare il passaggio dal vecchio al nuovo ordinamento.

Ordiniamo, ecc.

Dato a Roma addì 6 maggio 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI,
DE STEFANI,
GENTILE.

Visto, *Il guardasigilli*: OVIGLIO.

R. D. 14 ottobre 1923 che approva gli orari e programmi per le RR. Scuole medie.

VITTORIO EMANUELE III, ecc.

Veduto l'art. 85 del R. D. 6 maggio 1923, n. 1054;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione;

Abbiamo decretato e decretiamo;

Art. 1. — Sono approvati gli orari ed i programmi d'esame annessi al presente decreto e firmati d'ordine Nostro Ministro proponente.

Art. 2. — Gli orari stabiliscono le ore d'insegnamento obbligatorie per ciascuna materia e classe nei RR. Istituti di istruzione media dipendenti dal Ministero della Pubblica Istruzione.

I programmi stabiliscono la materia degli esami di ammissione, di licenza, di abilitazione e di maturità, di cui al capo 8° del R.D. 6 maggio 1923, n. 1054.

Art. 3. — In ciascun Istituto, alla fine dell'anno scolastico e non più tardi dal 30 giugno, il Collegio dei professori sceglierà, su proposta del professore della classe e della materia, i libri di testo e stabilirà, inoltre, la parte dei programmi da trattare nelle singole classi, per le singole materie, in modo tale che al termine del corso gli alunni siano pronti a sostenere l'esame prescritto.

Per ciò che riguarda la scelta dei libri di testo la proposta del competente professore si intenderà approvata dal Collegio quando abbia raccolto i suffragi favorevoli d'un terzo votanti.

Art. 4. — Nei corsi biennali la deliberazione di cui al primo comma del precedente articolo dovrà riguardare la distribuzione della materia di tutto il biennio, nei corsi triennali e quadriennali quella, rispettivamente, di tutto il triennio e di tutto il quadriennio.

Ma se la cattedra muti di titolare potrà il Collegio deliberare una nuova distribuzione del programma nella parte non ancora trattata su motivata proposta scritta del nuovo professore.

Art. 5. — I testi classici possono essere mutati di anno in anno.

La scelta dei manuali avrà valore per tutto il biennio, triennio o quadriennio secondo la durata del corso.

Art. 6. — Una diversa distribuzione del programma nei corsi paralleli di uno stesso istituto è vietata solo per quelle materie d'insegnamento il insegnante sia comune all'uno e all'altro corso parallelo.

È consentita invece, nei corsi paralleli, l'adozione di testi classici diversi anche quando l'insegnante sia comune.

Art. 7. — Il professore che dissenta dalle deliberazioni di cui agli art. 3 e 4 del presente decreto, se il dissenso si riferisca alla materia del suo insegnamento, ha facoltà di ricorrere al Ministro che deciderà udita la Giunta del Consiglio Superiore di P. I.

Il ricorso non ha effetto sospensivo.

Art. 8. — L'elenco dei libri di testo e la distribuzione del programma per l'anno scolastico seguente dovranno essere resi di pubblica ragione mediante affissione all'albo dell'istituto, non più tardi del 16 luglio di ciascun anno e mediante inserzione nell'Annuario dell'istituto stesso.

Art. 9. — In ciascun istituto gli esami di promozione saranno sostenuti sui programmi d'insegnamento pubblicati come all'articolo precedente.

Gli esami di idoneità potranno essere sostenuti anche sui programmi presentati dai candidati se il Preside, udito il parere del professore competente per la materia, li abbia giudicati equivalenti a quelli dell'istituto.

Questo giudizio è inappellabile, ma sindacabile dal Ministero agli effetti disciplinari.

Art. 10. — Ai fini di cui al secondo comma del precedente articolo, i candidati dovranno presentare il programma degli studi compiuti insieme con la domanda d'ammissione.

L'elenco dei candidati ammessi all'esame sarà pubblicato nell'albo dell'istituto ed i programmi accettati saranno depositati presso la segreteria dell'istituto stesso, così che il pubblico ne possa prendere visione.

Art. 11. — Per gli esami che non siano di promozione o di idoneità i candidati presenteranno una dichiarazione scritta contenente l'elenco delle letture fatte e l'argomento prescelto là dove i programmi, annessi al presente decreto, consentono una scelta.

La dichiarazione di cui al precedente comma sarà redatta, per gli alunni provenienti da istituto d'istruzione media regia o pareggiata, dal professore che li avrà istruiti nell'anno precedente all'esame.

Il preside dell'istituto, se si tratti di esame di licenza, e il presidente della commissione giudicatrice negli altri casi deciderà della sufficienza dei detti elenchi e della conseguente ammissibilità del candidato.

Disposizioni transitorie

Art. 12. — Per l'anno scolastico 1923-24 le operazioni di cui all'art. 3 del presente decreto dovranno esser compiute entro il 15 novembre 1923.

Art. 13. — Se per l'anno scolastico 1923-24 il Collegio dei professori deliberi di lasciare in uso manuali già adottati nell'istituto per i corsi ultranuali, non sarà, peraltro, impedito che dall'anno scolastico 1924-25 i detti manuali siano mutati per gli ultimi anni del corso.

Art. 14. — Per gli esami che non siano di promozione o di idoneità, che saranno tenuti negli anni scolastici indicati nell'annesso allegato C, tanto i candidati provenienti da scuola privata o paterna quanto quelli provenienti da scuola regia o pareggiata potranno presentare per le materie indicate nella tabella stessa il programma effettivamente svolto.

Ove si tratti di candidati provenienti da scuola regia o pareggiata il detto programma si presume sufficiente.

Della sufficienza del programma presentato dagli altri candidati e della conseguente loro ammissibilità all'esame decide la Commissione giudicatrice, la quale confronterà questo programma con quello corrispondente della scuola regia o pareggiata che sarà indicata dai candidati stessi.

Art. 15. — Per le materie aggiunte nel nuovo ordinamento, le Commissioni d'esame giudicheranno dei programmi tenendo conto che l'insegnamento di dette materie avrà inizio nell'anno scolastico 1923-24 in tutte le classi dell'istituto con lo svolgimento del programma che il Collegio dei professori avrà stabilito per il primo anno di corso. E, in conseguenza, negli anni successivi richiederanno che i candidati abbiano svolto il programma di tanti anni quanti sono gli anni scolastici trascorsi a cominciare dall'anno 1923-24, sino allo svolgimento completo del programma.

Art. 16. — Per gli alunni provenienti dalle soppresse sezioni di Ginn-

sio e Liceo moderno ed iscritti al Liceo-ginnasio a sensi dell'art. 2 del R. D. 11 marzo 1923, n. 564 gli orari delle classi V ginnasiale e I e II liceale saranno diminuiti delle ore assegnate allo studio del greco. Nell'orario della III liceale dall'anno scolastico 1923-24 e non oltre il 1926-27 si sostituiranno alle tre ore settimanali di greco le due ore di cultura greca di cui all'art. 2 del decreto suddetto.

Nel programma dell'esame di maturità per gli alunni anzidetti sarà sostituito al programma di greco quello di cultura greca approvato con R. D. 11 novembre 1904, n. 657. Tutti gli altri esami saranno sostenuti sul programma comune.

Art. 17. — Per gli alunni, iscritti alle classi superstiti delle soppresse sezioni fisico-matematiche degli istituti tecnici secondo il disposto dell'art. 38 del R. D. 26 giugno 1923, n. 1413, restano in vigore gli orari stabiliti con R. D. 2 ottobre 1891, n. 622 e gli esami alla fine dei singoli corsi saranno sostenuti sui programmi stabiliti dallo stesso decreto.

Art. 18. — Per gli alunni iscritti alle classi superstiti delle soppresse scuole normali, secondo il disposto dell'art. 36 del R. D. 26 giugno 1923, n. 1413 valgono le norme riguardanti gli orari ed i programmi degli istituti magistrali.

Ordiniamo ecc.

Dato a Racconigi, addì 14 ottobre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI,
GENTILE.

PROGRAMMI D'ESAME

ESAMI DI AMMISSIONE ALLE SCUOLE MEDIE

Prove comuni

ITALIANO

Prova scritta :

Scrivere sotto dettatura, alquanto rapida, senza errori di ortografia, dieci righe a stampa di autore moderno accessibile a fanciulli.

(Durata della prova : mezz'ora).

Prove orali :

1. Lettura ad alta voce con pronuncia corretta di un brano di prosa, o di una facile poesia.
2. Esposizione orale del luogo letto.
3. Riassunto d'un racconto scelto dal candidato fra le sue letture.
4. Traduzione alla lavagna da un dialetto nella lingua nazionale d'un passo che presenti differenze grammaticali.

N. B. — Nel caso che il candidato non conosca alcun dialetto, o che

l'esaminatore non conosca il dialetto del candidato questa prova sarà sostituita dalla traduzione in discorso indiretto di un discorso diretto o vice-versa, o da prova equivalente diretta ad accertare il possesso della grammatica.

(Durata : 20 minuti.)

ARITMETICA

Prova scritta :

Risoluzione d'un problema riferentesi agli argomenti degli esami orali.

Prova orale :

Interrogazioni ed esercizi riguardanti le seguenti materie :

Le operazioni di addizione, sottrazione, moltiplicazione e divisione, con numeri interi e decimali.

Nozione di frazione ordinaria e riduzione delle frazioni in numeri decimali.

Lettura e scrittura di numeri in cifre romane.

Sistema metrico decimale.

Gli enti geometrici fondamentali : punto, retta e piano. Nomenclature relative.

Definizioni e nomenclature per le principali figure geometriche piane e solide : triangoli, quadrangoli (trapezi, parallelogrammi, rombi, rettangoli, quadrati) poligoni, circonferenza e cerchio, prismi, piramidi, cilindri, coni, sfere.

Regole pratiche per la misura della lunghezza di una circonferenza, dell'area dei principali poligoni, dell'area di un cerchio, del volume di un prisma, di una piramide, di un cilindro, di un cono, di una sfera.

(Durata della prova : 10 minuti.)

CULTURA GENERALE

L'esame consisterà in 15 minuti di conversazione diretta ad accertare la conoscenza dei seguenti argomenti :

La terra su cui viviamo e i principali fenomeni fisici in rapporto ai bisogni e alla vita dell'uomo.

Struttura della regione nella quale si fa l'esame, in rapporto all'agricoltura, l'industria e il commercio.

Posizione della regione rispetto all'Italia.

Posizione dell'Italia rispetto all'Europa ed alle altre parti del mondo. Strade di comunicazione (sulla carta). Paesi verso cui è diretta l'emigrazione del luogo.

Mezzi di comunicazione. Force motrici.

Le arti. I mestieri. Le professioni.

La famiglia. Il Comune. Lo Stato.

Le figure più rappresentative della nostra storia, con speciale riguardo alla formazione dello spirito italiano ed al nostro Risorgimento. Le figure più rappresentative della storia universale nell'arte, nella religione, nella scienza, nella fondazione degli Stati.

DISEGNO

1° Copia dalla lavagna di un semplice motivo ornamentale a elementi lineari, disegnato contemporaneamente all'esaminatore nello spazio di tempo non superiore ad un'ora;

2° disegno libero senza indicazione di tema, nel quale l'allievo tenti rappresentare un oggetto, un giocattolo, uno strumento musicale, un arnese da lavoro, un mobile, una figura, un animale, una pianta, un paesaggio, ecc.

La seconda parte della prova è da considerare più come accertamento dello spirito d'osservazione del candidato che come vera e propria prova di disegno.

Prova integrativa

Relazione scritta sulle materia dell'esame orale, o su fatti riferentisi all'esperienza del candidato.

(Durata della prova : 3 ore.)

N. B. — Questa prova servirà per la definitiva classificazione del candidato e la sua ammissione alla scuola alla quale aspira. Coloro che non superino questa prova, o non si presentino ad essa ma abbiano superato le altre, potranno frequentare soltanto la scuola complementare.

Avvertenze

L'esame tende ad accertare la capacità dello scolaro a proseguire negli studi. L'esaminatore deve, dunque, vedere se l'alunno sa esprimersi con chiarezza, se intende ciò che legge, se ha occhi aperti sulla realtà che lo circonda, e, soprattutto, se ha interesse vivo per lo studio. Questo interesse si mostra a chiari segni nell'atteggiamento stesso dello scolaro; nè può nasconderselo la naturale timidezza di un giovanetto che si presenta alla sua prima prova. Questa timidezza può anzi essere una prova della sua serietà mentale. L'esaminatore cercherà di vincerla, dando all'esame il tono di conservazione, e sforzandosi di sciogliere le nozioni dall'impaccio della scolasticità, dimenticando il classico quadro della ripartizione delle scienze, per mirare, piuttosto, alla realtà immediata e alla capacità che lo scolaro ha di orientarsi in essa.

Per il disegno, il criterio di giudizio dovrà essere, specialmente nei primi anni, molto largo, attribuendosi alla prova d'esame più il valore di una constatazione degli esercizi che gli allievi devono aver fatti durante il corso elementare che quello di un vero e proprio giudizio di selezione; il quale potrà aversi solo in prosieguo di tempo.

Per l'aritmetica, si avverte che nelle moltiplicazioni da proporre ai candidati, in una qualunque delle due prove, i prodotti dovranno esser numeri con non più di nove cifre, è uno de' fattori non dovrà averne più di tre. Inoltre, nelle divisioni non è da richiedersi l'uso della così detta regola abbreviata.

Esame di licenza dalla Scuola complémentaire**ITALIANO***Prova scritta :*

Relazione su di un argomento familiare al candidato.

(Durata della prova : 4 ore.)

Secondo i tipi di scuola, a volta a volta determinati dalle esigenze della vita locale, il tema varierà ; ma esso non dovrà mai essere una esercitazione retorica su cose che il candidato non conosca o non abbia vissuto. Il candidato potrà anche essere invitato a rispondere ad una lettera che venga dettata, o a tendere una domanda di cui gli sarà indicato il fine.

Prove orali :

1. Il candidato dovrà dimostrare, sia mediante lettura e spiegazione di passi, sia mediante l'esposizione del contenuto, la conoscenza delle seguenti opere :

OMERO : *Iliade* (episodi scelti), trad. moderna.

Id. *Odissee* (episodi scelti), trad. moderna.

PLUTARCO : *Vite parallele* (due vite), trad. moderna.

VIRGILIO : *Eneide* (in libro almeno), trad. moderna.

DANTE : *Commedia* (alcune delle figure e degli episodi più famosi).

ARIOSTO : *Orlando furioso* (in episodio).

TASSO : *Gerusalemme liberata* (un episodio).

Novelle italiane scelte di scrittori dal XIV al XIX secolo.

PARINI : *Il Giorno* (episodi scelti).

ALFIERI : *Saul*, o altra tragedia a scelta del candidato.

ALFIERI : *La Vita* (brani scelti).

MANZONI : *I promessi sposi*.

CARDUCCI : *Canzone di Legnano*.

(Durata della prova : 10 minuti.)

2. Esposizione di qualche libro per la gioventù, a scelta del candidato. Si consigliano i seguenti autori : Duprè, Franklin, Smiles, Lessona, Alfani, Thouar, De Amicis, Nievo, Stoppani, Collodi, Abba, Fucini.

(Durata della prova : 10 minuti.)

3. Esposizione critica di usi e costumi del luogo, novelle popolari e versi atti ad illustrare il carattere del popolo.

(Durata della prova : 10 minuti.)

STORIA E GEOGRAFIA

Conversazione, della durata di 20 minuti, diretta ad accertare la conoscenza dei seguenti argomenti :

1. Il problema unitario nel mondo antico mediterraneo. Descrizione del bacino del mediterraneo. Le sue principali civiltà e le lotte di Roma fino alla costituzione dell'impero romano.

2. Il cristianesimo.
3. La disgregazione dell'imperoromano. I regni barbarici. La costituzione dell'unità cattolica.
4. Il feudalesimo. I comuni. L'organizzazione economica medievale.
5. Caratteri dell'epoca delle grandi scoperte. Lo spostamento dell'interesse storico dal bacino del Mediterraneo verso gli Oceani.
6. La formazione dei principali Stati europei. Notizie geografiche occasionali riferentesi ad essi. Decadenza civile d'Italia dal sec. xvi al xviii.
7. La rivoluzione francese e la trasformazione economica d'Europa. Le colonie europee. Sguardo generale ai vari continenti.
8. Il problema costituzionale in Inghilterra, Belgio e Francia. Lo statuto Albertino.
9. Moti e martiri del Risorgimento italiano. Il problema dell'unità e quello istituzionale. Federalismo e unitarismo. Condizioni economiche dell'Italia dal 1815 al 1870.
10. Le condizioni dell'Europa prima e dopo la guerra mondiale (1914-1918). Notizie generali sulla forma di reggimento, sulla religione e sulla struttura economica dei vari Stati europei.
11. L'Italia. Legge elettorale, obblighi militari, funzioni della Giuria. Notizie generali dei tributi e delle spese dello Stato. Nozioni generalissime del diritto penale (distinzione di *dolo* e *colpa*) e del diritto civile (proprietà, obbligazioni, famiglia).

LINGUA STRANIERA

Prova scritta :

Traduzione in due ore d'una lettera commerciale o familiare dall'italiano nella lingua straniera, senza vocabolario.

Prova orale :

1. Lettura e spiegazione di un passo d'autore.
2. Dettato alla lavagna di facili proposizioni.
3. Facile conversazione su argomenti familiari tra esaminatore e scolaro nella lingua straniera.

4. Descrizione generale del paese o dei paesi in cui la lingua è adoperata.

(Durata dell'esame : 20 minuti.)

MATEMATICA

Prova scritta :

Problema sulla materia stessa degli esami orali.

(Durata della prova : 4 ore.)

Prova orale :

Conversazione della durata di non meno di 15 minuti, sulla seguente materia :

Aritmetica :

Le quattro operazioni fondamentali sui numeri interi.

Potenza di numeri interi; calcolo con essi.

Nozioni sulla divisibilità dei numeri interi. Numeri primi. Criteri di divisibilità per 2, 5, 3 e 9. Prova per 9 delle quattro operazioni numeri interi.

Massimo comune divisore e minimo comune multiplo di due o più numeri interi.

Le quattro operazioni fondamentali dei numeri frazionari. Potenza dei numeri frazionari.

Numeri decimali. Numeri decimali periodici e loro frazioni generatrici.

Sistema metrico decimale. Numeri complessi.

Proporzioni numeriche.

Proporzionalità diretta ed inversa. Regola del tre.

Regola per la divisione di un numero in parti proporzionali a più altri.

Regola per l'estrazione della radice quadrata con assegnate approssimazioni.

Uso di una tavola di cubi per i problemi inversi nelle questioni di volumi.

Geometria :

Rette, semirette, segmenti. Piani, semipiani, angoli.

Rette perpendicolari, rette parallele.

Poligoni ; in particolare : triangoli, trapezi, parallelogrammi, rettangoli, rombi, quadrati. Loro principali proprietà.

Circonferenza e cerchio, secante, tangenti, corde, angoli al centro, angoli alla circonferenza.

Uso della riga, della squadra e del compasso. Problemi grafici fondamentali.

Parallelogrammi e triangoli equivalenti, teorema di Pitagora.

Segmenti proporzionali. Triangoli simili.

Misura dei segmenti, degli angoli e degli archi. Uso della riga graduata e del rapportatore.

Regole pratiche per la misura della superficie dei poligoni, della lunghezza della circonferenza, della superficie del cerchio.

Retta e piano perpendicolari. Piani perpendicolari. Piani et rette parallele.

Prisma, parallelepipedo, piramide.

Cilindro, cono e sfera ; aree e volumi che vi si riferiscono.

SCIENZE NATURALI

L'esame consisterà in una conversazione di 15 minuti con esem tratti dalle cose e dai fenomeni più comuni, per assicurarsi che i candidati abbiano nozioni chiare e precise e sappiano rendersi conto del nesso tra le diverse cose imparate. La materia di esame è la seguente :

Caratteri fisici e chimici dei corpi. Solidi, liquidi e gas. Corpi semplici e composti. L'aria, l'acqua. Combustione, soluzione. I vari stati dell'acqua. La neve, il ghiaccio. Evaporazione, ebullizione. Il vapore acqueo atmosferico e la circolazione dell'acqua sulla nostra terra. Il calore, la temperatura, il termometro. Pressione del vapore, macchine a vapore. Il peso dei corpi, la pressione dell'aria, il barometro. Suoni e rumori, gli strumenti musicali. La luce, lo spettro solare, i colori. Specchi e lenti. L'elettricità; la corrente elettrica elettrica, i motori elettrici.

Gli esseri viventi, come si distinguono dai corpi bruti. Organi e funzioni. Le principali funzioni di un essere vivente. Perché dobbiamo mangiare e che cosa dobbiamo mangiare. Gli alimenti e la nutrizione. Come vivono e come si nutrono le piante verdi. Costruzione delle sostanze organiche dai corpi minerali. Come si nutrono gli animali: erbivori, carnivori e parassiti. Principali differenze fra l'apparato digerente di un erbivoro e quello di un carnivoro: la dentatura, la lingua, le ghiandole salivari, lo stomaco, l'intestino, gli escrementi. Confronto, p. es., fra il bue e il cane.

La respirazione, gli organi respiratori. Respirazione acquatica e respirazione aerea: come respiriamo, come respirano i pesci, come gli insetti. Come si dimostra che senza l'ossigeno la vita non può continuare. Confronto fra la respirazione e una fiamma che brucia. La respirazione intima dei tessuti, i processi di ossidazione; come essi sieno fonte del calore animale e della energia meccanica. La circolazione del sangue; sua funzione nutritiva e respiratoria. Il sangue, il cuore, i vasi sanguiferi.

Come ci muoviamo: lo scheletro, i muscoli e il sistema nervoso. Movimenti volontari e involontari. Funzione del cervello e della midolla spinale.

I nostri organi di senso: a' che servono. Il naso l'occhio, l'orecchio, la lingua.

Il tatto e gli altri sensi cutanei. Come ci reggiamo in piedi e come regoliamo i nostri movimenti.

I principali tipi animali e i loro caratteri.

Come è fatta una pianta. Fusto, radici, foglie, fiori, semi, frutti.

Piante con fiori e piante senza fiori. Piantе verdi e piante senza clorofilla. Piantе utili per i loro prodotti alimentari, per i loro prodotti industriali e medicinali, piante velenose. Piantе ornamentali.

Relazioni fra le piante e gli animali e fra i vari esseri viventi in generale.

COMPUTISTERIA

Prova scritta:

Un lavoro di computisteria entro i limiti dell'esame orale.
(Durata della prova: 4 ore.)

Prova orale:

Conversazione, della durata di 15 minuti, intorno agli argomenti seguenti:

a) *Nozioni di computisteria :*

1. Commercio e commercianti. Merci e loro classificazione. Compravendita. Pesi, tare, prezzi. Adeguato di prezzo. Fattura di merci vendute in Italia (compilazione di fatture). Pagamenti di somme e ricevute. Versamenti di somme presso Banche e distinte di versamento. Spedizioni, trasporti ed assicurazione di merci. Documenti relativi.

2. Numeri complessi : operazioni relative.

3. Misure decimali. Principali misure inglesi. Riduzioni di misure.

4. Regola del tanto per cento e sue applicazioni. Commercio di commissione. Committenti e commissionari. Provvigione, star del credere, ecc. Documenti relativi a compere e vendite fatte dal commissionario. (Compilazione di conti di compera e di netto ricavo).

5. Interessi et sconti semplici commerciali. Formule e loro derivazione. In eressi e sconti per giorni e per mesi. Divisori fissi. Interessi cumulativi di più capitali posti a frutto alla medesima tassa, per mesi o giorni rispettivamente diversi. Applicazioni pratiche per i conti correnti (ad interessi ed a numeri) relativi a depositi di somme presso banchieri e a prelevamenti. Forme a sezioni divise e scalare. Valuta delle somme che si registrano nel conto corrente. Conto corrente a metodo diretto e con valute anteriori al giorno stabilito per la chiusura. Conto corrente a metodo diratto e con valute anteriori e posteriori alla chiusura (numeri cosidetti neri e rossi). Chiusura dei conti correnti. Metodo diretto a giorno di chiusura presunta. Esercizi di conti correnti sia a numeri, sia a interessi, tanto con la forma a sezioni divise quanto con quella scalare.

Adeguati semplici di tassa e di tempo ed applicazioni pratiche.

6. Monete dello Stato e dei principali Europei. Parità monetarie. Idee pratiche sulla cambiale. Vaglia e assegni bancari. Cambio manuale e traieitizio. Cambio diretto. Listino italiano e sua interpretazione. Rimesse all'estero per pagamenti di debiti in moneta straniera e risoluzione di problemi relativi. Lo sconto di cambiali presso Banche. Distinta di sconto e sua compilazione.

7. Fondi pubblici et privati. Debito dello Stato. Varie specie. Titoli di rendita (certificati nominativi, cartelle al portatore e certificati misti). Quotazione dei titoli dello Stato. Quotazioni *tel quel*. Problemi relativi al capitale necessario per l'acquisto dei titoli e alla quantità di rendita che si può acquistare con un dato capitale. Ricerca del tasso di impiego di capitale nell'acquisto dei titoli dello Stato. Praticamente : della società anonima, del suo capitale e delle azioni che lo costituiscono. Problemi relativi alla compravendita di azioni. Dividendi.

b) *Elementi di ragioneria :*

8. Aziende. Distinzioni delle aziende. Beni economici. Persone (organi), Capitale, patrimonio, sostanza. Elementi attivi e passivi. Capitale netto e passivo scoperto. Praticamente : dell'inventario, Redazione di inventari di aziende domestiche e di aziende mercantili. Preventivo di spese e rendite per una azienda domestica. Compilazione pratica di preventivi.

9. Gestione economica. Fatti. Movimenti patrimoniali. Aumenti e

diminuzioni di patrimonio. Rendite e spes. Trasformazioni e scambi di beni. Sopravvenienze e insussistenze attive e passive (esemplificazioni).

10. Scritture. Registri elementari di un'azienda mercantile. Del giornale e del mastro. Conti : loro materia e forma.

Scritture semplici. Scritture nel giornale, nel mastro e in alcuni registri elementari. Registrazione, nelle aziende domestiche, di riscossioni di rendite, pagamento d'imposte e altre spese, riscossioni di crediti, spese di famiglia, pagamenti di debiti, depositi di somme presso banche e prelevamenti, acquisto di immobili, ecc.

11. La partita doppia. Giornale e mastro. Collegamenti. Apertura dei conti. Scritture relative ad un'impresa mercantile (registrazione dell'inventario e dei fatti relativi ad acquisti di merci, vendite, pagamento di di spese, ecc.). Giornalmastro.

débité, riscossioni di créditè sconti di effetti presso banche, pagamento Bilancio di verificaione a fine esercizio. Correzione di errori. Operazioni di chiusura dei conti. Rettificazione dei saldi di alcuni conti (in particolare : modo con cui chiude il conto merci). Epilogo dei conti e registrazione dei saldi.

12. Rendiconto, e come si deduce dalle scritture. Compilazione di rendiconti.

DISEGNO

L'esame consisterà nella copia dal vero di un oggetto qualunque, arnese da lavoro o strumento musicale, elemento di mobile o di macchina, frammento architettonico o altro oggetto, scelto sempre con sano criterio di buon gusto, e tale per semplicità di forma e di linea che la copia possa essere convenientemente eseguita nel breve spazio di cinque ore.

Naturalmente gli allievi dovranno essere riuniti a piccoli gruppi avanti ad uno stesso oggetto, e i modelli potranno essere diversi di forma e di dimensioni, ma simili per il grado di difficoltà che possono presentare.

La copia deve comprendere :

1° Uno schizzo rapido e sommario.

2° I disegni quotati o in scala (eseguiti con gli strumenti o a mano libera) necessari a dare dell'oggetto copiato le forme et le dimensioni principali con esattezza geometrica; e cioè la pianta e l'alzata, o l'alzata o il profilo, o la sezione, etc.

La copia dovrà essere completata con le necessarie indicazioni di nomi e di numeri, in modo che i caratteri, lungi dall'essere una esercitazione più o meno calligrafica, contribuiscano alla composizione armoniosa ed estetica del saggio che si presenta.

Le candidate potranno essere chiamate ad una prova differente : p. e. un disegno decorativo applicato al lavoro femminile di loro invenzione su elementi liberamente scelti o proposti come modelli dall'esaminatore.

(Durata della prova : 5 ore.)

CALLIGRAFIA

L'esame consisterà in un saggiodi, corsivo, con intestazione in inglese.

(Durata : 2 ore.)

STENOGRAFIA

La prova durerà un'ora e quaranta minuti e consisterà nella dettatura d'un brano di prosa.

Il candidato dovrà mostrarsi capace di scrivere, con un sistema a sua scelta ottanta parole al minuto. Durata complessiva 40 minuti. Finita la dettatura, il candidato dovrà trascrivere in un'ora e mezza lo stenogramma scritto.

Avvertenze generali

Finito il corso complementare, lo scolaro deve essere capace di esercitare la sua funzione di cittadino, la sua opera di artigiano, piccolo commerciante, commesso. Deve, dunque, sapersi esprimere nella lingua nazionale e saperla compendere. Deve aver preso conoscenza di quel mondo umano che ha trovato la sua espressione negli spiriti maggiori: un mondo ricco, vario di interessi, di sentimenti, di idee. Qualunque modesta funzione egli debba esercitare nella vita, egli sarà figlio, padre, fratello, cittadino, compagno; e perchè sia uomo, compagno d'altro uomo, occorre a lui la capacità di leggere l'animo, i sentimenti, i pensieri, nei visi e nelle parole. Capire ciò che si legge e sentirlo, non è *opera o fatica scolastica e letteraria*, ma opera e fatica umana; ed a questo deve sempre mirare l'esaminatore. Le opere che si sono scelte per la lettura (s'intende un *minimo* e non un *massimo*) sono di quelle nelle quali l'umanità s'è svelata più apertamente, sono fasci di luce gettati sulla realtà, perchè essa si manifesti in tutto il suo valore. La letteratura popolare che conviene studiare nella scuola è quanto di più vicino sia all'animo del fanciullo dev'essere vagliata, vissuta, criticata, perchè elevarsi a far parte dell'umanità non è distaccarsi dalle vive fonti della propria regione e del proprio popolo.

Anche l'esame di Storia e Geografia dev'essere considerato come esame di orientazione nel mondo e di elevazione dell'individuo a membro di quella società di cui deve far parte e in cui deve sentire il suo valore e il suo posto. Queto gli è indicato dal significato della civiltà nella quale deve vivere, e questo significato non gli può essere svelato che dallo svolgimento storico che a questa civiltà ha condotto,

Tutto ciò, è ovvio, non si potrà richiedere nel grado elevato che si richiederà in studi superiori ma nella misura che è necessaria per essere buoni cittadini. Perciò, come conclusione della Storia, si desiderano, qui, le fondamentali istituzioni di diritto che ci reggono. Esse sono il vero risultato di quei *fatti* che costituiscono la nostra storia, quasi l'espressione della nostra civiltà.

L'esame dev'essere una conversazione che riveli la maturità d'animo dello scolaro, la sua preparazione alla vita modesta, ma non, perciò, priva di gravi e difficili doveri, ch'egli dovrà vivere come uomo e come cittadino.

Per la matematica si avverte che gli argomenti aritmetici si presumono svolti con indirizzo massimamente pratico, quelli geometrici con indirizzo prevalentemente intuitivo, ma sorretto ed illuminato a quando a quando da facili procedimenti deduttivi.

La scienza naturale è rivolta a sviluppare la capacità di organizzare la diretta esperienza dello scolaro.

Lo studio della computisteria è diretto all'acquisto d'una abilità tecnica necessaria all'esercizio di qualsiasi azienda. E dev'essere soprattutto pratico.

Per il disegno, converrà ricordare ch'esso è disciplina formativa, dovendo educare allo spirito d'osservazione, al senso della proporzione e a sviluppare il buon gusto. C'è, peraltro, anche una parte pratica, per la quale è necessario che il candidato conosca le norme fondamentali per la rappresentazione in proiezione ortogonale dei corpi e le principali scale di proporzione necessarie per la esatta lettura dei disegni. È bene che gli scolari abbiano una certa familiarità con i più bei saggi delle arti decorative italiane di tutti i tempi, specialmente nei piccoli oggetti della vita comune.

Esame di ammissione alla 4^a ginnasiale

ITALIANO

Prova scritta :

Relazione su di un argomento familiare al candidato, o su di un argomento del programma degli esami orali atto a mostrare quale capacità di espressione abbia acquistata il candidato.

(Durata della prova : 4 ore.)

Prove orali :

1. Esposizione di un'opera, o parte compiuta di opera, scelta dall'esaminatore tra le seguenti :

OMERO : *Iliade*; *Odissea* — VIRGILIO : *Eneide* (episodi scelti) — PLUTARCO : *Vite parallele* (un parallelo) — SHAKESPEARE : *Tragedie* (una d'argomento romano);

ALFIERI : *Tragedie* (una) e la *Vita* (brani scelti) — GOLDONI : *Commedie* (una) — MANZONI : *I promessi sposi*.

2. Lettura e spiegazione di pagine scelte nella letteratura del sec. XIX : prose e poesie. Illustrazione della pagina letta e dell'opera esposta riguardo al contenuto, ai personaggi, alle istituzioni, luoghi, costumi, sentimenti morali e religiosi.

3. A parte, senza usare mai come materiale i classici letti, analisi di periodi e proposizioni con speciale riguardo alla distinzione dei complementi, all'uso dei tempi e dei modi, alla dipendenza delle proposizioni.

4. Recitazione a memoria di poesie o brani di prosa d'alto valore artistico.

(Durata della prova : 20 minuti.)

LATINO

Prove scritte :

1. Versione dal latino di un brano con senso compiuto riguardante biografie, leggende, istituzioni civili e religiose romane.

2. Versione dall'italiano in latino di un brano di facile struttura sintattica.

Per ciascuna di queste prove è concesso soltanto l'uso del vocabotario.

(Durata : 3 ore dalla dettatura del tema.)

Prove orali :

1. Traduzione in latino, alla avagna, di proposizioni italiane dalla quale risulti la padronanza della morfologia e della sintassi delle proposizioni. In questa prova l'insegnante potrà richiedere anche, ove le ritenga necessario, l'enunciazione di regole o di altre forme verbali oltre le usate ; ma si esclude la semplice recitazione a memoria di paradigmi.

2. Esame intorno al materiale linguistico. Il candidato presenterà un indice degli argomenti ch'egli avrà studiato linguisticamente (famiglia, milizia, stato, religione, natura, ecc.), e sarà interrogato sulla nomenclatura e sulle frasi speciali riferentisi al campo da lui studiato.

3. Parte storica. Esposizione del contenuto di parti di opere latine lette dal candidato, il quale dovrà dimostrare di conoscere tre *Vite* di CORNELIO NIPOTE (tra cui quella di Annibale) e di poterle illustrare riguardo ai caratteri, costumi, istituzioni, fatti storici, luoghi. Traduzione di parti di una delle *Vite* lette, in modo che il candidato dimostri di averle lette nel testo.

4. Parte morale. Esposizione di favole di FEDRO scelte in modo da dare un'idea delle concezioni morali degli antichi. Il candidato dopo aver mostrato di conoscere il contenuto di queste favole ne tradurrà qualcuna scelta dall'esaminatore tra le *quindici* (minimo) da lui indicate.

5. Mitologia romana. Il candidato dovrà mostrare di conoscere il mondo dei miti e della religione romana.

Sarà pregio di questa prova se il candidato saprà tradurre passi scelti da OVIDIO *Metamorfosi* per l'estensione di almeno 300 versi. Ovidio potrà essere sostituito da CICERONE *De natura Deorum* e *De legibus*, passi scelti fra i più facili ed atti a illustrare la religione romana, per una estensione pari.

6. Recitazione a memoria di qualche facile poesia di CATULLO o di parti scelte dalle *Elegie* di TIBULLO.

(Durata delle prove : 30 minuti.)

STORIA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di quindici minuti (con relazione di letture) intorno ai seguenti argomenti :¹

1. La vita nell'antichità pre-classica. Notizie delle primitive civiltà italiche.

2. La civiltà greca, Com'era ordinata la πόλις. Le legislazioni di Licurgo e di Solone. La vita ad Atene nella sua massina fioritura. Esercito. Marina. Commerci. Industrie. L'arte. Il teatro. I giuochi. La religione di Stato. I misteri. Gli oracoli.

3. La civiltà romana. Istituti fondamentali del periodo dei Ré. L'ordinamento della repubblica. Magistratura. Esercito. Vita familiare. La schiavitù I costumi. La Religione.

4. La vite e la Religione degli Ebrei. Notizie generalissime. Costumi dei primi cristiani.

5. La vita nel medio evo. La vita nei castelli. Agricoltura. Industrie. Commerci. La Cavalleria.

6. L'ordinamento dei comuni italiani.

7. La vita nel Rinascimento. Le corti. *

8. La vita italiana del periodo del decadimento politico.

9. La vita francese prima della Rivoluzione e la trasformazione operata dalla Rivoluzione.

10. La vita e le idee in Italia nel periodo del Risorgimento nazionale.

GEOGRAFIA

L'esame consisterà nella esposizione delle conoscenze del candidato intorno alla seguente materia :

1. L'Italia in particolare (coste, orografia, idrografia, clima, coltivazioni, industrie, commerci, costumanze). Le principali città di ciascuna regione, i loro monumenti e le loro glorie. Distribuzione degli abitanti.

2. Le colonie italiane. L'emigrazione italiana.

3. Lettura di carte geografiche e topografiche parte elementare della loro costruzione.

(Durata dell'esame dieci minuti.)

LINGUA STRANIERA

Prova scritta :

Traduzione nella lingua straniera d'un facile passo d'auto. e italiano (15 righe).

(Durata della prova : 4 ore.)

Prove orali :

1. Scrittura alla lavagna sotto dettato di facili proposizioni.

2. Lettura e spiegazione d'un passo d'autore.

3. Facile conversazione tra esaminatore e scolaro, su argomenti familiari, nella lingua straniera.

4. Notizie generali intorno alla civiltà che si collega alla lingua prescelta.

(Durata dell'esame : 20 minuti.)

MATEMATICA

Conversazione della durata non meno di 40 e non più di 20 minuti intorno alla seguente materia :

Aritmetica :

Le quattro operazioni fondamentali sui numeri interi.

Potenze di numeri interi ; calcolo con esse.

Nozioni sulla divisibilità dei numeri interi. Numeri primi. Criteri di divisibilità per 2, 5, 3 e 9. Prova per 9 delle quattro operazioni sui numeri interi.

Massimo comune divisore e minimo comune multiplo di due o più numeri interi.

Le quattro operazioni fondamentali sui numeri frazionari.

Potenze di numeri frazionari e regole di calcolo relative.

Numeri decimali. Numeri decimali periodici e loro funzioni generatrici.

Sistema metrico decimale. Numeri complessi con applicazioni limitate alle misure degli angoli, degli archi e del tempo.

Uso di semplici formule letterali per esprimere regole di calcolo o di misura, e per mostrare come da una di tali regole possano esserne dedotte altre.

Uso delle parentesi. Calcolo del valore che un'espressione letterale assume per assegnati valori numerici delle lettere che vi compariscono.

Proporzioni numeriche.

Regole per l'estrazione della radice quadrata con assegnate approssimazioni.

Geometria :

Rette, semirette, segmenti. Piani, semipiani angoli.

Rette perpendicolari, rette parallele.

Poligoni ; in particolare triangoli, trapezi, parallelogrammi, rettangoli, rombi, quadrati. Poligoni regolari.

Circonferenza e cerchio ; archi e settori circolari. Retta e piano perpendicolari. Piani perpendicolari. Piane e rette paralleli.

Prisma, parallelepipedo, piramide.

Cilindro, cono e sfera.

Misure di lunghezza, di superficie, di volumi, di angoli e di archi.

Avvertenze

Fin dall'inizio il Liceo-Ginnasio dev'essere un istituto di cultura umanistico storica : prepara agli alti uffici della vita civile, alle professioni libere, alla vita politica, prepara da lontano, preparando l'uomo : l'uomo

morale, che è a suo posto nella Storia, e perciò, sa il travaglio faticoso dell'umanità dalla spelonca in cui visse selvaggio a quella civiltà che non consiste nei perfezionamenti tecnici così appariscenti nella nostra vita moderna, fino al punto da apparire fini e non mezzi, ma consiste nella più profonda comunione di animi, nel più profondo senso della libertà e del dovere umano, nella più profonda coscienza della propria personalità.

L'insegnamento umanistico, senza perdere il suo carattere estetico, deve, perciò, più storico. L'uomo è personalità in quanto si esprime ed intende l'espressione e, quindi, comunica, e comunicando si accomuna con gli altri uomini. L'espressione non è vaghezza del reale, ma essenza della spiritualità. Che il candidato si sappia esprimere bene è, quindi, la prima cosa che l'esaminatore richiederà.

Ma, anche l'esaminatore deve sapersi esprimere. È un suo dovere morale. Chiarezza di domande, chiarezza di risposte. Ed è, insieme, senso della bellezza di ciò che si è letto. Ma questo senso non può venire se non dall'intendere ciò che si è letto, dal rivivere la vita dello scrittore nella sua pienezza. Non quisquillie grammaticalli, non analisi formali fine a sè stesse, ma penetrazioni del mondo dell'artista aiutata dalla pienezza dell'espressione.

L'esame d'Italiano comprende due gruppi d'argomenti: 1° il mondo antico: Omero, Virgilio, Plutarco, e Shakespeare, in quanto del mondo antico s'è fatto interprete: Alfieri nella stessa misura e con la stessa limitazione. Sentire le grandi passioni di quel mondo è avvertire soprattutto il senso di quell'umanità che è rimasta soverchiata dal reale, dal fato, e pure si è affermata di fronte ad esso; è sentire come l'uomo abbia intesa la comunità viva e presente nel suo spirito, la virtù, sacrificio ed elevazione di sè nella *polis*.

2° il mondo moderno (Goldoni, Manzoni) più vasto, con un senso diverso della vita, del divino, della comunità, più fine e delicato nei suoi sentimenti.

L'analisi grammaticale si faccia su scritti diversi dai classici affinché i giovani non abbiano a pigliare in uggia i poeti per i grammatici.

Poichè a chi s'incammina per gli studi classici si richiede un vivo senso della bellezza, si richiederà la recitazione a memoria di brani di segnalato valore artistico non come meccanico esercizio di mandare a mente, ma come risultato raggiunto dalla ripetuta ammirazione del bello. Chi ha molto inteso un capolavoro e se lo è letto parecchie volte e l'ha rivissuto nell'animo suo, incoscientemente si trova a ritenerlo a mente, e lo ripeterà nei momenti in cui proverà il bisogno di appressarsi alle fonti della bellezza. E se ne ha inteso la bellezza saprà recitarlo con commozione. L'esaminatore, pur tenendo conto della difficoltà che tale stato d'animo si produca al momento dell'esame, cerchi di cogliere questa capacità di sentire.

Nell'esame di latino, dapprima conviene rendersi conto del possesso della lingua mediante la traduzione di frasi dall'italiano in latino e mediante la fraseologia e nomenclatura; poi, immergersi nel mondo classico, quale vive nei testi degli scrittori antichi, senza più preoccupazioni

di astratta grammatica. I testi restano su per giù quelli attuali, ma con questa differenza : che di essi il candidato deve esporre soprattutto il contenuto, per evitare quello sconcio, oggi così comune, che giovanetti che hanno tradotto pagina per pagina il loro Cornelio e il loro Fedro, non sanno poi di che cosa parlino !

La storia nelle sue figure, la morale popolare, la vita religiosa e i suoi miti, debbono essere guardate in sè e nell'espressione che hanno saputo dar loro gli scrittori, e per l'eterna bellezza dei poeti intesi nella loro purezza : recitazione a memoria con senso, come per l'Italiano. Quanto più concreto sarà l'esame, tanto più si eviterà lo sforzo mnemonico per vivere l'umanità del sapere. Evitare il vuoto formalismo per cui tanto vale studiare una lingua che un'altra, questo libro o quell'altro. L'insegnamento classico deve guardare il mondo classico da vicino, profondarvi per intendere più pienamente il nostro mondo. L'esame di storia dev'essere rendiconto di letture fatte intorno alla vita dei popoli nelle varie epoche. Non si sono indicate determinate letture, lasciando libero ogni candidato di scegliere le sue. Ma egli dovrà dar prova d'aver conosciuto, attraverso letture possibilmente di scrittori contemporanei, la vita dei popoli di cui poi studierà più particolarmente la storia : vita pubblica e privata. Questa parte colpisce di più la fantasia del giovinetto e serve a dargli un fondamentale senso della differenza dei vari popoli e delle varie epoche. È questo senso che l'esaminatore cercherà di cogliere nell'esposizione del giovinetto.

La geografia è limitata all'Italia. Tolto l'ingombro della geografia astronomica, riservata a più alti studi, l'Italia dev'essere conosciuta particolarmente e con la massima concretezza possibile. Perchè la lettura delle carte geografiche sia fatta con piena coscienza, si richiederà la capacità di costruire piante, profili, passando dalla pianta al profilo o viceversa, e la conoscenza dei principali segni cartografici (viabilità, fabbricati, passaggi d'acqua, acque, prati, vigneti, boschi, orti, giardini, macchie, terreni acquitrinosi, ecc).

Per la lingua straniera, oltre la conoscenza elementare della lingua, si richiederà al ginnasio già una certa idea della civiltà a cui è collegata. Si intende che, se si tratta del francese, l'esame rigarderà, oltre la letteratura e civiltà francese, anche la belga, e, se dell'inglese, anche l'americana.

Per la matematica, l'esaminando sarà tenuto a calcolare espressioni aritmetiche o date direttamente o da ricavare mediante sostituzione di valori numerici da assegnate espressioni letterali; ed a risolvere facili problemi che richiedano la conoscenza delle regole di misura per le lunghezze, le superfici, i volumi, gli angoli, gli archi.

Durante lo svolgimento degli esercizi su esposti, non è escluso che l'esaminatore richieda dal candidato definizioni esatte dei termini tecnici, di cui avrà occasione di valersi, ed enunciati precisi delle regole pratiche, cui farà ricorso ; ma è assolutamente escluso che l'esame possa procedere per domande e risposte di definizioni ed enunciati e muoversi in un campo di completa astrattezza.

Il candidato ha da dimostrare, soprattutto, di saper orientarsi nella

risoluzione di un problema ed eseguire con franchezza le operazioni che essa richiede. Quindi, si condonerà piuttosto un qualche impaccio nel definire e nell'enunciare, che la deficienza nel risolvere e nell'operare.

Dalle norme stesse, secondo cui deve procedere l'esame, discende — occorre appena avvertirlo — che l'insegnamento dell'aritmetica si presuppone svolto con indirizzo pratico; il che da una parte, ove l'occasione si presti o la chiarezza lo consigli, non impedisce di fare uso discreto di qualche semplice ragionamento deduttivo; e, dall'altra non impone che nello svolgimento del programma si debba seguire quell'ordine cui bisognerebbe ricorrere se si dovesse impartire un insegnamento di aritmetica razionale. Per es., non è consigliabile di cominciare a parlare di frazioni solo dopo aver svolta tutta la parte del programma riguardante i numeri interi; il calcolo con frazioni assai semplici, ove la riduzione ai minimi termini e la riduzione al minimo denominatore comune possono esser fatte mentalmente o per facili tentativi, potrebbe esser premesso con vantaggio all'introduzione delle nozioni generali di massimo comune divisore e di minimo comune multiplo e all'esposizione delle regole che li riguardano.

Da queste norme discende inoltre, che l'insegnamento della geometria non deve avere altro scopo che quello di mantenere vivo il ricordo delle nozioni geometriche apprese nelle scuole elementari, fissar bene la nomenclatura, che in alcune sue parti occorre possedere con sicurezza per studiar poi con profitto la geografia astronomica, e fornire con le regole di misura abbondante materia di esercizi e ottime occasioni per l'introduzione di formule letterali, e la deduzione da una di esse, da altre.

Esame di ammissione alla 1^a Classe liceale

ITALIANO

Prova scritta :

Relazione sopra un argomento del programma di materie letterarie per gli esami orali.

Oppure :

Analisi d'una poesia o di un brano di prosa (anche una semplice sentenza) posti a disposizione del candidato.

(Durata della prova : 5 ore.)

Prove orali :

1. Esposizione di un'opera letta (o di parte di un'opera che formi un tutto a sè), scelta fra le seguenti (una per gruppo) :

a) DANTE : *Divina Commedia* (Episodi) — BOCCACCIO : *Novelle scelte* — ARIOSTO : *Orlando furioso* — TASSO : *Gerusalemme liberata*.

b) SHAKESPEARE : Una tragedia (dal gruppo : *Macbeth*, *Re Lear*, *Tempesta*, *Otello*, *Shilok*) — MOLIÈRE : Una commedia — GERVANTES : Episodi scelti dal *Don Chisciotte*.

c) GOLDONI : Una commedia — PARINI : *Il giorno*.

b) SCHILLER : Una tragedia — GOETHE : *Viaggio in Italia*, o altre opere.

2. Letture e spiegazione di passi di autori dal sec. xiv al xix da una antologia che faccia posto agli storici e cronisti, agli scienziati, ai critici ed ai maggiori scrittori stranieri (prosa e poesia).

3. Recitazione a memoria di brani di prosa e poesia di grande valore artistico.

(Durata delle prove : 20 minuti.)

LATINO

Prove scritte :

1. Versione dal latino in italiano d'un brano di contenuto storico dell'estensione di almeno 25 righe (durata della prova : 4 ore).

2. Traduzione in latino d'un passo di prosa narrativa italiana di almeno venti righe.

È concesso l'uso del vocabolario.

(Durata della prova : 4 ore.)

Prove orali :

1. Gli usi, i costumi, le istituzioni civili e militari romane conosciute attraverso lo studio di brani scelti di Cicerone (dalle *Lettere* e dalle *Orazioni*); Livio : *Ab urbe condita*; Cesare : (Episodi a svolgimento completo del *De bello gallico* e *De bello civili*). Il candidato esporrà in riassunto; e su invito e con l'aiuto del professore troverà i passi su cui si fonda la sua esposizione, leggendoli con senso, e traducendo qua e là a richiesta.

2. Lettura e commento dal punto di vista artistico di passi scelti dalle *Bucoliche*, dalle *Georgiche* e dall'*Eneide* di Virgilio, e dell'estensione complessiva di mille versi.

3. Almeno 100 versi di Virgilio a memoria.

(Durata delle prove : 20 minuti.)

GRECO

Prova scritta :

1. Versione d'una facile narrazione di una quindicina di righe dal greco in italiano.

Concesso l'uso del vocabolario.

(Durata della prova : 4 ore.)

Prove orali :

1. Traduzione alla lavagna dall'italiano in greco di proposizioni, rientranti per l'argomento nei limiti dell'elenco di monenclatura e frasi studiate per materia che il candidato avrà presentato nel suo programma.

2. Nozioni di istituzioni e costumi greci. Esposizione di un libro di SENOFONTE e traduzione di passi dello stesso libro.

3. Esposizione del contenuto di LUCIANO : *Dialoghi dei Morti*, *degli Dei*

o marini e traduzione di passi a scelta dell'esaminatore. Traduzione di alcune odi di ANACREONTE e di qualche favola esopica con commento.
(Durata delle prove: 20 minuti.)

STORIA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 20 minuti sui seguenti argomenti:

1. Le civiltà del mondo antico nel Bacino del Mediterraneo (Civiltà egizia — fenicia — ebraica).
2. Civiltà micenea e origini della civiltà greca.
3. La *Πολις* e la colonizzazione greca. La vita greca dal sec. VIII alla fine del VI.
4. Lo Stato di Sparta e lo Stato di Atene.
5. La Grecia e la Persia.
6. La Grecia dopo la vittoria sui Persiani. L'egemonia d'Atene. Pericle.
7. Decadenza della libertà in Grecia. Lotta tra Sparta e Atene. Egemonia spartana. Egemonia tebana.
8. Diffusione della civiltà greca in Oriente. Grecia e Macedonia. Filippo. Alessandro.
9. Stati sorti dall'impero d'Alessandro. Lega etolica e lega achea. Conquista romana.
10. La civiltà greca nel periodo ellenistico.
11. L'Italia antica. Civiltà italiche preromane. Etruschi. Colonie greche nell'Italia meridionale e in Sicilia.
12. Origini di Roma. Tradizioni. Periodo regio ed istituzioni che risalgono ad esso.
13. Origini e sviluppo degli ordinamenti repubblicani. Patriziato e plebe. Nuove magistrature.
14. La conquista dell'Italia.
15. Roma e Cartagine.
16. L'ordinamento di Roma dopo la conquista del primato nel Mediterraneo. Le colonie romane e loro caratteri differenziali dalle colonie greche. Lotte sociali e guerre civili. Tentativi di riforma dei Gracchi. Guerra giugurtina. Mario e Silla. L'opera di Silla.
17. Dalla repubblica all'impero. Pompeo. Cesare. Primo e secondo triumvirato. Augusto imperatore.
18. L'impero. Caratteri e vicende. L'amministrazione delle provincie. Il diritto romano. La vita economica di Roma imperiale. Guerre per la difesa dei confini.
19. Dispotismo imperiale e tirannide militare. Sparizione delle classi medie. Latifondo. Colonato. Organizzazione coattiva del lavoro. Servitù. Nuovi culti esotici. I Germani e l'impero.
20. Le origini del Cristianesimo.
21. Diocleziano e Costantino. L'impero romano-cristiano. Antagonismo fra oriente ed occidente. Fine dell'impero d'occidente.
22. Letture storiche relative al periodo studiato.

GEOGRAFIA

La prova consisterà in una conversazione della durata di 10 minuti sui seguenti argomenti :

1. Geografia fisica e climatologica dell'Europa.
2. Varii stati europei. Caratteri fisici ed etnici. Vita intellettuale, religiosa, sociale, politica. Città principali. Monumenti artistici. Produzioni economiche. Colonie.
3. Cenni di geografia generale dell'Asia, Africa, Americhe, Oceania, Terre polari.

A questo si aggiungerà l'esecuzione di uno schizzo schematico a mano libera di qualcuno dei paesi studiati e la relazione di letture geografiche.

LINGUA STRANIERA

Prova scritta :

1. Scrittura sotto dettato d'un brano di prosa.
2. Traduzione dall'italiano nella lingua straniera d'un brano di prosa di circa 20 righe.
(Circa 20 righe a stampa).
(Durata della prova : 3 ore.)

Prove orali :

1. Esposizione d'un'opera letteraria scelta fra quelle indicate dal candidato il quale dovrà avere letto almeno 5 opere.
2. Lettura e spiegazione con commento storico e artistico di brani di prosa di una antologia che faccia posto agli scrittori più rappresentativi dalle origini al XIX secolo.
3. Conversazione nella lingua straniera su argomenti riguardanti la civiltà del popolo di cui si è studiata la lingua (francese belga, inglese-americana, ecc.).
(Durata delle prove : 30 minuti.)

MATEMATICA

La prova di esame consisterà in una conversazione della durata di non meno di 15, e non più di 30 minuti sui seguenti argomenti :

Algebra :

I numeri razionali relativi. Le quattro operazioni fondamentali su di essi e le loro proprietà formali. Potenze con esponenti interi relativi: regole di calcolo che le riguardano.

Polinomi (razionali interi) con una o più indeterminate; le operazioni su di essi di addizione, sottrazione, moltiplicazione e divisione.

Quadrato, cubo di un polinomio.

Frazioni algebriche; calcolo con esse.

Equazioni di 1° grado con una incognita.

Geometria :

Rette, semirette, segmenti. Piani, semipiani, angoli. Triangoli e poligoni piani. Uguaglianza fra triangoli e poligoni.

Disuguaglianza fra elementi di un triangolo.

Circonferenza e cerchio. Mutuo comportamento di rette e circonferenze o di circonferenze complanari.

Problemi grafici fondamentali.

Rette parallele. Somma degli angoli interni o esterni di un poligono.

Parallelogrammi : loro proprietà, loro casi particolari.

Angoli nel cerchio (al centro o alla circonferenza). Poligoni regolari.

Teoria dell'equivalenza tra figure piane poligonali.

Avvertenze

Il mondo, a cui il giovanetto si è affacciato nelle prime classi del ginnasio, si va allargando. Ormai l'antichità greco-romana egli la affronterà direttamente nella lettura dei testi. Guardi, dunque la nuova civiltà uscente dal medioevo e la civiltà moderna nella sua formazione. Alcune figure del poema dantesco serviranno per l'illustrazione del M. E., di cui vedrà nel Boccaccio alcuni aspetti borghesi e comici, che accennano al trapasso a un nuovo modo di concepire la vita. Ariosto e Tasso gli sveleranno il mondo della cavalleria visto da un uomo del Rinascimento e quello delle Crociate visto nel tempo della Controriforma. Apirà gli occhi alla dissoluzione di questa visione della vita con Cervantes. Shakespeare, Molière, Parini, Schiller, Goethe lo introdurranno alla vita moderna. Ormai dei grandi autori stranieri si hanno buone traduzioni di cui i giovani possono approfittare. La letteratura mondiale deve in quest'età entrare a far parte del mondo dello scolaro. L'esaminatore si accerterà che l'opera esposta sia stata letta direttamente e che il giovanetto si renda conto dell'insieme di istituzioni, costumi, passioni, idee che in essa vivono. Potrà anche accertarsi con altre domande che lo scolaro non conosca solo l'opera che a caso è stata scelta per l'esposizione. Farà poi leggere e spiegare nel'antologia per accertarsi della capacità che lo scolaro ha di analizzare e capire singoli passi.

La recitazione a memoria avrà sopra tutto intenti d'arte.

La lettura dei testi latini deve sempre più distaccarsi dal puro esercizio di traduzione per essere presentazione della vita classica nel suo spirito e nei suoi istituti. L'esame conterà di due parti : una storica dove Livio, Cicerone, Cesare, daranno occasione di dimostrare la conoscenza del mondo della Repubblica e del passaggio dalla Repubblica all'Impero ; una puramente artistica, dove la lettura di Virgilio mostrerà la capacità di gustare la poesia latina.

La conoscenza grammaticale è già accertata dalla versione in latino ; l'esaminatore quindi non adduggerà la lettura del classico con analisi grammaticali. Tutto al più, dinanzi a qualche traduzione che faccia nascere dubbi sul possesso degli elementi linguistici, spingerà lo scolaro a ricordare certe regole.

Dopo due anni di studio del greco, il candidato non potrà avere un pieno possesso della lingua, ma dovrà essere in grado di tradurre opere facili come quelle indicate.

Le parti di opere tradotte non debbono mai essere staccate e senza senso compiuto.

L'esaminatore farà sempre prima esporre l'argomento scelto ad oggetto di studio, e poi si accerterà della capacità di tradurre i brani che si riferiscono all'argomento.

Quando la traduzione procede bene, non c'è ragione di fare domande grammaticali, tranne, s'intende, quelle che mirino ad accertare la corrispondenza della traduzione al testo, o a mettere lo scolaro sulla via della retta traduzione. Queste domande dovranno, in ogni caso, essere occasionali, poichè una recitazione mnemonica di forme e regole grammaticali non accerta se non un vano esercizio di memoria, laddove occorre piuttosto accertare la capacità d'uso della grammatica.

L'esame di storia non deve consistere in serie di nomi e di date senza significato per lo spirito dell'alunno, e neanche in troppo complicate analisi di istituzioni. Si pensi che l'alunno non può ancora avere quella raffinata coscienza storica che è necessaria per intendere la storia antica. Su di questa egli tornerà, almeno per qualche periodo, nello studio del latino e del greco al liceo. Qui, appunto, si richiede uno sguardo generale alle civiltà antiche e la conoscenza dei momenti principali del loro sviluppo. Una parte non indifferente dell'esame dovrà, dunque, essere riservata all'esposizione delle letture storiche che riguarderanno un determinato periodo e saranno fatte sulle traduzioni di antichi scrittori: p. es., per la guerra del Peloponneso Tucidide, per le gesta di Alessandro Magno Arriano e Curzio Rufo, per le guerre puniche Tito Livio, per i Germani Tacito.

Non si trascurino le tradizioni e leggende che parlano vivamente all'animo del giovinetto. Se non si domanderanno troppe date non si trascurerà però la esatta successione cronologica degli avvenimenti.

La parte fondamentale dell'esame di geografia dev'essere quella riguardante l'uso e la lettura di carte geografiche e gli schizzi relativi. Non è necessario sapere a memoria elenchi di nomi e di cifre. La conoscenza, poi, di un paese non è piena se non quando si integri con la conoscenza dell'attività economica e della civiltà del popolo che l'abita: meno cifre e più fatti concreti.

Per le lingue straniere è troppo presto perchè si possa parlare di storia letteraria. Nell'esame di ammissione al liceo, si dovrà mostrare il possesso materiale della lingua, non dimenticando però il carattere formativo della scuola. La conversazione dovrà, perciò, riguardare argomenti culturali e si terrà conto del gusto dimostrato nella traduzione e delle buona lettura.

Per la matematica l'esaminatore si assicurerà che il candidato possieda una buona conoscenza del programma di algebra, proponendogli degli esercizi la cui risoluzione richieda soltanto l'applicazione immediata di regole fondamentali; e prenderà occasione dallo svolgimento degli esercizi per assicurarsi con opportune domande che il candidato

abbia appreso gli elementi di algebra richiesti dal programma con metodo razionale.

Anche degli studi fatti sul programma di geometria, che si presumono compiuti con metodo razionale, l'esaminatore può chieder conto mediante qualche facile questione; ma, di regola, su questa parte l'esame consisterà nel richiedere le dimostrazioni dei teoremi che essa involge.

Esame di maturità per i provenienti dal Liceo classico

ITALIANO

Prova scritta :

Il candidato svolgerà a sua scelta uno dei due temi proposti :

1. Narrazione e valutazione d'un grande avvenimento o periodo storico compreso nel programma degli esami orali.

2. Analisi estetica d'una poesia o di un brano di prosa posti a disposizione del candidato.

(Durata della prova : 6 ore.)

Prove orali :

1. Discussione del tema scritto.

2. Parte storica. Brevi nozioni intorno allo svolgimento del pensiero estetico dal M. E. ai giorni nostri e sulla trasformazione del gusto attraverso le varie età.

3. Parte letteraria. Il candidato dovrà mostrare di conoscere per lettura diretta di opere intere o di parte di opere :

I poeti della scuola siciliana e toscana.

Dante.

I *Fioretti* di S. Francesco. Dino Compagni.

Petrarca.

Boccaccio. Sacchetti.

L. B. Alberti. Boiardo. Lorenzo dei Medici. Poliziano. Pule.

Savonarola.

Buonarroti. Cellini. Vasari.

Ariosto.

Tasso.

Bandello. Doni. Grazzini.

A. Caro. B. Castiglione.

Machiavelli. Guicciardini.

G. Bruno.

Boccalini. Chiabera. G. B. Marino. Tassoni.

Galilei. Sarpi.

Metastasio.

Vico.

Parini. Pietro Verri.

Goldoni. G. Gozzi.

Alfieri.

Cuoco. Giordani. Monti.

Foscolo. Manzoni. Leopardi.

Mazzini. Balbo. Gioberti. Pellico. D'Azeglio. Tommaseo.

Berchet. Giusti. Nievo.

Settembrini. Abba.

De Sanctis.

Carducci. Pascoli. Fogazzaro. D'Annunzio. Verga.

L'essame consisterà nella lettura ed esposizione del contenuto d'un brano degli autori citati notizie intorno all'autore letto, valutazione estetica e storica di esso. Analisi d'un'opera che il candidato avrà dichiarato d'avere particolarmente studiato.

(Durata dell'esame : 30 minuti.)

LATINO

Prova scritta :

1. Versione dal latino in italiano d'un brano di senso compiuto di autore del periodo aureo o argenteo di circa 30 righe a stampa. (Cinque ore.)

2. Versione dall'italiano in latino di un passo di prosatore classico italiano di circa 20 righe e che abbia senso compiuto. (Cinque ore.)

(È concesso l'uso del vocabolario.)

Prove orali :

1. Esame d'un periodo della storia romana con esposizione di un'opera di uno storico latino o di parte d'opera avente senso compiuto, e interpretazione di un brano dell'opera esposta.

Il candidato sceglierà uno dei seguenti autori :

LIVIO (*Ab urbe condita*, due libri), SALLUSTIO (la *Catilinaria* e la *Jugurtina*), TACITO (un libro completo delle *Storie* o degli *Annali* o la *Germania*). Inoltre si chiederà al candidato di tradurre all'impronto qualche passo di CESARE.

2. Elementi di istituzioni, filosofia, cultura romana usando come fonti CICERONE, SENECA, QUINTILIANO, PLINIO IL GIOVANE e interpretazione di un passo relativo a questi argomenti.

3. Caratteri estetici dei principali poeti latini (LUCREZIO, CATULLO, ORAZIO, TIBULLO, PROPERZIO, OVIDIO). Interpretazione di poesie : per le liriche di ORAZIO a scelta degli esaminatori; per gli altri poeti scegliendo dall'elenco dei passi indicati dal candidato. o di alcuni *Epigrammi* di MARZIALE.

4. Storia del costume romano con traduzione di qualche brano delle *Satire* e delle *Epistole* di ORAZIO.

Oppure : La commedia palliata. Esposizione e traduzione d'una commedia di PLAUTO o di TERENCE.

5. Il pensiero cristiano : traduzioni di pagine scelte da LATTANZIO, TERTULLIANO, S. AGOSTINO.

6. Scrittori principali della letteratura romana.

7. Monumenti principali dell'arte romana riconosciuti e descritti su di un manuale di antichità classica. Loro distribuzione geografica.

(Durata della prova : 30 minuti.)

GRECÒ

Prova scritta :

1. Versione dal greco in italiano o in latino, a scelta del candidato, d'un passo di prosatore attico o atticista con senso compiuto e dell'estensione di almeno 20 righe. (Cinque ore.)

(Concesso l'uso del vocabolario.)

Prova orali :

1. La poesia epica dell'età classica. Esposizione d'un libro dell'*Iliade* e di uno dell'*Odissea* e traduzione di brani scelti dall'esaminatore negli stessi limiti.

2. La lirica greca, caratteri di essa e traduzione di qualche carme o parte, o frammento di poeti elegiaci, giambici, melici da un testo con traduzione latina a fianco. L'esaminatore si accerterà che il candidato sappia trovare la corrispondanza tra la parola latina e la greca.

3. La tragedia greca. Esposizione e traduzione d'una tragedia di *ESCHILO*, o *SOFOCLE*, o *EURIPIDE*.

oppure :

La commedia greca. Esposizione e traduzione di una commedia di *ARISTOFANE*.

4. Le concezioni storiche dei greci. Traduzione di passi di *ERODOTO* o di *TUCIDIDE* indicati dal candidato, e di qualche facile passo di *SENOFONTE* a scelta dell'esaminatore.

5. La filosofia greca. Esposizione e traduzione di almeno un dialogo di *PLATONE* oppure di una parte di un'opera di *ARISTOTELE* con traduzione latina a fianco.

oppure :

Il diritto pubblico e privato greco in qualcuno dei suoi aspetti caratteristici, e traduzione di passi da *LISIA* scelti dall'esaminatore nell'orazione indicata dal candidato.

oppure :

La politica greca di fronte alla Macedonia ed esposizione di un'orazione di *DEMOSTENE* con traduzione di passi scelti dall'esaminatore.

6. Notizie della letteratura greca nel periodo alessandrino e interpretazione di qualche passo di *TEOCRITO* con traduzione latina a fianco.

7. Scrittori principali della letteratura greca.

8. Monumenti principali riconosciuti e illustrati su d'un manuale di antichità classica.

(Durata della prova : 30 minuti.)

STORIA

Discussione su argomenti scelti dall'esaminatore tra i seguenti :

1. Il cristianesimo e l'organizzazione della Chiesa nei primi secoli.

2. L'organizzazione dei germani. Differenza dallo Stato romano. I regni romano-barbarici.

3. L'impero byzantino. Il *corpus iuris iustiniani*.
4. Lo Stato ed il tipo religioso-politico degli Arabi.
5. L'organizzazione feudale e la sua propagazione in Europa in rapporto alla disgregazione dell'impero. Caratteri dell'economia feudale.
6. Il dissolversi della società feudale. La cavalleria.
7. L'organizzazione delle repubbliche marinare e loro movimento economico e politico. Il commercio dopo il Mille.
8. L'organizzazione dello Stato nell'Italia Meridionale, attraverso bizantini, arabi, normanni. Stato e Chiesa nell'Italia Meridionale.
9. La lotta per l'organizzazione autonoma della Chiesa cattolica. La Chiesa come unità morale d'Europa e atteggiamenti politici che ne derivano.
10. La nuova economia dal XII al XIV secolo e il nuovo organismo politico dei comuni e le lotte con i vecchi organismi politici dell'Impero e della Chiesa.
11. L'artigianato. Le origini dell'industria. L'espansione mercantile. Viaggiatori ed esploratori.
12. Guelfi e Ghibellini. Federico Barbarossa e Papato.
13. Moti religiosi del XII e XIV secolo. Loro valore morale e politico.
14. Normanni, Svevi, Angioini, Rivoluzione di Sicilia. Decadenza dello Stato Meridionale.
15. Formazione di Stati nell'Italia Settentrionale. Signorie. Dogati.
16. Lo Stato della Chiesa nel XIII e XIV secolo. Crisi politiche e ripercussioni religiose.
17. La formazione dello Stato in Toscana. I Ciompi e i Medici.
18. Umanesimo e Rinascimento. Valore culturale, religioso e politico. Lo Stato opera d'arte.
19. L'organizzazione della monarchia francese.
20. La monarchia inglese. La *Magna Charta* e suoi sviluppi.
21. L'organizzazione della monarchia spagnuola. Il portogallo. La casa d'Austria.
22. I turchi e la caduta di Costantinopoli.
23. La scoperta dell'America. Lo sviluppo degli Stati oceanici. Riduzione di valore del Bacino del Mediterraneo e conseguenze politiche.
24. Gli Stati italiani nel XV e XVI secolo.
25. La riforma in Boemia, Germania, Svizzera, Italia, Polonia, Contenuto dottrinale, del Luieranesimo.
26. La Controriforma e suo contenuto dottrinale. *Professio fidei Tridentinae*. Catechismo romano. I gesuiti.
27. Ripercussioni politiche della Riforma e dello Controriforma.
28. L'Italia durante il prodominio spagnuolo.
29. La politica di Venezia, Roma, Savoia tra il XVI e il XVII secolo.
30. La repubblica olandese. Sua costituzione e politica.
31. La Monarchia inglese. Sua organizzazione. Il pensiero filosofico-politico inglese. La religiosità nell'organizzazione nazionale inglese.
32. La Monarchia assoluta in Francia. Concetto dello Stato all'interno e all'estero. Influsso della Francia in Europa.
33. La dissoluzione delle antiche forze unitarie europee (diritto romano,

Chiesa cattolica) e il formarsi della nuova unità europea su basi politico-economiche e culturali.

34. Guerre di successione e ripercussione sulle condizioni dell'Italia nel secolo XVIII. La spartizione della Polonia.

35. Agricoltura, industria, com. nercio nell'Europa del secolo XVIII.

36. La cultura europea. I fisiocratici; l'Enciclopedia.

37. La cultura italiana nella seconda metà del Settecento : liberalismo economico e religioso. Concetti unitari.

38. Le colonie americane. La loro organizzazione ed azione esercitata sulla vita europea. Rivoluzione d'America.

39. Rivoluzione francese.

40. Il movimento Napoleonico e suo influsso su tutta l'Europa, in ispecie sull'Italia.

41. La restaurazione. L'internazionale della Santa Alleanza e l'internazionale del liberalismo sette a contenuto ideale europeo, e sette particolari italiane).

42. Mazzini e Gioberti.

43. Movimenti e rivoluzioni. Guerre dal' 48 al' 49.

44. Repubblicanesimo, Federalismo, Unitarismo, monarchico dal' 49 al' 59.

45. La formazione dell'unità italiana 1859-60. L'assetto politico d'Europa nel 1860.

46. Il problema romano e la legge delle garantige.

47. L'Italia dal 1870 al 1914. Economia. Industria. Demografia. Emigrazione e politica interna e coloniale.

48. L'Europa dal 1870 al 1914. Forze politiche economiche e morali. Politica interna ed estera degli Stati principali con speciale riguardo al problema coloniale.

49. La guerra mondiale 1914-1918. Forze economiche e morali. Ideologie. Nuovo assestamento del mondo civile.

(Durata della prova 25 minuti.)

ECONOMIA POLITICA

Conversazione su argomenti scelti dall'esaminatore tra i seguenti :

1. Utilità. Valore, Beni e servizi.

2. Produzione dei beni. Terra. Capitale. Intraprenditori. Salariati.

3. Rendita. Interesse. Salario. Profitto.

4. Varie specie di aziende (agricole, commerciali, industriali).

5. Distribuzione e consumo della ricchezza. Il problema della popolazione (compensi crescenti e decrescenti).

6. La moneta. Le banche.

7. Libera concorrenza. Monopoli. Statizzazioni e municipalizzazioni.

8. Liberismo economico e protezionismo.

9. Crisi economiche.

10. Bilancio dello Stato. Sistema di tassazione. Distribuzione delle spese dello Stato rispetto ai bisogni dei cittadini ed alla loro potenzialità economica.

(Durata della prova 10 minuti.)

FILOSOFIA

1. Il problema della conoscenza. — Il candidato comenterà passi da una delle seguenti opere o gruppi di opere, inquadrando storicamente e teoricamente la dottrina esposta :

Série A :

PLATONE : *Eutifrone e Teeteto*.

Id. *Protagora e Menone*.

PLATONE : *Ippia maggiore, Ione e Fedro*.

id. *Filebo et Politico*.

ARISTOTELE : *De Anima* (estratti).

Id. *Metafisica* (estratti).

BACONE : *Novum Organum* (estratti).

DESCARTES : *Discorso sul Metodo*, e I libro dei *Principi di filosofia*.

Id. *Meditazioni*, ed estratti dalle *Obbiezioni e risposte*.

SPINOZA : *Etica*, parte I ed estratti dalla II.

VICO : Estratti dall'*Autobiografia* e dalla *Scienza Nuova*.

KANT : *Critica della Ragion pura* (estratti).

Id. *Prolegomeni*.

HEGEL : *Enciclopedia* (Introduzione, preliminari §§ 19-78 ed estratti dalla parte III).

2. Il candidato esporrà una delle seguenti opere o parti di opere, inquadrando sempre storicamente e teoricamente la dottrina esposta :

Serie B :

LUCREZIO : *De rerum natura* (libri II a V).

GIORDANO BRUNO : *De la causa, principio e uno*.

GALILEI : *Antologia*.

BACON : *Cogitata et visa*, e le schema del *De Dignitate*, libri II-IX.

LOCKE : *Saggio sull'intelletto umano* (estratti).

LEIBNITZ : *Nuovi saggi*. Prefazione e ilbro I.

BERKELEY : *Trattato sui principi della conoscenza umana*.

HUME : *Trattato sulla natura umana* (un libro con estratti dei Saggi).

CONDILLAC : *Trattato delle sensazioni* (estratti).

GALLUPPI : Estratti dalle *Lettere filosofiche* e dalle *Lezioni*.

SCHOPENHAUER : *Il mondo come volontà e rappresentazione*. Libro I.

ROSMINI : *Introduzione alla filosofia* (estratti).

id. *Nuovo saggio* (estratti).

GIOBERTI : *Introduzione alla studio della filosofia* (estratti).

Id. *Protologia* (estratti).

HERBART : *Introduzione alla filosofia* (Preliminari e logica).

3. Il problema morale. — Il candidato comenterà passi scelti di una delle seguenti opere a gruppi o parti di opere, inquadrando storicamente e teoricamente la dottrina esposta :

Serie C.

PLATONE : *Critone, Alcibiade maggiore, Gorgia.*

Id. *Convito e Fedone.*

Id. *Repubblica* (estratti).

ARISTOTELE : *Etica a Nicomaco* (estratti).

KANT : *Critica della R. Pratica* (estratti).

Id. *Fondazione della metafisica dei costumi* (estratti).

4. Indi il candidato esporrà una delle seguenti opere inquadrando storicamente l'autore prescelto :

Serie D.

ARISTOTELE : *Politica* (estratti).

CICERONE : *Tusculane*. Libro IV ed estratti degli altri libri. *De Officiis*

SENECA : *Lettere scelte a Lucilio*, ed estratti dai *Trattati morali*.

EPITTETO : *Manuale*.

EPICURO : *Massime capitali*.

MARCO AURELIO : *Ricordi*.

Antologia dal Nuovo Testamento.

HOBBS : *Leviatan* (estratti).

LEIBNIZ : *Teodicea* (estratti dalla I e III parte).

ROUSSEAU : *Contratto sociale*.

BENTHAM : *Deontologia* (estratti).

MANZONI : *Appendice al Cap. III della Morale Cattolica*.

FICHTE : *La missione del dotto*.

GUGLIELMO DI HUMBOLDT : *I limiti dell'azione dello Stato*.

HEGEL : *Filosofia del diritto* (estratti).

ROSMINI : *Principii della Scienza morale e Storia comparativa e critica dei sistemi intorno al principio della morale* (estratti).

SPAVENTA : *principi di Etica*.

Oltre questa prima forma di esame ne è ammessa una seconda nella quale in candidato esporrà quattro delle opere sopra elencate (leggendo e commentando alcuni passi a scelta dell'esaminatore) come documento di quattro fondamentali indirizzi filosofici (p. es. intellettualismo, empirismo, criticismo, idealismo), inquadrando storicamente gli autori prescelti.

(Durata dell'esame : 25 minuti.)

MATEMATICA

La prova d'esame consisterà in una conversazione della durata di non meno di 15 minuti sui seguenti argomenti :

A) Sistemi di equazione di 1° grado; calcolo dei radicali; potenze con esponenti frazionari.

Equazioni di secondo grado o riconducibili a quelle di 2° grado.

Esempi semplici di sistemi di equazioni di grado superiore al primo.

Progressioni aritmetiche e geometriche.

Logaritmi. Uso delle tavole logaritmiche ed applicazioni al calcolo di espressioni numeriche.

Le funzioni trigonometriche seno, coseno e tangente.

Formule per l'addizione, la sottrazione, la duplicazione e la bisezione degli argomenti. Uso delle tavole trigonometriche (preferibilmente, ai valori naturali) ed applicazione alla risoluzione dei triangoli rettilinei.

B) Applicazioni dell'algebra alla geometria

1. I numeri reali assoluti e relativi. Operazioni su di essi. Equazioni esponenziali.

2. Proporzioni fra grandezze. La teoria della similitudine nel piano. Inscrizione nella circonferenza del pentagono, del decagono e del pentadecagono, regolari.

3. Teoria della misura per le lunghezze e le superfici. Rettificazione della circonferenza e quadratura del cerchio.

4. Rette e piani nello spazio; ortogonalità e parallelismo. Minima distanza di due rette sghembe. Diedri, triedri, angoloidi. Poliedri, poliedri regolari.

5. Polredri equivalenti, poliedri con volumi eguali.

6. La teoria della similitudine nello spazio.

7. Cilindro, cono e sfera. Aree e volumi che vi siriferiscono.

FISICA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di non meno di 45 minuti su i seguenti argomenti :

Meccanica :

I corpi in movimento con speciale riguardo al moto uniformemente vario ed a quello oscillatorio semplice. Composizione dei movimenti.

Inerzia. Concetto statico di forza ed unità statica di questa. Composizione e decomposizione di forze. Coppia. Caso particolare dei gravi liberi.

Proporzionalità fra le variazioni del moto e la forza. Massa. Unità dinamica di forza. Uguaglianza fra azione e reazione.

Caduta dei gravi libera o lungo un piano inclinato. Oscillazione del pendolo. Moto circolare uniforme.

Lavoro ed energia. Unità di lavoro e di potenza. Energia di moto e di posizione. Attrito e resistenza del mezzo. Equilibrio dinamico nelle macchine. Conservazione della energia.

Pressioni interne ed alla superficie dei liquidi. Liquidi soggetti alla gravità e corpi solidi immersi in essi.

Pressione negli aeriformi con speciale riguardo alla atmosfera. Relazione fra pressione e volume specifico.

Moto dei fluidi e disposizioni per ottenerlo (pompe, ecc.) Moto di un solido immerso in un fluido (cenno sui dirigibili e sui velivoli).

Azioni melecolari e, in particolare, elasticità, capillarità, pressione osmotica.

Termologia :

Concetto soggettivo di temperatura con riferimento alle varie proprietà dei corpi. Misura della temperatura.

Calore. Il 1° principio della termodinamica. Rapporto fra le unità di misura del calore e del lavoro.

Le macchine termiche ed il 2° principio della termodinamica. Trasformazione delle varie forme di energia in calore e reciprocamente.

Propagazione del calore.

Dilatazione termica dei solidi e liquidi.

Il calore negli aeriformi. Relazione fra pressione, volume specifico e temperatura. Temperatura assoluta.

Cambiamento di stato.

Acustica :

Moto vibratorio del mezzo e percezione del suono. Frequenza, lunghezza d'onda ed intensità di un suono semplice. Coesistenza di più suoni semplici. Timbro di un suono.

Intervalli musicali. Corde e tubi sonori. L'orecchio.

Interferenze e battimenti.

Ottica :

Le radiazioni e la percezione della luce. Frequenza, lunghezza d'onda ed intensità di una radiazione semplice. I colori e le radiazioni non visibili. Effetti calorifici. Effetti chimici (fotografia).

Riflessione e rifrazione semplice con applicazione agli specchi piani e sferici, ai prismi ed alle lenti sottili. Occhio e strumenti ottici più usati.

Dispersione della luce. Interferenza, diffrazione e polarizzazione.

Elettrologia e Magnetismo :

Fenomeni principali di elettrostatica e grandezze che vi intervengono. La macchina elettrica e la pila in circuito aperto. Condensatori.

Corrente elettrica. La macchina elettrica e la pila in circuito chiuso. Corrente elettrica costante nei conduttori di 1ª specie e grandezze da cui dipende : circuiti semplici ed a rete.

Principali fenomeni di magnetostatica. Azione magnetica terrestre. Permeabilità magnetica. Isteresi.

Campo magnetico prodotto da una corrente. Applicazione alla misura della corrente (galvanometro, ecc.), alla trasmissione di segnali (telegrafo, ecc.), ecc.

Calore prodotto dalla corrente considerata come energia perduta e come energia utile. Applicazione in quest'ultimo caso al riscaldamento ed alla illuminazione. Correnti termoelettriche.

La corrente elettrica nei conduttori di seconda specie. Dissociazione elettrolitica. Accumulatori.

La corrente nei gas ; ionizzazione. Raggi catodici e raggi X. Radioattività.

Induzione elettromagnetica. Corrente elettrica variabile e grandezze da cui dipende. Rocchetto di induzione Telefono. Dinamo e motori.

Corrente elettrica alternata. Alternatori e motori. Trasformatori statici. Campo magnetico rotante. Trasporto della energia.

Onde elettromagnetiche; loro produzione e mezzi per rilevarle. Genno di radiotelegrafia.

Sistemi di misure elettriche assolute e pratiche.

Cosmografia e Meteorologia :

La sfera celeste ed il sistema solare. Leggi di Keplero sul moto dei pianeti. Legge di Newton. La terra in particolare e la misura del tempo. La luna e le maree.

L'atmosfera terrestre ed i suoi movimenti. Vapor d'acqua nell'aria e sua misura. Meteore acquee, luminose, elettriche.

STORIA DELL'ARTE

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti sui seguenti argomenti :

IL PERIODO PALEOCRISTIANO. — *Architettura* : Le catacombe; Basiliche, rotonde, battisteri; L'influenza bizantina e i suoi caratteri; Monumenti ravennati nei secoli V e VI. — *Pittura e mosaico* : Le pitture delle catacombe; I mosaici a Roma e a Ravenna nei secoli V e VII. — *Scultura* : Sarcofagi, sculture in legno, avori.

IL PERIODO ROMANICO. — *La scultura* : Caratteri dell'architettura romana in Italia; Le più belle cattedrali e basiliche romaniche della penisola. — *La scultura* : Caratteri della scultura romanica in Italia; Il fantastico e geniale senso plastico-decorativo; I Cosmati; Le porte di bronzo. — *Mosaico e pittura* : Mosaici nell'Italia Meridionale e in Sicilia; Jacopo Torriti; Pietro Cavallini; Cimabue; Duccio.

IL PERIODO GOTICO E DI TRAPASSO AL RINASCIMENTO IN ITALIA. — *Architettura* : La rivoluzione costruttiva degli edifici gotici; Caratteri dell'architettura gotica italiana in confronto al gotico d'oltre Alpe; Le più belle cattedrali, chiese ed edifici religiosi e profani del periodo gotico in Italia. — *La scultura italiana nei secoli XIII e XIV* : Nicola Pisano; Fra Guglielmo; Arnolfo; Giovanni Pisano; La diffusione della scultura pisana; Andrea Pisano e le sculture del Campanile di Giotto; L'Orcagna; Jacobello e Pier Paolo dalle Massegne, ecc. — *La pittura italiana del trecento* : Giotto; La scuola di Giotto; Simone Martini, i Lorenzetti e scolari.

DAL RINASCIMENTO AI NOSTRI GIORNI. — *L'architettura* : Il ritorno allo spirito dell'architettura "classica"; Brunelleschi; Michelozzo; L. A. Alberti; Rossellino; B. da Maiano; Giuliano e Antonio da S. Gallo; Cronaca, ecc. — *La scultura del quattrocento* : Jacopo della Quercia; Ghiberti; Brunelleschi; Donatello; B. Rossellino; Desiderio; I Robbia; Pollaiuolo; Verrocchio; A. Rossellino; B. Da Maiano; Mino da Fiesole. — *La pittura del quattrocento* : La Scuola Fiorentina : Masolino e Masaccio; L'Angelico; Benozzo Gozzoli; Andrea del Castagno, Paolo Uccello, Domenico Veneziano, Pier della Francesca, Baldovinetti, Luca Signorelli; Fra Filippo

Lippi; A. Pollaiuolo, Il Verrocchio; Il Perugino Botticelli, Filippino Lippi; C. Rosselli. Il Ghirlandaio. Le altre scuole di pittura umbra, padovana, ferrarese, bolognese, veneziana, lombarda formeranno oggetto d'esame ciascuna nelle loro rispettive sedi. — *L'architettura nei secoli XV e XVIII*: Bramante; B. Peruzzi, A. da S. Gallo il Giovine, Jacopo Sansovino, Sammicchelli; Raffaello e loro derivati; Michelangelo e seguaci; Vignola, Galeazzo Alessi; Palladio; Bernini; Borromini; Guarini; Juvara, ecc. — *La scultura dal secolo XVI al XIX*: I Sansovino; Michelangelo e seguaci; Cellini, Giambologna, Tacca; Maderna; Algardi; Bernini; Canova; Bartolini. ecc. — *La pittura dal secolo XVI al XIX*: Leonardo, Fra Bartolomeo, Andrea Del Sarto; Michelangelo; Raffaello; Correggio; La Scuola Veneziana da Giorgione a Tiepolo; I Carracci e la loro Scuola; La riforma del Caravaggio e i Caravaggeschi; Le scuole napoletana, genovese e lombarda nel sec. XVII; Scorsa attraverso l'arte italiana dall'ottocento sino ai giorni nostri.

Breve cenno riassuntivo sui principali indirizzi critici del secolo XIX
— Come si guarda un'opera d'arte.

CHIMICA, STORIA NATURALE, GEOGRAFIA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 45 minuti sui seguenti argomenti.

Chimica :

Corpi semplici. Combinazioni. Rapporti ponderali e composizione costante delle combinazioni.

Mole, molecole, atomi. Teoria atomica.

Simboli, formule chimiche, equazioni. Valenze.

Acidi, basi, sali.

Raggruppamento degli elementi e sistema periodico del Mendeleeff.

Ossigeno, idrogeno, acqua.

Azoto, aria atmosferica, combustione, fiamma.

I minerali. Caratteri fisici, chimici e organolettici.

Proprietà dei cristalli, classi dei cristalli, leggi di simmetria.

Cloro ed acido cloridico.

Zolfo e composti dello zolfo sotto l'aspetto chimico e mineralogico.

Azoto, fosforo e arsenico; loro principali composti e minerali.

Carbonio e silicio; principali composti e minerali.

Sodio, potassio e ammonio; loro composti.

Calcio, bario e stronzio; minerali e composti più importanti.

Magnesio e suoi sali.

Alluminio e suoi composti.

Rame e mercurio.

Ferro, cobalto e nichel.

Nozioni di chimica organica :

Caratteri chimici dei composti del carbonio. Formule di costituzione, isomerie.

Idrocarburi aciclici e ciclici.

Alcoli e eteri, aldeidi, chetoni, acidi, zuccheri.

Amine, amidi, sostanze proteiche.

Storia naturale — Parte biologica :

1. Generalità. Carrateri essenziali degli esseri viventi : confronto fra organismi e anorganismi.

L'organismo come unità e le sue parti : Cellule, tessuti, organi, sistemi organici. Uniformità fondamentale di costituzione chimica e di struttura degli esseri viventi e diversità delle forme. Principii di classificazione. La specie e i vari gruppi sistematici. Regno vegetale e regno animale : somiglianze e differenze.

2. Botanica. Cellule e tessuti vegetali. Costituzione di una pianta superiore : radice germoglio, sue parti ; fusto, foglie, fiori. Struttura e funzioni di queste parti, loro principali modificazioni e loro caratteri nei grandi gruppi delle fanerogame.

Come vive una pianta : nutrizione, assimilazione del carbonio, costruzione delle sostanze organiche, respirazione, traspirazione, circolazione della linfa. Relazioni della pianta con l'ambiente.

I grandi gruppi delle piante : Fanerogame : angiosperme e gimnosperme, loro caratteri Censo delle famiglie più importanti con esempi scelti fra le piante più comuni, o più importanti.

3. Anatomia e fisiologia animale. Zoologia. Il corpo umano e le sue parti, I vari sistemi organici e le loro funzioni : tegumento, scheletro, muscolatura, sistema nervoso, digerente, circolatorio, respiratorio, genito-urinario. Metabolismo e suoi processi Secrezioni esterne ed interne. Gli organi di senso e la vita di relazione.

I « Tipi », animali e i loro caratteri fondamentali. Censo delle classi di ciascun tipo con speciale riguardo ai Vertebrati. Posizione dell'uomo fra i Mammiferi : suoi caratteri comuni con le scimmie antropomorfe e caratteri proprii.

Fenomeni biologici più notevoli con esempi tratti dagli animali e dalle piante.

Processi di riproduzione e di rigenerazione. Vari modi di riproduzione agamica e sessuale. Il dimorfismo sessuale : caratteri sessuali primarii e secondarii. Gli elementi germinali : processi di maturazione e fecondazione. Cenni dello sviluppo embrionale. Sviluppo diretto e indiretto metamorfosi, forme larvali e loro significato. Generazioni alternanti e loro significato biologico.

Reazioni e adattamenti degli organismi. Relazioni degli organismi col loro mondo esterno.

I principali ambienti biologici e i fattori che li determinano.

Associazioni animali, simbiosi, sue varie forme. Parassitismo e parassiti più importanti del l'uomo, degli animali e delle piante.

Geografia e geologia :

1. Nozioni di geografia astronomica : la terra nell'universo e nel sistema solare. Forma, dimensioni, movimenti. Coordinate geografiche, carte geografiche, loro costruzione ed uso.

2. Geografia fisica. Forme del suolo. Acque oceaniche e continentali. Chimica e fisica del mare, suoi movimenti : correnti, onde, maree. Circolazione dell'acqua. Costituzione delle rocce : processi costruttivi e distruttivi. Vulcani e loro distribuzione, fenomeni vulcanici. Climi, loro fattori. Distribuzione geografica delle piante e degli animali e fattori che la determinano.

3. Nozioni di geologia. Iposeti intorno alla formazione della terra e della crosta terrestre. Ere geologiche e loro principali caratteri litologici e paleontologici. Cenno della costituzione fisica e della geologia dell'Italia.

Avvertenze

Lo studio d'una letteratura si riduce ad un semplice « ammobigliamento della memoria » se non è accompagnato dalla lettura degli autori. Perciò, nessuna letteratura, né l'italiana, né la latina, né la greca sarà studiata senza leggere le opere più significative di esse.

I brevi cenni di storia dell'estetica che si premettono all'esame d'italiano debbono essere considerati come un'introduzione agli esami d'italiano, latino, greco, storia dell'arte. Questo sarà il vero fulcro storico intorno a cui si deve organizzare lo studio delle varie letterature. Le opere d'arte, poi, debbono esser guardate con animo sgombro da ogni preoccupazione che non sia quella del valore estetico, del valore umano dell'opera stessa.

Sapere a che epoca appartenga un autore, quali opere abbia scritto e quale esperienza personale abbia contribuito allr formazione del suo mondo poetico, escludendo tutte le minuterie erudite, è utile per la comprensione dell'opera che si legge. L'esaminatore deve, appunto, domandare queste notizie come mezzi di tale comprensione e mai come fine a se stesse.

L'esame delle tre letterature non dev'essere una prova di memoria, ma di cultura e di gusto. Sa il candidato leggere da sè i nostri grandi autori? Ha la capacità di gustarli? È egli fornito delle conoscenze di storia e di estetica necessarie per collocarli al loro posto?

L'ambito della prova scritta d'italiano viene un po' delimitato per escludere i temi retorici che sono la disperazione degli scolari costretti a svolgerli e degli insegnanti costretti a valutarli. Poiché i giovani hanno varie attitudini, vi saranno due tipi fondamentali di temi, dei quali almeno uno deve corrispondere alle attitudini del candidato. Poichè se questo può non avere attitudini alla critica letteraria, deve essere sempre capace di esporre e giudicare qualche periodo di quella storia che ha studiato; senza di che, egli non è maturo per gli studi superiori. La discussione orale del tema scritto permetterà di rendersi conto della padronanza che il candidato ha dell'argomento trattato e di apprezzare quella riflessione che un candidato serio, che abbia mente vivace, continua a fare dopo consegnato il suo tema, raccogliendo aggiunte, pentimenti, correzioni, sviluppi.

Il candidato dovrà aver letto in larga misura i Classici che sono indicati nel programma. Ma su una diecina di testi da lui stesso indicati, sos-

terrà, un esame più particolareggiato. Fra questi dieci testi, sarà compresa almeno una intera delle tre cantiche dantesche e almeno un'opera per ognuno dei secoli della nostra letteratura. L'esaminatore farà esporre una delle opere lette e studiate particolarmente, a sua scelta, e ne chiederà la valutazione e le critica.

Per le prove scritte di latino, non occorre avvertire che la traduzione dal latino dev'essere fatta in buona lingua italiana, così che si terrà conto anche degli errori di lingua italiana come di errori di traduzione; e che, per la traduzione in latino, è da escludere l'idolatria ciceroniana; chè, anzi, si ammirerà il giovane che sappia adattare lo stile all'argomento, ancorchè debba perciò allontanarsi da Cicerone.

Per gli orali, si richiede soprattutto che lo scolaro conosca il mondo romano, che abbia letto i suoi autori per apprenderne il contenuto, e per gustarne la forma. L'esame dev'essere di cose, e i testi documenti di cose e di anime. L'esposizione avrà parte preponderante. La lettura e traduzione, prova che la lettura è stata diretta. La traduzione, un commento, una riproduzione artistica del testo letto, non una cruda corrispondenza di parole.

La questione se si debba leggere un solo autore per intero o tanti brani di vari autori è qui risolta con un partito intermedio. Si leggono scelte di brani ma tali che nel loro insieme abbiano un senso compiuto e l'esame, perciò, riguardi un argomento e le fronti dirette attraverso cui è stato studiato.

Gli autori che formano oggetto d'esame al ginnasio dovranno esser nell'esame di maturità ripresi per una interpretazione all'impronto.

Le stesse avvertenze valgono su per giù per l'esame di greco, dove alla lettura diretta si aggiunge la lettura di testi con traduzione latina a fianco: ciò per uscire dal ristretto mondo degli attici e degli autori facili. Del resto, il confronto tra il greco e il latino sarà utile per la conoscenza delle due lingue.

Il programma d'esame per la storia, guardando ai risultati che debbono essere raggiunti, può parere che dia eccessivo rilievo alle istituzioni e alle idee in confronto dei fatti. Ma naturalmente questi risultati non si possono raggiungere se non mediante lo studio dei fatti. L'esame non deve però consistere nelle enumerazioni di essi. Il senso degli avvenimenti è tutto nelle idee, negli istituti da cui sorgono e a cui conducono, e questo dev'essere ben chiaro all'intelligenza del candidato perchè è quello che deve rimanergli fisso nell'animo dallo studio della storia; qualcuno dei minori particolari, quando gli occorrerà, saprà ritrovarlo se possederà un solido concetto dello sviluppo storico della civiltà. La cronologia dev'essere nota come organica successione d'eventi, e la localizzazione degli avvenimenti sia la più concreta possibile. Perciò, l'esame potrà farsi anche servendosi di atlantini storici. Pare inutile raccomandare che non si scambi lo schematismo del programma d'esame con schematismo della preparazione la quale dev'essere ampia e particolareggiata. Il programma è schematico solo per concedere ampia libertà all'insegnante.

Per l'economia politica si richiederanno idee chiare che servano a

ben comprendere l'elemento economico nella storia, ed anche quegli avvenimenti della vita economica fra i quali il giovane vive. Non si deve scendere a minuzie, nè salire ad astratte dottrine troppo lontane dagli interessi vivi nell'animo del giovane.

Poichè studiare filosofia non significa già studiare certa determinata materia ma sollevarsi a considerare filosoficamente certi problemi, non c'è nella filosofia una parte elementare diversa da quella propriamente dottrinale e sistematica. Ci sono, invece, problemi fondamentali (conoscenza e moralità) e atteggiamenti fondamentali dello spirito (intellettualismo, empirismo, criticismo, idealismo). Si ammettono i due tipi d'esame. Uno che faccia svolgere e chiarire i due problemi della conoscenza e della moralità; l'altro che faccia esporre e valutare i quattro atteggiamenti fondamentali di cui sopra.

In ogni caso, i problemi mostrano tutto il loro valore nella trattazione che ne han fatta i grandi filosofi, i quali li hanno vissuti con tutta l'originalità e la profondità del loro spirito, laddove si inaridiscono negli espositori di seconda mano. E poichè filosofare è soprattutto esercitare la libertà del pensiero, anzi formarla nel riconoscimento e ne la istaurazione delle intime leggi dello spirito, non si richiederà mai nell'esame di filosofia uno sforzo della memoria impegnata in astratte affermazioni o negazioni, ma si vorrà la penetrazione del pensiero altrui che sia slancio e moto del pensiero stesso del candidato.

Per la matematica il programma è diviso in due parti : A) e B).

In A) sous raccolte principalmente le teorie in cui prevalgono gli sviluppi algoritmici; cioè le teorie per le quali l'aver raggiunto una certa abilità nel valersi delle formule fondamentali è sufficiente garanzia di buona preparazione.

Del possesso sicuro di questa parte, il candidato darà, dunque, prova risolvendo, sotto la guida dell'esaminatore, uno o più esercizi.

Gli esercizi, di regola, saranno tali da non esigere per la loro risoluzione che l'applicazione immediata di teoremi e formule fondamentali di cui chi sia giunto alla fine della sua educazioni matematica secondaria, deve avere conoscenza ferma e precisa; ma non è escluso che in qualche caso, in ispecie se si tratta di questioni geometriche da risolvere con l'ausilio dell'algebra, esse possano richiedere qualche opportuno accorgimento o qualche artificio non immediatamente visibile. In tal caso l'esaminatore suggerirà senz'altro il procedimento da seguire : perchè questa parte della prova deve servire soltanto a mostrare che il candidato ha pronto e franco il maneggio del calcolo letterale e l'uso delle principali formule di algebra e di trigonometria.

In B sono riunite, distinte in sette capi, le teorie che meglio si prestano a saggiare la capacità del candidato a comprendere e far sua una rigorosa sistemazione deduttiva. Soltanto su quelle raccolte in cinque dei sette capi, il candidato è tenuto a indicare l'andamento generale della sistemazione logica, secondo la quale egli le ha studiate, e ad esporre le dimostrazioni di teoremi, ad esse riferentisi, che gli venissero chieste.

Di tali cinque capi, quattro debbono essere il secondo, il terzo, il quarto e il quinto; l'ultimo è a scelta del candidato fra i rimanenti.

Per la fisica l'esame dovrà fornire la prova che il candidato conosce i vari argomenti indicati nel programma — sia in loro stessi e sia nell'eventuale loro rapporto — ma, soprattutto, che egli ha ben chiari i concetti fondamentali che dominano nella fisica — come quelli di forza e massa, di lavoro, di conservazione della energia nelle sue trasformazioni, ecc. Dovrà inoltre dimostrare che gli è familiare l'uso delle unità proprie alle varie grandezze e la interpretazione delle equazioni fra le variabili di un fenomeno e che possiede l'abito della osservazione e sa inquadrare i fenomeni — specialmente quelli più comuni — nelle teorie generali.

Per la chimica, storia naturale e geografia l'esame dovrà avere lo scopo di saggiare non tanto la quantità di nozioni acquistate dal candidato, quanto e soprattutto il modo come le cose imparate si sono organizzate nella sua mente. Non si richiederanno pertanto soverchi sforzi mnemonici, sfoggio di nomi e di descrizioni, ma si esigerà dal candidato il pieno possesso di concetti chiari e precisi e la capacità di associare i vari fenomeni naturali e di rendersi conto dei problemi che essi presentano e dei metodi di indagine con cui vengono affrontati. Le interrogazioni saranno fatte in maniera da associare le nozioni che i giovani hanno dovuto acquistare nei diversi rami delle scienze naturali.

Gli scopi che si propone l'insegnamento della storia dell'arte sono: la conoscenza delle grandi civiltà artistiche e il raffinamento della conoscenza estetica. L'esaminatore si accerterà, quindi, se lo scolaro ha conoscenza della storia del gusto comune agli artisti (architetti, scultori, pittori tessitori, vetrai, miniatori, incisori) d'una data epoca, possibilmente unendo questa parte dell'esame con quello d'italiano. e se egli è capace d'interpretare criticamente monumenti scelti come rappresentanti tipici di ogni epoca e mostrati all'allievo nella riproduzione. L'esame non consisterà mai nella ripetizione di formulette a memoria. Si cercherà di collegare l'esame di storia dell'arte con quello di latino e greco per la parte che riguarda l'arte classica e che è inclusa in quei programmi d'esame.

Esame d'ammissione

alla I^a classe del corso superiore dell'Istituto tecnico

ITALIANO

Prova scritta :

Relazione sopra un argomento del programma degli esami orali.
(Durata della prova : cinque ore.)

Prove orali :

1. Esposizione di un'opera letta. Il candidato deve aver letto almeno sei tra le seguenti opere :

OMERO : *Iliade, Odissea* (almeno 4 libri).

ESIODO : *Opere e giorni* (passi scelti).

PLUTARCO : *Due vite parallele*.

VIRGILIO : *Eneide* (4 libri), *Georgiche*.

DANTE : *Divina Commedia* (episodi scelti).

BOCCACCIO : *Novelle scelte*.

ARIOSTO : *Orlando* (6 canti).

TASSO : *Gerusalemme* (6 canti).

GOLDONI : Una commedia; oppure, ALFIERI : Una tragedia.

MANZONI : *I promessi sposi*.

SHAKESPEARE : *Una tragedia*.

MOLIÈRE : *Una commedia*.

CERVANTES : *Don Chisciotte* (un episodio.)

GOETHE : *Arminio e Dorotea*.

2. Lettura e spiegazione d'una prosa o poesia d'autore contemporaneo, a scelta dell'esaminatore.

(Durata della prova : 20 minuti).

LATINO

Prova scritta :

Traduzione d'un brano d'autore dell'età aurea dell'estensione di circa 20 righe.

(Concesso l'uso del vocabolario.)

(Durata della prova : 5 ore.)

Prove orali :

1. La vita privata e pubblica dei Romani. Istituzioni civili, militari e religiose. Illustrazione dell'argomento e traduzione di passi facili relativi a questi argomenti scelti dalle opere di Cicerone, Livio, Cesare, Plinio il giovane.

2. Le grandi figure della storia antica come apparvero ai contemporanei. Illustrazione dell'argomento e traduzione da Cornelio Nipote, Livio, Cesare, Sallustio (pagine scelte).

3. La poesia romana. Illustrazioni e traduzioni da Catullo, Virgilio, Tibullo, Propertio, Ovidio.

(Durata della prova : 20 minuti.)

STORIA

L'esame, della durata di 20 minuti, consisterà nella relazione di letture storiche riferentisi ai seguenti argomenti :

1. La civiltà greca. Sue origini e svolgimento. La vita dei greci.

2. La civiltà romana. Sue origini e svolgimento. La vita dei romani.

3. La civiltà ebraica e le origini del Cristianesimo.

GEOGRAFIA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti sui seguenti argomenti.

1. L'Italia in particolare (coste, orografia, idrografia, clima, popolazione, coltivazioni, industrie, commerci, città principali, vie di comunicazione).⁷

2. L'Europa in generale, varie regioni d'Europa caratteri fisici e politici. Grandi catene di monti e grandi fiumi. Porti principali e caratteristiche delle coste. Coltivazioni, industrie, commerci. Città principali, vie di comunicazione.

3. Le altre parti del mondo, limitatamente alle principali caratteristiche fisiche e politiche.

4. Lettura e costruzione di carte geografiche e topografiche elementari.

MATEMATICA

Prova scritta :

Problema in applicazione della materia degli esami orali.

Prova scritta :

Interrogazioni, per la durata di 15 minu, sul seguente programma :

Aritmetica :

Le quattro operazioni fondamentali sui numeri interi.

Potenze di numeri; interi calcolo con esse.

Nozioni sulla divisibilità dei numeri interi. Numeri primi. Criteri di divisibilità per 2, 5, 3 e 9. Prova per 9 delle quattro operazioni sui numeri interi.

Massimo comune divisore e minimo comune multiplo di due o più numeri interi.

Le quattro operazioni fondamentali sui numeri frazionari.

Potenze di numeri frazionari.

Numeri decimali. Numeri decimali periodici e loro funzioni generatrici.

Sistema metrico decimale. Numeri complessi con applicazioni anche ad antiche misure del luogo eventualmente non cadute in disuso.

Uso di semplici formule letterali per esprimere regole di calcolo o di misura e per mostrare come da una di tali regole possano esserne dedotte altre.

Uso delle parentesi. Calcolo del valore che un'espressione letterale assume per assegnati valori numerici delle lettere che vi compariscono.

Proporzioni numeriche.

Proporzionalità diretta ed inversa. Regole del tre. Regola per la divisione di un numero in parti proporzionali a più altri.

Regole per l'estrazione della radice quadrata con assegnate approssimazioni.

Algebra :

I numeri razionali relativi. Le quattro operazioni fondamentali su di essi e loro proprietà formali.

Potenze con esponenti interi relativi; regole di calcolo che ad esse si riferiscono.

Polinomi (razionali interi) con una o più indeterminate; le operazioni su di essi di addizione, sottrazione, moltiplicazione e divisione.

Quadrato e cubo di un polinomio.

Frazioni algebriche; calcolo con esse.

Equazioni di 1° grado con una incognita.

Sistemi di equazioni di 1° grado.

Geometria :

Retta, semiretta, segmenti. Piani, semipiani, angoli.

Triangoli e poligoni piani. Uguaglianza fra triangoli e poligoni.

Disuguaglianza fra elementi di un triangolo.

Circonferenza e cerchio. Mutuo comportamento di rette e circonferenze o di circonferenza complanari.

Problemi grafici fondamentali.

Rette parallele. Somma degli angoli interni o esterni di un poligono.

Parallelogrammi : loro proprietà, loro casi particolari.

Angoli nel cerchio (al centro e alla circonferenza).

Poligoni regolari.

Teoria dell'equivalenza tra figure piane poligonali.

Proporzioni fra grandezze geometriche e teoria della similitudine nel piano.

Inscrizione nella circonferenza del pentagono, del decagono, e del pentadecagono, regolari.

DISEGNO

L'esame conterà di 2 prove, la prima della durata di 3 ore, la seconda di 5.

Nella prima prova i candidati eseguiranno un disegno dal vero di elementi naturali da loro stessi scelti e procurati, con l'approvazione degli esaminatori; i quali naturalmente, avranno cura di consigliare solo soggetti adatti per la semplicità della forma, e dovranno poi graduare la severità del giudizio con la difficoltà offerta dal soggetto. Sarà sempre data la massima importanza al modo con cui il candidato avrà saputo rendere con mezzi semplici le caratteristiche principali del soggetto.

Nella seconda prova i candidati eseguiranno di loro invenzione una semplicissima composizione decorativa derivata dall'elemento naturale da ciascuno disegnato nella prova precedente, su di una traccia geometrica eseguita con gli strumenti, e stabilita dagli esaminatori che si serviranno per questo di grandi modelli collettivi.

LINGUA STRANIERA

Prova scritta :

Traduzione d'un brano di autore contemporaneo, dell'estensione di 25 righe, dall'Italiano nella lingua straniera con l'uso d'un solo vocabolario.

(Durata della prova 4 ore.)

Prove orali :

1. Lettura e spiegazione da un testo scelto dalla Commissione esaminatrice.

2. Esposizione d'un'opera a scelta del candidato tra i classici della letteratura straniera studiata. Il candidato dovrà presentare un elenco che contenga opere di almeno due poeti e due prosatori. Oltre ed esporre egli è tenuto a leggere, tradurre e commentare ogni passo delle opere da lui indicate.

(Durata della prova 25 minuti.)

STENOGRAFIA

Programma d'esame uguale a quello della licenza complementare.

Avvertenze.

Valgono, anche, qui in genere, le avvertenze per gli esami d'ammissione alla IV classe del ginnasio ed alla I classe del liceo classico. Si vuole bensì avvertire che ci sono delle differenze non lievi tra i due tipi di esami. In quello, la parte fondamentale è l'accertamento del gusto per gli studi classici, della capacità d'apprezzamento estetico, in questo, si richiederà soltanto una formazione elementare di coscienza storica, e chiarezza ed ordine nelle conoscenze.

I programmi sono un po' più ristretti, anche perchè la preparazione è fatta in quattro anni e non in cinque.

Degli argomenti del programma di matematica quelli aritmetici si presumono studiati con indirizzo pratico; quelli algebrici e geometrici, con metodo razionale; con che non si vuol significare che, ove si voglia, non si possa nei primi anni del corso inferiore dell'Istituto Tecnico ricapitolare le nozioni di geometria apprese nelle scuole elementari, senza alcun intendimento di sistemazione logica, nei limiti e per gli scopi indicati nelle *Avvertenze* che accompagnano i programmi di matematica per l'esame di ammissione alla 4^a classe del Ginnasio.

Nelle conoscenze storiche si sarà meno esigente; nelle conoscenze geografiche si richiederà una maggior profondità, e soprattutto un maggiore possesso della parte cartografica.

L'insegnamento del Disegno nel Corso inferiore dell'Istituto tecnico contribuisce alla preparazione generale della cultura, ed è base per la

proseguizione dello studio nel Corso superiore (Agrimensura) nel quale assume carattere professionale, o nel Liceo scientifico.

L'esaminatore, seguendo i criteri già esposti per ciò che riguarda il contenuto formativo della disciplina, terrà gran conto del buon gusto e del senso estetico, mostrato dall'alunno e della capacità tecnica d'espressione.

« Principali nozioni di Disegno geometrico, limitate alle costruzioni pratiche più usate nelle belle applicazioni decorative di ogni tempo, applicazioni che saranno subito mostrate agli allievi e fatte ripetere dal modello a memoria; copia dal vero con carattere di rilievo esatto o di di schizzo; esercizi a base di semplici composizioni ornamentali ». Tali, a grani linee, le direttive dei programmi che si presupporranno svolti dagli insegnanti, ciascuno secondo le sue personali vedute e il suo temperamento d'artista e di docente.

L'insegnamento delle lingue straniere si suppone che sia stato fatto con carattere più pratico che letterario.

Esame di abilitazione per i provenienti della sezione di agrimensura (1).

ITALIANO

Prova scritta :

Una Relazione su un tema a scelta del candidato tra due :

- a) Riguardante il programma degli esami orali d'Italiano.
- b) Riguardante il programma degli esami orali di Storia (concesse cinque ore).

Prova orali :

1. Lettura e commento di passi scelti da le opere di Dante, Boccaccio, Petrarca, Ariosto, Tasso, Parini, Alfierie, Goldoni, Foscolo, Leopardi, Manzoni, Carducci, Pascoli.
 2. Esposizione di un'opera o di una raccolta sistematica di passi dalle opere di Leonardo da Vinci, M. Buonarroti (lettere), Vasari, Cellini, Galilei.
 3. Esposizione di un'opera o parte di opera di Machiavelli, Guicciardini, Beccaria, Cuoco, Mazzini, Gioberti, Balbo, d'Azeglio, Amari.
- (Durata della prova : 25 minuti.)

STORIA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 20 minuti sui seguenti argomenti :

1. Cenni di storia della scienza nell'Antichità, Medio Evo, Rinascimento, Tempi moderni.

(1) Le prove per le materie che finiscono col primo biennio possono essere sostenute dinanzi alla Commissione dell'esame d'abilitazione alla fine del biennio stesso.

2. Cenni di storia delle religioni (Religione della $\pi\acute{o}\lambda\iota\varsigma$ e dei misteri, Cristianesimo, Maomettanesimo, Cristianesimo cattolico, Riforma luterana, calvinista, Controriforma).

3. Cenni di storia del diritto. L'organismo della città antica, lo Stato romano (repubblica e impero). L'impero bizantino e la sua organizzazione. I regni romano-barbarici. Il feudalesimo. Le repubbliche marinare. I comuni. Le signorie, le grandi monarchie assolute europee. La formazione del diritto costituzionale in Inghilterra, Belgio, Francia, Italia.

4. Le grandi scoperte e i viaggi di esplorazione. Relazione di letture storiche-geografiche.

DISEGNO

Il candidato deve dimostrare di sapere eseguire con precisione e speditezza un disegno di elementi d'architettura o di costruzioni con qualche piccolo ornato.

La prova d'esame consisterà quindi nella copia di un particolare architettonico con decorazione ornamentale assai semplice, disegnata a solo contorno con l'inchiostro di China e l'uso degli strumenti, in una scala diversa da quella del modello.

(Durata delle prova : 5 ore.)

Avvertenze

Il carattere pratico di questi ordini di studi richiede appunto che l'esame scritto d'Italiano abbia il fine d'accertare la capacità di fare una relazione intorno a ciò che si è studiato. Nelle letture si è tenuto conto della prosa scientifica. Il posto largo fatto agli storici deve correggere la naturale astrattezza di questi studi. Nella storia non potendosi dare, per il tempo ad essa assegnata, un adeguato sviluppo a tutta la formazione della vita civile europea si sono richiesti solo i caposaldi di questa formazione. Sebbene si siano distinti gli argomenti in quattro gruppi, nulla vieta che questi gruppi siano fusi nell'insegnamento e nell'esame per coglierne le interferenze.

MATEMATICA

Prova scritta :

Problema riguardante le materia degli esami orali.

(Durata della prova : 4 ore.)

Prova orale :

La prova orale dura non meno di 45, non più di 30 minuti e si svolge relativamente alle parti A) e B) del programma con le norme stabilite per le parti omonime nell'esame di maturità del Liceo. Solo che qui tutta la parte B) è da riguardate come obbligatoria.

A) Cenni sui numeri reali assoluti e relativi. Calcolo dei radicali. Potenze con esponenti frazionari.

Equazioni di 2° grado o riconducibili a quelle di 2° grado.

Esempi semplici di sistemi di equazioni di grado superiore al 1°.

Progressioni aritmetiche e geometriche. Equazioni esponenziali e logaritmi.

Uso delle tavole logaritmiche ed applicazioni al calcolo di espressioni numeriche.

Applicazioni dell'algebra alla geometria.

B) Teoria della misura. Rettificazione della circonferenza e quadratura del cerchio.

Rette e piani nello spazio; ortogonalità, parallelismo, minima distanza di due rette sghembe. Diedri, triedri, angoloidi polidri poiedri regolari. Poliedri equivalenti, poliedrie con volumi eguali e relative regole di misura.

Cenni sul cilindro, il cono e la sfera e la determinazione di aree e volumi che ad essi si riferiscono.

FISICA

Conversazione della durata di non meno di 15 o non più di 30 minuti sui seguenti argomenti.

Meccanica :

Il movimento dei corpi. Velocità ed accelerazione. Composizione dei movimenti.

Forze. Composizione delle forze. Coppie.

Corpi soli i rigini. Macchine semplici.

Gravità. Caduta dei gravi libera o sopra un piano inclinato. Pendolo.

Lavoro e potenza. Energia di moto e di posizione. Attrito e resistenza del mezzo. Conservazione della energia.

Corpi liquidi. Pressione nell'interno ed alla superficie. Principio di Archimede e sue applicazioni.

Corpie aeriformi. Pressione e sua misura. Barometro. Principio di Archimede e sue applicazioni. Pompe pei liquidi e per gli aeriformi.

Termologia :

Temperatura e calore e loro misura. Calore specifico.

Equivalenza di calore e lavoro. Sorgenti di calore.

Propagazione del calore. Dilatazione termica. Cambiamento di stato fisico. Igrometria. Cenno sulle macchine termiche e sul loro impiego.

Acustica :

Propagazione e produzione del suono. Intervalli musicali. Corde e tubi sonori. Risonanza.

Ottica :

Produzione e propagazione della luce. Intensità e sua misura. Riflessione : specchi piani e sferici. Rifrazione : prismi e lenti.

Elettrologia e magnetismo :

Fenomeni e concetti fondamentali di elettrostatica e magnetostatica. Elettroforo di Volta. Macchina elettrica.

Corrente elettrica e sue manifestazioni magnetiche, termiche, chimiche. Misura della corrente. La pila e l'accumulatore.

Induzione elettromagnetica. Rocchetto di induzione. Alternatore e motore a corrente alternata. Trasformatore. Dinamo e motore a corrente continua.

Applicazioni pratiche principali della energia elettrica accennando in particolare alle seguenti : trasporto della energia trazione elettrica, forni elettrici, illuminazione, telegraphia, telefonia, radiotelegraphia.

SCIENZE NATURALI E GEOGRAFIA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti sulle seguenti materie.

Nozioni di biologia vegetale ed animale :

1. Caratteri essenziali degli esseri viventi : confronto fra organismi e anorganismi. — L'organismo e le sue parti : cellule, tessuti, organi, sistemi, coordinazione delle funzioni delle varie parti e subordinazione di esse al tutto. Uniformità di costituzione e di struttura degli esseri viventi e differenze fra le forme. Principii di classificazione : la specie e i gruppi sistematici.

Vegetali e animali : somiglianze differenze.

2. Botanica. — Organizzazione di una pianta superiore e processi vitali fondamentali : nutrizione in generale. La radice e le sue funzioni. Le foglie e le loro funzioni.

I grandi gruppi in cui si ripartiscono le piante e i loro caratteri principali.

Relazioni delle piante con l'ambiente in cui vivono, loro distribuzione alla superficie della terra e fattori che la determinano.

3. Zoologia. — Conoscenza sommaria del corpo umano, dei varii sistemi organici e delle loro funzioni.

I tipi del regno animale. Caratteri fondamentali dei tipi e delle classi in cui si suddividono.

Relazioni degli animali col mondo esterno. Ambienti biologici e fattori che li determinano.

Relazioni degli animali fra di loro e con le piante : associazioni, simbiosi, parassitismo, ecc.

Nozioni di zoologia agraria. Animali dannosi e utili. Insetti nocivi alle piante, specie le più importanti, loro caratteri, abitudini e cicli evolutivi, mezzi per combatterli,

Nozioni di geografia e di geologia :

1. Geografia astronomica. — La terra nell'universo e nel sistema solare. Forma, dimensioni, movimenti. Coordinate geografiche, carte geografiche : costruzione ed uso.

2. Geografia fisica. — Forme del suolo. Acque oceaniche e continentali. Chimica e fisica del mare, suoi movimenti. Circolazione dell'acqua, sua importanza nei processi costruttivi e distruttivi della superficie terrestre. Vulcani e fenomeni vulcanici. Climi, loro fattori. Distribuzione geographia delle piante e degli animali.

3. Nozioni di geologia. — Ipotesi intorno all'origine della terra e alla formazione della crosta terrestre. Ere geologiche e loro principali caratteri litologici e paleontologici. I principali tipi di rocca, loro giacimento o formazione.

4. Costituzione fisica e geologia dell'Italia. — Qualità del suolo più caratteristiche delle varie regioni.

N. B. Si insisterà più particolarmente sulle relazioni fra le piante e la natura del suolo, sulle piante e gli animali utili e nocivi alla agricoltura. Si richiederanno notizie precise intorno agli insetti dannosi alle piante e alla loro biologia.

Per le istruzioni generali conformarsi a quanto è detto per il Liceo classico.

AGRARIA

Prova scritta :

Relazione scritta su di un argomento del programma per gli esami orali.

(Durata della prova : cinq ore).

Prova orali :

L'esami consisterà in una conversazione della durata di venticinque minuti sui seguenti argomenti

Agronomia :

1. Importanza e fini dell'agricoltura. Parti in cui si divide lo studio di essa.

2. Climatologia agraria. Definizione del clima; fenomeni climatologici che hanno maggiore influenza sulle piante. Influenza delle varie condizioni di temperatura, cause che fanno variare questa nei vari paesi.

La luce e le piante; cause che la fanno variare; influenza della luce secondo la sua intensità e la sua durata. Applicazioni varie in agricoltura.

Meteore acquee, loro azione specifica sulle piante, effetti benefici ed effetti nocivi, in relazione alla loro intensità, durata e frequenza nei vari tempi dell'anno.

Venti, effetti utili e nocivi secondo i tempi, la violenza, la temperatura e l'umidità loro.

3. Regioni agrarie che si possono distinguere in Europa. Limiti loro, caratteri meteorologici, coltivazioni dominanti.

4. L'Italia rispetto al clima. Circostanze che più influiscono sulle sue variazioni delle diverse parti del paese. Condizioni generali del

nostro clima, specialmente rispetto alla temperatura ed alla intensità e frequenza delle piogge. Coltivazioni dominanti nelli sue varie regioni.

5. Clima e coltivazioni delle colonie italiane.

6. Terreno agrario; suoi uffici ed origine; terreni formati sul posto e terreni di trasporto. Stratificazione del terreno, distinzioni che possono forse. Composizione chimica del terreno; sostanze che vi si trovano soltanto in piccola quantità e sostanze dominanti. Caratteri che acquistano i terreni secondo il predominio di questa o quella sostanza.

7. Microbi del terreno; quantità di essi, condizioni di vita, diversità di forme, loro importanza. Censo di alcuni microbi fra i più importanti.

8. Proprietà fisiche del terreno più importanti. Esame di quelle che hanno maggiore influsso sulla freschezza, sulla temperatura e sulla lavorabilità delle terre. Importanza della porosità.

Potere assorbente; la sua importanza.

9. Fertilità del terreno; circostanze che concorrono a costituirlo.

10. Miglioramenti stabili del terreno. Dissodamenti, rimozione degli ostacoli che si oppongono alla coltivazione e lavori fondamentali. Scassati.

Sistemazione dello scolo delle acque pluviali. Vari metodi di governo delle acque meteoriche in pianura e nei terreni declivi.

Spianamenti. Mezzi per correggere la soverchia tenacità e scioltezza dei terreni. Vari modi con cui si può influire sulla loro freschezza. Irrigazioni: qualità e quantità d'acqua occorrente per praticarle; modo di procurarla; vari sistemi di irrigazione.

Risanamento dei terreni umidi e vari mezzi per conseguirlo. Fossatura. Fognatura. Varie specie di fogne e loro disposizione. Pozzi assorbenti. Colmate di pianura e di colle; per quali scopi si praticano; regole relative.

11. Preparazione fisica annuale delle terre. Scopi e importanza di essa. Motori che si usano per l'esecuzione dei lavori agricoli: operai, animali domestici, motori inanimati. Considerazioni circa il loro uso.

Lavorazione del terreno a braccia d'uomo; strumenti che si adoperano e loro uso.

Lavorazione con gli animali domestici. Aratro, sue varie parti e vari tipi di aratro. Delle arature considerate relativamente alla forma che danno al terreno e alla profondità. Importanza delle arature profonde. Superficie arata in un giorno. Erpice: vari tipi e lavoro che compiono. Rullo; varie specie di rulli e lavoro che eseguono. Altri strumenti per la lavorazione del terreno: scarificatori, estirpatori, ecc. Censo sulla applicazione delle macchine a vapore alla lavorazione del terreno.

12. Preparazione chimica delle terre. Nutrizione delle piante. Sostanze di cui i vegetali hanno bisogno, sotto che stato le assorbono e per mezzo di quali organi.

Sostanze tolte al terreno, loro relativa importanza. Legge del minimo. Consimi. Esame delle principali sostanze usate per concime. Letame sua produzione, conservazione in concimaia, forme e dimensioni di questa. Composizione del letame, suo trasporto sui campi. Pregi e difetti di questo concime. Difetti dell'agricoltura basata sul semplice uso del

letame che si produce nel podere. Strebbiatura. Concime d'origine umana, sua importanza; varie forme in cui si usa. Altri concimi escrementizi. Concimi composti di sostanze animali: carne, sangue, residui di pesca, sostanze cornee, ecc. Ossa e loro derivati. Concimi vegetali diversi. Pratica del sovescio. Concimi minerali; importanza che hanno acquistato nell'agricoltura moderna. Esame delle principali specie di questi concimi e loro uso.

Considerazioni generali sull'uso razionale dei concimi e specialmente di quelli a composizione semplice.

Agricoltura :

1. Propagazione delle piante erbacee : per seme, per tubero, per bulbo e per bulbillo.

Scelta e controllo delle sementi. Preparazioni dei semi prima di affidarli al terreno. Selezione meccanica, fisiologica e genealogica. Ibridazione. Tempo opportuno per seminare. Varie specie di seminazione e modo di eseguirle. Delle seminatrici. Semenzai; convenienza di ricorrervi invece di praticare la seminazione sul posto.

2. Cure da darsi alle piante erbacee durante il loro sviluppo: diradamenti, sarchiature, rincalzature, ecc.

3. Raccolta dei prodotti dei prati e loro conservazione. Strumenti e macchine che si usano.

4. Raccolta dei cereali; tempo opportuno; strumenti e macchine che si usano all'uopo.

Trebbiatura dei cereali: vari modi in cui può eseguirsi. Trebbiatrici, loro classificazione e descrizione.

5. Avvicendamenti. Ragione dei medesimi. Norme da eseguirsi per la scelta di un buon avvicendamento. Esempi di buoni avvicendamenti; discussione relativa.

6. Consociazione di più specie di piante. Varie specie di consociazione. Regole da osservarsi.

7. Pratica del maggese; in che consiste: vantaggi che possono aversi e condizioni per poterla abolire con profitto.

8. Piante erbacee coltivate: classificazione.

9. Cereali. Importanza e caratteristiche del gruppo agronomico dei cereali.

Cereali facoltativamente autunnali e primaverili: frumento, segala, orzo, avena. Caratteri botanici dei medesimi, paese d'origine, varietà, composizione e concimazione, esigenze rispetto al clima e rispetto al terreno, posto nell'avvicendamento, lavori preparatori, seme e seminazione, cure successive, raccolta, quantità e usi del prodotto, cagioni nemiche, conto culturale.

Cereali esclusivamente primaverili: mais, sorgo, miglio, panico, moha. Caratteri botanici, paese d'origine, varietà. ecc.. c. s.

10. Leguminose da granella. Importanza e caratteristiche del gruppo agronomico delle leguminose da granella.

Leguminose da granella più comunemente coltivate: fava, fagiuolo,

dolico, pisello, cicerchia, veccia, lenticchia, lupino bianco. Caratteri botanici, paese d'origine, varietà, ecc., c. s.

11. Pianta tuberosa : patata, *topinambour* o girasole tuberoso. Caratteri botanici, paese d'origine, varietà, ecc., c. s.

12. Pianta a radice alimentare : barbabietola, carota, pastinaca, rape, navoni. Caratteri botanici, paese d'origine, varietà, ecc., c. s.

Conservazione delle radici alimentari.

13. Pianta ortensi. Clima e terreno che convengono per la coltivazione delle piante ortensi; esposizione, estensione, disposizione e chiusure dell'orto; avvicendamento delle piante ortensi; casi possibili di consociazione; lavori che richiede l'orto; concimi ed acqua che si impiegano per le colture ortive; pratica della forzatura; produzione di buoni semi di piante ortensi.

Piante da orto più comunemente coltivate in Italia : asparagio, carciofo, fragola pomodoro, ecc.

14. Pianta erbacea tessili. Coltivazione della canapa e del lino; sua importanza nel nostro paese; caratteri e indole di queste piante; preparazione e concimazione del terreno; seminazione e cure successive; raccolta del prodotto; macerazione ed estrazione della parte tessile.

Cenno di altre piante da filo di minore importanza.

15. Pianta erbacea a seme oleoso : sesamo, arachide, ravizzone, camellina, senapa bianca girasole, ricino, papavero, madia. Importanza delle piante oleifere erbacee, modo di vegetare, varietà, clima, terreno, concimazione, consociazione, e successione, lavori preparatori, sementa, cure culturali, raccolta, prodotto, usi, considerazioni economico-agrarie.

16. Pianta tintorie e particolarmente dello zafferano e del cartamo : modo di vegetare, varietà, clima, terreno, concimazione, ecc.

17. Del tabacco : caratteri botanici; origine e importanza della coltivazione; specie e varietà; qualità del tabacco; clima; terreno; posto nella rotazione; preparazione del terreno; composizione e concimazione; seminazione; trapiantamento; cure successive, raccolta; prodotto: malattie e cause nemiche.

18. Pianta da foraggio. Dei prati e dei pascoli. Pascoli rispetto all'ubicazione, rispetto alla stagione e rispetto alla durata. Come possono migliorarsi i pascoli.

Classificazione dei prati. Prati permanenti : vantaggi che presentano clima e terreno ad essi favorevoli; specie che li compongono; come si costituiscono e come si rinnovano; cure che richiedono; prodotti che danno; avversità e nemici che li insidiano. Marcite.

Prati da vicenda; influenza che essi hanno avuto sul progresso dell'agricoltura; principali specie di piante che servono a formarli; loro esigenze e qualità caratteristiche; casi in cui conviene dar la preferenza alla sulla, alla lupinella, alla medica, al trifoglio pratense. Nemici e malattie delle principali leguminose da foraggio.

Erbai; loro utilità e classificazione; specie che più comunemente servono a formarli, esigenze delle medesime e prodotti che se ne ottengono.

Conservazione dei foraggi. Silos e silaggio.

19. Piante legnose da afrutto o da altro prodotto annuale; importanzache esse hanno nel nostro paese. Coltura specializzata e coltura mista.

20. Propagazione delle piante legnose per seme; vantaggi e inconvenienti relativi; qualità, scelta, raccolta, conservazione e preparazione del seme destinato alla propagazione; tempo utile per la seminagione; seminagione in cassette, in semenzaio e sul posto; modo di eseguire la seminagione; cure alle piantine nel primo anno; tempo opportuno per i trapianti in vivaio e modo di eseguirli.

21. Moltiplicazione delle piante legnose per gemma.

Moltiplicazione per margotta.

Moltiplicazione per propaggine.

22. Innesto; varie forme; utilità di questa operazione.

23. Scelta della varietà legnosa da frutto da coltivarsi; circostanze da prendersi in considerazione.

24. Allevamento delle piante legnose ottenute per seme o per talea. Trapianto a dimora, preparazione del terreno; disposizione ed esecuzione del piantamento.

25. Potatura, suoi scopi, strumenti per eseguirla. Potatura di allevamento. Forme più comuni delle piante; forme naturali e forme artificiali. Potatura di produzione. Potatura di ringiovenimento.

26. Principali specie legnose da frutto o da altro prodotto annuale e particolarmente del l'olio, della vite, degli agrumi e del gelso.

Loro mode di vegetare, varietà, clima, terreno, consociazione, moltiplicazione, lavori preparatori e piantamento, cure colturali, cause nemiche, raccolta, prodotto.

27. Boschi; loro utilità; principali essenze boschive; impianto, governo e prodotto dei boschi Cenno sulle leggi forestali.

Economia rurale :

1. Fattori della produzione agraria.

2. Compito dell'Economia rurale.

3. Importanza, indole dell'industria agraria.

4. Ambiente dell'azienda agraria : ambiente fisico, ambiente economico.

5. Capitali dell'azienda agraria. Consistenza ed economia dei capitali investiti stabilmente nel suolo, dei capitali di scorta e dei capitali di circolazione.

6. Sistemi di coltivazione : estensivo, intensivo, misto. Come attuare il passaggio dal sistema estensivo all'intensivo o al misto.

7. Sistemi di amministrazione rurale : amministrazione diretta; amministrazione per affitto; amministrazione per enfiteusi.

8. Metodi di conduzione dei fondi rustici : conduzione ad economia diretta; conduzione a colonia parziaria; conduzione mista.

9. Della varia ampiezza del podere, della proprietà e della coltura.

10. Ordinamento dell'azienda agraria.

Zootecnia :

1. Scopo, caratteri e utilità della zootecnia.

Animali domestici che interessano l'agricoltura : generalità ; caratteri zoologici.

Determinazione dell'età del cavallo e dei bovini in base all'esame dei denti.

Attitudini degli animali agricoli e indizi relativi. Condizioni naturali e artificiali che possono influire sullo sviluppo delle diverse attitudini : clima, alimentazione, ecc.

2. Condizioni igieniche delle scuderie, delle stalle, degli ovili, dei porcili, ecc.

Cure igieniche agli animali : governo della mano, bagni, tosatura, frizioni.

Alimenti, bevande, condimenti ; valore nutritivo degli alimenti ; razioni.

Sistema di allevamento : pascolo esclusivo, stabulazione esclusiva, pascolo e stabulazione usati promiscuamente.

3. Ginnastica funzionale in generale. Ginnastica delle funzioni di nutrizione ; ginnastica delle funzioni di relazione ; ginnastica delle funzioni di riproduzione.

4. Riproduzione degli animali agricoli. Cenni sull'eredità e sull'atavismo. Calore e monta. Fecondazione. Gravidanza. Parto. Allattamento. Consanguineità. Selezione. Incrociamiento. Meticciamiento. Ibridismo.

5. Allevamento della specie cavallina : particolarità riguardanti questa specie ; scelta dei riproduttori ; monta ; durata della gestazione ; parto ; allattamento ; slattamento ; ferratura ; alimentazione, ecc.

Caratteri dell'asino, del mulo e del bardotto.

Razze cavalline, asinine, muline.

6. Allevamento della specie bovina : particolarità riguardanti questa specie, scelta dei riproduttori, ecc. (c. s.).

Ingrassamento dei bovini.

Produzione del latte ; circostanze che possono influire sulla qualità e quantità del latte.

Razze bovine.

7. Allevamento della specie ovina : particolarità riguardanti questa specie ; lana ; scelta dei riproduttori ; monta ; durata della gestazione ; parto, allattamento e slattamento ; castrazione ; alimentazione ; pascolo ; transumanza ; tosatura ; conservazione dei velli ; carne degli ovini ; ingrassamento.

Razze ovine.

8. Allevamento della specie suina : particolarità riguardanti questa specie ; scelta dei riproduttori ; monta ; durata della gestazione ; parto ; allattamento e slattamento ; castrazione ; alimentazione ; prodotti.

Razze suine.

9. Allevamento della specie caprina : particolarità, ecc. (c. s.).

10. Nozioni circa l'allevamento degli animali da cortile.

11. Nozioni elementari di bachicoltura e di apicoltura.

COMPUTISTERIA RURALE

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti sui seguenti argomenti :

1. Contabilità : definizione. Scopi ed importanza della contabilità in genere e della contabilità agraria in ispecie.

2. Concetto di azienda. Varie specie di azienda. Come sono costituite le aziende agrarie.

3. Elementi dell'amministrazione : patrimonio, fatti amministrativi, persone.

4. Funzioni contabili ed esercizio contabile.

5. Preventivi e consuntivi.

6. Inventari. Principali titoli e categorie degli inventari delle aziende rurali.

7. Registrazione dei fatti di gestione. Registrazione completa e incompleta, cronologica e sistematica. La teoria personalistica e la teoria materialistica. Dei conti. Conti individuali e conti collettivi; conti descrittivi, conti sinottici e sinottici-descrittivi; conti scalari e conti a chiusura finale.

8. Libri contabili delle aziende agrarie. Del giornale e del mastro. Libro di prime note, libro di paga dei giornalieri, libro dei lavori, libro della latteria, libro cassa, libro di magazzino, ecc.

9. Metodi di registraione. Contabilità in partita semplice e contabilità in partita doppia; differenze sostanziali e conseguenze che ne derivano.

10. Maccanismo della contabilità in partita semplice et della contabilità in partita doppia.

11. Conti del proprietario; conti dei consegnatari ; conti dei corrispondenti : come si aprono, come si svolgono e come si chiudono.

12. Errori ; modo di correggerli ; bilancio di verificaione.

13. Scrittura doppia riassuntiva o sistema americano.

14. La contabilità completa nel caso della colonia parziaria.

15. Operazioni di apertura ed operazioni di chiusura di una contabilità agraria.

16. Il rendiconto, la revisione e la sanzione.

17. Contabilità analitica; difficoltà del metodo; metodo misto.

ESTIMO

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 20 minuti sui seguenti argomenti.

1. Importanza, limiti, intendimenti dell'estimo.

2. Interesse dei capitali. Leggi che regolano il saggio d'interesse. Interesse semplice e composto, discontinuo e continuo. Accumulazione di un capital eoi suoi interessi. Sconto. Annualità. Rendite periodiche. Valori medi. Reparti. Applicazioni numeriche. Uso di tavole.

3. Beni. Ricchezze. Valore. Prezzo. Compito del perito e sue doti. Fattori della produzione agraria et loro rapporti.

4. Circostanze che influiscono sul valore dei fondi.
5. Distribuzione della rendita fondiaria lorda fra i fattori della produzione. Rendita permanente e transitoria. Rendita attuale e potenziale. Valore potenziale dei fondi.
6. Determinazione dei prezzi da applicarsi alle derrate prodotte nei terreni da stimarsi.
7. Della stima empirica e della stima indiretta o per confronto.
8. Stima dei fondi dati in affitto.
9. Stima dei fondi dati a colonia.
10. Della stima diretta analitica. Difficoltà della medesima, determinazione della rendita netta.
11. Saggi di capitalizzazione delle rendite fondiarie e saggi d'interesse da adottarsi nei conteggi estimativi.
12. Aggiunte e detrazioni che spesso devono farsi al valore ottenuto capitalizzando la rendita di un fondo.
13. Stima dei frutti pendenti.
14. Relazioni di stima.
15. Stima dei fondi coltivati con sole piante erbacee in avvicendamento a podere diviso ed a pondere indiviso.
16. Metodo generale di stima delle piantagioni arboree.
17. Stima di un vigneto e di un oliveto. Elementi generali di spesa e di provento.
18. Stima di una piantagione giovane in funzione del suo prezzo di costo.
19. Stima dei terreni incolti suscettibili di miglioramento.
20. Stima dei prati. Prodotti e spese dei medesimi.
21. Stima dei pascoli.
22. Stima degli orti; esame dei diversi metodi che si possono applicare. Proventi e spese degli orti.
23. Stima delle ville signorili; vari metodi che si possono adottare.
24. Stima delle risaie stabili, dei laghi e stagni da pesca.
25. Stima dei boschi. Diversi capitali che sono da distinguersi.
26. Determinazione del valore del terreno dei boschi.
27. Stima del soprasuolo dei boschi a governo annuo ed a governo intermittente.
28. Stima di un bosco integrale a governo annuo ed a governo intermittente.
29. Determinazione della massa boschiva.
30. Danni boschivi; casi più frequenti e determinazione della relativa indennità.
31. Stima dei fabbricati e dei suoli edificatori.
32. Stima delle miniere, cave e torbiere.
33. Stima dei fondi gravati da servitù di usufrutto e da pensioni vitalizie.
34. Affrancazione dei fondi enfiteutici. Stima del dominio utile e del dominio diretto di un fondo enfiteutico.
35. Delle espropriazioni per causa di pubblica utilità; distinzione da farsi. Determinazione delle indennità nel caso di espropriazione permanenti totali e parziali.

36. Indennità nel caso di espropriazioni temporanee per utilità pubblica.
37. Indennità per passaggi di acqua sui fondi altrui.
38. Norme da seguirsi nella divisione dei fondi e nel fare la stima delle loro diverse parti.
39. Mutui fondiari. Calcolo della quota annua di estinzione.
40. Calcolo delle indennità per migliorie eseguite sui fondi altrui.
41. Stima delle acque d'irrigazione e delle acque impiegate come forza motrice.
42. Stima di scorte morte: foraggi, paglie, semi, consimi, attrezzi, ecc.
43. Distribuzione delle spese consorziali per opere di irrigazione.
44. Reparto delle spese consorziali per opere idrauliche di difese di bonifica.
45. Calcolo delle indennità per danni cagionati dalla grandine.
46. Determinazione delle indennità per danni cagionati dagli incendi.
47. Inventari di consegna e riconsegna.
48. Bilanci rurali.
49. Del catasto. Stato del catasto fondiario in Italia. Legge del 1986 e R. Decreto. 7 gennaio 1923, n. 17.
50. Varie operazioni della stima censuaria.
51. Del catasto dei fabbricati.

CHIMICA

L'esame consisterà in una prova orale (15 minuti) sugli argomenti di cui ai numeri 1-7, e in una prova pratica sugli argomenti di cui al n. 8.

1. Leggi delle combinazioni.

Teoria atomica. Ricerca dei pesi atomici e dei pesi molecolari.

Formule chimiche e loro determinazione. Calcoli stechiometrici.

Acidi e basi, processi di neutralizzazione, sali.

Elettroliti e dissociazione elettrolitica.

2. Aria, acqua, ozono ed acqua ossigenata.

Alogeni ed idracidi.

L'azoto e i suoi composti.

Composti idrogenati e ossigenati dall'azoto.

Fosforo, arsenico, antimonio, bismuto. Principali composti.

Carbonio e silicio: Ossidi di carbonio ed anidride carbonica; biossido di silicio ed acido silicico.

Boro ed acido borico.

3. Metalli e processi metallurgici. Caratteri, provenienza, impiego dei principali metalli.

Generalità sulle leghe. Composizione e impiego delle leghe più comuni.

4. Materie prime e prodotti della grande industria.

Combustibili solidi, liquidi e gassosi.

Pietre e materiali da costruzione.

Gesso, calci, cementi.

Industria vetraria.

Industria ceramica.

5. Funzioni tipiche dei composti organici. Complessi atomici caratteristici di quelle funzioni.

Serie omologhe, isomeri, polimeri. Significato e importanza delle formule di costituzione.

Generalità sugli alcoli. Alcool etilico et fermentazione alcoolica.

Generalità sulle aldeidi e sui chetoni. Primi termini delle due serie.

Acidi ed ossiacidi. Formico, acetico, ossalico, malonico, succinico, tartarico, citrico.

Eteri; sostanze grasse, saponificazione.

Idrati di carbonio.

Principali idrocarburi aromatici.

Fenolo ed acido pirico.

Anilina.

Acidi benzoico e solilico.

Sostanze organiche azotate.

6. Le piante e la sintesi organica.

Principi immediati delle piante : zuccheri, grassi, sostanze azotate.

Natura chimica della clorofilla e funzione clorofilliana.

Assimilazione dell'azoto.

Nutrizione minerale delle piante. Elementi utili ed elementi indispensabili.

Terreno agrario e sue origini.

Analisi meccaniche ed analisi fisico-chimica del terreno.

Funzioni dei più importanti componenti del suolo.

Humus e sua importanza. Microrganismi del terreno agrario e loro attività.

Fertilità e sterilità dei terreni. Concimi ed economia delle concimazioni.

Stalatico, materie fecali, guano.

Fosfati, perfosfati, scorie Thomas.

Concimi azotati. Fissazione industriale dell'azoto atmosferico.

Concimi potassici e concimi indiretti.

7. Fermenti ed industrie fermentative.

Industria dello zucchero di barbabietole.

Industria dell'acido tartarico e dell'acido citrico.

8. Saggi analitici qualitativi (via secca e via umida).

Saggi di analisi volumetrica (acidimetria ed alcalimetria).

Analisi sommaria dell'acqua.

Saggi analitici sui terreni, sui materiali da costruzione, sui concimi chimici.

TECNOLOGIA RURALE

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 45 minuti sui seguenti argomenti:

1. Enologia.

L'uva ed i suoi componenti.

Vendemmia.

Pigiatura dell'uva. Vari tipi di pigiatrici.

Il mosto ; di alcune pratiche da usarsi nei mosti prima della fermentazione ; correzione dei mosti.

La tinaia e la cantina. Vasi vinari ; loro preparazione e conservazione.

La fermentazione alcoolica. I fermenti selezionati. La vinificazione nei paesi caldi. Fabbricazione dei vini da pasto rossi e bianchi.

Svinatura. Torchiatura delle vinacce. Diversi tipi di orchi. Cure che richiede il vino nuovo. I secondi vini. I travasi.

I correctivi del vino. Il vino e le mescolanze. La chiarificazione, la filtrazione, e la carbonizzazione dei vini. Invecchiamento dei vini. Imbottigliamento.

Fabbricazione di vini di lusso.

Le alterazioni e i difetti dei vini.

2. Oleificio.

Costituzione anatomica e chimica dell'uliva. Trasformazione dei principi immediati dell'uliva in materia grassa.

Costituzione chimica degli olii. Proprietà fisiche e chimiche dell'olio di oliva.

Raccolta delle olive ; vari metodi per eseguirla ; attrezzi ed ordigni all'uopo occorrenti.

Frangitura delle olive. Vari tipi di frantoi. Torchi e loro accessori.

Locali occorrenti all'esercizio dell'industria olearia.

Raccolta dell'olio.

Stagionatura, età ed assaggi degli olii.

3. Caseificio.

Il latte, sua composizione, proprietà fisiche e chimiche.

Genesis del latte.

Assaggio commerciale del latte.

Principali adulterazioni del latte.

Conversazione del latte.

Crema e scrematura. Burro : suoi caratteri fisici, fabbricazione e, conservazione e adulterazioni.

Locali, recipienti ed utensili vari per l'esercizio dell'industria casearia.

Classificazione e composizione chimica dei formaggi. Norme generali per la loro fabbricazione. Coagulazione del latte. Salatura e stagionatura del formaggio. Vari tipi di formaggio.

Prodotti secondari del caseificio.

COSTRUZIONE E DISEGNO DI COSTRUZIONE

1. Prova scritta o grafica :

Schema di progetto completo di edifici per uso delle industrie agricole, abitazioni operaie e costruzioni rurali, corredate da schizzi di piante, sezioni, progetti e computo metrico.

(Cinque ore.)

2. Prova orale :

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 20 minuti su i seguenti argomenti:

Materiali da costruzione : Pietre naturali ed artificiali (calci, cementi e malte); legnami e metalli di uso nelle fabbriche; qualità del materiale rispetto alle costruzioni e nomi e misure con le quali si trovano in commercio.

Struttura delle fabbriche : Composizione di murature; archi, volte e fondazioni; strutture di solai in legno, ferro e cemento armato; strutture di scale e tetti; fognature delle abitazioni, latrine, cisterne e filtri.

Lavori in terra : Lavori in terra relativi alle costruzioni delle strade rotabili e nozioni sui muri di sostegno e ponticelli, con regole pratiche.

Costruzioni idrauliche : Descrizione delle principali opere per irrigazioni, bonifiche, opere di difesa nei torrenti e fiumi,

Applicazioni di geometria descrittiva : Principali problemi sul punto, rette, piani e angoli. Teoria delle ombre, degli elementi architettonici. Unione di ferro e legno.

Resistenza dei materiali : Casi semplici di elasticità e resistenza dei solidi ad asse rettilineo, tensione, pressione, flessione e taglio. Carichi sicurezza. Equazione di stabilità. Valori particolari dei momenti di inerzia e di resistenza di travi di uso comune; momenti flettenti e sforzi di taglio per le travi appoggiate o incastrate agli estremi; calcoli elementari coll'uso dei manuali.

Norme tecniche : Economia e disposizione dei fabbricati rurali.

TOPOGRAFIA E DISEGNO TOPOGRAFICO.

1. Prova scritta :

Tema da svolgere in applicazione di problemi topografici col calcolo trigonometrico, sia sulle coordinate sia sulle misure delle aree. Problema di Pothenot, Hansen, ecc. Livellazione geometrica. Descrizione degli strumenti di topografia, Teodolite, Tacheometri, Bussole, Squadri, Tavoletta Pretoriana, Livelli.

(Cinque ore di tempo.)

2. Prova orale :

Conversazione della durata di 20 minuti diretta ad accertare la padronanza della materia seguente :

Elementi di trigonometria piana : Risoluzioni di triangoli piani, retti ed obliqui. Aree dei triangoli. Relazione tra le aree e i raggi dei cerchi circoscritti, inscritti ed ex-inscritti. Risoluzione dei problemi di Pothenot e Hansen.

Planimetria : 1. Cartografia. Carta d'Italia del R. Istituto geografico. Scale di riduzioni. Mezzi per individuare punti sul terreno. Mezzi di misura diretta. — 2. Squadri metallici e a rifrazione. Nonii. Livelle. Lenti. Cannocchiali. Micrometrie. Stadie. — 3. Misura indiretta delle

distanze con cannocchiali e stadie. Teodolite ripetitore e reiteratore. Errori di osservazione. Eccentricità. Letture coniugate. Angoli zenitali, di altezza e di depressione e azimutali.

Riduzione al centro di stazione.

Tacheometro. Cleps. Squadro graduato. Bussola topografica e delle miniere. Sestante da topografo. Tavoleta Pretoriana. Metodi di rilievo, Collegamenti delle stazioni. Metodo di triangolazione. Celerimentura. Polygonazione. Azimut. Calcolo di coordinate. Del catasto geometrico-particellare.

Altimetria e livellazione ; Livellazione geometrica e trigonometrica. Operazione e metodi di livellazione. Vari tipi di livelli. Clisimetri ed eclimetri.

Applicazione di topografia : Tracciati stradali. Progetto di massima e definitivo. Calcoli e problemi sul profilo longitudinale e trasversale. Calcoli dei volumi, dei movimenti di terre. Spianamento del terreno.

Calcolo delle aree : Metodi numerici. Formula di Simpson. Metodi grafici. Metodi meccanici con il planimetro polare di Amsler.

Divisione dei aree : Casi particolari.

Rettificazioni dei confini : Casi particolari.

LEGISLAZIONE RURALE

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 20 minuti sui seguenti argomenti :

1. Nozione o partizione del diritto : della Legislazione rurale in specie. La legge positiva ; sua efficacia in generale, irretroattività ed extraterritorialità. Fonti della Legislazione rurale : il Codice Civile, la consuetudine ; le leggi speciali.

2. Le persone : a) fisiche : stato e capacità giuridica di esse ; degli atti degli incapaci. — b) giuridiche ; distinzioni ; limiti della loro capacità.

3. Le cose : Distinzione dei beni in senso oggettivo e soggettivo. Diritti reali : specificazione. Il possesso come fatto e come diritto ; possesso legittimo e di buona fede : effetti. La proprietà : contenuto, caratteri, forme.

4. La proprietà individuale : specificazione oggettiva. Condizioni di sviluppo : stato (catasto e volture catastali) ; tutela civile (azioni possessorie e petitorie) e tutela penale (preventiva e repressiva). Modi di acquisto : A) originari : a) diritto di accessione : accessioni naturali e fluviali ; di mobili ad immobili ; di animali ; di mobili a mobili. — b) diritto di occupazione ; caccia (Legge 24 giugno 1923, n. 1448), pesca (Leggi 4 maggio 1877, n. 3706 e 24 marzo 1924, n. 312), tesoro, cose mobili abbandonate, animali. — c) diritto di usucapione : principii cui è subordinato. — B) Derivati : la successione testamentaria e legittima ; la donazione ; il contratto.

5. Modificazioni al diritto di proprietà per privata e pubblica utilità : giustificazione. Modificazioni costituite a favore delle persone (usufrutto, uso ed abitazione) ed a favore dei fondi (servitù prediali). Servitù : come si costituiscono ; modi di esercizio ; modi di estinzione. Servitù legali

dipendenti dalla situazione dei fondi; dai muri edifizii e fossi comuni; dalle distanze; di luce, di veduta e di prospetto; di stillicidio; di passaggio e di acquedotto; di appoggio e di infissione di chiuse. Servitu consensuali: condizioni e capacità per costituirle, modi con cui si costituiscono; regole speciali per la servitu di presa d'acqua privata, e di derivazione d'acque pubbliche (Legge 10 agosto 1881, n. 2644 e R. D. 19 ottobre 1919, n. 2161), e per la servitu di scolo.

6. La comproprietà. Natura della comunione; come si costituisce; regole proprie rispetto alle quote, ai diritti e doveri dei compartecipi, alla amministrazione ed ai terzi. Scioglimento. Natura ed oggetto della promiscuità. Natura ed oggetto dei consorzi. Specificazione. Norme giuridiche generali comuni e speciali ai Consorzi di irrigazione (Legge 5 gennaio 1922, n. 54), di bonifica, di spesa fluviale, di scolo, di derivazione d'acqua a scopo industriale, o di derivazione e di elevazione d'acqua a scopo di irrigazione (Testo Unico 2 ottobre 1922, n. 1747) o di costituzione di bacini montani (Legge 15 dicembre 1918, n. 1881 e seg.) e la costruzione di serbatoi e laghi artificiali (R. D. 9 ottobre 1919, n. 3161 e D. M. 2 aprile 1921).

7. Obbligazioni in generale e in specie di quelle derivanti da contratto o quasi-contratto. Modi personali e reali di garanzia; modi di risoluzione. Prova e in specie della perizia.

8. Il contratto: elementi sostanziali. Nullità. — La permuta. La vendita: requisiti; oggetto; obblighi dei contraenti. Risoluzione per riscatto; rescissione per lesione enorme. Regole speciali alla vendita dei fondi rustici e degli animali. — La locazione: regole proprie alla locazione di servizi, ed alla locazione di fondi rustici a mezzadria, alla soccida ed alla boaria; alle disdette agrarie (R. D. 12 marzo 1922, n. 1437); alla revisione dei canoni di affitto (R. D. L. 3 dicembre 1922, n. 1583) ed alla riconsegna del fondo. — La enfiteusi: diritti ed obblighi dei contraenti; devoluzione ed affrancazione del fondo enfiteutico. — La superficie. — La costituzione di rendita. — Il concordato. — Il mutuo: opportuni richiami alle leggi di credito agrario e di credito fondiario. — L'Assicurazione contro i danni e la mortalità del bestiame.

9. Leggi speciali d'interesse agrario: a) Regime minerario: saline (Legge 15 giugno 1865, n. 2396); miniere, cave e torbiere secondo la legge sarda del 1859 — Legge 18 luglio 1918, n. 1194 su le zolfare, estesa con D. L. 24 gennaio 1919, n. 105 ai giacimenti di sali alcalini e fosfati minerali. — b) Regime forestale secondo la legge 30 giugno 1877, n. 3917 polizia (Legge 14 luglio 1907, n. 539); terreni sottoposti a vincolo (R. D. 19 novembre 1921, n. 1773); boschi litoranei (D. L. 5 gennaio 1919, n. 60). Rimboschimenti (Legge 9 aprile 1922, n. 643). Diritti d'uso: affrancazione (Legge 8 marzo 1908, n. 76). — Regime fillosserico per la difesa della vigna (Legge t. u. 23 agosto 1917, n. 1474); limitazioni al diritto del proprietario; distruzione (D. L. 15 maggio 1919, n. 819); compensazioni. — Regime filopatologico contro la diffusione delle malattie delle piante (Legge 26 giugno 1913, n. 888) delle abetaie (D. M. 28 settembre 1919). Elenco delle malattie e dei parassiti; obbligatorietà della cura. Sanzioni. — Provvedimenti per gli olivi (R. D. L. 4 febbraio 1923, n. 315).

— Riscoltura : norme e condizioni (Legge 16 giugno 1907, n. 327). Concessione di coltura. Regolamenti speciali provinciali. Norme igieniche. Contratto di lavoro. Sanzioni. — Tabacchicoltura : Regola di coltivazione (9 agosto 1910, n. 666) : contenuto. Limitazioni al diritto di proprietario. Sanzioni. Provvedimenti per incoraggiare la coltivazione indigena (R. D. 1^o ottobre 1917, n. 1660).

10. Principii, limiti al diritto di proprietario, conseguenti dalla legge su le espropriazioni per causa di pubblica utilità ; dalla legislazione su le acque pubbliche e su le bonifiche, dalla legislazione su le vie di comunicazione, e su gli impianti idroelettrici, e telegrafici.

N. B. — L'esaminatore avrà la massima cura di restringere ai punti strettamente necessari lo sviluppo delle tesi comprese ai nn. 1 a 4, e di dare ai nn. 5 a 9 maggior importanza analitica, ai fini professionali.

Esame di abilitazione per i provenienti dalla Sezione di Commercio e Ragioneria ¹

MATEMATICA E FISICA

Come per la sezione di agrimensura.

STORIA

Come per la sezione di agrimensura.

LETTERE ITALIANE

Come per la sezione di agrimensura.

PRIMA LINGUA STRANIERA

Prova scritta :

Traduzione dall'italiano di una lettera commerciale, senza vocabolario, in due ore.

Prova orale :

Conversazione nella lingua straniera su di un argomento relativo al commercio, alla vita, alla civiltà dei popoli che parlano quella lingua.

CALLIGRAFIA

Intestazione di una pagina di registro di commercio, con l'uso di caratteri vari bene armonizzati.

(1) Le prove d'esame per le materie che finiscono col primo biennio possono essere sostenute dinanzi alla Commissione dell'esame di Stato d'abilitazione alla fine del biennio stesso.

SCIENZE NATURALI E GEOGRAFIA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti intorno alla seguente materia :

Nozioni di biologia :

1. *Caratteri essenziali degli esseri viventi.* — Confronto fra organismi e anorganismi. L'organismo e le sue parti : cellule, tessuti, organi, sistemi, relazioni fra il tutto e le sue parti. L'uniformità di struttura degli esseri viventi e della loro costituzione chimica, diversità delle forme. Principi di classificazione : la specie e i gruppi sistematici. Vegetali e animali, somiglianze e differenze.

2. *Botanica.* — Organizzazione di una pianta superiore e processi vitali che vi si compiono.

I grandi gruppi in cui si ripartiscono le piante, loro caratteri principali.

Relazioni fra le piante e l'ambiente in cui vivono : loro distribuzione sulla superficie della terra e fattori che la determinano. Principali piante coltivate, loro origine e diffusione, loro importanza sotto l'aspetto commerciale.

3. *Zoologia.* — Nozioni sulla costituzione del corpo umano, dei vari sistemi organici e delle loro funzioni.

Tipi del regno animale e loro caratteri fondamentali.

Relazione degli animali fra di loro, con le piante e col loro mondo esterno in generale.

Animali che hanno importanza per le industrie e il commercio.

Geografia e geologia :

1. *Geografia astronomica.* — La terra nell'universo e nel sistema solare. Forma, dimensioni, movimenti della terra. Coordinate geografiche, costruzioni e uso delle carte geografiche.

2. *Geografia fisica.* — Forme del suolo, acque oceaniche e continentali. Chimica e fisica del mare, suoi movimenti. Circolazione dell'acqua, sua importanza nei processi costruttivi e distruttivi della superficie terrestre. Vulcani e fenomeni vulcanici. Climi, loro fattori. Distribuzione geografica delle piante e degli animali.

3. *Geografia antropica.* — Distribuzione degli uomini alla superficie terrestre. Razze, popoli, religioni. Condizioni economiche : agricoltura, industrie, commerci. Vie di comunicazione e di trasporti terrestri e marittime. Sedi umane.

Gli stati e i loro ordinamenti. Associazioni di stati. Colonie e loro tipi.

Confronti statistici e sguardo riassuntivo intorno ai rapporti politici ed economici mondiali con speciale riguardo all'Italia.

4. *Nozioni di geologia.* — Ipotesi intorno all'origine della terra e alla formazione della crosta terrestre, Ere geologiche e loro principali caratteri litologici e paleontologici.

Minerali e rocce importanti sotto l'aspetto commerciale : principali giacimenti e miniere, cenno dei prodotti minerari italiani.

Si darà maggiore importanza a tutte quelle nozioni di storia naturale che presentano un certo interesse dal punto di vista del commercio. Per le istruzioni generali, uniformarsi a quanto è detto per il leceo classico.

COMPUTISTERIA E RAGIONERIA

Prova scritta :

Soluzione d'un problema di ragioneria. (Durata della prova : 6 ore.)

Prova orale :

Conversazione della durata di 20 minuti sugli argomenti che seguono :

Computisteria : Interessi e sconti semplici-loro applicazioni.

a) Interessi semplici. Formule. Metodi aritmetici. Metodi abbreviati per il calcolo degli interessi per mesi e giorni (divisori fissi e parti aliquote). Tavole proutuarie. Sconta commerciale.

b) Capitali aventi rispettivamente scadenze diverse e che si devono ridurre a una scadenza comune in base a un dato tasso d'interesse. Interessi su capitali aventi scadenze o valute anteriori a questa scadenza comune e sconti per quelli aventi scadenza posteriore. Numero. Deduzione del conto corrente a metodo diretto e a così detti numeri, oppure interessi, neri e rossi. Forme (sezioni divise e scalari). Redazione del conto corrente. Conti correnti a metodo diretto (a interessi, e a numeri) e a chiusura presunta. Id., id., id. indiretto a interessi antecedenti. Conti correnti a interessi non reciproci. Id. a interessi variabili. Adeguati semplici di tempo e di tassa e pratiche applicazioni. Compensi di anticipazione. Sconto razionale semplice. Confronto con quello commerciale.

c) Praticamente, della regola congiunta. Arbitraggi mercantili.

d) Monete. Sistemi monetari. Parità monetarie. Brevi cenni pratici sulla cambiale (insegnamenti propedeutici per la materia del cambio). Cambio diretto. Listini e loro interpretazione. Rimesse. Tratte. Esame del listino di Londra. Cambio indiretto. Parità cambiaria. Tassi ufficiali e tassi liberi di sconto. Arbitraggi col cambio diretto e con quello indiretto. Conti correnti a due monete (c/ c/ loro e nostro). Esercizi.

e) Operazioni sui fondi pubblici e privati. Debito dello Stato. Specie. Quotazione dei titoli. Quotazioni *tel quel*. Problemi relativi ai titoli dello Stato. Obbligazioni di comuni e provincie. Azioni di Società anonime e obbligazioni. Cartelle fondiari. Fondi pubblici esteri. Quotazioni all'estero di titoli italiani. Esercizi.

Interessi e sconti composti-loro applicazioni.

f) Interesse composto discreto. Annualità a rate costanti per costituzione di capitali. Annualità a rate costanti per l'ammortamento di debiti. Redazione di piani di ammortamento di debiti con o senza obbligazioni. Sconti composti. Valori attuali (uso di tavole per i calcoli relativi).

Ragioneria : Parte generale.

1. Amministrazione economica e azienda. Aziende di erogazione. Aziende di produzione e imprese. Beni economici. Persone (organici). Distinzione delle aziende (pubbliche e private dipendenti e indipendenti, ecc.). Patrimonio, capitale, sostanza. Elementi che possono costituire il patrimonio di un'azienda di erogazione. Componenti attivi e passivi del capitale di un'impresa. Elementi complementari (costi dell'avviamento, dei brevetti, disegni, modelli, concessioni e spese di impianto).

Capitali principali ed accessori e necessità nelle imprese di tale distinzione per precisare la misura del reddito commerciale. Capitali fermi e circolanti nelle imprese di produzione diretta e di servizi e loro contributo diverso nella produzione per la determinazione dei costi monetari dei prodotti e dei servizi. Ammortamento di costi (brevetti, spese d'impianto, ecc.) e quote di deperimento di capitali fermi (macchine, attrezzi, ecc.). Capitale netto e come può risultare nelle imprese. Fondi di riserva. Riserve coperte. Riserve occulte. (Esemplificazioni).

2. Funzioni di gestione economica. Entrate ed uscite. Entrate ed uscite finanziarie nelle aziende di erogazione. Trasformazioni e scambi di ricchezze nelle imprese. Sopravvenienze e insussistenze. Funzioni di ragioneria ordinaria. Studio, rilevazione e controllo delle funzioni di gestione economica. Largamente sul controllo. Funzioni straordinarie.

3. Inventari. Specie. Esame e classificazione degli elementi patrimoniali. Valutazioni nelle aziende di erogazione. Le attribuzioni di valore, nelle imprese, ai componenti del capitale. Criteri che possono guidare, tenendo presenti i fini diversi che possono proporsi gli inventari ed il momento in cui si compilano. Come possano rappresentarsi nell'inventario i fondi di ammortamento e di deperimento, i fondi di svalutazione e gli sconti di valori nominali. Inventari dedotti dalle scritture. Dei ratei e risconti, e come possono doversi includere nella compilazione di alcuni inventari. Beni altrui e come passano iscriversi negli inventari.

4. Preventivi nelle imprese. Preventivi di impianto o costituzione di imprese. Preventivi di costi, di ricavi, ecc. Preventivi nelle aziende di erogazione. Preventivi di costi e redditi (esemplificazioni). Preventivi finanziari. Entrate ed uscite finanziarie. Preventivi di competenza e di cassa. Classificazione usata nei preventivi di competenze dei pubblici enti. Entrate ed uscite che rappresentano rispettivamente diminuzioni ed aumenti nei beni di consumo. Concetti a cui oggi si informano i « Movimenti di capital ». Fondi di riserva, storni, ecc. Unilateralità e incompletezza dei preventivi finanziari rispetto a tutta la gestione economica dei pubblici enti. Residui a fine d'esercizio. Pareggi, avanzi e disavanzi finanziari. Bilanci di competenza misti.

5. Metodi e sistemi. Registri elementari nelle aziende di erogazione per la gestione finanziaria. Registri elementari di una data impresa (si scelga come tipo l'impresa mercantile). Giornale. Mastro. Conti-materia e forma. Partita doppia applicata a sistemi patrimoniali. Apertura dei

conti. Bilancio di verificaione e deduzione della " situazione „. Correzione di errori. Chiusura dei conti; operazioni necessari. Rettificazione o correzione dei saldi, a fine esercizio, di alcune conti. Parte concettuale di questa operazione nelle imprese (attribuzioni di valore alle merci, ai titoli, alle divise estere esistenti, ecc., e criteri diversi che possono guidare in queste stime). Utili sperati e perdite presunte derivanti da queste rettificazioni. Scritture dei ratei e risconti a fine esercizio per la determinazione dei redditi, dei costi e delle spese che all'esercizio competono. Dei stinazione del reddito netto rilevato nelle imprese individuali ed in quelle collettive e specialmente anonime. Esercizio pratico completo di scritture in partita doppia.

6. Forme di partita doppia. Giornalmastro. La partita doppia applicata a sistemi patrimoniali incompleti ed a sistemi di di beni altrui, di impegni e rischi. Applicazioni pratiche. Sistemi finanziari. Esercizio pratico completo. Cenni sulla logismografia di Giuseppe Cerboni.

7. La partita semplice.

8. Rendiconti patrimoniali ed economici. Rendiconti parziali. Rendiconti finanziari nei pubblici enti. Forme che assumono. Revisione e approvazione. Situazioni. Bilanci nelle imprese a fine esercizio. Poste di essi ed esame di queste poste.

Parte applicata:

1. *Società commerciali ad associazioni in partecipazione* (devesi soltanto richiedere l'integrazione, dal lato della regioneria, delle nozioni di istituzioni di diritto). — Scritture relative a costituzione di società in nome collettivo, in accomandita semplice e per azioni e anonime. Apporti di soci. Rilevazione di utili a fine esercizio. Riparti di essi. Dei fondi di riserva e di altri accantonamenti, specialmente nelle anonime. Obbligazioni nelle società anonime. Scritture. Aumenti di capitale. Diminuzioni. Fusione di società. Esemplicazioni.

Associazioni in partecipazione. Partecipazione all'intero commercio ed a una o più speculazioni soltanto. Scritture dal punto di vista dell'associante e degli associati.

2. *Aziende divise*. — Trasmissioni di valori e scritture relative. Scritture generali presso l'amministrazione centrale. Esemplicazioni.

3. *Le imprese*. — A) *Imprese di produzione indiretta* (imprese mercantili).

a) Commercio di importazione. Acquisti *fob.*, *cif.*, ecc. Merci viaggianti. Documenti relativi. Delle tratte documentate. Tecnica dell'operazione. Operazioni con corrispondenti all'estero. Commercio d'importazione. Scritture.

b) Commercio bancario (svolgimento coordinato con la materia di istituzioni di diretto). Banche di credito ordinario é loro ordinamente amministrativo. Operazioni attive e passive. Degli uffici di una banca. Principali scritture elementari. Controllo dei vari uffici. Lo sconto di effetti e le anticipazioni su titoli. Tecnica di queste operazioni. Dei rapporti attivi, quali si considerano nella pratica bancaria. Di altre operazioni attive. Delle operazioni accessorie: Effetti all'incasso e beni di

terzi. Operazioni passive. Conti correnti disponibili, a risparmio, vincolati, ecc. Emissione di buoni fruttiferi. Depositi di titoli presso altre banche a garanzia di anticipazioni ricevute o di altre operazioni. Riporti passivi. Risconto del portafoglio durante l'esercizio come provvista di fondi. Istituti di emissione e loro operazioni (cenni). La chiusura dei conti a fine esercizio nelle imprese bancarie. Esercizio completo in partita doppia e deduzione del bilancio a fine esercizio.

B) Aziende di produzione diretta :

Esercizio tecnico nelle imprese industriali. Capitali fissi e circolanti e loro contributo alla formazione dei costi di produzione dei prodotti. Cenni sull'organizzazione amministrativa e sulle principali scritture elementari. Delle scritture complesse. Conti alle materie prime principali e secondarie, alla mano d'opera e alle spese generali industriali. Imputazione delle spese generali. Gli elementi di costo e i conti alle « lavorazioni ». Come non sia possibile sempre l'esatta determinazione dei costi di prodotti quando si ottengono dal lavoro industriale. Correzione di costi di prodotti già rilevati e come si considerano nella pratica. Costi e spese commerciali relativi ai prodotti ottenuti. Ricavi di vendite. Criteri per le attribuzioni di valore a fine esercizio alle materie prime principali e secondarie rimanenti, ai prodotti incompiuti, ecc.

Studio di una industria locale. Esercizio in partita doppia. Deduzione del bilancio.

C) Imprese di servizi :

Componenti del capitale di queste imprese. Costi e ricavi. Varie specie. Imprese di somministrazioni, costruzioni, ecc. Imprese di trasporto. Cenni sulle imprese di navigazione. Opportune esemplificazioni.

4. *Funzioni straordinarie di ragioneria.* — Inventari di liquidazione volontaria e forzata. Curatele. Scritture relative alla liquidazione. Divisione di sostanza e compilazione di progetti relativi. Graduatorie giudiziarie. Norme relative alle perizie,

5. Le aziende di erogazione :

a) *Aziende private.* — Cenni sulle aziende domestiche e patrimoniali domestiche. Redditi e costi di essi. Erogazioni e consumi. Reddito netto non consumato. Norme riguardanti l'impiego dei capitali disponibili. Registrazione in partita doppia di scadenza di redditi, riscossioni, pagamenti di spese, consumi, ecc.

b) Aziende pubbliche :

1. Gli istituti di beneficenza. Stato dei capitali ed esame di esso. Categoria XI. Richiamo brevissimo alla materia già svolta sui preventivi finanziari. Presunti avanzi e disavanzi di amministrazione e come si determinano. Movimenti di capitali e integrità del patrimonio di reddito nelle fondazioni. Norme regolamentari per la valutazione di alcune attività e passività. Esame delle entrate e delle uscite di questi enti. Residui a fine esercizio. Insufficienza del bilancio finanziario in queste aziende a substrato patrimoniale e rimedi proposti. Esemplificazioni pratiche in

partita doppia per un'azienda pubblica (scritture finanziarie e patrimoniali).

2. *Comuni e provincie.* — Distinzione dei beni. Inventari. Classificazioni di attività e passività. Richiamo alla materia già svolta sui preventivi finanziari. Avanzi e disavanzi presunti d'amministrazione. Servizio delle entrate e delle spese. Servizio di cassa. Cenni sulle scritture complesse. Idee generali sull'inventario, bilancio, scritture e rendiconto delle aziende municipalizzate.

3. *Stato* (svolgimento coordinato con la materia d'insegnamento della scienza delle finanze: paragrafi 4, 5, 6, 7), — Beni dello Stato. Beni patrimoniali. Disposizioni legali e classificazioni usate nei documenti ufficiali. Servizio dell'entrata. Servizio delle spese. Mandati e varie specie. Servizio di tesoreria. Cenni sulle scritture dello Stato. Conto consuntivo del bilancio e conto patrimoniale nelle varie parti di cui si compongono. Cenni sui conti giudiziali.

Prova scritta :

Relazione su di un tema che riguardi i principi generali del diritto, o i concetti fondamentali dell'economia politica.

Prova orale :

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 20 minuti nei seguenti argomenti :

I. PRINCIPII GENERALI DEL DIRITTO.

Concetto del diritto.

Il diritto come norma (Diritto obiettivo) : il diritto come facoltà. (Diritto subiettivo).

Diritto oggettivo. — Sua distinzione da altre norme della vita sociale. Partizione del diritto oggettivo. Diritto pubblico e diritto privato. Vari rami di ciascuno. Fonti del diritto oggettivo. Diritto scritto e diritto consuetudinario. In particolare delle fonti del diritto italiano. I codici, le leggi e i decreti. Formazione di essi.

Cenni storici sui cedici italiani.

Usi e consuetudini. Loro campo di applicazione nel diritto moderno.

Principii fondamentali sui limiti dell'efficacia della legge nello spazio e nel tempo.

II. DIRITTO COSTITUZIONALE.

Lo Stato. In particolare lo Stato italiano e della sua costituzione. Fonti di questa. Lo Statuto, del Regno e le altre leggi fondamentali dello Stato.

Teoria dei poteri dello Stato. Il potere legislativo, il potere esecutivo, il potere giudiziario. Costituzione di ciascuno di essi.

a) Il potere legislativo. Gli organi del potere legislativo. Il Re, il Senato, la Camera dei deputati. Costituzione di ciascuno di tali organi. La rappresentanza. l'elzttorato. Le funzioni del potere legislativo. Le funzioni del Parlamento.

b) Il potere esecutivo. Sua attività. Il diritto di ordinanza.

c) Il potere giudiziario.

Dei rapporti fra lo stato e gl'individui. I diritti politici e i diritti civili.

III. DIRITTO CIVILE.

Definizione del diritto civile. Fonti del diritto civile italiano.

Diritti soggettivi. — Della persona come subietto dei diritti. Nascita e fine della persona-uomo. Stato e capacità di essa. Elementi modificativi della capacità di agire. Persona giuridica. Origine e fine di essa. Limiti della sua capacità.

Dei singoli diritti soggettivi. — Classificazione : Diritti patrimoniali e non patrimoniali.

Oggetti dei diritti patrimoniali. Le cose o i beni Distinzioni di varie specie di beni.

Della proprietà. Concetto, limiti. Acquisto e perdita. Azioni a tutela.

Servitù prediali. Concetto, Specie. Effetti. Azioni a tutela.

Delle obbligazioni. — Concetto di obbligazione e suoi elementi essenziali.

Cause o fonti delle obbligazioni. Delle singole cause e dei loro particolari effetti ed in particolare della validità e della nullità dei contratti. Specie delle obbligazioni secondo la varia modificazione degli elementi di esse (persone, oggetto) o l'aggiunta di clausole accessorie (condizioni, termini, oneri). Effetti delle obbligazioni. Garanzie delle obbligazioni. Garanzia generale di tutti i creditori sui beni del debitore. Garanzie speciali su determinati beni (garanzie reali) o prestate da altre persone (garanzia personale).

Estinzione delle obbligazioni. Dei singoli modi di estinzione.

Diritto delle successioni. — Concetto generale di successione.

Della successione ereditaria in particolare ; e come colla parola *successione* si allude nel codice civile italiano a quest'ultima.

Apertura, delazione o devoluzione della successione, acquisto di essa.

Dei due modi di delazione. di successione secondo il cod. civ. it.; la successione legittima e la testamentaria. Regole particolari a ciascuna di esse. Dall'acquisto dell'eredità e dei legati. In particolare dell'accettazione dell'eredità e delle varie specie di essa e dei loro diversi effetti.

Diritti di famiglia. — Concetto della famiglia nel diritto moderno Matrimonio.

Filiazione legittima e filiazione naturale. Legittimazione. Adozione. Tutela e cura.

IV. DIRITTO COMMERCIALE.

Definizione del diritto commerciale. Suoi rapporti col diritto civile. Fonti del diritto commerciale. Codice di commercio e leggi complementari. Delle obbligazioni commerciali. Regole particolari ad esse differenze dalle obbligazioni civili. La prescrizione commerciale.

Il commerciante. Sua condizione giuridica. La rappresentanza in materia civile e in materia di commercio.

Il mandato e la commissione. Mandato civile e mandato commerciale.

La società commerciali e le associazioni.

Degli atti di commercio e dei singoli contratti commerciali.

La cambiale e gli istituti affini. Loro regolamenti. Gli altri titoli di credito.

La vendita. Vendita civile : Requisiti di effetti. Vendita commerciale, regole particolari.

Il contratto di riporto.

Le operazioni bancarie. In ispecie : conto corrente e il deposito bancario nelle sue varie forme.

Il contratto di trasporto. Regole particolari al trasporto per ferrovia.

Il contratto d'assicurazione nelle sue varie specie.

Diritto commerciale marittimo. La nave. Sua Natura. Ordinamento della proprietà della nave Diritti reali sulla nave. Pegno navale. L'esercizio della nave. Del capitano e dell'equipaggio. Contratto di noleggio e contratto di trasporto marittimo. Differenza fra i due contratti. Loro effetti. Le assicurazioni marittime. Regole particolari ad esse.

Fallimento e concordato preventivo.

V. DIRITTO AMMINISTRATIVO.

Concetto e fonti del diritto amministrativo. Concetto di pubblica amministrazione. Sua organizzazione. Amministrazione centrale e amministrazione locale. Organi esecutivi, organi consultivi, organi di controllo.

I funzionari e gli impiegati pubblici.

L'attività della pubblica amministrazione. Attività giuridica e attività sociale.

L'amministrazione del patrimonio pubblico dello Stato e degli Enti locali.

La difesa del cittadino contro gli atti dell'amministrazione pubblica lesivi dei suoi diritti o interessi.

ECONOMIA POLITICA

La prova d'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti sui seguenti argomenti :

1. Concetti fondamentali dell'Economia politica : desideri e bisogni. Utilità. Valore. La ricchezza : beni e servizi.

2. La produzione della ricchezza. I cosiddetti fattori della produzione : terra, capitale, intraprenditore e salariato.

3. Rapporti tra i fattori della ricchezza. Varie specie di imprese (industriali, commerciali, agricole) e varietà di rapporti che ne nascono.

4. Interesse, rendita della terra, salari e profitti.

5. La circolazione. Genesi, condizioni e forme dello scambio. Costo. Valore e prezzo. Domanda ed offerta.

6. La moneta. Cambii.

7. Credito. Titoli di credito. Istituti di credito (distinzione, ordinamento, funzioni). Operazioni di borsa.

8. Libera concorrenza. Monopoli. Statizzazioni e municipalizzazioni

di servizi. Commercio internazionale. Libero scambio e protezionismo.

9. Fatti demografici e sociali in rapporto alla produzione, distribuzione e scambio delle ricchezze.

10. Le crisi economiche.

SCIENZA DELLE FINANZE

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti sui seguenti argomenti:

1. Bisogni individuali e bisogni collettivi. Principio della coesione sociale. Bisogni collettivi, ai quali provvede la libera privata iniziativa e bisogni collettivi, cui provvedono d'autorità lo Stato e gli Enti politici minori (bisogni pubblici). Caratteristiche differenziali.

2. Beni e servizi offerti dagli Enti politici. Domanda presunta e offerta irrecusabile di molti beni e servizi. Condizioni della domanda e dell'offerta per altri beni e servizi pubblici. Mezzi coi quali si provvede ai primi e ai secondi.

3. Concetto della Scienza delle Finanze. Relazioni di questa con altre discipline, in particolare con la Scienza dell'Amministrazione e con l'Economia politica. Estensione della Scienza delle Finanze in rapporto ai compiti che si ritengono spettare allo Stato e agli altri Enti politici minori.

4. Formazione del patrimonio pubblico. Classificazione delle attività e passività patrimoniali. Del Demanio fiscale, in specie. Attitudine dello Stato, della Provincia e del Comune come amministratori.

5. Le spese pubbliche. Specie, caratteri e norme giuridiche e politiche che le riguardano. Spese per la formazione del Demanio e patrimonio pubblico e spese per la gestione dei servizi pubblici generali e speciali. Parte del reddito nazionale che è richiesta per acquisto di beni e servizi pubblici parte che s'impiega liberamente in acquisto di beni e servizi sul mercato libero. Condizioni per il conseguimento di un massimo effetto utile totale.

6. Le entrate pubbliche. Entrate originarie e derivate. Imposte, tasse e tributi di carattere misto. Ordinamento loro secondo le nostre leggi. Criteri di ripartizione delle imposte in relazione alla capacità contributiva dei cittadini. Entrate straordinarie: Debito pubblico, forme e modi di stipulazione, rimborso, conversione. La carta moneta: metodi razionali per sopprimere il corso forzoso in un paese. Le alienazioni di beni patrimoniali.

7. Il bilancio dello Stato. Norme giuridiche e politiche per la formazione, approvazione ed esercizio del bilancio. Dell'avanzo e del disavanzo. Modi con cui si provvede al disavanzo. Problema della pressione relativa di un'imposta straordinaria e di un prestito.

STATISTICA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 40 minuti sui seguenti argomenti :

1. Concetto della statistica come forma di osservazione e di induzione appropriata ai fatti collettivi. In quali modi si manifesta un *ordine* nei fatti di tale specie. Leggi statistiche. La legge dei « grandi numeri ».

2. Rilevazione immediata dei fatti collettivi. Operazioni tecniche : lo spoglio, l'aggruppamento e l'intavolazione dei dati. Operazioni logiche : la critica, l'elaborazione e la comparazione dei dati. Cause d'errore. Artifici per la scoperta, misura e correzione degli errori.

3. Rilevazione congetturale, in base a criteri di proporzionalità, di analogia, ecc. Esempi.

4. Procedimenti aritmetici di elaborazione dei dati. Medie. Proprietà e competenza d'applicazione delle principali specie di medie. Rapporti statistici. Perequazioni. Correlazioni di serie.

5. Procedimenti grafici. Tecnica dei diagrammi e cartogrammi.

6. Cenno dei procedimenti algebrici più semplici (interpolazione lineare e parabolica di secondo grado).

7. Primi elementi di calcolo delle probabilità. Ufficio del calcolo di probabilità nella Statistica.

8. I numeri-indici. Loro applicazione alla misura delle variazioni dei prezzi di grandi gruppi di merci, alla misura della variabilità dei caratteri, ecc.

9. Tavole di sopravvivenza e di mortalità. Concetto di vita probabile, di vita media e concetti affini. Formola della vita media per due teste.

10. Lo stato e il movimento della popolazione. La teoria di Malthus. Nozioni sulla tecnica del censimento della popolazione. Rilevazione del movimento naturale (nascite e morti) e del movimento estrinseco (immigrazione ed emigrazione). Altre nozioni di statistica economica e commerciale. I fatti dell'ordine morale, considerati dal punto di vista della statistica.

11. Cenni di storia della statistica.

SECONDA LINGUA STRANIERA

Lo stesso programma della lingua straniera per il liceo scientifico.

CHIMICA E MERCEOLOGIA

L'esame consisterà di una conversazione della durata di 45 minuti sui seguenti argomenti :

1. Simboli, formule, equazioni chimiche e calcoli stechiometrici.

Aria atmosferica e fenomeni di combustione. Acqua, ozono ed acqua ossigenata.

Acidi, basi e sali. Regole di nomenclatura.

Gli acidi cloridrico, nitrico e solforico. L'ammoniaca e gli idrati di sodio e di potassio.

Teoria atomica e ricerca dei p. atomici e dei p. molecolari.

2. Elementi che entrano nella costituzione dei composti organici. Complessi atomici caratteristici delle varie funzioni (alcoolica, aldeidica, acida, ecc.).

3. Materie prime e prodotti della grande industria.

Gas industriali.

Metalli usuali e metalli preziosi. Leghe ed amalgame.

Combustibili solidi, liquidi, gassosi.

Gesso, calce, cementi. Prodotti ceramici e vetrerie.

Materie fertilizzanti.

Alimenti animali e vegetali : latte, uova, carne, cereali e legumi, Zucchero e surrogati.

Vini, birra, liquori.

Grassi, candele, saponi. Gomme e resine.

Fibre tessili e tessuti. Caratteri distintivi delle fibre tessili, seta artificiale, cotone mercerizzato.

Pelli, cuoio, materie concianti.

Avvertenze

L'insegnamento della ragioneria è collegato specialmente con quelli di scienza delle finanze e di istituzioni di diritto. Nei presenti programmi si è voluto badare a questo collegamento per evitare ripetizioni della stessa materia da parte di insegnanti diversi. Il docente di scienze delle finanze svolga, nei paragrafi 4), 5) 6) e 7) del suo programma, alcuni punti che potrebbero entrare nel corso di contabilità di Stato. È necessario che l'insegnante di ragioneria non ripeta questa materia, ma coordini il suo insegnamento con quello di chi impartisce la scienza delle finanze. Lo stesso si dica per alcune nozioni di diritto commerciale, che sono nel programma dell'insegnante di istituzioni di diritto (società commerciali, associazioni in partecipazione, cambiali e istituti affini, contratto di riporto, depositi, ecc.); e devono trovare il loro completamento, dal lato tecnico, nel corso di ragioneria, ma non vi devono essere ripetute.

Si eviterà, parimenti, che uno stesso argomento riappaia — sia pure per necessità di trattazione — in più punti. È inutile, studiando i singoli enti pubblici, ripetere la materia del bilancio di previsione di competenza, del rendiconto, finanziario e patrimoniale, delle scritture finanziari ecc. : materia tutta che trova il suo completo svolgimento in capitoli di ragioneria generale. Basterà semplicemente richiamarla con brevi cenni, ed integrarla, se è necessario, se, cioè, vi sono particolarità che riguardano il tipo di azienda che è oggetto di studio. Il programma di computisteria è stato ridotto di qualche cosa e può svolgersi con tre ore settimanali di lezione. Alcuni punti del vecchio programma di computisteria erano di aritmetica ed altri di tecnica commerciale : materia, qu'est'ultima, che doveva ripetersi, poi, nell'insegnamento della ragioneria applicata alle imprese. Poiché riteniamo la conoscenza, sia pur elemen-

tare, della tecnica commerciale indispensabile per lo studio della ragioneria, ci siamo richiamati alla « tecnica » in qualche punto del programma che tratta delle imprese.

La Sezione di commercio e ragioneria deve preparare « all'esercizio di uffici amministrativi e commerciali ». È necessario, quindi, che il licenziato da questi studi conosca non soltanto i tipi principali di imprese, ma abbia una certa conoscenza di ragioneria dei pubblici enti. Per questa ragione, si sono nel programma attuale conservate alcune nozioni specifiche di ragioneria applicata agli enti pubblici.

**Esame di Ammissione
alla 1^a classe del corso superiore dell'istituto magistrale**

ITALIANO

Prova scritta :

Relazione su di argomento familiare al candidato o su di argomento del programma degli esami orali.

(Durata della prova : cinque ore.)

Prove orali :

1. Esposizione di un'opera per ognuno dei due gruppi seguenti :

a) DANTE, *Divina Commedia* (alcuni facili episodi); ARIOSTO, *Orlando Furioso* (due episodi); TASSO, *Gerusalemme Liberata* (almeno 10 canti); GOLDONI, *Commedie* (due); PARINI, *Il giorno*; FOSCOLO, *Sepolcri*; ALFIERI, *Una tragedia*.

b) Scritti autobiografici di Giusti, Nievo, Pellico, Settembrini, D'Azeglio, Duprè ed altri scrittori anche stranieri.

2. Lettura e spiegazione di brani di prosa o di poesie d'autori del sec. XIX a scelta dell'esaminatore.

3. Recitazione a memoria di passi di prosa o di poesia di grande valore artistico.

(Durata delle prove : 25 minuti.)

LATINO

Prove scritte :

1. Traduzione dal latino in italiano d'un brano d'autore dell'età aurea, dell'estensione di almeno 20 righe a stampa.

2. Traduzione dall'italiano in latino d'un brano di prova di facile struttura sintattica.

(Durata di ciascuna prova : 4 ore.)

Concesso l'uso del solo vocabolario.

Prove orali :

1. Traduzione d'all'italiano in latino alla lavagna di frasi italiane, diretta a stabilire la padronanza del materiale linguistico, della morfologia, e della sintassi della proposizione.

2. Esposizione delle istituzioni civili, religiose e militari romane. Magistrature, condizione dell'individuo, organizzazione economica e sociale. Traduzione di passi latini relativi allo stesso argomento.

3. Traduzione d'un passo d'autore latino, un per ciascuno dei gruppi seguenti :

a) Storia : CORNELIO NIPOTE, *Vite* (almeno due); CESARE, *De bello gallico* (un episodio completo); SALLUSTIO, *Catilinaria* o *Giugurtina* (una diecina di capitoli).

b) Morale e religione : FEDRO, *Favole* (venti). Brani scelti ad illustrare la religiosità romana da CICERONE, *De natura deorum*, e *De legibus*; e da LIVIO.

c) Poesia romana : OVIDIO, *Metamorfosi*, *Fasti*, *Elegie*; TIBULLO, *Elegie*; CATULLO, *Carmi* (almeno 300 versi).

4. Recitazione d'una facile poesia o favola a memoria (Catullo o Fedro).

(Durata delle prove : 30 minuti.)

STORIA

Esposizione delle letture fatte dentro i limiti seguenti :

1. I principali avvenimenti della storia Greca.

Relazione di letture storiche da Erodoto, Tucidide, Senofonte, Plutarco, Polibio (traduzioni).

2. I principali avvenimenti della Storia romana. Relazione di letture da Livio, Cicerone, Cesare, Tacito, Svetonio (traduzioni).

3. I principali avvenimenti della Storia ebraica. Relazione di letture dal Vecchio Testamento e da Tacito (traduzioni).

(Durata della prova : 15 minuti.)

GEOGRAFIA

L'esame conterà d'una prova grafica alla lavagna (n. 1) e di interrogazioni sugli argomenti seguenti (2-6) :

1. Costruzione e lettura di carte geografiche (Elementi).

2. Il sistema solare. Sole. Luna. Terra. Pianeti. Le stelle. Le comete. Gli uranologi.

3. L'Europa. Descrizione dei vari paesi di Europa loro caratteristiche fisiche, politiche ed economiche. Relazione di letture di viaggi di contemporanei.

4. L'Italia in particolare (Coste, orografia, idrografia, coltivazioni, industrie, commerci, città principali, monumenti, vie di comunicazione).

5. L'Asia, l'Africa, l'America, l'Oceania in generale (Principali caratteristiche fisiche e politiche). Cenni delle terre polari.

6. Le grandi vie di comunicazione mondiale.

(Durata della prova : 20 minuti.)

LINGUA STRANIERA

Prova scritta :

Traduzione dall'italiano nella lingua straniera d'un facile passo d'autore italiano. Estensione; 20 righe. Uso del solo vocabolario (Cinque ore.)

Prove orali :

1. Resoconto di un'opera d'autore straniero classico a scelta del candidato.

2. Lettura e traduzione di un passo di prosa straniera scelto dall'esaminatore.

3. Facile conversazione in lingua straniera su argomenti familiari al candidato.

(Durata della prova : 25 minuti.)

MATEMATICA

Prova scritta :

Risoluzione d'un problema riguardante la materia degli esami orali.
(Durata della prova : quattro ore.)

Prova orale :

Conversazione della durata di 15 minuti sulla seguente materia :

Aritmetica :

Le quattro operazioni fondamentali dei numeri interi.

Potenze dei numeri interi; calcolo con esse.

Nozioni sulla divisibilità dei numeri interi. Numeri primi. Criteri di divisibilità per 2, 5, 3 e 9. Prova per 9 delle quattro operazioni sui numeri interi.

Massimo comune divisore e minimo comune multiplo di due o più numeri interi.

Le quattro operazioni fondamentali sui numeri frazionari.

Potenze di numeri frazionari.

Numeri decimali. Numeri decimali periodici e loro frazioni generatrici.

Sistema metrico decimale. Numeri complessi.

Proporzioni numeriche.

Proporzionalità diretta e inversa. Regola del tre. Regola per la divisione di un numero in parti proporzionali a più altri.

Regola per l'estrazione della radice quadrata con assegnate approssimazioni.

Uso di una tavola di cubi per la risoluzione di problemi inversi nelle questioni di volume.

Algebra :

I numeri razionali relativi. Le quattro operazioni fondamentali su di essi.

Potenze di numeri relativi; regole di calcolo che le riguardano.

Cenni di calcolo letterale. Polinomi (razionali intieri) e frazioni algebriche.

Equazioni di primo grado.

Geometria :

Rette, semirette, segmenti. Piani, semipiani, angoli.

Triangoli e poligoni piani. Uguaglianza fra triangoli e poligoni.

Disuguaglianza fra elementi di un triangolo. Circonferenze e cerchi.

Mutuo comportamento di rette e circonferenze o di circonferenze complanari.

Problemi grafici fondamentali.

Rette parallele. Somma degli angoli interni o esterni di un poligono.

Parallelogrammi; loro proprietà, loro casi particolari.

Angoli nel cerchio (al centro o alla circonferenza).

Poligoni regolari.

Teoria della equivalenza tra figure poligonali.

DISEGNO

La prova di esame consisterà in una semplice composizione decorativa a tinte piatte con elementi ornamentali geometrici o naturali, o tratti da oggetti comuni, che i candidati eseguiranno senza modello, adattando la decorazione ad una forma geometrica che l'esaminatore stabilirà all'inizio della prova.

ELEMENTI DI MUSICA E CANTO CORALE.

Il candidato deve :

a) scrivere sotto dettatura ritmica, brevi e facili proposizioni (ritmi) nei tempi semplici (fondamentali) : $2/4$, $3/4$, $4/4$.

b) Leggere a prima vista (lettura misurata) un facile solfeggio scritto nelle chiavi di *sol* e di *fa*, (alternate), con l'impiego dei tempi composti (a movimenti ternari) : $6/8$, $9/8$, $12/8$.

c) Cantare a prima vista un facilissimo solfeggio in chiave di violino con estensione vocale molto limitata, e scritto in una tonalità che non porti più di due *diesis* o di due *bemolli* in chiave.

d) Dare prova di conoscere gli elementi della teoria musicale scale maggiori e minori tonalità, intervalli, accordi principali (tonica, sottodominante, dominante) ecc.

Avvertenza

La prova c) deve essere fatta prendendo l'intonazione esclusivamente dal corista senza l'aiuto di alcun istrumento. In alcuni casi potrà essere ammesso di aiutarsi col pianoforte o con l'armonium.

STRUMENTO MUSICALE

(Pianoforte)

Il candidato deve :

a) eseguire uno studio estratto a sorte fra i tre da lui liberamente scelti e preparati nelle seguenti opere : 25 studi elementari di BERTINI (opera 137), i 30 nuovi studi di meccanismo di CZERNY (opera 849) ed i 15 studi di KOHLER (opera 224) ;

b) eseguire un pezzo estratto a sorte tra i tre da lui liberamente scelti e preparati nelle seguenti opere : CLEMENTI, sonatine (le più facili) ; STEIBELT, sonatine op. 49 ; SCHUMANN, *Album per la gioventù* op. 68 (i pezzi più facili) ;

c) leggere a prima vista un brano facilissimo di musica per piano.

(Violino)

Il candidato deve :

a) Eseguire alcune scale (le più facili a tre ottave) e gli arpeggi, fino alla terza posizione.

b) eseguire uno studio a posizioni miste (dalla prima alla terza posizione) designato dalla Commissione fra i due da lui preparati e liberamente scelti dai metodi : del CAMPAGNOLI, DE BERIOT, HOHMAN, PIOT o di altri buoni autori.

c) dare un piccolo saggio di lettura a prima vista, e rispondere alle domande che la Commissione crederà di fare, circa le arcate, colpi d'arco, ecc. ecc.

Avvertenze

Valgono le avvertenze generali fatte per l'esame d'ammissione alla IV ginnasiale. Si deve, poi, tener conto che il candidato, il quale si prepara all'insegnamento, deve dar prova di una organica e salda coscienza umana. Gli esami per tutte le materie letterarie sono costituiti dalla relazione di letture fatte. Esclusa, quindi, ogni recitazione di imparaticci, occorre assicurarsi che la lettura sia stata realmente fatta e che abbia interessato e colpito l'anima del candidato. Si guarderà molto alla sua capacità di riferire, di esprimersi chiaramente, con sicurezza, della sua facilità di comunicare, dote precipua del futuro insegnante. Occorre, anche, accertarsi che egli sappia bene indicare le sue letture, che il libro sia per lui un ricordo concreto che all'occasione sappia ritrovare, e nel quale sappia subito rintracciare ciò che gli serve.

La lettura di memorie autobiografiche dev'esser considerata come preparazione allo studio della psicologia : non astratta e schematica psicologia, ma disposizione ad intendere anime.

Della materia del programma di matematica gli argomenti aritmetici e algebrici si presupporranno insegnati con metodi ed intendimenti

pratici; quelli geometrici, con metodo razionale. Con la quale ultima disposizione, non si vuol dire che, ove si voglia, non si possa, nei primi anni del corso, ricapitolare le nozioni geometriche e le regole di misura apprese nella scuola elementare per trarne materi di esercizi.

Esame di abilitazione all'insegnamento elementare

ITALIANO

Prova scritta :

Analisi scritta d'una poesia o di un brano di prosa di un classico messo a disposizione del candidato. (6 ore.)

Prove orali :

1. Esposizione di un'opera a scelta della commissione per ciascuno dei gruppi sotto indicati. Il candidato dovrà presentare un elenco di almeno quattro opere per il 1° e 2° gruppo, e una per ciascuno degli altri gruppi :

a) MARCO AURELIO : *Ricordi*; PLATONE : *Apologia di Socrate e Critone*; AGOSTINO : *Confessioni*; B. CELLINI : *Vita*; GOLDONI : *Memorie*; (scelta); ROUSSEAU, FROEBEL, PESTALOZZI : *Pagine autobiografiche scelte*; STUART MILL : *Autobiografia*; ALFIERI : *Vita*; DE SANCTIS : *La giovinezza*; TOLSTOI : *Memorie*.

b) OMERO : *Iliade e Odissea* (due episodi completi); VIRGILIO : *l'Eneide* (tre libri); DANTE : *Divina Commedia* (Episodi scelti dalle tre cantiche); ARIOSTO : *Orlando* (dieci canti); TASSO : *Gerusalemme* (dieci canti); MANZONI : *I promessi sposi*; LEOPARDI, *Canti o prose scelte*.

c) KALEVALA (un episodio); OSSIAN Un canto, *Canzone di Rolando I Nibelungi*; GOETHE : *Arminio e Derotea*, V. HUGO : *Canzone dei secoli*; TOLSTOI : *Guerra e Pace*.

d) ESCHIO : Una tragedia; SOFOCLE : Una tragedia; EURIPIDE : Una tragedia; SHAKESPEARE : Una tragedia o commedia; SCHILLER : Una tragedia; GOLDONI : Una commedia; ALFIERI : Una tragedia; IBSEN : Un dramma.

e) DINO COMPAGNI, VILLANI (estratti) MACHIAVELLI e GUICCIARDINI : Passi scelti delle opere; CUOCO : *Saggio sulla rivoluzione*; BALBO : *Sommario della Storia d'Italia*; GIOBERTI : *Primato o Rinnovamento*; DE SANCTIS : *Storia della letteratura italiana*; AMARI : *Storia del Vespro o Storia dei musulmani*.

L'esposizione sarà accompagnata dalla lettura d'un passo e dalla spiegazione di esso con commento secondo la diversa natura all'opera letta (psicologico, estetico, storico). Il candidato deve inquadrare storicamente l'autore letto.

2. Recitazione a memoria di poesie di Foscolo, Leopardi, Carducci, Pascoli ed altri poeti, del sec. XIX a scelta del candidato. }

(Durata della prova : 30 minuti.)

LATINO

Prove scritte :

1. Traduzione d'un passo d'autore latino del periodo aureo o argenteo di trenta righe circa con l'aiuto del solo vocabolario (5 ore).

2. Traduzione dall'italiano in latino d'un passo d'autore moderno dell'estensione di 28 righe con l'aiuto del solo vocabolario (5 ore).

Prove orali :

1. La vita pubblica romana nel periodo della repubblica con speciale riguardo alle lotte sociali. Traduzione di estratti della storia di LIVIO estensione 2 libri).

2. La vita pubblica e privata romana nel periodo del passaggio dalla repubblica all'impero : Traduzione di passi da CICERONE, *Lettere e Orazioni* SALLUSTIO, *Catilinaria* ; CESARE, *De bello civili*.

3. Roma nel periodo augusteo. Traduzioni a VIRGILIO, *Georgiche* ed *Eneide* (2 libri) ; ORAZIO, *Odi*, *Epodi*, *Epistole* (scelti, raggruppate per argomenti).

4. Roma imperiale. Traduzione di passi scelti da TACITO, (*Dialogo degli oratori* ; *La Vita di Agricola*, *Annali*), e da PLINIO il GIOVANE (*Lettere*).

5. La sapienza civile romana : Traduzione di estratti da CICERONE, *De republica* ; QUINTILIANO *Istitutio oratoria* ; SENECA : *Opere morali*.

6. Il pensiero : Traduzioni di pagine scelte da LATTANZIO, TERTULLIANO, ARNOBIO, S. AMBROGIO, S. AGOSTINO, e di *Inni* ed *Epigrafi cristiane*.

8. Riconoscimento e illustrazione generale dei principali monumenti greci e romani su un atlante di antichità greco-romana.

Ciascun candidato dovrà mostrare di saper inquadrare storicamente l'autore letto.

(Durata della prova : 30 minuti.)

Prova orale.

1. Conoscenza e valutazione della letteratura per l'infanzia.

2. Cenni di storia delle istituzioni scolastiche e del pensiero pedagogico.

3. Il problema estetico, e didattico dell'arte. Il candidato dovrà mostrare di conoscere almeno un'opera scelta tra le seguenti :

PLATONE, *Repubblica*, X ;

ARISTOTELE, *Poetica* (estratti) ;

VICO, *Scienza nuova* (estratti riguardanti il problema dell'arte) ;

KANT, *Critica del Giudizio* : Il bello.

CROCE, *Breviario di Estetica*.

4. Il Problema religioso, e didattico della religione.

Il candidato dovrà mostrare di conoscere almeno un'opera tra le seguenti :

PLATONE, *Eutifrone* ;

ARISTOTELE, *Metafisica*, XII ;

CICERONE, *De Natura deorum* (I o II parte) ;

PAOLO DI TARSO, *Lettere*;
 VICO, *Scienza nuova* (la Provvidenza);
 MAZZINI, *Idee religiose* (estratti);
 GIOBERTI, *Riforma cattolica* (estratti);
 J. ROYCE, *Il problema del Cristianesimo*.

3. Il problema della conoscenza, e didattica della scienza.

Il candidato darà prova di conoscere una almeno delle seguenti opere ;

ARISTOTELE, *Organon* (estratti) ;
 CARTESIO, *Principi di filosofia Libro I* estratti dalle *Meditazioni*;
 LOCKE, *Saggio sull'intelletto* (estratti);
 LEIBNIZ, *Nuovi saggi* (estratti);
 KANT, *Critica della Ragion Pura* (estratti);
 KANT, *Prolegomeni ad ogni futura Metafisica* :
 GALLUPPI, *Estratti dal Saggio*;
 ROSMINI, *Esposizione del suo sistema* :
 SPAVENTA, *Logica e Metafisica*, Parte I.

3. Problema morale ed educazione morale.

Il candidato darà prova di conoscere almeno una delle seguenti opere:

ARISTOTELE, *Etica a Nicomaco* (estratti);
Nuovo Testamento (estratti relativi alla Morale).
 SPINOZA, *Etica*, Parte III ;
 KANT, *Critica della Ragion Pratica*;
 KANT, *Metafisica dei costumi* ;
 ROSMINI, *Principi di scienza morale e Storia dei sistemi*.

6. Esposizione di un'opera classica di pedagogia scelta tra le seguenti :

COMENIO, *Didattica Magna* ;
Ratio studiorum ;
 LOCKE, *Pensieri sull'educazione* ;
 Id., *Guida dell'intelligenza e scritti minori* ;
 BASEDOW, *Relazione ai filantropi* ;
 VICO, *De nostri temporis studiorum satione* (estratti);
 ROUSSEAU, *Emilio* ;
 KANT, *Pedagogia* ;
 CUOCO, *Pagine scelte* ;
 PESTALOZZI, *Scritti scelti* ;
 FROEBEL, *L'educazione dell'uomo e scritti scelti* ;
 HERBART, *Pedagogia generale* ;
 FICHTE, *Sulla missione del dotto* ;
 Id., *Discorsi alla nazione tedesca* ;
 SCHELLING, *Lezioni sull'insegnamento accademico* ;
 NECKER DE SAUSSURE, *Educazione progressiva* ;
 RICHTER, *Levana* ;
 ROSMINI, *Del principio supremo*, ecc.

7. Esposizione d'un'opera moderna e contemporanea di pedagogia.

Autori raccomandati : Capponi, Lambruschini, Gioberti, Mazzini, De Sanctis, Gabelli, Ardigò James, E. Caird, Arnold, Laberthonnière, Boutroux, ecc.

L'esame consisterà in interrogazioni per i nn. 1, 2; lettura e spiegazione di passi delle opere dei nn. 3, 4, 5 ed esposizione del problema relativo; in una relazione sull'opera letta per i nn. 6, 7.

(Durata dell'esame : 30 minuti.)

STORIA

Lo stesso programma dell'esame di maturità del liceo classico (20 minuti).

MATEMATICA

Prova scritta :

Problema sul programma degli esami orali, esclusa l'aritmetica razionale.

(Durata della prova : 4 ore.)

Prova orale :

L'esaminatore si assicurerà con opportune domande che il candidato abbia bene appresi ed assimilati gli argomenti del programma; dei quali quelli aritmetici e quelli geometrici raccolti sotto i capi 1), 2) e 3) presuppone studiati con metodo razionale.

Aritmetica razionale :

I numeri interi.

Numerazione.

Le quattro operazioni fondamentali sui numeri interi e le loro proprietà formali.

Giustificazione delle regole pratiche che servono ad eseguire la somma, la differenza, il prodotto o la divisione di numeri interi dati.

Nozioni sulla divisibilità dei numeri interi e sui numeri primi. Criteri divisibilità per 2, 5, 3 e 9. Prova per 9 delle quattro operazioni sui numeri interi.

Frazioni e numeri decimali. Le quattro operazioni su di essi e le loro proprietà formali.

Giustificazione delle regole pratiche che servono ad eseguire le dette operazioni sui numeri decimali.

Numeri decimali periodici, e relative frazioni generatrici.

Geometria :

1. Proporzioni fra grandezze geometriche. Similitudine tra figure piane.

2. Teoria della misura per le lunghezze e le superfici. Rettificazione della circonferenza e quadratura del cerchio.

3. Rette e piani nello spazio; ortogonalità e parallelismo. Diedri, triedri, angoloidi. Poliedri.

4. Cenni sulla similitudine nello spazio; sull'equivalenza e sull'egualianza di volume dei poliedri.

5. Cilindro, cono e sfera; determinazione di aree e volumi che vi si riferiscono.

FISICA

Esame orale della durata di non meno di 15 e non più di 30 minuti sugli argomenti che seguono :

Movimento dei corpi e composizione dei movimenti. Inerzia, forza e massa. Caduta libera dei gravi. Moto pendolare.

Lavoro ed energia. Macchine semplici. Attrito e resistenza del mezzo.

Pressione nei liquidi. Principio di Archimede e sua applicazione all'equilibrio dei galleggianti ed alla misura del peso specifico.

Pressione negli aeriformi con speciale riguardo all'atmosfera. Barometro. Pompe per i liquidi e per gli aeriformi.

Temperatura e calore. Trasformazione reciproca del calore e del lavoro.

Propagazione del calore. Dilatazione termica.

Fusione e solidificazione. Vaporizzazione e liquefazione.

Cenno sulle macchine termiche a vapore ed a scoppio.

Il suono, sua origine e propagazione. Caratteri distintivi dei suoni. Scala musicale. Risonanza. L'orecchio.

Corpi luminosi ed illuminati. Ombra. Cenni di fotometria.

Riflessione; specchi piani e sferici. Rifrazione: prismi e lenti.

Occhio e strumenti ottici più usati. Cenno sugli spettri. Fotografia.

Magneti ed induzione magnetica. Campo magnetico terrestre.

Corpi elettrizzati ed induzione elettrostatica. Elettroforo di Volta e macchine elettriche ad induzione.

Scarica nei gas rarefatti. Raggi X e cenni sulla radioscopia.

La corrente elettrica. Legge di Ohm. Induzione elettromagnetica. Misura della corrente.

Differenti modi per produrre la corrente elettrica e per utilizzarla.

Trasformazione reciproca delle varie energie e loro utilizzazione nella vita pratica.

SCIENZE NATURALI, GEOGRAFIA ED IGIENE

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti sui seguenti argomenti :

Nozioni elementari di chimica. — Elementi chimici e combinazioni. Costituzione chimica della materia : molecole, atomi. Peso atomico, peso molecolare. Affinità chimica, valenze. Reazioni chimiche. Soluzioni. Ionizzazione. Basi, acidi sali. Anioni e cationi. Elettrolisi. Raggruppamento degli elementi e sistema periodico del Mandelejeff. Stato colloidale. Catalisi e catalizzatori.

Nozioni di mineralogia e di chimica mineralogica. — I minerali. Stato cristallini : proprietà fisiche dei cristalli : classi dei cristalli, leggi di simmetria. Cloro, Bromo, Iodio, Fluore : loro acidi. Composti ossigenati

degli alogeni. Zolfo e suoi composti, minerali di zolfo. Azoto, fosforo, arsenico, loro principali composti e minerali. Carbonio, silicio, stagno, piombo, loro principali composti e minerali. Metalli alcalini : Sodio, potassio, loro composti. Sali di ammonio. Metalli alcalino-terrosi : Calcio, bario, stronzio, loro composti e minerali più importanti. Magnesie e suoi sali. Rame, argento, oro o loro minerali. Alluminio e suoi composti. Ferro, cobalto, nichelio : loro composti e minerali più importanti.

Nozioni elementari di chimica organica. — I composti del carboni. Idrocarburi. Composti ternarii : zuccheri, alcool; grassi. Composti azotati.

Nozioni di biologia. — Gli esseri viventi e i loro caratteri essenziali. Metabolismo costruttivo e distruttivo. Movimenti. Facoltà di reintegrare la propria sostanza e la propria forma. Falcotà di riproduzione. Pianta e animali : caratteri comuni e differenze. Concetto di specie e principii di classificazione. I grandi gruppi sistematici delle piante e degli animali. Organi e funzioni. Le parti e il tutto negli organismi. Uniformità fondamentale di struttura degli esseri viventi. Protoplasmii, loro specificità. Cellule, tessuti negli animali e nelle piante.

Condizioni di vita delle piante e degli animali. Relazioni fra gli esseri viventi e il mondo esterno. Gli ambienti biologici : fattori chimici, fisici e biologici, che li determinano. Distribuzione geografica delle piante e degli animali. Relazioni degli esseri viventi fra di loro : rapporti reciproci fra le piante e gli animali e animali della stessa specie e di specie diverse. Varie forme di associazione : simbiosi, parassitismo. Adattamenti degli esseri viventi ai vari generi di vita.

Nozioni di anatomia e di fisiologia. — Il corpo umano e le sue parti. Caratteri comuni agli altri mammiferi e specialmente alle scimmie antropoidi e caratteri proprii della specie umana. I sistemi organici del corpo umano e le loro funzioni : sistema cutaneo, scheletro, muscolatura, sistema nervoso, organi di senso, apparato digerente, apparato respiratorio, apparato circolatorio, apparati escretori. Le secrezioni interne.

Processi di riproduzione nelle piante e degli animali : elementi germinali. fecondazione. Cenni dello sviluppo embrionale nelle piante e negli animali superiori.

Nozioni di geografia e geologia. — La terra nell'universo e nel sistema solare : forma, dimensioni, movimenti, carte geografiche. Forme del suolo, oceani e continenti. Atmosfera e suoi fenomeni. Clima e regioni climatiche. Distribuzione degli uomini alla superficie della terra : razze, popoli, religioni. Condizioni economiche : agricoltura, industrie, commerci, vie di comunicazione terrestri e marittime. Le varie parti del mondo sotto l'aspetto fisico e politico, con speciale riguardo all'Europa e più particolarmente all'Italia.

Processi costruttivi e distruttivi, che modificano la superficie della terra : sedimentazioni, formazioni zoogene, trasporto di materiali per mezzo delle acque, dei venti, ecc. Vulcani e fenomeni vulcanici.

Processi di formazione della crosta terrestre, fatti ed ipotesi.

I principali tipi di rocce e la loro origine. Ere geologiche e principali loro caratteri litologici e paleontologici. I fossili, successione delle flore e delle faune, fossili rappresentativi.

Ipotesi intorno all'origine della vita sulla terra e alla presumibile evoluzione delle forme organiche. Argomenti favorevoli alla ipotesi della evoluzione e difficoltà che s'incontrano per accettarla.

Nozioni d'igiene. — Igiene alimentare : sostanze venefiche e nocive che possono essere introdotte con gli alimenti, acque potabili. Cause d'inquinamento degli alimenti e delle acque. Le malattie contagiose, epidemiche, parassitarie : germi patogeni e loro modi di diffusione. Mezzi per prevenire e combattere le infezioni : asepsi e antisepsi. Immunità e immunizzazione. Igiene della abitazione e della scuola : aereazione, fognature, luce e riscaldamento. Igiene del corpo : abluzioni, igiene della bocca, degli occhi, ecc.

Esercizii corporei : vantaggi e danni che ne derivano.

MUSICA E CANTO CORALE

Il candidato deve :

a) Scrivere sotto dettatura ritmica brevi e facili proposizioni (ritmi) nei tempi composti (a movimenti ternari) : 6/8, 9/8, 12/8 (facoltativo, un breve e facilissimo *dettato melodico* nei tempi semplici).

b) Leggere a prima vista (lettura misurata) un solfeggio di media difficoltà, scritto in chiave di *sol* e di *fa* (alternate), con l'impiego dei tempi semplici (fondamentali) e dei tempi composti (derivati) più in uso.

c) Cantare a prima vista un facile canto con parole nella estensione e tessitura vocale limitata alla voce del ragazzo (5° elementare), scritto in una tonalità fino a 5 *diesis* e 5 *bemolli*, e con facili andamenti melodici diatonici.

d) Comme alla prova d) del corso inferiore, in più : conoscenza di tutti gli intervalli maggiori e minori, ecc. consonanti e dissonanti, rivolti, accordi perfetti e di 7° di dominante, nozioni sul setticlavio sul trasporto, ecc. ecc.

d) Dare prove di conoscere le nozioni fondamentali per l'educazione della voce del bambino; avere conoscenza della letteratura corale, con speciale riguardo a quella infantile.

Infine dimostrare di conoscere l'evoluzione storica delle più importanti manifestazioni musicali (polifonia vocale, genere rappresentativo, forme strumentali), dalle origini alla fine del secolo XIX.

Per la prova c) vale l'osservazione fatta al corso inferiore.

STRUMENTO MUSICALE

(Pianoforte)

Il candidato deve :

a) eseguire uno studio estratto a sorte fra i tre da lui preparati e liberamente scelti nelle seguenti opere : BERENS, *la Velocità* (op. 61); BERTINI, *Studi* (2° grado); HELLER, *Studi* (op. 45-49) per il ritmo e l'espressione.

b) eseguire a sua scelta un pezzo facile di autore italiano antico, e un pezzo di BACH (preludi, pezzi facili, invenzioni a due voci) e un pezzo facile o una fughetta di HANDEL.

c) eseguire una sonata facile, a sua scelta tra i classici : HAYDN, MOZART o BEETHOVEN (op. 49) ed un pezzo scelto tra gli autori romantici, o tra i moderni come : MENDELSSOHN (dodici pezzi per la gioventù, oppure una facile romanza senza parole); SCHUMANN (op. 118); CHOPIN (Mazurke) WEBER (pezzi per piano) ; RAFF (op. 75) ; GRIEG (i pezzi lirici più facili) ; SGAMBATI, MARTUCCI.

d) lettura a prima vista di un brano di musica per canto corale con facile accompagnamento di pianoforte accennando la melodia con la voce.

(Violino)

Il candidato deve :

a) eseguire alcune scale, arpeggi ed esercizi facili fino alla quinta posizione (facoltativo fino alla settima posizione).

b) eseguire due studi (fino alla quinta posizione) scelti dalla Commissione esaminatrice fra i quattro preparati dal candidato dai 42 studi di KREUTZER.

c) eseguire un pezzo facile di autore italiano antico a sua scelta.

d) leggere a prima vista un brano di musica facile.

e) dare prova (con dimostrazioni pratiche) di conoscere l'uso del violino nell'insegnare il canto corale nelle scuole elementari.

(Harmonium)

Il candidato deve :

a) eseguire un pezzo facile a 3 o 4 parti in stile polifonico, d'autore classico (trascrizione) fra i sei da lui liberamente scelti e preparati dal metodo per armonio di BOTTAZZO e RAVANELLO (Ed. STEN) o di SINGENBERGER, o da altri metodi di buoni autori.

b) esecuzione di un facile pezzo di buon autore moderno (originale o trascrizione), estratto a sorte fra i quattro da lui preparati e liberamente scelti dalle raccolte dell'Edizione Capra, dalle Edizioni Peters, Pitollf o da altre buone raccolte.

c) leggere a prima vista un pezzo facilissimo per harmonium e canto, accennando la melodia con la voce.

d) dimostrare di conoscere l'uso dell'harmonium a pressione d'aria sulle ancie (ancia libera) con il registro dell'espressione, l'uso del meccanismo del trasporto ecc.

DISEGNO

La prova di esame consisterà :

1. Nella esecuzione alla lavagna di disegni relativi ad un tema di lezione per Scuole Elementari. Il tema, che verrà singolarmente assegnato ed estratto a sorte, dovrà servire per illustrare una poesia o un brano di racconto, una lezione su qualche semplice esperimento di fisica, o sugli

utensili da lavoro, ecc; più semplicemente ancora potrà illustrare una lezione di geografia o di geometria elementare.

2. Nella preparazione alla lavagna di un modellino di disegno da far copiare agli alunni di 4^a o 5^a elementare, accompagnata dalla esposizione orale dei criteri che per la copia di tale modellino si seguirebbero nella scuola.

Avvertenze

Valgono, in genere, le avvertenze per gli esami di maturità. In particolare, qui bisogna notare che il programma dell'esame d'Italiano è più ristretto sotto certi aspetti e più ampio sotto altri. La letteratura italiana è limitata agli autori fondamentali e largo posto è fatto alla letteratura mondiale che nella scuola classica trova il suo posto nel ginnasio superiore. Gli autori sono scelti in modo da mostrare i più vari atteggiamenti dello spirito umano, poichè il futuro insegnante deve aver l'animo aperto a tutti gli aspetti del reale. Le differenze provengono, quindi, dalla diversa finalità delle due scuole. Qui, tutte le materie debbono concorrere alla preparazione dell'insegnante fuori del vuoto formalismo pedagogico.

La storia si mantiene negli stessi limiti. Si tenga presente che, ad integrare il programma di storia, interviene la parte storica del programma di letteratura latina poichè la storia, come espressione dello sviluppo dello spirito umano, ha una parte preponderante nella preparazione dell'insegnante. L'esame non deve essere per nulla più facile di quello del Liceo, per questa parte.

Quanto all'insegnamento della Pedagogia e Filosofia, valgono le osservazioni fatte per il Liceo. La differenza appare manifesta nella diversa distribuzione degli argomenti. La parte storica (storia d'idee, soprattutto) viene a completare la storia civile generale.

Come si è avvertito per l'esame del corso inferiore, si deve guardare alla capacità di espressione, al padroneggiamento alla materia, alla chiarezza delle idee possedute.

Per le scienze, si tenga sempre presente che i candidati a questo esame sono molto probabilmente destinati all'insegnamento: si richieda, pertanto, molta chiarezza e precisione di concetti e di esposizione. Si raccomanda soprattutto di assicurarsi che gli esaminandi abbiano bene organizzate nella loro mente le nozioni acquistate e siano capaci di vedere e mettere in evidenza il nesso fra i vari argomenti. Si esigerà la citazione di esempi adatti a illustrare la tesi svolta e l'uso di materiale da dimostrazione, esemplari e figure, che il candidato dovrà mostrare di saper scegliere e adoperare.

Nell'Istituto Magistrale l'insegnamento del disegno deve essere condotto col criterio formativo comune a tutte le scuole di cultura, secondo i principi che già sono stati indicati; ma, a grado a grado che gli allievi si avvicinano al termine degli studi, si aggiungeranno quelle esercitazioni che possano giovare a porre il futuro maestro nella condizione di guidare i semplici esercizi dei bambini delle scuole elementari; e soprattutto di

utilizzare il disegno, questo potente mezzo di espressione, per rendere più chiare e pratiche le lezioni e più diligente ed attento lo studio dei piccoli caratteri in formazione che saranno a lui affidati.

Limitate siano, quindi, le esercitazioni di disegno geometrico e ridotto alle più elementari e fondamentali costruzioni; soppressa ogni pretesa di studio di prospettiva a base di regole che il più delle volte sono il trionfo della inesattezza; ristretto alla semplice rappresentazione geometrica ortogonale degli oggetti, con rapidi schizzi a mano libera, lo studio delle proiezioni. Si abbandonino, anche, gli esercizi di copie di fiori all'acquarello che si risolvono quasi sempre in anemiche cartoline illustrate, e si intensifichi la copia dal vero con qualsiasi mezzo grafico; ma, prevalentemente con esercitazioni alla lavagna con gessi bianchi e colorati; e si utilizzino gli schizzi e le documentazioni tratte dal vero da elementi naturali o da oggetti artificiali, per formarne piacevoli composizioni.

Esame d'ammissione all'a I^a classe del Liceo scientifico

Programmi uguali a quelli d'ammissione al corso superiore dell'Istituto tecnico.

Avvertenza

Liccome il liceo scientifico ha un carattere più culturale e meno pratico delle due sezioni dell'istituto tecnico l'esaminatore nel valutare le prove d'esame terrà conto di questo diverso carattere e richiederà una più profonda e seria capacità mentale.

Esame di maturità per i provenienti dal Liceo scientifico

ITALIANO

Prova scritta :

Come per il liceo classico.

Prove orali :

a) Storia letteraria e dell'estetica :

1. Il mondo poetico, politico, religioso, filosofico di Dante.
2. L'umanesimo. Il mondo poetico del Boccaccio e del Petrarca.
3. Il Rinascimento. Il mondo poetico dell'Ariosto.
4. La controriforma. Il mondo poetico del Tasso.
5. La trasformazione dello spirito italiano nel Seicento.
6. Lo scientismo. La letteratura del '700.
7. Il romanticismo. Rinnovamento del mondo poetico italiano.
8. Teorie estetiche e nuovi spiriti artistici nell'Italia risorta.
- b) Autori ed opere.

Il candidato dovrà mostrare di conoscere per lettura diretta di opere o parti di opere i seguenti autori :

1. Dante, Petrarca, Ariosto, Tasso.
2. Boccaccio, Sacchetti, ed altri novellieri dal xiv al xvii secolo.
3. Parini, Alfieri, Goldoni, Foscolo, Leopardi, Manzoni.
4. L. B. Alberti, Leonardo da Vinci, Michelangelo, Cellini, Vasari, Machiavelli, Guicciardini, Galilei, Torricelli, Vico, Filangeri, Galvani, Beccaria, Verri, Cuoco, Mazzini, Balbo, Gioberti, De Sanctis, Amari.
5. Carducci, Pascoli, D'Annunzio, Verga.

Questa prova consisterà o nell'esposizione delle opere lette o nella lettura e spiegazione di passi con riferimento al tutto secondo la natura delle opere scelte per l'esame.

(Durata della prova : 30 minuti.)

LATINO

Prova scritta :

1. Versione del latino in italiano di un brano di prosa di senso compiuto d'autore dell'età aurea o argentea di 30 righe circa (cinque ore). (Concesso l'uso del solo vocabolario).

2. Versione dell'italiano in latino d'un passo d'autore italiano di una quindicina di righe (cinque ore). (Concesso l'uso del solo vocabolario.)

Prove orali :

Come al liceo classico. Viene però concessa la scelta tra il n. 1 e n. 2; sono conversati i nn. 3, 4, 5, 6 et 7 (25 minuti).

LINGUA STRANIERA

Prova scritta :

Una relazione nella lingua straniera su un tema scelto dal candidato tra due proposti.

a) d'argomento scientifico,

b) d'argomento storico-letterario (cinq ore).

(Concesso l'uso del solo vocabolario.)

Prove orali :

1. Lettura corrente e spiegazione d'un brano di autore della lingua studiata, a scelta dell'esaminatore.

2. Esposizione d'un'opera scelta dal candidato tra quelle dei seguenti autori.

Per il francese :

Rabelais, Montaigne, Corneille, La Fontaine, Molière, Racine, La Bruyère, Fenelon, Montesquieu, Voltaire, Rousseau, X. de Maistre, Md. de Staël, Chateaubriand, Lamartine, Thiers, Hugo, Flaubert, Maupassant.

Per il tedesco :

1. Nibelungi, Lessing, Gessner, Bürger, Herder, Goethe, Schiller, Schlegel, Novalis, Tieck, Grimm, Platen, Heine, Hebbel, Wagner, Hauptmann, Sudermann, Treitschke.

Per l'inglese :

Bacone, Shakespeare, Milton, De Foe, Wift, Sterne, Macpherson, Burny, Scott, Moore, Byron, Shelley, Keats, Carlyle, Macaulay, Browning, Tennyson, Dickens, Ruskin, Kipling, Emerson, Longfellow, Witmann, Poe.

3. Conversazione di storia letteraria nella lingua straniera.

(Durata della prova : 30 minuti.)

STORIA

Lo stesso programma del liceo classico.

FILOSOFIA ED ECONOMIA POLITICA

Filosofia :

Conversazione sui seguenti argomenti :

1. Il problema della scienza nella sua storia.

Le scienze degli antichi (Matematica, Geographia, Chimica, Fisica, Astronomia). La scienza medievale (enciclopedia scolastica e tentativi di ricerche scientifiche particolari). Il rinascimento e il naturalismo (Telesio, Campanella, Copernico, Gilbert). La grande questione del sistema tolemaico e copernicano (Galilei). Il problema metodologico (Bacone, Descartes).

La scienza moderna. Recenti teorie sulla scienza (Croce, Maxwell, Mach, Poincaré, etc.).

2. Esposizione e commento di un classico della filosofia scelto nelle serie *B* e di uno nella serie *D* dei testi indicati per il liceo classico.

Economia politica :

Come al liceo classico.

(Durata della prova : 29 minuti.)

Avvertenza

Valgono le avvertenze fatte per la maturità del liceo classico. Al programma di greco corrisponde quello della lingua straniera, il programma filosofia è più ristretto; ma vi si aggiunge una parte di storia delle idee scientifiche almeno nella loro connessione con la filosofia.

MATEMATICA

Prova scritta :

Risoluzione d'un problema riguardante la materia degli esami orali.

(Durata della prova : cinque ore.)

Prova orale :

La prova orale si svolge, relativamente alle parti *A* e *B* del programma con le norme indicate per le parti omonime del programma di liceo. Solo che qui si richiede per sei dei capi della parte *B* ciò che ivi si richiede per cinque, e che fra questi sei capi debbono essere compresi, di obbligo, il 3°, il 4°, il 5°, il 6° e il 7°.

A) Calcolo dei radicali; potenze con esponenti frazionari.

Equazioni di 2° grado o riconducibili a quelli di 2° grado.

Esempi semplici di sistemi di equazioni di grado superiore al 1°.

Progressioni aritmetiche e geometriche.

Logaritmi. Uso delle tavole logaritmiche ed applicazione al calcolo di espressioni numeriche.

Calcolo combinatorio e binomio di NEWTON, Goniometria, Trigonometria rettilinea.

Principali formule di trigonometria sferica e cenni sulla risoluzione dei triangoli sferici.

Rappresentazioni grafiche delle funzioni di una variabile.

Derivate di x^m (m intero o frazionario, $\sin x$, $\cos x$ e $\operatorname{tg} x$.)

Significato geometrico e cinematico della derivata.

Massimi e minimi col metodo delle derivate.

Applicazioni dell'algebra alla geometria.

B) 1. Elementi di teoria dei numeri. Divisibilità. Numeri primi. Massimo comune divisore e minimo comune multiplo. L'indicatore $\varphi(n)$. Congruenze. Teorema di FERMAT e sua generalizzazione. Analisi indeterminata di 1° grado.

2. I numeri reali assoluti e relativi. Operazioni su di essi. Equazioni esponenziali.

3. La nozione di limite di una successione o di una funzione. Teoremi fondamentali che vi si rifeviscono. Nozioni di derivata e di integrale per le funzioni di una variabile. Derivata di una somma, di un prodotto e di una funzione di funzione.

4. Teoria della misura per la lunghezza e la superficie. Rettificazione della circonferenza e quadratura del cerchio.

5. Rette e piani nello spazio; ortogonalità e parallelismo. Minima distanza di due rette sghembe. Diedri, triedri, angoloidi. Poliedri; poliedri regolari.

6. Poliedri equivalenti, poliedri con volumi eguali.

7. La teoria della similitudine nello spazio.

8. Cilindro, cono e sfera. Aree e volumi relativi.

FISICA

Esame orale della durata di non meno di 20 e non più di 30 minuti.

Valgono gli stessi programmi e le stesse avvertenze che per il liceo classico; solo che ai candidati dal liceo scientifico si richiederà una conoscenza più approfondita delle varie teorie ed una maggiore familiarità nell'uso dei mezzi matematici.

SCIENZE NATURALI, CHIMICA E GEOGRAFIA

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti intorno ai seguenti argomenti :

Chimica e Mineralogia :

Corvi semplici o Elementi. Combinazioni. Rapporti di volume, condensazione dei componenti. Ossigeno, Idrogeno, loro proprietà. Acqua, suoi caratteri fisici e chemici, sua composizione e dissociazione. Combinazioni e miscugli. Rapporti ponderali e composizione costante delle combinazioni. Ipotesi sulla costituzione della materia. Mole, molecole, atomi. Teoria atomica. Pesi atomici. Uniformità di struttura molecolare dei gas semplici. Simboli, formole chimiche, equazioni. Vaenze. Esempi di combinazioni espresse in formole atomiche e di qualche facile reazione. Elettrolisi. Atomi. Joni. Acidi, Basi, Sali : definizioni ed esempi. Métodi per la determinazione dei pesi atomici : legge di Dulong e Petit. Raggruppamento degli elementi e sistema periodico del Mendeleeff. I minerali : caratteri fisici, chimici, organolettici. Stato cristallino. Proprietà fisiche dei cristalli. Classi dei cristalli : leggi di simmetria. Cloro, Bromo, Iodo, Fluoro e loro acidi. Composti ossigenati degli alogeni. Zolfo e suoi composti sotto l'aspetto chimico e mineralogico. Azoto, fosforo, arsenico loro principali composti e minerali. Carbonio, Silicio, Stagno, Piombo, loro principali composti e minerali. Stato colloidale, colloidi. Soluzioni e loro leggi principali. Metalli alcalini : Sodio, Potassio e loro composti. Sali di ammonio. Metalli alcalino-terrosi : Calcio, Bario, Stronzio, loro composti minerali più importanti. Magnesio è suoi sali. Rame, Argento, Oro e loro minerali. Alluminio e suoi composti. Ferro, Cobalto, Nichello : loro composti e minerali più importanti.

Saggi chimici di pel riconoscimento dei minerali.)

Chimica organica :

Caratteri chimici del Carbonio e delle sue combinazioni. Formole di costituzione. Isomeria. Radicali. Carburi d'Idrogeno. Sostituzione di radicali diversi all'Idrogeno. Serie omologhe. Principii di stereochimica : ipotesi del tetraedro. Isometria geometrica. Dissimetria e proprietà ottiche (potere rotatorio). Proprietà fisiche dei composti organici : solubilità, punto di ebullizione e di congelamento, calore di combustione, ecc. Meccanismo e caratteri generali delle reazioni della chimica organica in confronto con quelle della inorganica : reversibilità e irreversibilità, reazioni intermedie. Fattori delle reazioni : affinità, agenti energetici, catalisi e catalizzatori. Idrocarburi aciclici e ciclici. Funzione ossigenata : alcoli, eteri, confronto fra eteri e sali, differenze delle reazioni, fenoli aldeidi, acidi, zuccheri. Funzione azotata : amine, amidi, sostanze proteiche, composti organo-minerali. Le sostanze alimentari sotto l'aspetto chimico. Sostanze coloranti.

1. Biologia :

Caratteri essenziali degli esseri viventi : organismi e anorganismi. L'organismo come unità e le sue parti : cellule, tessuti, organi, sistemi organici. Uniformità fondamentale di costituzione e di struttura degli esseri viventi, e diversità delle forme. Principii di classificazione. Regno vegetale e regno animale : somiglianze e differenze.

2. Botanica :

Cellule e tessuti vegetali. Costituzione di una pianta superiore. Radice, germoglio e sue parti : fusto, foglie, fiori. Struttura e funzioni di queste parti. loro principali modificazioni e loro caratteri nei grandi gruppi di fanerogame. Come vive una pianta : nutrizione, assimilazione del carbonio, costruzione delle sostanze organiche, respirazione, traspirazione, circolazione della linfa. Relazioni delle piante col mondo esterno.

I grandi gruppi delle piante : Fanerogame; angiosperme e gimnosperme loro caratteri: cenno delle famiglie più importanti con esempii scelti fra le piante più comuni. Crittogame : Pteridofite, Alghe, Muschi, funghi, Licheni, con qualche cenno dei caratteri dei varii gruppi e delle specie più comuni, o più importanti.

3. Zoologia :

A. — Nozioni di anatomia e di fisiologia dell'uomo e degli animali. Il corpo umano, le sue parti. I vari sistemi organici e le loro funzioni : tegumento, scheletro, muscolatura, sistema nervoso, digerente, circolatorio, respiratorio, genito-urinario. Metabolismo. Secrezioni esterne ed interne. Gli organi di senso. Le funzioni nervose e la vita di relazione.

B. — I grandi « Tipi » animali I Vertebrati, caratteri del tipo delle varie classi in cui si suddivide. Posizione dell'uomo fra i mammiferi, caratteri comuni con le scimmie antropoidi, caratteri propri dell'uomo.

C. — 1° Artropodi : caratteri del tipo e delle classi in cui si suddivide;

2° Vermì : caratteri del tipo e delle classi in cui si suddivide;

3° Molluschi : caratteri del tipo e delle classi in cui si suddivide;

4° Echinodermi : caratteri del tipo e delle classi in cui si suddivide;

5° Celenterati : caratteri del tipo e delle classi in cui si suddivide;

6° Protozoi : caratteri del tipo e delle classi in cui si suddivide.

D. — Fenomeni biologici più notevoli con esempii tratti dagli animali e dalle piante.

1. Processi di rigenerazione e di riproduzione. Riproduzione agamica, sue varie forme. Riproduzione sessuale : caratteri sessuali primarii e secondarii, ermafroditismo, partenogenesi. Processi di fecondazione e di sviluppo. Sviluppo diretto e indiretto, metamorfosi, forme larvali e loro significato. Generazioni alternanti : varii casi ; loro significato biologico.

2. Adattamenti. Reazioni immediate e reazioni lente degli organismi

verso l'ambiente. Colori protettori (funzione cromatica). Mimetismo: interpretazione di questi fenomeni.

3. Relazioni fra gli esseri viventi e il mondo esterno. I varii ambienti biologici: terrestri, marini e d'acqua dolce.

4. Relazione degli e esseri viventi fra di loro. Varie forme di simbiosi. Associazioni e società animali. Relazione fra piante e animali. Parassitismo.

5. Principali parassiti delle piante e degli animali: più particolarmente di quelli dell'uomo. Modi di propagazione dei parassiti e dei germi patogeni.

I candidati dovranno dimostrare una buona conoscenza dei processi biologici, di quelli soprattutto che implicano nozioni di fisica e di chimica. Essi saranno anche chiamati a esporre i caratteri, non soltanto dei principali tipi di organizzazione, ma anche delle classi di ciascun tipo e, per quanto si riferisce ai Mammiferi e agli Insetti, degli ordini in cui si suddividono le classi medesime.

Per le istruzioni generali si veggia quelle per il Liceo classico.

Geografia e geologia:

1. Geografia astronomica: La terra nell'universo e nel sistema solare. Forma, dimensioni, movimenti. Coordinate geografiche. Carte geografiche, loro costruzione ed uso.

2. Geografia fisica. Forme del suolo. Acque oceaniche e continentali. Chimica e fisica del mare: suoi movimenti: correnti, onde, maree. Circolazione dell'acqua. La costituzione delle rocce. Processi costruttivi e distruttivi: sedimentazione, erosione, denudazione, ecc. Vulcani, loro distribuzione. Fenomeni vulcanici. Climi, loro fattori. Distribuzione geografica delle piante e degli animali: ambienti biologici.

3. Nozioni di geologia. Ipotesi intorno alla formazione della terra e della crosta terrestre. Ere geologiche e loro principali caratteri litologici e paleontologici. Cenno sulla costituzione fisica e sulla carta geologica dell'Italia.

4. Geografia antropica. Distribuzione degli uomini alla superficie della terra. Razze, popoli, religioni, ordinamenti politici, condizioni economiche: agricoltura, industri, commercio, vie di comunicazione. Sedi umane.

5. Descrizione generale, fisica, antropica ed economica dell'Europa. Il Mediterraneo, le Alpi.

6. Geografia fisica, antropica ed economica dell'Italia. Le varie regioni dell'Italia. L'espansione dell'Italia all'estero. Le colonie italiane.

7. Le altre regioni di Europa. Gli Stati europei e le loro colonie.

8. Le altre parti del mondo. Descrizione generale fisica, antropica ed economica di ciascuna di esse. I principali Stati indipendenti e i domini coloniali di ciascuna parte del mondo, con speciale rapporto alle relazioni con l'Europa e con l'Italia.

9. Importanza degli oceani Atlantico, Pacifico e Indiano per la navigazione e il commercio. Confronti statistici e sguardo riassuntivo ai rapporti politici ed economici mondiali con speciale riguardo all'Italia.

Relazione di letture fatte dal candidato.

Questo esame dovrà avere lo scopo di saggiare non tanto la quantità di nozioni acquistate dal candidato, quanto il modo come le cose imparate si sono organizzate nella sua mente. Non si richiederanno, pertanto, inutili sforzi mnemonici, sfoggio di nomi e di descrizioni, ma si esigerà dal candidato il pieno possesso di concetti chiari e precisi e la capacità di associare i vari fenomeni naturali e di rendersi conto dei problemi ch'essi ci presentano e dei metodi d'indagine con cui vengono affrontati.

Le interrogazioni saranno fatte, preferibilmente, in maniera (e ciò è sempre possibile) da associare le nozioni che i giovani hanno acquistate nei diversi insegnamenti: quelle di fisiologia, p. es., con quelle di fisica e di chimica, quelle di zoologia e botanica con quelle di geografia e di geologia, ecc.

DISEGNO***Prova grafica :***

Il candidato eseguirà uno schizzo da fotografia o stampa o calco di un frammento architettonico e decorativo.

Oppure uno schizzo dal vero d'un oggetto d'arte applicata.

Allo schizzo il candidato aggiungerà delle note illustrative e comparative sullo stile, sull'epoca, sulle caratteristiche del soggetto disegnato, intorno al quale gli esaminatori non daranno alcuna indicazione.

Alla prova debbono essere concesse otto ore di cui due di riposo ad intervalli.

Le note aggiunte serviranno alla valutazione del lavoro, ma chi le giudicherà terrà conto delle grandi difficoltà che presenta la caratterizzazione d'uno stile.

Si terrà molto conto della capacità di osservazione che si dimostra nel non trascurare elementi essenziali e nel conservare il giusto rapporto tra le parti e gli elementi del soggetto riprodotto.

L'indirizzo dell'insegnamento del disegno nel liceo scientifico sarà quello culturale, quasi un corso teorico pratico di storia dell'arte ristretto all'architettura ed alle cosiddette arti minori.

**Esame di ammissione
alla 1^a classe del Liceo femminile**

ITALIANO***Prova scritta :***

Relazione su di un argomento familiare alla candidata (4 ore).

Prove orali :

1. Lettura ad alta voce con senso e corretta pronuncia d'un passo di di prosa o poesia.

Spiegazione del passo letto (autori dal XIX al XX secolo).

2. Esposizione d'un'opera o parte di opera scelta tra le seguenti:

a) SETTEMBRINI: *Ricordanze*; PELLICO: *Le mie prigionie*; D'AZEGLIO: *I miei ricordi*; Memorie autobiografiche degli uomini del Risorgimento (commento storico).

b) OMERO: *Iliade* e *Odissea* (episodi); VIRGILIO: *Eneide* (episodi); PLUTARCO: *Vite* (un parallelo); SHAKESPEARE: Una tragedia d'argomento romano; ALFIERI: Una tragedia d'argomento classico (commento estetico e storico).

c) ARIOSTO: *Orlando furioso* (sei canti); TASSO: *Gerusalemme liberata* (sei canti); GOLDONI: *Commedie* (una commedia); PARINI: *Il giorno*; FOSCOLO: *Sonetti*; MANZONI: *I promessi sposi* (commento estetico).

3. Recitazione a memoria d'una poesia di grande valore artistico. (20 minuti).

Prova scritta:

1. Versione dal latino in italiano d'un passo d'autore dell'età aurea dell'estensione di 15 righe.

(Concesso l'uso del solo vocabolario) (5 ore).

Prove orali:

1. Illustrazione di una figura della storia cartaginese o greca. Traduzione d'una vita di CORNELIO NIPOTE (una greca e una cartaginese) e di passi del *De bello gallico* di CESARE raccolti ad illustrare un episodio.

2. Concezioni morali romane. Traduzione di favole di FEDRO e di brani caratteristici e facili di CICERONE.

3. Mitologia romana. Religiosità romana. Traduzione di facili passi scelti da LIVIO e da OVIDIO riguardanti la religiosità e la mitologia romana.

4. Recitazione a memoria e traduzione di qualche facile poesia di CATULLO, o di qualche elegia di TIBULLO o di OVIDIO (20 minuti).

STORIA

Conversazione sui seguenti argomenti:

1. Nozioni sulla vita pubblica e privata, leggi, usi, costumi, religione della Grecia antica.

2. Usi, costumi, vita privata e vita pubblica, ordinamento statale e religione dei Romani.

3. Vita, costumi, religiosità del popolo ebraico.

4. Letture storiche relative a queste tre civiltà (20 minuti).

GEOGRAFIA

Conversazione sui seguenti argomenti:

1. L'Italia in particolare (coste, orografia, popolazione, città, monumenti, vie di comunicazione).

2. L'Europa in generale (fisica e politica).

3. Lettura di carte geografiche riferentesi anche alle altre parti del mondo : e conoscenza degli elementi delle carte topografiche.

DISEGNO

L'esame consta di una prova uguale a quella per l'ammissione all'Istituto Magistrale corso superiore.

MUSICA CANTO CORALE

Programma uguale a quello d'ammissione al corso superiore dell'Istituto Magistrale.

STRUMENTO MUSICALE

(Pianoforte o violino)

Programma uguale a quello di ammissione al corso superiore dell'Istituto Magistrale.

Avvertenze

Nell'esame d'ammissione al Liceo femminile, si richiede una preparazione simile a quella dell'ammissione alla quarta ginnasiale, o a quella dell'ammissione all'Istituto magistrale superiore. Si guarderà molto al gusto con cui si leggono gli autori prescelti ed alla signorilità dell'espressione. L'esame sarà sempre una conversazione in cui la candidata deve fare una relazione delle sue letture, mostrandosi capace di padroneggiarle.

Esame di licenza^a dal Liceo femminile

ITALIANO

Prova scritta :

Un saggio di critica letteraria sul programma degli esami orali (cinque ore).

Prove orali :

1. La vita pubblica e privata italiana nel '300, nel Rinascimento, nel periodo della decadenza politica ('600-'700) nel periodo del Risorgimento.

2. Lettura e commento storico e estetico di passi dalle seguenti opere :

DANTE, *Divina commedia* e *Vita nuova*.

BOCCACCIO, *Novelle scelte*.

PETRARCA, *Rime*.

ARIOSTO, *Orlando furioso*.

TASSO, *Gerusalemme liberata*.

MACHIAVELLI, *Discorsi e Il Principe*.

PARINI, *Poesie*.

GOLDONI, *Commedie* (una).

ALFIERI, *Tragedie* (una).

MONTI, *Poesie*.

FOSCOLO, *Sepolcri e Sonetti, Le Grazie*.

CARDUCCI, *Poesie*.

PASCOLI, *Poesie*.

3. Relazioni di letture fatte da un'antologia della critica letteraria italiana, compresi sempre qualche saggio del De Sanctis.

4. Recitazione a memoria di poesie di valore artistico (renta minuti).

LATINO

Provo scritta:

Traduzione d'un passo dal latino in italiano dell'estensione di almeno 20 righe e di scrittore dell'età aurea o argentea (cinque ore). Concesso il vocabolario.)

Prove orali:

1. Traduzione e commento estetico di parti delle seguenti opere:

VIRGILIO, *Georgiche* (un libro).

Id. *Eneide* (un libro).

ORAZIO, *Odi* (una diecina scelte in modo da svolgere un argomento).

ORAZIO, *Una satira o un'epistola*.

CATULLO, *Carmina* (200 versi).

OVIDIO, TIBULLO, PROPERZIO, *Elegie* (500 versi).

2. Traduzione e commento storico di passi dei seguenti autori:

LIVIO, *Narrazioni riferentisi alle Istuzioni romane*.

CICERONE E PLINIO IL GIOVANE, *Figure ed aspetti della vita pubblica e privata romana*.

TACITO, *Roma durante l'impero* (luoghi scelti).

3. Illustrazione di monumenti romani su di un atlante di antichità classiche (trenta minuti).

FILOSOFIA

1. Il problema estetico. Illustrazione mediante il commento di passi di un autore scelto tra i seguenti:

PLATONE: *Repubblica X*.

ARISTOTELE: *Poetica* (passi scelti).

VICO: *Scienza nuova* (poetica).

KANT: *Critica del Giudizio* (sul bello).

CROCE: *Breviario d'estetica*.

2. Il problema della conoscenza. Commento di passi ed esposizione d'una delle opere seguenti:

ARISTOTELE : *Organon* (passi scelti).

CARTESIO : *Discorso e meditazioni*.

KANT : *Critica della Ragion pura* (passi scelti).

LOCKE : *Saggio sull'intelletto umano* (scelta).

LEIBNIZ : *Nuovo saggio* (scelta).

GALLUPPI : *Lettere filosofiche e Lezioni* (passi scelti).

ROSMINI : *Breve esposizione del mio sistema*.

SPAVENTA : *Logica e Metafisica* (Parte I).

3. Il problema morale. Illustrazione di passi ed esposizione d'una delle seguenti opere :

ARISTOTELE : *Etica a Nicomaco*.

Nuovo Testamento (estratti relativi alla morale).

SPINOZA : *Etica* (Parte III).

KANT : *Critica della Ragion pratica*.

ROSMINI : *Principi di scienza morale*.

4. Esposizione d'un dialogo di Platone.

(Durata dell'esame 20 minuti.)

DIRITTO ED ECONOMIA POLITICA

Conversazione della durata di 40 minuti sui seguenti argomenti :

Diritto :

L'ordinamento costituzionale italiano Cittadinanza. Famiglia. Proprietà. Obligazioni. Successioni. Delitti e pene. L'azione giudiziaria civile e penale. L'ordinamento amministrativo dello Stato.

Economia :

Utilità. Valore. Ricchezza.

Produzione e distribuzione della ricchezza.

Moneta e banche.

Protezionismo e libero scambio.

Libera concorrenza. Monopoli. Statizzazione.

Tassazione (sistemi di tassazione).

LINGUA FRANCESE

Prova scritta :

Traduzione dall'italiano nella lingua francese di un passo d'autore del secolo XIX dell'estensione di almeno 20 righe a stampa (senza vocabolario, 2 ore).

Prova orali :

1. Lettura e spiegazione d'un brano scelto dalla Commissione.

2. Relazione d'un classico letto dalla candidata che presenterà un elenco di 6 opere tra le quali la Commissione sceglierà.

3. Conversazione in francese su di argomenti di storia letteraria francese.

4. Recitazione d'una poesia francese a memoria.
(Durata della prova 30 minuti.)

LINGUA TEDESCA O INGLESE

Le stesse prove che per la 1^a lingua straniera salvo che la conversazione di cui al n. 3 delle prove orali si potrà svolgere in lingua italiana.

STORIA

Conversazione della durata di 20 minuti sui seguenti argomenti :

1. La civiltà medioevale.
2. Regni barbarici. Feudalesimo. Comuni. Signorie. Papato ed impero.
3. La civiltà italiana nel Rinascimento.
4. Il periodo della riforma e controriforma.
5. La formazione dei grandi stati europei.
6. La colonizzazione degli altri continenti.
7. La rivoluzione francese.
8. La restaurazione.
9. Il Risorgimento italiano.
10. Assetto europeo dopo la guerra mondiale.
11. Relazione di letture storiche riferentesi al Risorgimento italiano (Botta, Balbo, d'Azeglio, Gioberti. etc.)

GEOFRAFIA

Conversazione della durata di 15 minuti sui seguenti argomenti :

1. Razze, lingue, religioni, occupazioni.
2. Nazioni, stati, e loro fattori di vita, sviluppo e difesa. Suolo, popolazioni, sedi umane, condizioni intellettuali, sociali, politiche.
3. Distribuzioni dei principali prodotti. Emigrazione e colonizzazione.
4. Vie di comunicazione studiate sulle carte geografiche.
5. Relazioni di letture geografiche (viaggi).

DISEGNO

Prova orale.

Consisterà in una conversazione nella quale l'esaminatore si renderà conto se la candidata ha notizia delle varie tecniche per le arti applicate al lavoro, alla ceramica, allo sbalzo, al cuoio, al ricamo, al riporto, ecc., e se ha notizie dei più famosi esemplari di arti decorative.

Prova pratica.

Esecuzione d'un lavoro ornamentale su oggetto casalingo.

Si pone in guardia l'esaminatore contro il pericolo del dilettantismo cui tenderanno le candidate meno esteticamente educate. Il lavoro potrà

magari presentare dei difetti tecnici, ma deve dar prova di buon gusto e di capacità d'ispirazione diretta. Per l'esecuzione della prova pratica debbono essere concesse almeno 3 ore e la possibilità di fornirsi di modelli dal vero (fiori, foglie, ecc.). La prova orale durerà circa 15 minuti.

STORIA DELL'ARTE

Il programma d'esame è lo stesso che nel liceo classico.

Nel liceo femminile si richiederà una più profonda conoscenza delle cosiddette arti décorative considerata la funzione che la donna assume nell'ordinamento estetico della casa. Si richiederà, invece, una conoscenza meno profonda della storia dell'architettura. Si terrà molto conto della capacità di apprezzare le opere d'arte chiedendo dei giudizi e le ragioni dei giudizi intorno ad opere d'arte di cui si mostreranno le fotografie. Le descrizioni debbono essere sempre d'opere conosciute direttamente o di opere di cui si tenga presente una buona riproduzione. In questi esami, l'esaminatore deve avere a disposizione abbondanti materiali.

MUSICA E CANTO CORALE

La candidata deve :

a) scrivere sotto dettatura ritmica brevi e facili proposizioni (ritmi) ne tempi composti (a movimenti ternari) 6/8, 9/8, 12/8 (facoltativo, un facile dettato melodico).

b) Leggere a prima vista (lettura misurata) un solfeggio di media difficoltà scritto in chiave di *sol* o di *fa* (alternate) con l'impiego dei tempi semplici e composti più usati.

c) Cantare a prima vista un facile canto con parole (estensione-voce media), scritto in tonalità fino a 6 *diesis* o 6 *bemolli*, con facili andamenti diatonici, melodici.

d) Come le prova d) del corso superiore dell'Istituto Magistrale ; dimostrando inoltre di conoscere la migliore musica vocale da camera, antica e moderna (arie antiche raccolte dal PARISOTTI, melodie di SCHUBERT, SCHUMANN, CHOPIN, ecc.

(Durata : 20 minuti.)

La prova c) dev'essere fatta seguendo le norme date per il corso inferiore alla stessa lettera.

STRUMENTO MUSICALE

(Pianoforte)

La candidata deve :

a) Eseguire uno studio estratto a sorte fra i tre scelti dalla candidata nelle seguenti opere : GRAMER, *Cinquanta studi scelti da Beethoven* e CZERNY, *L'arte di rendere agili le dita* (op. 740) ; JENSEN, *Studi* (op. 8 e 22).

b) Eseguire un pezzo estratto a sorte fra i tre preparati e scelti dalla candidata fra le invenzioni a tre voci e le *Suites* francesi di BACH.

c) Eseguire a sua scelta un pezzo di media difficoltà di autore italiano antico (FRESCOBALDI, SCARLATTI), e una suonata facile scelta tra gli autori classici : HAYDN, MOZART o BEETHOVEN (op. 49 e 79), e un pezzo di media difficoltà scelto tra gli autori romantici, o tra i moderni, come : WEBER (pezzi per piano), MENDELSSOHN (romanze senza parole), SCHUMAN op. 118 e 68 (i meno facili), CHOPIN (Marzurke e preludi), GRIEG (pezzi lirici), SGAMBATI, MARTUCCI.

d) Leggere a prima vista un brano facile di musica per pianoforte.

(Violino)

La candidata deve :

a) Eseguire alcuni esercizi e scale fino alla 7^a posizione.

b) Eseguire uno studio fra i quattro da lei preparati e scelti liberamente dai 42 studi di KREUTZER (esclusi i più facili) e nei 36 di FIORILLO.

c) Eseguire un pezzo di difficoltà, per violino solo, di autore italiano antico a sua scelta.

d) Esecuzione a prima vista di un facile pezzo di musica per violino solo o per violino e piano.

DANZA

La prova di esame non riguarderà propriamente le danze, ma brevi nozioni storiche intorno alla danza, alcune prove pratiche prove di ginnastica ritmica, tanto individuali quanto collettive, che devono particolarmente ispirarsi a quelle ideate da J. DALCROZE.

LAVORO FEMMINILE

La candidata estrarrà a sorte ed eseguirà uno dei seguenti temi :

1. a) Esecuzione di due polsini di camicia per fanciullo di dieci anni; uno finiti e l'altro preparato. — b) Saggio di crespette fitte strisciate, riprese e fermate a punti decorativi in cotone a colori (da tipi tradizionali italiani). — c) Saggio di smerlo per scollo, una breve tratta finita; uno degnato e imbastito a pieno e uno disegnato e imbastito a vuoto.

2. a) Esecuzione di piegoline a filza, a mazzi alternati con qualche punto decorativo molto semplice in bianco. — b) Saggio di ricamo decorativo su « greche » incrociate, a grosso punto moderno per inquadatura di una pedana di tela. — c) Rimesso a ferri da calza con cotone semitorto per la riparazione di un calcagno e sua applicazione.

3. a) Esecuzione di una vesticiuola di minima misura per bambina, in velatino, con qualche spunto decorativo a piacere. — b) Due inizi di rammendo: uno di precisione e l'altro più sviluppato, di adattamento; entrambi con il medesimo metodo e sullo stesso tessuto. — c) Un saggio di ricamo a punto tagliato e uno intaglio (« Richelieu ») con le travettine classiche a « picots ».

4. a) Saggio di applicazione dei gheroni laterali di una camicia da donna con tratto di impuntura a cordoncino eseguita a mano. — b) Saggio di impunture ornamentali a mano, curvilinee e parallele; e un saggio delle stesse a macchina. — c) Saggio di ricamo in bianco a seminato di palloncini aggregati e di minuscoli ramoscelli sparsi.

5. a) Esecuzione di un camicino da neonato tracciato, tagliato, cucito a mano e a macchina e lievemente ornato. — b) Applicazione accurata di una incrostazione e analoga esecuzione di un rappezzo casalingo. — c) Composizione di un copribusto in velato di carta con spunto di ornamento in ricamo.

6. a) Esecuzione di una sottoscollatura a targa in organdis, con orlo a giorno ai tre lati e un saggio di ricamo (o trina), al lato superiore. — b) Esecuzione di una busta in tela per forbici e di un libretto in leggera flanella bianca per aghi, con spunti ornamentali. — c) Composizione di un fondo di gonna in velatino per fanciulletta, con qualche saggio di esecuzione.

7. a) Esecuzione di una federa da guanciaie per culla, in tela, con brevi saggi delle varie cuciture, degli occhielli e attaccature di bottoni. — b) Esecuzione di una custodia per fazzoletti con qualche saggio di ornamentazione e sfilato. — c) Creazione di un paralume tulipano in seta colore su colore, per lampada da tavolino.

8. a) Esecuzione di una imbracatura a calzoncino per bimbo con saggio di cucitura a mano e a macchina, di occhiello e attaccatura di bottone. — b) Piccolo saggio di ricamo su reticello ispirato ai modelli dei laboratori di Brianza o dell'Antella. — c) Veste da libro in tela sfilata con saggio di punto Siciliano e con iniziato monogramma.

9. a) Esecuzione di una scuffietta da bimbo disegnata, tagliata, composta e cucita con qualche spunto decorativo. — b) Saggio di punti decorativi semplici e complessi; parte in cotone da ricamo su tela; parte in seta sfilata su tessuti da sartoria. — c) Composizione di mezza camicetta a kimono per fanciulla in velatino di carta con accenni di ornamentazione.

10. a) Preparazione ed esecuzione parziale di un fazzoletto di battista a orlo bucato e piccola cifra su scudetto in cordoncino. — b) Esecuzione di una tasca da grembiale-veste su modello a busta, con occhiello e bottone. — c) Esecuzione accurata di almeno sei tovagliolini in carta di seta leggermente ornati e geometricamente piegati e sovrapposti.

11. a) Saggio di montatura delle crespie applicata a un grembiolino per bambina in mussola bianco. — b) Saggio di gallone in tela per applicazioni ornamentali con vari saggi di punti decorativi in colore. — c) Saggio di applicazione del sopragitto a filza per congiungere una leggera trina a un orlo di cucito; saggio di sopragitto ordinario.

12. a) Esecuzione di un sacchetto quadrato o rettangolare in tela, per cuscino, con saggio di punto di riviera. — b) Applicazione di uno sbieco di tulle a uno scollo di camicia con breve spunto di ricamo a piacere. — c) Composizione di un grembiulin-veste in velato di carta con saggi di guarnizione e pieghettato.

13. a) Esecuzione di un corpetto combinato a un sottanino per bimba

di cinque anni, con saggi di cuciture a mano e a macchina. — *b*) Creazione di una sottocoppa per il bicchier d'acqua con sobrio e internato spunto di ricamo a punto di arazzo. — *c*) Preparazione di una breve tendina da vetrata in organdis orlato a giorno con la macchina e con riflessi a colori in nastro di seta.

14. *a*) Esecuzione di un bavaglino di tela con saggi di cucito e di punti ornamentali. — *b*) Preparazione di una manica di camicina per ragazzo con saggi delle cuciture che vi attengono. — *c*) Ideazione di un pannello da parete con spunto di ricamo a punto lanciato in ornato (stile Cambellotti).

15. *a*) Sprone per camicia da donna con spunto di ricamo in passato a curve intrecciate. — *b*) Scarponcino in filato di lana per bimbo lavorato con i ferri da calze; campioncino annesso di esecuzione all'uncinetto. — *c*) Mitra da the in tela rusticana con spunti di ricamo ispirati a una delle più note industrie paesane.

La candidata dovrà poi svolgere alla prova orale uno dei seguenti temi :

1. Discussione sul lavoro presentato (1) :
 - a*) Linea di costruzione di una manica di camicia alla lavagna.
 - b*) Preventivo del fabbisogno e della spesa per la camicia intera.
 - c*) Criteri di analogia e rapporto fra i punti di trina e il ram-mendo.
2. Discussione sul lavoro presentato :
 - a*) Linee di costruzione di un colletto alla lavagna.
 - b*) Modo di servirsi del nastro centimetrato e di annotare le misure.
 - c*) Criteri su la scelta dei punti decorativi in rapporto all'utilità.
3. Discussione sul lavoro presentato :
 - a*) Linee di scollo alla lavagna, e spunto di disegno ornamentale.
 - b*) Criteri generali sulle armonie fra materia prima e mano d'opera.
 - c*) Improvvisazione di un cappuccio per bimba in velato di carta.
4. Discussione sul lavoro presentato :
 - a*) Presa delle misure per una camicia da ragazzo sul manichino.
 - b*) Preventivo del fabbisogno e linee dello sprone alla lavagna.
 - c*) Criteri e norme per la esecuzione e applicazione delle riviere.
5. Discussione sul lavoro presentato :
 - a*) Linee di costruzione alla lavagna per una camicina intera da bimba.
 - b*) Criteri sul taglio a Kimono e senso di correttezza nell'applicarlo.

(1) La discussione comprende un referendum che, oltre a riguardare le osservazioni e i rilievi della Commissione comprende le domande su le misurazioni, preventi, le qualità di merce, i prezzi di acquisto, e i prezzi di costo, ecc. secondo il caso e i criteri della Commissione stessa nei limiti di tempo consentiti dalla economia scolastica.

(2) L'osservazione deve cadere sull'interesse della bassa speculazione per la quale oggetti di biancheria manufatta con tessuti di infimo valore sono carichi di falsature a ricamo meccanico di bassissima qualità a causa del discernimento travolto delle compratrie che non sanno non desiderare le contraffazioni delle industrie manifatturiere.

c) Utilizzazione dei ritagli; modo di produrli ad un minimo assoluto.

6. Discussione sul lavoro presentato :

a) Linee di costruzione alla lavagna di calzoncini per bambina.

b) Nomenclatura esatta e corretta delle parti principali e accessorie.

c) Criteri di proporzione e armonie nell'uso delle guarnizioni (2).

7. Discussione sul lavoro presentato :

a) Presa delle misure sul manichino per un corpetto da bambina.

b) Improvisazione di un modellino di vestina in velato di carta.

c) Criteri di ricognizione sulla applicazione delle mercerie.

8. Discussione sul lavoro presentato :

a) Dimostrazione alla lavagna di qualche rapporto di misura.

b) Criteri di ricognizione dei vari tessuti per biancheria di casa.

c) Adattamento del rammendo al grado di svalorizzazione dell'oggetto.

9. Discussione sul lavoro presentato :

a) Linee di costruzione alla lavagna di un giubbotto da bimbo.

b) Criteri sulla utilità dei lavori di maglia a mano, secondo i casi.

c) Dell'abolire e del conservare. Criteri relativi alla calza.

10. Discussione sul lavoro presentato :

a) Modellino di cuffia in velato di carta.

b) Linee alla lavagna di uno scollo a spalline per camicia.

c) Criteri di confronto fra il punto di Assisi e il punto tappezzeria.

11. Discussione sul lavoro presentato :

a) Linee di costruzione alla lavagna di un piccolo grembiule veste.

b) Nomenclatura e applicazioni dei vari accessori di merceria.

c) Mezzi per raggiungere la perfetta pulizia del lavoro in corso.

12. Discussione sul lavoro presentato :

a) Misurazioni e linee per la esecuzione di una camicia da notte.

b) Geografia dei più rinomati e preziosi punti italiani.

c) Nomenclature e usi dei principali filati da ricamo e da maglia.

13. Discussione sul lavoro presentato :

a) Linee di costruzione alla lavagna di una cuffia da notte.

b) Prova di saper usare la macchina e di saper terminare le cuciture.

c) Prova di saper ridurre le dimensioni di un modello o di un disegno.

14. Discussione sul lavoro presentato :

a) Calcolo del quantitativo di una tela battista per sei fazzoletti.

b) Nomenclatura ordinata di tutte le cuciture semplici e composte.

c) Prova di saper usare il manichino classico e calcolare i rapporti.

15. Discussione sul lavoro presentato :

a) Linee di costruzione alla lavagna di una tasca da sovrapporre.

b) Criteri che limitano l'espansione alla sarteria domestica.

c) Criteri moderatori del cattivo gusto derivato dalla modernità.

I temi sono diversi per ogni scolara, o gruppo, di scolare non trattandosi di concorso ma di esame. Ciò che tutte debbono ugualmente dimostrare è la capacità di cucire a mano con precisione ed un *automatismo* di grado avanzato.

All'esame deve essere accordata una giornata con circa sei ore di lavoro, interrotte da due di riposo. Per la prova alla lavagna e la conversazione si accorderanno venti minuti circa.

Sarà bene che ogni candidata si presenti con delle note personali riguardanti le disposizioni e predilezioni prenotate dall'insegnante che l'ha istruita e di cui si terrà conto nello scegliere il tema della prova orale e alla lavagna.

Nella valutazione si deve tener conto del gusto, del senso di misura e del possesso di quel discernimento che lascia saviamente interpretare tutte le libertà consentite dall'arte.

S'intende che la candidata accorderà le prime ore del suo tempo alla prova di cucito e ricamo e che limiterà l'estensione del saggio in rapporto al numero dei saggi che il tema sorteggiato richiede.

L'esame consisterà in una conversazione della durata di 15 minuti nei seguenti argomenti :

1. I concetti dell'economia politica riferiti all'economia domestica.

Bisogni economici. Loro subordinazione ai valori etici della famiglia. Produzione, distribuzione e consumo della ricchezza nella famiglia. Beni economici fondamentali per la famiglia. Servizi fondamentali. Valore dei beni e costo dei beni.

Il capitale familiare. Conservazione e reintegrazione. Quota d'ammortamento per la reintegrazione del capitale domestico. Il risparmio e il capitale familiare. Il lavoro domestico. Rapporti morali connessi al lavoro domestico. Piccola mano d'opera familiare (persone a servizio; cucitrice, sarta; lavandaia, stiratrice, ecc.). Rapporti speciali che ad essa siconnettono. Dell'assicurazione obbligatoria delle persone di servizio. Come si fa una consegna di materiale e revisione di consegna. Nota della lavandaia e consegna.

L'amministrazione della casa. Bilancio preventivo e consuntivo. Registro giornaliero delle spese e registro per materie. Equilibrio economico e pareggio finanziario. Tenore di vita.

2. Archivio domestico. Inventari. Documenti familiari (atti di stato civile o annotazioni necessarie per ottenerli) Atti patrimoniali (contratti; ricevute di pagamenti; ecc.) Annotazioni storiche intorno ai membri della famiglia (studi, professori, malattie, cure, ecc.).

3. La casa. Caratteri generali della casa dal punto di vista igienico e economico (aria, luce, acqua). Distribuzione ed assegnazione degli ambienti. Modo di ammobiliarli. Mobilio necessario e mobilio ornamentale. Modi di adornare la casa. Pulitura e conservazione dei mobili. Conservazione dei tappeti, delle tende, ecc. Conservazione delle coperte di lana. I letti (pulizia dei letti); Spazzatura. Areazione. Illuminazione. Pulitura dei pavimenti, ecc. Armamento della cucina e governo di essa.

4. Gli abiti e la biancheria. Cure che richiedono.

5. L'alimentazione. Verdure. Cereali. Carni. Formaggi. Frutta. Ali-

menti nervi (the, caffè, cacao). Modi di acquisto, modi di conservazione, modi di preparazione. Valore alimentare e valore commerciale. Composizione mista dei pasti e rapporto in cui i vari alimenti debbono entrarci. Nomenclatura dialettale dei cibi e corrispondente nomenclatura italiana.

Utilizzazione dei residui e conservazione degli avanzi.

Alimentazioni speciali e loro preparazioni (per bambini da divezzare: per ammalati; per convalescenti, etc.).

6. Animali domestici, loro utilità e cure che richiedono.

7. Dell'influsso che l'organizzazione economica famigliare può avere sull'organismo etico della famiglia.

Avvertenze

Gli esami del liceo femminile debbono essere un saggio di cultura generale. Senza molte minuzie, essi debbono dar prova che le candidate sono in grado di leggere ed apprezzare i migliori scrittori delle singole letterature, che hanno un'idea abbastanza concreta del mondo in cui debbono vivere, e sufficiente finezza spirituale per potervi esercitare la loro missione moralizzatrice. Questi elementi sono troppo sottili perchè possano chiaramente fissarsi in un programma di esame, ma l'esaminatore tenendoli presenti e tenendo presente la natura e lo scopo dell'istituto, potrà formarsi una chiara idea del modo di interrogare che dovrà usare, e dei limiti del programma materialmente indicato.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re :

Il Ministro della Pubblica Istruzione

GENTILE.

ALLEGATO C

(Art. 14)

Anni scolastici nei quali è concessa la presentazione di programmi d'esame non in tutto corrispondenti a quelli annessi ai presente decreto

1. Esame di licenza dalla Scuola complementaire :
1923-24 per tutte le materie.
1924-25 per tutte le materie escluse la scienza naturale e la computisteria.
2. Esame di ammissione alla IV ginnasiale :
1923-24 per tutte le materie.
3. Esame di ammissione alla I classe del Liceo :
1923-24 per tutte le materie.
4. Esame di maturità per i provenienti dal Liceo :
1923-24 per tutte le materie.
5. Esame di ammissione alla I classe del corso superiore dell'Istituto tecnico :
1923-24 per tutte le materie.

- 1924-25 per l'italiano, il latino, la storia e geografia, matematica e disegno.
- 1925-26 per il latino.
6. Esame di abilitazione per i provenienti dalla Sezione di agrimensura :
- 1923-24 per l'italiano, la storia, la matematica, la fisica, l'agricoltura e la topografia, le scienze naturali, la geografia, la chimica, le costruzioni.
- 1924-25 per le scienze naturali, la geografia, la chimica, le costruzioni.
7. Esame di abilitazione per i provenienti dalla Sezione di commercio e di ragioneria :
- 1923-24 per tutte le materie escluse la scienza finanziaria e statistica, la calligrafia e la chimica merceologica.
- 1924-25 per le scienze naturali e geografia e la seconda lingua straniera.
8. Esame di ammissione alla I classe del corso superiore dell'Istituto magistrale :
- 1923-24; 1924-25 per tutte le materie.
9. Esame di abilitazione all'insegnamento elementare ;
- 1923-24 per tutte le materie escluso il disegno.
- 1925-26: 1926-27 ; 1927-28 per il latino.
10. Esame di ammissione al Liceo scientifico :
- Come per l'esame di ammissione all'Istituto tecnico superiore.
11. Esame di maturità per i provenienti dal Liceo scientifico :
- 1923-24 per tutte le materie.]
- 1924-25 per tutte le materie esclusa la filosofia e l'economia politica.
- 1925-26 id. id.
- 1926-27 per il latino.
12. Esame di ammissione alla I classe del Liceo femminile :
- 1923-24; 1924-25 per tutte le materie.
13. Esame di licenza dal Liceo femminile ;
- 1923-24; 1924-25 per tutte le materie.
- 1925-26 per il latino.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re :

Il Ministro della Pubblica Istruzione

GENTILE.

RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

R. D. 30 settembre 1923, n. 2102. Ordinamento dell'istruzione superiore. (Pubblicato nella *Gazetta Ufficiale* dell'11 ottobre 1923, n. 239.)

VITTORIO EMANUELE III, *ecc.*

In virtù della delegazione dei poteri conterita al Nostro Governo con la legge 3 dicembre 1922 n. 1601;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per la Pubblica Istruzione, di concerto con quelli per le Finanze e per l'Economia nazionale e col Guardasigilli, Ministro di Stato per la Giustizia e gli Affari di Culto;

Abbiamo decretato e decretiamo :

TITOLO I

Dell'istruzione superiore in generale

CAPO I

Del fine dell'istruzione superiore e degli Istituti nei quali s'impartisce

Art. 1. — L'istruzione superiore ha per fine di promuovere il progresso della scienza e di fornire la cultura scientifica necessaria per l'esercizio degli uffici e delle professioni.

Essa è impartita, ai fini agli effetti previsti dal presente Decreto :

1) nelle RR. Università e nei RR. Istituti superiori, indicati nelle annesses tabelle A et B;

2) nelle Università e negli Istituti superiori liberi.

Le Università e gli Istituti hanno personalità giuridica e autonomia amministrativa, didattica e disciplinare, nei limiti stabiliti dal presente Decreto e sotto la vigilanza dello Stato esercitata dal Ministro della, P. I.

Ogni Università e Istituto avrà uno speciale Statuto da approvarsi per Decreto Reale, udito il Consiglio Superiore della P. I.

Il Ministro della P. I. e quello Finanze possono in qualsiasi tempo disporre ispezioni allo scopo di accertare il regolare ed efficace funzionamento delle Università e degli Istituti.

Art. 2. — Gli insegnamenti sono coordinati in modo da costituire Facoltà e Scuole.

Le Facoltà sono :

- di giurisprudenza;
- di lettere e filosofia;
- di medicina e chirurgia;
- di scienze matematiche, fisiche e naturali.

Le Scuole sono :

- di farmacia;
- di ingegneria;
- di architettura.

Possono essere inoltre costituite :

- a) Facoltà dirette a fini speciali;
- b) Scuole dirette a fini speciali;
- c) Scuole di perfezionamento.

Le Scuole di cui alle lettere b) e c) possono essere costituite sia con insegnamenti ad esse particolari, sia con opportuni raggruppamenti e coordinamenti di insegnamenti propri di altre Facoltà o Scuole.

Gli insegnamenti possono svolgersi sotto forma di lezioni cattedratiche o di esercitazioni varie di carattere scientifico o professionale.

Il Regolamento generale universitario determinerà la durata degli studi per ciascuna delle Facoltà e Scuole sopra indicate.

Lo Statuto di ogni Università e Istituto determinerà, per ciascuna Facoltà e Scuola, le materie d'insegnamento, il loro ordine e il modo in cui debbono essere impartite.

Art. 3. — Le spese per il mantenimento delle Università e degli Istituti di cui alla tabella A sono a carico del bilancio dello Stato, salvo il concorso di altri Enti. La tabella medesima determina le Facoltà e Scuole che costituiscono ciascuna Università e, per tale parte, potrà essere modificata per Decreto Reale, in relazione alle norme contenute nell'art. 2 commi 4° et 5° e nell'art. 6.

Al mantenimento delle Università e degli Istituti di cui alla tabella B si provvede con convenzioni tra Stato e altri Enti: lo Stato vi concorre con un contributo annuo che per ciascuna Università e Istituto non potrà essere superiore a quello stabilito dalla predetta tabella B. Con le convenzioni medesime saranno determinate le Facoltà e Scuole, di cui sarà costituita ciascuna Università.

Le Università e gli Istituti liberi non hanno contributo a carico del bilancio dello Stato.

CAPO II

Dei titoli accademici e degli esami di Stato

Art. 4. — Le Università e gli Istituti superiori conferiscono, in nome del Re, le lauree e i diplomi che, per ciascuna delle Facoltà e Scuole indicate ai commi 2° e 3° dell'art. 2, saranno determinati dal Regolamento generale universitario. Possono inoltre conferire altre lauree o diplomi che saranno stabiliti dai rispettivi Statuti in relazione all'ordinamento didattico delle Facoltà e Scuole di cui sono costituiti.

Le lauree e i diplomi conferiti dalle Università e dagli Istituti hanno esclusivamente valore di qualifiche accademiche.

Art. 5. — L'abilitazione all'esercizio professionale è conferita in seguito ad esami di Stato, cui sono ammessi soltanto coloro che abbiano conseguito presso Università o Istituti di cui all'art. 1 la laurea o il diploma corrispondente.

TITOLO II

{ Delle RR. Università e dei RR. Istituti superiori

SEZIONE I

Delle RR. Università e dei RR. Istituti superiori di cui alla tabella A.

Art. 6. — Lo Statuto di ogni Università e Istituto superiore determinerà, in relazione alle disposizioni dell'art. 2 commi 4° et 5°, le Facoltà o Scuole che, entro i limiti del bilancio dell'Università o Istituto medesimo, verranno mantenute o costituite in aggiunta a quelle indicate nella tabella A.

CAPO III

Delle Autorità accademiche

Art. 7. — Il governo delle Università appartiene alle seguenti autorità:

- 1) Rettore;
- 2) Senato accademico;
- 3) Consiglio d'amministrazione;
- 4) Presidi delle Facoltà e Direttori delle Scuole;
- 5) Consigli delle Facoltà e Consigli delle Scuole.

Il governo degli Istituti superiori appartiene alle seguenti autorità:

- 1) Direttore;
- 2) Consiglio d'amministrazione;
- 3) Consiglio della Scuola.

Al Consiglio d'amministrazione spetta il governo amministrativo e la

gestione economica e patrimoniale dell'Università o dell'Istituto; alle altre autorità, ciascuna nell'ambito della propria competenza, spettano le attribuzioni di ordine scientifico, didattico e disciplinare.

Art. 8. — I Rettori e i Direttori sono nominati dal Re tra i professori stabili appartenenti rispettivamente all'Università o Istituto.

Durano in ufficio un triennio e possono essere confermati.

L'annessa tabella C determina le indennità di carica spettanti ai Rettori e ai Direttori; tali indennità non sono valutabili agli effetti della pensione.

Art. 9. — Il Senato accademico delle Università è composto:

- a) del Rettore, che lo presiede;
- b) del Rettore ultimamente uscito di carica;
- c) dei Presidi delle Facoltà e dei Direttori delle Scuole, che costituiscono l'Università.

Art. 10. — Il Consiglio d'amministrazione è composto:

- a) del Rettore e del Direttore, che lo presiede;
- b) di due membri eletti dal Collegio generale dei professori tra i professori stabili appartenenti all'Università o Istituto;
- c) di due rappresentanti del Governo: l'uno è l'Intendente di Finanza della Provincia, l'altro è scelto dal Ministro tra persone di riconosciuta competenza amministrativa e che non rivestano uffici presso le Università e gli Istituti superiori. L'Intendente di Finanza ha obbligo di intervenire personalmente alle adunanze del Consiglio.

Gli Enti, che concorrano al mantenimento dell'Università o Istituto con contributo annuo non inferiore a un decimo del contributo corrisposto dallo Stato, hanno diritto di designare un proprio rappresentante in seno al Consiglio. I privati, sotto le stesse condizioni, hanno diritto di parteciparvi di persona.

Il numero dei membri indicati alla lett. b) è aumentato di tanti componenti quanti vengono a superare nella categoria di cui al comma precedente il numero di tre.

I componenti del Consiglio d'amministrazione eletti dal Collegio dei professori e quello scelto dal Ministro durano in ufficio un triennio e possono essere rieletti o confermati, Quest'ultimo, ove senza giustificati motivi non intervenga a tre adunanze consecutive, decade dall'ufficio e viene sostituito.

Il Consiglio d'amministrazione è costituito con decreto del Ministro,

Art. 11. — I Presidi delle Facoltà e i Direttori delle Scuole che fanno parte di Università sono nominati dal Ministro tra i professori stabili delle rispettive Facoltà o Scuole, su proposta del Rettore.

Durano in ufficio un triennio e possono essere nelle stesse forme confermati.

Art. 12. — Il Consiglio della Facoltà o della Scuola si compone del Preside o Direttore, che lo presiede, e, di regola, di tutti i professori di ruolo appartenenti alla Facoltà o Scuola.

Alle adunanze concernenti determinati oggetti possono essere chiamati anche i professori incaricati e due rappresentanti dei liberi docenti.

Art. 13. — Il Colligio generale dei professori si compone di tutti i professori di ruolo.

CAPO IV

Dei professori ufficiali

Art. 14. — L'insegnamento ufficiali è impartito da professori di ruolo e da professori incaricati.

La spesa per i professori di ruolo è a carico del bilancio dello Stato ; quella per gli incaricati è a carico del bilancio dell'Università o Istituto.

Art. 15. — L'annessa tabella *D* determina i ruoli organici dei posti di professore delle singole Facoltà e Scuole di ogni Università e Istituto.

Con Decreto Reale, su conforme parere del Consiglio Superiore, potranno apportarsi modificazioni al riparto dei posti tra i ruoli organici di cui al precedente comma in relazione alle norme contenute nell'art. 2 commi 4° e 5° e nell'art. 6 ed a mutamenti verificatisi nella situazione degli insegnamenti o degli studi.

Art. 16. — Ai posti di ruolo vacanti presso ciascuna Facoltà o Scuola si provvede con nuove nomine o con trasferimenti, che hanno decorrenza dal 16 ottobre.

Spetta alle Facoltà o Scuole di deliberare sul modo di provvedere stabilmente ai posti disponibili ; ma le relative deliberazioni debbono essere prese non oltre il 31 maggio.

Art. 17. — Ove la Facoltà o Scuola decida di provvedere con nuova nomina, propone al Ministro, con motivata relazione, tre liberi docenti della materia o di materia affine. Una commissione, nominata dal Ministro su designazione del Consiglio Superiore e composta di tre professori o cultori della materia o di materia affine, giudica se tutte o alcune delle persone proposte siano, assolutamente e relativamente allo stato degli studi, meritevoli di coprire la cattedra cui devesi provvedere e, nel caso affermativo, ne stabilisce la graduatoria di merito. Il primo graduato, ed eventualmente il secondo o il terzo in caso di successive rinunzie, è nominato al posto di ruolo vacante.

Si può provvedere alla nomina, prescindendo dalla procedura di cui al comma precedente, quando si tratti di persona non appartenente ai ruoli dei professori di Università o di Istituti superiori, la quale per opere, scoperte o insegnamenti sia venuta in sì alta fama di singolare perizia nella materia che dovrebbe professare, da essere considerata maestro insigne della materia medesima. In tale caso la proposta della Facoltà o Scuola deve essere deliberata col voto favorevole di tre quarti almeno dei professori di ruolo che vi appartengono e con motivata relazione. Il Ministro sottopone la proposta al giudizio del Consiglio Superiore ; e ove quest'ultimo si pronunzi favorevolmente col voto di due terzi almeno dei suoi componenti, la persona è nominata al posto di ruolo vacante.

Art. 18. — I professori di ruolo, prima di assumere l'ufficio, debbono, sotto pena di decadenza, prestare giuramento innanzi al Rettore o al

Direttore, secondo la formula che verrà stabilita dal Regolamento generale universitario.

Art. 19. — I professori di ruolo sono di unica grado.

Essi sono nominati per la durata di tre anni solari, durante i quali possono essere dispensati dall'ufficio su motivata deliberazione della Facoltà o Scuola.

Al termine del terzo anno solare di effettivo ed ininterrotto servizio possono conseguire la stabilità in base a giudizio reso sulla loro operosità scientifica e didattica da una commissione nominata e composta come all'art. 17 comma primo. Ove tale giudizio sia sfavorevole, i professori, su parere conforme del Consiglio Superiore, possono essere mantenuti in servizio per un altro biennio, al termine del quale saranno sottoposti al giudizio di nuova commissione.

Colore che alla scadenza del triennio o eventualmente del quinquennio non possono conseguire la stabilità sono dispensati dal servizio.

Ai professori nominati in virtù dell'art. 17 comma 2° sono attribuiti, all'atto stesso della nomina, la stabilità nell'ufficio e lo stipendio corrispondente.

Art. 20. — I professori di ruolo possono col loro consenso essere trasferiti ad una cattedra della stessa materia in altra Università o Istituto.

I professori stabili possono altresì essere trasferiti col loro consenso anche nella stessa Università o nello stesso Istituto, ad una cattedra di altra materia.

Ogni trasferimento è disposto su deliberazione della Facoltà o Scuola competente, presa col voto della maggioranza assoluta dei professori stabili appartenenti alla Facoltà o Scuola medesima; ma per i trasferimenti di cui al precedente comma la deliberazione deve essere approvata dal Consiglio Superiore, che si pronunzia caso per caso.

A posti vacanti presso Università o Istituti di cui alla tabella A possono essere trasferiti, osservando le norme del presente articolo, anche professori di ruolo appartenenti ad Università o Istituti di cui alla tabella B e ad Università o Istituti liberi.

Non è dovuta ai professori alcuna indennità di trasferimento a carica del bilancio dello Stato.

Art. 21. — Tutti i provvedimenti di cui agli articoli 17, 19 e 20 sono adottati con decreto del Ministro.

Tutti gli atti concernenti nuove nomine, conferimenti della stabilità e trasferimenti debbono essere integralmente pubblicati nel *Bollettino Ufficiale* del Ministero della P. I.

Ai componenti le commissioni di cui agli articoli 17 e 19 spettano il rimborso delle spese di viaggio e le indennità, che saranno stabiliti, di concerto col Ministro delle Finanze, dal Regolamento generale universitario.

Art. 22. — Nessuno può cumulare l'ufficio di professore di ruolo presso Università o Istituti superiori con qualsiasi altro ufficio di ruolo alla dipendenza dello Stato, delle Provincie, dei Comuni o di altri Enti, fatta eccezione per uffici presso la R. Scuola superiore normale di Pisa.

I temporanei comandi di professori di ruolo ad altri uffici non pos-

sono essere consentiti se non dal Rettore o Direttore, udito il Consiglio d'amministrazione e quello della Facoltà o Scuola e per gravi ragioni di pubblico servizio.

Sono vietati i comandi di professori di ruolo da una ad altra Università o Istituto.

Art. 23. — I professori di ruolo, ancorchè alla loro cattedra siano addetti aiuti, assistenti o lettori, hanno obbligo di dedicare al proprio insegnamento sotto forma sia di lezioni cattedratiche sia di esercitazioni tante ore settimanali, quante la natura e l'estensione dell'insegnamento stesso richiedono; di osservare l'orario scolastico prestabilito; di attendere alla direzione dei gabinetti, istituti, cliniche, laboratori e simili, annessi alle loro cattedre; di partecipare alle funzioni accademiche e a quelle ad esse connesse, cui siano chiamati, e cioè adunanze di Consigli o Collegi delle Università o Istituti, commissioni per prove di profitto o per esami di laurea o diploma e per esami di Stato, commissioni per nomine di professori di ruolo o per abilitazioni alla privata docenza, commissioni giudicatrici di concorsi a cattedre d'istituti medi d'istruzione e simili.

Art. 24. — Spetta ai Consigli delle Facoltà e Scuole di raccogliere i programmi dei corsi che i professori ufficiali e i liberi docenti si propongono di svolgere, di esaminarli e coordinarli tra loro, introdurre le opportune modificazioni ed elaborare così un piano organico di corsi, che pienamente risponda alle finalità scientifiche e professionali della Facoltà o Scuola.

Ai professori è garantita libertà d'insegnamento; ma essi hanno obbligo di uniformarsi alle deliberazioni della Facoltà o Scuola per quanto concerne il coordinamento dei rispettivi programmi.

Art. 25. — I professori hanno obbligo di risiedere stabilmente nella sede dell'Università o Istituto cui appartengono.

Possono tuttavia essere autorizzati dal Rettore o Direttore, udito il Consiglio di Facoltà o Scuola, a risiedere in località prossima, ove ciò sia conciliabile col pieno e regolare adempimento dei loro doveri d'ufficio.

Art. 26. — Ai professori si applicano le norme stabilite per gli impiegati civili dello Stato per quanto concerne i congedi e le aspettative.

Tuttavia tra il 1° marzo e il 31 luglio non può essere concessa l'aspettativa per motivi di famiglia con scadenza anteriore al 15 ottobre. Egualmente avrà termine col 15 ottobre, qualunque ne sia l'inizio, l'aspettativa per moivi di famiglia per periodo superiore a tre mesi.

I congedi Per mottvi di famiglia non possono oltrepassare nel corso dell'anno scolastico la durata complessiva di trenta giorni.

Art. 27. — Ai professori di ruolo possono essere inflitte, secondo la gravità delle mancanze, le seguenti punizioni disciplinari:

- 1) la censura;
- 2) la sospensione dall'ufficio e dallo stipendio fino ad un anno;
- 3) la revocazione;
- 4) la destituzione senza perdita del diritto a pensione o ad assegni;
- 5) la destituzione con perdita del diritto a pensione o ad assegni.

Art. 28. — La censura è una dichiarazione di biasimo per mancanze ai doveri d'ufficio o per irregolare condotta, che non costituiscano grave

insubordinazione e che non siano tali da ledere la dignità o l'onore del professore.

Essa è inflitta per iscritto dal Ministro o dal Rettore dell'Università o Direttore dell'Istituto, udite le giustificazioni del professore. Contro tale punizione, se inflitta dal Rettore o Direttore, è ammesso, entro quindici giorni dalla notificazione, ricorso al Ministro, che decide con provvedimento definitivo.

La censura ai Rettori e Direttori è inflitta esclusivamente dal Ministro.

Art. 29. — Per grave insubordinazione, per abituali mancanze ai doveri d'ufficio o irregolarità di condotta e, in genere, per atti che comunque ledano la dignità o l'onore del professore, si applicano, secondo i casi e le circostanze, le punizioni di cui ai nn. 2, 3, 4 e 5 dell'art. 27.

La punizione di cui al n. 2 importa, oltre la perdita degli emolumenti, l'esonero dall'insegnamento, dalle funzioni accademiche e da quelle ad esse connesse e la perdita, ad ogni effetto, dell'anzianità per tutto il tempo della sua durata. Il professore che sia incorso nella punizione medesima non può per dieci anni solari essere nominato Rettore di Università o Direttore d'Istituto, Preside di Facoltà o Direttore di Scuola.

Le punizioni di cui ai nn. 2, 3, 4 e 5 sono inflitte dal Ministro su conforme parere del Consiglio Superiore, alle adunanze del quale, in tal caso, intervengono due delegati della Facoltà o Scuola, cui appartiene l'incolpato, eletti dalla Facoltà o Scuola tra i suoi professori stabili. Questi delegati hanno nel Consiglio voto deliberativo.

La deliberazione del Consiglio deve essere presa col voto di due terzi almeno dei presenti alla relativa adunanza.

L'incolpato è invitato a presentare a voce o per iscritto le sue difese.

Art. 30. — Ove la gravità dei fatti lo richieda, il Ministro può ordinare a carico di un professore la sospensione dall'ufficio e dallo stipendio a tempo indeterminato, anche prima di conoscere le deduzioni dell'interessato, salvo regolare procedimento disciplinare.

Art. 31. — Il Rettore o Direttore può ordinare la temporanea chiusura dei corsi, che diano occasione a gravi inconvenienti di qualsiasi natura o a disordini.

Art. 32. — Ai professori di ruolo sono applicabili le disposizioni di cui agli articoli 42, 43 comma 1°, 44, 52 commi 2°, 3°, 4° e 5° e 55 del T. U. delle leggi sullo stato degli impiegati civili, approvato con R. D. 22 novembre 1908 n. 693. Non sono invece applicabili le disposizioni di cui all'art. 46 del T. U. predetto.

Art. 33. — L'annessa tabella E determina lo stipendio e gli aumenti periodici di stipendio dei professori di ruolo.

Ai professori stessi spettano inoltre :

a) l'indennità accademica, non valutabile agli effetti della pensione, nella misura stabilita dalla predetta tabella ;

b) una quota del provento delle sopratasse d'iscrizione, complessivamente computato per l'Università e gli Istituti superiori della sede :

tale quota è calcolata nel modo che verrà stabilito dal Regolamento generale universitario.

Ai professori non compete alcuno speciale assegno per direzione di gabinetti, istituti, cliniche, laboratori e simili.

In occasione di provvedimenti adottati a norma degli articoli 17 comma 2° e 20 per coprire con nuove nomine o con trasferimenti posti di ruolo vacanti, può ai professori nominati o trasferiti attribuirsi per titoli speciali un assegno personale a carico del bilancio dell'Università o Istituto e non valutabile agli effetti della pensione. La relativa deliberazione è presa dal Consiglio d'amministrazione, uditi, per le Università, il Senato accademico e il Consiglio della Facoltà e Scuola competente, e, per gli Istituti, il Consiglio della Scuola.

Art. 34. — I professori, compiuto il 75° anno di età, vengono collocati a riposo.

Coloro che compiono il 75° anno di età durante l'anno scolastico, se abbiano effettivamente iniziato il corso, conservano l'ufficio fino al termine dell'anno scolastico medesimo e vengono collocati a riposo a decorrere dal successivo 1° agosto.

I professori possono essere dispensati dal servizio, con decreto del Ministro su conforme parere del Consiglio Superiore, ove si accerti che anche prima di raggiungere il limite di età di cui al comma 1° non sono più in grado di adempiere con sufficiente efficacia le mansioni del loro ufficio. Gli interessati possono presentare al Consiglio Superiore le loro deduzioni.

Art. 35. — Gli incarichi vengono conferiti e le relative modalità e retribuzioni stabilite con deliberazioni del Consiglio d'amministrazione, prese su proposta delle Facoltà o Scuole competenti approvata, per le Università, dal Senato accademico.

Gli incarichi vengono conferiti a professori di ruolo, nei limiti di cui a comma 4° del presente articolo, a liberi docenti o a persone di riconosciuta competenza nella materia che debbono professare, secondo norme che saranno stabilite dal Regolamento generale universitario.

L'incarico dell'ufficio di lettore per l'insegnamento delle lingue straniere moderne può essere conferito anche a stranieri.

Ai professori di ruolo non può essere affidato alcun incarico retribuito presso la Facoltà o Scuola cui essi appartengono.

L'incarico può essere revocato in qualsiasi tempo, secondo le forme di cui al comma 1°, ove il professore venga meno ai doveri inerenti all'ufficio ricevuto.

Art. 36. — Per provvedere temporaneamente ad insegnamenti, possono essere comandati presso Università o Istituti superiori professori di ruolo d'istituti medi d'istruzione. Tali comandi sono disposti con decreto del Ministro, su proposta delle Facoltà o Scuole competenti approvata, per le Università, dal Senato accademico e in ogni caso dal Consiglio d'amministrazione.

L'Università o Istituto deve corrispondere allo Stato, per tutta la durata del comando, l'ammontare degli emolumenti di ogni natura di cui i professori comandati sono provvisti.

Art. 37. — Ove un professore di ruolo sia per legittimo motivo impedito di attendere alle mansioni del suo ufficio per un periodo di tempo, che si presuma non superiore a due mesi, il Rettore o Direttore provvede alla supplenza su proposta del professore stesso. La relativa spesa è a carico del bilancio dell'Università o Istituto.

CAPO V

Dell'insegnamento a titolo privato

Art. 38. — Presso le Università e gli Istituti superiori, oltre ai corsi a titolo ufficiale, possono impartirsi corsi a titolo privato.

Possono tenere tali corsi :

a) i professori di ruolo, nelle Facoltà e Scuole cui appartengono, sulle materie di cui sono titolari o su materie affini ;

b) coloro che sono cessati dall'ufficio di professore di ruolo, tranne i casi in cui ciò sia avvenuto per cause disciplinari o per effetto degli articoli 19 e 34 comma ultimo, sulle materie già da loro professate o su materie affini ;

c) coloro che hanno conseguito l'abilitazione alla libera docenza.

Nessuno può ripetere a titolo privato il corso che svolge a titolo ufficiale.

I corsi a titolo privato per gli studenti, che vi si iscrivono, hanno valore legale uguale a quello dei corrispondenti corsi a titolo ufficiale, secondo norme che saranno stabilite dallo Statuto di ogni Università o Istituto superiore.

Art. 39. — Per conseguire l'abilitazione alla libera docenza in una determinata materia il candidato deve :

a) possedere una laurea o un diploma ottenuti presso Università o Istituti di cui all'art. 4. In casi particolari, dei quali è giudice la commissione di cui all'articolo seguente, può essere ammesso al giudizio per il conseguimento della libera docenza chi sia sprovvisto di laurea o diploma o li abbia conseguiti in Istituti italiani diversi da quelli sopra indicati o in Istituti stranieri ;

b) fornire con titoli, integrati da una conferenza sui titoli stessi e da prove didattiche o sperimentali, la dimostrazione del suo valore scientifico e della sua attitudine didattica rispetto alla materia che si propone di insegnare.

L'abilitazione è conferita con decreto del Ministro per a durata di cinque anni. Può con decreto ministeriale essere definitivamente confermata su deliberazione della Facoltà o Scuola, che deve accertare e giudicare l'operosità scientifica e didattica del libero docente durante il quinquennio.

Art. 40. — Il giudizio di merito sui candidati è dato da una commissione unica per ciascuna materia, nominata dal Ministro su designazione del Consiglio Superiore e composta di tre professori o cultori della materia o di materia affine. La commissione ha facoltà di dispensare dalle prove didattiche o sperimentali quei candidati, la cui attitudine giudicasse già indubbiamente accertata.

I membri delle commissioni durano in ufficio un biennio e non possono essere rinominati se non sia trascorso un altro biennio.

Le spese d'indennità e di viaggio per i componenti ciascuna commissione sono a carico dei candidati secondo norme che saranno stabilite dal Regolamento generale universitario.

Art. 41. — Indipendentemente dall'osservanza delle norme di cui agli articoli 39 e 40, possono essere abilitati alla libera docenza persone che siano venute in alta fama di singolare perizia nella materia che debbono insegnare.

L'abilitazione è conferita con decreto del Ministro, su parere conforme del Consiglio Superiore.

Art. 42. — La libera docenza può essere esercitata presso qualsiasi Università o Istituto superiore, che abbia una Facoltà o Scuola con i cui insegnamenti sia connessa la materia che il libero docente è abilitato ad insegnare.

Le norme e le modalità per l'esercizio della libera docenza saranno stabilite dal Regolamento generale universitario.

Art. 43. — L'annessa tabella F determina la tassa per il conferimento e quella per l'esercizio della libera docenza.

La prima è devoluta all'Erario; la seconda all'Università o Istituto superiore dove il libero docente intende esercitare il suo insegnamento.

La tassa di esercizio deve essere nuovamente pagata ogni volta che il libero docente si trasferisca ad altra Università o Istituto.

Art. 44. — L'ammontare della tassa che gli studenti debbono corrispondere per l'iscrizione a ciascun corso a titolo privato è stabilito per le Università dal Senato accademico, su proposta delle Facoltà e Scuole, e per gli Istituti dal Consiglio della Scuola. Tale tassa sarà integralmente versata al libero docente.

Non sono retribuiti i corsi impartiti a titolo privato dai professori di ruolo e i corsi impartiti da liberi docenti, che, essendo aiuti o assistenti a una determinata cattedra, svolgano una parte del corso ufficiale della materia medesima.

Art. 45. — Ai liberi docenti possono essere inflitte, secondo la gravità delle mancanze, le seguenti punizioni disciplinari:

- 1) la censura;
- 2) la sospensione dall'abilitazione da uno a tre anni;
- 3) la revoca dell'abilitazione.

Per le cause indicate nell'art. 28 si applica la censura, per quelle indicate nell'art. 29 si applicano, secondo i casi e le circostanze, le punizioni di cui ai nn. 2 o 3.

La censura è inflitta per iscritto dal Rettore o Direttore, udite le giustificazioni del libero docente.

Le punizioni di cui ai nn. 2 e 3 sono inflitte dal Ministro, su conforme parere della Giunta del Consiglio Superiore. L'incolpato è invitato a presentare a voce o per iscritto le sue difese.

Ove la gravità dei fatti lo richieda, il Rettore o Direttore può ordinare a carico di un libero docente la sospensione dall'abilitazione a tempo indeterminato, anche prima di conoscere le deduzioni dell'interessato, salvo regolare procedimento disciplinare.

Incorre di diritto nella revoca dell'abilitazione il libero docente che abbia riportato una condanna penale ai sensi dell'art. 55 del T. U. delle leggi sullo stato degli impiegati civili, approvato con R. D. novembre 1908 n. 693, o che, ricoprendo un pubblico ufficio, ne sia stato revocato o destituito.

Anche relativamente ai corsi a titolo privato, i Rettori e Direttori possono esercitare le facoltà di cui all'art. 31.

Art. 46. — Il libero docente decade dall'abilitazione se per cinque anni consecutivi non abbia esercitato l'insegnamento senza legittimi impedimenti. La decadenza viene dichiarata con decreto del Ministro su rapporto del Rettore o Direttore, udite le deduzioni dell'interessato.

Decade di diritto dall'abilitazione se abbia conseguito la nomina a professore di ruolo presso Università o Istituti superiori di cui all'art. 1 o RR. Istituti superiori di Magistero, salvo il disposto dell'art. 38 comma 2° lettera a).

CAPO VI

Degli studenti, degli esami e delle tasse

Art. 47. — Coloro che hanno superato l'esame di maturità per i provenienti dal liceo classico possono essere iscritti, quali studenti, presso ogni Facoltà o Scuola. Coloro invece che hanno superato l'esame di maturità per i provenienti dal liceo scientifico possono essere iscritti, quali studenti, soltanto presso le Facoltà di medicina e chirurgia e di scienze matematiche, fisiche e naturali e presso le Scuole di farmacia, di ingegneria e di architettura.

Gli studi compiuti e gli esami superati presso Università o Istituti superiori di cui all'art. 1 hanno valore legale per ogni altra Università o Istituto. La diversità di ordinamenti didattici, che può verificarsi tra le stesse Facoltà o Scuole di sedi diverse a norma dell'art. 2 comma ultimo, non è d'impedimento ai trasferimenti di studenti dall'una all'altra Università o Istituto.

Art. 48. — I corsi sono pubblici; tuttavia ai corsi impartiti a titolo privato, ove lo richiedano i liberi docenti, e, in ogni caso, alle esercitazioni e dimostrazioni pratiche o sperimentali vengono ammessi soltanto gli studenti regolarmente iscritti.

Art. 49. — Gli esami sono di profitto et di laurea o diploma.

Quelli di profitto vengono, presso tutte le Facoltà e Scuole, sostenuti per gruppi di materie.

Lo Statuto di ogni Università o Istituto superiore determinerà per ciascuna Facoltà e Scuola :

a) il numero minimo di materie, alle quali gli studenti debbono iscriversi durante gli anni di corso prescritti per il conseguimento della laurea o del diploma cui aspirano ;

b) il numero e le modalità degli esami di profitto ;

c) le modalità dell'esame di laurea o diploma.

Art. 50. — Sulle istanze concernanti la carriera scolastica dei giovani provvedono i Rettori e Direttori, uniti il parere delle Facoltà e scuole competenti. I provvedimenti dei Rettori e Direttori sono definitivi.

Nei casi di provvedimenti relativi a trasferimenti di studenti ai sensi dell'art. 47 comma ultimo e conseguenti valutazioni di studi compiuti e di esami superati presso altra Università o Istituto, gli interessati, entro quindici giorni dalla data della notificazione del provvedimento del Rettore o Direttore, possono ricorrere al Ministro, che decide con provvedimento definitivo, udita la Giunta del Consiglio Superiore.

Art. 51. — I cittadini italiani residenti all'Estero, gli italiani non regnicoli e gli stanieri possono essere ammessi presso le Università e gli Istituti superiori all'anno di corso per il quale siano ritenuti sufficienti i titoli di studio conseguiti all'Estero.

Tale giudizio spetta per le Università al Senato accademico, udita la Facoltà o Scuola competente, e per gli Istituti al Consiglio della Scuola.

I titoli accademici conseguiti all'Estero non hanno valore legale nel Regno, salvo il caso di legge speciale.

Ove, tuttavia, trattisi di titoli accademici conseguiti presso Università o Istituti superiori stranieri di maggior fama, il Senato accademico udita la Facoltà o Scuola competente o il Consiglio della Scuola può, caso per caso e tenuto conto degli studi compiuti e degli esami speciali e generali sostenuti all'Estero dichiarare che il titolo accademico conseguito all'Estero ha lo stesso valore, a tutti gli effetti, di quello corrispondente conferito dalle Università e dagli Istituti superiori del Regno ovvero ammettere l'interessato a sostenere l'esame di laurea o diploma, con dispensa totale o parziale dagli esami di profitto prescritti dallo Statuto dell'Università o Istituto superiore per il corrispondente corso di studi.

Art. 52. — Le punizioni disciplinari, che, secondo la gravità delle mancanze, possono essere inflitte agli studenti, saranno determinate dallo Statuto di ogni Università o Istituto superiore.

Art. 53. — I Rettori, coadiuvati dai Presidi e Direttori delle Facoltà e Scuole che costituiscono l'Università, e i Direttori degli Istituti superiori vigilano a che gli studi si svolgano con ordine e disciplina e a prevenire e, occorrendo, reprimere ogni tentativo od atto inteso ad interrompere o turbare la continuità o regolarità dei corsi o ad arrecare danneggiamenti agli immobili e al materiale di qualsiasi natura appartenente all'Università o Istituto.

Ai fini di cui al comma precedente, gli impiegati amministrativi e i subalterni costituiscono, alle dipendenze del Rettore o Direttore ed entro ai locali e stabilimenti dell'Università o Istituto, un corpo di polizia interna, con attribuzioni e responsabilità che saranno determinate dal Regolamento generale universitario.

Art. 54. — L'annessa tabella G determina le tasse e le sopratasse per ciascuna Facoltà e Scuola.

Le tasse d'immatricolazione e d'iscrizione sono devolute all'Università o Istituto; le tasse di laurea e diploma all'Erario; le sopratasse d'iscrizione ai fini di cui all'art. 33 lett. b); le sopratasse per esami di

profitto e per quelli di laurea e diploma sono erogate per propine ai componenti le commissioni esaminatrici secondo norme che saranno stabilite dal Regolamento generale universitario.

Tutte le tasse e sopratasse sono versate direttamente all'Università o Istituto, tranne le tasse di laurea e diploma.

Gli studenti possono essere inoltre sottoposti al pagamento di speciali contributi, secondo quanto verrà stabilito dal Consiglio d'amministrazione, su proposta, per le Università, del Senato accademico, udite le Facoltà e Scuole che costituiscono l'Università, e per gli Istituti, del Consiglio della Scuola.

Gli studenti di cittadinanza italiana non possono essere per alcuna ragione dispensati dal pagamento delle tasse e sopratasse stabilite dalla predetta tabella, dalle tasse d'iscrizione ai corsi impartiti a titolo privato e dai contributi di qualsiasi natura.

Gli studenti di cittadinanza straniera ne sono invece completamente dispensati.

Art. 55. — Presso ogni Università et Istituto superiore è costituita una Cassa scolastica, allo scopo di fornire ai giovani di disagiate condizioni economiche et più meritevoli i mezzi per far fronte, in tutto o in parte, al pagamento delle tasse, delle sopratasse e dei contributi.

Alla Cassa scolastica sono devoluti :

a) il dieci per cento dell'ammontare delle tasse d'immatricolazione e di iscrizione o dei contributi di qualsiasi natura;

b) le elargizioni di Enti o di privati, nonchè le somme con cui l'Università o l'Istituto creda di concorrervi a carico del proprio bilancio.

La Cassa scolastica è amministrata da un Direttorio ed ha bilancio e gestione distinti da quelli dell'Università o Istituto.

Il conferimento degli assegni ha luogo su giudizio inappellabile del Direttorio.

Uno speciale Regolamento determinerà per ogni Università e Istituto le norme relative alla composizione del Direttorio, del quale debbono sempre far parte due studenti scelti dal Rettore o Direttore, e alla gestione e funzionamento della Cassa scolastica.

Tale Regolamento sarà emanato con decreto del Rettore o Direttore, udite il Senato accademico per le Università o il Consiglio della Scuola per gli Istituti, e il Consiglio d'amministrazione. Occorrendo, sarà modificato con decreto del Rettore o Direttore, uditi il Direttorio della Cassa scolastica e il Consiglio d'amministrazione.

Art. 56. — Presso ogni Università e Istituto superiore è costituita l'Opera dell'Università o Istituto, col fine di promuovere ed attuare l'assistenza scolastica nelle varie sue forme.

All'Opera sono devoluti :

a) i proventi della tassa et delle elargizioni, di cui all'art. 58;

b) le elargizioni di Enti o di privati, nonchè le somme con cui l'Università o l'Istituto creda di concorrervi a carico del proprio bilancio.

L'Opera è amministrata dal Consiglio d'amministrazione dell'Università o Istituto ed ha bilancio e gestione distinti.

Uno speciale Regolamento determinerà per ogni Università e Istituto le norme relative alla gestione e al funzionamento dell'Opera.

Tale Regolamento sarà emanato e, occorrendo, modificato con decreto del Rettore o Direttore, uditi il Senato accademico per le Università o il Consiglio della Scuola per gli Istituti, e il Consiglio d'amministrazione.

Art. 57. — I Regolamenti delle Casse scolastiche e delle Opere delle Università e degli Istituti superiori e le eventuali loro modificazioni debbono essere pubblicati nel *Bollettino Ufficiale* del Ministero della P. I.

Art. 58. — È istituita una tassa per le Opere di cui all'art. 56, cui sono soggetti i cittadini italiani che hanno conseguito o conseguiranno una laurea o un diploma e che sono iscritti negli albi degli esercenti una professione o nelle liste elettorali per le Camere di commercio e industria o hanno impiego comunque retribuito alla dipendenza di Società commerciali o industriali.

All'Opera di ciascuna Università e di ciascun Istituto è devoluto annualmente il complessivo provento delle tasse pagate dai contribuenti provvisti di titolo accademico conferito dall'Università o Istituto medesimo.

L'ammontare annuo della tassa è di L. 20 per ogni contribuente; è consentito il riscatto della tassa medesima nella somma che sarà determinata con Decreto Reale. Questo stabilirà inoltre le modalità per la formazione dei ruoli dei contribuenti, per la riscossione della tassa e per il versamento del relativo provento alle Università e Istituti.

Ai laureati o diplomati, che versino all'Opera dell'Università o Istituto, presso cui hanno in qualsiasi tempo conseguito la laurea o il diploma, un'elargizione non inferiore a L. 1000 è conferito dal Rettore o Direttore il titolo di benemeriti dell'Università o Istituto medesimo.

Art. 59. — Per Decreto Reale saranno determinate le professioni per esercitare le quali è necessario superare l'esame di cui all'art. 5, le lauree o diplomi richiesti per esservi ammessi, le sedi degli esami e le relative tasse di ammissione, che sono devolute all'Erario. Non è per alcuna ragione ammessa dispensa dal pagamento delle tasse medesime.

Con lo stesso Decreto Reale saranno stabiliti, udito il Consiglio Superiore, i programmi di esame, che verranno compilati da commissioni nominate dal Ministro della P. I.

Le commissioni giudicatrici sono, ogni anno scolastico, nominate dal Ministro per ciascuna sede e per ciascuna professione. Sono in maggioranza composte di professori di ruolo appartenenti a Università o Istituti superiori e, secondo le professioni cui i candidati aspirano, di magistrati o funzionari di alto grado, di persone di riconosciuta competenza nel rispettivo ramo di studi o che abbiano dato prova di notevole perizia nell'esercizio della professione di cui trattasi.

L'ammissione all'esercizio delle professioni avvocato, procuratore legale e notaro verrà regolata con Decreti Reali, da emanarsi su proposta del Ministro della Giustizia e degli Affari di Culto di concerto con quello della P. I.

Nel *Bollettino Ufficiale* del Ministero della P. I. viene ogni anno pubbli-

cata una statistica relativa all'esito degli esami di Stato con l'elenco delle Facoltà e Scuole che negli esami dei propri laureati o diplomati hanno dato migliori risultati.

Art. 60. — I diritti di segreteria dovuti per gli atti di competenza degli uffici delle Università e Istituti superiori sono determinati dall'annessa tabella H.

CAPO VII

Del personale dell'amministrazione universitaria, del personale assistente, tecnico e subalterno

Art. 61. — Ogni Università e Istituto superiore ha una segreteria, della quale fa parte un ufficio di economato e cassa.

Tali servizi sono affidati al personale dell'amministrazione universitaria, posto a carico del bilancio dello Stato.

L'annessa tabella I determina il ruolo organico e gli stipendi ed aumenti periodici di stipendio del detto personale. Lo stato giuridico ne sarà disciplinato con altro Decreto Reale, che stabilirà inoltre le norme relative al funzionamento delle segreterie e dei rispettivi uffici di economato e cassa.

Il Consiglio d'amministrazione può temporaneamente assumere in servizio altre persone per far fronte a speciali o urgenti lavori presso la segreteria; la relativa spesa è a carico del bilancio dell'Università o Istituto.

Art. 62. — Presso le Università e gli Istituti superiori prestano inoltre servizio, in relazione alle esigenze delle Facoltà o Scuole che li costituiscono, aiuti, assistenti, tecnici e subalterni.

Tali categorie di personale sono a carico del bilancio dell'Università o Istituto.

Il Consiglio d'amministrazione determina il personale occorrente per i servizi generali dell'Università o Istituto e per quelli particolari delle varie Facoltà e Scuole, ripartendolo, ove occorra, tra le cattedre e gli istituti scientifici.

Le relative deliberazioni del Consiglio d'amministrazione sono prese, per le Università, su proposta del Senato accademico udite le Facoltà e Scuole che costituiscono l'Università e, per gli Istituti superiori, su proposta del Consiglio della Scuola.

Art. 63. — Ogni Università e Istituto superiore ha un Regolamento interno per il personale posto a carico del suo bilancio.

Le disposizioni del Regolamento interno debbono, per quanto concerne gli aiuti e assistenti, uniformarsi alle norme contenute nell'articolo seguente; e per tutte le categorie, alle leggi generali di previdenza e assistenza sociale, in quanto siano applicabili al personale di cui trattasi.

I Regolamenti interni sono emanati e, occorrendo, modificati :

a) per le Università : con decreto del Rettore, su proposta del Consiglio d'amministrazione, uditi il Senato accademico e le Facoltà e Scuole che costituiscono l'Università;

b) per gli Istituti superiori : con decreto del Direttore, su proposta del Consiglio d'amministrazione, udito il Consiglio della Scuola.

Tali Regolamenti e le eventuali loro modificazioni debbono essere pubblicati nel *Bollettino Ufficiale* del Ministero della P. I.

Art. 64. — Gli aiuti e assistenti sono scelti per concorso per esame tra laureati o diplomati, secondo modalità che saranno stabilite dal Regolamento generale universitario; sono nominati dal Consiglio d'amministrazione per un anno scolastico e possono essere confermati di anno in anno su proposta del professore ufficiale della materia.

I parenti ed affini del professore ufficiale, fino al quarto grado incluso, non possono essere nominati aiuti o assistenti.

Dopo cinque anni almeno di continuato e lodevole servizio possono essere assunti nei ruoli dei professori degli istituti medi d'istruzione di primo o secondo grado, anche in sedi di primaria importanza, semprechè all'atto della cessazione dall'ufficio siano disponibili posti di ruolo negli istituti stessi. L'assunzione ha luogo con grado di ordinario e per l'insegnamento di materie o gruppi di materie che, a giudizio della Giunta del Consiglio Superiore, siano corrispondenti a quelle che formano oggetto delle cattedre, cui gli interessati erano addetti in qualità di aiuti o assistenti.

Coloro che sono stati assunti in virtù del comma precedente, possono chiedere il riconoscimento di non più di cinque anni di servizio quali aiuti o assistenti, ai fini del conseguimento del diritto a pensione, e in tal caso vengono sottoposti ad una ritenuta straordinaria pari a quella stabilita dall'art. I dell' R. D. L. 23 ottobre 1919 n. 1970, convertito in legge con la legge 21 agosto 1921 n. 1144, commisurata allo stipendio di cui sono stati provvisti all'atto dell'assunzione nei ruoli dei professori degli istituti medi d'istruzione, per tanti anni quanti sono quelli riconosciuti.

Ove invece le Università o gli Istituti superiori, donde provengono, abbiano per tali categorie di personale ordinamenti propri sulle pensioni, tutti gli anni di servizio quali aiuti o assistenti sono interamente computati agli effetti della pensione e gli oneri relativi vengono ripartiti tra Stato e Università o Istituti in conformità di quanto dispone l'art. 48 del T. U. delle leggi sulle pensioni, approvato con R. D. 21 febbraio 1895 n. 70.

Art. 65. — L'ufficio di professore di ruolo in istituti medi d'istruzione è incompatibile con quello di aiuto o assistente.

Nelle forme e sotto le condizioni prescritte dall'art. 36, i predetti professori possono essere temporaneamente comandati presso Università o Istituti superiori per esercitarvi mansioni di aiuto o assistente.

CAPO VIII

Dell'amministrazione delle Università e degli Istituti superiori

Art. 66. — Oltre i frutti del proprio patrimonio, sono a disposizione di ogni Università e Istituto superiore il contributo annuo a carico del bilancio dello Stato, i contributi di Enti o di privati, il provento delle tasse di esercizio della libera docenza, delle tasse e soprattasse scolastiche e dei

contributi di qualsiasi natura corrisposti dagli studenti, dei diritti di segreteria, delle prestazioni ed opere che, sotto qualsiasi titolo, gli istituti scientifici possono eseguire.

I contributi e carico del bilancio dello Stato saranno determinati giusta le disposizioni contenute nell'art. 161. La relativa tabella sarà approvata per Decreto Reale, da emanarsi su proposta del Ministro della P. I. di concerto con quello delle Finanze, e non potrà essere modificata che per legge.

Art. 67. — Ad ogni Università e Istituto superiore è concesso il gratuito e perpetuo uso degli immobili dello Stato posti a servizio dell'Università e Istituto medesimo e passa in proprietà tutto il relativo materiale mobile di qualsiasi natura.

Art. 68. — Tutti gli oggetti mobili delle Università e degli Istituti superiori, a qualunque categoria appartengano, debbono essere iscritti in apposito inventario e dati in consegna a persone responsabili della loro conservazione.

Art. 69. — L'anno finanziario per le Università e gli Istituti superiori va dal 1° ottobre al 30 settembre dell'anno seguente.

Il Consiglio d'amministrazione delibera sul bilancio preventivo nel mese di giugno.

Il Consiglio d'amministrazione provvede agli stanziamenti per le spese di personale e di materiale sia generali dell'Università o Istituto superiore sia inerenti al funzionamento delle Facoltà e Scuole e dei singoli istituti scientifici, su proposta, per le Università, del Senato accademico udite le Facoltà e Scuole che costituiscono l'Università, e, per gli Istituti superiori, del Consiglio della Scuola.

Il bilancio preventivo deve avere un fondo di riserva per provvedere ai bisogni che possono manifestarsi dopo l'approvazione di esso.

Il Consiglio d'amministrazione delibera sul rendiconto consuntivo nel mese di dicembre.

Art. 70. — Il bilancio preventivo non è soggetto ad approvazione da parte del Ministero della P. I.

Il rendiconto consuntivo e i conti di tutte le gestioni speciali sono dal presidente del Consiglio d'amministrazione direttamente trasmesse, i alla Corte dei conti, che li giudica con giurisdizione contanziosa.

Art. 71. — Il presidente del Consiglio d'Amministrazione ha la rappresentanza legale dell'Università o Istituto superiore, dà esecuzione alle deliberazioni del Consiglio e prende i provvedimenti d'urgenza riferendone al Consiglio per la ratifica nella prima successiva adunanza, vigila sul funzionamento dell'economato e della cassa e degli uffici per quanto concerne i servizi amministrativi e contabili.

Art. 72. — Il presidente e i componenti il Consiglio d'amministrazione sono personalmente responsabili delle spese deliberate ed ordinate in eccedenza ai fondi disponibili e dei danni economici arrecati all'Università o Istituto superiore a causa di inosservanza di disposizioni di carattere legislativo o regolamentare per dolo o colpa grave.

Art. 73. — Il Consiglio d'amministrazione può essere sciolto con Decreto Reale per gravi motivi o quando, richiamato, dal Ministro all'

osservanza di obblighi derivanti da disposizioni di carattere legislativo o regolamentare, persista a violarli.

In caso di scioglimento, il governo amministrativo è affidato ad un commissario straordinario, le cui idennità sono poste a carico del bilancio dell'Università o Istituto superiore.

Art. 74. — Ciascun direttore di istituto scientifico dispone liberamente dei fondi assegnati al suo istituto, con l'obbligo di renderne conto al termine dell'anno finanziario al Consiglio d'amministrazione.

Tuttavia per le spese che in una sola volta eccedano L. 40.000 o che eccedano L. 5.000 annue ed impegnino il bilancio per più esercizi è necessaria la preventiva deliberazione del Consiglio d'amministrazione.

I direttori degli istituti scientifici sono personalmente responsabili delle spese disposte in eccedenza ai fondi assegnati anno per anno al proprio istituto.

Art. 75. — I pagamenti per conto dell'Università o Istituto superiore e dei singoli istituti scientifici sono effettuati dall'economo-cassiere direttamente o a mezzo di conti correnti presso Istituti di credito di notoria solidità, in base alle fatture o al nulla osta vistati dal Rettore dell'Università o Direttore dell'Istituto superiore o dai direttori dei singoli istituti scientifici.

Art. 76. — Gli atti e contratti delle Università e Istituti superiori sono sottoposti, per quanto concerne la tasse di registro e bollo, alle disposizioni stabilite per gli atti e contratti delle Amministrazioni dello Stato.

Le Università e gli Istituti sono inoltre esenti della tassa di manomorta e dall'imposta di ricchezza mobile sui contributi ed assegni dello Stato o di altri Enti.

Art. 77. — Tutti i contratti, i quali eccedano il valore di L. 40.000, debbono essere preceduti da gara pubblica o da licitazione privata, su deliberazione del Consiglio d'amministrazione.

Il Consiglio, tenuto conto della specialità del lavoro o della fornitura o dei motivi di urgenza o convenienza, può deliberare di prescindere dalla gara e ricorrere alla trattativa privata; tali deliberazioni debbono essere motivate.

Le spese ad economia sono consentite fino al limite di L. 40.000, secondo norme che saranno stabilite dal Consiglio d'amministrazione con apposito Regolamento interno.

Art. 78. — Le Università e gli Istituti superiori possono richiedere per la tutela dei loro interessi e semprechè non trattisi di contestazioni con lo Stato l'assistenza dell'Avvocatura erariale.

Poss. ono inoltre giovarsi dell'opera del Genio civile per lavori edilizi da eseguirsi a carico del loro bilancio.

Art. 79. — I Rettori e Direttori hanno il dovere di promuovere qualsiasi forma d'interessamento e di contribuzione finanziaria da parte di Enti o di privati a favore delle Università e Istituti cui sono rispettivamente preposti; in particolare loro incombe l'obbligo di promuovere formazione di Consorzi allo scopo di coordinare le iniziative nel modo più utile ed efficace ai fini del mantenimento e funzionamento delle Università e Istituti.

CAPO IX

Degli Statuti

Art. 80. — Gli Statuti delle Università e degli Istituti superiori sono emanati e, occorrendo, modificati:

a) per le Università: su proposta del Senato accademico, uditi il Consiglio d'amministrazione e le Facoltà e Scuole che costituiscono l'Università;

b) per gli Istituti superiori: su proposta del Consiglio della Scuola, udito il Consiglio d'amministrazione.

Gli Statuti e le eventuali loro modificazioni debbono essere pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

SEZIONE II

Delle RR. Università e dei RR. Istituti superiori di cui alla tabella B.

Art. 81. — Alle Università e Istituti superiori di cui alla tabella B si applicano le norme contenute nella Sezione I, salvo il disposto degli articoli seguenti.

Art. 82. — Le convenzioni relative al mantenimento delle Università e degli Istituti determinano, oltre gli oneri dello Stato e degli altri Enti:

a) le Facoltà e Scuole delle quali è costituita l'Università rispettiva, giusta il disposto dell'art. 3 comma 2°;

b) le norme relative alla composizione e rinnovazione del Consiglio di amministrazione per l'Università o Istituto; in ogni caso, il Consiglio è presieduto dal Rettore o Direttore e ne fanno parte due rappresentanti almeno del Governo, tra i quali l'Intendente di Finanza della Provincia;

c) i ruoli organici dei posti di professore per ciascuna Facoltà e Scuola: il numero dei posti deve essere tale da assicurare l'efficace funzionamento della Facoltà o Scuola medesima.

Le convenzioni sono approvate, e occorrendo modificate, per Decreto Reale, udita il Consiglio Superiore. Debbono essere pubblicate nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Art. 83. — Il governo delle Università composte di una sola Facoltà appartiene alle seguenti autorità:

- 1) Rettore;
- 2) Consiglio d'amministrazione;
- 3) Consiglio della Facoltà.

Per tali Università e agli effetti previsti dal presente Decreto, ai pareri o proposte del Senato accademico si sostituiscono rispettivamente pareri o proposte del Consiglio della Facoltà.

Art. 84. — Le spese per gli stipendi e per le indennità accademiche e di caro-viveri spettanti ai professori di ruolo, per gli emolumenti spettanti al personale di amministrazione e per le commissioni di cui agli articoli 47 comma 1° e 49 sono a carico del bilancio dell'Università o Istituto.

L'onere del trattamento di quiescenza pei professori di ruolo è a carico del bilancio dello Stato, tranne che per il Politecnico di Torino e per la Scuola d'ingegneria navale di Genova.

Tutti i provvedimenti concernenti lo stato giuridico e il trattamento economico e di quiescenza del personale di ogni categoria, esclusi i professori di ruolo, sono deliberati dal Consiglio d'amministrazione.

Art. 85. — A posti vacanti presso Università o Istituti di cui la tabella *B* possono essere trasferiti, osservando le norme dell'art. 20, anche professori di ruolo appartenenti ad Università o Istituti di cui alla tabella *A* e ad Università o Istituti liberi.

Art. 86. — Le disposizioni di cui all'art. 80 valgono in ordine ad eventuali modificazioni da apportarsi agli Statuti delle Università e Istituti superiori di cui alla tabella *B*.

TITOLO III

Del RR. Istituti superiori di Magistero

Art. 87. — I RR. Istituti superiori di Magistero sono retti dalle disposizioni del R. D. 13 marzo 1923 n. 736, salvo il disposto degli articoli seguenti.

A decorrere dal 1° ottobre 1924 è istituito un R. Istituto superiore di Magistero nella città di Messina.

Il Comune di Messina è obbligato a fornire il locale e l'arredamento e a provvedere a quanto in genere occorra all'Istituto stesso.

Art. 88. — Il Direttore è nominato dal Re tra i professori di ruolo appartenenti all'Istituto. Dura in ufficio un triennio e può essere confermato.

Art. 89. — I professori di ruolo sono di unico grado.

L'annessa tabella *L* determina, per ciascun Istituto, il numero dei positi di ruolo dei professori e lo stipendio e gli aumenti periodici di stipendio dei professori stessi.

Ad essi spetta inoltre una quota del provento delle sopratasse d'iscrizione, calcolata secondo modalità che saranno stabilite dal Regolamento.

Art. 90. — A ciascun Istituto sono addetti un segretario ed un applicato, appartenenti al ruolo organico del personale dell'amministrazione universitaria, di cui all'annessa tabella *I*.

L'annessa tabella *M* determina il numero dei subalterni (bidelli e custodi) di ciascun Istituto, lo stipendio di essi e i relativi aumenti periodici. Lo stato giuridico e le norme di carattere disciplinare per i subalterni saranno stabiliti con altro Decreto Reale.

Art. 91. — Ai professori di ruolo si applicano le norme di cui agli articoli dal 16 al 19 inclusi, dal 24 al 32 inclusi.

Art. 92. — Sono ammessi trasferimenti di professori di ruolo dall'uno all'altro dei RR. Istituti superiori di Magistero e da questi ultimi ad Università o Istituti di cui alle tabelle *A* e *B* ad Università o Istituti liberi, e viceversa.

I trasferimenti hanno luogo secondo le norme di cui all'art. 20 commi 1°, 2°, 3° ultima parte e 5°.

Art. 93. — Alla tabella *B* annessa al R. D. 13 marzo 1923, n. 736, concernente le tasse e sopratasse scolastiche, è sostituita l'annessa tabella *N*.

Le tasse di concorso per iscrizione, di immatricolazione, di iscrizione e di diploma sono devolute all'Erario. Le sopratasse sono versate direttamente alla cassa dell'Istituto : quelle di iscrizione sono destinate ai fini di cui all'art. 89 ultimo comma; quelle per esami di profitto e di diploma sono erogate per propine ai componenti le commissioni esaminatrici, secondo norme che saranno stabilite dal Regolamento.

I diritti di segreteria sono determinati dall'annessa tabella *H*.

Art. 94. — Agli studenti di disagiata condizione economica e più meritevoli può essere concessa dispensa totale o parziale dalle tasse di immatricolazione, di iscrizione e di diploma, secondo norme che saranno stabilite dal Regolamento.

Art. 95. — A ciascuno dei RR. Istituti superiori di Magistero di Firenze, Messina e Roma è assegnata la dotazione annua di L. 33.000.

Art. 96. — Alle borse di studio istituite con l'art. 14 del R. D. 13 marzo 1923 n. 736 sono aggiunte, a cominciare dall'esercizio finanziario 1924-25, venti borse di L. 2000 ciascuna per il R. Istituto di Messina.

TITOLO IV

Delle Università e degli Istituti superiori liberi

Art. 97. — Appartiene alla categoria di cui al n. 2) dell'art. 1 ogni Università e Istituto superiore libero, il cui ordinamento sia conforme alle norme del presente Decreto.

Art. 98. — Alle Università e agli Istituti liberi si applicano le norme contenute nel Titolo II, Sezione I, salvo il disposto degli articoli seguenti.

Art. 99. — L'Ente o gli Enti promotori della istituzione di un'Università o di un Istituto libero debbono rassegnare al Ministro lo schema del relativo Statuto, allegando una motivata relazione e un documentato piano finanziario.

Il Ministro accerta se lo schema, nel suo complesso, sia rispondente allo interesse generale degli studi e dell'istruzione superiore e, in particolare, se il piano finanziario sia adeguato al raggiungimento dei fini prefissi. Si provvede quindi osservando le forme di cui all'art. 1 comma 4°.

Art. 100. — Lo Statuto determina le Facoltà o Scuole delle quali si compone l'Università o l'Istituto libero; disciplina le materie indicate negli articoli 2 comma ultimo, 4 comma 1°, 37 comma ultimo, 49 e 52; il trattamento economico e di quiescenza dei professori di ruolo, lo stato giuridico e il trattamento economico e di quiescenza del personale di amministrazione, lo stato giuridico e il trattamento economico di tutte le altre categorie di personale la cui opera è necessaria per il funzionamento dell'Università o Istituto; stabilisce l'ammontare delle tasse e sopratasse scolastiche e dei diritti di segreteria.

Le spese per il personale di ogni categoria per le commissioni di cui agli articoli 17 comma 4° e 19 sono a carico del bilancio dell'Università o Istituto.

Art. 101. — I Rettori e i Direttori delle Università e degli Istituti liberi sono eletti nel modo che sarà stabilito dal rispettivo Statuto.

Il Consiglio d'amministrazione è composto e si rinnova secondo norme che saranno determinate dallo Statuto tenuto conto delle particolari condizioni ed esigenze di ciascuna Università o Istituto libero. In seno al Consiglio possono essere rappresentati Enti e privati, che contribuiscano con annui assegni al mantenimento dell'Università o Istituto; in ogni caso, il Consiglio è presieduto dal Rettore o Direttore e ne fa parte un rappresentante del Governo, scelto dal Ministro.

I Presidi e Direttori sono nominati dal Rettore su proposta delle rispettive Facoltà o Scuole.

Art. 102. — Il Consiglio della Facoltà o della Scuola si compone, di regola, di tutti i professori ufficiali che vi appartengono.

Il Collegio generale dei professori si compone di tutti i professori ufficiali.

Art. 103. — Lo Statuto determina, per ciascuna Facoltà e Scuola, il ruolo organico dei posti di professore.

Il numero dei posti deve essere tale da assicurare l'efficace funzionamento della Facoltà o Scuola medesima.

Art. 104. — Ai posti vacanti di professore possono trasferirsi col loro consenso professori di ruolo appartenenti ad Università o Istituti di cui alle tabelle A o B o ad Università o Istituti liberi.

Il parere del Consiglio Superiore, prescritto dall'art. 20 comma 3° è provocato dal Ministro, su richiesta dell'Università o Istituto.

Art. 105. — La censura ai professori di ruolo è inflitta per iscritto dal Rettore o Direttore, udite le giustificazioni dell'interessato.

La censura a Rettori o Direttori è inflitta esclusivamente dal Ministro.

L'iniziativa dei procedimenti disciplinari di cui all'art. 29 può essere presa anche dal Ministro; i conseguenti provvedimenti sono adottati con decreto ministeriale.

Le disposizioni del comma precedente valgono per i procedimenti disciplinari a carico di liberi docenti nei casi di cui all'art. 45 comma 4°.

Art. 106. — Lo stipendio e gli aumenti periodici di stipendio dei professori di ruolo non possono essere inferiori a quelli stabiliti dalla tabella E.

Le Università e gli Istituti non sono tenuti a corrispondere ai professori di ruolo l'emolumento di cui alla lett. a) dell'art. 33.

Art. 107. — Tutti i provvedimenti concernenti lo stato giuridico e il trattamento economico e di quiescenza del personale di ogni categoria sono deliberati dal Consiglio d'amministrazione e resi esecutivi dal Rettore o Direttore, salvo il disposto dell'art. 105 commi 2°, 3° e 4°.

Art. 108. — L'ammontare delle varie tasse e sopratasse scolastiche non può essere inferiore a quello stabilito dall'annessa tabella G.

Le sopratasse debbono essere devolute ai fini di cui al comma 2° dell'art. 54 e secondo le modalità ivi indicate.

Art. 109. — Alle Università e agli Istituti liberi non si applicano le disposizioni contenute negli articoli 70 comma 2° e 78.

Art. 110. — Le disposizioni di cui all'art. 80 valgono in ordine ad eventuali modificazioni da apportarsi agli Statuti delle Università e degli Istituti liberi.

Art. 111. — Ai titoli accademici rilasciati posteriormente al 1° ottobre 1924 da Università o Istituti ora esistenti non compresi nelle tabelle A e B sarà riconosciuta efficacia legale soltanto se, a decorrere dalla stessa data, i loro ordinamenti saranno stati, per Decreto Reale, udito il parere del Consiglio Superiore, modificati in relazione alle norme del presente Decreto.

Art. 112. — Le Università e gli istituti liberi possono essere soppressi con Decreto Reale ogni qual volta si accerti che i mezzi finanziari di cui dispongono non siano più sufficienti per il conseguimento dei fini prefissi o che lo insegnamento in essi impartito non sia sostanzialmente informato al rispetto delle istituzioni e dei principii che governano l'ordine sociale dello Stato.

TITOLO V

Disposizioni speciali

Art. 113. — Le Scuole superiori di agraria di Bologna e Pisa e le Scuole superiori di medicina veterinaria passano, a decorrere dalla data di pubblicazione del presente Decreto, alla dipendenza del Ministero dell'Economia nazionale, nello stato di fatto e di diritto in cui si trovano alla data stessa.

Art. 114. — Saranno soppressé, a decorrere dal 1° ottobre 1924, le Scuole universitarie di farmacia e ostetricia annesse ai Licei di Aquila, Bari e Catanzaro.

Dalla stessa data potranno, per Decreto Reale e a totale carico di Enti o di privati, istituirsi nelle città di Aquila e Catanzaro Scuole di ostetricia: e ciò a prescindere dalle Scuole di farmacia e ostetricia che potranno istituirsi annesse all'Università, nella città di Bari.

TITOLO VI

Disposizioni generali e finali

Art. 115. — Nessuno può essere assunto ad ufficio di qualsiasi natura presso Università, Istituti superiori e Istituti superiori di Magistero o conseguire l'abilitazione alla libera docenza, se non sia cittadino italiano o italiano non regnicolo, salvo il disposto dell'art. 35 comma 3°. e se non abbia tenuto sempre regolare condotta.

Art. 116. — È vietato ai professori e ad ogni altra persona che presti a qualsiasi titolo servizio presso le Università e gli Istituti superiori, eccezione fatta per il personale incaricato della vigilanza e custodia, di abitare in locali e stabilimenti delle Università e Istituti, sia a titolo gratuito sia dietro corrispettivo.

Art. 117. — Nel bilancio del Ministero della P. L. è annualmente stanziata la somma di L. 2.000.000 per incoraggiamenti a ricerche di carattere scientifico o per contribuire, anche in concorso co Enti o privati, al migliore assetto scientifico e didattico delle Facoltà o Scuole e dei rispettivi istituti scientifici.

Il Ministro, udito il parere di un Comitato tecnico nominato dal Consiglio Superiore, provvede alla ripartizione del fondo stesso, destinando le relative somme a scopi determinati.

Art. 118. — Nel bilancio del Ministero della P. L. è annualmente stanziato un fondo per provvedere alla concessione a favore di laureati o diplomati di borse di perfezionamento negli studi presso Università o Istituti superiori italiani o stranieri.

Le norme per il conferimento di tali borse verranno stabilite dal Regolamento generale universitario.

Art. 119. — Nulla è innovato per tutto ciò che concerne lavori aventi carattere straordinario relativi all'assetto edilizio delle Università e degli Istituti superiori di cui alle tabelle A e B.

Restano altresì invariate le disposizioni riguardanti opere edilizie e di arredamento da eseguirsi coi residui accantonati a favore delle Università di Catania, Messina e Palermo sugli assegni fissi e crediti di cui alla legge 13 luglio 1903 n. 384 e relativo Regolamento approvato con R. D. 25 marzo 1906 n. 455, coi fondi accantonati a favore dell'Università di Messina in dipendenza del R. D. L. 3 giugno 1909 n. 480, convertito in legge con la legge 21 luglio 1910 n. 579, e coi fondi vincolati a favore della Scuola d'ingegneria di Pisa in dipendenza della convenzione approvata con la legge 22 giugno 1913 n. 856.

Art. 120. — Con altro Decreto Reale, da emanarsi su proposta del Ministro della P. I. di concerto con quello delle Finanze, saranno stabilite le norme concernenti il computo dei servizi prestati dal personale di ogni categoria agli effetti del trattamento di quiescenza e al riparto dei relativi oneri tra gli Engli alla dipendenza dei quali i servizi medesimi sono stati successivamente prestati.

Art. 121. — Il Regolamento generale universitario, in esecuzione del presente Decreto, sarà emanato udito il Consiglio superiore della P. I.

Art. 122. — Avranno applicazione dal 16 ottobre 1923 le disposizioni contenute nel Capo III, limitamente alle Università e Istituti di cui alla tabella A; negli articoli dal 20 al 32 inclusi, 33 commi 2° e 3°, 34, 35 comma 4°; nel Capo V; negli articoli 48, 53, 54 comma 1°, 79, 87 comma 1°, 88, 89 ultimo comma, 91 (eccezion fatta per il riferimento agli articoli dal 16 al 19 inclusi), 93, 94, 115, 116, 119 e 121.

Le disposizioni contenute nel Capo II avranno applicazione dal 1° gennaio 1924.

Le rimanenti disposizioni avranno applicazione dal 1° ottobre 1924 e dalla stessa data saranno abrogati il T. U. delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con R. D. 9 agosto 1910 n. 795 e successive modificazioni, la legge 25 luglio 1922 n. 1147, i DD. LL. 28 ottobre 1917 n. 1905 e 3 febbraio 1918 n. 199.

Sono abrogate, a decorrere, secondo i casi, dal 16 ottobre 1923 e dal 1° ottobre 1924, tutte le disposizioni diverse o contrarie a quelle contenute nel presente Decreto.

TITOLO VII

Disposizioni transitorie

Art. 123. — A decorrere dal 16 ottobre 1923 cesseranno dall'ufficio i Rettori e Direttori delle Università e degli Istituti superiori di cui all'annessa tabella A e i Presedi e Direttori delle Facoltà e Scuole che costituiscono le predette Università.

Art. 124. — Limitatamente al 30 settembre 1924, il Consiglio d'amministrazione della Scuola di architettura di Roma sarà composto dal Direttore della Scuola, presidente, di tre membri scelti dal Ministro tra persone di riconosciuta competenza e dell'intendente di Finanza della Provincia di Roma, quale rappresentante del Governo.

Art. 125. — Gli attuali professori «emeriti» e «onorari» e gli attuali dottori aggregati conserveranno tali qualifiche e le prerogative ad essi riconosciute dalle disposizioni vigenti all'atto della pubblicazione del presente Decreto.

Art. 126. — Le disposizioni del presente Decreto relative alla natura e all'ammontare degli emolumenti di qualsiasi specie assegnati alle varie categorie di personale che presta servizio presso le Università, gli Istituti superiori e gli Istituti superiori di Magistero varranno transitoriamente fino a quando non saranno emanati provvedimenti di carattere generale concernenti il trattamento economico del personale dell'Amministrazione dello Stato.

Non potrà apportarsi in dipendenza di tali provvedimenti alcuna modificazione all'ammontare dei contributi a carico dello Stato stabiliti dalla tabella B annessa al presente Decreto.

Art. 127. — Agli effetti dell'art. 19, coloro che alla data del 16 ottobre 1924 rivestano la qualità di professori straordinari stabili ai sensi del T. U. delle leggi sull'Istruzione superiore saranno senz'altro sottoposti al giudizio della commissione di cui al precitato art. 19 comma 3° e in caso di giudizio favorevole saranno confermati stabili con decorrenza dal 16 ottobre 1924. Rimangono validi gli atti in corso per promozioni ad ordinario.

Ove il giudizio sia sfavorevole, potranno essere, su conforme parere del Consiglio Superiore, mantenuti in servizio per un altro biennio a decorrere dal 16 ottobre 1924, al termine del quale saranno sottoposti al giudizio di nuova commissione. Se questo sarà favorevole, saranno confermati stabili dal 16 ottobre 1926; altrimenti saranno dispensati dal servizio e ammessi a liquidare quanto potrà loro spettare in base alle norme vigenti sulle pensioni degli impiegati civili.

Nei riguardi degli altri professori straordinari si applicheranno le disposizioni di cui all'art. 19 a mano a mano che, posteriormente al 16 ottobre 1924, compiranno tre anni di effettivo e ininterrotto servizio.

Art. 128. — Gli attuali professori straordinari, che siano stati sfavorevolmente giudicati per la promozione ad ordinario o che al loro turno di anzianità non abbiano presentato istanza per detta promozione, dovranno essere sottoposti, non oltre un biennio dal 16 ottobre 1924, al giudizio di una commissione a norma dell'art. 49 comma 3°. In caso di giudizio sfavorevole saranno senz'altro dispensati dal servizio e si applicheranno nei loro riguardi le disposizioni di cui all'art. 6 del R. D. 25 gennaio 1923 n. 87.

Art. 129. — I professori di ruolo saranno col 1° ottobre 1924 collocati nel quadro di classificazione degli stipendi in applicazione della tabella E.

Coloro che a tale data saranno provvisti di stipendio superiore a quello spettante in base al collocamento nel quadro di classificazione degli stipendi conserveranno la differenza come assegno personale, valutabile agli effetti della pensione e che sarà assorbita nei successivi aumenti.

Art. 130. — I professori de ruolo, a favore dei quali sia stato applicato l'art. I del R. D. 5 dicembre 1920 n. 1855 nel grado di straordinario, beneficeranno, col conseguimento della stabilità, del disposto di cui alla nota 2) apposta alla tabella E.

Ai detti professori non saranno tuttavia corrisposti gli aumenti periodici sullo stipendio di annue L. 14.000 fino a quando non sarà stata compensata la somma complessiva che, in conseguenza dell'applicazione nel grado di straordinario dell'art. I del precitato Decreto, abbiano percepito in più dello stipendio che sarebbe loro spettato.

In ogni caso, nessun professore, per effetto del Precedente comma, potrà percepire stipendio inferiore a quello di cui era provvisto all'atto del conseguimento della stabilità.

Art. 131. — Ai professori di ruolo nominati anteriormente alla data di pubblicazione del presente Decreto son fatti salvi i diritti loro derivanti dall'art. 4 del R. D. 13 maggio 1920 n. 929.

Art. 132. — Le disposizioni degli articoli dal 127 al 131 inclusi si applicheranno anche nei riguardi dei professori dei RR. Istituti superiori di Magistero.

Art. 133. — I professori di ruolo, che abbiano compiuto il 75° anno di et a anteriormente alla data di pubblicazione del presente Decreto, saranno collocati a riposo a decorrere da quest'ultima data.

Art. 134. — A tutti i professori di ruolo delle RR. Università, dei R. R. Istituti superiori e dei R. R. Istituti superiori di Magistero che, non trovandosi nelle condizioni di cui al precedente articolo, presentino domanda di collocamento a riposo dalla data di pubblicazione del presente Decreto e non oltre il 30 giugno 1924, si applicheranno le disposizioni di cui all'art. 6 del R. D. 25 gennaio 1924 n. 87.

Art. 135. — Sono abrogate dal 16 ottobre 1923 le disposizioni di cui all'art. 28-bis e conseguenti della legge 25 luglio 1922. n. 1117, riguardanti il secondo insegnamento o l'assegno corrispondente.

In relazione al comma precedente sono dalla predetta data abrogati gli articoli dal 3 al 5, dall'8 al 10, dal 14 al 16, dal 18 al 20, dal 23 al 28, dal 40 al 49, dal 53 al 58 inclusi del R. D. 4 gennaio 1923 n. 58.

Per l'anno scolastico 1923-24 gli incarichi di insegnamenti di materie obbligatorie e facoltative saranno conferiti con decreto ministeriale, in base alle norme attualmente vigenti e alle disposizioni di cui all'art. 35 comma 4°.

§ Ai professori di ruolo, ove così richiedano le esigenze dell'insegnamento e per le materie alle quali non vi sia possibilità di provvedere altrimenti in modo efficace, può esser fatto obbligo di tenere, a titolo di gratuito incarico, l'insegnamento di altra materia, che, a giudizio della Facoltà o Scuola, sia affine a quella di cui sono titolari.

Art. 136. — I professori di ruolo, che attualmente cumulano con quello di professore altro ufficio previsto dall'art. 22, dovranno entro il 31 dicembre 1923 optare per l'uno o per l'altro di essi.

Nel caso di mancata dichiarazione di opzione entro il termine sopra indicato sarà provveduto d'autorità e con effetto dal 1° gennaio 1924 al collocamento a riposo dall'ufficio di professore universitario.

Art. 137. — Coloro che al 1° ottobre 1923 siano per regolare autorizzazione forniti di alloggio in locali o stabilimenti di pertinenza delle Università o Istituti superiori potranno conservarlo *ad personam*, salvo che diversamente richiedano esigenze del servizio.

Durante l'anno scolastico 1923-24 l'Intendente di Finanza determinerà il valore commerciale dei locali adibiti ad uso di abitazione e stabilirli in relazione ad esso il canone di affitto annuale, che gli interessati dovranno corrispondere a decorrere dal 1° ottobre 1924 e che sarà devoluto all'Università o Istituto superiore rispettivo.

Art. 138. — Posteriormente al 1° ottobre 1924 e fino al 31 maggio 1925 le Facoltà e Scuole delle Università e degli Istituti superiori di cui all'art. 1, per provvedere con nuove nomine a posti di ruolo vacanti, potranno, prescindendo dalla procedura di cui all'art. 47, scegliere liberamente persone comprese nelle graduatorie di concorsi a cattedre universitarie della stessa materia, i cui atti siano stati approvati da non oltre un biennio anteriormente alla data di pubblicazione del presente Decreto, e che non abbiano già conseguito nomina a posti di ruolo presso Università Istituti superiori.

Art. 139. — Ove le libere Università di Camerino, Ferrara, Perugia e Urbino entrino a far parte della categoria di cui al n. 2) dell'art. 1, i professori di ruolo anteriormente nominati presso le Università stesse non potranno essere trasferiti a Università o Istituti superiori di cui alle tabelle A e B se non siano stati compresi in graduatorie di concorsi a cattedre della stessa materia presso RR. Università o RR. Istituti superiori.

Essi saranno tuttavia considerati quali liberi docenti agli effetti dell'art. 17 comma 1°.

La norma del comma 1° del presente articolo varrà per i trasferimenti ad Università o Istituti superiori di cui all'art. 1 degli attuali professori di ruolo dei RR. Istituti superiori di Magistero.

Art. 140. — A decorrere dal 1° ottobre 1924 cessaranno di aver vigore le convenzioni stipulate tra Stato e altri Enti e tutti gli atti, anche di carattere legislativo, relativi a contributi da corrispondersi all'Esercizio per il mantenimento di Università e Istituti di cui alla tabella B.

Art. 141. — Agli effetti di cui all'art 82, in ciascuna delle sedi indicate nella tabella *B* dovrà costituirsi un Comitato provvisorio per predisporre la convenzione relativa al mantenimento dell'Università o Istituto, prendendo opportuni accordi con gli Enti e con i privati che intendano contribuirvi. Il Comitato di Milano dovrà predisporre due distinte convenzioni, relativi rispettivamente al mantenimento della Università e della Scuola d'ingegneria.

Cureranno la costituzione di tali Comitati : per Catania, Macerata, Messina, Milano, Modena, Parma, Sassari e Siena, il Rettore delle rispettive Università ; per Bari, il Prefetto della Provincia ; per Bologna, il Direttore della Scuola di chimica industriale ; per Firenze, il Soprintendente dell'Istituto di studi superiori ; per Genova, il Direttore della Scuola navale superiore ; per Torino, il Direttore del Politecnico.

Entro il mese di febbraio 1924 i presidenti dei Comitati rassegheranno al Ministro gli schemi delle convenzioni, allegando motivate relazioni e documentati piani finanziari.

Il Ministro accerterà se gli schemi, nel loro complesso, rispondano all'interesse generale degli studi e dell'istruzione superiore e, in particolare, se i piani finanziari siano adeguati al raggiungimento dei fini prefissi. Si provvederà quindi osservando le forme di cui al precitato art. 81 comma ultimo.

Art. 142. — Ove entro il termine prescritto dal precedente articolo comma 3° i presidenti dei Comitati provvisori non abbiano rassegnato al Ministro gli schemi delle convenzioni corredati degli indicati documenti, verranno per Decreto Reale soppressi a decorrere dal 1° ottobre 1924 i relativi stabilimenti Universitari e conseguentemente verrà dalla stessa data modificata la tabella *B*.

Art. 143. — L'Università di Milano s'intenderà dal 16 ottobre 1923 costituita dall'attuale Accademia scientifico-letteraria, che dalla stessa data assumerà la denominazione di Facoltà di lettere e filosofia, e dagli Istituti clinici di perfezionamento, che fino al 30 settembre 1924 continueranno ad esser governati dai loro speciali ordinamenti. È abrogata la legge 31 marzo 1921 n. 479.

Sarà provveduto, limitamente al 30 settembre 1924, alla nomina del Rettore dell'Università di Milano : tale ufficio sarà, per l'anno scolastico 1923-24, cumulabile con quello di capo di uno degli Istituti di cui al comma precedente.

Art. 144. — La tabella *D* avrà vigore dal 1° ottobre 1924.

Fino a tale data non saranno consentite nuove nomine presso Università, Istituti superiori e Istituti superiori di Magistero del Regno, salvi i diritti dipendenti da concorsi giudicati o in corso di giudizio all'atto della pubblicazione del presente Decreto.

Saranno soltanto consentiti trasferimenti di professori nei limiti dei rispettivi ruoli organici di cui alle tabelle *D* e *L* :

a) dall'una all'altra delle Università o Istituti di cui alla tabella *A* o dall'uno all'altro dei RR. Istituti superiori di Magistero ;

b) dalle Università o Istituti di cui alla tabella *A* ai RR. Istituti superiori di Magistero ;

c) dalle Università o Istituti di cui alla tabella *B* alle Università e Istituti di cui alla tabella o ai RR. Istituti superiori di Magistero.

I professori potranno essere trasferiti per l'insegnamento della materia di cui sono titolari o di altra materia, indipendentemente dall'osservanza delle disposizioni di cui ai commi 1°, 2° e 3° ultima parte dell'art. 20 e, ove il Ministro le ritenga opportuno nell'interesse generale degli studi anche indipendentemente da deliberazione della Facoltà o Scuola.

Coloro che non accetteranno il trasferimento da Università o Istituti di cui alla tabella *B* a Università o Istituti di cui alla tabella *A* o a RR. Istituti superiori di Magistero saranno dispensati dal servizio e ammessi a liquidare quanto potrà loro spettare in base alle norme vigenti sulle pensioni degli impiegati civili.

I trasferimenti di cui al presente articolo, ove non siano decretati entro il 31 dicembre 1922, decorreranno dal 1° ottobre 1924.

Art. 145. — Nulla è innovato alle disposizioni di cui all'art. 3 comma 2° del R. D. 31 dicembre 1923 n. 1679.

Art. 146. — I professori di ruolo che alla data del 1° ottobre 1924 si troveranno in eccedenza ai ruoli organici delle Facoltà o Scuole delle Università o degli Istituti di cui all'annessa tabella *A* vi saranno mantenuti in soprannumero.

Art. 147. — Presso le Facoltà o Scuole delle Università e presso gli Istituti di cui alla tabella *B* saranno mantenuti a decorrere dal 1° ottobre 1924 tanti professori quanti sono i posti previsti dai ruoli organici stabiliti dalle rispettive convenzioni, scelti dal Ministro, tenuto conto del nuovo ordinamento didattico e a suo giudizio insindacabile tra, quelli appartenenti alle Facoltà o Scuole o Istituti medesimi.

Gli stipendi e le indennità accademiche e di caro-viveri spettanti a detti professori continueranno ad esser loro direttamente corrisposti dallo Stato, a carico del quale rimarrà l'onere del relativo trattamento di quiescenza.

L'Università o Istituto verserà annualmente allo Stato, per ciascuno dei predetti professori, la somma corrispondente all'ammontare medio dello stipendio computato in base all'annessa tabella *E* e dell'indennità caro-viveri calcolato in L. 2500 per ciascuna persona all'ammontare dell'indennità accademica.

Art. 148. — I professori di ruolo delle Università o Istituti di cui alla tabella *B* che non conseguano una sistemazione per effetto degli articoli 144 e 147, saranno, a decorrere dal 1° ottobre 1924, assegnati per l'insegnamento della materia già professata o di altra materia a Facoltà o Scuole delle Università o ad Istituti di cui alla tabella *A* o a RR. Istituti superiori di Magistero limitatamente, per questi ultimi, ai posti disponibili nei relativi ruoli organici.

Il ministro, tenuto conto della situazione delle Università e Istituti predetti e dei RR. Istituti superiori di Magistero e, in genere, degli studi provvederà a tali assegnazioni con suo decreto e a suo giudizio insindacabile. Non potranno tuttavia assegnarsi professori a Facoltà o Scuole o ad Istituti che abbiano eccedenza di professori rispetto al loro ruolo organico se non si provveda in pari tempo a colmare le deficienze che even-

tualmente si verifichino presso altre Facoltà o Scuole delle Università a presso altri Istituti di cui alla tabella A o presso le R. R. Istituti superiori di Magistero.

Coloro che entro il termine fissato dal Ministro non assumeranno l'ufficio cui saranno stati assegnati verranno dispensati dal servizio e ammessi a liquidare quanto potrà loro spettare in base alle norme vigenti sulle pensioni degli impiegati civili.

Art. 149. — Per ogni Facoltà, Scuola o Istituto di cui alla tabella A, per i quali, alla data del 1° ottobre 1924 e per effetto degli articoli 146 e 148 si verificheranno eccedenze di professori rispetto ai relativi ruoli organici, si formeranno altrettanti ruoli transitori, nei quali saranno iscritti, per ordine di anzianità di nomina a professore universitario di ruolo, i professori meno anziani di sede.

Ai posti che a cominciare dal 1° ottobre 1924 si renderanno vacante nei singoli ruoli si provvederà alternativamente a norma dell'art. 161° riassorbendo in organico un professore in soprannumero secondo l'ordine d'iscrizione nel ruolo transitorio, fino ad esaurimento del ruolo stesso.

Il turno di cui al precedente comma avrà inizio con l'applicazione delle norme di cui all'art. 16 del presente Decreto.

Art. 150. — Ove gli schemi di convenzioni relative al mantenimento delle Università e Istituti di cui alla tabella B prevedano l'istituzione dal 1° ottobre 1924 di nuove o diverse Facoltà o Scuole, il Ministro potrà porre temporaneamente a propria disposizione professori di qualsiasi Università o Istituto, in numero non superiore a quello previsto dai ruoli organici contenuti nei predetti schemi di convenzioni, allo scopo di dar loro incarico di attendere a quanto sarà necessario per l'assetto scientifico e didattico delle istituende Facoltà o Scuole.

Tali professori potranno col loro consenso essere dal Ministro definitivamente assegnati alle Facoltà o Scuole medesime, ove esse vengano effettivamente istituite dal 1° ottobre 1924.

Art. 151. — Per provvedere, entro il limite dei rispettivi ruoli organici, a posti di professore presso le Facoltà o Scuole di cui al precedente articolo ove manchi il consenso dei professori ivi indicati nell'ultimo comma, il Ministro potrà trasferirvi su domanda, a decorrere dal 1° ottobre 1924 e prescindendo dalla disposizione di cui all'art. 20 comma 3° ultima parte, professori di qualsiasi Università o Istituto per l'insegnamento della materia di cui sono titolari o di altra materia.

Nei riguardi di detti professori e di quelli di cui all'ultimo comma dell'articolo precedente si applicheranno le disposizioni dei commi 2° e 3° dell'art. 147.

Il Ministro, qualora rimangano disponibili altri posti di ruolo e, tenuto conto del nuovo ordinamento didattico delle Facoltà o Scuole di cui trattasi, ritenga opportuno di coprirli in tutto o in parte, potrà provvedervi con nuove nomine, valendosi delle graduatorie di cui all'art. 138 e nell'ordine secondo il quale i designati sono compresi nelle graduatorie medesime. In mancanza, la scelta delle persone da nomi-

narsi sarà fatta, per ciascuna materia, da una commissione nominata composta secondo l'art. 17 comma 1°.

Art. 152. — Per provvedere, entro il limite rispettivi ruoli organici, a posti di professore presso la Facoltà di lettere e filosofia dell'Università di Cagliari e presso il R Istituto superiore di Magistero di Messina, che si istituiranno col 1° ottobre 1924, il Ministro potrà, nell'ordine sotto indicato :

a) assegnarvi, e norma dell'art. 148, professori delle Facoltà di lettere e filosofia delle Università di cui alla tabella B, per l'insegnamento della materia di cui sono titolari o di altra materia : varranno in questo caso le disposizioni di cui all'ultimo comma del predetto articolo;

b) trasferirvi su domanda, prescindendo dalla disposizione di cui all'art. 20 comma 3° ultima parte, professori delle Facoltà di lettere e filosofia di qualsiasi Università per l'insegnamento della materia di cui sono titolari o di altra materia;

c) procedere a nuove nomine, secondo le modalità di cui al comma 3° dell'articolo precedente.

Art. 153. — Ai professori competono le indennità di trasferimento nei casi di cui agli articoli 144, 148, 159 ultimo comma, 151 et 152, eccezion fatta per i trasferimenti su domanda previsti dagli ultimi due dei citati articoli.

Art. 154. — Le norme transitorie per la sistemazione dell'attuale personale dell'amministrazione universitaria saranno stabilite con il Decreto Reale, di cui all'art. 61.

Art. 155. — Cesseranno dal 1° ottobre 1924 di aver vigore le tabelle organiche del personale assistente, tecnico e subalterno delle Università e degli Istituti superiori, salvo quanto concerne il personale assegnato agli Osservatori astronomici e Vesuviano e saranno dalla stessa data soppressi i posti speciali del personale vario di cui numeri I, III, IV, VII et XV della tabella F annessa al R. D. 7 dicembre 1922 n. 1594.

Dalla data di pubblicazione del presente Decreto al 30 settembre 1924 non si provvederà a nuove nomine a posti di ruolo delle categorie di cui al precedente comma. Limitatamente ai casi di riconosciuta necessità, potranno coprirsi posti di aiuto, assistente, tecnico e subalterno soltanto a titolo di provvisorio incarico per periodo di tempo non eccedente la predetta data.

Art. 156. — Il personale delle categorie di cui al comma 1° del precedente articolo, escluso quello in soprannumero e straordinario, che al 1° ottobre 1924 si troverà addetto alle Università e Istituti di cui alla tabella A, rimarrà in servizio presso le Università e Istituti medesimi governato dalle disposizioni del R. D. 7 dicembre 1922 n. 1594, e fino a cessazione dal servizio per qualsiasi causa. Gli emolumenti spettanti al personale delle categorie medesime continueranno ad esser corrisposti dallo Stato, a carico del quale rimarrà l'onere del relativo trattamento di quiescenza. Le Università e gli Istituti verseranno annualmente allo Stato, per ciascuna persona, la somma corrispondente all'ammontare medio dello stipendio spettante alla categoria e grado cui appartiene e all'ammontare medio dell'indennità caro-viveri calcolato in L. 2500.

Le disposizioni di cui al precedente comma verranno per il personale vario, assistente e tecnico, escluso quello in soprannumero e straordinario, che al 1° ottobre 1924 si troverà addetto alle Università e Istituti di cui alla tabella *B* semprechè presso le Università medesime siano conservate le relative Facoltà o Scuole. Il rimanente personale assistente e tecnico cesserà dal servizio col 30 settembre 1924 e sarà ammesso a liquidare quanto potrà spettare in base alle disposizioni vigenti sulle pensioni degli impiegati civili.

Le stesse disposizioni varranno per il personale subalterno che al 1° ottobre 1924 si troverà addetto alle Università e Istituti di cui alla predetta tabella *P* e che, a giudizio insindacabile dei Consigli d'amministrazione, vi troverà utile impiego.

Il rimanente personale subalterno sarà iscritto in uno speciale ruolo transitorio e dal Ministro assegnato a Università o Istituti di cui alla tabella *A*, tenuto conto delle richieste dei rispettivi Consigli d'amministrazione, o presso altri stabilimenti dipendenti dal Ministero della P. I. Coloro che entro il termine stabilito non assumeranno l'ufficio loro assegnato saranno dispensati dal servizio e ammessi a liquidare quanto potrà spettare in base alle norme vigenti sulle pensioni degli impiegati civili.

Art. 157. — Per le abilitazioni alla libera docenza, per le quali la commissione giudicatrice sia stata costituita e convocata anteriormente alla data di pubblicazione del presente Decreto, non si applicheranno le disposizioni di cui agli articoli 39 e 40.

L'art. 42 è applicabile ai liberi docenti che hanno conseguito l'abilitazione anteriormente alla data predetta.

Art. 158. — Posteriormente al 31 dicembre 1923 e fino alla sessione estiva dell'anno scolastico 1923-24 non potranno conferirsi lauree o diplomi presso alcuna Università o Istituto superiore del Regno, ancorchè liberi.

Art. 159. — Le competenti autorità accademiche adatteranno le opportune disposizioni per regolare tutti i casi transitori derivanti dall'applicazione del presente Decreto per quanto concerne la carriera scolastica degli studenti.

Art. 160. — Per l'anno scolastico 1923-24 nulla è mutato in ordine alla destinazione del provento delle tasse di immatricolazione, di iscrizione e di laurea o diploma.

Le sopratasse d'iscrizione, per esami di profitto e per esami di laurea o diploma saranno versate direttamente alla cassa delle Università e Istituti superiori.

Col provento delle sopratasse d'iscrizione si provvederà a norma dei commi 3°, 4°, 5° et 6° dell'art. 29-bis della legge 25 luglio 1922 n. 1147; il provento delle altre sopratasse sarà erogato per propine ai componenti le commissioni esaminatrici.

Art. 161. — Per determinare il contributo annuo a carico del bilancio dello Stato per ogni Università e Istituto superiore di cui alla tabella *A* si terrà conto :

a) di un numero di incarichi di insegnamento risultante dalla

differenza tra il numero dei posti di professore stabilito dai ruoli organici di cui alla tabella *D* e quello degli incarichi effettivamente conferiti per decreto ministeriale nell'anno scolastico 1923-24;

b) del numero di aiuti, assistenti, tecnici e subalterni previsto dalle relative tabelle organiche, escluso il personale assegnato agli Osservatori astronomici e Vesuviano, degli impiegati vari di cui ai nn. I, III, VII et XV della tabella *F* annessa al R. D. 7 dicembre 1922 n. 1594, degli aiuti, assistenti, tecnici e subalterni in soprannumero e straordinari effettivamente in servizio presso l'Università e Istituto alla data del 16 ottobre 1923. Per le Scuole d'ingegneria di Padova, Palermo e Pisa il numero complessivo dei subalterni previsto dalle tabelle organiche per le Università delle sedi stesse verrà, agli effetti di cui al presente articolo, convenientemente ripartito dal Ministro tra l'Università e la rispettiva Scuola d'ingegneria.

Le spesa per gli incarichi di cui alla lett. a) sarà determinata in base alla retribuzione media di L. 5000 e all'indennità caro-viveri media di L. 2500 per ciascun incarico. Quella per il personale di cui alla lett. b) sarà determinata in base all'ammontare medio, per ciascuna categoria, dello stipendio ad essa assegnato a norma del R. D. 7 dicembre 1922 n. 1594 e dell'indennità caro-viveri media di L. 2500 e, per il personale in soprannumero e straordinario, in base all'ammontare delle effettive retribuzioni corrisposte alla data del 16 ottobre 1923 e all'indennità caro-viveri nella misura media sopra indicata.

c) delle spese normali relative al mantenimento delle Università ed Istituti, secondo il riparto, fatto tra le Università e Istituti medesimi alla data del 1° luglio 1923, delle ordinarie assegnazioni riferibili alle dotazioni per spese generali, per quelle di funzionamento degli istituti scientifici, di mantenimento delle cliniche e di acquisto di combustibile e alle somme consolidate in sostituzione dei maggiori proventi delle tasse. Alla somma così determinata per ogni Università o Istituto verrà aggiunta, proporzionalmente alla somma attribuita a ciascuno di essi quale dotazione per spese generali, una quota della somma alla data del 1° luglio 1923 destinata dal Ministero della P. I. per assegni supplementari sul fondo iscritto nella parte ordinaria del bilancio.

Dalla somma risultante dagli elementi di cui alle lettere a), b), e c) verrà detratto il provento delle tasse d'immatricolazione e d'iscrizione, computato in base alla tabella *G* e alla popolazione scolastica dell'anno 1922-23 ridotta del venti per cento.

Al contributo annuo, che verrà così determinato per l'Università di Palermo, sarà aggiunto l'assegno fisso di L. 40.000, in dipendenza della legge 13 luglio 1905 n. 384.

Art. 162. — Per l'esercizio finanziario 1923-24 la somma iscritta al capitolo 79 dello stato di previsione della spesa per il Ministero della pubblica istruzione sarà aumentata di L. 5,000,000.

Art. 163. — Nel caso di soppressione di Università o Istituti di cui alla tabella *B* gli immobili dello Stato già a servizio delle Università o Istituti medesimi saranno destinati a scopi di pubblica istruzione o, in genere, di cultura a vantaggio dei Comuni o Provincie rispettivi; il

materiale mobile di qualsiasi natura sarà invece passato in proprietà di Università o Istituti di cui alle tabelle *A* e *B* o assegnato a servizio di RR. Istituti superiori di Magistero, tenuto conto del fabbisogno e della qualità del materiale medesimo.

Nel caso di soppressione parziale di Facoltà o Scuole, le disposizioni del precedente comma varranno limitatamente agli immobili e al materiale mobile già a servizio delle Facoltà o Scuole soppresse.

Art. 161. — Gli schemi degli Statuti delle Università e Istituti superiori di cui alla tabella *A*, saranno predisposti a norma dell'art. 80 e rassegnanti al Ministro entro il mese di febbraio 1924.

Gli schemi degli Statuti delle Università e Istituti superiori di cui alla tabella *B* saranno predisposti : per le Università di Catania, Messina, Modena, Parma, Sassari e Siena, dai Consigli accademici, udite le Facoltà e Scuole che costituiscono le Università ; per l'Università di Bari, da un Comitato di persone competenti nominato dal Ministro ; per l'Università di Macerata, dal Consiglio della Facoltà, udita la Commissione amministrativa del Consorzio ; per l'Università di Milano, da un Comitato di persone scelte dal Rettore tra professori di ruolo appartenenti alla Facoltà di lettere e filosofia e agli Istituti clinici di perfezionamento ed eventualmente tra professori o persone competenti estranee ai predetti corpi scientifici ; per la Scuola d'ingegneria di Milano, dal Consiglio dei professori, udito il Consiglio direttivo ; per l'Università di Firenze, dal Consiglio accademico, uditi il Consiglio direttivo e le Facoltà e Scuole ; per la Scuola di chimica industriale di Bologna, dal Consiglio direttivo, udita la Commissione amministrativa del Consorzio ; per la Scuola d'ingegneria navale di Genova, dal Consiglio accademico, udito il Consiglio direttivo ; per la Scuola d'ingegneria di Torino, dal Consiglio didattico, udito il Consiglio d'amministrazione.

Gli schemi degli Statuti saranno dai Rettori e Capi delle Università e Istituti, e per Bari dal presidente dello speciale Comitato, rassegnati al Ministro entro il mese di marzo 1924. Si provvederà quindi osservando le forme dell'articolo 1 comma 4°.

Art. 165. — I fondi che, sotto qualsiasi forma e per qualsiasi motivo, sono impiegati, alla data del presente Decreto, per il funzionamento delle Scuole di cui all'art. 113, saranno trasportati, con Decreto del Ministro delle Finanze, dal bilancio del Ministero della P. I. a quello del Ministero dell'Economia nazionale.

Quanto costituisce, alla predetta data, il patrimonio immobiliare e mobiliare delle Scuole medesime e quanto è ad esse assegnato di fabbricati e terreni, di suppelletti le scientifica, didattica, tecnica e libreria rimane integralmente destinato al servizio delle Scuole di cui trattasi.

Il personale di ogni categoria che alla data di pubblicazione del presente Decreto si troverà addetto alle Scuole di cui all'art. 113, nonchè i relativi posti vacanti comunque ad esse attribuiti, rimarranno loro assegnati.

Art. 166. — In relazione all'art. 95 e a cominciare dall'esercizio finanziario 1924-25 verranno soppressi nello stato di previsione della spesa

per il Ministero della P. I. gli stanziamenti corrispondenti a quelli di cui ai capitoli 84 et 85 dello stato di previsione per l'esercizio 1923-24.

Art. 167. — Il Ministro delle Finanze è autorizzato ad apportare allo stato di previsione della spesa per il Ministero della P. I. per l'esercizio finanziario 1923-24 le variazioni necessarie in dipendenza del presente Decreto.

Ordiniamo, ecc.

Dato a Racconigi, addì 30 settembre 1923.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

DE' STEFANI.

CORBINO.

OVIGLIO.

GENTILE.

Visto, *I guardasigilli*: OVIGLIO.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE.	7
 INTRODUCTION. — Circonstances politiques de la réforme scolaire.	
1. L'après-guerre en Italie : se réformer ou périr	11
2. Le fascisme, la marche sur Rome, les pleins pouvoirs. . . .	16
 CHAPITRE PREMIER. — Le nouveau régime. Hommes et doctrines.	
1. Giovanni Gentile et l'idéalisme absolu	27
2. Un néo-romantisme de l'éducation.	44
3. La fusion des deux « Fascio »	50
4. L'idéalisme au pouvoir	58
 CHAPITRE II. — La réforme de l'Administration scolaire.	
1. Les principes de la réforme	68
2. Réforme de la bureaucratie	75
3. L'administration centrale	84
4. Administration locale et contrôle	91
 CHAPITRE III. — La réforme de l'enseignement primaire.	
1. Le passé : étapes de la législation.	103
2. Le bilan de l'ancien régime	108
3. La réforme : le cadre nouveau de l'école.	113
4. L'école et l'initiative privée	122
5. La vie dans les nouveaux programmes	134
6. La religion à l'école primaire	148
7. Dispositions complémentaires	163
8. Le personnel enseignant : l'agitation d'après guerre. . . .	176
9. Statut et préparation de l'instituteur	183
 CHAPITRE IV. — La réforme de l'enseignement secondaire.	
1. La crise de l'enseignement secondaire	194
2. Les antécédents de la réforme	199
3. Le programme des idéalistes devant les partis	214
4. La nouvelle organisation scolaire	221
5. Les études et les examens	243
6. Le personnel et la hiérarchie	253

CHAPITRE V. — **La réforme de l'enseignement supérieur.**

1. Avant la réforme	264
2. La réforme : l'organisation générale	275
3. Le personnel enseignant	286
4. Études et étudiants	295
5. Les Instituts supérieurs du Magistère	303
CONCLUSIONS	306
BIBLIOGRAPHIES	317
PIÈCES JUSTIFICATIVES. — Textes législatifs. Décrets organiques.	
Réforme de l'administration scolaire	323
Réforme de l'enseignement primaire	334
Réforme de l'enseignement secondaire	341
Réforme de l'enseignement supérieur	471

Vu, le 16 mars 1926. .

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

Ferdinand BRUNOT.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur
de l'Académie de Paris,*

R. LAPIE.



